Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 19 février 2020

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité* - 1208174001

Accorder à Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée les contrats pour les lots 1 et 2 pour la fourniture, la plantation, l'arrosage et l'entretien des arbres 2020-2023 - Montant total de 2 039 574,59 $ taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 19-17976 (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1208554001

Accorder un contrat à USD Global Inc. pour le service de réparation de bacs roulants, pour une période de 2 ans avec une option de prolongation d'un an - Dépense totale de 448 954,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17955 (1 soumissionnaire)

20.003 Contrat de construction

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1197091005

Autoriser une dépense additionnelle de 162 241,22 $ pour les travaux de réfection de la structure CN au-dessus du boulevard Lacordaire situé dans l'arrondissement de Saint-Léonard, dans le cadre du contrat accordé au Canadien National (CM18 0970), majorant ainsi le montant total du contrat de 565 975,94 $ à 728 217,16 $, taxes incluses

20.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.005 Contrat de construction

CG *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1206810001

Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes incluses (contrat : 1 763 716,50 $ + contingences : 352 743,30 $ + incidences: 423 291,96 $) - Appel d'offres public IMM-15506 (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.006 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1197976002

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Dépense totale de 56 376 000 $, taxes incluses (contrat : 48 600 000 $; contingences : 4 860 000 $; incidences : 2 916 000 $) - Appel d'offres public 10247 (3 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.007 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1198148001

Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish - Dépense totale de 51 536 400 $, taxes incluses (contrat : 42 947 000 $ + contingences : 6 442 050 $ + incidences 2 147 350 $) - Appel d'offres public 10274 (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.008 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1196019001

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $; contingences : 704 209,73 $; incidence : 234 736,58 $) - Appel d'offres public 10329 (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.009 Contrat de construction

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1197231078

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses / Appel d'offres public 452820 (4 soumissionnaires) / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.010 Contrat de construction

CE *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1197231061

Autoriser une dépense additionnelle de 36 482,84 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total du contrat de 403 447,28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses / Approuver la convention modifiant la convention de services professionnels

20.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.012 Contrat de services professionnels

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1193855003

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 48 mois, avec Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $, taxes incluses pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 19-17816 (7 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.013 Entente

CE *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1193438036

Approuver un amendement à l'entente de recherche et développement coopérative entre la Corporation de l'école polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CE18 0459), pour étendre le projet COLITREND à l'arrondissement de Verdun - Autoriser une contribution financière de 24 000 $ pour permettre la réalisation du projet

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.014 Entente

CE *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1201213001

Approuver 8 ententes de visibilité pour la tenue du festival Montréal joue 2020 totalisant 28 743,75 $, taxes incluses - Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses à cette fin

20.015 Entente

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1197000004

Approuver l'entente subsidiaire entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13, dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12) - Autoriser à cette fin une dépense de 980 902,31 $ (conception et travaux: 963 656,06 + incidences: 17 246,25 $), taxes incluses

20.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.017 Subvention - Contribution financière

CE *Service des affaires juridiques* - 1202823001

Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour le Salon Visez Droit qui se tiendra du 30 mars au 2 avril 2020 au Complexe Desjardins

Compétence d'agglomération : Cour municipale

20.018 Subvention - Contribution financière

CE *Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements* - 1201197001

Accorder un soutien à 40 organismes pour un montant de 879 500 $ dans le cadre du programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2020

20.019 Subvention - Contribution financière

CE *Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications* - 1206157001

Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à l'Association francophone pour le savoir (Acfas) pour le projet La Preuve par l'image

20.020 Subvention - Soutien financier avec convention

CG *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine* - 1207598001

(AJOUT) Accorder une contribution financière maximale de 500 000 $ à l'ARTM (Autorité régionale de transport métropolitain), pour initier le projet de mobilité intégrée qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada - Approuver le projet de convention de contribution à cet effet

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

20.021 Immeuble - Location

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1205323001

(AJOUT) Approuver le bail par lequel la Ville loue à Espace Végo inc. pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2020, deux espaces situés au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan, d'une superficie totale de 446,5 m², à des fins d'exploitation de services de restauration, pour des recettes estimées de 723 537,89 $ - Accepter un dépôt de sécurité de 5 000 $, qui devra être remboursé à la fin du bail

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire* - 1208046001

Approuver la prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

30.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'évaluation de rendement insatisfaisant d'un fournisseur. En vertu du paragraphe 7.2 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1205208001

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1204320001

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2020

30.005 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1204320002

Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2020

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.007 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1208215001

Autoriser le déplacement de Mme Cathy Wong, présidente du conseil de ville et conseillère de ville du district de Peter McGill, à Helsinki et Stockholm du 29 février au 9 mars 2020 pour effectuer une mission exploratoire des institutions démocratiques du 21e siècle

30.008 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE *Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales* - 1207934001

Autoriser une dépense estimée à 1 385,73 $, relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, et Peter McQueen, conseiller de ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et de Mme Christine Gosselin, conseillère de ville du district du Vieux-Rosemont de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 3 au 6 mars 2020 à Saint-Hyacinthe, Québec

30.009 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1207211011

(AJOUT) Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), le long de la rue Bridge et le long des voies ferrées de CN, dans le secteur Bridge/Bonaventure - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

30.010 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1207211001

(AJOUT) Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), le long de la rue Bridge et à la hauteur de l'intersection des rues Des Irlandais et Bridge et le long des voies ferrées de CN , dans le secteur Bridge/Bonaventure - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

30.011 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1207211013

(AJOUT) Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), le long des voies ferrées de CN, dans le secteur Bridge/Bonaventure - Autoriser le directeur du Service des infrastructure du réseau routier à signer l'Avis pour non objection

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1207797001

Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082), rendant applicable ce règlement au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon »

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.008 Règlement - Adoption

CG *Service du greffe* - 1203599002

Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) » aux fins de fixer une rémunération pour les élu.es qui siègent sur le comité de vérification

Compétence d'agglomération : Acte mixte

40.009 Règlement - Emprunt

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1196194003

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - phase 1

40.010 Règlement - Autre sujet

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général* - 1207652001

Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2020

40.011 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1204521002

Renommer « rue des Petits-Chars » une partie du boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

40.012 Toponymie

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1204521001

Nommer la rue Yvette-Brillon, renommer « rue Yvette-Brillon » une partie de la rue de Port-Royal Ouest et nommer le prolongement de la rue Elzéar-Soucy, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

40.013 Ordonnance - Autre sujet

CE *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement* - 1203264003

(AJOUT) Édicter, en vertu de l'article 59 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (18-042), une ordonnance relative à l'autorisation de garde de reptiles, dans le cadre du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, sur le territoire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020

40.014 Règlement - Adoption

CG *Service de l'habitation* - 1198018001

(AJOUT) Adopter les projets de règlement intitulés « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social » et « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social »

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

50 – Ressources humaines

50.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

50.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Dépôt

CE *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières* - 1208078003

Prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er janvier au 31 janvier 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

60.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 23
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 14
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 17

CE : 10.002

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.001

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1208174001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder à Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée les contrats pour les lots 1 et 2 pour la fourniture, la plantation, l'arrosage et l'entretien des arbres 2020-2023; montant total de 2 039 574,59 $ taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 19-17976 – deux (2) soumissionnaires.

Il est recommandé:
1- d'accorder à la firme ci-dessous, désignée plus bas soumissionnaire conforme pour les lots 1 et 2, les contrats pour la fourniture, la plantation, l'arrosage et l'entretien d'arbres pour la période 2020-2023, aux prix de ses soumissions, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17976;

Soumissionnaire	Somme maximale taxes incluses	Période	Nombre d'arbres	Lot #
Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée	689 315,37 $	2020-2023	584	1
Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée	942 344,30 $	2020-2023	867	2

2- d'autoriser un montant de 163 165,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser un montant de 244 748,95 $, taxes incluses, à titre de variation de quantité;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 96,49 % par la ville centre et à 3,51 % par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-01-30 17:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208174001**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder à Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée les contrats pour les lots 1 et 2 pour la fourniture, la plantation, l'arrosage et l'entretien des arbres 2020-2023; montant total de 2 039 574,59 $ taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 19-17976 – deux (2) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (Service des grands parcs) coordonne un plan intensif de plantation d'arbres sur le domaine public, qui s'ajoute aux efforts de plantation déjà entrepris par les arrondissements. Ce plan de gestion de la forêt urbaine vise à augmenter la canopée et à enrichir la biodiversité. Les arrondissements souhaitant participer à ce plan déposent une liste de sites prêts à recevoir un arbre, en y précisant l'essence sélectionnée en plus des autres informations demandées par le Service des grands parcs. Ce dernier analyse les listes reçues et sélectionne les arrondissements qui ont fourni les informations requises.
Pour 2020, l'objectif étant de maximiser le nombre d'arbres à planter, tous les sites soumis par les arrondissements ont été retenus. Ces 3 198 sites de plantation ont été inclus dans l'appel d'offres public 19-17805 publié à l'automne 2019. Au terme de ce premier processus d'appel d'offres, deux lots sur un total de cinq ont été octroyés, les prix soumis pour les trois autres lots ayant été jugés non avantageux pour la Ville. Suivant une réorganisation des lots de plantations, un nouvel appel d'offres a été lancé en décembre 2019 visant la plantation de 1 451 arbres et permettant ainsi de couvrir l'ensemble des sites de plantation soumis par les arrondissements pour 2020.

Cet appel d'offres inclut les sites de plantations soumis par les arrondissements suivants :

· L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (327);
· Pierrefonds-Roxboro (353);
· Lachine (419);
· LaSalle (111);
· Le Sud-Ouest (181).

De plus, une liste de 60 sites de plantation dans les parterres arborés du parc du Mont-Royal a été déposée afin de remplacer certains frênes abattus dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'agrile du frêne.

La plantation de ces 1 451 arbres doit être réalisée par des entreprises privées au terme du processus d'appel d'offres public 19-17976 lancé par le Service de l'approvisionnement. La stratégie de sollicitation du marché compte deux lots, dont l'un vise les plantations du printemps 2020 et l'autre vise les plantations de l'automne 2020. L'octroi des contrats se fera par lot au plus bas soumissionnaire conforme. Cette façon de procéder assure à la Ville de Montréal l'obtention du meilleur prix pour chacun des lots.

L'appel d'offres a été publié le 4 décembre 2019 dans le quotidien Le Journal de Montréal et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en plus d'être affiché sur le portail officiel de la Ville de Montréal. La durée de la publication dans le SÉAO a été de 43 jours. L'ouverture des soumissions s'est déroulée le 16 janvier 2020. Les soumissions déposées sont valides pour 180 jours suivant la date d'ouverture des soumissions. Un addenda a été émis le 10 décembre 2020 afin de reporter la date d'ouverture de 2 jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1345 – 16 décembre 2019 - Accorder deux contrats à Pépinière Jardin 2000 inc. pour la fourniture, la plantation, l'arrosage et l'entretien des arbres, pour la période 2020-2023 - Dépense totale de 2 731 407,19 $ taxes, contingences et variation des quantités incluses - Appel d'offres public 19-17805 (lots 2 et 4) (5 soum.).
CM19 0711- 17 juin 2019 - Accorder des contrats à 9190-8673 Québec inc. pour le lot 1, à Pépinière Jardin 2000 inc. pour les lots 2 et 4 et à Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) ltée pour le lot 3, pour la fourniture, la plantation, l'entretien et l'arrosage d'arbres - Dépense totale de 4 456 587,50 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 19-17517 (7 soum.).

CM18 0973 - 22 août 2018 - Accorder à 9190-8673 Québec inc. le contrat pour le lot 1, à Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée les contrats pour les lots 2 et 3, et à Pépinière Jardin 2000 inc. le contrat pour le lot 4, pour la fourniture, la plantation, l'entretien et l'arrosage d'arbres - Dépense totale de 2 855 887,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16830 (6 soum.).

CE18 1287 - 8 août 2018 - Accorder à Les Entreprises Daniel Robert inc. le contrat pour le lot 5, pour la fourniture, la plantation, l'entretien et l'arrosage d'arbres; montant total de 122 871,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16830 - six (6) soumissionnaires.

CG17 0396 - 24 août 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement de la mise en oeuvre du plan d'action contre l'agrile du frêne dans les bois et les grands parcs relevant de la compétence du conseil d'agglomération.

CM17 1046 - 22 août 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 42 000 000 $ afin de financer la réalisation du Plan de gestion de la forêt urbaine.

DESCRIPTION

L'appel d'offres faisant l'objet du présent dossier couvre les activités suivantes :
· la fourniture d'arbres de calibre (printemps et automne 2020);
· les préparatifs préalables à la plantation (printemps et automne 2020);
· la plantation et l'arrosage d'arbres sur le domaine public (printemps et automne 2020);
· l'arrosage et l'entretien de tous les arbres plantés en 2020 pour les trois années subséquentes (2021 à 2023);
· l'arrosage des arbres remplacés en 2021 dans le cadre de la garantie (2021 à 2023);

· l'arrosage des arbres remplacés en 2022 dans le cadre de la garantie (2022 à 2024);
· l'arrosage des arbres remplacés en 2023 dans le cadre de la garantie (2023 à 2025).

Les travaux seront réalisés en étroite collaboration avec les intervenants des arrondissements concernés.

Un montant représentant 10 % de la valeur des contrats est prévu pour les contingences et un montant représentant 15 % de la valeur des contrats est prévu pour les variations de quantités.

L'arrosage et les travaux d'entretien commenceront dès la plantation au printemps 2020 et se poursuivront jusqu'à la fin de la période de garantie, soit à la fin de l'automne 2023. Cependant, si pendant la période de garantie un arbre devait être remplacé, la période d'entretien et d'arrosage pourrait alors se prolonger au-delà de 2023.

JUSTIFICATION

Il y a eu six preneurs de cahier des charges. Deux entreprises ont déposé une soumission, soit 33 % des preneurs.

Soumissionnaires conformes	Lot 1 Prix soumis (taxes incluses)	Lot 2 Prix soumis (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée	689 315,37 $	942 344,30 $	1 631 659,67 $
9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige inc.)	930 859,45 $	1 266 778,45 $	2 197 637,90 $
Dernière estimation réalisée ($)	762 530,02 $	1 132 043,71 $	1 894 573,73 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)	-73 214,65 $	-189 699,41 $	(262 914,06) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	-9,60 %	-16,76 %	-13,88 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)	241 544,08 $	324 434,15 $	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	35,04 %	34,43 %	N/A
PRIX SOUMIS (taxes incluses)	689 315,37 $	942 344,30 $	1 631 659,67 $
AUTRES (Contingences + variations de quantités) (taxes incluses)	172 328,84 $	235 586,08 $	407 914,92 $
MONTANT TOTAL	861 644,21 $	1 177 930,38 $	2 039 574,59 $

À la suite de l'analyse des soumissions, l'entrepreneur suivant est déclaré être le plus bas soumissionnaire conforme pour le lot indiqué :

· lot 1, plantations du printemps 2020 (L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro, LaSalle, Le Sud-Ouest, Parc du Mont-Royal), 584 arbres : Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée;
· lot 2, plantations de l'automne 2020 (L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Pierrefonds-Roxboro, Lachine), 867 arbres : Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée.

En date du 17 janvier 2020, cette entreprise n'était pas :

· sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant;
· inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
· rendue non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Cette entreprise détient une licence d'entrepreneur avec la sous-catégorie 2.5 excavation et terrassement émise par la Régie du bâtiment du Québec.

Par ailleurs, sur la base de l'expérience des années antérieures, il est prudent de croire que certains imprévus devront être gérés dans le cadre des présents contrats. Ainsi, une contingence représentant
10 % de la valeur totale doit être prévue et le montant de celle-ci s'élève à 163 165,97 $. Des crédits alloués à la variation des quantités, représentant 15 % de la valeur totale des plus basses soumissions conformes, devraient également être prévus et le montant s'élève à 244 748,95 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total brut des contrats à octroyer est de 2 039 574,59 $ incluant les taxes.
Montant des contingences : 163 165,97 $.
Montant pour la variation des quantités : 244 748,95 $.

Un montant maximal de 1 862 403,45 $ (net de ristourne) sera financé comme suit :

· un montant maximal de 1 797 099,91 $ par le règlement d'emprunt de compétence locale # 17-072 - Plan de gestion de la forêt urbaine.
· un montant maximal de 65 303,54 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-024 - Plan de gestion de la forêt urbaine;
· cette dépense sera assumée à 96,49 % par la Ville centre. Le solde restant, de 3,51 %, sera assumé par l'agglomération. Le pourcentage de la dépense assumée par l'agglomération a été établi en proportion de la valeur des plantations au parc du Mont-Royal du contrat pour le lot 1 (65 303,54 $) par rapport à la valeur totale du montant à octroyer pour les deux lots (1 862 403,45 $);
· la partie de la dépense assumée par l'agglomération concerne le parc du Mont-Royal qui est d'intérêt collectif tel que décrit à l'annexe du décret 1229-2005 et qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

La répartition de la dépense (net de ristourne) par année se fera comme suit :

Projet	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**
17-072 - Contrat	1 201 099,00 $	78 860,31 $	78 860,31 $	78 860,31 $
17-072 - Contingences	120 109,90 $	7 886,03 $	7 886,03 $	7 886,03 $
17-072 - Variation quantité	180 164,85 $	11 829,05 $	11 829,05 $	11 829,05 $
17-072 - Dépense totale	**1 501 373,74 $**	**98 575,39 $**	**98 575,39 $**	**98 575,39 $**
RCG 19-024 - Contrat	42 038,04 $	3 401,60 $	3 401,60 $	3 401,60 $
RCG 19-024 - Contingences	4 203,80 $	340,16 $	340,16 $	340,16 $
RCG 19-024 - Variation quantité	6 305,71 $	510,24 $	510,24 $	510,24 $
RCG 19-024 - Dépense totale	**52 547,56 $**	**4 251,99 $**	**4 251,99 $**	**4 251,99 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les contrats visant la plantation de 1 451 arbres permettront l'intensification du volet canopée du plan de gestion de la forêt urbaine sur le domaine public municipal. Ces plantations sont une réponse directe à la cible collective du plan *Montréal Durable 2016-2020* « d'augmenter l'indice de canopée de 20 à 25 % d'ici 2025 ». La forêt urbaine contribue notamment à améliorer la qualité de l'air, à favoriser le captage des eaux de pluie et à lutter contre la formation d'îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ces contrats s'avère nécessaire à la réalisation du volet de renforcement de la canopée sur le domaine public du plan de gestion de la forêt urbaine pour l'année 2020. Sans cet octroi de contrats, la Ville de Montréal prendra du retard dans son engagement de hausser la canopée pris dans le cadre du plan *Montréal Durable 2016-2020* .
L'octroi de ces contrats à la séance du conseil municipal du 24 février 2020 offrira aux adjudicataires un délai minimal pour engager le processus d'approvisionnement en arbres et planifier les travaux en vue des plantations du printemps 2020. L'ajournement d'une décision compromettrait la saison de plantation du printemps 2020, ce qui pourrait, à terme, avoir des répercussions sur l'atteinte de l'objectif d'augmentation de la canopée. Les plantations du printemps permettent d'augmenter la biodiversité puisque la plantation printanière est recommandée pour certaines espèces d'arbres. L'ajout de la saison de plantation printanière s'avère également essentiel pour réduire la pression sur la réalisation des travaux à l'automne et permettra d'augmenter la cadence en vue d'atteindre les objectifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pour les plantations en milieu résidentiel, les propriétaires riverains recevront une lettre les informant de la plantation imminente d'un arbre.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance visée pour approbation par le comité exécutif : 19 février 2020;
Séance visée pour approbation par le conseil municipal : 24 février 2020;
Période visée pour la réalisation des travaux de plantation : entre le 13 avril et le 19 juin 2020 pour les plantations du printemps et entre le 13 octobre et le 27 novembre 2020 pour les plantations d'automne;
Période visée pour la réalisation des travaux d'entretien et d'arrosage : à partir du printemps 2020, jusqu'à l'automne 2023 et jusqu'à 2025 pour les arbres remplacés sous garantie;
Fin des travaux : normalement vers le 30 novembre 2023. Cependant, l'arrosage des arbres remplacés sous garantie pourrait se poursuivre jusqu'au 15 novembre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Daniel LÉGER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction des revenus (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Lyne ARBOUR
Conseillère en planification

Tél : 514-872-9858
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-20

Daniel BÉDARD
Chef de division

Tél : 514 872-1642
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur
Tél : 514 872-1712
Approuvé le : 2020-01-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2020-01-30

Montréal

LISTE DES PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES

Nom du service : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Nom de la division : Forêt urbaine

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES 19-17976
Date de publication : 4 décembre 2019
Date d'ouverture : 16 janvier 2020

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	Les entreprises Rose Neige
2	Les Entreprises Ventec Inc
3	Par françois pour Joseph Labelle Paysagiste inc.
4	Pavages Inter-Pavé
5	Strathmore Landscape
6	Terrazzo Inc

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208174001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Objet :	Accorder à Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) Ltée les contrats pour les lots 1 et 2 pour la fourniture, la plantation, l'arrosage et l'entretien des arbres 2020-2023; montant total de 2 039 574,59 $ taxes, contingences et variation de quantité incluses - Appel d'offres public 19-17976 – deux (2) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Nouvelle Appel D'offres.pdf19-17976 pv.pdf19-17976 Liste des commandes.pdf

19-17976 vf TCP (14) 20200124.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17976 — No du GDD : 1208174001

Titre de l'appel d'offres : Fourniture, plantation et arrosage d'arbres - Service des grands parcs - 2020-2023

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 4 - 12 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 14 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 16 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 10 - 12 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 33,3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 7 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 14 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le soumissionnaire coché √ est recommandé pour l'octroi de contrat pour les lots indiqués en caractère gras et soulignés.

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lots
Entrepreneurs paysagiste Strathmore (1997) ltée : **Lot 1** **Lot 2**	689 315.37$ 942 344.30$	√	1 et 2
9190-8673 Qc inc / Les entreprises Rose Neige : Lot 1 Lot 2	930 859.45$ 1 266 778.45$		

Information additionnelle

Le soumissionnaire recommandé dans le présent sommaire décisionnel n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles), n'est pas rendus non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville et détient l'autorisation de contractée délivrée par l'AMP. Des erreurs de formules du fichier Excel ont occasionnées des erreurs de calcul pour le lot 1 du bordereau, la correction des montants a été effectuée pour ce lot sur chacune des soumissions déposées. Des preneurs de documents ont mentionnés qu'ils n'ont pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer une soumission à l'intérieur du délai accordé de 42 jours.

Préparé par : Daniel Léger — Le 23 - 1 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 1	Printemps 2020	Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée	1	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			2	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			3	Arbres	10	Unité	1	400,00 $	4 000,00 $	4 599,00 $
			4	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			5	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			6	Arbres	1	Unité	1	400,00 $	400,00 $	459,90 $
			7	Arbres	12	Unité	1	400,00 $	4 800,00 $	5 518,80 $
			8	Arbres	6	Unité	1	400,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
			9	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			10	Arbres	10	Unité	1	400,00 $	4 000,00 $	4 599,00 $
			11	Arbres	9	Unité	1	400,00 $	3 600,00 $	4 139,10 $
			12	Arbres	5	Unité	1	400,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			13	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			14	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			15	Arbres	9	Unité	1	400,00 $	3 600,00 $	4 139,10 $
			16	Arbres	17	Unité	1	400,00 $	6 800,00 $	7 818,30 $
			17	Arbres	14	Unité	1	400,00 $	5 600,00 $	6 438,60 $
			18	Arbres	9	Unité	1	400,00 $	3 600,00 $	4 139,10 $
			19	Arbres	7	Unité	1	400,00 $	2 800,00 $	3 219,30 $
			20	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			21	Arbres	6	Unité	1	400,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
			22	Arbres	7	Unité	1	400,00 $	2 800,00 $	3 219,30 $
			23	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			24	Arbres	12	Unité	1	400,00 $	4 800,00 $	5 518,80 $
			25	Arbres	20	Unité	1	400,00 $	8 000,00 $	9 198,00 $
			26	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			27	Arbres	13	Unité	1	400,00 $	5 200,00 $	5 978,70 $
			28	Arbres	15	Unité	1	400,00 $	6 000,00 $	6 898,50 $
			29	Arbres	8	Unité	1	400,00 $	3 200,00 $	3 679,20 $
			30	Arbres	22	Unité	1	400,00 $	8 800,00 $	10 117,80 $
			31	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			32	Arbres	1	Unité	1	400,00 $	400,00 $	459,90 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 1	Printemps 2020	Entrepreneur Paysagistes	33	Arbres	7	Unité	1	400,00 $	2 800,00 $	3 219,30 $
			34	Arbres	5	Unité	1	400,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			35	Arbres	10	Unité	1	400,00 $	4 000,00 $	4 599,00 $
			36	Arbres	26	Unité	1	400,00 $	10 400,00 $	11 957,40 $
			37	Arbres	6	Unité	1	400,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
			38	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			39	Arbres	5	Unité	1	400,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			40	Arbres	6	Unité	1	400,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
			41	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			42	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			43	Arbres	9	Unité	1	400,00 $	3 600,00 $	4 139,10 $
			44	Arbres	5	Unité	1	400,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			45	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			46	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			47	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			48	Arbres	5	Unité	1	400,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			49	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			50	Arbres	32	Unité	1	400,00 $	12 800,00 $	14 716,80 $
			51	Arbres	5	Unité	1	400,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			52	Arbres	10	Unité	1	400,00 $	4 000,00 $	4 599,00 $
			53	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			54	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			55	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			56	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			57	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			58	Arbres	2	Unité	1	400,00 $	800,00 $	919,80 $
			59	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			60	Arbres	1	Unité	1	400,00 $	400,00 $	459,90 $
			61	Arbres	9	Unité	1	400,00 $	3 600,00 $	4 139,10 $
			62	Arbres	7	Unité	1	400,00 $	2 800,00 $	3 219,30 $
			63	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			64	Arbres	9	Unité	1	400,00 $	3 600,00 $	4 139,10 $
			65	Arbres	7	Unité	1	400,00 $	2 800,00 $	3 219,30 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 1	Printemps 2020	Entrepreneur Paysagistes	66	Arbres	22	Unité	1	400,00 $	8 800,00 $	10 117,80 $
			67	Arbres	27	Unité	1	400,00 $	10 800,00 $	12 417,30 $
			68	Arbres	6	Unité	1	400,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
			69	Arbres	1	Unité	1	400,00 $	400,00 $	459,90 $
			70	Arbres	1	Unité	1	400,00 $	400,00 $	459,90 $
			71	Arbres	1	Unité	1	400,00 $	400,00 $	459,90 $
			72	Arbres	5	Unité	1	400,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			73	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			74	Arbres	1	Unité	1	400,00 $	400,00 $	459,90 $
			75	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			76	Arbres	8	Unité	1	400,00 $	3 200,00 $	3 679,20 $
			77	Arbres	4	Unité	1	400,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			78	Arbres	6	Unité	1	400,00 $	2 400,00 $	2 759,40 $
			79	Arbres	8	Unité	1	400,00 $	3 200,00 $	3 679,20 $
			80	Arbres	3	Unité	1	400,00 $	1 200,00 $	1 379,70 $
			81	Plantation	391	Unité	1	380,00 $	148 580,00 $	170 829,86 $
			82	Plantation	193	Unité	1	400,00 $	77 200,00 $	88 760,70 $
			83	Grille	4	Unité	1	75,00 $	300,00 $	344,93 $
			84	Redressement arbres	15	Unité	1	10,00 $	150,00 $	172,46 $
			85	Tuteur	128	Unité	1	15,00 $	1 920,00 $	2 207,52 $
			86	Redressement tuteur	13	Unité	1	10,00 $	130,00 $	149,47 $
			87	Ouvrage haubanage	19	Unité	1	15,00 $	285,00 $	327,68 $
			88	Redressement haub.	5	Unité	1	10,00 $	50,00 $	57,49 $
			89	Protecteurs	250	Unité	1	8,00 $	2 000,00 $	2 299,50 $
			90	Arrosage 2020	11904	Unité	1	3,00 $	35 712,00 $	41 059,87 $
			91	Arrosage 2021 à 2025	31536	Unité	1	3,00 $	94 608,00 $	108 775,55 $
			92	Cuvette d'arosage	584	Unité	1	10,00 $	5 840,00 $	6 714,54 $
			93	Paillis	90	mètre cube	1	50,00 $	4 500,00 $	5 173,88 $
			94	Arrachage souche	7	Unité	1	25,00 $	175,00 $	201,21 $
			95	Arrachage souche	16	Unité	1	25,00 $	400,00 $	459,90 $
			96	Arrachage racines	16	Unité	1	25,00 $	400,00 $	459,90 $
			97	Arrachage arbres	16	Unité	1	25,00 $	400,00 $	459,90 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 1	Printemps 2020	Entrepreneur Paysagistes	98	Transport excédent	35	Unité	1	25,00 $	875,00 $	1 006,03 $
			99	Transport excédent	800	km	1	2,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			100	Raccordement tuyau	35	Unité	1	25,00 $	875,00 $	1 006,03 $
			101	Lettres	292	Unité	1	5,00 $	1 460,00 $	1 678,64 $
			102	Jauge hivernale	35	Unité	1	25,00 $	875,00 $	1 006,03 $
		Total (Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée)							**599 535,00 $**	**689 315,37 $**
		9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	1	Arbres	2	Unité	1	205,00 $	410,00 $	471,40 $
			2	Arbres	3	Unité	1	255,00 $	765,00 $	879,56 $
			3	Arbres	10	Unité	1	255,00 $	2 550,00 $	2 931,86 $
			4	Arbres	2	Unité	1	255,00 $	510,00 $	586,37 $
			5	Arbres	2	Unité	1	255,00 $	510,00 $	586,37 $
			6	Arbres	1	Unité	1	255,00 $	255,00 $	293,19 $
			7	Arbres	12	Unité	1	255,00 $	3 060,00 $	3 518,24 $
			8	Arbres	6	Unité	1	205,00 $	1 230,00 $	1 414,19 $
			9	Arbres	3	Unité	1	300,00 $	900,00 $	1 034,78 $
			10	Arbres	10	Unité	1	265,00 $	2 650,00 $	3 046,84 $
			11	Arbres	9	Unité	1	265,00 $	2 385,00 $	2 742,15 $
			12	Arbres	5	Unité	1	265,00 $	1 325,00 $	1 523,42 $
			13	Arbres	3	Unité	1	265,00 $	795,00 $	914,05 $
			14	Arbres	4	Unité	1	265,00 $	1 060,00 $	1 218,74 $
			15	Arbres	9	Unité	1	265,00 $	2 385,00 $	2 742,15 $
			16	Arbres	17	Unité	1	225,00 $	3 825,00 $	4 397,79 $
			17	Arbres	14	Unité	1	265,00 $	3 710,00 $	4 265,57 $
			18	Arbres	9	Unité	1	320,00 $	2 880,00 $	3 311,28 $
			19	Arbres	7	Unité	1	265,00 $	1 855,00 $	2 132,79 $
			20	Arbres	4	Unité	1	215,00 $	860,00 $	988,79 $
			21	Arbres	6	Unité	1	215,00 $	1 290,00 $	1 483,18 $
			22	Arbres	7	Unité	1	280,00 $	1 960,00 $	2 253,51 $
			23	Arbres	4	Unité	1	335,00 $	1 340,00 $	1 540,67 $
			24	Arbres	12	Unité	1	275,00 $	3 300,00 $	3 794,18 $
			25	Arbres	20	Unité	1	365,00 $	7 300,00 $	8 393,18 $
			26	Arbres	4	Unité	1	365,00 $	1 460,00 $	1 678,64 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 1	Printemps 2020	9190-8673 Québec inc (Les	27	Arbres	13	Unité	1	365,00 $	4 745,00 $	5 455,56 $
			28	Arbres	15	Unité	1	365,00 $	5 475,00 $	6 294,88 $
			29	Arbres	8	Unité	1	365,00 $	2 920,00 $	3 357,27 $
			30	Arbres	22	Unité	1	365,00 $	8 030,00 $	9 232,49 $
			31	Arbres	3	Unité	1	215,00 $	645,00 $	741,59 $
			32	Arbres	1	Unité	1	245,00 $	245,00 $	281,69 $
			33	Arbres	7	Unité	1	245,00 $	1 715,00 $	1 971,82 $
			34	Arbres	5	Unité	1	245,00 $	1 225,00 $	1 408,44 $
			35	Arbres	10	Unité	1	245,00 $	2 450,00 $	2 816,89 $
			36	Arbres	26	Unité	1	265,00 $	6 890,00 $	7 921,78 $
			37	Arbres	6	Unité	1	265,00 $	1 590,00 $	1 828,10 $
			38	Arbres	2	Unité	1	265,00 $	530,00 $	609,37 $
			39	Arbres	5	Unité	1	255,00 $	1 275,00 $	1 465,93 $
			40	Arbres	6	Unité	1	225,00 $	1 350,00 $	1 552,16 $
			41	Arbres	2	Unité	1	395,00 $	790,00 $	908,30 $
			42	Arbres	2	Unité	1	395,00 $	790,00 $	908,30 $
			43	Arbres	9	Unité	1	215,00 $	1 935,00 $	2 224,77 $
			44	Arbres	5	Unité	1	215,00 $	1 075,00 $	1 235,98 $
			45	Arbres	4	Unité	1	215,00 $	860,00 $	988,79 $
			46	Arbres	2	Unité	1	215,00 $	430,00 $	494,39 $
			47	Arbres	2	Unité	1	215,00 $	430,00 $	494,39 $
			48	Arbres	5	Unité	1	215,00 $	1 075,00 $	1 235,98 $
			49	Arbres	3	Unité	1	215,00 $	645,00 $	741,59 $
			50	Arbres	32	Unité	1	300,00 $	9 600,00 $	11 037,60 $
			51	Arbres	5	Unité	1	300,00 $	1 500,00 $	1 724,63 $
			52	Arbres	10	Unité	1	300,00 $	3 000,00 $	3 449,25 $
			53	Arbres	4	Unité	1	185,00 $	740,00 $	850,82 $
			54	Arbres	2	Unité	1	200,00 $	400,00 $	459,90 $
			55	Arbres	3	Unité	1	200,00 $	600,00 $	689,85 $
			56	Arbres	4	Unité	1	265,00 $	1 060,00 $	1 218,74 $
			57	Arbres	3	Unité	1	265,00 $	795,00 $	914,05 $
			58	Arbres	2	Unité	1	265,00 $	530,00 $	609,37 $
			59	Arbres	3	Unité	1	285,00 $	855,00 $	983,04 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 1	Printemps 2020	9190-8673 Québec inc (Les	60	Arbres	1	Unité	1	290,00 $	290,00 $	333,43 $
			61	Arbres	9	Unité	1	280,00 $	2 520,00 $	2 897,37 $
			62	Arbres	7	Unité	1	255,00 $	1 785,00 $	2 052,30 $
			63	Arbres	4	Unité	1	255,00 $	1 020,00 $	1 172,75 $
			64	Arbres	9	Unité	1	295,00 $	2 655,00 $	3 052,59 $
			65	Arbres	7	Unité	1	295,00 $	2 065,00 $	2 374,23 $
			66	Arbres	22	Unité	1	295,00 $	6 490,00 $	7 461,88 $
			67	Arbres	27	Unité	1	295,00 $	7 965,00 $	9 157,76 $
			68	Arbres	6	Unité	1	295,00 $	1 770,00 $	2 035,06 $
			69	Arbres	1	Unité	1	255,00 $	255,00 $	293,19 $
			70	Arbres	1	Unité	1	245,00 $	245,00 $	281,69 $
			71	Arbres	1	Unité	1	245,00 $	245,00 $	281,69 $
			72	Arbres	5	Unité	1	245,00 $	1 225,00 $	1 408,44 $
			73	Arbres	4	Unité	1	245,00 $	980,00 $	1 126,76 $
			74	Arbres	1	Unité	1	245,00 $	245,00 $	281,69 $
			75	Arbres	3	Unité	1	265,00 $	795,00 $	914,05 $
			76	Arbres	8	Unité	1	275,00 $	2 200,00 $	2 529,45 $
			77	Arbres	4	Unité	1	275,00 $	1 100,00 $	1 264,73 $
			78	Arbres	6	Unité	1	275,00 $	1 650,00 $	1 897,09 $
			79	Arbres	8	Unité	1	275,00 $	2 200,00 $	2 529,45 $
			80	Arbres	3	Unité	1	275,00 $	825,00 $	948,54 $
			81	Plantation	391	Unité	1	475,00 $	185 725,00 $	213 537,32 $
			82	Plantation	193	Unité	1	450,00 $	86 850,00 $	99 855,79 $
			83	Grille	4	Unité	1	75,00 $	300,00 $	344,93 $
			84	Redressement arbres	15	Unité	1	100,00 $	1 500,00 $	1 724,63 $
			85	Tuteur	128	Unité	1	35,00 $	4 480,00 $	5 150,88 $
			86	Redressement tuteur	13	Unité	1	20,00 $	260,00 $	298,94 $
			87	Ouvrage haubanage	19	Unité	1	50,00 $	950,00 $	1 092,26 $
			88	Redressement haub.	5	Unité	1	30,00 $	150,00 $	172,46 $
			89	Protecteurs	250	Unité	1	15,00 $	3 750,00 $	4 311,56 $
			90	Arrosage 2020	11904	Unité	1	8,00 $	95 232,00 $	109 492,99 $
			91	Arrosage 2021 à 2025	31536	Unité	1	8,00 $	252 288,00 $	290 068,13 $
			92	Cuvette d'arosage	584	Unité	1	15,00 $	8 760,00 $	10 071,81 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 1	Printemps 2020	9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	93	Paillis	90	mètre cube	1	50,00 $	4 500,00 $	5 173,88 $
			94	Arrachage souche	7	Unité	1	50,00 $	350,00 $	402,41 $
			95	Arrachage souche	16	Unité	1	50,00 $	800,00 $	919,80 $
			96	Arrachage racines	16	Unité	1	50,00 $	800,00 $	919,80 $
			97	Arrachage arbres	16	Unité	1	100,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			98	Transport excédent	35	Unité	1	10,00 $	350,00 $	402,41 $
			99	Transport excédent	800	km	1	2,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			100	Raccordement tuyau	35	Unité	1	50,00 $	1 750,00 $	2 012,06 $
			101	Lettres	292	Unité	1	2,00 $	584,00 $	671,45 $
			102	Jauge hivernale	35	Unité	1	50,00 $	1 750,00 $	2 012,06 $
		Total (9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige))							**809 619,00 $**	**930 859,45 $**
LOT 2	Automne 2020	Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée	103	Arbres	3	Unité	1	390,00 $	1 170,00 $	1 345,21 $
			104	Arbres	30	Unité	1	390,00 $	11 700,00 $	13 452,08 $
			105	Arbres	2	Unité	1	390,00 $	780,00 $	896,81 $
			106	Arbres	26	Unité	1	390,00 $	10 140,00 $	11 658,47 $
			107	Arbres	34	Unité	1	390,00 $	13 260,00 $	15 245,69 $
			108	Arbres	8	Unité	1	390,00 $	3 120,00 $	3 587,22 $
			109	Arbres	13	Unité	1	390,00 $	5 070,00 $	5 829,23 $
			110	Arbres	23	Unité	1	390,00 $	8 970,00 $	10 313,26 $
			111	Arbres	2	Unité	1	390,00 $	780,00 $	896,81 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée	112	Arbres	13	Unité	1	390,00 $	5 070,00 $	5 829,23 $
			113	Arbres	7	Unité	1	390,00 $	2 730,00 $	3 138,82 $
			114	Arbres	7	Unité	1	390,00 $	2 730,00 $	3 138,82 $
			115	Arbres	73	Unité	1	390,00 $	28 470,00 $	32 733,38 $
			116	Arbres	8	Unité	1	390,00 $	3 120,00 $	3 587,22 $
			117	Arbres	17	Unité	1	390,00 $	6 630,00 $	7 622,84 $
			118	Arbres	8	Unité	1	390,00 $	3 120,00 $	3 587,22 $
			119	Arbres	46	Unité	1	390,00 $	17 940,00 $	20 626,52 $
			120	Arbres	10	Unité	1	390,00 $	3 900,00 $	4 484,03 $
			121	Arbres	14	Unité	1	390,00 $	5 460,00 $	6 277,64 $
			122	Arbres	18	Unité	1	390,00 $	7 020,00 $	8 071,25 $
			123	Arbres	14	Unité	1	390,00 $	5 460,00 $	6 277,64 $
			124	Arbres	23	Unité	1	390,00 $	8 970,00 $	10 313,26 $
			125	Arbres	17	Unité	1	390,00 $	6 630,00 $	7 622,84 $
			126	Arbres	3	Unité	1	390,00 $	1 170,00 $	1 345,21 $
			127	Arbres	38	Unité	1	390,00 $	14 820,00 $	17 039,30 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée	128	Arbres	25	Unité	1	390,00 $	9 750,00 $	11 210,06 $
			129	Arbres	12	Unité	1	390,00 $	4 680,00 $	5 380,83 $
			130	Arbres	32	Unité	1	390,00 $	12 480,00 $	14 348,88 $
			131	Arbres	3	Unité	1	390,00 $	1 170,00 $	1 345,21 $
			132	Arbres	10	Unité	1	390,00 $	3 900,00 $	4 484,03 $
			133	Arbres	6	Unité	1	390,00 $	2 340,00 $	2 690,42 $
			134	Arbres	20	Unité	1	390,00 $	7 800,00 $	8 968,05 $
			135	Arbres	3	Unité	1	390,00 $	1 170,00 $	1 345,21 $
			136	Arbres	8	Unité	1	390,00 $	3 120,00 $	3 587,22 $
			137	Arbres	1	Unité	1	390,00 $	390,00 $	448,40 $
			138	Arbres	6	Unité	1	390,00 $	2 340,00 $	2 690,42 $
			139	Arbres	6	Unité	1	390,00 $	2 340,00 $	2 690,42 $
			140	Arbres	18	Unité	1	390,00 $	7 020,00 $	8 071,25 $
			141	Arbres	36	Unité	1	390,00 $	14 040,00 $	16 142,49 $
			142	Arbres	8	Unité	1	390,00 $	3 120,00 $	3 587,22 $
			143	Arbres	5	Unité	1	390,00 $	1 950,00 $	2 242,01 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée	144	Arbres	2	Unité	1	390,00 $	780,00 $	896,81 $
			145	Arbres	3	Unité	1	390,00 $	1 170,00 $	1 345,21 $
			146	Arbres	3	Unité	1	390,00 $	1 170,00 $	1 345,21 $
			147	Arbres	12	Unité	1	390,00 $	4 680,00 $	5 380,83 $
			148	Arbres	6	Unité	1	390,00 $	2 340,00 $	2 690,42 $
			149	Arbres	9	Unité	1	390,00 $	3 510,00 $	4 035,62 $
			150	Arbres	5	Unité	1	390,00 $	1 950,00 $	2 242,01 $
			151	Arbres	6	Unité	1	390,00 $	2 340,00 $	2 690,42 $
			152	Arbres	1	Unité	1	390,00 $	390,00 $	448,40 $
			153	Arbres	5	Unité	1	390,00 $	1 950,00 $	2 242,01 $
			154	Arbres	21	Unité	1	390,00 $	8 190,00 $	9 416,45 $
			155	Arbres	8	Unité	1	390,00 $	3 120,00 $	3 587,22 $
			156	Arbres	8	Unité	1	390,00 $	3 120,00 $	3 587,22 $
			157	Arbres	13	Unité	1	390,00 $	5 070,00 $	5 829,23 $
			158	Arbres	6	Unité	1	390,00 $	2 340,00 $	2 690,42 $
			159	Arbres	3	Unité	1	390,00 $	1 170,00 $	1 345,21 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée	160	Arbres	20	Unité	1	390,00 $	7 800,00 $	8 968,05 $
			161	Arbres	10	Unité	1	390,00 $	3 900,00 $	4 484,03 $
			162	Arbres	16	Unité	1	390,00 $	6 240,00 $	7 174,44 $
			163	Arbres	33	Unité	1	390,00 $	12 870,00 $	14 797,28 $
			164	Arbres	5	Unité	1	390,00 $	1 950,00 $	2 242,01 $
			165	Arbres	5	Unité	1	390,00 $	1 950,00 $	2 242,01 $
			166	Arbres	11	Unité	1	390,00 $	4 290,00 $	4 932,43 $
			167	Plantation	743	Unité	1	340,00 $	252 620,00 $	290 449,85 $
			168	Plantation	124	Unité	1	355,00 $	44 020,00 $	50 612,00 $
			169	Grille	3	Unité	1	10,00 $	30,00 $	34,49 $
			170	Redressement arbres	18	Unité	1	10,00 $	180,00 $	206,96 $
			171	Tuteur	580	Unité	1	15,00 $	8 700,00 $	10 002,83 $
			172	Redressement tuteur	58	Unité	1	10,00 $	580,00 $	666,86 $
			173	Ouvrage haubanage	12	Unité	1	15,00 $	180,00 $	206,96 $
			174	Redressement haub.	3	Unité	1	10,00 $	30,00 $	34,49 $
			175	Protecteurs	657	Unité	1	8,00 $	5 256,00 $	6 043,09 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée	176	Arrosage 2020	2601	Unité	1	3,00 $	7 803,00 $	8 971,50 $
			177	Arrosage 2021 à 2025	46818	Unité	1	3,00 $	140 454,00 $	161 486,99 $
			178	Cuvette d'arosage	867	Unité	1	10,00 $	8 670,00 $	9 968,33 $
			179	Paillis	125	mètre cube	1	50,00 $	6 250,00 $	7 185,94 $
			180	Arrachage souche	10	Unité	1	25,00 $	250,00 $	287,44 $
			181	Arrachage souche	21	Unité	1	25,00 $	525,00 $	603,62 $
			182	Arrachage racines	21	Unité	1	25,00 $	525,00 $	603,62 $
			183	Arrachage arbres	21	Unité	1	20,00 $	420,00 $	482,90 $
			184	Transport excédent	45	Unité	1	20,00 $	900,00 $	1 034,78 $
			185	Transport excédent	375	km	1	1,00 $	375,00 $	431,16 $
			186	Raccordement tuyau	45	Unité	1	20,00 $	900,00 $	1 034,78 $
			187	Lettres	382	Unité	1	5,00 $	1 910,00 $	2 196,02 $
			188	Jauge hivernale	45	Unité	1	20,00 $	900,00 $	1 034,78 $
		Total (Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée)							**819 608,00 $**	**942 344,30 $**
		9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	103	Arbres	3	Unité	1	205,00 $	615,00 $	707,10 $
			104	Arbres	30	Unité	1	255,00 $	7 650,00 $	8 795,59 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	105	Arbres	2	Unité	1	255,00 $	510,00 $	586,37 $
			106	Arbres	26	Unité	1	255,00 $	6 630,00 $	7 622,84 $
			107	Arbres	34	Unité	1	205,00 $	6 970,00 $	8 013,76 $
			108	Arbres	8	Unité	1	205,00 $	1 640,00 $	1 885,59 $
			109	Arbres	13	Unité	1	265,00 $	3 445,00 $	3 960,89 $
			110	Arbres	23	Unité	1	265,00 $	6 095,00 $	7 007,73 $
			111	Arbres	2	Unité	1	265,00 $	530,00 $	609,37 $
			112	Arbres	13	Unité	1	265,00 $	3 445,00 $	3 960,89 $
			113	Arbres	7	Unité	1	265,00 $	1 855,00 $	2 132,79 $
			114	Arbres	7	Unité	1	290,00 $	2 030,00 $	2 333,99 $
			115	Arbres	73	Unité	1	215,00 $	15 695,00 $	18 045,33 $
			116	Arbres	8	Unité	1	365,00 $	2 920,00 $	3 357,27 $
			117	Arbres	17	Unité	1	280,00 $	4 760,00 $	5 472,81 $
			118	Arbres	8	Unité	1	335,00 $	2 680,00 $	3 081,33 $
			119	Arbres	46	Unité	1	335,00 $	15 410,00 $	17 717,65 $
			120	Arbres	10	Unité	1	365,00 $	3 650,00 $	4 196,59 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	121	Arbres	14	Unité	1	365,00 $	5 110,00 $	5 875,22 $
			122	Arbres	18	Unité	1	215,00 $	3 870,00 $	4 449,53 $
			123	Arbres	14	Unité	1	245,00 $	3 430,00 $	3 943,64 $
			124	Arbres	23	Unité	1	245,00 $	5 635,00 $	6 478,84 $
			125	Arbres	17	Unité	1	245,00 $	4 165,00 $	4 788,71 $
			126	Arbres	3	Unité	1	245,00 $	735,00 $	845,07 $
			127	Arbres	38	Unité	1	265,00 $	10 070,00 $	11 577,98 $
			128	Arbres	25	Unité	1	265,00 $	6 625,00 $	7 617,09 $
			129	Arbres	12	Unité	1	225,00 $	2 700,00 $	3 104,33 $
			130	Arbres	32	Unité	1	315,00 $	10 080,00 $	11 589,48 $
			131	Arbres	3	Unité	1	395,00 $	1 185,00 $	1 362,45 $
			132	Arbres	10	Unité	1	395,00 $	3 950,00 $	4 541,51 $
			133	Arbres	6	Unité	1	215,00 $	1 290,00 $	1 483,18 $
			134	Arbres	20	Unité	1	215,00 $	4 300,00 $	4 943,93 $
			135	Arbres	3	Unité	1	215,00 $	645,00 $	741,59 $
			136	Arbres	8	Unité	1	215,00 $	1 720,00 $	1 977,57 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	137	Arbres	1	Unité	1	215,00 $	215,00 $	247,20 $
			138	Arbres	6	Unité	1	215,00 $	1 290,00 $	1 483,18 $
			139	Arbres	6	Unité	1	215,00 $	1 290,00 $	1 483,18 $
			140	Arbres	18	Unité	1	300,00 $	5 400,00 $	6 208,65 $
			141	Arbres	36	Unité	1	300,00 $	10 800,00 $	12 417,30 $
			142	Arbres	8	Unité	1	200,00 $	1 600,00 $	1 839,60 $
			143	Arbres	5	Unité	1	200,00 $	1 000,00 $	1 149,75 $
			144	Arbres	2	Unité	1	265,00 $	530,00 $	609,37 $
			145	Arbres	3	Unité	1	200,00 $	600,00 $	689,85 $
			146	Arbres	3	Unité	1	265,00 $	795,00 $	914,05 $
			147	Arbres	12	Unité	1	265,00 $	3 180,00 $	3 656,21 $
			148	Arbres	6	Unité	1	265,00 $	1 590,00 $	1 828,10 $
			149	Arbres	9	Unité	1	285,00 $	2 565,00 $	2 949,11 $
			150	Arbres	5	Unité	1	290,00 $	1 450,00 $	1 667,14 $
			151	Arbres	6	Unité	1	255,00 $	1 530,00 $	1 759,12 $
			152	Arbres	1	Unité	1	255,00 $	255,00 $	293,19 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	153	Arbres	5	Unité	1	255,00 $	1 275,00 $	1 465,93 $
			154	Arbres	21	Unité	1	255,00 $	5 355,00 $	6 156,91 $
			155	Arbres	8	Unité	1	215,00 $	1 720,00 $	1 977,57 $
			156	Arbres	8	Unité	1	245,00 $	1 960,00 $	2 253,51 $
			157	Arbres	13	Unité	1	245,00 $	3 185,00 $	3 661,95 $
			158	Arbres	6	Unité	1	265,00 $	1 590,00 $	1 828,10 $
			159	Arbres	3	Unité	1	275,00 $	825,00 $	948,54 $
			160	Arbres	20	Unité	1	275,00 $	5 500,00 $	6 323,63 $
			161	Arbres	10	Unité	1	275,00 $	2 750,00 $	3 161,81 $
			162	Arbres	16	Unité	1	275,00 $	4 400,00 $	5 058,90 $
			163	Arbres	33	Unité	1	275,00 $	9 075,00 $	10 433,98 $
			164	Arbres	5	Unité	1	275,00 $	1 375,00 $	1 580,91 $
			165	Arbres	5	Unité	1	275,00 $	1 375,00 $	1 580,91 $
			166	Arbres	11	Unité	1	275,00 $	3 025,00 $	3 477,99 $
			167	Plantation	743	Unité	1	475,00 $	352 925,00 $	405 775,52 $
			168	Plantation	124	Unité	1	480,00 $	59 520,00 $	68 433,12 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	169	Grille	3	Unité	1	75,00 $	225,00 $	258,69 $
			170	Redressement arbres	18	Unité	1	100,00 $	1 800,00 $	2 069,55 $
			171	Tuteur	580	Unité	1	35,00 $	20 300,00 $	23 339,93 $
			172	Redressement tuteur	58	Unité	1	20,00 $	1 160,00 $	1 333,71 $
			173	Ouvrage haubanage	12	Unité	1	50,00 $	600,00 $	689,85 $
			174	Redressement haub.	3	Unité	1	30,00 $	90,00 $	103,48 $
			175	Protecteurs	657	Unité	1	15,00 $	9 855,00 $	11 330,79 $
			176	Arrosage 2020	2601	Unité	1	8,00 $	20 808,00 $	23 924,00 $
			177	Arrosage 2021 à 2025	46818	Unité	1	8,00 $	374 544,00 $	430 631,96 $
			178	Cuvette d'arosage	867	Unité	1	15,00 $	13 005,00 $	14 952,50 $
			179	Paillis	125	mètre cube	1	50,00 $	6 250,00 $	7 185,94 $
			180	Arrachage souche	10	Unité	1	50,00 $	500,00 $	574,88 $
			181	Arrachage souche	21	Unité	1	50,00 $	1 050,00 $	1 207,24 $
			182	Arrachage racines	21	Unité	1	50,00 $	1 050,00 $	1 207,24 $
			183	Arrachage arbres	21	Unité	1	100,00 $	2 100,00 $	2 414,48 $
			184	Transport excédent	45	Unité	1	10,00 $	450,00 $	517,39 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17976

Agent d'approvisionnement
Daniel léger

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT 2	Automne 2020	9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige)	185	Transport excédent	375	km	1	2,00 $	750,00 $	862,31 $
			186	Raccordement tuyau	45	Unité	1	50,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
			187	Lettres	382	Unité	1	2,00 $	764,00 $	878,41 $
			188	Jauge hivernale	45	Unité	1	50,00 $	2 250,00 $	2 586,94 $
		Total (9190-8673 Québec inc (Les Entreprises Roseneige))							**1 101 786,00 $**	**1 266 778,45 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1208554001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à USD Global Inc. pour le service de réparation de bacs roulants, pour une période de deux (2) ans avec une option de prolongation d'un (1) an - Dépense totale de 448 954,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public #19-17955 (1 soum.)

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'accorder au seul soumissionnaire USD Global Inc.**,** ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le service de réparation de bacs roulants, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 448 954,95 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (#19-17955) ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-04 09:45

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208554001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à USD Global Inc. pour le service de réparation de bacs roulants, pour une période de deux (2) ans avec une option de prolongation d'un (1) an - Dépense totale de 448 954,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public #19-17955 (1 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2015, le conseil de ville détient les compétences à l'égard de l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles. La Direction de la gestion des matières résiduelles du Service de l'environnement a notamment été identifiée pour coordonner l'acquisition et la distribution aux arrondissements des outils de collecte.
Dans ce contexte, le présent sommaire vise l'octroi d'un contrat pour la réparation de ces bacs endommagés. Ce service offert à l'échelle de la Ville de Montréal depuis le 1er novembre 2018 permet de prolonger la durée de vie du matériel de collecte, de favoriser sa réutilisation, et de réduire la consommation de ressources naturelles et d'énergie nécessaires pour la fabrication et le transport de bacs neufs.

Le premier contrat octroyé par appel d'offre est arrivé à échéance le 31 octobre 2019. Il n'a pas été possible de lancer un nouvel appel d'offre dans les délais souhaités en raison d'un manque significatif de ressources. Un contrat de gré à gré de quatre (4) mois a par la suite été octroyé afin de maintenir le service de réparation de bacs.

L'appel d'offres public 19-17955 a été lancé le 2 décembre 2019. L'ouverture des soumissions s'est tenue le 23 janvier 2020.

L'appel d'offres a été publié dans le SEAO ainsi que *Le Journal de Montréal* et les soumissionnaires ont eu 51 jours pour préparer leur dossier. Les soumissions ont un délai de validité de 180 jours calendrier.

Quatre (4) addenda ont été émis :

Date	Objet de l'addenda		Impact sur l'estimation
2019-12-04	Devis - Amendement	Ajout du formulaire Annexe - Expériences passées (Expertise de la firme)	Aucun
2019-12-19	Devis - Questions/Réponses	Réponses à quatre questions des preneurs du cahier des charges	Aucun
2019-01-15	Devis/Bordereau - Amendement	Correction du bordereau de prix (quantités) + Report de date	Aucun
2019-01-17	Devis - Amendement	Correction du lien pour la gestion des plaintes suite à un appel du Contrôleur	Aucun

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1259 22 oct. 2018 : Accorder un contrat, d'une durée d'un an, à Gestion USD inc. pour le service de réparation de bacs roulants, pour une somme maximale de 477 139,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17226 (1 soum.)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à octroyer un contrat de 448 954,95 $ (incluant les taxes) pour effectuer la maintenance du parc de bacs roulants utilisés pour les collectes des matières recyclables, des matières organiques et des ordures ménagères. Le nombre annuel de requêtes pour réparation est estimé à 6 000 pour l'ensemble des arrondissements selon les demandes effectuées de novembre 2018 à octobre 2019.
Ce contrat est d'une durée de deux (2) ans du 1er mars 2020 au 28 février 2022, avec une option de prolongation d'un (1) an.

Les principaux services se résument à :

- offrir un service hebdomadaire de réparation du parc de bacs sur le territoire des 19 arrondissements de la Ville de Montréal;
- récupération de pièces sur les bacs qui ne sont pas réparables*, et assurer le recyclage de ceux-ci**;
- fournir les pièces neuves requises pour les différents types de bacs de la Ville;
- remettre un rapport mensuel de suivi des réparations ainsi que des pièces utilisées.

Le Service de l'environnement a privilégié l'octroi d'un seul lot considérant la nouveauté du service et à la complexité de coordonner les activités avec les 19 arrondissements. Cette façon de procéder permet de faciliter le traitement des demandes citoyennes et de réduire au minimum les délais de service.

* La Ville privilégie l'utilisation des pièces usagées, encore fonctionnelles et en bon état, qui ont été récupérées à partir des bacs irréparables. En plus de favoriser le réemploi, cette procédure permettra d'éviter d'utiliser de nouvelles pièces.
** Le matériel inutilisable doit être recyclé. À cet effet, l'adjudicataire a mis au bordereau de soumission le prix (0,01 $/kg) pour la valorisation du matériel et il s'engage à verser à la Ville les montants récoltés pour cette opération (ristourne).

JUSTIFICATION

Un (1) preneur (25,00 %) des documents de l'appel d'offres a déposé une soumission sur un total de quatre (4) preneurs, incluant un organisme public. Les trois (3) autres preneurs n'ont pas déposé de soumission pour les raisons suivantes :

- Deux (2) preneurs n'offrent pas ce type de service, mais effectuent des veilles sur ce type d'appels d'offres;
- Un (1) preneur n'as pas soumissionné en raison de la difficulté à se procurer les pièces requises.

Le tableau suivant présente la soumission déposée par le soumissionnaire, les résultats des analyses et la comparaison avec les estimations internes réalisées par les professionnels du Service de l'environnement. Les estimations internes sont basées sur les prix obtenus lors de l'appel d'offre 2018 pour les mêmes services.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Prolongation, taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
ADJUDICATAIRE USD Global	448 954,95 $	224 447,48 $	673 402,43 $
Seul soumissionnaire.			
Dernière estimation réalisée ($)	455 977,05 $	235 548,30 $	691 525,35 $
Coût Moyen des soumissions conformes reçues ($)			673 402,43 $
Écart entre la moyenne et la soumission la plus basse conforme (%)			0 %
Écart entre la plus haute et la plus basse soumission ($)			N/A
Écart entre la plus haute et la plus basse soumission (%)			N/A
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			(18 122,92) $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-2,6 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			N/A

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme requise du contrat s'élève à 448 954,95 $ (taxes incluses) pour une durée de 24 mois qui s'étendra sur trois (3) années financières.
Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre selon la ventilation suivante :

- 2020 : 187 064,56 $ (incluant les taxes);
- 2021 : 224 477,48 $ (incluant les taxes);
- 2022 : 37 412,91 $ (incluant les taxes).

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement au poste budgétaire « Autres Services techniques ».

Pour plus de détails, voir la pièce jointe « Aspect financier_AO 19-17955 ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La fourniture d'outils de collecte des matières valorisables s'inscrit également dans les priorités énoncées afin d'atteindre l'objectif zéro déchet en 2030 prévu dans le projet de PDGMR 2020-2025. La priorisation de la réparation de ces outils de collecte, plutôt que le remplacement systématique, contribue d'autant plus aux objectifs de réduction à la source.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce contrat permettra :

1. de faciliter l'atteinte des objectifs du PDGMR 2020-2025 et des objectifs de récupération des matières fixés par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques;
2. d'encourager la participation de la population en les outillant adéquatement;
3. d'augmenter la performance globale de la Ville au niveau de la gestion des matières résiduelles;
4. de prolonger la durée de vie des outils de collecte dans une optique stratégique des 3RV;
5. de réduire les coûts liés à l'acquisition de nouveaux bacs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Recommandation de l'octroi du contrat par le conseil exécutif 19 février 2020

1. Octroi du contrat par le conseil municipal 24 février 2020
2. Début du contrat 1er mars 2020
3. Fin du contrat 28 février 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Michael SAOUMAA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline BOIVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francis GIRARD-BRISSON
Agent de recherche

Tél : 514-872-9680
Télécop. : 514-872-5146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Paula URRA
Chef de Division collecte transport et traitement MR

Tél : 514-786-88764
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-02-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-02-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1208554001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à USD Global Inc. pour le service de réparation de bacs roulants, pour une période de deux (2) ans avec une option de prolongation d'un (1) an - Dépense totale de 448 954,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public #19-17955 (1 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17955_TCP-VF.pdf19-17955_Intervention.pdf19-17955_DetCah.pdf19-17955_PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michael SAOUMAA
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-280-1994

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514-868-5740
Division : Approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17955

No du GDD : 1208554001

Titre de l'appel d'offres : Service de réparation de bacs roulants

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 2 - 12 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 16 - 1 - 2020

Ouverture faite le : 23 - 1 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 17 - 1 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 51 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 21 - 7 - 2020

Date d'échéance révisée : 21 - 7 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
USD Global Inc.	448954,95	√	1

Information additionnelle

Quatre (4) firmes ont commandés le cahier des charges sur le site SEAO, une seule soumission reçue. Deux des firmes, Éco Entreprise Québec et Régie inter. des déchets de Témiscouata n'ont pas soumissionnées puisqu'ils n'offrent pas ce type de services, mais effectuent des veilles sur ce types d'appel d'offres. SPQ Soudure Plastique Québec n'a pas soumissionné en raison de la difficulté de se procurer les pièces requises. Quatre (4) addenda ont été émis, deux pour répondre à des questions, un pour effectuer un report de date ainsi qu'une modification au bordereau et le dernier pour la correction d'un lien à la régie. L'adjudication à USD Global Inc.a été effectué sans négociation puisque le montant soumis est inférieure de 1,54% par rapport à l'estimation de la dépense.

Préparé par : Michael Saoumaa

Le 28 - 1 - 2020

Numéro d'appel d'offres	19-17955
Titre de l'appel d'offres	Service pour la réparation de bacs roulants
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire	USD Global inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1 172 619 786
Adresse du soumissionnaire	426, 3ème avenue, Lévis, QC, G6W5M6

Numéro du lot	Description	Soumissionnaire	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Service de réparation de bacs à domicile (Section A + B)	**USD Global inc.**	390 480,50 $	19 524,03 $	38 950,43 $	448 954,95 $

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Éco Entreprises Québec 1600, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 600 Montréal, QC, H3H 1P9	Madame Jessica Matton Téléphone : 514 987-1491 Télécopieur : 514 987-1598	**Commande : (1674606)** 2019-12-13 10 h 04 **Transmission :** 2019-12-13 10 h 04	3220027 - 19-17955_Addenda 1 2019-12-13 10 h 04 - Téléchargement 3227252 - 19-17955-Addenda 2 2019-12-19 14 h 17 - Courriel 3235350 - 19-17955_Addenda 3 (devis) 2020-01-15 16 h 23 - Courriel 3235351 - 19-17955_Addenda 3 (bordereau) 2020-01-15 16 h 23 - Téléchargement 3236887 - 19-17955_Addenda 4 2020-01-17 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Régie inter. des déchets de Témiscouata 369, avenue Principale Dégelis, QC, G5T 2G3 http://www.ridt.ca	Monsieur Maxime Groleau Téléphone : 418 853-2220 Télécopieur : 418 853-2615	**Commande : (1683450)** 2020-01-16 8 h 27 **Transmission :** 2020-01-16 8 h 27	3220027 - 19-17955_Addenda 1 2020-01-16 8 h 27 - Téléchargement 3227252 - 19-17955-Addenda 2 2020-01-16 8 h 27 - Téléchargement 3235350 - 19-17955_Addenda 3 (devis) 2020-01-16 8 h 27 - Téléchargement 3235351 - 19-17955_Addenda 3 (bordereau) 2020-01-16 8 h 27 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
SPQ Soudure Plastique Québec (9388-8295 Québec inc.) 2, rue de l'Artisan Victoriaville, QC, g6p 7e4	Madame Nathalie Carignan Téléphone : 819 604-6664 Télécopieur : 819 604-6660	**Commande : (1674397)** 2019-12-12 16 h 20 **Transmission :** 2019-12-12 16 h 20	3220027 - 19-17955_Addenda 1 2019-12-12 16 h 20 - Téléchargement 3227252 - 19-17955-Addenda 2 2019-12-19 14 h 17 - Courriel 3235350 - 19-17955_Addenda 3 (devis) 2020-01-15 16 h 23 - Courriel 3235351 - 19-17955_Addenda 3 (bordereau) 2020-01-15 16 h 23 - Téléchargement 3236887 - 19-17955_Addenda 4 2020-01-17 13 h 29 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
USD Global Inc. 426 3 Avenue Lévis, QC, G6W5M6	Monsieur Gilles Jr Guillemette Téléphone : 418 834-4513 Télécopieur :	**Commande : (1671026)** 2019-12-03 12 h 35 **Transmission :** 2019-12-03 12 h 35	3220027 - 19-17955_Addenda 1 2019-12-04 9 h 54 - Courriel 3227252 - 19-17955-Addenda 2 2019-12-19 14 h 17 - Courriel 3235350 - 19-17955_Addenda 3 (devis) 2020-01-15 16 h 23 - Courriel 3235351 - 19-17955_Addenda 3 (bordereau) 2020-01-15 16 h 23 - Téléchargement 3236887 - 19-17955_Addenda 4 2020-01-17 13 h 29 - Courriel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208554001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un contrat à USD Global Inc. pour le service de réparation de bacs roulants, pour une période de deux (2) ans avec une option de prolongation d'un (1) an - Dépense totale de 448 954,95 $, taxes incluses - Appel d'offres public #19-17955 (1 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208554001 Intervention financière.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Préposé au budget
Tél : (514) 280-0066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-29

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1197091005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 162 241,22 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de la structure CN au-dessus du boulevard Lacordaire situé dans l'arrondissement de Saint-Léonard, dans le cadre du contrat accordé au Canadien National (CM18 0970), majorant ainsi le montant total du contrat de 565 975,94 $ à 728 217,16 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 162 241,22 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de la structure CN au-dessus du boulevard Lacordaire situé dans l'arrondissement de Saint-Léonard, dans le cadre du contrat accordé à la compagnie Canadien National (CM18 0970), majorant ainsi le montant total du contrat de 565 975,94 $ à 728 217,16 $, taxes incluses ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-09 15:24

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197091005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 162 241,22 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de la structure CN au-dessus du boulevard Lacordaire situé dans l'arrondissement de Saint-Léonard, dans le cadre du contrat accordé au Canadien National (CM18 0970), majorant ainsi le montant total du contrat de 565 975,94 $ à 728 217,16 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réfection de la structure CN / Lacordaire (voir plan de localisation en pièce jointe) a été planifié dans le cadre du programme de maintien des actifs de la Ville de Montréal. Dans l'optique d'assurer le maintien de la structure et de préserver la pérennité de l'ouvrage, des travaux de réfection étaient nécessaires sur la structure.
L'ordonnance No. 123152, jointe au présent dossier, émise par la Commission Canadienne des Transports le 16 janvier 1967 autorise la Ville de Montréal-Nord et la Ville de Saint-Léonard à construire le pont CN/Lacordaire. Cette même ordonnance stipule aussi que les coûts de construction et les coûts d'entretien doivent être payés à 50% par chacune des Villes. La Ville de Montréal-Nord et la Ville de Saint-Léonard étant maintenant des arrondissements de la Ville de Montréal, les coûts d'entretien de la structure relèvent à 100% de la Ville de Montréal. L'ordonnance ne spécifie pas qui doit réaliser les travaux, mais puisque la structure est sur les terrains du CN, on peut conclure que les travaux doivent être réalisés par le CN puisqu'il est propriétaire de la structure.

Compte tenu de ce qui précède, le CN est donc responsable de la gestion des travaux alors que la Ville de Montréal est responsable de défrayer les frais liés aux travaux. À cet effet, le CN s'est vu accorder un contrat pour la réfection de la dite structure par le conseil municipal le 20 août 2018 au montant de 565 975,94 $, taxes incluses (CM18 0970).

Sans s'y limiter, les travaux du contrat comprenaient entre autres :

- la réparation de béton avec coffrage sans surépaisseur;
- l'injection de fissures;
- le recouvrement de l'ensemble de la structure avec un enduit de surface et un imperméabilisant;
- le maintien de la circulation durant les travaux.

Le délai contractuel du projet était de huit (8) semaines.

Il est important de mentionner que la résolution CM18 0970, concernant les travaux de

réfection de la structure CN / Lacordaire était basée sur la lettre d'autorisation budgétaire du 14 juin 2018 qui estimait la portion "travaux" à 297 785,25 $ taxes incluses. Hors, le plus bas soumissionnaire suite à l'appel d'offre ouverte le 22 août 2018, évalue plutôt les travaux à 386 601,14 $ taxes incluses. Malgré le fait que la lettre d'autorisation budgétaire du 14 juin 2018 comptait également une contingence de 112 388,06 $ taxes incluses, cette contingence devait être utilisée pour couvrir autant les travaux que les honoraires en surveillance, en contrôle des matériaux ainsi qu'en frais de gestion du côté du CN.

En plus de ce qui précède, la détérioration plus avancée que prévu des murs d'ailes et des murs de front de la structure a mené à une augmentation des quantités de réparation et d'une modification du détail de réparation des joints entre les murs. De plus, en raison de l'arrivée hâtive de l'hiver et du prolongement d'une semaine du calendrier en raison de ces travaux, l'Entrepreneur a été dans l'obligation d'utiliser des abris chauffés lors de l'exécution d'une partie des travaux.

Il est important de préciser que les travaux sont présentement terminés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0970 - 20 août 2018 - Autoriser une dépense de 565 975,94 $, taxes incluses, en faveur du Canadien National (CN) dans le cadre de la réfection de la structure CN/Lacordaire, pour la réalisation des travaux de réfection (GDD no 1187091002).
CM18 0089 - 22 janvier 2018 - Autoriser une dépense maximale de 106 662,31 $, taxes incluses, en faveur du Canadien National (CN) dans le cadre de la réfection de la structure CN/Lacordaire, pour la préparation des plans et devis ainsi que des documents d'appel d'offres (GDD no 1177091005).
CM17 0491 - 24 avril 2017 - Adoption - règlement autorisant un emprunt de 33 600 000 $ pour le financement des travaux de réfection, de remplacement et de réaménagement de structures routières (GDD no 1173690001).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle pour les travaux de réfection de la structure CN au-dessus du boulevard Lacordaire situé dans l'arrondissement de Saint-Léonard.
Les travaux additionnels comprennent, entre autres :

- une augmentation des quantités de réparation des murs d'ailes et des murs de front de la structure;
- une modification du détail de réparation des joints entre les murs d’ailes et les murs de front;
- l'ajout d'abris chauffés lors de la mise en place du béton;

L'augmentation des quantités de réparation des murs ainsi que la modification du détail des joints entre les murs d’ailes et les murs de front génère une dépense supplémentaire estimée à 47 516,87 $, taxes incluses. Le coût pour la construction et le maintien d'abris chauffés afin d'assurer la cure du béton coulé en place s'élève à 35 265,13 $, taxes incluses. Ce montant est calculé selon les prescriptions de l’article 15.4.3.8.2 du CCDG.

L'ajout de ces travaux ainsi que les nombreuses déficiences constatées après les travaux a également nécessité une augmentation du budget pour la surveillance et le contrôle des matériaux. Cette augmentation en services professionnels s'élève à 74 733,75 $, taxes incluses.

Finalement, à ça s'ajoute 4 725,47 $, taxes incluses en frais de gestion du côté du CN.

L'augmentation de la valeur du contrat se chiffre ainsi à un total de 162 241,22 $, taxes incluses, soit 28,67% de la valeur initiale.

Le délai contractuel sera majoré de une (1) semaine, soit pour un délai global de neuf (9) semaines.

JUSTIFICATION

En raison de l'état de détérioration des murs plus avancé que prévu et de l'arrivée hâtive de l'hiver, des travaux supplémentaires se sont avérés nécessaires afin d'assurer la pérennité de l'ouvrage. Une justification plus détaillée est fournie en pièces jointes au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût additionnel total maximal de ce contrat de 162 241,22 $ taxes incluses sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 148 147,86 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 15-027 Travaux réfection structures routières.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 au projet 46000 - Programme de réfection des structures routières pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total					
46000 - Programme de réfection des structures routières	148	-		-	148					
	148	-	-	-	148					

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La structure CN/Lacordaire est régie par l'ordonnance No. 123152 émise par la Commission Canadienne des Transports. Le coût des travaux est donc assumé par le CN et remboursé en totalité par la ville de Montréal.
Advenant un report à une date ultérieure ou un refus de la présente demande, le CN pourrait présenter le dossier devant la Commission Canadienne des Transports ce qui minerait grandement la collaboration que nous avons développé avec le CN depuis plusieurs années. Cela pourrait aussi mettre en péril d'autres projets que nous développons avec le CN dans un avenir rapproché.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du Conseil municipal : 24 février 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe RIOPEL
chef de section par intérim

Tél : 514 872-3328
Télécop. : 514 872-4965

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-22

Jean CARRIER
Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
Directeur
Tél : 514 872-7092
Approuvé le : 2020-02-06

Montréal

Localisation

Structure no :	**81-1102**	Nom :	**P.F. CN, Sud de Industriel / Lacordaire**
Préparé par :	Mathieu Lafleur, ag. tech.	Date :	01 février 2012



Engineering
Network Operations

"M" Tower, 1st Floor
8050 Cavendish Boulevard
Montreal, Quebec, Canada
H4T 1T1

Ingénierie
Exploitation Réseau

Tour "M", 1er étage
8050, boulevard Cavendish
Montréal (Québec) Canada
H4T 1T1

Montréal, le 24 septembre 2019

Mme Lyse Renaud, ing. M.Sc.A.
Ville de Montréal
Ingénieure, Chef de groupe IIP
Division Gestion des actifs routiers et cyclables – Ponts et tunnels
Direction de la mobilité – Service de l'urbanisme et de la mobilité
801, rue Brennan, 8e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : Lettre d'autorisation budgétaire - REVISION DE BUDGET
Réfection de la structure ferroviaire du boulevard Lacordaire à Montréal
Votre référence : projet 16-02 – Structure #81-01102
Point milliaire 135.72, subdivision Saint-Laurent

Madame Renaud,

Dans le cadre du projet précité, suite à la lettre d'intention transmise par la Ville de Montréal (VdM) au CN, le 18 avril 2016 et à l'acception des travaux par la VdM, deux mandats en vue de la réalisation de ceux-ci ont été octroyés, soit un mandat pour la conception et un mandat pour la réalisation des travaux.

La somme totale accordée pour ces mandats totalisait 585 030 $.

Les coûts ont été répartis, entre les différents intervenants, à savoir :

À la firme AECOM : consultant – mandat de conception et de surveillance des travaux.
À Construction & Expertise PG : entrepreneur - exécution des travaux.
À Engloge Corp. : laboratoire – mandat de vérification.
À Signalisation SMG inc. : - signalisation durant les travaux

À ce jour, il reste un solde d'environ 6 500 $.

La présente se veut une demande d'autorisation budgétaire pour les coûts complémentaires non prévus.

L'octroi du mandat et le début des travaux de Construction & Expertise PG ont été effectués tardivement en octobre 2018. Le temps froid ayant débuté plus tôt l'année dernière, ceci a obligé l'entrepreneur à des mesures non prévues (travaux par temps froid, chauffage, toilage, etc.) et n'a pas permis de finaliser les travaux en 2018 tel que prévu. L'entrepreneur a dû se démobiliser et reprendre les travaux en 2019.

Les coûts à prévoir pour terminer le mandat sont les suivants :

Construction & Expertise PG	112 000 $
Englobre Corp.	22 000 $
AECOM	43 000 $
SOUS-TOTAL	**177 000 $**
Surcharges (3%)	5 310 $
Contingences	20 000 $
TOTAL	**202 310 $**

Une enveloppe budgétaire supplémentaire de 202 310 $ est donc demandée pour terminer les travaux et procéder à des correctifs.

La VdM sera facturée selon les frais réellement encourus.

Veuillez recevoir, Madame Renaud, nos sincères salutations.

Pierre Renaud
Directeur principal, Projets spéciaux – Conception et construction

PR/lfg

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197091005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 162 241,22 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de la structure CN au-dessus du boulevard Lacordaire situé dans l'arrondissement de Saint-Léonard, dans le cadre du contrat accordé au Canadien National (CM18 0970), majorant ainsi le montant total du contrat de 565 975,94 $ à 728 217,16 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1197091005.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Daniel D DESJARDINS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-5597
Division : Service des finances , Direction des revenus

CE : 20.004

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.005

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1206810001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes incluses (contrat : 1 763 716.50 $ + contingences : 352 743.30 $ + incidences: 423 291.96 $) - Appel d'offres public IMM-15506 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 763 716,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15506;
2. d'autoriser une dépense de 352 743,30 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 423 291,96 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-06 15:18

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1206810001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte -charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes incluses (contrat : 1 763 716.50 $ + contingences : 352 743.30 $ + incidences: 423 291.96 $) - Appel d'offres public IMM-15506 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'administration municipale et la maison des citoyens de Montréal. L'hôtel de ville est situé au cœur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culture* .

Le présent projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques. Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice hôtel de ville;

- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;

- L'amélioration de l’accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens, ainsi que de l’accessibilité universelle, de la flexibilité des aménagements et de l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet est réalisé selon le mode *« Gérance de construction »* : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l’exécution des travaux est scindée en plus de 35 lots de travaux, incluant le présent lot L1401 « Ascenseurs et monte charges », s’effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

L'appel d'offres public IMM-15506, publié le 17 octobre 2019 dans le *Journal de Montréal,* ainsi que sur le Système Électronique d'Appel d'Offres (SEAO) du gouvernement du Québec, a procuré aux soumissionnaires un délai de quatre-vingt-dix-neuf (99) jours pour obtenir les documents nécessaires auprès du SEAO et déposer leur soumission. Les soumissions demeurent valides pour une période de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit le 23 janvier 2020.

Cinq (5) addenda ont été publiés :

Addenda n° 1 (7 novembre 2019) : Prolongation de la période de visite supervisée jusqu'au 15 novembre 2019 - Date de dépôt des soumissions reportée au 21 novembre 2019.

Addenda n° 2 (18 novembre 2019) : Prolongation de la période de visite supervisée jusqu'au 6 décembre 2019 - Date de dépôt des soumissions reportée au 12 décembre 2019.

Addenda n° 3 (3 décembre 2019) : Prolongation de la période de visite supervisée jusqu'au 19 décembre 2019 - Date de dépôt des soumissions reportée au 14 janvier 2020.

Addenda n° 4 (16 décembre 2019) : Remise de la révision de l'article n° 3.9 « Contrat à prix forfaitaire » des Instructions aux soumissionnaires - Ajout d'articles à la rubrique « Assurances, cautionnements, frais généraux de chantier incluant les frais d'administration et profits » du Cahier des clauses administratives spéciales - Remise de la révision de l'article n° 10 « Assurances » du Cahier des clauses administratives spéciales - Remise du formulaire de soumission modifié (Révision 01).

Addenda n° 5 (10 janvier 2020) : Prolongation de la période de visite supervisée jusqu'au 21 janvier 2020 - Date de dépôt des soumissions reportée au 23 janvier 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0384 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $ taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).
DA197619001 - 31 juillet 2019 - Accorder un contrat de construction à Site Intégration Plus Inc. / Groupe SIP pour réaliser les travaux de construction du lot L2602 « Paratonnerre et démontage électrique extérieur » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 103 727,57 $, taxes et contingences incluses / Appel d'offres public IMM-15430 - 2 soumissionnaires.

CE19 1056 - 26 juin 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur « Dumoulin et Associés Réparation de Béton Ltée » pour la réalisation des travaux de construction du lot L0302 « Réparation de béton » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 219 802,29 $ (contrat de 191 132,43 $ + contingences de 28 669,86 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15428 (7 soumissionnaires).

CG19 0324 - 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0240 - 16 mai 2019 - Accorder un contrat de construction à l'entrepreneur 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0201 « Démolition et décontamination » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 3 543 401,23 $ (contrat de 2 834 720,98 $ + contingences de 708 680,25 $) taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15427 (3 soumissionnaires).

CG19 0184 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 - 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés* (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel *Pomerleau inc.,* firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés,* équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0354 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 152 715,55 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'animation du processus de conception intégrée (PCI), dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel *Aedifica inc.,* seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 145 443,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16254 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 577 681,25 $, taxes incluses, pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, *CLEB* consultant inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 550 172,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16077 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Les travaux du lot L1401 « Ascenseurs et monte charges » consistent principalement à fournir la main d'œuvre, les matériaux, les équipements, le matériel et les services nécessaires pour effectuer la mise aux normes des ascenseurs et monte charges, tels que décrits dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Il a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges pour ce lot, parmi lesquels trois (3) ont déposé une soumission. Un suivi a été effectué auprès du preneur du cahier des charges qui n'a pas déposé de soumission. L'entreprise a mentionné que son carnet de commandes est complet présentement et qu'elle fait également face à une pénurie de main-d'oeuvre.

Les trois (3) soumissions, jugées conformes en vertu des dispositions des documents d'appel d'offres, ont été remises par :

- Ascenseurs Maxi inc.

- Ascenseur Néoservices inc.

- Services d'ascenseurs Adams inc.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES (20%) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Ascenseurs Maxi inc.	1 763 716,50 $	352 743,30 $	2 116 459,80 $
Ascenseur Néoservices inc.	1 778 973,68 $	355 794,74 $	2 134 768,42 $
Services d'ascenseur Adams inc.	2 273 860,58 $	454 772,12 $	2 728 632,70 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 622 182,28 $	324 436,46 $	1 946 618,74 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) VOICI LA FORMULE : total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions			2 326 620,30 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) VOICI LA FORMULE : [(coût moyen des soumissions conformes - la plus basse)/la plus basse] x 100			9,9%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) VOICI LA FORMULE : (la plus haute conforme - la plus basse conforme)			612 172,90 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus haute conforme - la plus basse conforme)/la plus basse] x 100			28,9%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme - estimation)			169 841,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme - estimation)/estimation] x 100			8,7%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse - la plus basse)			18 308,62 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse(%) VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse conforme - la plus basse)/la plus basse] x 100			0,9%

Les montants inscrits dans le présent tableau comprennent les taxes applicables au moment de la date d'ouverture des soumissions.

Analyse du résultat de l'appel d'offres

Suite à l'analyse du résultat de l'appel d'offres, l'architecte Beaupré Michaud et associés a recommandé l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme Ascenseurs Maxi inc.

L'écart de 8,7 % entre la soumission du plus bas soumissionnaire conforme Ascenseurs Maxi inc. et la dernière estimation des professionnels peut s'expliquer notamment par :

- un prix plus élevé au poste *Frais généraux de chantier incluant l'administration et profit,* ce qui peut être le reflet de la conjoncture actuelle où l'on observe une hausse dans l'ensemble de l'industrie de la construction.

Toutefois, la proposition du plus bas soumissionnaire se compare au deuxième plus bas soumissionnaire avec très peu d'écart (< 1 %), ce qui permet de croire que le processus d'appel d'offres a permis d'obtenir des prix compétitifs et représentatifs de l'état du marché.

L'autorisation de l'AMP n'est pas requise dans le cadre de cet appel d'offres. La firme ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) au moment de la rédaction du présent dossier. Pareillement, le Registre des entreprises ne fait état d'aucune irrégularité et les contractants ne sont pas visés par la Liste des personnes

déclarées non conformes en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme Ascenseurs Maxi inc. s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 1 763 716,50 $, incluant les taxes.
La provision pour contingences de 20 %, soit 352 743,30 $, incluant taxes, servira à couvrir des imprévus qui pourraient survenir au cours de l'exécution des travaux puisque l'ensemble des conditions pour la mise aux normes des ascenseurs n'est pas connu à ce jour.

Une provision, égale à 20 % du contrat total incluant les contingences, soit 423 291,96 $ incluant les taxes, est aussi recommandée pour couvrir des honoraires ou services hors contrat supplémentaires, dans l'éventualité où ceux-ci seraient requis en cours de réalisation des travaux. Ce montant n'est pas inclus au contrat du fournisseur.

La dépense totale à autoriser est donc de 2 539 751,76 $, incluant les taxes, les contingences et les incidences, avant ristourne.

La part du projet # 66034 *« Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville »* de 2 539 751,76 $ (taxes incluses), est financée comme suit :

Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) :

- un montant de 1 436 229,62 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 19-036 - Travaux de rénovation de l'hôtel de ville;

- un montant de 1 103 522,14 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 19-019 - Travaux de protection d'immeubles.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centre et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville. La répartition de l'hôtel de ville en 2020 est de 43,45 % agglo et de 56,55 % corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Elle est répartie de la façon suivante : 50 % en 2020, 50 % en 2021.

Le tableau des coûts est inclus dans la section des pièces jointes du présent sommaire décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'édifice hôtel de ville de Montréal se doit d'être un modèle de développement durable pour l'ensemble du parc immobilier de la Ville et pour tous les citoyens. Le projet s'inscrit dans les grandes orientations de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal adopté en 2009. L'objectif d'obtenir la certification *« LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants »* de niveau Or fait partie intégrante du projet.
Pour encadrer et assurer le contrôle de la qualité de la démarche de conception et de certification, le SGPI a mandaté une équipe de développement durable comprenant un accompagnateur LEED, un agent de mise en service et un modélisateur énergétique.
L'équipe de conception est constituée de consultants « professionnels agréés LEED » dans chaque discipline. En outre, les services d'un animateur de processus de conception intégré (PCI) permettent une meilleure intégration des éléments de développement durable dans le contexte d'un bâtiment patrimonial.

D'une façon générale, les professionnels doivent concevoir le projet en appliquant les principes de développement durable suivants :

- L'amélioration de la qualité de l'air et la diminution des émissions de gaz à effet de serre par la réduction de l'utilisation du mazout et du gaz naturel dans le chauffage des bâtiments et la sélection d'équipements éco énergétiques;

- La gestion responsable des ressources par la réduction des fuites d'eau et l'amélioration de l'efficacité d'usage de l'eau potable, la récupération des matières recyclables et organiques, le recyclage des produits, des équipements et des déchets de construction;

- L'adoption de bonnes pratiques de développement durable, telles que l'apport des technologies vertes et l'adoption d'un système de gestion intégrant des notions de développement durable;

- L'interdiction d'utiliser les produits qu'on retrouve sur la « liste rouge » comprise dans les certifications Living Building Challenge (LBC) et WELL.

De plus, en tant que premier projet municipal montréalais certifié dans cette catégorie (bâtiment existant, entretien et exploitation), l'hôtel de ville deviendra assurément un modèle de développement durable. Cette certification nécessitera une révision des politiques d'achat, d'entretien et d'exploitation des bâtiments de la Ville. L'ensemble des mesures sera comptabilisé afin d'illustrer les avantages de l'investissement dans le développement durable. Cette première certification facilitera également les démarches ultérieures afin que d'autres bâtiments municipaux puissent être certifiés.

Le projet s'inscrit dans une démarche globale liée au développement durable par la protection et la mise en valeur du patrimoine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon le calendrier prévisionnel, les travaux du présent lot L1401 « Ascenseurs et monte charges » doivent débuter dans les meilleurs délais et se terminer à l'automne 2021, de manière à ne pas retarder la livraison du bâtiment à l'été 2022.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision d’accorder le contrat par le conseil d’agglomération 27 février 2020

Début du mandat de l’adjudicataire (approximation) 9 mars 2020

Période de travaux Mars 2020 à décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Sur la base des vérifications, le signataire de la présente recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime LAMONTAGNE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-28

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets corporatifs

Tél : 514-868-7854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
Directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-02-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-06

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

Lot 1401: Ascenseurs et monte-charges
Description : Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
Contrat: 15506

Ascenseurs Maxi inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	13,3%	203 600,00	10 180,00	20 309,10	**234 089,10**
	Ascenseurs no.46 & 47	34,2%	524 550,00	26 227,50	52 323,86	**603 101,36**
	Ascenseurs no.48 & 49	30,9%	473 600,00	23 680,00	47 241,60	**544 521,60**
	Monte-charges 4 niveaux (asc. no.51 type hydrolique)	17,3%	265 550,00	13 277,50	26 488,61	**305 316,11**
	Monte-livres (petit monte-charge)	3,9%	59 200,00	2 960,00	5 905,20	**68 065,20**
	Montants pour items à prix unitaires					
	Prolongement de 6 mois de la période de garantie	0,5%	7 500,00	375,00	748,13	**8 623,13**
	Sous-total :	100,0%	**1 534 000,00**	**76 700,00**	**153 016,50**	**1 763 716,50**
	Contingences	20,0%	306 800,00	15 340,00	30 603,30	352 743,30
	Total - Contrat :		**1 840 800,00**	**92 040,00**	**183 619,80**	**2 116 459,80**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	20,0%	**368 160,00**	**18 408,00**	**36 723,96**	**423 291,96**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**2 208 960,00**	**110 448,00**	**220 343,76**	**2 539 751,76**
Ristournes:	Tps 100,00%			110 448,00		110 448,00
	Tvq 50,0%				110 171,88	110 171,88
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**2 208 960,00**	**0,00**	**110 171,88**	**2 319 131,88**

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15506
Numéro de référence : 1311873
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : PROJET RESTAURATION ET MISE AUX NORMES DE L'HÔTEL DE VILLE DE MONTRÉAL - LOT 1401 – ASCENSEURS ET MONTE-CHARGES

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Madame Jo Annie De Nobile Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1654199)** 2019-10-18 9 h 39 **Transmission :** 2019-10-18 9 h 39	3208847 - Addenda 1 Report de date et ajout de visite 2019-11-07 11 h 56 - Courriel 3213791 - Addenda 2 - Report de date et ajout date de visite 2019-11-19 8 h 56 - Courriel 3219971 - Addenda 3 - Report de date et ajout date de visite 2019-12-03 14 h 55 - Courriel 3225424 - Addenda 4 (devis) 2019-12-16 14 h 25 - Courriel 3225425 - Addenda 4 (bordereau) 2019-12-16 14 h 25 - Téléchargement 3233280 - Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2020-01-13 8 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ascenseur Adams Elevator Services Inc. 2595 Cote de Liesse Montréal, QC, h4n 2m9 NEQ : 1143275213	Madame Joyce Oughourlian Téléphone : 514 745-4455 Télécopieur : 514 745-6613	**Commande : (1654097)** 2019-10-18 7 h 28 **Transmission :** 2019-10-18 7 h 31	3208847 - Addenda 1 Report de date et ajout de visite 2019-11-07 11 h 56 - Courriel 3213791 - Addenda 2 - Report de date et ajout date de visite 2019-11-19 8 h 56 - Courriel 3219971 - Addenda 3 - Report de date et ajout date de visite 2019-12-03 14 h 55 - Courriel 3225424 - Addenda 4 (devis) 2019-12-16 14 h 25 - Courriel 3225425 - Addenda 4 (bordereau) 2019-12-16 14 h 25 - Téléchargement 3233280 - Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2020-01-13 8 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ascenseurs maxi.inc 1600, rue Provinciale, suite 100 Québec, QC, G1N4A2 NEQ : 1166888629	Monsieur Élie Gingras Téléphone : 418 683-1070 Télécopieur :	**Commande : (1681111)** 2020-01-10 14 h 04 **Transmission :** 2020-01-10 14 h 04	3208847 - Addenda 1 Report de date et ajout de visite 2020-01-10 14 h 04 - Téléchargement 3213791 - Addenda 2 - Report de date et ajout date de visite 2020-01-10 14 h 04 - Téléchargement 3219971 - Addenda 3 - Report de date et ajout date de visite 2020-01-10 14 h 04 - Téléchargement 3225424 - Addenda 4 (devis) 2020-01-10 14 h 04 - Téléchargement 3225425 - Addenda 4 (bordereau) 2020-01-10 14 h 04 - Téléchargement 3233280 - Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2020-01-13 8 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ascenseurs Néoservices 601 boul. Iberville suite 111 Repentigny, QC, J6A 2C2 NEQ : 1163551600	Monsieur Pierre-Luc Miron Téléphone : 514 772-6367 Télécopieur :	**Commande : (1669524)** 2019-11-28 11 h 16 **Transmission :** 2019-11-28 11 h 16	3208847 - Addenda 1 Report de date et ajout de visite 2019-11-28 11 h 16 - Téléchargement 3213791 - Addenda 2 - Report de date et ajout date de visite 2019-11-28 11 h 16 - Téléchargement 3219971 - Addenda 3 - Report de date et ajout date de visite 2019-12-03 14 h 55 - Courriel 3225424 - Addenda 4 (devis) 2019-12-16 14 h 25 - Courriel 3225425 - Addenda 4 (bordereau) 2019-12-16 14 h 25 - Téléchargement 3233280 - Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2020-01-13 8 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ascenseurs Vertec 1770, rue Cunard Laval, QC, H7S 2B2 http://www.ascenseurs-vertec.com NEQ : 1149394703	Monsieur Richard Delisle Téléphone : 450 688-7222 Télécopieur :	**Commande : (1669868)** 2019-11-29 8 h 51 **Transmission :** 2019-11-29 8 h 51	3208847 - Addenda 1 Report de date et ajout de visite 2019-11-29 8 h 51 - Téléchargement 3213791 - Addenda 2 - Report de date et ajout date de visite 2019-11-29 8 h 51 - Téléchargement 3219971 - Addenda 3 - Report de date et ajout date de visite 2019-12-03 14 h 55 - Courriel 3225424 - Addenda 4 (devis) 2019-12-16 14 h 25 - Courriel 3225425 - Addenda 4 (bordereau) 2019-12-16 14 h 25 - Téléchargement 3233280 - Addenda 5 - Report de date et ajout de date de visite 2020-01-13 8 h 42 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206810001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Accorder un contrat à Ascenseurs Maxi inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 539 751,76 $, taxes incluses (contrat : 1 763 716.50 $ + contingences : 352 743.30 $ + incidences: 423 291.96 $) - Appel d'offres public IMM-15506 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206810001 - Travaux de construction lot L1401 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-29

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1197976002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 56 376 000 $, taxes incluses (contrat : 48 600 000,00 $; contingences : 4 860 000,00 $; incidences : 2 916 000,00 $) - Appel d'offres public no 10247 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 56 376 000,00 $, taxes incluses, pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout, de voirie dans les rue Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rue de Liège Ouest et Prieur Ouest, incluant contingences et frais incidents;

2. d'accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 48 600 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10 247;

3. d'autoriser un montant de 4 860 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'autoriser un montant de 2 916 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 64.05 % par l'agglomération et à 35,95% pour la ville centre.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-01-24 12:20

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197976002**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 56 376 000 $, taxes incluses (contrat : 48 600 000,00 $; contingences : 4 860 000,00 $; incidences : 2 916 000,00 $) - Appel d'offres public no 10247 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau agit en tant qu'exécutant du projet, tel que décrit au présent sommaire. Ce projet comprend des travaux propres à la DEP, mais également des demandes d'intégration pour des travaux de la Direction des réseau d'eau (DRE), des arrondissements Ahuntsic-Cartierville et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension et de la Division de la gestion d'actifs routiers et cyclables.
Les travaux concernés par ce contrat sont liés à la construction d'une conduite d'eau principale de 1050 mm de diamètre dont le tracé, d'une longueur approximative de 2,6 km, emprunte les rues Saint-Urbain (au nord de la rue de Liège Ouest), Clark, Legendre Ouest, boulevard Saint-Laurent, de Port-Royal Ouest et Clark, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, et permettant ainsi de relier une conduite d'eau principale existante de 2135 mm de diamètre à la conduite d'eau existante de 900 mm de diamètre sous la rue Prieur Ouest. Une partie des travaux sera réalisée en tunnel, soit la portion du tracé située sous l'autoroute Métropolitaine.

Les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord sont alimentés en eau potable par la zone de distribution 6 du réseau des usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets. L'alimentation du centre et de l'ouest de la zone 6, de l'extrémité ouest de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville jusqu'à l'avenue Papineau, est dépendante de la conduite d'eau principale de 900 mm de diamètre sous l'autoroute des Laurentides, au nord

du boulevard Métropolitain.

En effet, cette conduite ne peut être fermée sans entraîner des baisses significatives de la pression et des débits de protection incendie disponibles dans ce secteur. Lors de la fermeture de la conduite de 900 mm de diamètre sous l'autoroute des Laurentides, la pression du secteur chute sous 20 lb/po² (voir croquis du secteur en pièce jointe). Considérant qu'une pression minimale de 40 lb/po² est recommandée pour assurer une alimentation en eau potable et une protection incendie adéquate, les analyses hydrauliques ont démontré que pour assurer la flexibilité du réseau d'aqueduc dans le secteur de la zone de distribution 6, la construction d'un nouveau lien est requise. La construction de cette conduite d'eau créera un nouveau point d'alimentation pour l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et permettra d'alimenter la conduite de 900 mm de diamètre sous la rue Prieur Ouest, et donc l'ouest de l'arrondissement, de manière plus directe et en minimisant les pertes de charge.

La DRE profite des travaux d'infrastructures souterraines de la DEP pour remplacer des conduites secondaires dans la zone des travaux. Sur la rue Clark, entre le boulevard Crémazie et la rue Legendre Ouest, la DRE remplace la conduite d'égout ovoïde en briques qui est très endommagée et remplace également la conduite d'eau potable secondaire. La DRE a également pris la décision de remplacer la conduite d'eau secondaire sur le restant du tracé puisqu'il s'agit de conduites d'eau en fonte grise datant de différentes époques et qui sont jugées fragiles avec un risque élevé d'occurrence de fuites d'eau en raison des travaux majeurs qui seront effectués.

En raison de la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans les rues Legendre Ouest et de Port-Royal Ouest, la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit, via son *Programme de réfection du réseau routier artériel,* sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises. Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville profite également de la présence des travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans la rue Clark pour revoir l'aménagement des banquettes existantes entre le boulevard Crémazie et la rue de Beauharnois Ouest. Ainsi, il est prévu de verdir les banquettes existantes en enlevant le revêtement asphalté en place et en le remplaçant par un semis. Des saillies de trottoir avec fosses de plantation sont également ajoutées à diverses intersections le long de la rue Clark. Ces saillies de trottoir favorisent la visibilité des piétons et réduisent la largeur de la traversée. L'arrondissement de Villeray-Sainte-Michel-Parc-Extension fait de même en ajoutant des saillies de trottoir sur la rue Saint-Urbain, dans le tronçon de rue compris entre les rues de Liège Ouest et le boulevard Crémazie.

La DRE, la Direction de la mobilité ainsi que les arrondissements Ahuntsic-Cartierville et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension ont mandaté la DEP pour concevoir ces ouvrages et les intégrer au projet de construction de la conduite d'eau principale de 1050 mm.

La DEP agissant en tant qu'exécutant du projet, tiendra les différents intervenants informés de l'avancement des travaux et veillera au respect de l'enveloppe budgétaire allouée par chacun. À la fin des travaux, les plans *Tels que construits* seront fournis conformément à

l'encadrement administratif C-OG-DG-D-12-011.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien *Le Journal de Montréal* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 5 septembre 2019. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 31 octobre 2019. La durée initiale de publication était de 31 jours calendaires, mais cette durée a été prolongée à 54 jours calendaires à la suite du report de la date d'ouverture à deux reprises en raison de la complexité et de l'envergure de ce projet.

Huit addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du Cahier des charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres.

Addenda	Date	Objets
# 1	9 septembre 2019	Modifications au Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS).
# 2	18 septembre 2019	Report de la date d'ouverture des soumissions au 22 octobre 2019.
# 3	4 octobre 2019	Modifications aux Instructions aux soumissionnaires (IAS); Modifications au Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS); Modifications au formulaire de soumission; Modifications au devis technique : • Égout et conduites d'eau secondaires; • Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par la technique de chemisage • Voirie Réémission des plans de voirie 18A04TR01/V-8 et V-27; Réponses aux questions des soumissionnaires.
# 4	7 octobre 2019	Report de la date d'ouverture des soumissions au 31 octobre 2019.
# 5	11 octobre 2019	Modifications au Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS); Réponses aux questions des soumissionnaires.
# 6	23 octobre 2019	Modifications au formulaire de soumission; Révision apportée au plan de tuyauterie 18A04TR01-03; Réponses aux questions des soumissionnaires.

# 7	25 octobre 2019	Réponses aux questions des soumissionnaires.
# 8	29 octobre 2019	Réponses aux questions des soumissionnaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Les travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie se situent en majeure partie dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville sur les rues Clark (entre le boulevard Crémazie et la rue Legendre Ouest), Legendre Ouest (entre la rue Clark et le boulevard Sainte-Laurent), le boulevard Sainte-Laurent (entre les rues Legendre Ouest et de Port-Royal Ouest), de Port-Royal Ouest (entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark) et la rue Clark (entre de Port-Royal Ouest et Prieur Ouest), et dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, les travaux se situent sur la rue Saint-Urbain, entre la rue de Liège Ouest et le boulevard Crémazie.
Essentiellement, le projet consiste, sans s'y limiter, à réaliser les travaux suivants :

- la construction de conduites principales d’eau potable de 900 mm et 1050 mm de diamètre (± 2 695 m.lin);

- la construction de la conduite 1050 mm, d’une longueur approximative de 165 mètres, par la technique de tunnelier (TBM), incluant la construction de deux puits d'accès;

- la construction de six chambres de vannes 900 mm de diamètre coulées en place;

- la construction d’une chambre de vannes 1200 mm de diamètre coulée en place;

- le remplacement de conduites secondaires d'eau potable de 200 mm (± 1 935 m.lin) et 300 mm (± 960 m.lin);

- la construction de dix-huit chambres de vannes secondaires;

- le remplacement de poteaux incendie (± 19);

- la réhabilitation par chemisage structural de conduites d'égout existantes 600 x 900 mm en briques (± 910 m.lin);

- le remplacement de conduites d’égout existantes 600 x 900 mm par des conduites de 750 mm (± 205 m.lin) et 900 mm (± 255 m.lin) sur la rue Clark, entre le boulevard Crémazie et la rue Legendre Ouest;

- le remplacement de regards d’égout;

- le remplacement de sections de cheminées de regards d’égout;

- le remplacement des branchements d’eau (± 245 unités) et d’égout (± 265);

- la reconstruction complète de la chaussée (± 19 950 m²), incluant la reconstruction des trottoirs (± 6 330 m²), sur les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest et de Port-Royal Ouest;

- la construction de saillies avec fosses de plantation à divers intersections le long de la rue Clark et de la rue Saint-Urbain;

- la réfection de coupe (± 6 500 m²) (réfection de la chaussée au-dessus de la tranchée) sur le boulevard Saint-Laurent.

Le plan de localisation se trouve en pièce jointe au présent sommaire décisionnel. Le délai de réalisation alloué pour l'exécution de l'ensemble des travaux est de 900 jours calendaires avec un début de travaux planifié pour le deuxième trimestre de l'année 2020.

Dans notre démarche d'intégration, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement et les commentaires formulés ont été pris en compte.

Ces travaux nécessitent l'obtention d'une autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (la demande a été reçue le 11 décembre 2019 par le ministère), une permission de voirie du ministère des Transports du Québec (MTQ) pour les travaux qui seront réalisés en tunnel, sous l'autoroute Métropolitaine et finalement, l'autorisation du Canadien National (CN) pour les travaux réalisés sous le pont ferroviaire, boulevard Saint-Laurent.

Les dispositions contractuelles liées au retard dans l'exécution des travaux sont décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1% du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans ce Contrat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n^{o} 10247, il y a eu 17 preneurs du Cahier des charges sur le site SÉAO et trois soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du Cahier des charges se trouve en pièce jointe au dossier.
Les motifs de désistement des 14 preneurs du Cahier des charges sont les suivants :

- deux preneurs sont des fournisseurs:

- trois sont des sous-traitants;

- un preneur est la firme d'estimateurs en construction mandatée par la DEP pour réaliser l'estimation du coût des travaux;

- un preneur a indiqué ne pas avoir la disponibilité nécessaire;

- un preneur a indiqué que le délai de réalisation est trop restrictif et que les pénalités pour non respect du délai d'exécution ne sont pas plafonnées;

- six preneurs n'ont fourni aucun motif de désistement.

Après analyse des soumissions, il s'avère que Les Entreprises Michaudville inc. a présenté la

plus basse soumission conforme.

Firmes soumissionnaires	Prix soumis
Les Entreprises Michaudville inc.	48 600 000,00 $
Construction Bau-val inc.	55 745 000,00 $
Roxboro Excavation inc.	69 541 741,57 $
Dernière estimation interne avant le dépôt des soumissions	45 644 505,87 $
Coût moyen des soumissions conformes ($) *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*	57 962 247,19 $
Écart entre la moyenne et la plus basse soumission conforme (%) *[(coût moyen des soumissions conformes - la plus basse soumission) / la plus basse soumission)]x 100*	19%
Écart entre la plus haute soumission et la plus basse soumission conforme ($) *(plus haute soumission conforme - la plus basse soumission conforme)*	20 941 741,57 $
Écart entre la plus haute et la plus basse soumission conforme (%) *[(soumission la plus haute - soumission la plus basse soumission) / la plus basse soumission)]x 100*	43%
Écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation ($) *(plus basse soumission conforme - estimation)*	2 955 494,13 $
Écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation (%) *(plus basse soumission conforme - estimation) / estimation] x 100*	6%
Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et la plus basse ($) *(2e plus basse soumission conforme -plus basse)*	7 145 000,00 $
Écart entre la 2e plus basse soumission conforme et la plus basse (%) *[(2e plus basse soumission conforme - plus basse) /plus basse] x 100*	15%

La plus basse soumission conforme est supérieure de 6 % par rapport à la dernière estimation interne (écart défavorable).

Concernant l'écart global de 15 % entre la deuxième soumission et la plus basse soumission conforme, les écarts sont répartis sur l'ensemble du bordereau. Par contre, les principaux écarts se situent au niveau du coût des conduites d'égout et de la réhabilitation d'égout qui sont plus élevés alors que les coûts pour les travaux de chaussées et de trottoirs sont moins élevés. Au global, cela donne un écart de 15%.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, les Entreprises Michaudville inc., détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est valide jusqu'au 9 avril 2019 et a reçu l'accusé de réception de sa demande de renouvellement le 18 décembre

2018, soit plus de 90 jours avant la date d'échéance. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier, ainsi que l'accusé de réception.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Compte tenu qu'il s'agit d'un contrat de plus de 10M$, il sera présenté à la Commission permanente d'examen des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 56 376 000,00 $, taxes incluses, soit 51 478 802,35 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

- Le contrat avec Les Entreprises Michaudville inc. pour un montant de 48 600 000,00 $, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents (10 % du coût du contrat) de 4 860 000,00 $, taxes incluses;
- Les dépenses incidentes (6 % du coût du contrat) de 2 916 000,00 $, taxes incluses.

Cette dépenses est répartie entre les différents programmes triennaux d'immobilisation (PTI) des unités d'affaires impliquées dans le projet de la façon suivante :

Au budget d'agglomération - DEP :

64,05 % au PTI de la DEP, pour un montant de 36 110 619,34 $, taxes incluses, soit un coût net de 32 973 808,64 $ lorsque diminué des ristourne fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* .

Cette dépense pourrait être admissible à une subvention estimée à 25 509 951,95 $ au programme TECQ dans le cadre de la programmation 2020. L'emprunt net de 7 463 856,69 $ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

Au budget de la DRE :

25,3 % au PTI de la DRE, pour un montant de 14 259 223,49 $, taxes incluses, comprenant un montant de 10 997 156,46 $, taxes incluses, pour les conduites d'eau du réseau secondaire et 3 262 067,03 $, taxes incluses, pour l'égout. Le montant assumé par la DRE représente un coût net de 13 020 571,66 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

La DRE a examiné le dossier et n'a pas d'objection à l'octroi du contrat. Elle recommande au Conseil d'agglomération la dépense et de voter les crédits tels que décrits dans le présent sommaire décisionnel.

Au budget de Division des actifs routiers et cyclables (SUM)

10,65 % au PTI de la Division des actifs routiers et cyclables, pour un montant de 6 006

157,17 $, taxes incluses, sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 3 419 079,59 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corpo 18-044 Programme de réfection du réseau routier local.

Un montant maximal de 2 065 342,47 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corpo 18-045 Programme de réfection d'artères.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu PTI 2020-2022 au projet 55855 - Programme de réfection des rues locales (PRR local) et au projet 55845 - Programme de réfection d'artères pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55855 - Programme de réfection des rues locales (PRR local)	1 423	-	1 996	-	3 419
55845 - Programme de réfection d'artères	1 553	-	512	-	2 065
	2 976	-	2 508	-	5 484

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : "Optimiser la gestion de l'eau"* .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le contrat ne serait pas octroyé, la sécurisation de l'alimentation en eau potable du centre et de l'ouest de la zone de distribution 6 ne serait pas assurée. Par ailleurs, les travaux de remplacement des conduites secondaires d'eau et d'égout sur la rue Clark, entre la rue Legendre Ouest et le boulevard Crémazie, sont évalués comme prioritaires, car ce tronçon possède une classe d'intervention intégrée D, qui nécessite une attention immédiate.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 février 2020

- Octroi de contrat : 27 février 2020
- Mobilisation en chantier : mai 2020
- Délai contractuel : 900 jours calendaires
- Fin des travaux : octobre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville
Genny PAQUETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Kathy DAVID, Service de l'eau
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 19 décembre 2019
Karine CÔTÉ, 12 décembre 2019
Jean CARRIER, 12 décembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie LABERGE
ingenieure

Tél : 514-872-3986

Romain Bonifay
Chef de section

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-11

Jean-François DUBUC
C/d

Tél : 514 872-4647

Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

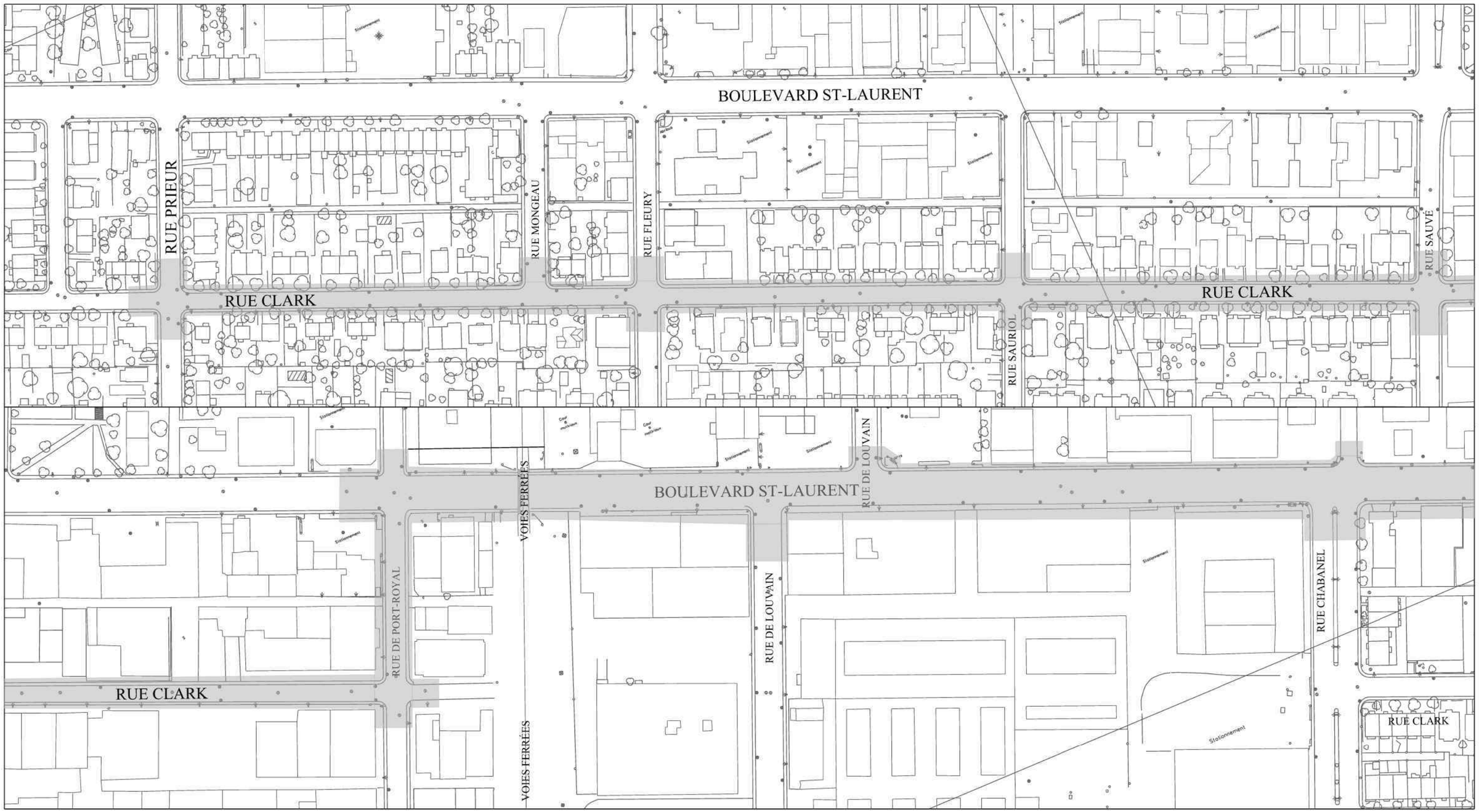
Alain LARRIVÉE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE

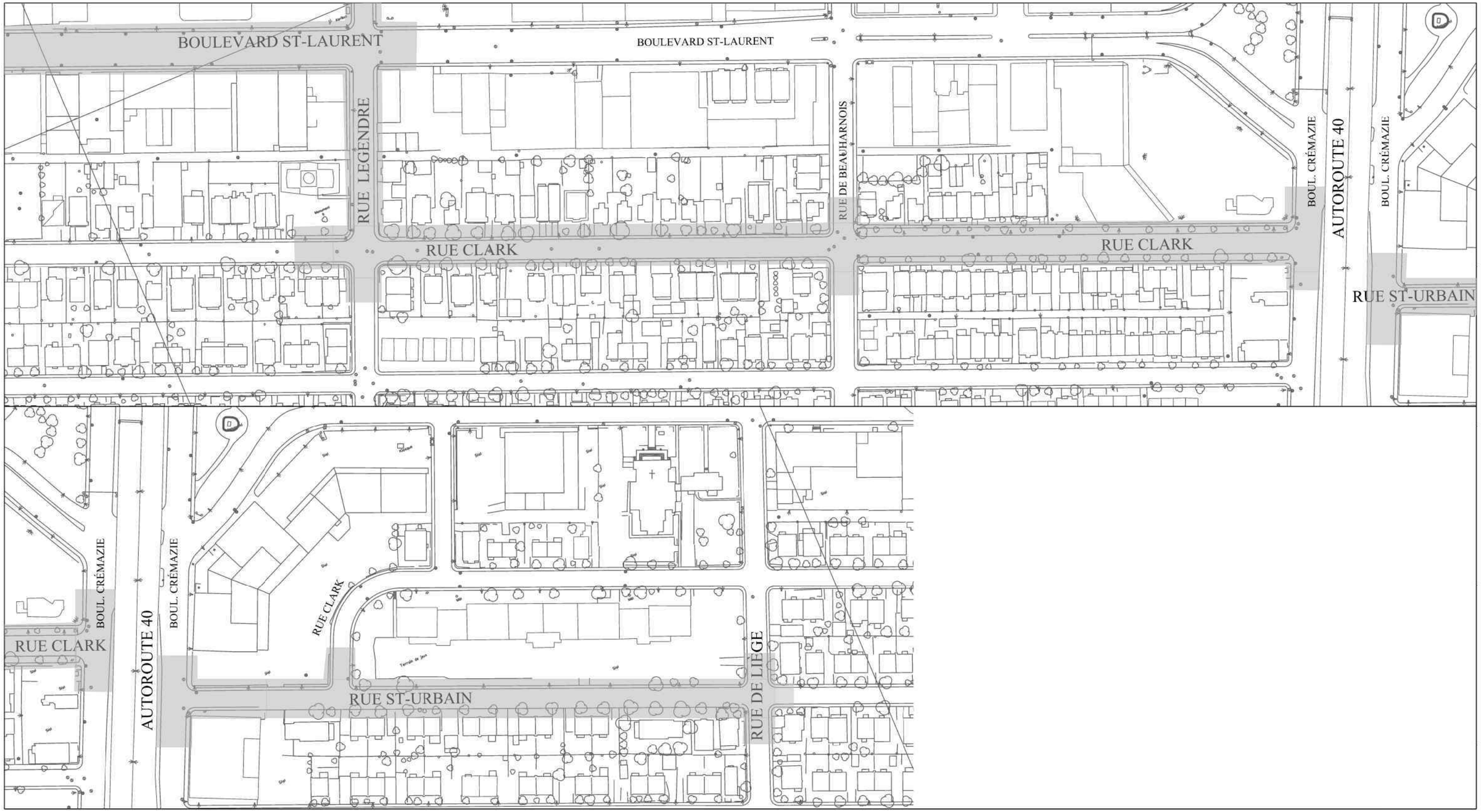
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-01-20

Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-01-23



Montréal Service de l'eau Direction de l'eau potable Division projets réseau principal Section projets de construction	Préparé par: Sylvain Dumouchel, Ag. Tech. Date: 10 DÉCEMBRE 2019	Chargée de projet: Nathalie Laberge, Ing No. service professionnel: S / O	Contrat: 18A04TR01	Orientation	Titre: PLAN DE LOCALISATION	Projet: FLEXIBILITÉ D'ALIMENTATION EN EAU DE LA ZONE 6 Dessin No: 18A04TR01 / LOC-01 Échelle: 1:2000 Format: LEDGER Révision: ---

Plan de localisation.dgn 2019-12-10 10:43:42 "CHEMIN=S:\ProjConstruction\13.02_AqueducEgout\01_ConstructionAmenagement\Contrats\18A04_St-Laurent_A-390\6. Plans\6.1-Avant soumission\ServiceProVoirie\"



Montréal Service de l'eau Direction de l'eau potable Division projets réseau principal Section projets de construction	Préparé par: Sylvain Dumouchel, Ag. Tech.	Chargée de projet: Nathalie Laberge, Ing	Orientation	Titre: PLAN DE LOCALISATION	Projet: FLEXIBILITÉ D'ALIMENTATION EN EAU DE LA ZONE 6	
	Date: 10 DÉCEMBRE 2019	No. service professionnel: S / O	Contrat: 18A04TR01		Dessin No: 18A04TR01 / LOC-02	Échelle: 1:2000 / Format: LEDGER / Révision: ---

Plan de localisation.dgn 2019-12-10 10:45:07 "CHEMIN=S:\ProjConstruction\13.02_AqueducEgout\01_ConstructionAmenagement\Contrats\18A04_St-Laurent_A-390\6. Plans\6.1-Avant soumission\ServiceProVoirie\"

Flexibilité de l'alimentation du centre de l'ouest de la zone 6 par la conduite de 36 po de l'autoroute des Laurentides

---

Les arrondissements Ahuntsic-Cartierville et Montréal-Nord sont alimentés en eau potable par la zone de distribution 6 du réseau des usines Atwater et Charles-J.-des-Baillets. L'alimentation du centre et de l'ouest de la zone 6, de l'extrémité ouest de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville jusqu'à l'avenue Papineau, est dépendante de la conduite principale de 900 mm sous l'autoroute des Laurentides, au nord du boulevard Métropolitain.

En effet, cette conduite ne peut être fermée sans entraîner des baisses significatives de la pression et des débits incendie disponibles dans ce secteur. Lors de la fermeture de la conduite de 900 mm sous l'autoroute des Laurentides, entre la rue de Beauharnois et le boulevard Côte-Vertu, la pression du secteur (secteur à risque 16) chute sous 20 lb/po². Considérant qu'une pression minimale de 40 lb/po² est recommandée pour assurer une alimentation en eau potable et une protection incendie adéquates, la construction d'un nouveau lien est requise.

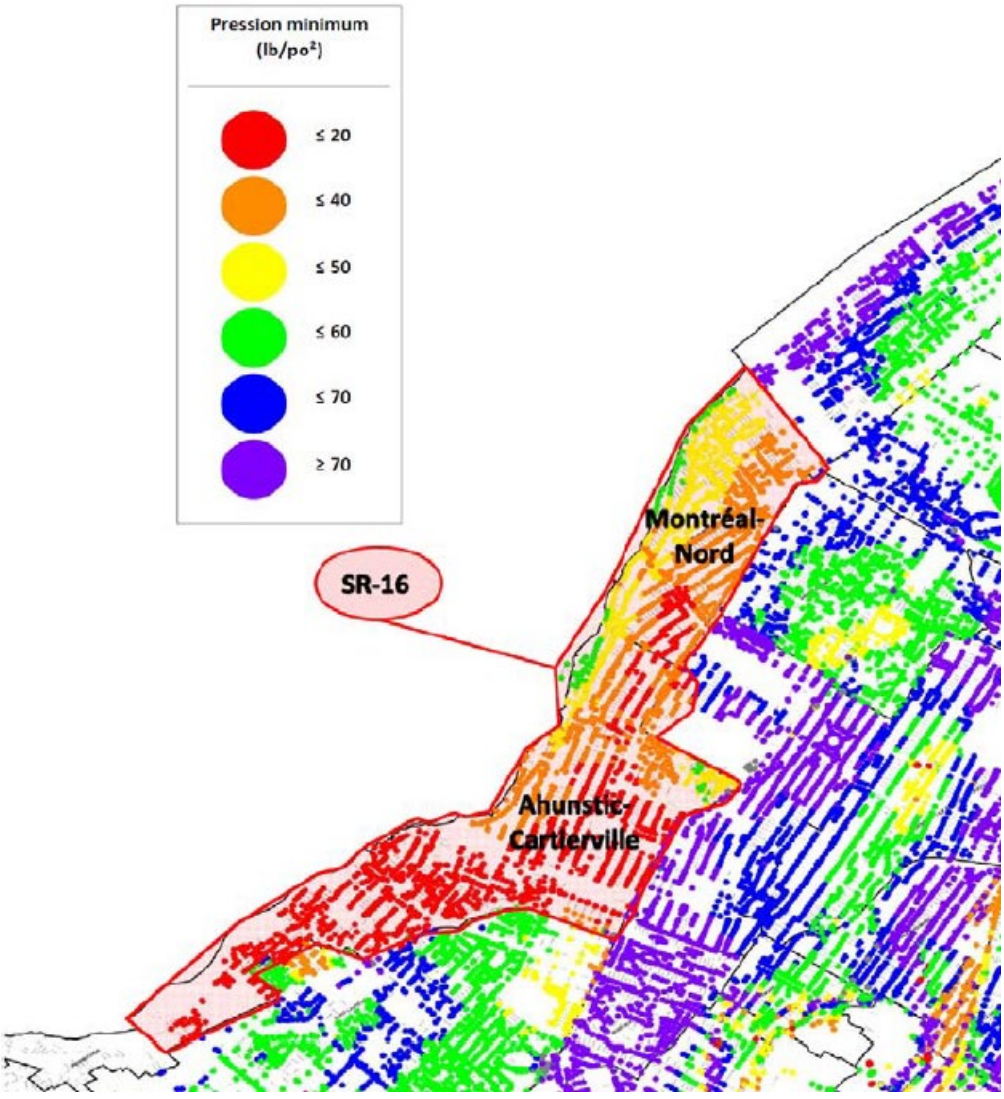


Figure 1 : secteur à risque 16

18A04TR01 - Montants des travaux par payeur

GDD 1197976002

Répartition Incidences et contingences

	Dépense Totale	DEP	DRE-AQ	DRE-ÉG.	DGAV - local	DGAV - artériel	
Pourcentage coût des travaux	100,0%	64,05%	19,51%	5,79%	6,64%	4,01%	
Dépense avant taxes et contingences	42 270 058,71 $	27 075 315,73 $	8 245 537,98 $	2 445 859,32 $	2 807 460,31 $	1 695 885,37 $	42 270 058,71 $
Total avec taxes	48 600 000,00 $	31 129 844,26 $	9 480 307,29 $	2 812 126,75 $	3 227 877,49 $	1 949 844,20 $	48 600 000,00 $
Numéro de sous-projet		à compléter	à compléter	à compléter	à compléter	à compléter	
Numéro Simon		à compléter	à compléter	à compléter	à compléter	à compléter	
Total avec contingences	**53 460 000,00 $**	34 242 828,69 $	10 428 338,02 $	3 093 339,43 $	3 550 665,24 $	2 144 828,62 $	53 460 000,00 $
Contingences: 10,0%	**4 860 000,00 $**	3 112 984,43 $	948 030,73 $	281 212,68 $	322 787,75 $	194 984,42 $	4 860 000,00 $
Incidences: 6,0%	**2 916 000,00 $**	1 867 790,66 $	568 818,44 $	168 727,61 $	193 672,65 $	116 990,65 $	2 916 000,00 $
Grand Total (taxes, contingences et incidences incluses)	**56 376 000,00 $**	**36 110 619,34 $**	**10 997 156,46 $**	**3 262 067,03 $**	**3 744 337,89 $**	**2 261 819,28 $**	56 376 000,00 $
Net de ristournes :	51 478 802,35 $	32 973 808,64 $	10 041 869,66 $	2 978 702,00 $	3 419 079,58 $	2 065 342,48 $	

	DGAV - local		DGAV - Artériel	
Pourcentage coût des travaux	6,64%		4,01%	
	Chaussée	Trottoirs	Chaussée	Trottoirs
Dépense avant taxes et contingences	623 885,60 $	2 183 574,71 $	1 059 466,08 $	636 419,29 $
Total avec taxes	717 312,47 $	2 510 565,02 $	1 218 121,13 $	731 723,08 $
Numéro de sous-projet	à compléter	à compléter	à compléter	à compléter
Numéro Simon	à compléter	à compléter	à compléter	à compléter
Total avec contingences	789 043,72 $	2 761 621,53 $	1 339 933,24 $	804 895,39 $
Contingences: 10,0%	71 731,25 $	251 056,50 $	121 812,11 $	73 172,31 $
Incidences: 6,0%	43 038,75 $	150 633,90 $	73 087,27 $	43 903,38 $
Grand Total (taxes, contingences et incidences incluses)	**832 082,46 $**	**2 912 255,43 $**	**1 413 020,51 $**	**848 798,77 $**
Net de ristournes :	759 802,20 $	2 659 277,38 $	1 290 276,06 $	775 066,41 $

		2020	2021	2022	Total (sans taxes)	Total avec taxes
DGAV Local Chaussée	Dépense avant taxes et contingences	288 181,48 $	- $	335 704,12 $	623 885,60 $	717 312,47 $
	Contingences	28 818,15 $	- $	33 570,41 $	62 388,56 $	71 731,25 $
	Incidences	17 290,89 $	- $	20 142,25 $	37 433,14 $	43 038,75 $
Total (taxes incl.)		384 350,52 $		447 731,94 $		
DGAV Local Trottoirs	Dépense avant taxes et contingences	879 997,34 $	- $	1 303 577,38 $	2 183 574,71 $	2 510 565,03 $
	Contingences	87 999,73 $	- $	130 357,74 $	218 357,47 $	251 056,50 $
	Incidences	52 799,84 $	- $	78 214,64 $	131 014,48 $	150 633,90 $
Total (taxes incl.)		1 173 661,25 $		1 738 594,18 $		
DGAV Artériel Chaussée	Dépense avant taxes et contingences	760 708,17 $	- $	298 757,91 $	1 059 466,08 $	1 218 121,12 $
	Contingences	76 070,82 $	- $	29 875,79 $	105 946,61 $	121 812,11 $
	Incidences	45 642,49 $	- $	17 925,47 $	63 567,96 $	73 087,27 $
Total (taxes incl.)		1 014 564,09 $		398 456,41 $		
DGAV Artériel Trottoirs	Dépense avant taxes et contingences	514 860,04 $	- $	121 559,25 $	636 419,29 $	731 723,08 $
	Contingences	51 486,00 $	- $	12 155,92 $	63 641,93 $	73 172,31 $
	Incidences	30 891,60 $	- $	7 293,55 $	38 185,16 $	43 903,38 $
Total (taxes incl.)		686 673,99 $		162 124,79 $		

Montréal

Soumission : 10247

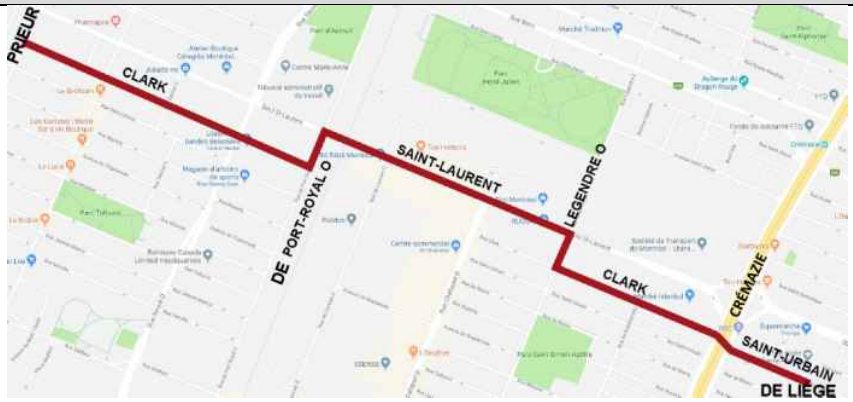
Contrat 18A04TR01

Service de l'eau
Direction de l'eau potable
Division projets réseau principal

Travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal, entre les rues de Liège et Prieur.

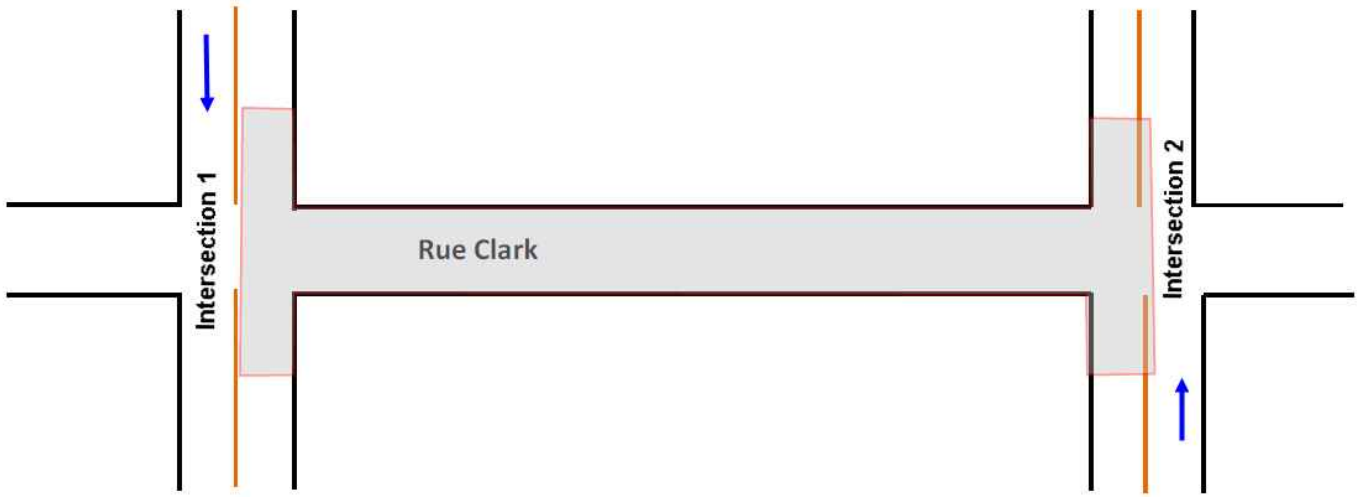
Arrondissements : Ahuntsic-Cartierville etVilleray-Saint-Michel-Parc Extension

Secteur et résumé des mesures de mitigation en maintien et gestion de la mobilité



Mesures générales pour tous les tronçons

- Installer des panneaux à messages variables mobiles et des panneaux d'information pour informer les usagers de la route des travaux et entraves à venir ou en cours;
- Permettre l'accès des véhicules d'urgence aux immeubles situés sur tous les tronçons;
- Ne pas garder de tranchée ouverte sur une longueur de plus de 40 mètres ;
- Prévoir des plaques d'acier et des passerelles pour faciliter les accès aux riverains, aux institutions, aux industries et aux commerces ;
- Aucune fermeture de lien piéton n'est prévue. Lors des fermetures du trottoir, un passage piétonnier sera aménagé;
- Se conformer en tout point aux exigences en circulation des arrondissements concernés ;
- Enlever les entraves et redonner les voies de circulation dès la fin des travaux dans un secteur ;
- Libérer le plus rapidement possible les stationnements, les zones de livraison et de débarcadères entravés par les travaux ;
- Effectuer la coordination requise avec les différentes parties prenantes (arrondissements, STM, SIM, SPVM, BIXI, garderies, commerces et entreprises, etc.) selon les délais requis par les documents contractuels;
- Protéger les aires de travail, les excavations et les aires d'entreposage à l'aide de clôtures autoportantes temporaires au pourtour de l'aire de travail afin d'éviter l'intrusion des piétons/cyclistes, le tout selon les exigences des documents contractuels ;
- Prévoir des signaleurs pour la gestion des accès au chantier et de la circulation aux approches des entraves;
- Permettre aux commerces et entreprises la poursuite des activités dans les différents secteurs des travaux.

Secteur et résumé des mesures de mitigation en maintien et gestion de la mobilité
Rue Clark - entre la rue Prieur O. et la rue de Port royal O (3 tronçons); - entre la rue Legendre et le boulevard Crémazie (2 tronçons). - Fermeture complète de certaines intersections de fin de semaine : une intersection à la fois ; - Pour la réalisation des travaux sur Clark, des fermetures complètes sont requises, seulement sur le tronçon en travaux, avec des chemins de détour pendant toute la durée de l'entrave via les rues avoisinantes ; - Fermeture d'une direction des rues transversales avoisinantes au secteur en travaux avec des chemins de détour; - Permettre la circulation locale aux approches des fermetures complètes. - En plus de la rue Clark, différents liens est-ouest feront l'objet d'entrave aux approches de la rue Clark (2 rues à la fois aux extrémités du tronçon en travaux et une rue locale au besoin) selon la configuration type ci-dessous. 
Rue de Port Royal - entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent - Installer des panneaux d'informations générales en vue d'informer les usagers de la période des travaux ; - Fermeture complète de De Port Royal entre Saint-Laurent et Saint-Urbain ; - Maintenir les accès à la « Garderie Éducative Ahuntsic », aux quais de chargement, et aviser les employés des édifices administratifs « Complexe Port Royal RODIMAX » de la fermeture de la rue et de l'interdiction de stationner dans la zone prévue pour les travaux; - Mise en place de chemin de détour par les rues avoisinantes : vers l'est par Saint-Urbain / Sauvé / Saint-Laurent et vers l'ouest via Saint-Laurent / Sauvé / Waverly.

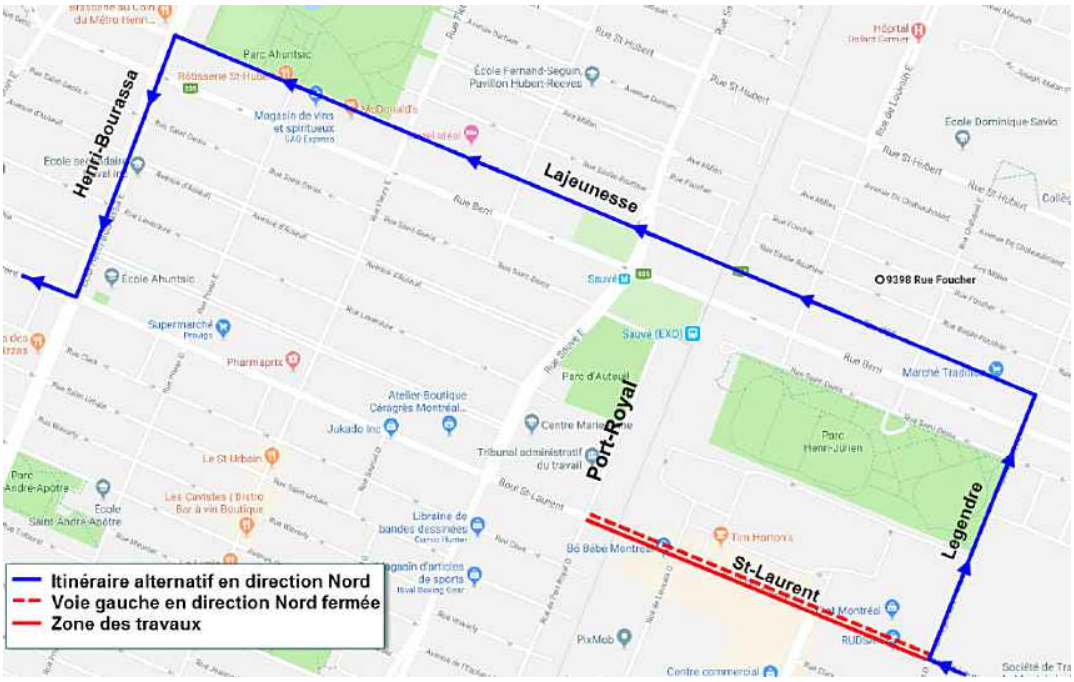
Secteur et
résumé des mesures de mitigation en maintien et gestion de la mobilité

Boulevard Saint-Laurent

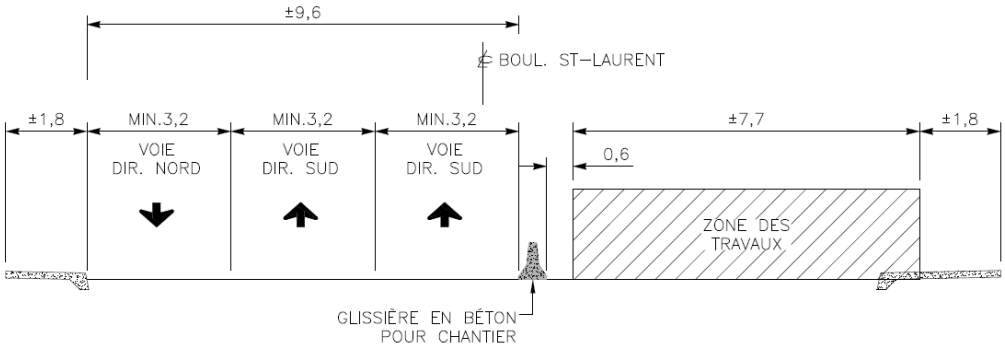
- entre De Port Royal à Legendre

  - De Port Royal à De Louvain / Intersection de De Louvain / De Louvain à Chabanel (2 tronçons) / Intersection Chabanel / De Chabanel à Legendre (2 tronçons) / Intersection Legendre

- Installer des panneaux à message variable :
  - à la hauteur de l'intersection Henri-Bourassa pour la direction sud ;
  - au niveau de l'A-40 pour la direction nord
- Implanter l'itinéraire alternatif pour la direction nord par Legendre / Lajeunesse / Henri-Bourassa ;



- Installer des panneaux d'informations générales sur Saint-Laurent à Sauvé, à Legendre et Chabanel;
- Fermeture de nuit de Chabanel Est avec la mise au clignotant des feux de l'intersection Saint-Laurent / Chabanel ;
- Maintenir pendant la durée des travaux sur Saint-Laurent deux (2) voies de circulation en direction sud et une (1) voie de circulation en direction nord, sauf aux intersections De Port Royal, De Louvain lorsque ces intersections sont en travaux;
- Réaliser les travaux dans Saint-Laurent un tronçon à la fois selon les plans de maintien et gestion de la mobilité;
- Maintenir en tout temps deux accès fonctionnels pour le Centre de transport Legendre de la STM;
- Gérer les feux de circulation (changement à la programmation) pour améliorer la fluidifier la circulation en direction de pointe, soit en direction sud entre 6h et 9h30, en direction nord entre 14h et 19h;
- Mettre en place la configuration type ci-dessous sur Saint-Laurent.

Secteur et **résumé des mesures de mitigation en maintien et gestion de la mobilité**

Rue Legendre - entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent - Installer des panneaux d'informations générales en vue d'informer les usagers de la période des travaux ; - Fermeture complète de Legendre entre Saint-Laurent et Saint-Urbain avec circulation locale entre Saint-Urbain et Clark ; - Maintenir une circulation locale sur Clark de Chabanel à Legendre et de Beauharnois à Legendre - Mise en place de chemin de détour par les rues avoisinantes : vers l'est par Saint-Urbain / Chabanel / Saint-Laurent et vers l'ouest via Saint-Laurent / Beauharnois / Saint-Urbain.
Partie en tunnel sous l'A-40 - entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent - Coordonner avec le MTQ et autres parties prenantes ; - Fermer complètement Clark au niveau de Bellarmin et de Saint-Urbain; - Implanter le chemin de détour pour accéder aux stationnements étagés via Clark / De Liège / De l'Esplanade / Crémazie / Saint-Urbain.
Rue Saint-Urbain - De Crémazie à de Liège - Installer des panneaux d'informations générales en vue d'informer les usagers de la période des travaux ; - Fermeture complète de Saint-Urbain entre De Liège et Clark; - Maintenir la circulation locale sur ce tronçon; - Mise en place de chemin de détour par les rues avoisinantes : vers le nord par Saint-Laurent / Bellarmin / Clark ou via Waverly / Crémazie.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 18 décembre 2018

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE QC J3H 0M6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000245
N° de demande :	1831961728
N° de confirmation de paiement :	000247424243

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 04 novembre 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
Adresse du siège social : 270, RUE BRUNET, , MONT-SAINT-HILAIRE, QC, J3H 0M6, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700000245
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142707943

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10247
Numéro de référence : 1296333
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de conduite d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal, entre les rues de Liège et Prieur

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com NEQ : 1143616580	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1637334)** 2019-09-05 14 h 17 **Transmission :** 2019-09-05 14 h 27	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 38 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 30 - Messagerie 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 45 - Messagerie 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Erika Lynn Johnson Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1641427)** 2019-09-17 9 h 04 **Transmission :** 2019-09-17 9 h 04	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-17 9 h 04 - Téléchargement 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 35 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 36 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 36 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1636986)** 2019-09-05 8 h 30 **Transmission :** 2019-09-05 8 h 31	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 35 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 36 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 36 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 29 - Messagerie 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 43 - Messagerie 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1171462923	Monsieur Benoit Lalonde Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1637766)** 2019-09-06 13 h **Transmission :** 2019-09-06 13 h 03	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 39 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 32 - Messagerie 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 46 - Messagerie 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 10 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	EBC Inc. 3900 rue Isabelle Brossard, QC, J4Y 2R3 NEQ : 1140169609	Madame Nathalie Leo Téléphone : 450 444-9333 Télécopieur : 450 444-9330	**Commande : (1645483)** 2019-09-26 11 h 53 **Transmission :** 2019-09-26 11 h 53	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-26 11 h 53 - Téléchargement 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-26 11 h 53 - Téléchargement 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 41 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 10 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1637058)** 2019-09-05 9 h 26 **Transmission :** 2019-09-05 9 h 51	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 39 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 31 - Messagerie 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 46 - Messagerie 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1164877749	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1639336)** 2019-09-11 12 h 45 **Transmission :** 2019-09-11 12 h 45	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-11 12 h 45 - Téléchargement 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 36 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GLT+ inc. 100-550, Chemin Chambly Longueuil, QC, J4H 3L8 http://www.glt.ca NEQ : 1143331396	Monsieur Simon Vallée Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur :	**Commande : (1637696)** 2019-09-06 11 h 15 **Transmission :** 2019-09-06 11 h 15	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 39 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Insituform Technologies Limited 139 rue Barr Montréal, QC, H4T 1W6 http://www.insituform.com NEQ : 1144751931	Monsieur Nicolas Sauvé Téléphone : 514 739-9999 Télécopieur : 514 739-9988	**Commande : (1636836)** 2019-09-04 15 h 18 **Transmission :** 2019-09-04 15 h 18	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 38 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052461	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1637075)** 2019-09-05 9 h 43 **Transmission :** 2019-09-05 9 h 43	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 35 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 36 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 36 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 45 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4 NEQ : 1142106435	Monsieur Pino Mulé Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	**Commande : (1637106)** 2019-09-05 10 h 05 **Transmission :** 2019-09-05 10 h 05	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 40 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 10 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1637098)** 2019-09-05 10 h **Transmission :** 2019-09-05 10 h	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 41 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 36 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 36 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 45 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com NEQ : 1143662378	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1637345)** 2019-09-05 14 h 37 **Transmission :** 2019-09-05 16 h 53	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 12 - Télécopie 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 19 - Télécopie 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 34 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 14 h 03 - Télécopie 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 32 - Télécopie 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 48 - Télécopie 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 49 - Messagerie 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 38 - Télécopie 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 36 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 28 - Messagerie 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 43 - Messagerie 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 04 - Télécopie 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 20 - Messagerie

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 22 - Messagerie 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 29 - Messagerie 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 13 h 18 - Messagerie 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 16 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1638359)** 2019-09-09 14 h 06 **Transmission :** 2019-09-09 14 h 06	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 14 h 06 - Téléchargement 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 38 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1637083)** 2019-09-05 9 h 52 **Transmission :** 2019-09-05 9 h 52	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 40 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 15 - Courriel 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 18 - Courriel 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 10 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com NEQ : 1172408883	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1636900)** 2019-09-04 17 h 32 **Transmission :** 2019-09-04 17 h 36	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 36 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 29 - Messagerie 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 44 - Messagerie 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 09 - Courriel

				3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 11 - Courriel 3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis) 2019-10-23 15 h 22 - Courriel 3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau) 2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement 3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247 2019-10-25 12 h 46 - Courriel 3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247 2019-10-29 11 h 15 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Somerville Dragon inc 1700 Boul. Hymus Dorval, QC, H9P2N6 NEQ : 1172461288	Monsieur Yves Beauchamp Téléphone : 450 682-9444 Télécopieur : 450 681-9444	**Commande : (1637319)** 2019-09-05 13 h 44 **Transmission :** 2019-09-05 13 h 46	3181224 - Addenda no 1 - Délai - Soumission 10247 2019-09-09 10 h 11 - Courriel 3185488 - Report de date_Addenda no 2_Soumission 10247 2019-09-18 7 h 18 - Courriel 3193470 - Addenda_3_Annexe 4_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 41 - Messagerie 3193474 - Addenda_3_Devis_RE_Soumission_10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3193477 - Addenda_3_SECTION I_IAS_Soumission 10247 2019-10-04 13 h 31 - Courriel 3194105 - 18A04TR01_Addenda_03_Soumission 10247 2019-10-04 16 h 47 - Courriel 3194106 - SECTION III_CCAS_Addenda 3 2019-10-04 13 h 34 - Courriel 3194107 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (devis) 2019-10-04 13 h 37 - Courriel 3194108 - SECTION IV_Bordereau_Addenda _3 (bordereau) 2019-10-04 13 h 37 - Téléchargement 3194109 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-8_Addenda_3 2019-10-04 14 h 32 - Messagerie 3194115 - PLANS_Voirie_18A04TR01_V-27_Addenda _3 2019-10-04 14 h 47 - Messagerie 3194935 - Report de date no 2_Addenda no 4_Soumission no 10247 2019-10-07 18 h 03 - Courriel 3197451 - SECTION III_CCAS_Addenda_5_Soumission 10247 2019-10-11 13 h 10 - Courriel

3197453 - 18A04TR01_Addenda_05_Soumission 10247
2019-10-11 13 h 11 - Courriel

3202024 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (devis)
2019-10-23 15 h 22 - Courriel

3202025 - Addenda no 6_Devis_Soumission_10247 (bordereau)
2019-10-23 15 h 22 - Téléchargement

3203267 - 18A04TR01_Addenda_07_Soumission 10247
2019-10-25 12 h 46 - Courriel

3204422 - 18A04TR01_Addenda_08_Soumission 10247
2019-10-29 11 h 15 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197976002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 56 376 000 $, taxes incluses (contrat : 48 600 000,00 $; contingences : 4 860 000,00 $; incidences : 2 916 000,00 $) - Appel d'offres public no 10247 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1197976002.xlsx

Information_comptable_DEP_1197976002.xlsx

1197976002 PRR divs rues - Michaudville.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

Co-auteur
Jean-François Ballard
Préposé au budget
514-872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-16

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2648

Co-auteur
Daniel Desjardins
Conseiller budgétaire
Service des finances Direction du conseil et

du soutien financier
514-872-5597

Co-auteur
Flavia Salajan
Préposée au budget
514-872-7801

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.006

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1197976002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division projets réseau principal , Section projets de construction
Objet :	Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 56 376 000 $, taxes incluses (contrat : 48 600 000,00 $; contingences : 4 860 000,00 $; incidences : 2 916 000,00 $) - Appel d'offres public no 10247 - 3 soumissionnaires

Rapport - mandat1197976002.pdf

Dossier # :1197976002

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 février 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197976002

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 56 376 000 $, taxes incluses (contrat : 48 600 000,00 $; contingences : 4 860 000,00 $; incidences : 2 916 000,00 $) - Appel d'offres public no 10247 - 3 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197976002

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux de conduites d'eau principales et secondaires, d'égout et de voirie dans les rues Saint-Urbain, Clark, Legendre Ouest, boul. Saint-Laurent et rue de Port-Royal Ouest, entre les rues de Liège Ouest et Prieur Ouest, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Dépense totale de 56 376 000 $, taxes incluses (contrat : 48 600 000,00 $; contingences : 4 860 000,00 $; incidences : 2 916 000,00 $) - Appel d'offres public no 10247 - 3 soumissionnaires.

À sa séance du 5 février 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 12 février dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier, et ce, en plus de répondre à toutes les questions des commissaires.

La Commission souligne l'excellent travail de préparation des ressources du Service de l'eau qui ont su apporter toutes les réponses aux nombreuses questions des commissaires, notamment en ce qui a trait aux différents addendas et aux travaux visés, dont le remplacement d'une conduite principale en-dessous de l'autoroute Métropolitaine. Les explications fournies ont été plus que satisfaisantes. En outre, les commissaires tiennent à saluer le processus de concertation mené en amont de la production du devis de l'appel d'offres auprès des deux arrondissements concernés. Ceci est un excellent exemple de partenariat intégré. Finalement, la Commission note, avec satisfaction, la pénalité systématique de 0,1% quotidiennement applicable et apprécie l'absence de prime de performance en l'absence d'enjeux municipaux relativement à l'échéance de réalisation.

Néanmoins, la Commission demande à ce que des précisions relatives à la portion imputable au budget de l'agglomération, après subvention, soient apportées au sommaire décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE197976002 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.007

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1198148001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish - Dépense totale de 51 536 400 $, taxes incluses (contrat : 42 947 000,00 $ + contingences : 6 442 050,00 $ + incidences 2 147 350,00 $)- Appel d'offres public no 10274 (2 soumissionnaires conformes)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 42 947 000 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 10274;
2. d'autoriser une dépense de 6 442 050,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 2 147 350,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 97,54% par l'agglomération, pour un montant de 50 266 098,71 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-01-24 15:12

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198148001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish - Dépense totale de 51 536 400 $, taxes incluses (contrat : 42 947 000,00 $ + contingences : 6 442 050,00 $ + incidences 2 147 350,00 $)- Appel d'offres public no 10274 (2 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Le réservoir McTavish est un ouvrage clé du réseau de distribution de la Ville de Montréal (VDM), il alimente directement et indirectement plus de 1,25 millions de citoyens sur l'île de Montréal. Construite entre 1928 et 1949, la station de pompage présente des déficiences devant être corrigées autant au niveau des équipements que de sa conception d'époque. Depuis plus de 10 ans, plusieurs projets ont été réalisés pour sécuriser le réseau autour de cette infrastructure névralgique qui sera fortement sollicité pendant les travaux de mise à niveau de la station de pompage. Notamment, la mise à niveau de la station de pompage Closse et la reconstruction de la station de pompage Rosemont font partie des travaux préparatoires ayant comme objectif d'intervenir sur la station McTavish.
Le projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish consiste à remplacer tous les équipements de mécanique de procédés ainsi que les équipements connexes en fin de vie utile, liés à la distribution de l'eau, tout en améliorant la flexibilité d'opération de la station et sa pérennité.

Le projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish se réalisera en deux (2) phases de construction, soit la phase 1 : les travaux prérequis et la phase 2 : les travaux principaux.

Le présent contrat vise la réalisation des travaux de la phase 1.

L'appel d'offres public no 10274 a été publié dans le quotidien *Le Journal de Montréal* et *Le Devoir,* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 1er avril 2019. Les

offres dûment reçues ont été ouvertes dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville le 5 novembre 2019. La durée initiale de publication était de cinquante-sept (57) jours. Cependant, elle fût prolongée de cent soixante et un (161) jours, pour une durée réelle de deux cent dix-huit (218) jours afin de tenir compte des demandes du marché et des modifications apportées au projet par addenda. Les soumissions sont valides pendant les cent vingt (120) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 4 mars 2020.

Vingt (20) addendas ont été émis pendant la période de soumission afin d'apporter des précisions sur le projet et de répondre aux différentes questions des preneurs du cahier des charges (voir tableau ci-dessous). L'estimation initiale a été révisée afin de tenir compte des impacts financiers liés aux addendas.

Calendrier d'émission des addendas		
Add.	Date	Détails
#1	8 avril 2019	• Transmission de documents de référence pour appel d’offres et de documents révisés
#2	16 avril 2019	• Réponses à 12 questions des soumissionnaires
#3	24 avril 2019	• Réponse à 1 question des soumissionnaires • Transmission de documents révisés (formation, formulaire de soumission, travaux à proximité du réseau de la CSEM, devis travaux civils, tuyauterie, sommaire des travaux, robinets manuels, installation de chantier) • Ajout de l’inspection des réservoirs hydropneumatiques
#4	10 mai 2019	• Réponse à 15 questions des soumissionnaires
#5	16 mai 2019	• Réponse à 13 questions des soumissionnaires • Transmission de documents révisés (tuyauterie, instrumentation et contrôle, échéancier) • Report de la date d'ouverture des soumissions au 9 Juillet 2019 • Avis de modification majeure du tracé de la conduite C • Prolongation de la date limite de visite des lieux
#6	24 mai 2019	• Réponse à 15 questions des soumissionnaires • Transmission de nouveaux documents pour appel d’offres (protection, préservation et abattage des arbres, divers travaux de structure)
#7	10 juin 2019	• Réponse à 20 questions des soumissionnaires • Transmission de documents révisés Devis (bordereau de soumission, travaux en condition d’amiante, documents requis du fournisseur, formation, description des articles du bordereau de soumission, restrictions visant les travaux, tuyauterie, mécanique de procédé, vannes murales, travaux civils, échéancier) • Transmission de nouveaux documents Devis (étanchéisation des conduites d’égout par chemisage, nettoyage et inspection du système de drainage, tuyauterie, architecture, structure)

		• Ajout d’un document de référence en électricité
#8	13 juin 2019	• Réponse à 1 question des soumissionnaires • Transmission de documents révisés (description des articles du bordereau de soumission)
#9	19 juin 2019	• Réponse à 1 question des soumissionnaires • Transmission de documents révisés (civil, structure, architecture, tuyauterie, électricité, instrumentation & contrôles, bordereau de soumission) • Prolongation de la période de question jusqu'au 28 juin 2019 • Transmission des documents du tracé de la conduite C • Transmission de documents de référence en électricité
#10	28 juin 2019	• Réponse à 13 questions des soumissionnaires • Modification des documents (description bordereau de soumission, civil) • Report de la date d'ouverture des soumissions au 18 Juillet 2019 • Ajout d’un document de référence en électricité
#11	05 Juillet 2019	• Réponse à 23 questions des soumissionnaires
	17 Juillet 2019	• Report de la date d'ouverture des soumissions au 20 août 2019
#12	18 Juillet 2019	• Report de la date des questions au 7 août 2019
#13	24 Juillet 2019	• Réponse à 23 questions des soumissionnaires • Transmission de documents révisés (description des articles au bordereau de soumission)
#14	1 Aôut 2019	• Réponse à 2 questions des soumissionnaires
#15	7 Aôut 2019	• Report de la date d'ouverture des soumissions au 27 août 2019 pour revoir le séquencement des travaux à la suite de l’annonce des travaux urgents sur la conduite 84’’ (Contrat 19A19TR02 / AO10334 / résolution numéro CG19 0453 adoptée à la séance tenue le 16 octobre 2019) • Réponse à 1 question des soumissionnaires
#16	16 Aôut 2019	• Report de la date d'ouverture des soumissions au 17 septembre 2019 • Réponse à 2 questions des soumissionnaires
	9 Septembre 2019	• Report de la date d'ouverture des soumissions au 5 novembre 2019
#17	19 Septembre 2019	• Réponse à 5 questions des soumissionnaires

		• Transmission de documents révisés (électricité et instrumentation et contrôles)
#18	09 Octobre 2019	• Transmission de documents révisés (clauses administratives spéciales, échéancier, civil, électricité, bordereau des prix, l'inspection des réservoirs hydropneumatiques)
#19	23 Octobre 2019	• Réponse à 4 questions des soumissionnaires • Transmission de documents révisés (électricité)
#20	30 Octobre 2019	• Réponse à 2 questions des soumissionnaires

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0283 - 20 juin 2019: Accorder un contrat à Hydro-Québec, fournisseur unique, pour le déplacement d'une ligne d'alimentation électrique 12 kV à la station de pompage McTavish, dépense totale de 261 849,12 $, taxes incluses.
DA188148001 - 13 mars 2019 : Accorder un contrat à ISE Metal., pour la fourniture d'une vanne murale pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 98 875,63 $, taxes incluses.
CG19 0056 - 28 février 2019 : Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 $, taxes incluses.
CE19 0133 - 23 janvier 2019 : Accorder un contrat à Les Contrôles Provan Associés inc., pour la fourniture d'une (1) vanne modulante et de trois (3) vannes motorisées pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 267 406,55 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à Loiselle inc. pour la réalisation des travaux prérequis (phase 1) dans le cadre du projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish.
Les principaux éléments du présent contrat sont :

- Installation d'une vanne modulante et d'un débitmètre sur une conduite de 60 pouces;
- Travaux électriques pour le transfert de la ligne 12 kV de l'aile Est à l'aile Ouest;
- Travaux de recouvrement du collecteur d'égout sur la rue Sherbrooke;
- Travaux de tuyauterie et chemisage de la conduite de vidange des cellules du réservoir;
- Installation d'une (1) nouvelle conduite entre les chambres de vannes O-1-11 et O-1-12;
- Vidange, nettoyage et inspection du béton pour les cellules 2 et 3;
- Agrandissement du corridor périphérique du réservoir devant les cellules 4 et 5 et construction de la chambre de vannes O-1-12;
- Déplacement, installation et raccordement en séquence des conduites 900mm A, B et C;
- Installation de la conduite et des vannes de contournement dans le secteur Est;
- Reconstruction d'un mur de soutènement au sud de l'avenue du Docteur-Penfield;
- Aménagement de deux (2) conduites de distribution de 54'';
- Aménagement de deux (2) conduites de distribution de 36'' en prolongation des conduites de 54";
- Remplacement et réaménagement d'une conduite de 36'';

- Aménagement de trois (3) vannes murales à l'intérieur du réservoir;
- Aménagement d'une (1) nouvelle trappe d'accès sur le toit du réservoir pour permettre l'installation de la troisième vanne murale.

Des dépenses contingentes de 15 % du coût de base des biens et services, soit 6 442 050 $, taxes incluses, sont ajoutées afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant la réalisation du contrat.

Des frais d'incidences de 2 147 350 $, taxes incluses, représentant 5 % de la valeur du contrat, ont aussi été planifiés pour couvrir, sans s'y limiter, les coûts associés aux activités suivantes :

- Contrôle qualitatif des matériaux;
- Activités de communications associées au projet;
- Raccordements aux utilités publiques;
- Service de gardiens de sécurité;
- Autres services spécialisés pour suivre et compléter le projet.

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de huit cent soixante et onze (871) jours suivant la date de l'ordre de débuter les travaux. Tout retard peut entraîner une pénalité de 0,1 % du prix du contrat accordé, par jour de retard.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 10274, il y a eu treize (13) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et deux (2) soumissions ont été déposées.
Les motifs de désistement des onze (11) autres preneurs du cahier de charges sont les suivants :

- Neuf (9) preneurs du cahier des charges ont acheté les documents à titre de sous-traitants ou fournisseurs dont deux (2) preneurs ont indiqué qu'ils manquaient de temps pour soumissionner;

- Un (1) preneur n'a pas soumissionné, à cause du déroulement de ses chantiers en cours avec la Ville de Montréal.

- Un (1) preneur a soumis un avis que les pénalités sont trop importantes et qu'il y a une grande part de travaux de sous-traitance.

L'analyse de la conformité administrative a été réalisée par la Direction de l'eau potable (DEP).

Après analyse des soumissions, il s'avère que les deux (2) soumissions sont conformes et que l'entreprise Loiselle inc. présente la soumission conforme la plus basse.

Le tableau ci-dessous présente les écarts de prix entre les différentes soumissions conformes et la dernière estimation :

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contigences + variation de quantités) (TAXES INLCUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Loiselle inc.	42 947 000,00 $	6 442 050,00 $	49 389 050,00 $
Construction Bau Val inc.	47 445 000,00 $	7 116 750,00 $	54 561 750,00 $
Dernière estimation réalisée	35 332 097,04 $	5 299 814,56 $	40 631 911,60 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)			8 757 138,40 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]			21,55%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			5 172 700,00 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			10,47%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart défavorable de 21,55 % (7 614 902,96 $, taxes incluses, contingences exclusses) par rapport à l'estimation réalisée par le consultant. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumission :

- Travaux de tuyauterie: Écart de 3 006 826 $, soit 114 % par rapport à l'estimé du consultant.
- Travaux de procédé: Écart de 2 005 868 $, soit 157 % par rapport à l'estimé du consultant.
- Travaux d'électricité: Écart de 1 200 066 $, soit 203 % par rapport à l'estimé du consultant.
- Travaux de structure: Écart de 828 935 $, soit 30 % par rapport à l'estimé du consultant.

L’analyse des soumissions a permis d'identifier plusieurs éléments pouvant expliquer ces écarts :

- Le nombre restreint de soumissionnaires indique une réticence des entrepreneurs et des sous-traitants à exécuter un projet complexe à haut risque. De plus, l’effervescence du marché actuel génère une pénurie de la main-d'œuvre dans plusieurs corps de métiers, qui se répercute au niveau des prix.

- Une faible compétition au niveau des prix sous-traités. Certains sous-traitants ayant fourni un prix sont des soumissionnaires uniques dans leur discipline (armature (travaux de structure) et mécanique de procédés (travaux de tuyauterie et travaux de procédés)).

- Le projet se fait dans un contexte particulier impliquant des coûts élevés de transport :

  - Chantier en plein centre-ville avec des difficultés d’accès et de circulation;
  - Espace très limité de stockage sur site;
  - Surprime des coûts de transport des matériaux de construction;
  - Accès très restreint au chantier avec impossibilité de circulation des équipements sur le toit du réservoir. Ceci implique des séquences longues et complexes des travaux.

- L’emplacement du projet dans un voisinage dense : Université McGill, la promenade Fleuve-Montagne, stade, hôpitaux, etc. Le tout requiert des moyens importants de communication, de gestion de la circulation, des vibrations et du bruit.

- Les travaux sont réalisés dans des ouvrages existants vétustes tout en gardant la station pleinement fonctionnelle. L'accès requis aux employés VDM en tout temps. Ce sont donc des travaux à haut risque.

Ces facteurs (le manque de compétition, le contexte du marché et le contexte urbain) se sont traduits par une forte augmentation des marges de profits principalement dans les spécialités en sous-traitance.

Malgré l'écart défavorable, nous recommandons l'octroi du contrat pour entreprendre les travaux de mise à niveau de la station de la station de pompage McTavish permettant d'assurer la sécurité et la fiabilité des installations. Un retour en appel d'offres au premier trimestre n'aurait pas pour effet de modifier les facteurs ayant causé une augmentation des prix de sous-traitants.

Les validations requises ont été faites indiquant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de celle du registre des entreprises non admissibles (RENA). La compagnie a également fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 13 août 2019 avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le soumissionnaire recommandé, soit Loiselle inc., a fourni son attestation de Revenu Québec délivrée le 13 août 2019.

Le présent dossier donne suite à un appel d’offres assujetti à la Loi sur l’intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret 796-2014 adopté le 24 octobre 2014. Le soumissionnaire recommandé, l'entreprise Loiselle inc. détient une attestation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP), laquelle est en vigueur depuis le 20 mars 2017 et valide jusqu'au 15 décembre 2019. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude puisque la valeur du contrat est de plus de 10 M$ et il y a un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer à Loiselle inc. est de 42 947 000,00 $ taxes incluses pour les travaux. Un montant de 6 442 050,00 $ taxes incluses est prévu pour les contingences. De plus, un montant de 2 147 350,00 $ taxes incluses est prévu pour les incidences.

La dépense de 51 536 400,00 $ taxes incluses, représente un coût net de 47 059 602,48 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est répartie entre le Service de l'eau et le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la façon suivante:

Au budget du Service de l'eau - Direction de l'eau potable:

97,54 % au programme triennal d'immobilisation (PTI) de la DEP, pour un montant de 50

266 098,71 $, taxes incluses, soit un coût net de 45 899 648,08 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 36 719 718,47 $ au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ). L'emprunt net de 9 179 929,61 $ est à la charge des villes reconstituées.

Au budget du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM):

2,46 % au PTI du SUM, pour un montant de 1 270 301,29 $, taxes incluses, soit un coût net de 1 159 954,40 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale. Ce montant servira au remplacement du mur de soutènement de l'avenue du Docteur-Penfield, lequel est financé par le règlement d'emprunt 19-008 Travaux, réfection, remplacement et réaménagement de structures routières.

Cette portion de la dépense sera assumée par la ville centre.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu pour le PTI 2020-2022 au projet 46000 - Programme de réfection des structures routières :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
46000 - Programme de réfection des structures routières	-	-	1 159 954	-	1 159 954
Total	**-**	**-**	**1 159 954**	**-**	**1 159 954**

L'octroi de ce contrat aura un impact sur le budget de fonctionnement de la DEP correspondant aux frais d'entretien des nouveaux équipements et à leur exploitation. Ainsi, un ajustement à la base budgétaire sera demandé ultérieurement à la phase 2 des travaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les équipements du réservoir et de la station de pompage ont atteint leur fin de vie utile. Certains équipements sont d'origine et datent des années 1932.
Un retard de l'exécution des travaux aura pour effet de :

- Retarder la réalisation des travaux de la phase 1 et de la phase 2 à McTavish;

- Retarder la mise en service complète du réservoir Rosemont prévue en juillet 2020;

- Augmenter le risque de défaillance de la station qui approvisionne une population de 1,25 million de citoyens;

- Occasionner des coûts importants de réparation et une possible perte de redondance en cas de bris;

- Retarder le projet de mise à niveau phase 2 du réservoir Vincent-d'Indy prévue en 2029.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 Février 2020;
- Octroi de contrat : 27 Février 2020;
- Mobilisation du chantier : Avril 2020;
- Délai contractuel : 871 jours de calendrier;
- Fin des travaux : Septembre 2022.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie PLOUFFE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Mathieu PAYETTE-HAMELIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Isabelle BESSETTE, 16 janvier 2020
Jean CARRIER, 15 janvier 2020
Mathieu PAYETTE-HAMELIN, 14 janvier 2020
Nathalie PLOUFFE, 14 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed LOUKILI
Ingénieur

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-10

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructure Usines & Réservoirs

Tél : 514-868-5549
Télécop. :

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-01-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-01-24

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 mars 2017

EXCAVATION LOISELLE INC.
A/S MONSIEUR SÉBASTIEN CLAVEAU
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6S 6P7

N° de décision : 2017-CPSM-1017905
N° de client : 2700004312

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). EXCAVATION LOISELLE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

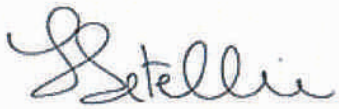
Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 23 janvier 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LOISELLE INC.
Adresse du siège social : 280, BOUL PIE-XII, , SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, QC, J6S 6P7, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700004312
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142482703

Autres noms d'affaires

- EXCAVATION LOISELLE
-
- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

© Autorité des marchés publics, 2020

Autorité des marchés publics
Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 9 septembre 2019

LOISELLE INC.
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD QC J6S 6P7

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700004312
N° de demande :	1900010123
N° de confirmation de paiement :	000266148972

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Autorité des marchés publics
Québec

Le 19 juillet 2019

LOISELLE INC.
A/S MONSIEUR SÉBASTIEN CLAVEAU
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6S 6P7

N° de client : 2700004312

Objet : Renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, nous désirons vous fournir de l'information concernant le renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public de LOISELLE INC. pour laquelle vous êtes le répondant.

L'autorisation de votre entreprise est valide jusqu'au **15 décembre 2019** et devra être renouvelée si vous souhaitez la conserver.

Renouvellement de votre autorisation

Afin de poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours, vous devez présenter à l'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») une demande de renouvellement de votre autorisation au moins 90 jours avant la date de son expiration[1], c'est-à-dire le ou avant le **17 septembre 2019**.

- Si nous recevons votre demande avant cette date, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'AMP procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé à poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours durant la période d'analyse de votre demande, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

  Afin d'être en mesure de déposer votre demande de renouvellement dans les délais requis, nous vous suggérons d'effectuer cette transaction par le biais des services en ligne de l'AMP. Vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre votre demande.

[1] Article 21.41 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1).

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

- Si nous ne recevons pas votre demande dans les délais requis, **le nom de votre entreprise sera retiré du registre des entreprises autorisées** (le « REA ») à la date d'expiration de votre autorisation. **Votre entreprise ne sera donc plus en mesure de conclure de nouveaux contrats/sous-contrats publics visés par les seuils applicables à partir de cette date.** Cependant, vous pourrez poursuivre vos contrats/sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à ce que l'AMP statue sur votre demande de renouvellement.

Non-renouvellement de votre autorisation

Si vous ne souhaitez pas renouveler votre autorisation, vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre une demande de non-renouvellement à l'aide des services en ligne de l'AMP.

Il est important de noter que même si vous soumettez une demande de non-renouvellement avant la date anniversaire de votre autorisation, votre droit d'exercice **demeurera valide jusqu'à la date d'expiration prévue.**

Notez que si vous exécutez un contrat/sous-contrat public en tant que contractant/sous-contractant et que votre autorisation est expirée, vous serez réputé en défaut d'exécuter ce contrat/sous-contrat public au terme d'un délai de 60 jours suivant la date d'expiration de l'autorisation[2].

Renouvellement/non-renouvellement d'une autorisation par une entreprise étrangère

Si votre entreprise est considérée comme étrangère, nous vous invitons à consulter le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca. Vous y trouverez plus d'information sur la façon de soumettre votre demande de renouvellement ou de non-renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec la Direction de l'admissibilité aux marchés publics au 1 888 335-5550 ou par courriel au DirectionLCOP@amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Direction de l'admissibilité aux marchés publics

p.j. Annexe - Étapes à suivre pour soumettre une demande de renouvellement ou une demande de non-renouvellement

[2] Ibid.; article 21.41.1

Annexe – Renouvellement / Non-renouvellement de la demande d'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public par le biais des services en ligne

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT

1. Accédez à votre compte client des services en ligne de l'AMP. Puis, sélectionnez l'onglet **Dossier client – Gestion des liens d'affaires**. Validez et mettez à jour les liens d'affaires de votre entreprise.

2. Une fois la mise à jour effectuée, validez vos liens d'affaires en cliquant sur le bouton **« Valider »**.

3. Si vous obtenez des messages d'erreur, corrigez l'information demandée. Lorsqu'il n'y aura plus de messages d'erreur, soumettez la mise à jour de vos liens en cliquant sur le bouton « **Prochaine étape** ».

4. Une fois la mise à jour de vos liens transmise, vous pourrez maintenant soumettre votre demande de renouvellement, accompagnée des pièces justificatives et du paiement requis. Cette demande est accessible à partir de l'onglet **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement**. Soumettre votre demande de renouvellement est la dernière étape à faire de votre part.

5. La mise à jour de vos liens ainsi que votre demande de renouvellement seront traités par l'agent assigné à votre dossier.

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE NON-RENOUVELLEMENT

1. Accéder à votre compte client des services en ligne de l'AMP et sélectionnez la demande de non-renouvellement disponible à l'onglet **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement**.

2. À l'étape 2 du formulaire, sélectionnez l'option **Je ne désire pas renouveler mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public**.

3. Par la suite, complétez les étapes suivantes, puis soumettez la demande.

4. Une fois reçue, votre demande de non-renouvellement sera traitée par l'agent assigné à votre dossier.

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 11 février 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LOISELLE INC.
Adresse du siège social : 280, BOUL PIE-XII, , SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, QC, J6S 6P7, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700004312
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142482703

Autres noms d'affaires

- EXCAVATION LOISELLE
-
- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
-
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

© Autorité des marchés publics, 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10274
Numéro de référence : 1251719
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Mise à niveau de la station de pompage McTavish

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Adjointe Soumissions Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1570006)** 2019-03-29 12 h 59 **Transmission :** 2019-03-29 12 h 59	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-08 13 h 52 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 09 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 02 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 06 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 06 - Messagerie 3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau) 2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement 3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf 2019-06-13 13 h 36 - Courriel 3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis) 2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 24 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 12 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 32 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18
2019-10-30 10 h 10 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Armatures Bois-Francs Inc (ABF)
249 boul de la Bonaventure
Victoriaville, QC, G6T 1V5
http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842

Madame Erika Lynn Johnson
Téléphone : 819 758-7501
Télécopieur : 819 758-7629

Commande : (1570031)
2019-03-29 13 h 21
Transmission :
2019-03-29 13 h 21

3102344 - Addenda 1 - Plans A0
2019-04-08 13 h 44 - Courriel

3103218 - Addenda 1 (Devis)
2019-04-08 13 h 54 - Messagerie

3103226 - Addenda 1 (Annexe)
2019-04-08 13 h 44 - Courriel

3109781 - AO_10274_addenda_2
2019-04-16 16 h 35 - Courriel

3113973 - Addenda #3 (devis)
2019-04-24 15 h 47 - Courriel

3113974 - Addenda #3 (plan)
2019-04-24 18 h 14 - Messagerie

3113975 - Addenda #3 (bordereau)
2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement

3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis)
2019-05-13 10 h 25 - Courriel

3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan)
2019-05-13 10 h 25 - Courriel

3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis)
2019-05-17 15 h 31 - Courriel

3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan)
2019-05-17 16 h 07 - Messagerie

3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis)
2019-05-27 10 h 46 - Courriel

3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan)
2019-05-27 10 h 46 - Courriel

3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis)
2019-06-11 11 h 07 - Messagerie

3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan)
2019-06-11 11 h 07 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 25 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 13 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

				3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14 2019-08-16 13 h 27 - Courriel 3181247 - Report_date10274 2019-09-09 10 h 26 - Courriel 3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis) 2019-10-09 14 h 33 - Messagerie 3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau) 2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement 3201989 - Addenda no. 19 (devis) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3201990 - Addenda no. 19 (plan) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Coffrage Alliance Ltée, Entrepreneur Général 2000 rue De Lierre Laval, QC, H7G 4Y4 http://www.coffrage-alliance.ca NEQ : 1161836276	Madame Louise Genest Téléphone : 514 326-5200 Télécopieur : 450 668-5989	**Commande : (1576788)** 2019-04-10 11 h 02 **Transmission :** 2019-04-10 11 h 02	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-10 11 h 02 - Téléchargement 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-10 11 h 02 - Téléchargement 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-10 11 h 02 - Téléchargement 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 17 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 09 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 18 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 18 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 26 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 14 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 34 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18
2019-10-30 10 h 10 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Construction Bau-Val Inc. 87, rue Émilien-Marcoux Suite 101	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-	**Commande : (1579171)** 2019-04-15 11 h 49	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-15 11 h 49 - Messagerie

Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Transmission :** 2019-04-15 14 h 49	3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-15 11 h 49 - Téléchargement 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-15 11 h 49 - Téléchargement 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 19 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 43 - Messagerie 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 12 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 58 - Messagerie 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 20 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 20 - Messagerie 3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau) 2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement 3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf 2019-06-13 13 h 36 - Courriel 3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis) 2019-06-19 14 h 22 - Courriel 3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan) 2019-06-19 14 h 27 - Messagerie 3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01 2019-06-21 9 h 15 - Messagerie 3150353 - Addenda #10 (devis) 2019-06-28 11 h 32 - Courriel 3150354 - Addenda #10 (plan) 2019-06-28 11 h 39 - Messagerie 3153027 - Addenda #11 2019-07-05 12 h 51 - Courriel 3158536 - Report_date_.pdf 2019-07-17 16 h 05 - Courriel 3159033 - Addenda #12 2019-07-18 13 h 25 - Courriel 3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis) 2019-07-24 12 h 28 - Courriel

				3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau) 2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement 3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12 2019-08-01 9 h 23 - Courriel 3167358 - Addenda #15 (report de date) 2019-08-08 8 h 07 - Courriel 3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14 2019-08-16 13 h 27 - Courriel 3181247 - Report_date10274 2019-09-09 10 h 26 - Courriel 3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan) 2019-09-20 14 h 04 - Messagerie 3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis) 2019-10-09 14 h 42 - Messagerie 3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau) 2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement 3201989 - Addenda no. 19 (devis) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3201990 - Addenda no. 19 (plan) 2019-10-23 14 h 49 - Messagerie 3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction Bau-Val Inc. 87, rue Émilien-Marcoux Suite 101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1587621)** 2019-05-01 14 h 02 **Transmission :** 2019-05-01 14 h 02	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-05-01 14 h 02 - Aucun 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-05-01 14 h 02 - Aucun 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-05-01 14 h 02 - Aucun 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-05-01 14 h 02 - Aucun 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-05-01 14 h 02 - Aucun 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-05-01 14 h 02 - Aucun 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-05-01 14 h 02 - Aucun 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 43 - Messagerie 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 12 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan)

2019-05-27 10 h 59 - Messagerie

3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis)
2019-06-11 11 h 20 - Messagerie

3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan)
2019-06-11 11 h 20 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 22 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 27 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 16 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 39 - Messagerie

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 14 h 09 - Messagerie

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 43 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 49 - Messagerie

				3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
	Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1570066)** 2019-03-29 13 h 58 **Transmission :** 2019-03-29 13 h 58	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-08 18 h - Messagerie 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-08 13 h 54 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 15 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 42 - Messagerie 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 08 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 57 - Messagerie 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 07 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 07 - Messagerie 3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau) 2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement 3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf 2019-06-13 13 h 36 - Courriel 3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis) 2019-06-19 14 h 21 - Courriel 3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan) 2019-06-19 14 h 25 - Messagerie 3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01 2019-06-21 9 h 14 - Messagerie 3150353 - Addenda #10 (devis) 2019-06-28 11 h 32 - Courriel 3150354 - Addenda #10 (plan) 2019-06-28 11 h 37 - Messagerie 3153027 - Addenda #11 2019-07-05 12 h 51 - Courriel

				3158536 - Report_date_.pdf 2019-07-17 16 h 05 - Courriel 3159033 - Addenda #12 2019-07-18 13 h 25 - Courriel 3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis) 2019-07-24 12 h 28 - Courriel 3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau) 2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement 3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12 2019-08-01 9 h 23 - Courriel 3167358 - Addenda #15 (report de date) 2019-08-08 8 h 07 - Courriel 3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14 2019-08-16 13 h 27 - Courriel 3181247 - Report_date10274 2019-09-09 10 h 26 - Courriel 3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan) 2019-09-20 14 h 02 - Messagerie 3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis) 2019-10-09 14 h 34 - Messagerie 3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau) 2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement 3201989 - Addenda no. 19 (devis) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3201990 - Addenda no. 19 (plan) 2019-10-23 14 h 47 - Messagerie 3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 NEQ : 1169491801	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1570706)** 2019-04-01 10 h 14 **Transmission :** 2019-04-01 16 h 27	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-08 17 h 59 - Messagerie 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-08 13 h 53 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 10 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 41 - Messagerie 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel

3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan)
2019-05-17 16 h 03 - Messagerie

3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis)
2019-05-27 10 h 46 - Courriel

3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan)
2019-05-27 10 h 56 - Messagerie

3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis)
2019-06-11 11 h 06 - Messagerie

3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan)
2019-06-11 11 h 06 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 24 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 13 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 37 - Messagerie

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 14 h 02 - Messagerie

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 33 - Messagerie

				3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau) 2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement 3201989 - Addenda no. 19 (devis) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3201990 - Addenda no. 19 (plan) 2019-10-23 14 h 46 - Messagerie 3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1570172)** 2019-03-29 15 h 24 **Transmission :** 2019-03-29 17 h 43	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-08 18 h - Messagerie 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-08 13 h 55 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 18 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 42 - Messagerie 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 11 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 58 - Messagerie 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 19 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 19 - Messagerie 3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau) 2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement 3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf 2019-06-13 13 h 36 - Courriel 3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis) 2019-06-19 14 h 22 - Courriel 3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan) 2019-06-19 14 h 27 - Messagerie 3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01

2019-06-21 9 h 15 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 38 - Messagerie

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 14 h 03 - Messagerie

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 42 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 48 - Messagerie

3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18
2019-10-30 10 h 10 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Forterra - St-Eustache, Québec
699 blvd Industriel
Saint-Eustache, QC, J7R 6C3
NEQ : 1164877749

Madame Carole Haley
Téléphone : 450 623-2200
Télécopieur : 450 623-3308

Commande : (1570614)
2019-04-01 9 h 37
Transmission :
2019-04-01 9 h 37

3102344 - Addenda 1 - Plans A0
2019-04-08 13 h 44 - Courriel

3103218 - Addenda 1 (Devis)
2019-04-08 13 h 55 - Messagerie

3103226 - Addenda 1 (Annexe)
2019-04-08 13 h 44 - Courriel

3109781 - AO_10274_addenda_2
2019-04-16 16 h 35 - Courriel

3113973 - Addenda #3 (devis)
2019-04-24 15 h 47 - Courriel

3113974 - Addenda #3 (plan)
2019-04-24 18 h 19 - Messagerie

3113975 - Addenda #3 (bordereau)
2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement

3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis)

2019-05-13 10 h 25 - Courriel

3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan)
2019-05-13 10 h 25 - Courriel

3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis)
2019-05-17 15 h 31 - Courriel

3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan)
2019-05-17 16 h 13 - Messagerie

3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis)
2019-05-27 10 h 46 - Courriel

3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan)
2019-05-27 10 h 46 - Courriel

3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis)
2019-06-11 11 h 20 - Messagerie

3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan)
2019-06-11 11 h 20 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 22 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 28 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 16 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)

				2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis) 2019-10-09 14 h 43 - Messagerie 3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau) 2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement 3201989 - Addenda no. 19 (devis) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3201990 - Addenda no. 19 (plan) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1164877749	Madame Carole Haley_ Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1577235)** 2019-04-11 7 h 29 **Transmission :** 2019-04-11 7 h 47	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-11 7 h 29 - Messagerie 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-11 7 h 29 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-11 7 h 29 - Messagerie 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 21 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 41 - Messagerie 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 15 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 53 - Messagerie 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 05 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 05 - Messagerie 3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau) 2019-06-11 11 h 04 - Téléchargement 3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf 2019-06-13 13 h 36 - Courriel 3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)

2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 24 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 12 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 40 - Messagerie

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 14 h 01 - Messagerie

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 44 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 45 - Messagerie

3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18
2019-10-30 10 h 10 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Gastier M.P. Inc.
10400 boul du Golf
Montréal, QC, H1J 2Y7
http://www.gastier.com NEQ : 1168999176

Madame Kristina Bérubé
Téléphone : 514 325-4220
Télécopieur : 514 325-3822

Commande : (1570659)
2019-04-01 9 h 52
Transmission :
2019-04-01 9 h 52

3102344 - Addenda 1 - Plans A0
2019-04-08 13 h 44 - Courriel

3103218 - Addenda 1 (Devis)
2019-04-08 13 h 54 - Messagerie

3103226 - Addenda 1 (Annexe)
2019-04-08 13 h 44 - Courriel

3109781 - AO_10274_addenda_2
2019-04-16 16 h 35 - Courriel

3113973 - Addenda #3 (devis)
2019-04-24 15 h 47 - Courriel

3113974 - Addenda #3 (plan)
2019-04-24 18 h 16 - Messagerie

3113975 - Addenda #3 (bordereau)
2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement

3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis)
2019-05-13 10 h 25 - Courriel

3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan)
2019-05-13 10 h 25 - Courriel

3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis)
2019-05-17 15 h 31 - Courriel

3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan)
2019-05-17 16 h 08 - Messagerie

3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis)
2019-05-27 10 h 46 - Courriel

3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan)
2019-05-27 10 h 46 - Courriel

3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis)
2019-06-11 11 h 18 - Messagerie

3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan)
2019-06-11 11 h 18 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 25 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 14 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

				3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14 2019-08-16 13 h 27 - Courriel 3181247 - Report_date10274 2019-09-09 10 h 26 - Courriel 3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis) 2019-10-09 14 h 34 - Messagerie 3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau) 2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement 3201989 - Addenda no. 19 (devis) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3201990 - Addenda no. 19 (plan) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
	GROUPE PROMEC INC. 1300, rue Saguenay Rouyn-Noranda, QC, J9X 7C3 NEQ : 1147308788	Madame Caroline Forget Téléphone : 514 901-7500 Télécopieur : 514 901-7501	**Commande : (1578544)** 2019-04-12 15 h 08 **Transmission :** 2019-04-12 15 h 08	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-12 15 h 08 - Téléchargement 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-12 15 h 08 - Téléchargement 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-12 15 h 08 - Téléchargement 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 17 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 10 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 19 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 19 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 27 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 14 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 36 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18
2019-10-30 10 h 10 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Loiselle inc. 280 boul Pie XII	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-	**Commande : (1570209)** 2019-03-29 15 h 59	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-08 13 h 44 - Courriel

Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Transmission :** 2019-03-29 15 h 59	3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-08 14 h 01 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 20 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 14 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 20 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 20 - Messagerie 3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau) 2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement 3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf 2019-06-13 13 h 36 - Courriel 3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis) 2019-06-19 14 h 22 - Courriel 3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan) 2019-06-19 14 h 28 - Messagerie 3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01 2019-06-21 9 h 16 - Messagerie 3150353 - Addenda #10 (devis) 2019-06-28 11 h 33 - Courriel 3150354 - Addenda #10 (plan) 2019-06-28 11 h 33 - Courriel 3153027 - Addenda #11 2019-07-05 12 h 51 - Courriel 3158536 - Report_date_.pdf 2019-07-17 16 h 05 - Courriel 3159033 - Addenda #12 2019-07-18 13 h 25 - Courriel 3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis) 2019-07-24 12 h 28 - Courriel

				3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau) 2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement 3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12 2019-08-01 9 h 23 - Courriel 3167358 - Addenda #15 (report de date) 2019-08-08 8 h 07 - Courriel 3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14 2019-08-16 13 h 27 - Courriel 3181247 - Report_date10274 2019-09-09 10 h 26 - Courriel 3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan) 2019-09-20 13 h 13 - Courriel 3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis) 2019-10-09 14 h 43 - Messagerie 3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau) 2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement 3201989 - Addenda no. 19 (devis) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3201990 - Addenda no. 19 (plan) 2019-10-23 14 h 43 - Courriel 3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1571848)** 2019-04-02 12 h 01 **Transmission :** 2019-04-02 13 h 47	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-08 18 h - Messagerie 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-08 13 h 55 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 18 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 42 - Messagerie 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 11 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan)

2019-05-27 10 h 57 - Messagerie

3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis)
2019-06-11 11 h 19 - Messagerie

3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan)
2019-06-11 11 h 19 - Messagerie

3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau)
2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement

3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf
2019-06-13 13 h 36 - Courriel

3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis)
2019-06-19 14 h 21 - Courriel

3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan)
2019-06-19 14 h 27 - Messagerie

3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01
2019-06-21 9 h 15 - Messagerie

3150353 - Addenda #10 (devis)
2019-06-28 11 h 32 - Courriel

3150354 - Addenda #10 (plan)
2019-06-28 11 h 38 - Messagerie

3153027 - Addenda #11
2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 14 h 03 - Messagerie

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 41 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 47 - Messagerie

			3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18 2019-10-30 10 h 10 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1570651)** 2019-04-01 9 h 49 **Transmission :** 2019-04-01 9 h 49	3102344 - Addenda 1 - Plans A0 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3103218 - Addenda 1 (Devis) 2019-04-08 13 h 53 - Messagerie 3103226 - Addenda 1 (Annexe) 2019-04-08 13 h 44 - Courriel 3109781 - AO_10274_addenda_2 2019-04-16 16 h 35 - Courriel 3113973 - Addenda #3 (devis) 2019-04-24 15 h 47 - Courriel 3113974 - Addenda #3 (plan) 2019-04-24 18 h 12 - Messagerie 3113975 - Addenda #3 (bordereau) 2019-04-24 15 h 47 - Téléchargement 3125671 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (devis) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3125672 - 650149-A000-52BN-I-0001_02 (plan) 2019-05-13 10 h 25 - Courriel 3129368 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (devis) 2019-05-17 15 h 31 - Courriel 3129369 - 5 650149-A000-52BN-I-0001_03.pdf (plan) 2019-05-17 16 h 04 - Messagerie 3133929 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (devis) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3133930 - addenda 6 650149-A000-52BN-I-0001_04.pdf (plan) 2019-05-27 10 h 46 - Courriel 3141696 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (devis) 2019-06-11 11 h 06 - Messagerie 3141697 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (plan) 2019-06-11 11 h 06 - Messagerie 3141698 - 7_650149-A000-52BN-I-0001_05 (bordereau) 2019-06-11 11 h 05 - Téléchargement 3143169 - Addenda 8_650149-A000-52BN-I-0001_06.pdf 2019-06-13 13 h 36 - Courriel 3145839 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (devis) 2019-06-19 14 h 21 - Courriel 3145840 - Addenda 9_650149-A000-52BN-I-0001_07 (plan) 2019-06-19 14 h 24 - Messagerie 3145983 - Addenda 9_650149-10274-D16-0001_Sub01 2019-06-21 9 h 13 - Messagerie 3150353 - Addenda #10 (devis) 2019-06-28 11 h 32 - Courriel 3150354 - Addenda #10 (plan) 2019-06-28 11 h 32 - Courriel 3153027 - Addenda #11 2019-07-05 12 h 51 - Courriel

3158536 - Report_date_.pdf
2019-07-17 16 h 05 - Courriel

3159033 - Addenda #12
2019-07-18 13 h 25 - Courriel

3161282 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (devis)
2019-07-24 12 h 28 - Courriel

3161283 - Addenda_13_650149-A000-52BN-I-0001_11 (bordereau)
2019-07-24 12 h 28 - Téléchargement

3164434 - 650149-A000-52BN-I-0001_12
2019-08-01 9 h 23 - Courriel

3167358 - Addenda #15 (report de date)
2019-08-08 8 h 07 - Courriel

3171717 - Addenda_16_650149-A000-52BN-I-0001_14
2019-08-16 13 h 27 - Courriel

3181247 - Report_date10274
2019-09-09 10 h 26 - Courriel

3187115 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (devis)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3187116 - 650149-A000-52BN-I-0001_15 Addenda 17 (plan)
2019-09-20 13 h 13 - Courriel

3196069 - Addenda_18_AO#10274_ (devis)
2019-10-09 14 h 33 - Messagerie

3196070 - Addenda_18_AO#10274_ (bordereau)
2019-10-09 14 h 22 - Téléchargement

3201989 - Addenda no. 19 (devis)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3201990 - Addenda no. 19 (plan)
2019-10-23 14 h 43 - Courriel

3205079 - 650149-A000-52BN-I-0001_18
2019-10-30 10 h 10 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198148001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish - Dépense totale de 51 536 400 $, taxes incluses (contrat : 42 947 000,00 $ + contingences : 6 442 050,00 $ + incidences 2 147 350,00 $)- Appel d'offres public no 10274 (2 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1198148001SUM.xls Information_comptable_DEP_1198148001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-0893

Co-auteure
Fanny Lalonde-Gosselin
Preposée au budget
514-872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-23

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgetaire
Tél : (514) 872-2648

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.007

2020/02/19 08:30

Dossier # : 1198148001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish - Dépense totale de 51 536 400 $, taxes incluses (contrat : 42 947 000,00 $ + contingences : 6 442 050,00 $ + incidences 2 147 350,00 $)- Appel d'offres public no 10274 (2 soumissionnaires conformes)

Rapport - mandat1198148001.pdf

Dossier # :1198148001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 février 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE198148001

Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish – Dépense totale de 51 536 400 $, taxes incluses (contrat : 42 947 000,00 $ + contingences : 6 442 050,00 $ + incidences 2 147 350,00 $) - Appel d'offres public no 10274 (2 soumissionnaires conformes).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE198148001

Accorder un contrat à Loiselle inc. pour les travaux prérequis à la mise à niveau de la station de pompage McTavish – Dépense totale de 51 536 400 $, taxes incluses (contrat : 42 947 000,00 $ + contingences : 6 442 050,00 $ + incidences 2 147 350,00 $) - Appel d'offres public no 10274 (2 soumissionnaires conformes).

À sa séance du 5 février 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 12 février dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau, dont sa directrice, ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier, et ce, en plus de répondre à toutes les questions des commissaires.

Ce contrat, qui vise la réfection d'une très grosse conduite, représente la première partie d'un projet qui se réalisera en deux phases. Les travaux d'auscultation préalable ont montré un niveau inquiétant de désuétude de la conduite principale de 84″, construite vers 1850, qui permet de desservir 1,2 million de personnes dans ce secteur de l'île de Montréal. La Commission comprend que seulement deux entreprises ont soumissionné en raison du difficile contexte de ces travaux, précisément en ce qui a trait au risque élevé de ce projet sur des infrastructures ayant un historique de bris et en lien avec l'obligation de maintenir, sans interruption, l'alimentation en eau potable. En outre, il est d'autant plus complexe d'y intéresser une main-d'œuvre qualifiée, et ce, en raison de l'importante durée des travaux et de leur localisation au centre-ville. Les commissaires ont porté leur attention sur le nombre particulièrement élevé de questions posées par les entreprises intéressées. La Commission retient que l'avis du patrimoine ayant mené à la révision du tracé a compté pour un grand nombre de ces questions en plus d'avoir eu pour effet de prolonger la durée du processus d'appel d'offres. À cet effet, la

Commission souhaiterait que la configuration de surface soit davantage prise en compte lors de la conception des prochains projets, bien en amont des appels d'offres.

En ce qui a trait à l'écart de prix, la Commission retient que c'est essentiellement le coût des travaux d'électricité qui s'avère beaucoup plus élevé que ce qui avait été prévu à l'estimé de contrôle.

La Commission demande cependant l'ajout au dossier décisionnel de la preuve de demande de la compagnie Loiselle inc. auprès de l'Autorité des marchés publics (AMP) en vue du renouvellement de l'autorisation de contracter avec un organisme public. Par conséquent, les documents suivants seront ajoutés au sommaire décisionnel : 1) la lettre de l'AMP mentionnant que l'autorisation demeure valide si la demande de renouvellement est envoyée avant le 17 septembre 2019; 2) l'accusé de réception daté du 9 septembre 2019 mentionnant que la demande de renouvellement a été effectuée et 3) le document imprimé le 11 février 2020 sur le site de l'AMP mentionnant que Loiselle inc. est autorisée à contracter avec un organisme public.

En conclusion, la Commission ne peut que saluer la fine connaissance de l'état global du réseau développée par le Service au cours des dernières années. Les commissaires comprennent bien l'intérêt et la nécessité de cette planification, bien chiffrée, pour assurer le rattrapage de l'important retard en infrastructures de l'eau qu'accuse l'agglomération en raison du sous investissement chronique dans le réseau depuis plusieurs années.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, dont sa directrice, pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE198148001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1196019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $, taxes incluses; contingences : 704 209,73 $, taxes incluses; incidence : 234 736,58 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 10329 - 4 soumissionnaires conformes

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction Deric inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux pour la mise à niveau phase 1 de la station de pompage Vincent d'Indy, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 912 276,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 10329;

2. d'autoriser une dépense de 704 209,73 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 234 736,58 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-01-24 12:10

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196019001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $, taxes incluses; contingences : 704 209,73 $, taxes incluses; incidence : 234 736,58 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 10329 - 4 soumissionnaires conformes

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy située dans l'arrondissement d'Outremont. Cette station, construite en 1963, a bénéficié de quelques modifications de 1969 à 2009 comme un agrandissement, une restauration électromécanique et un remplacement de la toiture.
Cette station sert de relève à la station de pompage McTavish pour l'alimentation en eau du réservoir Côte-des-Neiges et permet d'effectuer de la surpression dans le réseau pour le secteur du Mont-Royal. La station de pompage Vincent-d'Indy sera utilisée en continu durant les travaux de mise à niveau phase 2 de la station de pompage McTavish. Il est prévu que les travaux de la station de pompage McTavish commencent à compter de 2023. Durant cette période, le seul moyen d'alimenter la station de pompage Côte-des-Neiges, les réservoirs Sommet et Montagne sera avec la station de pompage Vincent-d'Indy. Les travaux du présent contrat visent à fiabiliser l'installation de la station Vincent-d'Indy pour cette période critique.

L'appel d'offres public no 10329 a été publié dans le quotidien *Le Journal de Montréal* et le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 16 octobre 2019. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 14 novembre 2019 dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de Ville. La durée de la publication a été de trente (30) jours. La validité des soumissions est de cent vingt (120) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 13 mars 2020.

Cinq (5) addendas ont été publiés afin d'apporter certaines précisions sur l'appel d'offres.

Calendrier d'émission des addendas		
Add.	Date	Détails
#1	28 octobre 2019	• À la section 17 10 00 : remplacement de l'article 1.3.1.9 concernant les systèmes de surpression, éliminer l'article 2.3.2 à 2.3.7 et ajouter l'article 2.3.1 pour le panneau de contrôle, ajouter l'article 3.5.5.9 pour la mise en service et différents indicateurs • À la section 17 10 00 : remplacement du tableau de référence des vannes • Réponse à 14 questions des soumissionnaires
#2	28 octobre 2019	• Précision sur la date et l'heure du dépôt des soumissions • Précision sur l'adresse de dépôt des soumissions • Précision sur l'adresse civique de la Direction de l'eau potable
#3	1 novembre 2019	• Report de la date d'ouverture des soumissions au 14 novembre 2019
#4	6 novembre 2019	• Réponse à 6 questions des soumissionnaires
#5	7 novembre 2019	• Correction de la section 26 32 13 du devis en précisant que la génératrice ne sera pas montée sur une remorque, seulement sur base d'acier avec anneaux pour déplacement avec grue • Réponse à 3 questions des soumissionnaires

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG14 0356 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Les Services exp inc. pour les services professionnels d'ingénierie relatifs aux infrastructures municipales et aux équipements connexes de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 7 460 722,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13413 (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de construction à Construction Deric inc., pour une période de 425 jours, pour la réalisation des travaux nécessaires à la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy.
La durée du contrat est régie par une contrainte opérationnelle du réseau de distribution qui requiert la disponibilité en tout temps de la station Vincent-d'Indy.

Les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

- En structure : modification des systèmes de levage permettant la manipulation des composantes des pompes. Réparation de la dalle au rez-de-chaussée;
- En mécanique de procédé : changer le moteur d'une pompe de 1000HP et fourniture et installation de nouveau système de surpression (4 pompes de 40 HP);

- En mécanique du bâtiment : nouveau système de ventilation et réfrigération pour l'ensemble de la station de pompage afin d'assurer une température adéquate pour le bon fonctionnement de tous les équipements;
- En électricité de puissance : des nouvelles armoires de 25 kV, trois (3) nouveaux transformateurs et une (1) nouvelle distribution électrique 600 V et 120/208 V;
- En instrumentation et contrôle : ajout de nouveaux panneaux de contrôle.

Une enveloppe budgétaire pour des travaux contingents de 704 209,73 $, taxes incluses, soit 18 % du coût des travaux, a été prévue afin de couvrir les frais imputables à des imprévus qui peuvent survenir en cours de chantier. Nous justifions ce montant dû à des travaux qui se réaliseront dans un bâtiment existant de plus de 55 ans, situé en partie au-dessus du réservoir d'eau potable.

Des frais incidents de 234 736,58 $, taxes incluses, représentant 6 % du coût total des travaux, ont aussi été planifiés pour couvrir les coûts associés, entre autres, aux activités suivantes :

- Le contrôle qualitatif des matériaux, des sols et des travaux;
- Les activités de communications associées au projet;
- Les services spécialisés pour suivre et compléter le projet;
- La surveillance au chantier.

L'entrepreneur est tenu d'avoir complété l'ensemble de ces travaux dans un délai de quatre cent vingt cinq (425) jours suivant la date de l'ordre de débuter les travaux. Tout retard peut entraîner une pénalité de 0,1% du prix du contrat accordé, par jour de retard.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public no 10329, il y a eu huit (8) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et quatre (4) soumissions ont été déposées. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve en pièce jointe au présent dossier.
Les motifs de désistement des quatre (4) preneurs sont les suivants :

- Deux (2) preneurs du cahier des charges ont acheté les documents à titre de sous-traitants ou fournisseurs
- Un (1) preneur n'a pas soumissionné, à cause du déroulement de ses chantiers en cours avec la Ville de Montréal
- Un (1) preneur n'a pas fourni de réponse

Après analyse des soumissions par la DEP, il s'avère que quatre (4) soumissions sont conformes. L'entreprise Deric Construction Inc. présente la soumission la plus basse conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contigences + variation de quantités) (TAXES INLCUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Construction Deric inc.	3 556 614,81 $	355 661,49 $	3 912 276,30 $
Filtrum inc.	3 599 637,30 $	359 963,73 $	3 959 601,03 $
Nordmec Construction inc.	3 901 933,03 $	390 193,31 $	4 292 126,34 $
Allen Entrepreneur général inc.	4 563 990,11 $	456 399,01 $	5 020 389,12 $
Dernière estimation réalisée	4 839 504,71 $	483 950,47 $	5 323 455,18 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-1 411 178,88 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-26,51%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			47 324,73 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			1,20%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 26,51 % (- 1 411 178,88 $, taxes et contingences incluses), par rapport à l'estimation réalisée par la firme Les Services Exp inc. Cet écart est dû principalement aux articles suivants du bordereau de soumission :

- L'item *Généralités* écart de - 212 052,14 $, taxes incluses, soit - 47,96 % par rapport à l'estimé
- L'item *Structure* écart de - 224 836,74 $, taxes incluses, soit - 52,43 % par rapport à l'estimé
- L'item *Mécanique de procédé* écart de - 311 049,16 $, taxes incluses, soit - 33,48 % par rapport à l'estimé

À la suite des analyses, nous avons rencontré les responsables de la plus basse soumission conforme pour qu'il nous confirme qu'ils sont en mesure d'effectuer les travaux malgré leur prix de 26,5 % plus bas que l'estimation de référence. Les représentants de Construction Deric inc. nous ont confirmé que l'entreprise a des prix très concurrentiels puisqu'elle détient son propre atelier de métaux œuvré pour les travaux de structure ainsi que des employés dans diverses spécialités ce qui diminue ses frais de sous-traitance.

Les validations requises ont été faites à l'effet que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du registre des entreprises non admissibles (RENA). La compagnie a également fourni l'attestation de Revenu Québec en date du 14 novembre 2019 avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, conformément au décret 796-2014 adopté le 10 septembre 2014. Le soumissionnaire recommandé, Construction Deric inc. détient une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF), laquelle est en vigueur jusqu'au 20 juillet 2020, bien que le prix de sa soumission soit inférieur à 5M$. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude, puisqu'il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux qui est d'une valeur de plus de 2 M$ et qui

présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 3 912 276,30 $, taxes incluses pour les travaux et un montant de 704 209,73 $, taxes incluses pour les contingences, soit 18 % du coût des travaux. La dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses comprend le coût total du contrat, les contingences, ainsi qu'un montant de 234 736,58 $, taxes incluses, pour les incidences.
La dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses, représente un coût net de 4 429 812,86 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy vise à assurer une distribution fiable en eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'octroi du présent dossier influencera l'échéancier des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish phase 2. En effet l'arrêt des pompes de l'aile Est de la station de pompage McTavish, n'est pas possible tant que les présents travaux ne sont pas exécutés à la station de pompage Vincent-d'Indy.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l’Expérience Citoyenne et des Communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : février 2020
Début du contrat : mars 2020
Fin du contrat : mai 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane O OUELLET
Ingénieur

Tél : 514-868-3587
Télécop. : 514-872-2898

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-15

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines & Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
Direction de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2020-01-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-01-23

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 4 juillet 2017

CONSTRUCTION DERIC INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC DESBIENS
5145, RUE RIDEAU
QUÉBEC (QC) G2E 5H5

N° de décision : 2017-CPSM-1037840
N° de client : 3000350548

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous DERIC CONSTRUCTION INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION DERIC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10329
Numéro de référence : 1312512
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Mise à niveau de la station de pompage Vincent d'Indy

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Sophy Duquette Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur : 418 882-2721	**Commande : (1653343)** 2019-10-16 14 h 27 **Transmission :** 2019-10-16 14 h 35	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-10-29 14 h 27 - Courriel 3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-10-30 10 h 07 - Courriel 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel 3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1653598)** 2019-10-17 9 h 01 **Transmission :** 2019-10-17 9 h 01	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-10-29 14 h 27 - Courriel 3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-10-30 10 h 07 - Courriel 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel 3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca NEQ : 1169078178	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1656848)** 2019-10-25 8 h 54 **Transmission :** 2019-10-25 8 h 54	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-	**Commande : (1653602)** 2019-10-17 9 h 02	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-10-29 14 h 27 - Courriel

	Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca NEQ : 1166806464	0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Transmission :** 2019-10-17 9 h 52	3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-10-30 10 h 07 - Courriel 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel 3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Le Groupe LML Ltée 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 5L1 http://www.groupelml.ca NEQ : 1169018786	Madame Nancy Ross Téléphone : 450 347-1996 Télécopieur : 450 347-8509	**Commande : (1654092)** 2019-10-18 6 h 41 **Transmission :** 2019-10-18 6 h 41	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-10-29 14 h 27 - Courriel 3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-10-30 10 h 07 - Courriel 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel 3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Nordmec Construction inc. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant, QC, J8E 2R2 NEQ : 1164575657	Monsieur Yanick Gougeon Téléphone : 819 429-5555 Télécopieur : 819 429-6555	**Commande : (1653581)** 2019-10-17 8 h 53 **Transmission :** 2019-10-17 9 h 13	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-10-29 14 h 27 - Courriel 3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-10-30 10 h 07 - Courriel 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel 3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Vanessa Abou-Merhi Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur :	**Commande : (1653846)** 2019-10-17 13 h 26 **Transmission :** 2019-10-17 13 h 26	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-10-29 14 h 27 - Courriel 3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-10-30 10 h 07 - Courriel 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel

				3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Quantum Électrique inc. 1421 rue Michelin Laval, QC, h7l 4s2 http://www.quantumelectrique.com NEQ : 1172558943	Monsieur stagiaire Stagiaire Téléphone : 450 667-1421 Télécopieur :	**Commande : (1659795)** 2019-11-01 11 h 21 **Transmission :** 2019-11-01 11 h 21	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-11-01 11 h 21 - Téléchargement 3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-11-01 11 h 21 - Téléchargement 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel 3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	TechniservA.G. Inc. 3420 1ère Rue, Parc Industriel Gérard Leclerc Saint-Hubert, QC, j3y8y5 http://techniserv.ca NEQ : 1172274004	Monsieur William Lortie Téléphone : 514 708-6527 Télécopieur :	**Commande : (1654790)** 2019-10-21 9 h 42 **Transmission :** 2019-10-21 9 h 42	3204580 - ADD(01)-VAU389669 (19-10-28) 2019-10-29 14 h 27 - Courriel 3205074 - ADD(02)-VAU389781 (19-10-29) 2019-10-30 10 h 07 - Courriel 3206652 - ADD(03)-VAU389781 (19-11-01) 2019-11-01 14 h 01 - Courriel 3208421 - Addenda 04 2019-11-06 15 h 36 - Courriel 3208903 - ADD(05)-VAU390356 (19-11-07) 2019-11-07 12 h 19 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $, taxes incluses; contingences : 704 209,73 $, taxes incluses; incidence : 234 736,58 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 10329 - 4 soumissionnaires conformes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1196019001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-17

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgetaire
Tél : 514-872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.008

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1196019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 2
Objet :	Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $, taxes incluses; contingences : 704 209,73 $, taxes incluses; incidence : 234 736,58 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 10329 - 4 soumissionnaires conformes

Rapport - mandat1196019001.pdf

Commentaires CEC - 1196019001.pdf

Dossier # :1196019001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 février 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE196019001

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $, taxes incluses; contingences : 704 209,73 $, taxes incluses; incidence : 234 736,58 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 10329 - 4 soumissionnaires conformes.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE196019001

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $, taxes incluses; contingences : 704 209,73 $, taxes incluses; incidence : 234 736,58 $, taxes incluses) - Appel d'offres public no 10329 - 4 soumissionnaires conformes.

À sa séance du 5 février 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
    - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 12 février dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier, et ce, en plus de répondre à toutes les questions des commissaires.

Dans ce dossier, pour lequel quatre entreprises ont soumissionné parmi les huit preneurs des documents de l'appel d'offres, la Commission retient que les coûts indirects qui figurent à l'estimé de contrôle sont trop élevés. La firme de consultants qui a préparé l'estimé s'est basée sur des prix de liste, alors que les entreprises ont soumis des prix basés sur leurs coûts réels. En définitive, le calcul de la moyenne des quatre soumissions reçues produit le résultat de 4 M$, ce qui est en adéquation avec le prix de la soumission de l'adjudicataire. En outre, il apparaît que la firme Deric inc. a pu soumettre un prix des plus compétitifs en raison des équipements qu'elle détient et de la disponibilité de sa main-d'œuvre. En somme, bien que l'écart de 26% favorable à la Ville de Montréal s'explique essentiellement par une surestimation des coûts à l'estimé de contrôle, la Commission ne peut que souligner, avec satisfaction, l'obtention d'un prix avantageux pour la Ville dans ce dossier.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE196019001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Lors de sa séance d'aujourd'hui, la Commission a constaté à l'unanimité la conformité du processus dans le dossier ci-dessous :

Note : La Commission demande cependant au Service de l'eau l'ajout d'une mention relative à la clause de pénalité prévue au contrat.

Dossier 1196019001

Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour les travaux phase 1 de la mise à niveau de la station de pompage Vincent-d'Indy - Dépense totale de 4 851 222,61 $, taxes incluses (contrat : 3 912 276,30 $; contingences : 704 209,73 $; incidence : 234 736,58 $) - Appel d'offres public 10329 (4 soumissionnaires)

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation

Service du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1197231078

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Loiselle inc., soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 18 867 999,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 452820;

2. d'autoriser une dépense de 2 512 266,47 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 796 582,01 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente;

5. d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente;

6. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits ont été réservés par l'engagement de gestion no. CC97231078. Cette dépense sera assumée à 8,63 % par l'agglomération pour un montant de 1 999 691,38 $.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-01-31 15:44

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197231078**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.

CONTENU

CONTEXTE

Les infrastructures souterraines de la rue Sainte-Catherine Ouest ont atteint et même dépassé leur durée de vie utile. Des travaux importants sont requis afin de remplacer et de réhabiliter l'ensemble des infrastructures souterraines, en coordination avec les travaux d'utilités publiques.

Ce présent contrat fait partie intégrante de la Phase 1 du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest, soit entre la rue De Bleury et la rue Mansfield et inclut le square Philips, la place du Frère-André et les rues adjacentes. La Phase 2 porte sur la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et la rue Atwater.

La rue Sainte-Catherine est la rue commerciale de Montréal par excellence. On y trouve la plus importante concentration de magasins au Canada et le plus grand regroupement de

boutiques de mode et de prêt-à-porter au pays. Elle s'étend sur plus de 10 km et compte près de 1200 magasins, dont environ 450 avec façade sur rue.

La Ville de Montréal souhaite saisir l'opportunité qu'offrent ces travaux pour repenser cette artère montréalaise emblématique et réaliser des aménagements qui soutiendront son développement. Tout en reflétant son caractère unique et historique, le nouvel aménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest devra lui permettre de relever les défis des prochaines décennies.

Les travaux sur les infrastructures souterraines du lot 1B sont nécessaires. En effet, suite à différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire en brique (installée en 1876 et en 1920) ainsi que la conduite d'eau secondaire de basse et de haute pression en fonte grise (installées en 1869 et 1908 respectivement) de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaire pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation.

Du côté des conduites d'aqueduc principales, la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau a identifié comme prioritaire pour ce qui est du remplacement, la conduite du côté sud qui avait été installée en 1966 et abandonne celle du côté nord qui avait été installée en 1862, en considérant pour les deux conduites, leur âge avancé et leur état de dégradation structurale.

Le grand projet se réalise en plusieurs phases.

Phase 1 - Travaux déjà réalisés

- Réhabilitation de la conduite d'égout principale (égout collecteur) entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury (2018)
- Travaux de la CSEM entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (2018)
- Lot 1A – Infrastructures souterraines : Rue Sainte-Catherine du boulevard Robert-Bourassa à la rue Bleury (2019)
- Lot 2 – Décontamination des vespasiennes situées sous le square Phillips (2019*)

Phase 1 – Travaux en cours

- Lot 1A – Aménagement : Travaux d'aménagement entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue De Bleury (entre juillet 2019 et novembre 2020)

Phase 1 - Travaux à venir

- Lot 1B – Infrastructures souterraines et aménagement entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa - présent dossier (2020)
- Lot 2 – Square Phillips et place du Frère- André : Aménagement (à partir de 2020*)
- Lot 2 – Rues adjacentes : Travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement (à partir de 2021*)

Phase 2 : Travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement entre la rue Mansfield et la rue Atwater (à partir de 2022*)

* L'échéancier des travaux est sujet à changement afin d'assurer la coordination entre tous les travaux réalisés dans un même secteur par différents intervenants.

La Direction des réseaux d'eau, la Direction de l'eau potable, la Direction de la mobilité ainsi que la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) ont mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

L'appel d'offres 452820 a été publié afin de réaliser ces travaux. Cet appel d'offres fait suite aux appels d'offres 333902 (+70,6%) et 333903 (+73,3%) qui ont été annulés en raison d'un écart défavorable élevé entre les plus basses soumissions conformes reçues et les estimations effectuées. Les résultats d'ouverture de ces appels d'offres sont en pièces jointes au dossier.

Malgré les similitudes, les appels d'offres 333902 et 333903 diffèrent de la portée des travaux du présent appel d'offres. En effet, l'appel d'offres 333902 impliquait des travaux d'infrastructure de la même nature que le présent appel d'offres, toutefois avec une intervention supplémentaire dans l'intersection Robert-Bourassa et Sainte-Catherine O, travaux qui ont été réalisés dans le contrat 333904 et complétés à l'automne 2019. L'appel d'offres 333903, quant à lui, comportait une portée des travaux réduite au tronçon situé entre la rue Mansfield et l'avenue McGill College.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0441 - 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Aménagement côté jardin inc. pour des travaux de construction de caniveaux, d'aménagement de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton sur dalle structurale, de fosses de plantations, d'éclairage, de feux de circulation et de mobilier urbain dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue de Bleury (GDD 1197231021).
CG18 0680 - 20 décembre 2018 - Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets inc. pour des travaux de reconstruction d'un égout unitaire, d'une conduite d'eau secondaire, d'une conduite d'eau haute-pression et d'une conduite d'eau principale et construction d'une chaussée et des trottoirs temporaires en revêtement bitumineux dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 41 576 385,02 $, taxes, contingences, variation de quantités et incidences incluses (GDD 1187595001);

CE18 1252 - 1er août 2018 - Autoriser la formation de consortium pour la réalisation de travaux inhérents à l'appel d'offres 333904 pour le projet Sainte-Catherine Ouest (GDD 1183820001);

CG17 0490 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat à Insituform Technologies limited pour des travaux de réhabilitation par chemisage du collecteur 1500 mm dans la rue Sainte-Catherine Ouest, du boulevard Robert-Bourassa à la rue De Bleury - Dépense totale de 9 160 013,46 $, taxes incluses (GDD 1177595002);

CG17 0096 - 30 mars 2017 - Octroyer un contrat pour les services professionnels d'ingénierie, d'aménagement urbain et d'architecture aux firmes CIMA+ S.E.N.C.et Provencher Roy Urbanisme Inc. pour la conception et la surveillance des travaux du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) pour une somme maximale de 12 897 697,35 $ taxes incluses (GDD 1175921001);

CG16 0538 - 29 septembre 2016 - Octroyer un contrat de services professionnels en design à Kanva architecture inc., lauréat du concours «Vivre le chantier Sainte-Cath!», pour concevoir, élaborer des plans et devis et effectuer le suivi de la fabrication et de l'implantation du projet d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest pour une somme maximale de 800 000,00$, taxes et contingences incluses (GDD 1166086001);

CE16 0402 - 16 mars 2016 - Approuver le règlement du concours pluridisciplinaire en deux étapes visant l'atténuation des impacts par la mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest; Autoriser le lancement du concours (GDD 1157064001);

CG15 0207 - 26 mars 2015 - Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000$ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest (phase 1) incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain, sujet à approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (GDD 1156707001);

CE15 0345 - 4 mars 2015 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci afin d'octroyer un contrat au lauréat du concours d'atténuation des impacts et de mise en valeur du chantier de la rue Sainte-Catherine Ouest (GGD 1156086001).

DESCRIPTION

Les travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation se dérouleront dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Ces travaux consistent en :
- la reconstruction de ± 337 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 300 mm et 900 mm;
- la reconstruction de ± 1 258 mètres de conduites d'eau secondaire de diamètre variant entre 100 mm et 300 mm;
- la reconstruction de ± 260 mètres de conduites d'eau principale de 600 mm de diamètre;
- la reconstruction complète d'une chaussée temporaire (± 3 800 m^2);
- la reconstruction complète des trottoirs de façon temporaire (± 1 936 m^2);
- démantèlement du système d'éclairage et maintien d'éclairage temporaire;
- maintien de feux de circulation temporaire;
- la reconstruction de massifs bétonnés, de câblages et de puits d'accès de la CSEM.

Travaux de Bell Canada
Des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux (2) parties se sont mises d'accord pour intégrer ces travaux dans les documents de l'appel d'offres, chacune visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de construction pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé «Travaux de Bell Canada dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Henri-Bourassa». Le montant total de ce sous-projet est de 871 361,03 $ taxes incluses et représente 4,62 % du prix du contrat. Ces travaux seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada assume 81 % du coût de ces travaux, plus 10 % en dépenses contingentes. De plus, Bell s'est engagé à assumer un montant additionnel de 148 102,79 $ taxes incluses, soit 3,57 % du coût réel des travaux de maintien et gestion de la mobilité, de plans TQC, ainsi que de frais généraux.

Travaux d'Énergir :
La réhabilitation du réseau gazier et le renouvellement d'un branchement d'immeuble seront réalisés par Énergir dans le cadre du présent contrat. Les travaux sur le réseau gazier seront exécutés et payés par Énergir. Les travaux gaziers seront coordonnés à l'intérieur du chantier de la ville de Montréal dans les mêmes délais d'exécution prévus. Des travaux d'excavation supplémentaire requis pour la réhabilitation de la conduite de gaz existante seront exécutés par l'entrepreneur adjudicataire. un montant de 109 768,93 $, contingences et taxes incluses pour ces travaux. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Énergir s'engage à assumer le coût réel, pour sa portion des travaux réalisés. De plus, Énergir s'est engagé à assumer un montant additionnel de 256 113,16

$ taxes incluses, soit 5,78 % du coût réel des travaux de maintien et gestion de la mobilité, de plans TQC, ainsi que de frais généraux.

Le plan de localisation du projet ainsi que le plan des travaux de surface se trouvent en pièces jointes.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 2 512 266,47 $, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 13,3 % du coût des travaux assumés par la ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de permis et concessions (CSEM et HQ), de chloration des conduites d'eau existantes, ainsi de gestion des impacts. Des frais sont également prévus pour la surveillance des travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, la surveillance environnementale et pour la tenue du comité de bon voisinage. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Une pénalité pour retard dans la réalisation des travaux est prévue à l'article 3.3 du cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) et modifiée par l'émission de l'addenda #3 du présent appel d'offres. L’entrepreneur doit respecter rigoureusement le délai d’exécution fourni dans sa soumission. À défaut de respecter ces délais, l’entrepreneur doit payer par phase d’exécution une pénalité comme suit :
- 0,1% du prix du Contrat pour chaque jour de calendrier de retard, et ce, pour les dix (10) premiers jours de retard;
- 0,2% du Contrat pour chaque jour de calendrier de retard additionnel.
Cette pénalité est sans plafond.

De plus, à l'article 3.2 du CCAS, un boni de 20 000 $ par jour est prévu jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 100 000 $, pour l'ensemble du contrat si les travaux sont terminés avant le délai d'exécution des travaux.

Considérant les annulations les appels d’offres 333902 et 333903 en 2019, la Direction des infrastructures a revu sa stratégie de sollicitation du marché. Un mode d’octroi alternatif à celui du plus bas soumissionnaire conforme est utilisé. La recommandation d’octroi est donnée en fonction d’un système de pondération et d’évaluation des offres avec comité de sélection (1 enveloppe) conformément à l’article 573.1.0.1 de la Loi sur les cités et villes. Ce système de pondération tient compte, en plus du prix soumis, des délais de réalisation des travaux. L'évaluation des offres est prévue à l'article 19 du cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) du présent appel d'offres. Pour qu’une Soumission soit déclarée conforme, le Soumissionnaire devait notamment déposer, avec le Formulaire de Soumission dûment rempli, un échéancier complet des travaux.

Ce mode d’octroi alternatif avec système de pondération et d’évaluation des offres avec comité de sélection (1 enveloppe) ainsi que la clause d’expérience du Soumissionnaire ont tous deux fait l'objet d’une approbation par la Direction générale. Le libellé de la clause d'expérience de l’article 19,2 du CCAS a été réalisé en collaboration avec le Service des affaires juridiques.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires, le prix soumis et les délais de réalisation des travaux, le pointage obtenu par critère, l'écart de prix entre la soumission ayant le plus haut pointage et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions.
Pour les fins du présent contrat, un système de pondération et d'évaluation des offres avec comité de sélection (1 enveloppe) a été retenu sur la base de trois (3) critères, soit: le prix (40 points), l'échéancier des travaux (30 points) et l'expérience du soumissionnaire (30 points). La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

Conformément aux prescriptions prévues à la Loi sur les cités et villes, un comité de sélection a été formé et ce dernier a procédé à la validation de l'exactitude du résultat de calcul obtenu pour les trois soumissionnaires conformes. La rencontre du comité de sélection s'est tenue le mercredi 18 décembre 2019 à 10 heures et a été présidée par le chef d'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Direction des infrastructures. Suivant l'analyse réalisée par ce comité et l'application des différentes valeurs dans la formule du calcul, le comité de sélection confirme que la firme soumissionnaire Loiselle Inc. a obtenu une note finale de 95,6; soit le plus haut pointage.

Le comité recommande l'octroi du contrat à Loiselle Inc. au montant de sa soumission, de 18 867 999,97 $ taxes incluses.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

L'ÉÉC a procédé à l'analyse des trois (3) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 30.49 % a été constaté entre la soumission ayant obtenu le plus haut pointage et l'estimation de soumission. La majorité de cet écart est concentrée dans les articles suivants:

- 4.21 % dans les articles de démantèlement et remise en place de l'abri, chambre de vanne coulée en place pour une conduite proposée - 600 mm de diamètre, et bordure en béton de 200 mm de largeur. Les prix soumis par Loiselle inc. sont trop élevés et non justifiables;
- 12.35 % dans les articles de conduite d'égout 900 mm, conduite d'aqueduc 300 mm, conduite d'aqueduc 600 mm, bris et reconstruction de conduit de CESM;
- 2.72 % dans l'article du maintien de la mobilité et de la sécurité routière;
- 2.09 % se trouvent dans l'article d'assurances, garanties et frais généraux de chantier;
- 9.12 % sont répartis dans les autres articles de la soumission;

L'estimation de soumission est établie sur la base d'un délai de réalisation des travaux de 245 jours. Le prix soumis par Loiselle inc. est établi sur la base de délai de réalisation des travaux de 215 jours;

Certaines hypothèses ont été ajustées dans l'estimation de soumission afin de tenir compte d'un délai de réalisation accéléré de 215 jours. Suite à ces ajustements l'écart devient 23.44 % défavorable à la Ville de Montréal;

La grande partie de cet écart, soit 11.03 % se trouvent dans les articles de conduite d'égout 900 mm, conduite d'aqueduc 300 mm, conduite d'aqueduc 600 mm, bris et reconstruction de conduit de CESM.

Plusieurs facteurs justifient la réalisation de ce projet à court terme; dans un premier temps, l'état de dégradation avancé des infrastructures existantes ne permet pas des interventions sans tranchée afin de prolonger leurs vies utiles, donc une intervention à courte ou moyenne échéance est plus que probable dans ce secteur, de plus les travaux des lots de travaux amorcés en 2019 se poursuivront en 2020. Il est souhaitable que ce projet se poursuive afin de ne pas interrompre la planification initiale des phases ultérieures ainsi que la planification déjà réalisée avec les différents riverains qui ont coordonné leurs travaux avec ceux de la Ville pour minimiser les impacts sur leurs activités commerciales.

Suite à cette analyse, la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) appuie la recommandation de l'octroi du contrat.

La DRE aussi a examiné le dossier et est d'accord pour recommander au conseil municipal et d'agglomération la dépense en lien avec les infrastructures d'eau secondaire et de voter les crédits tels que décrits dans le sommaire décisionnel. Il est convenu avec le Service de l'Urbanisme et de la Mobilité (SUM) que la Direction des Réseaux d'Eau (DRE) n'assumera aucune dépense dans le cadre de ce contrat.

Pour le sous-projet des travaux de Bell Canada, le pourcentage d'écart de prix entre celui de la soumission ayant obtenu le plus haut pointage Loiselle inc. et celui de l'estimation de la DGPEC est de 41,67%.

De plus, le montant de l'estimation initiale de Bell et celui de l'estimation de la DGPEC pour ces travaux sont très similaires. Il est donc constaté que le prix soumis par l'entrepreneur pour les travaux de Bell est défavorable à ce partenaire.

Il a été entendu avec notre partenaire qu'il assumerait la valeur de son estimation initiale majorée de 15%, soit un montant de 776 382,68 $ taxes et contingences incluses. La Division gestion d'actifs de voirie de la Direction des transports assumera l'autre portion de ce sous-projet, soit un montant de 182 114,45 $ taxes et contingences incluses, tel que détaillé dans le document en pièce jointe

Le présent dossier répond à deux (2) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le contrat comporte une dépense de plus de 10 M et il y a un écart de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 23 176 848,45 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec Loiselle inc. pour un montant de 18 867 999,97 $ taxes incluses;
- plus des contingences 2 512 266,47 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 1 796 582,01 $ taxes incluses.

Cette dépense de 21 163 551,88 $ net de ristourne sera assumée comme suit :

Portion Service urbanisme et mobilité

Un montant maximal de 1 825 984,77 $ pour la reconstruction de la conduite d'eau principale sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-034 Projet de la rue Ste-Catherine Ouest.

Un montant maximal de 15 636 486,28 $ sera financé par le règlement d'emprunt de

compétence local 17-025 Amén., réamén. rue Ste-Catherine Ouest.

Cette dépense sera donc assumée à 8,63% par l'agglomération et à 91,37 % par la ville centre

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible à même l'enveloppe reçue pour le PTI 2020-2022 au projet 75015 - Programme Réaménagement rue Ste-Catherine Ouest.

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
75015 - Programme Réaménagement rue Ste-Catherine Ouest	17 462				17 462
	17 462				17 462

Portion CSEM
Un montant de 2 460 456,88 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-033 conduits souterrains/enfouissement fils aériens

Portion Bell Canada
La Ville de Montréal financera une partie des travaux de reconstruction d'infrastructures de Bell Canada pour ensuite facturer, en fin de projet, les coûts réels des travaux effectués. Le montant maximum prévu à cet effet est estimé à 924 485,47 $ taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), ce qui représente un montant de 844 178,46 $ net de ristournes.

Sur le plan budgétaire, cette dépense n'a aucune incidence sur le cadre financier de la ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses.

Portion Énergir
La Ville de Montréal financera les travaux civils d'Énergir pour ensuite facturer, en fin de projet, les coûts réels des travaux effectués. Le montant maximum prévu à cet effet est estimé à 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57$ + contingences : 45 735,52 $), ce qui représente un montant de 334 099,11 $ net de ristournes.

Sur le plan budgétaire, cette dépense n'a aucune incidence sur le cadre financier de la ville compte tenu des budgets additionnels équivalents en revenus et dépenses.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le SUM nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes, ainsi qu'un retard dans toutes les phases subséquentes dans la rue Sainte-Catherine.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 10 avril 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait

procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit dans le document fourni en pièce jointe « Principes de gestion de la circulation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est prévue en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 12 février 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : Mars 2020
Fin des travaux : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Candy Yu WU, Commission des services électriques
Christianne RAIL, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Romain BONIFAY, Service de l'eau
Kathy DAVID, Service de l'eau

Lecture :

Romain BONIFAY, 28 janvier 2020

Kathy DAVID, 28 janvier 2020
Alain DUFRESNE, 23 janvier 2020
Christianne RAIL, 22 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ
Ingénieur

Tél : 514 872-5156
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-22

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-01-31

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 452820 — No du GDD : 1197231078

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa

Type d'adjudication : Système de pondération et d'évaluation des offres avec comité de sélection (1 enveloppe)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 10 - 2019 — Ouverture originalement prévue le : 21 - 11 - 2019

Ouverture faite le : 12 - 12 - 2019 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 51 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 5 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda			Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
4	11	2019	Report de la date d'ouverture, ajout de démantèlement et remise d'abri pour disposition temporaire des sols, modification aux plans voirie, modification aux descriptifs des articles d'archéologie dans le CCAS.	330 k$
7	11	2019	Report de la date d'ouverture, modification de l'article Conditions d'admisibilité, enlevement de massifs à briser et à reconstruire, précisions techniques dans le DTSI-M et DTSI-O.	(6 k$)
18	11	2019	Modification aux articles de délais de réalisation, Boni, écheancier, réception provisoire des travaux, ajout des items à l'abri pour disposition temporaire des sols, précisions techniques dans le DTSI-M pour la séquance de réalisation et DTSI-O pour la démolition et contruction des massifs.	50 k$
20	11	2019	Modification de l'article d'expérience du soumissionaire du CCAS et ajout des détails aux plans de Bell.	S/O
29	11	2019	Dans la formule de soumission: enlevement du choix de matériaux des branchements d'égout, ajustement des quantités des branchements d'eau et précisions techniques dans le DTSI-O pour le choix de matériaux des branchements d'égout.	(150 k$)

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18 — Nbre de soumissions reçues : 4 — % de réponses : 22

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 25.0

Soumission rejetée (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
Duroking Construction (9200-2088 Québec inc.)	Le délai de réalisation soumis est supérieur au délai maximal permis de 245 jours

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 10 - 4 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes

(Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)

Rang	Nom du soumissionnaire	Délais (jrs/phase) 1 + 2	3	TOTAL	Pointage expérience (max 30)	Pointage échéancier (max 30)	Pointage prix (max 40)	Pointage total	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
1	Loiselle inc.	145	70	**215**	30.0	30.0	35.6	**95.6**	18 867 999.97 $
2	Construction Bau-Val inc.	165	80	**245**	21.0	26.3	40.0	**87.3**	16 785 000.00 $
3	Eurovia Québec Grands Projets inc.	155	70	**225**	30.0	28.9	23.9	**82.8**	28 084 000.00 $
	Estimation interne	165	80	**245**					14 459 309.25

Écart entre la soumission ayant le plus haut pointage et l'estimation : **30.5%**

Écart entre les deux plus basses soumissions : **12.4%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

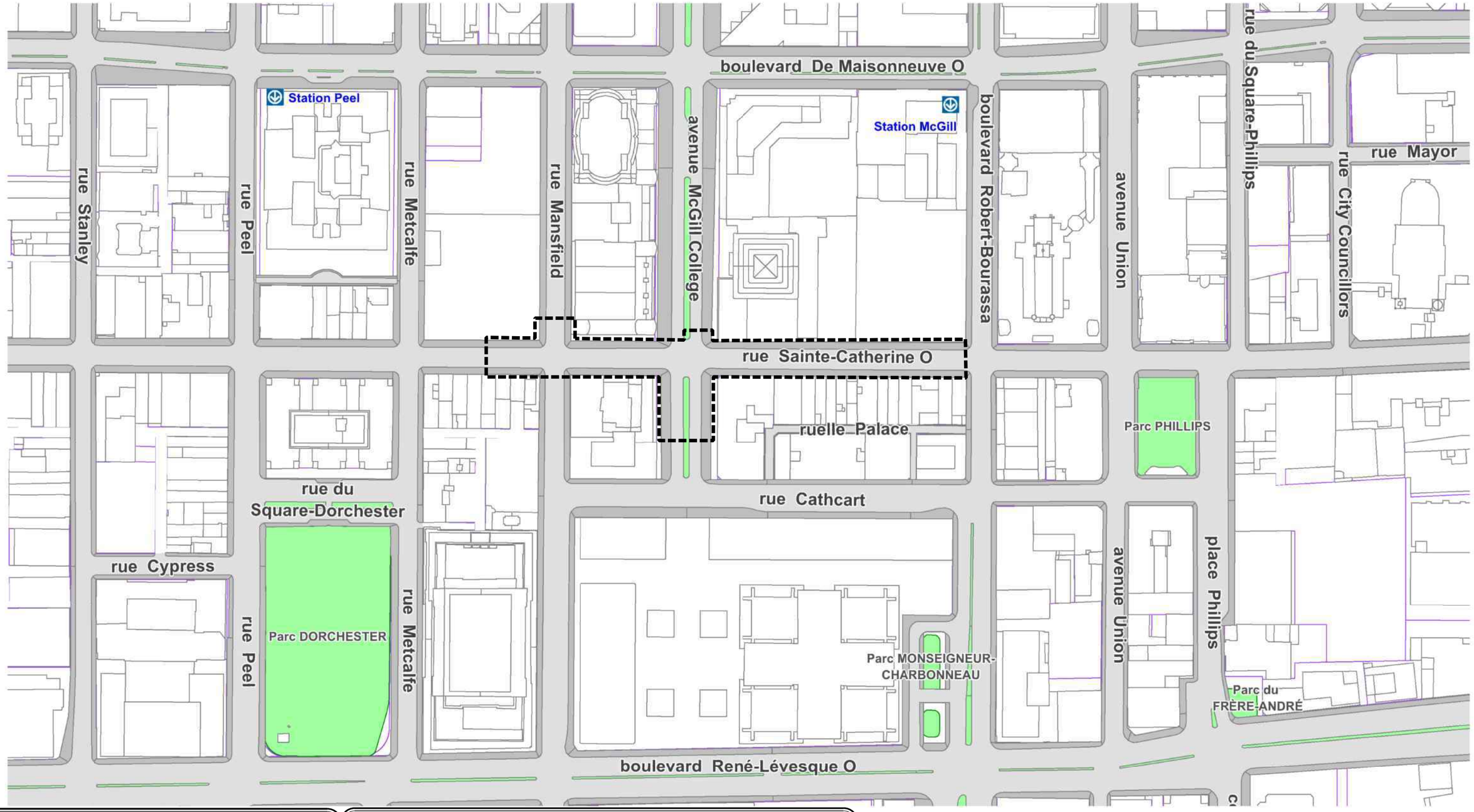
Nom du soumissionnaire : Loiselle inc.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 18 867 999.97 $

Montant des contingences ($) : 2 512 266.47 $

Montant des incidences ($) : 1 796 582.01 $

Date prévue de début des travaux : 23 - 3 - 2020 — Date prévue de fin des travaux : 6 - 11 - 2020



Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PROJET:
RUE SAINTE-CATHERINE
DE LA RUE MANSFIELD AU BOULEVARD ROBERT-BOURASSA

NATURE DES TRAVAUX:
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITES D'EAU PRINCIPALE ET SECONDAIRE, DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION

TITRE DU PLAN:
PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX

SOUMISSION : 452820

ARRONDISSEMENT : VILLE-MARIE

PRÉPARÉ PAR :
M.O. LECOURS, AG. TECH.

APPROUVÉ PAR :
BENJAMIN RODRIGUEZ, ING.

DATE :
14 JANVIER 2020

ÉCHELLE :
AUCUNE

NOTE :

1. **TECHNIQUE DE CONSTRUCTION DE LA CHAUSSÉE PROPOSÉE**

RUE SAINTE-CATHERINE OUEST (du Boulevard Robert Bourassa à la rue Mansfield, excluant l'intersection avec l'avenue McGill College)

CONSTRUCTION DE CHAUSSÉ SOUPLE (TEMPORAIRE)

- Fondation en pierre concassée MG-20 sur 550mm d'épaisseur composé en couches homogènes de 300 mm d'épaisseur maximum et compactées à 95% du PM;
- Couche unique d'un enrobé bitumineux de type ESG-14, 3b, 2, PG 65S-28 sur 60mm d'épaisseur;

AVENUE MCGILL COLLEGE et **RUE SAINTE-CATHERINE OUEST** (400 mètres à l'ouest de la rue Mansfield)

CONSTRUCTION DE CHAUSSÉ SOUPLE (PERMANENTE)

- Fondation en pierre concassée MG-20 sur 960mm d'épaisseur compacté en couches homogènes de 300 mm d'épaisseur maximum et compactées à 95% du PM;
- Couche de base d'un enrobé de type GB-20, 2b, 2, PG 64S-28 de 80 mm d'épaisseur;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) de type CRS-1h au taux résiduel de 0,2 l/m2;
- Couche intermédiaire d'un enrobé de type ESG-14, 2S, 2, PG 64S-28 de 60 mm d'épaisseur;
- Pose d'un liant d'accrochage (émulsion de bitume) de type CRS-1h au taux résiduel de 0,2 l/m2;
- Couche de surface d'un enrobé de type ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28T (Jnv,15 ≤ 0,15 kPa·s) de 60 mm d'épaisseur;

Les travaux de pose en couche de fermeture de type ESG-10, 1A, 1, PG 64S-28T (Jnv,3 ≤ 0,15 kPa·s) devraient être réalisés avant le 30 septembre, la température de pose recommandée pour ce type d'enrobé est 135°C ± 7° malaxage à 170°C. Si les travaux de pose en couche de fermeture doivent être réalisés après cette date, il est recommandé d'utiliser un enrobé de type ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28.

TROTTOIR TEMPORAIRE EN ENROBÉ

POUR LA RECONSTRUCTION DES TROTTOIRS TEMPORAIRES EN ENROBÉ L'ENTREPRENEUR DOIT TENIR EN COMPTE LA STRUCTURE SUIVANTE :

- Bordure en béton conventionnelle (DNI-3A-200)
- Fondation en pierre concassée MG-20 sur 600mm d'épaisseur et compacté à 95% du PM;
- Couche unique d'enrobé bitumineux de type ESG-10, 3b, 2, PG 65S-28 sur 50 mm d'épaisseur

2. **ZONE DE RESTRICTION « R »**

AU ZONES INDIQUÉES AUX PLANS AVEC LA LETTRE « R », L'ENTREPRENEUR DOIT TENIR EN COMPTE QUE :

- le cylindrage dynamique strictement interdit;
- la démolition de la chaussée et/ou du trottoir existant, doit être réalisée par sciage en carrelage. Utilisation d'un marteau piqueur pneumatique de 20kg ou moins est permise;
- l'utilisation d'une pelle mécanique (ou rétro-caveuse) avec marteau piqueur « THAMACK » est strictement interdite.
- le compactage de la fondation en pierre concassée MG-20 doit être exécuté par couches de 150mm.

3. **RÉSEAU DE GAZ (ÉNERGIR)**

Il y a de la présence d'un réseau de gaz dans l'emprise des travaux, l'Entrepreneur doit porter une attention particulière lors qu'il réalise ces travaux à proximité de ce réseau. Les cavités de surface de gaz et les valves ne sont pas représentées dans ce plan. l'Entrepreneur à la responsabilité de valider la présence de ces éléments et assurer leur protection pendant l'exécution des travaux.

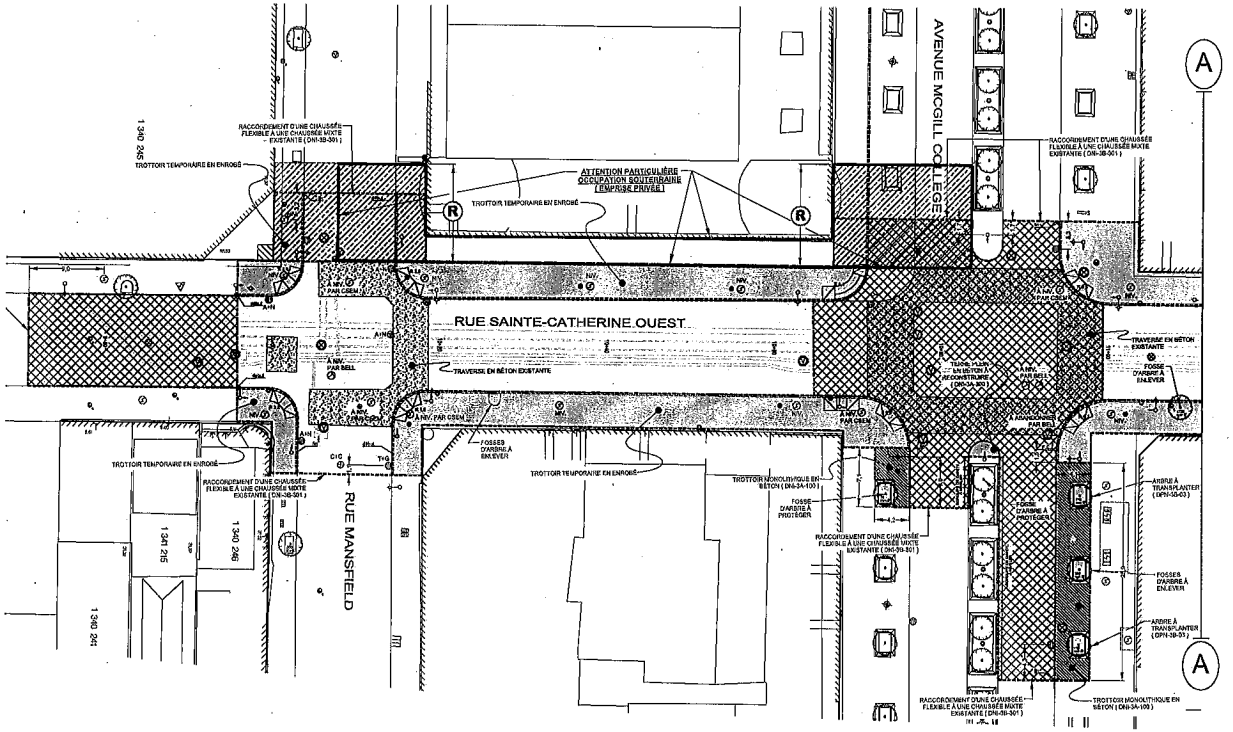
4. **OCCUPATION SOUTERRAINE DU DOMAINE PUBLIC ET EMPRISES PRIVÉES SOUTERRAINES (MISE EN GARDE)**

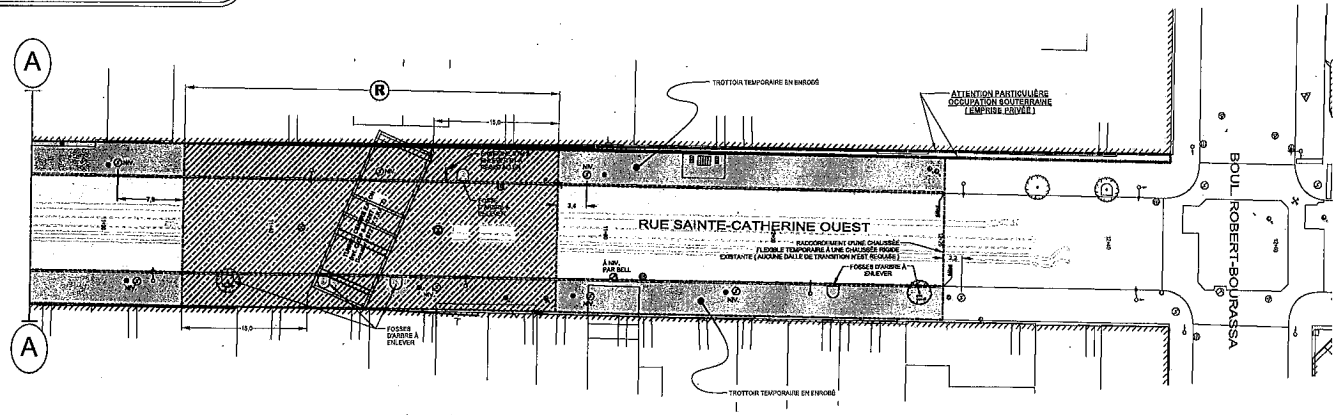
L'Entrepreneur doit tenir en compte que dans l'emprise des travaux il y a la présence d'es structures souterraines (base-sols, tunnels de service, etc.). Ces structures se trouvent en partie, en dessous du trottoir et de la chaussée.

L'Empresseur doit porter une attention particulière lors qu'il effectue des travaux à proximité de ces éléments.

Place Montréal Trust

Selon l'information disponible une partie du trottoir existant est assis sur un structures en appuyé dessus de la dalle de dessus du niveau 1-1 (niveau 2), son élévation théorique est de 58,69m. Cette dalle occupe une partie de la chaussée sous la rue Mansfield et sous l'avenue McGill College et une partie sous le trottoir nord de la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue Mansfield et l'avenue McGill College.





Légende

Poteau à désactiver lors de la construction d'un projet:
PDa Passage PDI Trottoir

Poteau à déplacer lors de la construction d'un projet:
Dp Passage DI Trottoir

Nouveau poteau lors de la construction d'un projet:
NPp Passage NPI Trottoir

Poteau:
TrC Tête et couvercle à changer (poteau de trottoir) TrG Tête et grille à changer
TrG/REP Tête et grille à changer (+ réparation) AmN Ajustable à réviser
AmC Ajustable à changer

Égout / Aqueduc:
CrC Centre et couvercle à changer AmN Ajustable à réviser
CrG/REP Centre et couvercle à changer (+ réparation) AmC Ajustable à changer
TBVAN Tête de boîte de vanne à réviser TBVrG Tête de boîte de vanne à changer

Divers:
NIV À réviser RPH Rampe pour handicapés

Émission

No.	Date	Description	Dessiné par
00	2019/10/10	Émis pour accel d'offre	JLM

Intervenants

Dessiné par: Alfonso Blanco, Ing.

Sceau de l'ingénieur(e)

Vérifié par: Patrick Collins, dess.

Approuvé par: -

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C0G4

Projet

Rue Sainte-Catherine
De la rue Mansfield
au boul. Robert-Bourassa

Arrondissement(s): Ville-Marie

Nature des travaux:

Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation.

Titre de plan:

Plan de reconstruction des éléments de voirie. Ch. 9+70 @ 12+20

(G) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:500

No. de projet	No. de plan	Feuillet	Émission	Phase
452820	PL-VO-01	-	000	XX

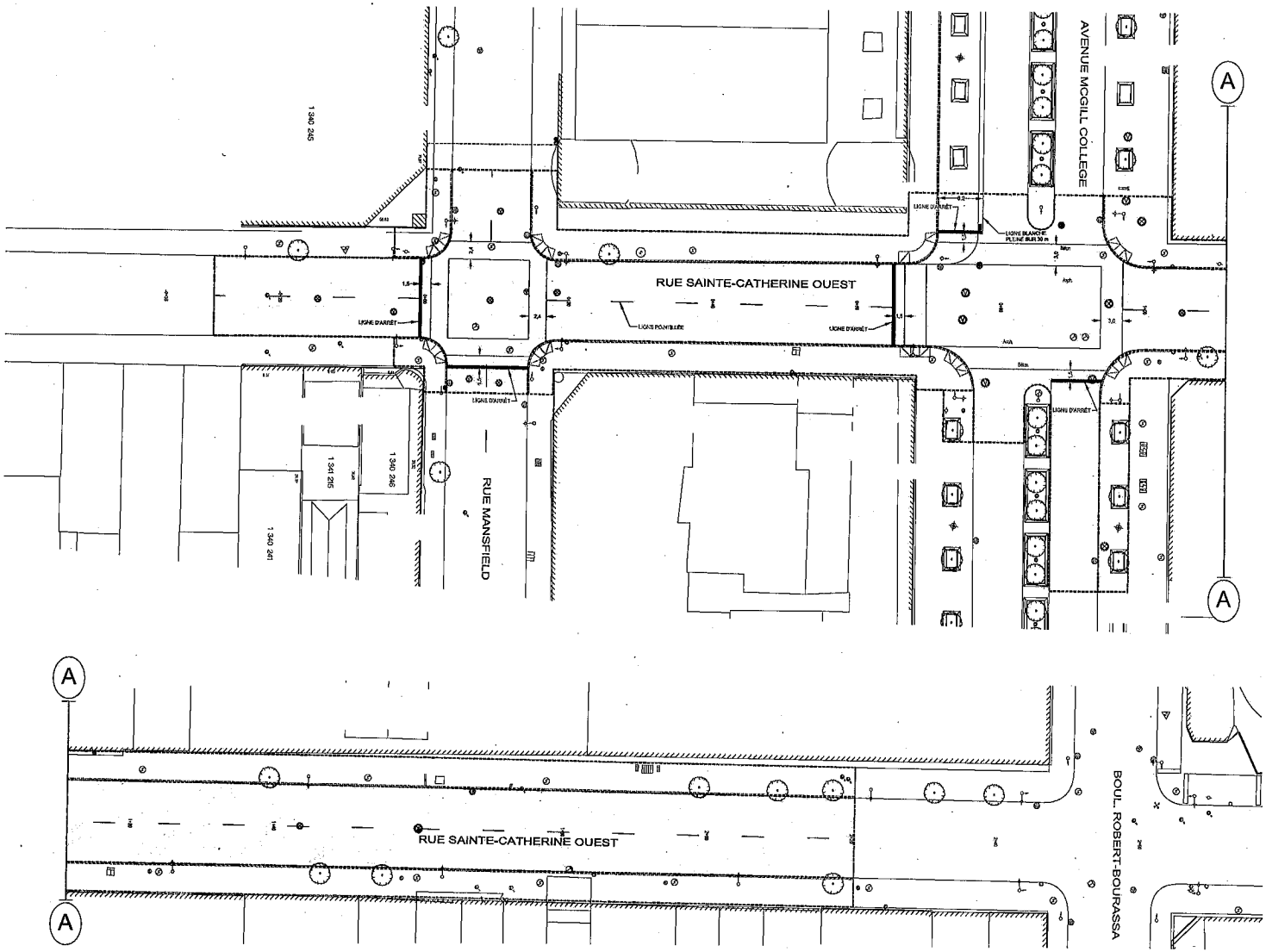
Plan de localisation

Références

Plan d'arpentage:	XXX
Plan LOA:	XXX
Plan BCI:	XXX
Plan géométrie:	XXX

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: XXXMXXX
RUE / RUE
ALTITUDE: XX,XXX m
LES COORDONNÉES SONT PORTÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.



Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: XXXMXXX
RUE / RUE
ALTITUDE: XX,XXX m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation

Références

Plan d'arpentage:	XXX
Plan EGA:	XXX
Plan BQ:	XXX
Plan géométrie:	XXX

Légende

Puisard à démolir lors de la construction d'un projet

PDb	Paniers	PDt	Trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet

Dp	Paniers	Dt	Trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet

NPp	Paniers	NPt	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)	T+Ç	Tête et grille à changer
T+C+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+N	Ajustable à réviser
		A+C	Ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à réviser
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer
		TDV+C	Tête de boîte de vanne à changer
TdV+N	Tête de boîte de vanne à réviser		

Divers

NIV	À réviser	RPH	Rampe pour handicapés

Émission

No.	Date	Description	Échelle / Puisard plan
00	2019/07/26	Émis pour appel d'offre	1/500

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4

Intervenants

Dessiné par: AAAA/MM/JJ
Patrick Collins, dess. 2019/08/19
Vérifié par: AAAA/MM/JJ
Approuvé par: Alfonso Suarez, Ing. 2019/10/03

Projet

Rue Sainte-Catherine
De la rue Mansfield
au boul. Robert-Bourassa

Arrondissement(s): Ville-Marie

Nature des travaux

Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation.

Titre du plan

Plan de marquage de la chaussée
(De la rue Mansfield au boul. Robert-Bourassa)

(DIN) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: 1:200

No. de projet	Feuillet	Émission	Page
452820	PL-VO-02	00	-

Égout :
Eau :
Utilités publiques :
Aménagement :

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	452820	DATE:
#GDD:	1197231078	DRM:		2020/01/15
RESPONSABLE:	Benjamin Rodriguez, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa			

PROJET INVESTI: 75015 Desc et client-payeur: **Réaménagement rue Ste-Catherine ouest - Phase 1 - Direction de la mobilité**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1975015038	182009	4 655 010.44 $	4 551 645.83 $	546 197.50 $	0.00 $	C
1975015039	182010	3 085 127.40 $	3 016 622.07 $	361 994.65 $	0.00 $	C
1975015040	182011	2 785 299.57 $	2 723 451.92 $	326 814.23 $	0.00 $	C
1975015041	182012	1 825 984.76 $	1 785 438.73 $	214 252.65 $	0.00 $	A
1975015042	182013	650 644.49 $	636 196.92 $	76 343.63 $	0.00 $	C
1975015043	182014	1 121 557.62 $	1 096 653.40 $	131 598.41 $	0.00 $	C
1975015044	182015	1 932 270.11 $	1 763 406.41 $	352 681.28 $	0.00 $	C
1975015046	182017	83 667.37 $	79 675.38 $	11 951.31 $	0.00 $	C
1975015047	182018	109 355.08 $	104 137.46 $	15 620.62 $	0.00 $	C
2075015001	182270	1 213 554.14 $	0.00 $	0.00 $	1 329 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**17 462 470.98 $**	**15 757 228.12 $**	**2 037 454.28 $**	**1 329 000.00 $**	

PROJET INVESTI: 69097 Desc et client-payeur: **Programme de construction et de modification de conduits souterrains - CSEM**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2069155300	182124	2 158 295.51 $	1 950 183.96 $	345 032.54 $	165 420.64 $	
0	0	302 161.37 $	0.00 $	0.00 $	302 161.37 $	
SOUS-TOTAL		**2 460 456.88 $**	**1 950 183.96 $**	**345 032.54 $**	**467 582.01 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur: **Bell**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1975015045	182016	844 178.46 $	840 441.34 $	84 044.13 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**844 178.46 $**	**840 441.34 $**	**84 044.13 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur: **Énergir**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
À VENIR	0	334 099.11 $	320 146.57 $	45 735.52 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**334 099.11 $**	**320 146.57 $**	**45 735.52 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**21 101 205.43 $**	**18 867 999.99 $**	**2 512 266.47 $**	**1 796 582.01 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**23 176 848.47 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 452820	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**15/01/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			18 867 999.99 $
TRAVAUX CONTINGENTS			2 512 266.47 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		400 000.00 $	
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		723 910.29 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		336 671.72 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		31 000.00 $	
Gestion des impacts		100 000.00 $	
Chloration conduites d'eau existantes		15 000.00 $	
Surveillance environnementale		175 000.00 $	
Comité du bon voisinage		15 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	1 796 582.01	1 796 582.01 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			23 176 848.47 $
Imputation (crédits)			21 101 205.43 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 007 908.17	2 010 776.81
Ristournes TPS et TVQ à 50%		2 013 296.58	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015038**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182009**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Items généraux dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ›	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			4 551 645.83 $
Ce montant représente la valeur des travaux du sous-projet 1975015038 de 4 974 419,82 $			
- un montant de 228 672,46 $ payé dans le sous-projet (numéro à venir) pour le l'excavation supplémentaire pour conduite de gaz			
- un montant de 134 638,91 $ payé dans le sous-projet 1975015045 pour pour Mobilité, TQC et frais généraux			
+ un montant de 165 558,60 $ du sous-projet 1975015045 pour la valeur au délà du 115% de soumission Bell payée par la Ville			
- un montant de 225 021,22 $ payé dans le sous-projet 1975015044 pour la portion Mobilité			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	12.00%		546 197.50 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	5 097 843.33 $
Imputation (crédits)	4 655 010.44 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	221 693.56	442 278.65
Ristournes TPS et TVQ à 50%	442 832.89	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015039**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182010**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'un égout unitaire dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET Ce montant représente la valeur des travaux du sous-projet 1975015039 de 3 108 096,18 $ - un montant de 91 474,11 $ payé dans le sous-projet (numéro à venir) pour le l'excavation supplémentaire pour conduite de gaz				3 016 622.07 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	12.00%			361 994.65 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques				
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux				
Laboratoire, contrôle qualitatif				
Division de la voirie - Marquage et signalisation				
Gestion des impacts				
XXX				
XXX				
XXX				
		TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser				3 378 616.72 $
Imputation (crédits)				3 085 127.40 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		146 928.32	293 122.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		293 489.32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015040**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182011**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de conduites d'eau secondaires dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			2 723 451.92 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	12.00%		326 814.23 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			3 050 266.15 $
Imputation (crédits)			2 785 299.57 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	132 649.10	264 634.96
Ristournes TPS et TVQ à 50%	264 966.58	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015041**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182012**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'une conduite d'eau principale de 600 mm dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 785 438.73 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	12.00%		214 252.65 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 999 691.38 $
Imputation (crédits)			1 825 984.76 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	86 962.01	173 489.21
Ristournes TPS et TVQ à 50%	173 706.62	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015042**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182013**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de trottoirs dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			636 196.92 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	12.00%		76 343.63 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			712 540.55 $
Imputation (crédits)			650 644.49 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	30 986.76	61 818.59
Ristournes TPS et TVQ à 50%	61 896.06	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015043**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182014**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de chaussée dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 096 653.40 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	12.00%		131 598.41 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 228 251.81 $
Imputation (crédits)			1 121 557.62 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	53 413.86	106 560.66
Ristournes TPS et TVQ à 50%	106 694.19	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015044**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182015**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la Commission des Services Électriques de Montréal (CSEM) dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (Portion Ville)**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET — 1 763 406.41 $

Ce montant représente la valeur des travaux du sous-projet 1975015044 de 3 488 569,15 $
- un montant de1 725 162,74 $ payé dans le sous-projet (2069455300) pour 115% de l'estimation CSEM

TRAVAUX CONTINGENTS DE	20.00%		352 681.28 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	2 116 087.69 $
Imputation (crédits)	1 932 270.11 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	92 023.82	183 587.52
Ristournes TPS et TVQ à 50%	183 817.58	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015046**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182017**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'éclairage de rue dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			79 675.38 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		11 951.31 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			91 626.69 $
Imputation (crédits)			83 667.37 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	3 984.64	7 949.35
Ristournes TPS et TVQ à 50%	7 959.32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015047**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182018**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			104 137.46 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15.00%		15 620.62 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			119 758.08 $
Imputation (crédits)			109 355.08 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	5 208.01	10 389.97
Ristournes TPS et TVQ à 50%	10 403.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2075015001**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182270**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques et professionnels**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		400 000.00 $	
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		283 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		310 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		31 000.00 $	
Gestion des impacts		100 000.00 $	
Chloration conduites d'eau existantes		15 000.00 $	
Surveillance environnementale		175 000.00 $	
Comité du bon voisinage		15 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	1 329 000.00	1 329 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 329 000.00 $
Imputation (crédits)			1 213 554.14 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		57 795.17	115 301.37
Ristournes TPS et TVQ à 50%		115 445.86	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 452820	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa**		
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences techniques**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2069155300**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182124**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la Commission des Services Électriques de Montréal (CSEM) dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (Portion CSEM)**			
ENTREPRENEUR ›	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET + un montant de 225 021,22 $ du sous-projet 1975015038 pour la portion Mobilité + un montant de 1 7125 162,74 $ du sous-projet 1975015044 pour 115% de l'estimation CSEM			1 950 183.96 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	17.69%		345 032.54 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		138 748.92 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		26 671.72 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	165 420.64	165 420.64 $
Dépenses totales à autoriser			2 460 637.14 $
Imputation (crédits)			2 158 295.51 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	107 007.49	213 479.93
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%	302 341.63	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 452820	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la Commission des Services Électriques de Montréal (CSEM) dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**		
ENTREPRENEUR ›	**Dépenses incidentes et frais généraux CSEM**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Conception et/ou frais généraux		302 161.37 $	Non taxable
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	302 161.37	302 161.37 $
Dépenses totales à autoriser			302 161.37 $
Imputation (crédits)			302 161.37 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1975015045**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182016**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de Bell Canada dans la rue Sainte-Catherine, entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa**			
ENTREPRENEUR ▸	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET — 840 441.34 $

Ce montant représente la valeur des travaux du sous-projet 1975015045 de 871 361,03 $
+ un montant de 134 638,91 $ du sous-projet 1975015038 pour Mobilité, TQC et frais généraux
- un montant de 165 558,60 $ payé dans le sous-projet 1975015038 pour la valeur au délà du 115% de soumission
Bell payée par la Ville

TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		84 044.13 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	924 485.47 $
Imputation (crédits)	844 178.46 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	40 203.76	80 206.50
Ristournes TPS et TVQ à 50%	80 307.01	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**À VENIR**	**SOUMISSION:**	**452820**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**15/01/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'excavation supplémentaire pour la conduite de gaz d'Énergir**			
ENTREPRENEUR	**Loiselle inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET + un montant de 228 672,46 $ du sous-projet 1975015038 pour Mobilité, TQC et frais généraux + un montant de 91 474,11 $ payé dans le sous-projet 1975015039 pour le l'excavation supplémentaire pour conduite de gaz			320 146.57 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	14.29%		45 735.52 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			365 882.09 $
Imputation (crédits)			334 099.11 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	15 911.38	31 743.20
Ristournes TPS et TVQ à 50%	31 782.98	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Benjamin Rodriguez, ing.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 333902
Numéro de référence : 1132387
Statut : Annulé (Archivé)
Titre : Travaux de reconstruction dans la rue Sainte-Catherine Ouest, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Projet rue Sainte-Catherine Ouest Lot 1A. (Arrondissement Ville-Marie)

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de reconstruction dans la rue Sainte-Catherine Ouest, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Projet rue Sainte-Catherine Ouest Lot 1A. (Arrondissement Ville-Marie)
Date de fermeture de l'avis :	2018-02-28 Avant 10h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2018-03-09 12 h 24
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, (QC) CAN J7C 0B4 http://www.bauval.com	1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660	18 945 000,00 $
Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, (QC) CAN H7E 4P2 http://www.groupetnt.com	1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 664-6478	19 900 000,23 $
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, (QC) CAN H9P 2R8	1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	21 789 997,96 $

© 2003-2020 Tous droits réservés

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 333903
Numéro de référence : 1150047
Statut : Annulé (Archivé)
Titre : Travaux de reconstruction d'un égout unitaire, de conduite d'eau, de chaussée et des trottoirs dans la rue Sainte-Catherine Ouest Lot 1A

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de reconstruction d'un égout unitaire, de conduite d'eau, de chaussée et des trottoirs dans la rue Sainte-Catherine Ouest Lot 1A
Date de fermeture de l'avis :	2018-04-19 Avant 13h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2018-04-25 12 h 47
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, (QC) CAN J7C 0B4 http://www.bauval.com	1143718063	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660	14 195 000,00 $

© 2003-2020 Tous droits réservés

Montréal

SOUMISSION 452820 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa
Rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa	Les travaux sont répartis en 3 phases et une phase préparatoire. **Délai** : 245 jours - 2020 **PHASE 0 (préparatoire) :** Réalisation de puits d'exploration sur la rue Sainte-Catherine Ouest **Horaire de travail** : Samedi 0h00 au lundi 5h00 **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue Metcalfe et le boulevard Robert-Bourassa; - Fermer complètement la travée est de l'avenue McGill College entre la rue Cathcart er la rue Sainte-Catherine avec maintien d'une circulation à contresens sur la travée ouest; - Fermer complètement la rue Mansfield entre la rue Cathcart et le boulevard Maisonneuve avec maintien des accès aux stationnement souterrain et quais de livraison. **PHASE 1** : Travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, de la CSEM, d'Énergir et d'éclairage dans la rue Sainte-Catherine Ouest entre l'avenue McGill et le boulevard Robert-Bourassa. **Horaire de travail :** En tout temps **Maintien de la mobilité :** L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement la rue Sainte-Catherine Ouest entre l'avenue McGill College et le boulevard Robert-Bourassa; - Maintenir une voie de circulation en direction nord dans la travée est de la rue McGill College entre les rues Cathcart et Sainte-Catherine; **PHASE 2A** : Travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, de la CSEM, d'Énergir, d'éclairage et de feux de circulation dans l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et la travée est de l'avenue McGill College. **Horaire de travail** : En tout temps **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement la rue Sainte-Catherine Ouest entre le boulevard Robert-Bourassa et le terre-plein central de l'avenue McGill College; - Maintenir un contresens dans la travée ouest de l'avenue McGill College entre la rue Cathcart et le boulevard de Maisonneuve; **PHASE 2B** : Travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, de la CSEM, d'Énergir, d'éclairage et de feux de circulation dans l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et de l'avenue McGill College. **Horaire de travail** : En tout temps **Maintien de la mobilité** : L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement la rue Sainte-Catherine Ouest entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue Mansfield; - Fermer complètement l'avenue McGill College entre la rue Cathcart et le boulevard de Maisonneuve avec maintien de l'accès au stationnement souterrain (Centre Eaton).

	<u>PHASE 3A</u> : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, de la CSEM, d'Énergir et d'éclairage dans la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue Mansfield et l'avenue McGill College. **Horaire de travail** : En tout temps **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à : - Fermer complètement la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue Mansfield et l'avenue McGill College. Le tronçon entre l'avenue McGill College et le boulevard Robert-Bourassa peut demeurer fermé pour les besoins de coordination avec les chantiers avoisinants; - Maintenir la configuration de l'avenue McGill College tel que mis en place à la phase 1. **<u>PHASE 3B</u>** : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, de la CSEM, d'Énergir, d'éclairage et de feux de circulation dans l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et la rue Mansfield. **Horaire de travail** : En tout temps **Maintien de la mobilité**: L'Entrepreneur est autorisé à - Fermer complètement la rue Sainte-Catherine Ouest entre la rue Metcalfe et l'avenue McGill College. Le tronçon entre l'avenue McGill College et le boulevard Robert-Bourassa peut demeurer fermé pour les besoins de coordination avec les chantiers avoisinants; - Fermer complètement la rue Mansfield entre la rue Cathcart et le boulevard Maisonneuve avec maintien des accès aux stationnement souterrain et quais de livraison.
Mesures de gestion des impacts applicables	- Installation, à l'approche du chantier de construction, de panneaux d'information générale ainsi que des PMVM pour informer les usagers, à l'avance, que des travaux auront lieu; - Mise d'un habillage et d'une signalétique de chantier propre aux chantiers de la Ville; - Présence de signaleurs pour assurer la sécurité des usagers de la route (incluant les piétons et cyclistes) aux abords du chantier lors des accès chantier (entrée ou sortie), lors des manœuvres des véhicules de l'Entrepreneur dans les voies de circulation, ou à la demande du Directeur; - Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur est autorisé à travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum; - Utilisation de repères visuels T-RV-10 pour délimiter les voies de circulation à contresens, lorsque requis; - Utilisation des glissières de sécurité en acier surmontées d'une clôture ou de clôtures autoportantes pour séparer les corridors piétons de la zone de travaux. Maintien de deux corridors piétons en tout temps; - L'accès aux commerces doit être maintenu en tout temps. Les travaux entravant un accès doivent être réalisés en dehors des heures d'ouverture du commerce, sauf si entente préalable. Utilisation de plaques en acier avec revêtement antidérapant permise pour redonner accès aux commerces riverains; - Maintenir la mobilité, l'accessibilité universelle et la protection des travailleurs et des usagers de la route; - Maintenir/aménager et sécuriser les passages piétonniers et les accès aux propriétés, le cas échéant aux abords de l'aire des travaux; - L'Entrepreneur doit avertir le Directeur avant de réaliser des travaux pouvant affecter les opérations de la STM ainsi que les entreprises du secteur; - L'Entrepreneur doit installer des chemins de détour lors des travaux pour chaque fermeture de rue ou direction. Ces chemins de détours sont illustrés au DTSI-M.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 16 janvier 2020

Monsieur Frédéric Boucher
Directeur provincial travaux civils
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa

Soumission : 452820

Monsieur,

En prévision des travaux de construction d'égout et de conduites d'eau secondaire et principale, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- reconstruction de massifs et de puits d'accès;

Tel que convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Excavation Loiselle Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Transelec / Common inc.

Le coût des travaux de Bell est évalué à 958 497,14 $ (contingences et taxes incluses). À cet effet vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé aux travaux soumis par l'adjudicataire recommandé. La Ville de Montréal assume 19% du coût des travaux. Le montant des travaux payé par Bell Canada est évalué alors à **776 382,68 $ (contingences et taxes incluses)**, participation qui représente 81% du coût des travaux. Toutefois, les pourcentages de participation seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

De plus, selon l'entente Bell s'engage à payer la portion des services conjoints (Mobilité, relevé – plans et les frais généraux) de **148 102,79 $ (Contingences taxes incluses)**. Cette valeur est calculée au prorata des travaux du réseau Bell et ventilée dans le tableau en annexe.

Le montant total à payer par Bell est donc de : **924 485,47 $ (Contingences taxes incluses).**

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. L'entrepreneur sera payé entièrement par la Ville et Bell Canada sera facturé par la Ville selon la portion à sa charge.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Benjamin Rodriguez ing., chargé de projets au 514-872-5156.

S.V.P., veuillez nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le (5 jours ouvrables) afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du sous-projet 2806004146.

J'ai signé le 17 janvier 2020, à Montréal.

Fredric Boucher

Nom du signataire (en lettres moulées)
Frederic Boucher

p.j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 452820
Tableau de distribution de coûts

c.c. Benjamin Rodriguez ing., chargée de projets – Division de la conception des travaux

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 16 janvier 2020

Monsieur Stéphane Santerre
Vice-président Exploitation
Amélioration Réseau, Énergir
1717 rue du Havre
Montréal (Québec) H2K 2X3

Objet : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa

Soumission : 452820

Monsieur,

En prévision des travaux de construction d'égout et de conduites d'eau secondaire et principale, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, Énergir a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- Travaux de renouvellent du revêtement du réseau gazier;
- Renouvellement des branchements de service de gaz;
- Installation d'une vanne de sectorisation.

Ces travaux seront exécutés par un entrepreneur spécialisé en travaux gaziers, mandaté et surveillé par Énergir.

L'entrepreneur général mandaté et surveillé par la Ville exécutera l'entièreté des travaux de ses infrastructures incluant les travaux de préparation du site pour les diverses interventions de l'entrepreneur spécialisé en travaux gaziers. Énergir s'engage à payer le 100% des coûts réels pour les travaux d'excavation et remblayage excédentaire, ainsi qu'une portion de mobilié, relevés - plans et frais généraux de la soumission globale du projet.

La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Excavation Loiselle Inc.

Le coût des travaux pour les interventions dans le réseau gazier est évalué à **109 768,93 $ (contingences et taxes incluses)**. À cet effet, vous trouverez annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé aux travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

De plus, Énergir s'engage à payer la portion du maintien à la circulation et les frais généraux de **256 113,16 $ (taxes incluses)**. Le tableau avec le calcul de distribution de coûts est fourni en annexe de la présente lettre.

...2

Le montant total à payer par Énergir est donc de : **365 882,09 $ (taxes incluses).**

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant d'Énergir et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

Par la signature de la présente, Énergir s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. L'entrepreneur sera payé entièrement par la Ville et Énergir sera facturé par la Ville selon la portion à sa charge.

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer avec Benjamin Rodriguez ing., chargé de projets au 514-872-5156.

S.V.P., veuillez nous retourner cette lettre dûment signée avant le 20 janvier 2020 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 452820.

J'ai signé le 21 janvier 2020, à Montréal .

énergir

Initiales

Nom du signataire (en lettres moulées)
Stéphane Santerre, Vice-président Exploitation

513-1405
no. Dossier

p.j. Tableau de distribution de coûts
Bordereau de la portion du projet d'Énergir de la soumission 452820
Croquis G3 avec des équivalences d'unité

c.c. Benjamin Rodriguez ing., chargée de projets – Division de la conception des travaux

19. Évaluation des offres

Pour que sa Soumission soit déclarée conforme, le Soumissionnaire doit notamment déposer avec le Formulaire de Soumission dûment rempli, un échéancier complet des travaux.

L'échéancier soumis doit démontrer clairement la séparation du projet en trois phases (1, 2 et 3) et la durée de chacun de ces lots. De plus, l'échéancier doit être conforme aux exigences de l'article « Échéancier contractuel des travaux à réaliser par l'Entrepreneur » du présent cahier.

Les phases de réalisation 1 et 2 seront traitées comme un délai de réalisation commun au fin de l'évaluation des propositions des Soumissionnaires et de l'application des articles « Boni » et « Pénalité »

19.1 Système de pondération des offres

Exceptionnellement, dans le cadre du présent Contrat, le mode d'octroi tient compte des délais de réalisations des travaux. Le Contrat sera octroyé en fonction d'un système de pondération et d'évaluation des offres avec comité de sélection (une (1) enveloppe) conformément à l'article 573.1.0.1 de la Loi sur les cités et villes- LCV.

Ce système comportera trois (3) critères totalisant 100 points. L'octroi du contrat au Soumissionnaire dont la Soumission a obtenu le plus haut pointage sera recommandé aux instances. Les pointages tiendront compte de :

- l'expérience du Soumissionnaire dans des projets comparables;
- l'échéancier soumis par le Soumissionnaire;
- le prix de la Soumission.

Ainsi, les soumissions seront évaluées selon la grille suivante, sur un total de 100 points.

Critères	Points
Expérience du soumissionnaire	30
Échéancier du soumissionnaire	30
Prix de la soumission	40
Total	**100**

19.2 Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comparables (30 points)

Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il possède l'expertise et le savoir-faire dans la réalisation de projets comparables.

Pour démontrer son expérience, le Soumissionnaire doit faire la présentation de deux (2) projets comparables avec le projet faisant l'objet du présent appel d'offres. Ces projets

doivent avoir été réalisés au cours des huit (8) dernières années ou être en cours de réalisation. La date de la réception provisoire totale servira à déterminer l'année de finalisation des projets soumis par le Soumissionnaire.

Les travaux inhérents à chacun des deux projets soumis par le soumissionnaire peuvent avoir été réalisés entièrement par le soumissionnaire ou par une combinaison de travaux par le soumissionnaire et de travaux réalisés en sous-traitance. Dans un cas comme dans l'autre, le soumissionnaire doit avoir été responsable de la réalisation pleine et entière de chacun des projets soumis.

Un projet est comparable en nature lorsque les travaux réalisés par l'entrepreneur correspondent aux domaines d'expertise suivants (par ordre d'importance) :

- réalisation de travaux sur un réseau d'aqueduc primaire d'un minimum de 400 mm de diamètre; ces travaux devant comprendre le remplacement d'un minimum de 200 m linéaires de conduite et la construction d'une chambre de vannes pour aqueduc primaire;
- réalisation de travaux intégrés comprenant la gestion des interventions sur les réseaux techniques urbains (RTU), dont la Commission des services électriques;
- réalisation de travaux dans un centre urbain ou un contexte urbain similaire en densité, complexité et achalandage, tels qu'une ville/arrondissement de plus de 100 000 habitants et ayant comporté la gestion du maintien de la circulation, des entraves et des chemins de détour;
- réalisation de travaux sur des réseaux d'aqueduc secondaires (basse ou haute pression) d'un minimum de 200 mm de diamètre; ces travaux devant comprendre le remplacement d'un minimum de 200 m linéaires de conduite, le remplacement de branchements de services et la construction de vannes pour aqueduc secondaire;
- Mise en place de lampadaires et de feux de circulation temporaires et permanents
- Plus un projet soumis est comparable avec le projet qui fait l'objet du présent appel d'offres, plus la note sera élevée;
- L'expérience dans la réalisation de travaux de remplacement d'aqueduc primaire (incluant chambre de vannes) est importante à la réalisation de ce projet. C'est pourquoi un projet ne comportant pas le minimum de 200 m linéaire pour ce type de travaux ou qui ne comporterait pas la construction d'une chambre de vanne pour ce type de réseau se verra automatiquement attribuer une note « médiocre ».

À l'aide du formulaire de l'annexe « Expérience du soumissionnaire », le Soumissionnaire doit présenter, pour chaque projet cité :

- une description du projet précisant quels travaux il a réalisés parmi ceux énumérés ci- dessus, incluant notamment :
  - la description de ces travaux et leur superficie;
  - le déroulement, le calendrier et le respect du budget alloué;
  - l'expertise pratique acquise dans la gestion des contraintes d'accès aux nombreux bâtiments riverains;

- l'année de réalisation;
- la description des parties prenantes et leurs implications dans le projet;
- la valeur du contrat;
- le nom du professionnel (ingénieur, architecte, architecte paysagiste ou urbaniste) responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage et les coordonnées d'une personne-ressource ayant travaillé étroitement avec le Soumissionnaire sur ce projet;
- des photos ou illustrations.

Par ailleurs, pour chacun des deux (2) projets, le Soumissionnaire doit joindre la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toute autre facture ou preuve (décompte d'avancement progressif approuvé par le surveillant des travaux) qui permet de confirmer la réalisation des domaines d'expertise ou le degré d'avancement du projet.

Les personnes-ressources identifiées par le Soumissionnaire pourraient être contactées par le responsable de l'appel d'offres de la Ville de Montréal afin de valider la véracité des informations fournies.

19.2.1 Échelle d'attribution des notes pour les projets comparables

Lors de l'évaluation des soumissions, la pondération pour le critère « Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comparables » est attribuée selon l'échelle d'attribution des notes suivantes.

Échelle d'attribution des notes du critère sur 30 points	
Appréciation du projet # 1 (15 points)	
Excellente (90 % à 100 %) – Le projet comprend les cinq (5) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres; dont la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	13,5 à 15
Plus que satisfaisante (71 à 89 %) – Le projet comprend trois (3) à quatre (4) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les trois premiers domaines, incluant la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	11 à 13,4
Satisfaisante (70 %) – Le projet comprend seulement trois (3) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les deux premiers, incluant la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	10,5
Insatisfaisante (40 % à 69 %) Le projet comprend deux (2) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont le premier, incluant la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	7 à 10
Médiocre (< 40%) – Le projet ne comprend pas le domaine d'expertise no 1.	1 à 6
Nulle (0 %) - Aucune information dans le projet permettant de démontrer les domaines d'expertise recherchés.	0
Appréciation du projet # 2 (15 points)	

Excellente (90 % à 100 %) – Le projet comprend les cinq (5) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres; dont la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	13,5 à 15
Plus que satisfaisante (71 à 89 %) – Le projet comprend trois (3) à quatre (4) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les trois premiers domaines, incluant la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	11 à 13,4
Satisfaisante (70 %) – Le projet comprend seulement trois (3) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les deux premiers, incluant la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	10,5
Insatisfaisante (40 % à 69 %) Le projet comprend deux (2) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont le premier, incluant la construction d'un minimum de 200 m linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	7 à 10
Médiocre (< 40%) – Le projet ne comprend pas le domaine d'expertise no 1.	1 à 6
Nulle (0 %) - Aucune information dans le projet permettant de démontrer les domaines d'expertise recherchés.	0
TOTAL DU NOMBRE DE POINTS (maximum de 30 points)	

19.3 Échéancier du soumissionnaire (30 points)

Le Soumissionnaire doit déposer un échéancier de réalisation compris entre 193 et 240 jours calendrier, détaillé selon les étapes d'exécution du projet en précisant la durée de chacune d'elle, tout en respectant les exigences des articles « Échéancier des travaux » et « Délais de réalisation des travaux » du présent cahier.

L'échéancier du Soumissionnaire sera évalué à l'aide de la formule qui suit afin de déterminer le pointage de ce critère.

N(1)= Délai le plus court (Phases 1 et 2) parmi toutes les soumissions conformes
Délai de la soumission conforme en analyse (Phases 1 et 2)

N(2)= Délai le plus court (Phase 3) parmi toutes les soumissions conformes
Délai de la soumission conforme en analyse (Phase 3)

N= (N(1) + N(2))*30/2

N(1)= nombre de point pour le délai des phases 1 et 2
N(2)= nombre de point pour le délai de la phase 3
N= nombre total de point de la rubrique

Le comité de sélection validera l'exactitude du calcul obtenu.

19.4 Le prix de la Soumission (40 points)

Le pointage de cette rubrique sera calculé comme suit :

$$N = \frac{\text{Le prix le plus bas soumis dans toutes les soumissions conformes}}{\text{Prix de la soumission conforme en évaluation}} \times 40$$

N= nombre de point de la rubrique

Le comité de sélection validera l'exactitude du calcul obtenu.

20. Récupération des équipements municipaux

Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur aura, entre autres, à enlever des regards, puisards, vannes et poteaux incendie. Si l'arrondissement désire récupérer certaines pièces, l'Entrepreneur devra les mettre de côté, et les transporter à ses frais au garage municipal de l'arrondissement. Autrement, l'Entrepreneur doit en disposer à ses frais selon les clauses du devis.

21. Alignement et niveau

L'Entrepreneur doit prendre note que l'article 5.1.3 « Alignement et niveaux » du cahier des clauses administratives générales est remplacé par celui-ci :

21.1 Tous les ouvrages doivent être réalisés de telle sorte que, à leur achèvement, les alignements et niveaux montrés sur les plans émis pour construction ou sur ceux modifiés par la suite sur l'ordre du Directeur soient parfaitement respectés.

21.2 La Ville implantera, au terrain, des stations d'arpentage aux abords de la zone des travaux et des élévations seront fournies pour ces points afin d'aider l'Entrepreneur dans la réalisation des travaux. Si des interventions nécessitent le déplacement des stations implantées par la Ville, ces dernières seront exécutées entièrement par l'Entrepreneur et à ses frais.

21.3 La Ville fournit les alignements et niveaux dans l'annexe du présent cahier, nécessaires à la réparation des cours d'eau et à la construction des trottoirs, chaussée, puisards, etc.

21.4 L'Entrepreneur doit lui-même, à ses frais, implanter les ouvrages projetés en plaçant des repères sur le Chantier. Il doit conserver les repères d'implantation jusqu'à ce que les ouvrages soient entièrement achevés à la satisfaction du Directeur.

21.5 Si l'Entrepreneur, au cours de l'exécution de ses travaux, constate une anomalie dans les repères d'implantation qu'il a fournis, il doit en aviser immédiatement le Directeur.

21.6 Le Directeur se réserve le droit de vérifier, en tout temps, l'implantation effectuée par l'Entrepreneur.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

AVIS AU SOUMISSIONNAIRE
ADDENDA NO. 2

Le 7 novembre 2019

Objet : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa.

Soumission : 452820

Veuillez prendre note que des modifications ont été apportées au Cahier des charges, au Formulaire de soumission, au Devis technique spécial infrastructures maintien et gestion de la mobilité (DTSI-M) ainsi qu'au Devis technique spécial infrastructures égout et eau potable (DTSI-O). De plus, la date d'ouverture de la soumission citée en objet a été reportée au 12 décembre 2019.

Cahier des charges

À la page ii, l'avis de d'appel d'offres a été modifié :

Date d'ouverture : Jeudi le ~~28~~ 12 ~~novembre~~ décembre 2019

À la page III-9 de III-31, l'article 12. « Conditions d'admissibilité » a été modifié comme suit :

~~Pour les Sous-traitants qui effectuent les travaux de Bell et/ou de la CSEM, le Soumissionnaire doit en plus de ce qui est spécifié à l'article 2.10 « Conditions d'admissibilité » des instructions aux soumissionnaires et à l'article 4.3.3 « Sous-traitance » du cahier des clauses administratives générales, respecter ce qui suit :~~

Comme complément à l'article 2.10 « Conditions d'admissibilité » de l'IAS, les exigences suivantes sont ajoutées :

De plus des documents requis aux articles 2.10.1 à 2.10.5, la soumission doit inclure les éléments suivants :

- Le formulaire fourni à l'annexe 3 – «Expérience du soumissionnaire» doit être rempli et fourni, tel que décrit à l'article 19.2 du présent cahier.
- L'échéancier du soumissionnaire doit être fourni tout en respectant les exigences décrites aux articles 6 et 19.3 du présent cahier.
- Déclaration d'entente ferme

À la page III-14 de III-31, l'article 19.1 «Système de pondération des offres» a été modifié comme suit :

~~Exceptionnellement, dans le cadre du présent Contrat, le mode d'octroi tient compte des délais de réalisations des travaux. Le Contrat sera octroyé en fonction d'un système de pondération et d'évaluation des offres avec comité de sélection (une (1) enveloppe) conformément à l'article 573.1.0.1 de la Loi sur les cités et villes- LCV.~~

...2

Le point b) de l'article 6. «Analyse de soumissions» d'IAS est remplacé par l'article suivant :

Sous réserve de l'article 3.1.1, le Contrat sera adjugé au Soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage.

À la page III-27 de III-31, l'article 27. « Travaux dans les infrastructures souterraines de Bell » la phrase suivante a été ajoutée :

Pour les travaux de Bell et de la CSEM, il est exigé que l'Entrepreneur ait un seul sous-traitant et doit s'assurer qu'il est accrédité par les deux établissements (Bell et CSEM).

Formulaire de soumission

La page IV-1 de IV-21 a été modifiée :

La nouvelle date d'ouverture est : ~~28~~ 12 ~~11~~ 12 2019

À la page IV-8 de IV-21, les articles 78, 79, 80 et 81 ont été retirés :

Seq	No. Item	Nom de l'item	Quantité Probable	Unité	Prix	Montant
		~~MASSIF D'UTILITES PUBLIQUES A BRISER ET A RECONSTRUIRE (VOIR ART. 10.7 DU DTSI-O)~~				
~~78~~	~~II-TS-1005~~	~~2 CONDUITS~~	~~30~~	~~M-LIN~~		
~~79~~	~~II-TS-1006~~	~~4 A 6 CONDUITS~~	~~20~~	~~M-LIN~~		
~~80~~	~~II-TS-1007~~	~~8 A 12 CONDUITS~~	~~10~~	~~M-LIN~~		
~~81~~	~~II-TS-1008~~	~~13 A 16 CONDUITS~~	~~50~~	~~M-LIN~~		

Annexe 3. Expérience du Soumissionnaire

À la page VI-9 de VI-69, l'annexe 3. Le formulaire d'Expérience du Soumissionnaire a été remplacé.

Devis technique spécial infrastructures maintien et gestion de la mobilité - (DTSI-M)

À la page M-3 de M-28, l'article 1. Objet a été modifié comme suit :

Le devis technique spécial infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité » (DTSI-M) définit les clauses spécifiques au présent contrat pour lesquelles l'Entrepreneur doit se conformer, notamment les grandes phases et le séquencement des travaux à réaliser.

~~L'Entrepreneur doit également se conformer en tout point aux exigences du document technique normalisé infrastructures « Maintien et gestion de la mobilité », édition du 6 mai 2019, ci-après appelé DTNI-8A disponible dans la section V « Documents normalisés » du Cahier des charges.~~

À la page M-12 de M-28, l'article 5.6 a été modifié comme suit :

En référence à l'article 5.13.3 du DTNI-8A, l'Entrepreneur :

- doit baliser le détour piéton avec des panneaux illustrant la silhouette piétonne, le mot DÉTOUR et une flèche directionnelle (signalisation orange de chantier 600mm x 600mm), seulement au niveau des axes où la circulation automobile est maintenue. À l'intérieur d'un tronçon complètement fermé à la circulation automobile, l'Entrepreneur doit utiliser les panneaux de « Parcours piétons » tel que représentés à l'annexe ~~MX~~ M3.

...3

À la page M-28 de M-28, l'article 8.2 a été modifié comme suit :

> Tout défaut de l'Entrepreneur à se conformer aux exigences en lien avec l'habillage et la signalétique de chantier tel que présenté ~~l~~ aux annexes M~~X~~3 et M4 est passible d'une pénalité selon les modalités « Autre non-conformité » du Tableau 1 du DTNI-8A. Toute pénalité sera applicable selon un axe de type 2, même si la non-conformité est constatée sur un axe de type 1

L'annexe M4 – « Dessins techniques » a été modifié et remplacé. Voir les précisions en rouge.

Devis technique spécial infrastructures égout et eau potable - (DTSI-O)

La Table des matières a été modifiée comme suit :

> O2- Étude caractérisation CSEM, et anciens forages et forages de l'étude future disponibles

À la page O-6 de O-21, l'article 7.3. « Gestion des déblais » a été modifié de la façon suivante :

> À titre informatif et pour connaitre les caractéristiques des sols plus profonds que les forages de l'étude mentionnée ci-haut, d'anciens forages ainsi qu'une étude de caractérisation de sols produite pour la CSEM sont fournis en annexe du présent devis. Une étude de caractérisation environnementale et géotechnique supplémentaire sera fournie par le Directeur à l'Entrepreneur avant le début des travaux pour la gestion des sols; les forages de cette future étude sont fournis aussi dans l'annexe O2 du présent cahier.

À la page O-15 de O-21, l'article 9.1 « Désinfection » l'information suivante a été ajoutée :

> **Modifications au MODI-1A-1 du DTNI-1A**
>
> Les articles II. Chapitre 9 et QQQ. Nouvel annexe – Procédure et directive ne s'appliquent pas au présent projet. Or, l'article 9.1.6 du DTNI-1A fait partie intégrante du présent appel d'offres.
>
> L'article RRR. Nouvel Annexe – Règlement 17-078, n'est pas applicable au présent appel d'offres.

Vous trouverez en annexe les pages modifiées du document. Vous êtes priés d'en tenir compte lors de la préparation de votre soumission et d'effectuer les corrections nécessaires. Le présent addenda fait partie intégrante des documents d'appel d'offres.

Benjamin Rodriguez, ing.
Chargé de projet

BR/fl

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

AVIS AU SOUMISSIONNAIRE
ADDENDA NO. 3

Le 18 novembre 2019

Objet : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa.

Soumission : 452820

Veuillez prendre note que des modifications ont été apportées au Cahier des charges, au Formulaire de soumission, au Devis technique spécial infrastructures électricité et éclairage de rues (DTSI-E), au Devis technique spécial infrastructures maintien et gestion de la mobilité (DTSI-M) ainsi qu'au Devis technique spécial infrastructures égout et eau potable (DTSI-O).

Cahier des charges

À la page III-4 de III-31, l'article 3.1 « Délai de réalisation des travaux » a été modifié comme suit :

De façon générale, les travaux sont prévus être réalisés en trois (3) phases :

La Phase -1, rue Sainte-Catherine entre le boulevard Robert-Bourassa et l'avenue McGill College (Reconstruction du puits d'accès de la CSEM au coin Nord – Est de l'intersection Sainte-Catherine et McGill College).

La Phase 2, intersection de la rue Sainte-Catherine et l'avenue McGill College (excluant la reconstruction du puits d'accès de la CSEM au coin Nord – Est de l'intersection Sainte-Catherine et McGill College).

La Phase 3, rue Sainte-Catherine entre l'avenue McGill College et un point à l'ouest de la rue Mansfield.

Phase	Délai de réalisation (jours calendrier)	
	Minimal	Maximal
1	80	90
~~1 et~~ 2	~~135~~ 65	~~165~~ 75
3	~~65~~ 70	80
Total délai	~~200~~ 215	245

À la page III-4 de III-31, l'article 3.2 « Boni », a été modifié de la façon suivante :

Un boni est prévu pour le présent projet dans le cas où les travaux sont terminés avant chacun des ~~deux~~ trois délais (~~phase 1 – 2, et phase 3~~ phases 1, 2 et 3) d'exécution fourni par l'Entrepreneur dans la section A du Formulaire de soumission et selon l'article «Délai de réalisation des travaux» du présent Cahier.

...2

À la page III-5 de III-31, l'article 3.3 « Pénalités » a été modifié comme suit :

- ~~0,4%~~ 0,2 % du Contrat pour chaque jour de calendrier de retard additionnel.

La pénalité est applicable pour chacun des ~~deux~~ trois délais fournis par l'Entrepreneur (~~phases 1 – 2 et phase 3~~ phases 1, 2 et 3)

À la page III-14 de III-31, le dernier paragraphe de l'article 19. « Évaluation des offres » a été soustrait :

~~Les phases de réalisation 1 et 2 seront traitées comme un délai de réalisation commun aux fins de l'évaluation des propositions des Soumissionnaires et de l'application des articles «Boni» et «Pénalité».~~

À la page III-17 de III-31, l'article 19.3 « Échéancier du soumissionnaire (30 points) » a été modifié de la façon suivante

Le Soumissionnaire doit déposer un échéancier de réalisation compris entre ~~200~~ 215 et 245 jours calendrier, détaillé selon les étapes d'exécution du projet en précisant la durée de chacune d'elle, tout en respectant les exigences des articles « Échéancier des travaux » et « Délais de réalisation des travaux » du présent cahier.

N(1)= Délai le plus court (Phase 1 ~~et 2~~) parmi toutes les soumissions conformes
Délai de la soumission conforme en analyse (Phase 1 ~~et 2~~)

N(2)= Délai le plus court (Phase 2 ~~3~~) parmi toutes les soumissions conformes
Délai de la soumission conforme en analyse (Phase 2 ~~3~~)

N(3)= Délai le plus court (Phase 3) parmi toutes les soumissions conformes
Délai de la soumission conforme en analyse (Phase 3)

~~N=(N(1) +N(2))*30/2~~ (N(1)+N(2)+N(3))*30/3

N(1)= nombre de point pour le délai ~~des~~ de la phase 1 ~~et 2~~
N(2)= nombre de point pour le délai de la phase 2 ~~3~~
N(3)= nombre de point pour la phase 3
N= nombre total de point de la rubrique

À la page III-20 de III-31, les paragraphes suivants ont été ajoutés à l'article 23. « Réception provisoire des travaux et prise de possession » et les pages 20 A et 20 B ont été jointes :

Pour que le Directeur considère les travaux complets et prêts à recevoir la réception provisoire partielle des phases 1, 2 et 3 et d'arrêter les délais contractuels de chacune des phases, les travaux suivants devront avoir été complétés :

Phase 1

Secteur : Entre un point à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa (chaînage approximatif 7+65) à la fin du rayon de l'intersection Ste-Catherine / McGill College côté est de l'intersection (chaînage approximatif 6+20).

Égout :

- Mise en place de l'égout unitaire et essais complétés;
- Puisard de rue sur conduite proposée;
- Reconstruction des massifs d'utilités publiques;
- Travaux sur conduite de gaz par Énergir complété et testé;
- Branchement de service complété.

...3

Aqueduc :

- Mise en place de l'aqueduc du réseau secondaire (haute et basse pression) et conduite du réseau primaire, essais et chloration complétés;
- Branchement de service complété entre un point à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa à la fin du rayon de l'intersection Ste-Catherine / McGill College côté est de l'intersection;
- Mise en place des chambres de vannes et quincaillerie complète.

Voirie :

- Trottoirs en béton et temporaires en enrobé complété;
- Bordure de béton de 200 mm complété;
- Abattage des arbres et essouchage;
- Fondation granulaire de la chaussée et mise en place du pavage temporaire sur la chaussée.

RTU (Bell et CSEM)

- Reconstruction du puits d'accès complétés (coin nord-est intersection McGill College / Ste-Catherine – structure 104).

Phase 2

Secteur : Entre limites ouest de l'intersection Ste-Catherine / McGill College (chaînage approximatif 6+20) et côté est de l'intersection (chaînage approximatif 5+95).

Égout :

- Mise en place de l'égout unitaire et essais complétés;
- Puisard de rue sur conduite proposée;
- Travaux sur conduite de gaz par Énergir complété et testé;
- Branchement de service complété.

Aqueduc :

- Mise en place de l'aqueduc du réseau secondaire (haute et basse pression) et conduit du réseau primaire, essais et chloration complétés;
- Branchement de service complété entre un point à l'ouest du boulevard Robert-Bourassa à la fin du rayon de l'intersection Ste-Catherine / McGill College côté est de l'intersection;
- Mise en place des chambres de vannes et quincaillerie complète.

Voirie :

- Trottoirs en béton et temporaires en enrobé complété;
- Bordure de béton de 200 mm complété;
- Abattage des arbres et essouchage;
- Fondation granulaire de la chaussée et mise en place du pavage temporaire sur la chaussée.

RTU (Bell et CSEM)

- Reconstruction des massifs de conduits et puits d'accès complété (à l'exception du puits d'accès coin nord-est intersection McGill College / Ste-Catherine).

Phase 3

Secteur : Entre limite ouest de l'intersection Mansfield (chaînage approximatif 5+00)et côté ouest de l'intersection Ste-Catherine / McGill College (chaînage approximatif 5+95) et sur Mansfield du chaînage approximatif 20+15 au chaînage 20+45.

...4

Égout :

- Mise en place de l'égout unitaire et essais complétés;
- Puisard de rue sur conduite proposée;
- Travaux sur conduite de gaz par Énergir complété et testé;
- Branchement de service complété.

Aqueduc :

- Mise en place de l'aqueduc du réseau secondaire (haute et basse pression) et conduit du réseau primaire (600 mm diamètre), essais et chloration complétés;
- Branchement de service complété;
- Mise en place des chambres de vannes et quincaillerie complète.

Voirie :

- Trottoirs en béton et temporaires en enrobé complété;
- Bordure de béton de 200 mm complété;
- Abattage des arbres et essouchage;
- Fondation granulaire de la chaussée et mise en place du pavage temporaire sur la chaussée.

RTU (Bell et CSEM)

- Reconstruction des massifs de conduits et puits d'accès complété.

À la page III-27 de III-31, l'article 27. « Travaux dans les infrastructures souterraines de Bell » a été modifié comme suit :

L'Entrepreneur doit être accrédité par Bell Canada. À cet effet, le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission, une lettre officielle signée confirmant le nom de son Sous-traitant autorisé et accrédité par Bell Canada (selon la liste à la section ~~B~~ A du DTSI-B) qui exécutera ces travaux.

Formulaire de soumission

À la page IV-3 de IV-21, les articles 4.3 et 4.4 ont été ajoutés :

Seq	No. Item	Nom de l'item	Quantité Probable	Unité	Prix	Montant
		ABRI POUR DISPOSITION TEMPORAIRE DES SOLS (DTSI-O ART 10.11)				
4.1	II-TS-1017	DÉMANTÈLEMENT ET REMISE EN PLACE DE L'ABRI		GLOBAL		
4.2	II-TS-1018	REMPLACEMENT DE BLOCS DE BÉTON		GLOBAL		5000.00
4.3	II-TS-1019	CLÔTURE À MAILLE DE CHAÎNE GALVANISÉE, HAUTEUR DE 1800 MM	350	M		
4.4	II-TS-1020	BARRIÈRE PIVOTANTE DOUBLE POUR VÉHICULE À DEUX BATTANTS POUR VÉHICULE	2	UNITÉ		

À la page IV-11 de IV-21, l'article 104 a été soustrait :

Seq	No. Item	Nom de l'item	Quantité Probable	Unité	Prix	Montant
104	II-1A-18301	ISOLANT THERMIQUE	~~25~~ 400	M CA.		

Devis technique spécial infrastructures électricité – éclairage de rues - (DTSI-E)

À la page E-8 de E-8, l'article 10. point 11 a été modifié de la façon suivante :

11. le démantèlement d'éclairage temporaire, là où requis;

...5

Devis technique spécial infrastructures maintien et gestion de la mobilité - (DTSI-M)

À la page M-12 de M-28, l'article 5.6 « Maintien et gestion de la mobilité piétonne » a été modifié comme suit :

En référence à l'article 5.13.4 du DTNI-8A, l'Entrepreneur :

- doit prévoir, sauf indication contraire, aménager un corridor temporaire d'une largeur minimale de 2,2 mètres lorsqu'un trottoir est complètement entravé. Le corridor temporaire doit obligatoirement être aménagé sur une surface pavée existante ou aménagée temporairement sur une fondation en pierre avec une couche d'enrobé d'épaisseur suffisante afin d'avoir une surface plane. L'Entrepreneur doit également prévoir aménager des pentes sécuritaires pour les besoins d'accessibilité universelle.

À la page M-14 de M-28, l'article 5.10 « Séquence de réalisation et description des travaux » a été modifié comme suit :

Le Tableau B, situé à la section 5.11, détaille les concepts de maintien et gestion de la mobilité pour chaque phase de travaux, selon la séquence suivante :

- **PHASE 0 (préparatoire)** : Réalisation de puits d'exploration sur la rue Sainte-Catherine Ouest;
- **PHASE 1** : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, de la CSEM, d'Énergir et d'éclairage dans la rue Sainte-Catherine Ouest ~~entre~~ de l'avenue McGill College au boulevard Robert-Bourassa et travaux de reconstruction du puits d'accès de la CSEM au coin nord-est de l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et de l'avenue McGill College;
- **PHASE 2A :** Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, ~~de la CSEM,~~ d'Énergir, d'éclairage, ~~et~~ de feux de circulation et de la CSEM excluant les travaux de reconstruction du puits d'accès au coin nord-est dans l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et la travée est de l'avenue McGill College;

À la page M-15 de M-28, l'article 5.10 « Séquence de réalisation et description des travaux » a été modifié comme suit :

- **PHASE 2B** : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, d'Énergir, ~~de la CSEM, d'Énergir,~~ d'éclairage, ~~et~~ de feux de circulation et de la CSEM excluant les travaux de reconstruction du puits d'accès au coin nord-est dans l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et de l'avenue McGill College;

À la page M-18 de M-28, la colonne « N° Phase et description des travaux » du tableau a été modifiée comme suit :

Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, de la CSEM, d'Énergir et d'éclairage dans la rue Sainte-Catherine Ouest ~~entre~~ de l'avenue McGill College au boulevard Robert-Bourassa et travaux de reconstruction du puits d'accès de la CSEM au coin nord-est de l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et de l'avenue McGill College

À la page M-19 de M-28, la colonne « N° Phase et description des travaux » du tableau a été modifiée comme suit :

Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, ~~de la CSEM,~~ d'Énergir, d'éclairage, ~~et~~ de feux de circulation et de la CSEM excluant les travaux de reconstruction du puits d'accès au coin nord-est dans l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et la travée est de l'avenue McGill College;

...6

À la page M-20 de M-28, la colonne « N° Phase et description des travaux » du tableau a été modifiée comme suit :

Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, de Bell, d'Énergir, ~~de la CSEM, d'Énergir,~~ d'éclairage, ~~et~~ de feux de circulation et de la CSEM excluant les travaux de reconstruction du puits d'accès au coin nord-est dans l'intersection de la rue Sainte-Catherine Ouest et de l'avenue McGill College;

À l'annexe M1 les feuilles No. 1, 2 et 3 de 5 ont été modifiées :

Devis technique spécial infrastructures égout et eau potable - (DTSI-O)

À la page O-9 de O-21, l'article 7.7. « Installation de bouchons temporaires – conduites d'eau » a été modifié comme suit :

~~À l'est de la rue Mansfield~~ : À l'ouest du boulevard Robert-Bourassa

À la page O-10 de O-21, l'article 7.11. « Raccordement du regard proposé à la conduite d'égout existante » a été modifié de la façon suivante :

Tel que montré aux plans, la conduite d'égout existante à conserver ~~en dessous~~ au-dessus du tunnel du Centre Eaton est en béton acier de 900 mm qualité eau potable sans joint entre les deux (2) regards existants.

À la page O-15 de O-21, l'article 9.1. « Désinfection » a été modifié comme suit :

~~En général, un délai de deux (2) semaines est requis pour les opérations de désinfections des conduites principales par la Ville. L'Entrepreneur doit prendre en considération ce délai lors de l'élaboration de son programme de travaux.~~

À la page O-19 de O-21, l'article 10.7. « Travaux à proximité des infrastructures de Bell Canada et de la CSEM » a été modifié comme suit :

~~Le prix au mètre linéaire de l'item *Massif d'utilités publiques à briser et à reconstruire,* comprend :~~

- ~~l'enlèvement des déblais en place de la ligne d'infrastructure de l'élément de surface jusqu'à l'élévation du fond de l'excavation;~~
- ~~la démolition, le chargement, le transport et la disposition du massif de conduits, incluant les boîtes de tirage;~~
- ~~le soutènement et la protection des câbles;~~
- ~~l'installation et l'enlèvement des coffrages, lorsque requis;~~
- ~~l'installation des séparateurs de conduits;~~
- ~~l'installation des conduits, incluant les coudes et les raccordements aux structures;~~
- ~~la mise en place du béton, incluant la cure et les plaques de protection en acier, lorsque requises;~~
- ~~la mise en place et le compactage des matériaux requis pour effectuer l'enrobage et le remblayage jusqu'à la ligne d'infrastructure de l'élément de surface, incluant l'installation du ruban indicateur.~~

~~II-TS-1005 2 Conduits.~~
~~II-TS-1006 4 à 6 Conduits.~~
~~II-TS-1007 9 à 12 Conduits.~~
~~II-TS-1008 13 à 16 Conduits.~~

La démolition des massifs non supportables, sous l'autorisation du Directeur, sera payée aux prix unitaires du bordereau de bases et conduites de la CSEM.

...7

À la page O-21 de O-21, l'article 10.11. « Abri pour la disposition temporaire des sols » la phrase suivante à été ajoutée :

Les articles II-TS-1019 et II-TS-1020 pour une clôture ainsi que pour une barrière pivotant ont été ajoutés dans le bordereau.

Vous trouverez en annexe les pages modifiées du document. Vous êtes priés d'en tenir compte lors de la préparation de votre soumission et d'effectuer les corrections nécessaires. Le présent addenda fait partie intégrante des documents d'appel d'offres.



2019-11-18
Benjamin Rodriguez, ing.
Chargé de projet



2019-11-18
Vincent Descôteaux, ing.
Chargé de projet

BR/VD/fl

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

AVIS AU SOUMISSIONNAIRE
ADDENDA NO. 4

Le 20 novembre 2019

Objet : Travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa.

Soumission : 452820

Veuillez prendre note que des modifications ont été apportées au Cahier des charges et aux plans.

Cahier des charges

À la page III-15 de III-31, l'article 19.2 « Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comparables (30 points) » a été modifié comme suit :

Un projet est comparable en nature lorsque les travaux réalisés par l'Entrepreneur correspondent aux domaines d'expertise suivants (par ordre d'importance) :

- réalisation de travaux de construction ou reconstruction d'une conduite d'aqueduc primaire d'un minimum de 400 mm de diamètre. ~~sur un réseau d'aqueduc primaire d'un minimum de 400 mm de diamètre;~~ Ces travaux devant comprendre le remplacement d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaires de conduite et la construction d'une chambre de vannes pour aqueduc primaire;
- réalisation de travaux intégrés comprenant la gestion des interventions sur les réseaux techniques urbains (RTU), dont la Commission des services électriques;
- réalisation de travaux dans un centre urbain ou un contexte urbain similaire en densité, complexité et achalandage, tels qu'une ville/arrondissement de plus de 100 000 habitants et ayant comporté la gestion du maintien de la circulation, des entraves et des chemins de détour;
- réalisation de travaux de construction ou reconstruction des conduites d'aqueduc et d'égout secondaires ~~sur des réseaux d'aqueduc secondaires (basse ou haute pression) d'un minimum de 200 mm de diamètre; ces travaux devant comprendre le remplacement d'un minimum de 200 m linéaires de conduite,~~ avec le remplacement de branchements de services. ~~et la construction de vannes pour aqueduc secondaire~~;
- mise en place de lampadaires et de feux de circulation temporaires et permanents

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de présenter deux projets rencontrant les cinq (5) domaines d'expertises énumérés dans le présent article, ce dernier est autorisé à présenter un (1) projet complémentaire qui permet de rencontrer le ou les critères manquants pour l'appréciation du projet #1 et également, un second projet complémentaire qui permet également de rencontrer le ou les critères manquant pour l'appréciation du projet # 2. L'objectif est que le soumissionnaire puisse démontrer son expérience pour l'ensemble des domaines identifiés dans le présent article.

Plus un projet soumis est comparable avec le projet qui fait l'objet du présent appel d'offres, plus la note sera élevée.

L'expérience dans la réalisation de travaux de remplacement d'aqueduc primaire (incluant chambre de vannes) est importante à la réalisation de ce projet. C'est pourquoi un projet ne comportant pas le minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire pour ce type de travaux ou qui ne comporterait pas la construction d'une chambre de vanne pour ce type de réseau se verra automatiquement attribuer une note « médiocre ».

...2

À la page III-16 de III-31, l'article 19.2 « Expérience du soumissionnaire dans la réalisation de projets comparables (30 points) » a été modifié de la façon suivante :

Par ailleurs, pour chacun des deux (2) projets, avec les projets complémentaires, le cas échéant, le Soumissionnaire doit joindre la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toute autre facture ou preuve (décompte d'avancement progressif approuvé par le surveillant des travaux) qui permet de confirmer la réalisation des domaines d'expertise ou le degré d'avancement du projet.

À la page III-16 et III-17 de III-31, l'article 19.2.1 « Échelle d'attribution des notes pour les projets comparables » a été modifié de la façon suivante :

Échelle d'attribution des notes du critère sur 30 points	
Appréciation du projet # 1 (15 points)	
Excellente (90 % à 100 %) – Le projet comprend les cinq (5) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres; dont la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	13,5 à 15
Plus que satisfaisante (71 à 89 %) – Le projet comprend trois (3) à quatre (4) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les trois premiers domaines, incluant la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm. et la construction d'au moins une chambre de vannes.	11 à 13,4
Satisfaisante (70 %) – Le projet comprend seulement trois (3) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les deux premiers, incluant la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	10,5
Insatisfaisante (40 % à 69 %) Le projet comprend deux (2) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont le premier, incluant la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	7 à 10

Appréciation du projet # 2 (15 points)	
Excellente (90 % à 100 %) – Le projet comprend les cinq (5) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres; dont la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	13,5 à 15
Plus que satisfaisante (71 à 89 %) – Le projet comprend trois (3) à quatre (4) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les trois premiers domaines, incluant la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm. et la construction d'au moins une chambre de vannes.	11 à 13,4
Satisfaisante (70 %) – Le projet comprend seulement trois (3) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont les deux premiers, incluant la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	10,5
Insatisfaisante (40 % à 69 %) Le projet comprend deux (2) domaines d'expertise recherchés pour cet appel d'offres, dont le premier, incluant la construction ou reconstruction d'un minimum de 100 m ~~200 m~~ linéaire de conduite d'aqueduc primaire d'un diamètre minimal de 400 mm et la construction d'au moins une chambre de vannes.	7 à 10

À la page III-17 de III-31, l'article 19.3 « Échéancier du soumissionnaire (30 points) » a été modifié de la façon suivante :

N(1)= nombre de point pour le délai de la phases 1

Plans

Les plans H96603-701 et 702 ont été modifiés.

...3

Vous trouverez en annexe les pages modifiées du document. Vous êtes priés d'en tenir compte lors de la préparation de votre soumission et d'effectuer les corrections nécessaires. Le présent addenda fait partie intégrante des documents d'appel d'offres.



Benjamin Rodriguez, ing.
Chargé de projet

BR/aa

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 mars 2017

EXCAVATION LOISELLE INC.
A/S MONSIEUR SÉBASTIEN CLAVEAU
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6S 6P7

N° de décision : 2017-CPSM-1017905
N° de client : 2700004312

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). EXCAVATION LOISELLE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 28 janvier 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LOISELLE INC.
Adresse du siège social : 280, BOUL PIE-XII, , SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, QC, J6S 6P7, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700004312
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142482703

Autres noms d'affaires

- EXCAVATION LOISELLE
- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Autorité
des marchés publics
Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Le 9 septembre 2019

LOISELLE INC.
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD QC J6S 6P7

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700004312
N° de demande :	1900010123
N° de confirmation de paiement :	000266148972

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 452820

Date de publication : 2019-10-21
Date d'ouverture : 2019-12-12

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Advanced Drainage Systems
2	Ali Excavation inc.
3	Construction Bau-Val inc.
4	Construction NRC inc.
5	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec inc.
6	Environnement Routier NRJ inc .
7	Eurovia Québec Grands Projets (Laval)
8	Forterra - St-Eustache, Québec
9	L.A. Hébert Ltée
10	Le Groupe Lécuyer Ltée
11	Les Entreprises Michaudville inc.
12	Loiselle inc.
13	Neolect inc.
14	Pierre Brossard 1981 Ltée
15	Pomerleau inc.
16	Réhabilitation Du O inc.
17	Roxboro Excavation inc.
18	Ville de Brossard

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1197231078

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

C1553-Répartition CSEM-VM- 28 janv.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-28

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231078

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1197231078 Trav Egout rue Ste Catherine.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-5597
Division : Service des finances , Direction du Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.009

2020/02/19 08:30

Dossier # : 1197231078

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.

Rapport - mandat1197231078.pdf

Commentaires CEC - 1197231078.pdf

Dossier # :1197231078

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 février 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE197231078

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE197231078

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses. Appel d'offres public 452820 - 4 soumissionnaires. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente. Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente.

À sa séance du 5 février 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 12 février dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier, et ce, en plus de répondre à toutes les questions des commissaires.

La Commission remercie le Service pour toutes les réponses apportées aux nombreuses questions des commissaires concernant ces travaux prévus dans l'un des secteurs les plus névralgiques de Montréal. Le Service a expliqué que les infrastructures visées sont particulièrement désuètes et rendent donc ces travaux plus que nécessaires. Considérant que la plupart des chantiers de ce type accusent du retard, la Commission apprécie particulièrement la stratégie d'appel d'offres retenue puisqu'elle a permis aux entreprises de soumissionner selon deux options d'échéancier de travaux, plus ou moins accéléré. De l'avis des commissaires, ceci démontre une réflexion

poussée quant à l'utilisation des clauses de pénalité de retard et de prime de performance en la présence de délais de réalisation particulièrement serrés et cruciaux. En effet, une seule semaine d'avance ou de retard peut faire une énorme différence pour le commerce de détail du centre-ville en période de magasinage du temps des Fêtes, notamment en lien avec le défilé du Père Noël qui a lieu vers la fin du mois de novembre.

La Commission comprend que la coordination de ce chantier sera des plus complexes et que la nature des travaux justifie amplement l'application du critère d'expérience de travail avec les partenaires habituels, notamment pour coordonner les travaux avec la Commission des services électriques de Montréal. Qui plus est, il se trouve que les contrats qui impliquent des travaux au centre-ville ne sont pas courus par les entrepreneurs en raison des nombreuses contraintes qu'ils présentent.

En ce qui concerne l'écart de prix par rapport à l'estimé, les membres comprennent qu'il est passablement réduit par rapport au résultat du premier appel d'offres qui montrait un écart par rapport à l'estimé de l'ordre de 70%, d'où son annulation. En outre, l'écart relativisé en regard des délais de réalisation plus courts choisis par l'adjudicataire est de l'ordre de 23% plutôt que 30%. En conclusion, les commissaires retiennent que le report de l'appel d'offres en raison des soumissions beaucoup trop élevées obtenues la première fois a eu un impact positif puisque ceci a permis une révision du tracé favorable à la Ville.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel on observe :*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE197231078 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Lors de sa séance d'aujourd'hui, la Commission a constaté à l'unanimité la conformité du processus dans le dossier ci-dessous :

Note : La Commission demande cependant au Service des infrastructures du réseau routier de rectifier la section justification, dernier paragraphe, pour ajouter la mention du second critère d'examen de la CEC pour lequel ce contrat lui a été soumis (écart par rapport à l'estimé).

Dossier 1197231078

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans la rue Sainte-Catherine, de la rue Mansfield au boulevard Robert-Bourassa. Dépense totale de 23 176 848,45 $ (contrat: 18 867 999,97 $ + contingences: 2 512 266,47 $ + incidences: 1 796 582,01 $), taxes incluses / Appel d'offres public 452820 (4 soumissionnaires) / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 924 485,47 $, taxes incluses (contrat entente : 840 441,34 $ + contingences : 84 044,13 $), pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de 365 882,09 $, taxes incluses (contrat entente : 320 146,57 $ + contingences : 45 735,52 $), pour les travaux d'Énergir intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Énergir en vertu de l'entente

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation

Service du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1197231061

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 36 482,84 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total du contrat de 403 447.28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses / Approuver la convention modifiant la convention de services professionnels.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 36 482,84 $ taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc - CE17 1211) majorant ainsi le montant total du contrat de 403 447,28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses;
2. d'approuver un projet de convention modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Beaudoin Hurens inc.;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-12 11:41

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197231061**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 36 482,84 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total du contrat de 403 447.28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses / Approuver la convention modifiant la convention de services professionnels.

CONTENU

CONTEXTE

Les rues Anderson, de la Concorde et Burke sont situées au cœur du centre-ville de Montréal. Au cours des dernières années, le cadre bâti y a été considérablement modifié avec la venue de grandes tours d'habitation qui ont contribué à revitaliser le secteur et à accroître le nombre de résidents.
Sur la rue Anderson, les conduites d'égout et d'aqueduc, installées respectivement en 1867 et 1912, ont été identifiées par le Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Sur la rue de la Concorde, l'égout a été réhabilité en 2015, mais des travaux de reconstruction d'aqueduc datant de 1914 étaient jugés nécessaires. Considérant la densification urbaine en cours dans le secteur et la désuétude des aménagements de surface, l'arrondissement de Ville-Marie a profité de l'opportunité pour procéder, en même temps que les travaux d'infrastructures souterraines, à une bonification de l'aménagement du domaine public en élargissant les trottoirs, ajoutant des bordures de granit sur la rue Anderson et du pavé de béton sur la rue de la Concorde, en plantant des arbres et en intégrant plusieurs saillies végétales de diverses dimensions, ainsi qu'en ajoutant des lampadaires et du mobilier sur l'ensemble des tronçons.

Le présent dossier vise la majoration du contrat de services professionnels accordé à la firme Beaudoin Hurens inc. en août 2017 par le comité exécutif pour la préparation des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux au montant de 403 447,28 $, taxes incluses. Ce montant comprend un prix forfaitaire de 366 770,25 (taxes incluses) et un budget de contingences de 36 677,03 $ (taxes incluses). Les services en surveillance de chantier prévoyait la présence en résidence du personnel technique qualifié pour la durée

des travaux. La durée initiale du contrat de Beaudoin Hurens inc. avait été fixée à 12 mois suivant la date d'octroi du contrat (2 août 2017). Or, la firme a été mobilisée au chantier jusqu'au 24 novembre 2018. En effet, en raison d'entraves supplémentaires (projets privés), du remplacement des entrées au plomb (nouvelle réglementation) ainsi que des conflits avec les réseaux techniques urbains, l'échéancier de réalisation n'a pu être maintenu. Conséquemment, la firme a déposé une demande d'honoraires additionnels pour les services rendus pour la période excédentaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240018 - 11 février 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 19 671 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total de la dépense de l'arrondissement de Ville-Marie de 217 532,70 $ à 237 203,70 $, taxes incluses (1207135002)
CM18 0514 - 24 avril 2018 - Accorder un contrat à Aménagement Côté Jardin Inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction d'infrastructures et aménagement de surface des rues Anderson, de la Concorde et Burke et la réfection de trottoirs sur les rues De La Gauchetière et De Bleury - Dépense totale 6 924 268,94 $, taxes incluses (contrat 6 328 918,29 $ + incidences 595 350,65 $) - Appel d'offres public n°. VMP-18-001 (2 soumissionnaires) (1186486001).

CE17 1211 - 2 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à la firme Beaudoin Hurens inc. pour les services professionnels requis pour la préparation des plans et devis et la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke pour une somme maximale de 403 447,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-17-031 (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin (1177480005).

DESCRIPTION

Il s'agit d'autoriser une dépense additionnelle et d'approuver la convention modifiant la convention de services professionnels de la firme Beaudoin Hurens inc. pour des services professionnels aux fins des plans et devis et la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke en augmentant l'enveloppe budgétaire de 403 447,28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses, soit une hausse de 19,9%. Cette majoration est directement liée à la prolongation du délai contractuel de l'entrepreneur.
Aucune autre majoration ne sera demandée en lien au présent contrat.

JUSTIFICATION

Selon les clauses contractuelles du contrat VMP-17-031, Beaudoin Hurens devait fournir des services professionnels pour la préparation des plan et devis ainsi que la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement pour une durée maximale de de 12 mois. Or, bien que le contrat ait débuté tel que prévu, l'équipe de surveillance de la firme Beaudoin Hurens inc. a été mobilisée jusqu'à la fin novembre 2018 pour s'assurer de la fermeture du chantier et pour compléter les travaux d'infrastructures sur les rues Anderson et Concorde. Cette prolongation de chantier s'explique principalement par les événements suivants :

- imprévus quant aux branchements de services nécessitant une analyse du Service de l'eau;
- présence d'un massif de Bell non indiqué aux plans de référence;
- difficulté à fermer les vannes pour isoler les conduites d'aqueduc;
- entraves majeures des projets privés, limitant la productivité de l'entrepreneur.

L'ensemble de la réclamation de la firme Beaudoin Hurens inc. (GBI Experts-conseils Inc.) vise des services contingents, c'est-à-dire en lien avec des imprévus liés à l'exécution du contrat de travaux et occasionnant un travail accessoire et nécessaire à la réalisation du contrat octroyé. Pour les raisons mentionnées ci-haut, la firme a proposé de rendre les services requis par cette modification au contrat pour la somme de 53 154,22 $ (taxes incluses). Une portion cette somme a été payée à même les contingences disponibles au contrat (16 671,38 $, taxes incluses). La présente demande vise donc la somme excédentaire, soit 36 482,84$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration du contrat s'élève à 36 482,84 $ taxes incluses, ce qui représente 9,9% de la valeur initiale du contrat. L'enveloppe des services contingents du contrat passe donc de 36 677,03 $, taxes incluses, soit 10,0 % du montant forfaitaire du contrat de 403 447,28 $ $ taxes incluses, à 73 159,87 $, taxes incluses, soit à 19,9% du montant forfaitaire. Les détails de cette augmentation sont fournis dans l'analyse budgétaire fournie en annexe. Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La majoration du contrat vise à rétribuer la firme Beaudoin Hurens inc. (GBI Experts-conseils Inc.) pour des services supplémentaires rendus lors de la réalisation d'un contrat de services professionnels. À défaut de majorer l'entente, la firme pourrait s'adresser aux tribunaux pour faire bonifier le contrat original.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Majoration du contrat : février 2020
Fermeture du contrat : février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires (Philippe EL OUARDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Kathy DAVID, Service de l'eau

Lecture :

Pierre SAINTE-MARIE, 28 mai 2019
Kathy DAVID, 15 mai 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien DESHAIES
Chef de section

Tél : 514 872-5708
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-05-14

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-02-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-02-11

Augmentation de la valeur du contrat VMP-17-031 - Beaudoin Hurens inc.

Services professionnels - Travaux de reconstruction d'infrastructures et aménagement de surface - rues Anderson, de la Concorde et ruelle Burke
GDD # 1197231061

Taxes incluses

	CONTRAT (403 447,28$)		
	Forfait	**Contingences**	**TOTAL**
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1177480005)			**- $**
Budget Ville-Marie	197 757.00 $	19 775.70 $	217 532.70 $
Budget Service de l'eau	169 013.25 $	16 901.33 $	185 914.58 $
Sous-total - Enveloppes budgétaires autorisées	**366 770.25 $**	**36 677.03 $**	**403 447.28 $**
Sommes payées ou engagées			
Budget Ville-Marie	197 757.00 $	19 775.70 $	217 532.70 $
Budget Service de l'eau	169 013.25 $	16 901.33 $	185 914.58 $
Sous-total - Montant disponible	**- $**	**- $**	**- $**
Services supplémentaires			
Budget Ville-Marie	- $	19 671.00 $	19 671.00 $
Budget Service de l'eau	- $	16 811.84 $	16 811.84 $
Sous-total - Services supplémentaires	**- $**	**36 482.84 $**	**36 482.84 $**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**- $**	**(36 482.84) $**	**(36 482.84) $**
Augmentation du contrat à faire autoriser			**36 482.84 $**

	Avant majoration	**Majoration**	**Après majoration**
Montant forfaitaire	366 770.25 $	- $	366 770.25 $
Contingences	36 677.03 $	36 482.84 $	73 159.87 $
Total	**403 447.28 $**	**36 482.84 $**	**439 930.12 $**
Pourcentage des services supplémentaires sur le montant forfaitaire	***10.0%***	***9.9%***	***19.9%***

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des services judiciaires

Dossier # : 1197231061

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 36 482,84 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total du contrat de 403 447.28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses / Approuver la convention modifiant la convention de services professionnels.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique suivant:

FICHIERS JOINTS

Avenant_VMP-17-031.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Philippe EL OUARDI
Avocat
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Isabelle BUREAU
Avocate et chef de division
Tél : 514-872-2639
Division : Litige contractuel

CONVENTION DE MODIFICATION numéro 1
(Convention initiale approuvée par Résolution CE17 1211)

ENTRE : **Ville de Montréal**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 ;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Beaudoin Hurens inc.,** personne morale ayant sa principale place d'affaires au 13200 boul. Métropolitain Est Montréal, Québec, H1A 5K8, agissant et représentée par Louis-Pierre Gagnon, directeur de projets, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 143 123 495
N° d'inscription T.V.Q. : 102 269 4789

Ci-après appelée « **Cocontractant** »

tous les signataires ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE la Ville a octroyé au Cocontractant un contrat de 403 447,28 $ (ci-après la « **Convention initiale** ») par sa résolution CE17 1211 ;

ATTENDU QUE les parties souhaitent modifier la Convention initiale afin d'augmenter les honoraires payables au Contractant d'un montant de 36 482,84 $ incluant les taxes applicables sachant que l'échéancier de réalisation des travaux n'a pu être maintenu en raison d'entraves supplémentaires (projets privés), du remplacement des entrées au plomb (nouvelle réglementation) ainsi que des conflits avec les réseaux techniques urbains;

CONSIDÉRANT le *Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle* (18-038)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. Le budget d'honoraires maximal prévu dans la Convention initiale est augmenté d'un montant de 36 482.84 $, incluant toutes les taxes applicables.

2. L'article 8 de la Convention initiale est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

« Article 8 Honoraires
En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la ville s'engage à lui verser une somme maximale de quatre cent trente-neuf mille neuf cent

trente virgule douze dollars (439 930,12 $), couvrant tous les honoraires et les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable comme suit: Le Contractant doit soumettre ses comptes après chacune des étapes prévues pour la réalisation des présentes une fois que ses services auront été rendus.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.»

5. Toutes les autres conditions de la Convention initiale demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DES SIGNATURES CI-APRÈS :

Le e jour de 2020

Ville de Montréal

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

Beaudoin Hurens inc,

Par : _____
Louis-Pierre Gagnon, directeur de projets

Cette convention de modification a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de 2020 (résolution CE).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197231061

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 36 482,84 $, taxes incluses, pour compléter la surveillance des travaux d'infrastructures et d'aménagement des rues Anderson, de la Concorde et Burke dans le cadre du contrat de services professionnels VMP-17-031 accordé à GBi Experts-conseils inc. (anciennement Beaudoin Hurens inc. - CE17 1211), majorant ainsi le montant total du contrat de 403 447.28 $ à 439 930,12 $, taxes incluses / Approuver la convention modifiant la convention de services professionnels.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE 1197231061_V2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-20

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025
Division : Service des finances

CE : 20.011

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1193855003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 48 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres, d'une durée de 48 mois, avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public no 19-17816 :

Firme	Somme maximale	Contrat (Lot)
Englobe Corp.	2 547 735,62 $	1
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	2 215 644,13 $	2

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-01-26 21:14

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193855003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 48 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

La *Division de l'expertise et du soutien technique* (DEST) au sein de la *Direction des infrastructures* fournit des études et expertises géotechniques pour les projets réalisés par divers services corporatifs et arrondissements de la Ville. Le volet de la caractérisation environnementale des sols fait également partie intégrante de ces études. La réalisation de travaux de construction et de rénovation d'infrastructures municipales, incluant les conduites d'eau et d'égout, les bassins de rétention d'eau pluviale et les structures routières requiert ces études en vue de produire les plans et devis. Des études géotechniques peuvent également être nécessaires pour les travaux d'aménagement ou de mise en valeur de sites par les différents services et arrondissements de la Ville. Les études peuvent inclure des expertises pour des fondations, des excavations, du contrôle et du suivi en cours de travaux, etc.
En raison de l'ampleur des demandes adressées à la *Division de l'expertise et du soutien technique,* cette dernière doit faire appel à des firmes spécialisées en géotechnique afin de répondre aux besoins. Plusieurs projets se réalisent concurremment et la majorité des études doivent être réalisées en amont, afin d'intégrer les résultats aux devis de construction ou d'aménagement. Par ailleurs, le processus d'appel d'offres et d'octroi d'un contrat ponctuel à un consultant spécialisé ne peut être complété à l'intérieur de courts délais imposés entre le moment où les crédits deviennent disponibles et le démarrage d'un projet. Cette situation occasionnerait des retards au démarrage des travaux de construction et pourrait même parfois les reporter d'une (1) saison, d'où l'importance d'avoir des ententes-cadre opérationnelles.

Les enveloppes budgétaires des ententes-cadre conclues en 2018 (CG18 0364) sont presque totalement engagées suite à une très forte demande des requérants conséquente aux investissements importants de la Ville dans le domaine des infrastructures de même

qu'à une complexité accrue de la nature des projets. Pour pallier à cette problématique, il a été décidé de procéder à un appel d'offres public permettant de retenir les services de quatre (4) firmes, sélectionnées sur la base de leur pointage technique et de leur enveloppe de prix. Il s'agit donc d'une sélection de firmes qui, selon les besoins, auront à réaliser, à la demande et sous le contrôle de la *Division de l'expertise et du soutien technique,* différents mandats d'études et d'expertises géotechniques ainsi que de caractérisations environnementales. L'ensemble des mandats ne pourra excéder les enveloppes maximales autorisées.

L'appel d'offres no 19-17816 a été publié sur le site électronique SEAO ainsi que dans le journal papier Le Journal de Montréal. Le détail du processus est décrit à l'intervention du *Service de l'approvisionnement.*

Addenda no 1 (8 novembre 2019)
Addenda no 2 (12 novembre 2019)
Addenda no 3 (14 novembre 2019)

Trois (3) addendas ont été publiés entre les 8 et 14 novembre 2019 afin de répondre aux questions des soumissionnaires et d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges de certaines précisions apportées aux documents d'appel d'offres. Les questions soulevées par les soumissionnaires n'avaient pas d'impact sur le prix des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0364 - 21 juin 2018 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes Englobe Corp. (1 731 740,80 $), Les Consultants S.M. inc. (1 511 685,21 $), SNC -Lavalin GEM Québec inc. (1 332 052,06 $) et Golder Associés ltée (1 102 391,80 $) totalisant une somme maximale de 5 677 869,87 $, taxes incluses, pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales, dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 18-16859 - Neuf (9) soumissionnaires - 1183855001;
CG17 0207 - 18 mai 2017 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : GHD Consultants Ltée (1 521 665,96 $), WSP Canada inc. (1 364 187,57 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (1 177 180,74 $) totalisant une somme maximale de 4 063 034,27 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et de caractérisation environnementale dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public no 17-15901 - Sept (7) soumissionnaires - 1173855001;

CG14 0593 - 18 décembre 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les trois (3) firmes suivantes : Inspec-Sol inc. (1 383 275,72$), LVM une Division d'EnGlobe Corp. (1 234 754,35$) et Groupe Qualitas inc. (1 096 615,45$) totalisant une somme maximale de 3 714 645,52$ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville - Appel d'offres public 14-13536 - Six (6) soumissionnaires - 1143855007;

CG13 0130 - 25 avril 2013 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les quatre (4) firmes suivantes : Inspec-Sol inc. (3 054 155,66$), Les Consultants S.M. inc. (2 347 628,54$), LVM inc. (1 626 853,71$) et Groupe Qualitas inc. (903 979,44$) totalisant une somme maximale de 7 932 614,35$ (taxes incluses) afin de réaliser des études géotechniques et de caractérisation environnementale, de préparer des plans et devis de réhabilitation et d'effectuer la surveillance environnementale de travaux de décontamination de sites qui seront requis par les services corporatifs ou les arrondissements - Appel d'offres public 12-12250 - Dix (10) soumissionnaires - 1133855002.

DESCRIPTION

La Ville désire retenir les services professionnels de consultants spécialisés en géotechnique. Les services professionnels demandés sont, sans s'y limiter, les suivants :

- la réalisation d'études géotechniques;
- la réalisation d'expertises géotechniques;
- le soutien technique en cours de construction.

Le volet environnemental complémentaire à ces études et expertises géotechniques comprend les éléments suivants :

- la réalisation d'études de caractérisation environnementale;
- la préparation de plans de réhabilitation environnementale, de demandes de permis et de certificat d'autorisation à déposer au Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC);
- la surveillance de travaux de réhabilitation environnementale et de gestion des sols.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public no 19-17816, il est recommandé de retenir les services des deux (2) firmes suivantes :

CONTRAT (Lot) 1 : Englobe Corp.	2 547 735,62 $ (taxes incluses)
CONTRAT (Lot) 2 : SNC-Lavalin GEM Québec inc.	2 215 644,13 $ (taxes incluses)
Total :	**4 763 379,75 $ (taxes incluses)**

À la lumière du rapport SMCE125309007 de la *Commission permanente sur l'examen des contrats,* le montant maximal des enveloppes budgétaires de ces ententes-cadres a été établi au prix des soumissions des adjudicataires recommandés.

JUSTIFICATION

La réalisation de projets de construction et de rénovation d'infrastructures municipales, d'aménagement de divers sites par la *Direction des infrastructures* ainsi que par les services corporatifs et les arrondissements de la Ville, nécessite des études et des expertises géotechniques. La DEST doit fournir ces services dans le cadre de sa mission, mais ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'être en mesure de remplir les mandats qui lui sont confiés, la DEST de la Ville doit donc constituer une réserve de firmes auxquelles elle fait appel, selon des tarifs fixes soumissionnés et concurrentiels. Les enveloppes budgétaires des ententes-cadres en vigueur (octroyées en 2018) sont presque totalement engagées sur des projets en cours. Il est donc requis de conclure le plus tôt possible de nouvelles ententes-cadre afin d'assurer la réalisation des études et expertises géotechniques, incluant la caractérisation environnementale au besoin.

Documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que quatre (4) contrats (lots) soient attribués par ordre décroissant de leur valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. Dans les bordereaux des prix, les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires d'une part à taux horaire par catégorie d'employés, tandis que les

dépenses sont admissibles selon des taux unitaires pour la réalisation des travaux de sondages, les analyses chimiques et les essais de laboratoire.

Estimations

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission. Le nombre d'heures indiquées pour chacune des ententes-cadres pour chacune des catégories d'employés est basé sur les besoins estimés et est utilisé aux fins d'un scénario de comparaison des soumissions. Pour les estimations, une analyse basée sur le juste prix de services similaires a été faite.

Analyse des soumissions

Un total de sept (7) soumissions ont été reçues dans le cadre de l'appel d'offres. Elles ont toutes été jugées recevables. Les sept (7) soumissions jugées recevables ont été soumises au comité de sélection, formé de cinq (5) personnes, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le *Service de l'approvisionnement* et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.

Le comité de sélection s'est rencontré le mercredi, 18 décembre 2019, à 10 h 00 au 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Les offres de services des firmes Les Services exp inc., FNX-INNOV inc. et Solmatech inc. ont été jugées non conformes, le pointage intérimaire de 70% n'ayant pas été obtenu par ces firmes.

Par ailleurs, tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, si la soumission présentée est retenue pour un des lots, elle est automatiquement rejetée pour les lots suivants et toutes les offres financières (enveloppes B) déposées pour ces autres lots sont retournées au soumissionnaire sans être ouvertes. Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de leur valeur. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à l'équipe qui obtient le plus haut pointage final. Les sept (7) soumissionnaires n'ont présenté qu'une (1) seule équipe.

Contrat (Lot) 1 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
Englobe Corp.	**75,7**	**0,493**	**2 547 735,62 $**
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	71,0	0,486	2 487 689,93 $
Groupe ABS inc.	70,3	0,421	2 857 251,77 $

WSP Canada inc.	75,0	0,355	3 516 829,55 $
Dernière estimation réalisée à l'interne			2 259 532,39 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation) Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 10 0*			288 203,23 $ 12,7 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*			-60 045,69 $ -2,4 %

Contrat (Lot) 2 :

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	**71,0**	**0,546**	**2 215 644,13 $**
Groupe ABS inc.	70,3	0,473	2 543 067,06 $
WSP Canada inc.	75,0	0,399	3 136 010,10 $
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le Lot 1		
Dernière estimation réalisée à l'interne			2 012 101,59 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			203 542,54 $ 10,1 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%)			327 422,93 $ 14,8 %

((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100	

Contrat (Lot) 3 : ANNULÉ

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
Groupe ABS inc.	**70,3**	**0,541**	**2 223 643,52 $**
WSP Canada inc.	75,0	0,462	2 705 570,77 $
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le Lot 1		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le Lot 2		
Dernière estimation réalisée à l'interne			1 758 754,18 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			464 889,34 $ 26,4 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*			481 927,25 $ 21,7 %

Contrat (Lot) 4 : ANNULÉ

Soumissions conformes	Note intérimaire	Note finale	Total de la soumission (taxes incluses)
WSP Canada inc.	**75,0**	**0,541**	**2 308 706,39 $**
Englobe Corp.	Non conforme : Soumission retenue pour le Lot 1		
SNC-Lavalin GEM Québec inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le Lot 2		
Groupe ABS inc.	Non conforme : Soumission retenue pour le Lot 3		

Dernière estimation réalisée à l'interne			1 503 152,11 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			805 554,28 $ 53,6 %
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*			Non applicable Non applicable

Le détail de l'évaluation des soumissions est présenté à l'intervention du *Service de l'approvisionnement.*

Écarts avec les estimations

Les écarts entre les soumissionnaires ayant obtenu les meilleurs pointages finaux et les estimations internes sont présentés ci-après.

Contrat (Lot)	Écart ($)	Écart (%)
1	288 203,23	12,7
2	203 542,54	10,1
3	464 889,34	26,4
4	805 554,28	53,6

Les quatre (4) soumissions se situent à plus de 10 % des estimations réalisées. Deux (2) se situent au-delà de 25 % de l'estimation (Contrat (Lot) 3 avec Groupe ABS inc. et Contrat (Lot) 4 avec WSP Canada inc.).

De façon générale, les raisons justifiant les écarts observés pour les Contrats (Lots) 1 et 2 sont les suivantes :

- Les firmes étant très sollicitées, une augmentation des taux horaires du personnel a été constatée;
- Les adjudicataires n'étant pas propriétaires des équipements dédiés à la signalisation et à l'exécution des sondages, ils doivent avoir recours à des sous-traitants. Cependant, la quantité importante de chantiers de construction à Montréal monopolise les ressources des sous-traitants.

Pour ces raisons, les écarts de prix obtenus pour les Contrats (Lots) 1 et 2 sont jugés acceptables. Les soumissions des firmes Englobe Corp. et SNC-Lavalin GEM Québec inc. sont retenues pour les Contrats (Lots) 1 et 2.

Pour ce qui est de l'écart de 26,4 % observé pour le contrat (Lot) 3, une hausse marquée

du taux horaire pour l'item «Technicien» a été observée. Cette hausse de taux combinée à l'ajout de l'item «Assistant au chargé de projet», pour lequel un taux identique a été soumis, fait en sorte qu'il y a peu de différence avec le taux soumis pour le Chargé de projet. Cette situation n'est pas souhaitable ni représentative des taux usuels observés sur le marché. De plus, le taux unitaire pour le mètre de forage dans les sols semble également élevé par rapport au prix du marché et contribue à expliquer en partie l'écart.

Dans le cas du contrat (Lot) 4, un important écart de 53,6 % a été calculé par rapport à l'estimation réalisée pour ce contrat. En analysant les prix soumis au bordereau, des taux horaires plus élevés que les taux du marché sont remarqués pour l'ensemble des professionnels. De plus, les prix unitaires pour les forages dans le sol et dans le roc sont très élevés également. Par ailleurs, les prix journaliers pour mettre en place les planches de signalisation sont respectivement 4 et 3 fois plus élevés que l'estimation pour les articles 25 et 26 du bordereau des prix.

Pour ces raisons, les écarts de prix obtenus pour les Contrats (Lots) 3 et 4 n'apparaissent pas acceptables. En conséquence, les soumissions des firmes Groupe ABS inc. et WSP Canada inc. ne sont pas retenues.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1) conformément au décret no 795-2014 adopté le 24 septembre 2014. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de *l'Autorité des marchés publics (AMP) .* Englobe Corp. a obtenu le renouvellement de son attestation le 9 janvier 2020 et SNC-Lavalin GEM Québec inc., le 8 août 2019. Une copie de chaque attestation se retrouve en pièces jointes au dossier.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Le présent dossier répond à l'un des critères et à l'une des conditions préalables à sa présentation devant la *Commission permanente sur l'examen des contrats.* Selon les dépenses prévisionnelles, les Contrats (Lots) 1 et 2 de services professionnels des firmes Englobe Corp. et SNC-Lavalin GEM Québec inc. sont supérieurs à 1 000 000 $ et un des adjudicataires (SNC-Lavalin GEM Québec inc., anciennement Groupe Qualitas inc.) en est à son cinquième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Chaque entente-cadre attribuée permettra de couvrir les mandats d'études et expertises géotechniques et de caractérisation environnementale de plusieurs projets. Ces mandats feront l'objet d'une autorisation de dépense en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'ententes-cadres et seront confiés à l'aide de «bons de commande» dont les crédits proviendront des budgets déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux et/ou arrondissements).
Ces ententes pourraient donc se traduire par des dépenses d'agglomération dans le cadre de travaux réalisés sur le réseau cyclable pan-montréalais ou de travaux réalisés sur les conduites principales d'égout et d'aqueduc.

La *Division de l'expertise et du soutien technique* s'assurera de la disponibilité des crédits et du suivi des enveloppes.

La dépense maximale de 4 763 379,75 $, taxes incluses, pour les deux (2) ententes-cadres, représente un coût total maximal de 4 349 600,62 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les ententes-cadre permettront une gestion responsable des sols contaminés. En effet, le volet de caractérisation environnementale des sols permettra de s'assurer que les exigences réglementaires en matière de gestion des sols contaminés soient rencontrées.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'impact majeur de cette décision sera d'assurer, par le biais de ces services professionnels, la réalisation d'études et d'expertises géotechniques, incluant la caractérisation environnementale des sols, nécessaires à la rédaction des plans et devis des travaux de construction des infrastructures.
Dans l'éventualité où un refus d'octroyer les contrats est obtenu, la DEST ne sera plus en mesure d'assumer sa mission qui est d'offrir des services d'expertises auprès de ses requérants (services corporatifs et arrondissements).

D'autre part, dans l'éventualité où un retard est observé dans l'octroi des contrats, la DEST devra, pour des mandats inférieurs à 101 100 $ (taxes incluses), procéder via des mandats gré à gré, ce qui nécessite un traitement administratif supplémentaire et un délai ne permettant pas de répondre aux besoins des requérants dans les délais fixés.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 31 mai 2020, soit la date de la validité de la soumission, les soumissionnaires ayant obtenu le plus haut pointage final pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Commission permanente sur l'examen des contrats : février 2020
Octroi des contrats : suite à l'adoption du présent dossier
Début des services : mars 2020
Fin des services : quarante-huit (48) mois à partir de la date d’envoi de l’avis d’adjudication aux adjudicataires ou jusqu’à épuisement du montant maximal du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève DUFOUR
Ingénieure

Tél : 514 872-3548
Télécop. : 514 872-0708

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-16

Sylvain ROY
C/d Expertise et soutien technique

Tél : 514 872-3921
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-01-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-01-24

Le 9 janvier 2020

ENGLOBE CORP.
A/S MONSIEUR ALAIN ROBICHAUD
505, BOUL DU PARC-TECHNOLOGIQUE
BUREAU 200
QUÉBEC (QC) G1P 4S9

Nº de décision : 2020-DAMP-1015
Nº de client : 2700022980

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

COENTREPRISE ENGLOBE/FNX-INNOV
COENTREPRISE LVM-INSPEC-SOL
COENTREPRISE LVM-QUALITAS
COENTREPRISE LVM-TECHNILSOL/QUALITAS
COENTREPRISE LVM-TECHNISOL/QUALITAS, UNE DIVIISON DE ENGLOBE CORP.
COENTREPRISE WIINIBEK/ENGLOBE
CONSORTIUM AQUA-TERRA
CONSORTIUM AQUA-TERRA, UNE DIVSION DE ENGLOBE CORP.
CONSORTIUM LVM-SHERMONT
CRANDALL, A DIVISION OF ENGLOBE COP.
CRANDALL, UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
DST CONSULTING, A DIVISION OF ENGLOBE CORP.
EG
ENGLOBE
ENGLOBE-LAMONT
EXCAVATION RENÉ ST-PIERRE INC, ENGLOBE CORP. EN CO-ENTREPRISE,OPÉRANT SOUS LE NOM DE KATHRYN SPIRIT DJV
GROUPEMENT ENGLOBE - GCNN
LES CONSULTANTS DST,UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
LVM/TECHNO REM
NUNATECH-ENGLOBE PARTNERSHIP
PARTENARIAT NUNATECH-ENGLOBE
STANTEC/ENGLOBE
TANKNOLOGIE
TANKNOLOGIE, UNE DIVISION D'ENGLOBE CORP.
TANKNOLOGY
TANKNOLOGY, A DIVISION OF ENGLOGE CORP.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ENGLOBE CORP. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **8 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 8 août 2019

SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC.
A/S MADAME ARDEN FURLOTTE
455, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
MONTRÉAL (QC) H2Z 1Z3

No de décision : 2019-DAMP-0659
N° de client : 3000197288

Objet : Renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous GROUPE QUALITAS et LABORATOIRE D'INSPECTION DE COUVERTURES L.J.C., UNE DIVISION DE GROUPE QUALITAS INC., le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SNC-LAVALIN GEM QUÉBEC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide jusqu'au **7 août 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1193855003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 48 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17816 PV.pdfSEAO _ Liste des commandes.pdf

19-17816 Tableau Résultat Global Final Contrat1 Englobe.pdf

19-17816 Tableau Résultat Global Final Contrat2 SNC REV.pdf

19-17816 Intervention suite à un Appel D'offres C1.pdf

19-17816 Intervention suite à un Appel D'offres C2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-22

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

19-17816 - Services professionnels pour des études et expertises géotechniques et caractérisations environnementales pour les services centraux et les arrondissements

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.	3,20	6,40	19,00	15,20	8,20	18,30	70,3	2 857 251,770 $	0,421	3
Englobe Corp	3,70	8,00	21,00	15,40	8,40	19,20	75,7	2 547 735,62 $	0,493	1
Les Services EXP Inc.	4,00	7,20	15,80	13,40	7,80	16,80	65,0			Non conforme
FNX-INNOV Inc.	3,70	6,40	16,00	13,20	8,00	18,80	66,1			Non conforme
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3,80	9,00	22,20	7,20	8,80	20,00	71,0	2 487 689,93 $	0,486	2
SOLMATECH Inc.	3,30	7,00	17,00	15,20	7,40	17,80	67,7			Non conforme
WSP Canada Inc.	3,40	7,00	20,20	16,00	8,00	20,40	75,0	3 516 829,55 $	0,355	4
0							-			#VALEUR!
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Eddy Dutelly**									

Comité	CONTRAT 1
Date	mercredi 18-12-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'Approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17816 — No du GDD : 1193855003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des études et expertises géotechniques et caractérisations environnementales pour les services centraux et les

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 3 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 18 - 12 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 14 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de réponses : 46,67

% de rejets : 42,86

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Les Services EXP Inc.	Note de passage inférieur à 70 %
FNX-INNOV Inc.	Note de passage inférieur à 70 %
Solmatech Inc.	Note de passage inférieur à 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 5 - 2020

Date d'échéance révisée : 31 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe ABS Inc.	2 857 251,77 $		
Englobe Corp	2 547 735,62 $	√	1
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	2 487 689,93 $		
WSP Canada Inc.	3 516 829,55 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme : Englobe Corp ayant obtenu le plus haut pointage. Des huits (8) autres firmes détentrices du cahier des charges, 4 n'avaient pas la capacité, le temps ou trouvaient certaines exigences restrictives. Quatre (4) firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY Le 20 - 1 - 2020

19-17816 - Services professionnels pour des études et expertises géotechniques et caractérisations environnementales pour les services centraux et les arrondissements

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Approche proposée 30%	Capacité de production et échéancier 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 10%	Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe 25%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe ABS Inc.	3,20	6,40	19,00	15,20	8,20	18,30	70,3	2 543 067,06 $	0,47	2
Englobe Corp	3,70	8,00	21,00	15,40	8,40	19,20	75,7		-	Non conforme
Les Services EXP Inc.	4,00	7,20	15,80	13,40	7,80	16,80	65,0			Non conforme
FNX-INNOV Inc.	3,70	6,40	16,00	13,20	8,00	18,80	66,1			Non conforme
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	3,80	9,00	22,20	7,20	8,80	20,00	71,0	2 215 644,13 $	0,55	1
SOLMATECH Inc.	3,30	7,00	17,00	15,20	7,40	17,80	67,7			Non conforme
WSP Canada Inc.	3,40	7,00	20,20	16,00	8,00	20,40	75,0	3 136 010,10 $	0,40	3
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly

Comité	CONTRAT 2
Date	mercredi 18-12-2019
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'Approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17816 — No du GDD : 1193855003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour des études et expertises géotechniques et caractérisations environnementales pour les services centraux et les

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 3 - 12 - 2019

Ouverture faite le : 3 - 12 - 2019

Date du comité de sélection : 18 - 12 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 14 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 15

Nbre de soumissions reçues : 7

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de réponses : 46,67

% de rejets : 57,14

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Englobe Corp	Non Conforme - Adjudicataire Contrat 1
Les Services EXP Inc.	Note de passage inférieure à 70 %
FNX-INNOV Inc.	Note de passage inférieure à 70 %
SOLMATECH Inc.	Note de passage inférieure à 70 %

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 31 - 5 - 2020

Date d'échéance révisée : 31 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe ABS Inc.	2 543 067,06 $		
SNC-Lavalin GEM Québec Inc.	2 215 644,13	√	2
WSP Canada Inc.	3 136 010,10 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 2 à la firme : SNC-Lavalin GEM Québec Inc. ayant obtenu le plus haut pointage. Des huits (8) autres firmes détentrices du cahier des charges, 4 n'avaient pas la capacité, le temps ou trouvaient certaines exigences restrictives. Quatre (4) firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY Le 20 - 1 - 2020

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 19-17816
Numéro de référence : 1316388
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour des études et expertises géotechniques et caractérisations environnementales pour les services centraux et les arrondissements

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
SNC-Lavalin GEM Québec inc.- Projet 125046 455, boul. René-Lévesque Ouest Montréal, QC, H2Z 1Z3 http://www.snclavalin.com/fr/environment-geosciences NEQ : 1166291337	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1659218)** 2019-10-31 10 h 22 **Transmission :** 2019-10-31 10 h 22	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Solmatech Inc. 97 rue de la Couronne Repentigny, QC, J5Z 0B3 NEQ : 1145544798	Madame Catherine Fortin Téléphone : 450 585-8592	**Commande : (1659020)** 2019-10-30 17 h 33 **Transmission :**	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-

		Télécopieur : 450 585-5500	2019-10-30 17 h 33	17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils ltée 100 Boul. Alexis-Nihon suite 110 Montréal, QC, H4M 2N6 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot . Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**Commande : (1658875)** 2019-10-30 14 h 21 **Transmission :** 2019-10-30 14 h 21	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon . Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1658766)** 2019-10-30 11 h 31 **Transmission :** 2019-10-30 11 h 31	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel Mode privilégié

				(devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1658733)** 2019-10-30 11 h **Transmission :** 2019-10-30 11 h	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	DEC INC 149B, rue Principale Saint-Sauveur, QC, J0R 1R6 http://www.decenviro.com NEQ : 1162082581	Monsieur Guillaume Dumais Téléphone : 450 222-76177 Télécopieur : 450 227-5377	**Commande : (1659184)** 2019-10-31 9 h 52 **Transmission :** 2019-10-31 9 h 52	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4	Madame Isabelle Langlois Téléphone	**Commande : (1659506)** 2019-10-31 15 h 59	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15

	http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	: 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Transmission :** 2019-10-31 15 h 59	h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Experts Geoconseils 1250, boul. René-Lévesque Ouest, Suite 2200 Montréal, QC, H3B 4W8 http://expertsgeoconseils.com NEQ : 1166516261	Madame Nouha Cherif Téléphone : 514 968-8564 Télécopieur : 514 934-4640	**Commande : (1660367)** 2019-11-04 11 h 24 **Transmission :** 2019-11-04 11 h 24	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1659008)** 2019-10-30 16 h 51 **Transmission :** 2019-10-30 16 h 51	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14

				2019-11-14 13 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Géninovation 1560 rue louvain O., suite 200 Montréal, QC, H4N3B3 http://www.geninovation.com NEQ : 1162801865	Monsieur Jean françois Séguin Téléphone : 438 794-4749 Télécopieur : 514 381-9502	**Commande : (1665899)** 2019-11-19 9 h 50 **Transmission :** 2019-11-19 9 h 50	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-19 9 h 50 - Téléchargement 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-19 9 h 50 - Téléchargement 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-19 9 h 50 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1662815)** 2019-11-11 9 h 07 **Transmission :** 2019-11-11 9 h 07	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-11 9 h 07 - Téléchargement 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Golder Associates Ltd. 7250, rue du Mile End, , 3e étage Montréal, QC, H2R 3A4 NEQ : 1145916293	Madame Lillian Borgal Téléphone : 905 567-4444 Télécopieur :	**Commande : (1659183)** 2019-10-31 9 h 52 **Transmission :** 2019-10-31 9 h 52	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Groupe ABS 17, rue de l'Industrie Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 NEQ : 1165977969	Monsieur Jean Elie Joseph (Appels d'offres) Téléphone : 450 435-9900 Télécopieur : 450 435-5548	**Commande : (1659003)** 2019-10-30 16 h 39 **Transmission :** 2019-10-30 16 h 39	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Le Groupe Solroc Inc. 4000, rue Griffith Montréal, QC, H4T 1A8	Monsieur Patrice Bedu	**Commande : (1659049)** 2019-10-31 7	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08

	NEQ : 1144077725	Téléphone : 514 737-6541 Télécopieur : 514 342-5855	h 11 **Transmission :** 2019-10-31 7 h 11	2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 8487, Avenue Albert-Louis-Van-Houtte Montréal, QC, H1Z 4J2 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1659849)** 2019-11-01 12 h 19 **Transmission :** 2019-11-01 12 h 19	3209684 - 19-17816_Add 1_2019-11-08 2019-11-08 15 h 16 - Courriel 3210679 - 19-17816_Add 2_2019-11-12 2019-11-12 15 h 56 - Courriel 3211908 - 19-17816_Add 3_2019-11-14 2019-11-14 13 h 07 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.012

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1193855003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division expertise et soutien technique
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 48 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires

Rapport - mandat1193855003.pdf

Dossier # :1193855003

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 27 février 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE193855003

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 48 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE193855003

Conclure des ententes-cadres de services professionnels, pour une durée de 48 mois, avec les deux (2) firmes suivantes : Englobe Corp. (2 547 735,62 $) et SNC-Lavalin GEM Québec inc. (2 215 644,13 $) totalisant une somme maximale de 4 763 379,75 $ (taxes incluses) pour réaliser des études et expertises géotechniques et des caractérisations environnementales dans le cadre de la réalisation des projets d'infrastructures des services corporatifs et des arrondissements de la Ville. Appel d'offres public no 19-17816 - Sept (7) soumissionnaires.

À sa séance du 5 février 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels (lots 1 et 2) d'une valeur de plus de 1 M$, dont :*
  - *l'un des adjudicataires (SNC-Lavalin GEM Québec inc., anciennement Groupe Qualitas inc.) en est à son cinquième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Le 12 février dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier, et ce, en plus de répondre à toutes les questions des commissaires.

La Commission retient que quatre soumissions sur sept étaient conformes et que toutes les entreprises soumissionnaires ont déposé des prix supérieurs à l'estimé. L'adjudicataire est celui qui a soumis le meilleur prix, et ce, fort probablement en raison de son expérience. Le Service a expliqué que l'écart de 10% était dû à l'extrême sollicitation du marché en ce moment, ce qui s'observe par l'augmentation des taux dans le cadre de plusieurs projets. Le Service a également expliqué que les équipes des différentes firmes sont en déficit de main-d'œuvre, et ce, en raison de nombreux départs à la retraite parmi les chargés de projet séniors. Le Service constate également un vide de diplômés ces 10 dernières années en ingénierie géotechnique, d'où l'idée d'offrir des stages à la Ville de Montréal.

D'autre part, la Commission salue la stratégie du Service qui a opté pour l'annulation de l'octroi des lots 3 et 4 en raison des soumissions trop élevées. En effet, les

commissaires voient d'un très bon œil le fait de ne pas avoir eu à retourner en appel d'offres dans le contexte actuel. Le grand nombre de mandats confiés aux entreprises sous ententes-cadres fait en sorte d'épuiser rapidement les banques d'heures qui y sont prévues, devançant ainsi l'échéance des ententes. Étant donné que quatre ententes-cadres en vigueur depuis 2018 viendront à échéance en 2020, il est possible d'espérer un contexte plus favorable pour lancer un nouvel appel d'offres en vue d'obtenir de meilleurs prix pour ces services professionnels au cours des années à venir.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat de services professionnels (lots 1 et 2) d'une valeur de plus de 1 M$, dont :*
  - *l'un des adjudicataires (SNC-Lavalin GEM Québec inc., anciennement Groupe Qualitas inc.) en est à son cinquième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE193855003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1193438036

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un amendement à l'entente de recherche et développement coopérative entre la Corporation de l'école polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CE18 0459), pour étendre le projet COLITREND à l'arrondissement de Verdun. Autoriser une contribution financière de 24 000 $ pour permettre la réalisation du projet.

Il est recommandé:
1 - d'approuver un amendement à l'entente de recherche et développement coopératif entre la Corporation de l'école polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CE18 0459), pour étendre le projet COLITREND à l'arrondissement Verdun;

2 - d'autoriser une contribution financière de 24 000 $ pour permettre la réalisation du projet.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-09 15:27

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193438036**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver un amendement à l'entente de recherche et développement coopérative entre la Corporation de l'école polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CE18 0459), pour étendre le projet COLITREND à l'arrondissement de Verdun. Autoriser une contribution financière de 24 000 $ pour permettre la réalisation du projet.

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2017, une subvention a été accordée par le Conseil de Recherches en Sciences Naturelles et Génie du Canada (CRSNG) à la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (Polytechnique), afin de réaliser le projet intitulé: «COLITREND : Monitoring E. coli dynamics at high temporal resolution in Canadian drinking water supplies using autonomous online measurement technology » (ci-après COLITREND).

Considérant l'intérêt du Service de l'eau pour l'amélioration de la gestion des eaux usées et potables lors d'événements de contamination causés par des précipitations intenses, Polytechnique avait sollicité la participation de la Ville à ce projet de recherche et développement. Le 21 mars 2018, le comité exécutif entérinait cette entente de collaboration (CE18 0459).

Dans le cadre de son projet de suivi de la qualité de l'eau à des fins récréotouristiques, la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau souhaiterait étendre cette entente à l'arrondissement de Verdun, afin d'acquérir une meilleure connaissance de la qualité de l'eau pendant les heures d'exploitation de la plage urbaine de Verdun. Pour cela, un amendement est requis à cette entente pour ajouter la contribution financière de la Ville de Montréal au projet COLITREND.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0459 - 21 mars 2018 - Approuver un projet d'entente entre la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal auquel interviennent le chercheur principal du département de génie civil, géologique et des mines de Polytechnique et des co-chercheurs universitaires relativement au projet « COLITREND : Monitoring E. coli dynamics at high temporal resolution in Canadian drinking water supplies using autonomous online measurement technology », définissant les conditions et modalités de réalisation du projet.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver un projet d'amendement modifiant le protocole d'entente de recherche et développement intervenu entre la Ville de Montréal et Polytechnique, afin de refléter l'appui financier fourni par la Ville de Montréal pour étendre le projet COLITREND à l'arrondissement de Verdun.

JUSTIFICATION

Cet amendement permettra à l'arrondissement de Verdun d'évaluer la faisabilité d'utiliser le ColiMinder pour mesurer la qualité bactériologique de l'eau pratiquement en temps réel. Si les résultats étaient probants, l'utilisation de cet instrument permettrait d'avoir une meilleure connaissance de l'état de la qualité de l'eau pendant les heures d'exploitation de la plage et, éventuellement d'optimiser les périodes d'ouverture.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Avec cet amendement, la Ville de Montréal par la Direction de l'épuration des eaux usées s'engage à verser à Polytechnique la somme totale de vingt-quatre mille dollars (24 000 $), montant non taxable, incluant 15 % de frais indirects de recherche, afin de permettre la réalisation du projet. La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas applicables à cette entente, car Polytechnique est considérée, en ce qui concerne les taxes, comme un organisme de bienfaisance.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La détection rapide d'une contamination bactérienne des eaux de surface utilisées à des fins récréatives ou comme source d'eau potable permettra d'implanter des mesures préventives et de gérer de façon optimale les risques pour la santé de la population.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les périodes de fermeture de la plage urbaine de Verdun sont fréquentes et majoritairement d'ordre préventif pendant ou après des épisodes de pluie ou lors de débordement des réseaux pluviaux ou sanitaires. L'utilisation du **ColiMinder** pour mesurer la qualité bactériologique de l'eau pourrait contribuer à optimiser les heures de baignade.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'amendement à l'entente de recherche et développement: 19 février 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain LARRIVÉE, Service de l'eau
Annie CARRIÈRE, Service de l'eau

Lecture :

Alain LARRIVÉE, 16 décembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-10

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2019-12-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-02-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1193438036

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Approuver un amendement à l'entente de recherche et développement coopérative entre la Corporation de l'école polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CE18 0459), pour étendre le projet COLITREND à l'arrondissement de Verdun. Autoriser une contribution financière de 24 000 $ pour permettre la réalisation du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Amendement No 1- Colitrend.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-04

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ ET À SA FORME
04 FEV. 2020
POUR DIRECTEUR ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

POLYTECHNIQUE MONTRÉAL
LE GÉNIE EN PREMIÈRE CLASSE

Amendement No 1

À l'entente de recherche et développement coopérative (l' « ENTENTE ») pour le projet intitulé « COLITREND : Monitoring E.COLI dynamics at high temporal resolution in Canadian drinking water supplies using autonomous online measurement technology »,

ENTRE **LA CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL,** corporation légalement constituée en vertu des lois de la Province de Québec, ayant sa place d'affaires au Campus de l'Université de Montréal - 2900, boul. Édouard-Montpetit – 2500, chemin de Polytechnique, Montréal (Québec) H3T 1J4, ci-après représentée par son Directeur du Bureau de la recherche et centre de développement technologique, Olivier Grenier, dûment autorisé à agir aux fins des présentes;

(ci-après appelée « **Polytechnique** »);

ET **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier dûment autorisés aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

(ci-après appelé la « **Ville de Montréal** »)

»);

(ci-après tous individuellement appelé la « **Partie** » et conjointement les « **Parties** »).

ATTENDU QUE la Ville de Montréal et Polytechnique ont conclu l'Entente le 21 mars 2018;

ATTENDU QUE Polytechnique étendra son projet à l'Arrondissement de Verdun de la Ville de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal souhaite contribuer financièrement au projet et que les parties souhaitent le refléter dans l'Entente par la voie de cet amendement.

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1. Préambule

Le préambule fait partie intégrante de cet Amendement No 1 comme si après récité au long.

Article 2. Modifications

2.1 L'Article 2.2 de l'Entente est modifié par l'ajout, après le paragraphe b), du paragraphe c) suivant :

« c) La Ville de Montréal s'engage à verser à Polytechnique la somme totale de VINGT-QUATRE MILLE dollars canadiens (24 000 $Can), incluant 15% de frais indirects de recherche, afin de permettre la réalisation du Projet. Cette somme sera payée à Polytechnique par la Ville de Montréal dans les trente (30) jours suivant l'envoi par Polytechnique d'une facture. La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas applicables à cette Entente, car Polytechnique est considéré, en ce qui concerne les taxes, comme un « organisme de bienfaisance ». »

2.2 L'Article 11.11 de l'Entente est remplacé par ce qui suit :

« 11.11. AVIS. Les avis fournis en vertu de la présente Entente se font par courrier recommandé, ou par messagerie, ou par courriel avec accusé de réception et de lecture, aux représentants autorisés de chacune des Parties, aux coordonnées suivantes des Parties:

Pour la **CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL**

Corporation de l'École Polytechnique de Montréal

Bureau de la recherche et Centre de développement technologique (BRCDT)

Campus Université de Montréal, 2900, boul. Édouard-Montpetit

2500, chemin de Polytechnique, Montréal (Québec), Canada, H3T 1J4

Représentant autorisé: M. Olivier Grenier

Directeur du BRCDT

Tél. : 514-340-4711 poste 5192

Courriel : olivier.grenier@polymtl.ca

Garder en copie : Sarah Dorner, Département génies civil, géologique et des mines

Tél.: (514) 340 4711 Poste 3951 /
Courriel sarah.dorner@polymtl.ca

Pour la **Ville de Montréal – direction de l'épuration des eaux usées**

Nom et coordonnées du contact administratif :

Bruno Hallé, directeur de l'épuration des eaux usées, 514-280-3706, bruno.halle@montreal.ca

Nom et coordonnées du contact scientifique :

Carole Fleury, conseillère scientifique, 514-280-4415, carole.fleury@montreal.ca

Adresse et coordonnées :

12001, boul. Maurice-Duplessis, Montréal, Québec, H1C 1V3

Pour **LA VILLE DE MONTRÉAL, direction de l'eau potable**

Nom et coordonnées du contact administratif :

Alain Larrivée, directeur de l'eau potable, 514 872-5090,

Alain.larrivee@montreal.ca

Nom et coordonnées du contact scientifique :

Annie Carrière, chef de section ingénierie d'usine, 514 872-7582,

annie.carriere@montreal.ca

Adresse et coordonnées

1555, rue Carrie-Derick, Montréal, Québec, H3C 6W2

»

Article 3. Autres dispositions

Les autres dispositions de l'Entente demeurent inchangées.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES AUX PRÉSENTES ONT SIGNÉ CET AMENDEMENT AUX DATES INDIQUÉES :

Pour la **CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL**	Pour **La VILLE DE MONTRÉAL**
Par : _____ Nom Olivier Grenier Titre Directeur BRCDT Date : _____	Par : _____ Nom Yves Saindon Titre Greffier Date : _____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193438036

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Approuver un amendement à l'entente de recherche et développement coopérative entre la Corporation de l'école polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal (CE18 0459), pour étendre le projet COLITREND à l'arrondissement de Verdun. Autoriser une contribution financière de 24 000 $ pour permettre la réalisation du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1193438036_DEEU_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-12

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgetaire
Tél : 514-280-4195
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1201213001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver huit (8) ententes de visibilité (commandite) pour la tenue du festival Montréal joue 2020 totalisant 28 743,75 $ (taxes incluses). Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 28 743,75 $ (taxes incluses).

Il est recommandé :
1. d'approuver huit (8) ententes de visibilité (commandite) pour la tenue du festival Montréal joue 2020 totalisant 28 743,75 $ (taxes incluses);

2. d'autoriser le directeur des bibliothèques, au Service de la culture, à signer lesdites ententes de visibilité (commandite) pour et au nom de la Ville de Montréal;

3. d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 28 743,75 $ (taxes incluses), à cette fin.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-10 11:35

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201213001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver huit (8) ententes de visibilité (commandite) pour la tenue du festival Montréal joue 2020 totalisant 28 743,75 $ (taxes incluses). Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 28 743,75 $ (taxes incluses).

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2013, le festival Montréal joue propose des activités de jeux de société, de jeux vidéo, de jeux de rôles et d'animations ludiques à la population montréalaise pour la semaine de relâche. Une initiative des Bibliothèques de Montréal, le festival vise à réaliser quatre (4) principaux objectifs :

- Célébrer la culture ludique globale et locale;
- Démocratiser le jeu en facilitant l'accès et l'initiation;
- Présenter les Bibliothèques de Montréal comme des lieux dynamiques, ludiques et rassembleurs;
- Intégrer les Bibliothèques de Montréal dans le bouillonnant écosystème local du jeu (créateurs, éditeurs, distributeurs, détaillants, pubs ludiques, etc.).

Pour ce faire, le festival se déploie dans de nombreux lieux situés sur le territoire des 19 arrondissements de la Ville de Montréal comme suit :

- Présent dans les 45 bibliothèques de la Ville;
- Présentation de plusieurs activités de grande envergure dans divers lieux comme la Nuit blanche à la Grande Bibliothèque, le Game Jam chez Montréal CoWork ou le Grand Événement au théâtre Paradox;
- 300 activités ludiques;
- Plus de 60 000 festivaliers en 2019.

La Banque Toronto Dominion (Groupe Banque TD) a été le principal partenaire et partenaire en titre du festival Montréal joue pour les éditions de 2016, 2017, 2018 et 2019. Sa contribution pour ces quatre (4) éditions s'élève à 180 000 $. À cela s'ajoute d'autres partenaires dont EA (Electronic Art), Randolph Pub Ludique, Square Enix, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0131 - 5 février 2020 : Approuver une entente de visibilité (commandite) entre le Groupe Banque TD et la Ville de Montréal, d'un montant de 53 000 $, taxes incluses, pour la tenue du festival Montréal joue qui se tiendra du 22 février au 8 mars 2020 / Autoriser un

budget additionnel de revenus et de dépenses
CE19 0325 - 27 février 2019 : 1. Approuver sept (7) ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 22 750 $ (plus taxes). 2. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal. 3- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 22 750 $

CE19 0228 - 13 février 2019 : 1. Approuver deux ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 12 000 $ (plus taxes) soit 2 000 $ (plus taxes) de Isart Digital ainsi que 10 000 $ (plus taxes) de Electronic Arts. 2. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal. 3- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 $.

CM12 1111 - 18 décembre 2012 : Offrir la gestion de projets avec des organismes publics, parapublics ou privés au réseau des bibliothèques de Montréal des 19 arrondissements en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

Résolutions des conseils d'arrondissements en lien avec la résolution CM12 1111 du 18 décembre 2012 : Accepter l'offre de service de la ville centre et mandater la Direction associée — Bibliothèques de la Direction de la culture et du patrimoine pour la gestion de projets avec des organismes publics, parapublics ou privés, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal **(voir pièce jointe au sommaire décisionnel)**.

DESCRIPTION

Les huit (8) partenaires sont des acteurs incontournables du milieu du jeu vidéo et du jeu de société de Montréal. Il est à noter que dans le cas du Collège LaSalle, ce dernier est représentés par Maxxum 360.

JUSTIFICATION

Les commandites des partenaires permettront d'étendre la portée du festival Montréal joue et de rejoindre plus de Montréalais(e)s dans le réseau des bibliothèques par le biais d'activités, d'animations et de rencontres pour faire découvrir les différents aspects du jeu et de la culture ludique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre ALLO PROF et la Ville de Montréal, une somme de MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (1 750 $), plus taxes sera versée à la Ville par ALLO PROF.

- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre ASMODEE et la Ville de Montréal, une somme de DEUX MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (2 750 $), plus taxes sera versée à la Ville par ASMODEE.

- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre CAMPUS ADN et la Ville de Montréal, une somme de DEUX MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (2 750 $), plus taxes sera versée à la Ville par CAMPUS ADN.

- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre École NAD-UQAC et la Ville de Montréal, une somme de DEUX MILLE

DOLLARS (2 000 $), plus taxes sera versée à la Ville par École NAD-UQAC.

- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre ELECTRONIC ARTS INC. et la Ville de Montréal, une somme de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000 $), plus taxes sera versée à la Ville par ELECTRONIC ARTS INC..

- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre COLLÈGE LASALLE et la Ville de Montréal, une somme de TROIS MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (3 750 $), plus taxes sera versée à la Ville par COLLÈGE LASALLE.
- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre RANDOLPH et la Ville de Montréal, une somme de QUATRE MILLE DOLLARS] (4 000 $), plus taxes sera versée à la Ville par RANDOLPH.
- Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de visibilité (commandite) entre SQUARE ENIX MONTRÉAL et la Ville de Montréal, une somme de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000 $), plus taxes sera versée à la Ville par SQUARE ENIX MONTRÉAL.

- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 25 000$ plus taxes, soit un total de 28 743.75 $ (taxes incluses) à cette fin, selon les informations contenues dans l'intervention du Service des finances.

Partenaires	Montants	Taxes	Total
ALLO PROF	1 750,00 $	262,06 $	2 012,06 $
ASMODEE	2 750,00 $	411,81 $	3 161,81 $
CAMPUS ADN	2 750,00 $	411,81 $	3 161,81 $
NAD-UQAC	2 000,00 $	299,50 $	2 299,50 $
ELECTRONIC ARTS INC.	4 000,00 $	599,00 $	4 599,00 $
COLLÈGE LASALLE	3 750,00 $	561,56 $	4 311,56 $
RANDOLPH	4 000,00 $	599,00 $	4 599,00 $
SQUARE ENIX	4 000,00 $	599,00 $	4 599,00 $
TOTAL	**25 000 $**	**3 743,75 $**	**28 743,75 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4^{e} pilier du développement durable et, en ce sens, ce projet contribue directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le festival Montréal joue est l'un des événements d'envergure centré sur la culture ludique à Montréal et au Québec. Il contribue à faire découvrir la richesse et la variété des jeux et la vigueur des créateurs d'ici dans ce domaine. Il contribue également à moderniser l'image des bibliothèques comme des lieux dynamiques et divertissants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Du 22 février au 8 mars 2020 : Tenue du festival Montréal joue

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle politique culturelle pour la période de 2017-2022. Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté.

Il s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-04

Lëa-Kim CHÂTEAUNEUF
Conseillère en ressources documentaires

Tél : 514 872-1775
Télécop. :

Chloé BARIL
Chef de division

Tél : 514 872-1609
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur de la Direction des bibliothèques et directeur du Service de la culture par intérim
Tél : 514 872-1608 ou 514 872-4600
Approuvé le : 2020-02-10

ENTENTE DE VISIBILITÉ (COMMANDITE)

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **RANDOLPH**, compagnie constituée sous l'autorité de Sébastien Nadeau, ayant des bureaux situés au 160, rue St-Viateur Est bureau 601 agissant et représentée par Gwenaëlle Salaün, Responsable marketing et communication, dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée « RANDOLPH »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE RANDOLPH contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Mme Gwenaëlle Salaün, Responsable marketing et communication chez RANDOLPH.
- Indiquer clairement RANDOLPH comme partenaire du jeu;
- Fournir à RANDOLPH une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires OR, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
    - Logos sur les outils promotionnels de l'évènement;
    - Logos de RANDOLPH dans la vidéo promo;
    - Logos de RANDOLPH dans la programmation papier;
    - Logos de RANDOLPH sur la page d'accueil du site web de Montréal joue;
    - Logos de RANDOLPH sur la page -*Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Fournir un kiosque double au Grand événement ainsi qu'un espace boutique;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de RANDOLPH uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. RANDOLPH s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de QUATRE MILLE DOLLARS] (4 000 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de RANDOLPH à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL	**RANDOLPH**
Par : Ivan Filion Directeur - Direction des bibliothèques	Par : Gwenaëlle Salaün Responsable marketing et communication

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR	ARGENT
	(Consulter la page 5 pour plus de détails)	
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ÉDITION
2020

PARTENAIRE OR

NOS ÉVÉNEMENTS

Le festival propose à ses partenaires OR de présenter un événement en y associant leur nom et leur logo. Les Partenaires OR, en plus des avantages des partenariats de base du festival Montréal joue, bénéficient également d'une visibilité spécifique à l'événement soutenu sur le site web du festival et ses réseaux sociaux.



Avantages pour les partenaires OR :

- Votre nom associé à l'événement,
- Votre logo sur tous les outils promotionnels de l'événement,
- Visibilité lors de l'événement (kiosque, bannière, marchandise, staff, etc.)
- Activation au choix (concours, animation, présentation sur scène, etc.),
- **Un événement à votre image!**

NOS ÉVÈNEMENTS	DESCRIPTION	COÛTS
GAME JAM	Concours de création de jeux.	*4 000$*
JOURNÉE DE RÉFLEXION	Conférences et ateliers sur le jeu.	*4 000$*
SOIRÉE DE JEUX À LA NUIT BLANCHE	Une zone d'animations ludiques pour la nuit blanche.	*8 000$*
GRANDE FÊTE DU JEU (TITRE DE TRAVAIL)	Un événement qui unit l'industrie du jeu vidéo et du jeu de société.	*10 000$*
5 À 7 DE LA GRANDE FÊTE	Un événement de lancement pour la Grande Fête.	*4 000$*
JEU D'ÉNIGME EN BIBLIOTHÈQUE	Une activité pour la famille dans 45 bibliothèques.	*5 000$*

ENTENTE DE VISIBILITÉ (COMMANDITE)

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **ELECTRONIC ARTS (CANADA), INC**., personne morale, ayant des bureaux situés au 2200, rue Stanley, 6e étage, Montréal, Québec, H3A 1R6, agissant et représentée par Ambre Lizurey, directrice des opérations, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée « EA »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE EA contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Mme Nina Borjian, Spécialiste de la communication et de l'engagement chez EA.
- Indiquer clairement EA comme partenaire du jeu;
- Fournir à EA une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires OR, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
    - Logos sur les outils promotionnels de l'évènement;
    - Visibilité in-situ;
    - Visibilité sur les réseaux sociaux identifiant @EA sur Instagram et Twitter, et @EA-Electronic Arts sur Facebook;
    - Logos de EA dans la vidéo promotionnelle;
    - Publicité d'une demie-page de EA dans la programmation papier;
    - Logos de EA sur la page *-Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Fournir un kiosque au Grand événement Montréal joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de EA uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. EA s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.

Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente et suite à la réception d'une demande d'émission de commandite.

- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de EA à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL	**ELECTRONIC ARTS INC.**
_____	_____
Par : Ivan Filion	Par : Ambre Lizurey
Directeur - Direction des bibliothèques	Directrice des opérations

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR	ARGENT
	(Consulter la page 5 pour plus de détails)	
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ÉDITION
2020

PARTENAIRE OR

NOS ÉVÉNEMENTS

Le festival propose à ses partenaires OR de présenter un événement en y associant leur nom et leur logo. Les Partenaires OR, en plus des avantages des partenariats de base du festival Montréal joue, bénéficient également d'une visibilité spécifique à l'événement soutenu sur le site web du festival et ses réseaux sociaux.



Avantages pour les partenaires OR :

- Votre nom associé à l'événement,
- Votre logo sur tous les outils promotionnels de l'événement,
- Visibilité lors de l'événement (kiosque, bannière, marchandise, staff, etc.)
- Activation au choix (concours, animation, présentation sur scène, etc.),
- **Un événement à votre image!**

NOS ÉVÈNEMENTS	DESCRIPTION	COÛTS
GAME JAM	Concours de création de jeux.	*4 000$*
JOURNÉE DE RÉFLEXION	Conférences et ateliers sur le jeu.	*4 000$*
SOIRÉE DE JEUX À LA NUIT BLANCHE	Une zone d'animations ludiques pour la nuit blanche.	*8 000$*
GRANDE FÊTE DU JEU (TITRE DE TRAVAIL)	Un événement qui unit l'industrie du jeu vidéo et du jeu de société.	*10 000$*
5 À 7 DE LA GRANDE FÊTE	Un événement de lancement pour la Grande Fête.	*4 000$*
JEU D'ÉNIGME EN BIBLIOTHÈQUE	Une activité pour la famille dans 45 bibliothèques.	*5 000$*

ENTENTE DE COMMANDITE

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE19
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **MAXXUM 360** (Pour le Collège LaSalle), ayant des bureaux situés au 1400 rue Du Fort, bureau 9000, Montréal, Québec, H3H 2T1 agissant et représentée par Caroline Gervais, Conseillère Principale Marketing, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée « MAXXUM 360 »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE MAXXUM 360 contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Mme Caroline Gervais, Conseillère Principale Marketing chez MAXXUM 360 (COLLÈGE LASALLE).
- Indiquer clairement COLLÈGE LASALLE comme partenaire du jeu;
- Avoir accès à un espace de 6X12 pieds lors du Grand Événement;
- Visibilité lors du Game Jam (bannière auto-portante fournie par le Collège LaSalle)
- Fournir à COLLÈGE LASALLE une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires Argent, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
    - Logos sur les outils promotionnels de l'évènement;
    - Logos de COLLÈGE LASALLE dans la vidéo promotionnelle;
    - Logos de COLLÈGE LASALLE dans la programmation papier;
    - Logos de COLLÈGE LASALLE sur la page -*Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de COLLÈGE LASALLE uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. MAXXUM 360 s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de TROIS MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (3 750 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5^{e} étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 30 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de COLLÈGE LASALLE à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival sous approbation de Maxxum 360.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2019.

VILLE DE MONTRÉAL	**MAXXUM 360**
_____	_____
Par : Ivan Filion	Par : Caroline Gervais
Directeur - Direction des bibliothèques	Conseillère Principale Marketing

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR	ARGENT
	(Consulter la page 5 pour plus de détails)	
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ENTENTE DE COMMANDITE

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **CÉGEP DE MATANE (CAMPUS ADN)**, Collège d'enseignement général et professionnel de Matane, association personnifiée constituée en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, L.R.Q., chapitre c-29, ayant des bureaux situés au 616 Avenue St Rédempteur, Matane, QC G4W 1L1, agissant et représentée par Isabelle Marazzani, coordonnatrice, dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée « CAMPUS ADN »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE CAMPUS ADN contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Isabelle Marazzani, coordonnatrice au CAMPUS ADN.
- Indiquer clairement CAMPUS ADN comme partenaire du jeu;
- Fournir à CAMPUS ADN une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires Argent, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
    - Logos sur les outils promotionnels de l'évènement;
    - Logos de CAMPUS ADN dans la vidéo promotionnelle;
    - Logos de CAMPUS ADN dans la programmation papier;
    - Logos de CAMPUS ADN sur la page -*Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Fournir un kiosque au Grand événement Montréal joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de CAMPUS ADN uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. CAMPUS ADN s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de DEUX MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (2 750 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de CAMPUS ADN à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL	**CAMPUS ADN**
_____	_____
Par : Ivan Filion	Par : Isabelle Marazzani
Directeur - Direction des bibliothèques	Coordonnatrice

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR	ARGENT
	(Consulter la page 5 pour plus de détails)	
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ENTENTE DE VISIBILITÉ (COMMANDITE)

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **ASMODEE CANADA**, compagnie constituée sous l'autorité de la loi sur les compagnies partie 1A (RLRQ, c. C-38), ayant des bureaux situés au 31 rue de la coopérative, Rigaud, Québec J0P 1P0 agissant et représentée par Cynthia Lanthier, coordonnatrice des évènements, dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée « ASMODEE »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE ASMODEE contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Cynthia Lanthier, coordonnatrice des évènements chez ASMODEE.
- Indiquer clairement ASMODEE comme partenaire du jeu;
- Fournir à ASMODEE une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires Argent, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
  - Logos sur les outils promotionnels de l'évènement;
  - Logos de ASMODEE dans la vidéo promotionnelle;
  - Logos de ASMODEE dans la programmation papier;
  - Logos de ASMODEE sur la page *-Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de ASMODEE uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. ASMODEE s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de DEUX MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (2 750 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de ASMODEE à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL	**ASMODEE CANADA**
_____	_____
Par : Ivan Filion	Par : Cynthia Lanthier
Directeur - Direction des bibliothèques	Coordonnatrice des évènements

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR *(Consulter la page 5 pour plus de détails)*	ARGENT
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ENTENTE DE VISIBILITÉ (COMMANDITE)

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **ALLOPROF**, organisme sans but lucratif ayant des bureaux situés au 1000 rue Fullum agissant et représentée par Eve Amabili-Rivet, gestionnaire des relations avec l'école et la communauté, dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

Ci-après appelée « ALLO PROF »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE ALLO PROF contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Eve Amabili-Rivet, gestionnaire des relations avec l'école et la communauté chez ALLOPROF.
- Indiquer clairement ALLO PROF comme partenaire du jeu;
- Fournir à ALLO PROF une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires Argent, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
    - Logos sur les outils promotionnels de l'évènement;
    - Logos de ALLO PROF dans la vidéo promotionnelle;
    - Logos de ALLO PROF dans la programmation papier;
    - Logos de ALLO PROF sur la page *-Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Fournir un kiosque au Grand événement Montréal joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de ALLO PROF uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. ALLO PROF s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de MILLE SEPT CENT CINQUANTE DOLLARS (1 750 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de ALLO PROF à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL	**ALLO PROF**
_____	_____
Par : Ivan Filion Directeur - Direction des bibliothèques	Par : Eve Amabili-Rivet Gestionnaire des relations avec l'école et la communauté

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR	ARGENT
	(Consulter la page 5 pour plus de détails)	
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ENTENTE DE COMMANDITE

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **ÉCOLE DES ARTS NUMÉRIQUES, DE L'ANIMATION ET DU DESIGN DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI (NAD-UQAC)**, personne morale de droit public instituée par lettres patentes en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (RLRQ, c. U-1), ayant des bureaux situés à l'Îlot Balmoral, 1501 rue de Bleury, 7e étage, Montréal, Québec, H3A 0H3 agissant et représentée par Christian Beauchesne, directeur général, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée « NAD-UQAC »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE NAD-UQAC contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Mme Sarah Esteves, agente d'information chez NAD-UQAC.
- Indiquer clairement NAD-UQAC comme partenaire du jeu;
- Fournir à NAD-UQAC une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires Argent, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
  - Logo de NAD-UQAC sur les outils promotionnels de l'évènement;
  - Logo de NAD-UQAC dans la vidéo promo;
  - Logo de NAD-UQAC dans la programmation papier;
  - Logos de NAD-UQAC sur la page -*Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de NAD-UQAC uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. NAD-UQAC s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de DEUX MILLE DOLLARS (2 000 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de NAD-UQAC à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL	**NAD-UQAC**
_____	_____
Par : Ivan Filion	Par : Christian Beauchesne
Directeur - Direction des bibliothèques	Directeur général

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR *(Consulter la page 5 pour plus de détails)*	ARGENT
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ENTENTE DE VISIBILITÉ (COMMANDITE)

ENTRE **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE
du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « VILLE »

ET **SQUARE ENIX MONTRÉAL**, enregistré sous le nom d'Eidos Interactive Corporation, ayant des bureaux situés au 2001 rue McGill College, 16e étage, Montréal, Québec, H3A 1G1 agissant et représenté par Patrick Naud, Chef de studio, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée « SQUARE ENIX MONTRÉAL »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE SQUARE ENIX MONTRÉAL contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 8 mars 2020.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Marie-Michelle Do, Gestionnaire des communications chez SQUARE ENIX MONTRÉAL.
- Indiquer clairement SQUARE ENIX MONTRÉAL comme partenaire du jeu;
- Fournir à SQUARE ENIX MONTRÉAL une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires OR, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
    - Logos sur les outils promotionnels de l'évènement;
    - Logos de SQUARE ENIX MONTRÉAL dans la vidéo promotionnelle;
    - Logos de SQUARE ENIX MONTRÉAL dans la programmation papier;
    - Logos de SQUARE ENIX MONTRÉAL sur la page *-Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
- Fournir un kiosque au Grand événement
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de SQUARE ENIX MONTRÉAL uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. SQUARE ENIX MONTRÉAL s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de QUATRE MILLE DOLLARS (4 000 $), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de ***la Ville de Montréal***.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de SQUARE ENIX MONTRÉAL à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____2020.

VILLE DE MONTRÉAL	**SQUARE ENIX MONTRÉAL**
_____	_____
Par : Ivan Filion	Par : Patrick Naud
Directeur - Direction des bibliothèques	Chef de studio

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE_____).

ANNEXE 1

ÉDITION 2020

OFFRE DE PARTENARIAT*

	OR *(Consulter la page 5 pour plus de détails)*	ARGENT
MONTANT	*4 000 $ à 10 000 $*	*2 750 $ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR	✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	*1 000 $ à 2 500 $*
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :		
- PUBLICITÉ MÉDIA		
- AFFICHE	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 5 000 IMPRESSIONS	✓	

** Tous les montants sont sujets à des taxes.*

*** Pour les entreprises de 100 employé(e)s et moins, réduction à 2 000 $ et possibilité de fournir une partie en biens*

ÉDITION
2020

PARTENAIRE OR

NOS ÉVÉNEMENTS

Le festival propose à ses partenaires OR de présenter un événement en y associant leur nom et leur logo. Les Partenaires OR, en plus des avantages des partenariats de base du festival Montréal joue, bénéficient également d'une visibilité spécifique à l'événement soutenu sur le site web du festival et ses réseaux sociaux.



Avantages pour les partenaires OR :

- Votre nom associé à l'événement,
- Votre logo sur tous les outils promotionnels de l'événement,
- Visibilité lors de l'événement (kiosque, bannière, marchandise, staff, etc.)
- Activation au choix (concours, animation, présentation sur scène, etc.),
- **Un événement à votre image!**

NOS ÉVÈNEMENTS	DESCRIPTION	COÛTS
GAME JAM	Concours de création de jeux.	*4 000$*
JOURNÉE DE RÉFLEXION	Conférences et ateliers sur le jeu.	*4 000$*
SOIRÉE DE JEUX À LA NUIT BLANCHE	Une zone d'animations ludiques pour la nuit blanche.	*8 000$*
GRANDE FÊTE DU JEU (TITRE DE TRAVAIL)	Un événement qui unit l'industrie du jeu vidéo et du jeu de société.	*10 000$*
5 À 7 DE LA GRANDE FÊTE	Un événement de lancement pour la Grande Fête.	*4 000$*
JEU D'ÉNIGME EN BIBLIOTHÈQUE	Une activité pour la famille dans 45 bibliothèques.	*5 000$*

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201213001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Objet :	Approuver huit (8) ententes de visibilité (commandite) pour la tenue du festival Montréal joue 2020 totalisant 28 743,75 $ (taxes incluses). Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 28 743,75 $ (taxes incluses).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds - GDD 1201213001 .xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Julie NICOLAS
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-7660
Division : Service des finances , Direction des revenus

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1197000004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12). Autoriser à cette fin une dépense de 980 902,31 $ (conception et travaux: 963 656,06 + incidences: 17 246,25 $), taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'approuver l'entente subsidiaire de collaboration entre la Ville de Montréal et le ministère des transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent;
2. d'autoriser à cette fin une dépense de 963 656,06 $, taxes incluses, conformément à l'entente;
3. d'autoriser une dépense de 17 246,25 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-04 17:28

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197000004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12). Autoriser à cette fin une dépense de 980 902,31 $ (conception et travaux: 963 656,06 + incidences: 17 246,25 $), taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 a été construit en 1975. Cette structure comporte 2 voies de circulation par direction. Le plan de localisation de la structure actuelle est présenté en pièces jointes. La responsabilité de ce pont est partagée entre le ministère des Transports du Québec (MTQ) et la Ville de Montréal. La Loi sur la voirie prévoit que les éléments de ponts supportant les rues municipales et enjambant les emprises d'autoroutes du MTQ sont sous la responsabilité du MTQ à l'exception du pavage, des trottoirs et des dispositifs de retenue. Ces éléments relèvent des municipalités où ils sont situés. Les murs de soutènement le long de l'autoroute 13 sous la structure sont de la responsabilité du MTQ.

Au fil des années et des saisons, ces structures ont subi les effets agressifs d'éléments tels que les sels de déglaçage, les cycles de gel/dégel, l'augmentation du nombre et du poids des véhicules, les infiltrations d'eau et autres. Compte tenu de la détérioration des ouvrages, le MTQ a planifié la réfection des composantes de ces ouvrages qui sont sous sa responsabilité. Le MTQ a proposé à la Ville de réaliser un projet conjoint de réfection pour inclure des composantes sous la responsabilité de la Ville qui sont également fortement détériorées.

Le MTQ agira à titre de maître d'œuvre dans la réalisation de ce projet. Il est prévu que les travaux soient réalisés en 2020-2021. À cet effet, un protocole d'entente subsidiaire a été préparé conjointement par le MTQ et la Ville de Montréal afin d'encadrer le partage des responsabilités et des coûts du projet. Cette entente subsidiaire complète l'entente-cadre de collaboration (No 201200) approuvée en novembre 2017 (CE17 1892) par l'ajout de clauses spécifiques au projet, notamment le partage des coûts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1892-- 29 novembre 2017 : Approuver l'entente-cadre (numéro 201200) entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec (MTMDET) pour la coordination de divers travaux sur des ponts d'étagement situés sur le territoire de la Ville de Montréal (numéro GDD : 1177000003);

DESCRIPTION

Il s'agit d'approuver l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre la Ville de Montréal et le MTQ relative aux travaux de réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de murs de soutènement et d'autoriser une dépense de 980 902,31 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux, comprenant tous les frais accessoires assumés par la Ville. Conformément à l'entente subsidiaire de collaboration (numéro 201560), les frais reliés aux travaux de réparation du pont seront partagés entre le MTQ et la Ville. Le détail dudit partage est présenté à l'article 5 du protocole d'entente subsidiaire.
Les travaux à la charge de la Ville de Montréal consistent principalement, sans s'y limiter, à :

· reconstruire les trottoirs nord et sud du pont;

· remplacer les glissières;

· effectuer des travaux de pavage aux approches du pont

Dans une optique de bonifier la mobilité active dans le secteur et d'assurer les déplacements des usagers de façon plus sécuritaire et confortable, il a été décidé d'élargir le trottoir nord présentement de 1,8 mètres à 2,5 mètres.

JUSTIFICATION

Les trottoirs et les glissières du pont sont détériorés (éclatement et désagrégation du béton, armature apparente) et doivent être reconstruits.
La réalisation des travaux conjointement avec le MTQ permet de minimiser les impacts sur la circulation, de mettre à profit les ressources du MTQ ainsi que celles de la Ville et de diminuer globalement les coûts reliés à l'organisation de chantier, au maintien de la circulation et à la gestion du projet.

Dans ce contexte, et selon l'article 32 de la Loi sur la voirie, une entente est requise afin d'encadrer le partage des responsabilités et des coûts du projet entre les parties. L'entente-cadre de collaboration approuvée en 2017 décrit les exigences générales pour les projets conjoints, pris en charge par le MTQ en tant que maître d'œuvre, sur des structures à juridiction partagée. L'entente subsidiaire du présent dossier complète l'entente-cadre de collaboration par l'ajout de clauses spécifiques au projet, notamment les modalités financières.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût global du projet est estimé à un montant de 8 242 546,25 $, taxes incluses (7 168 990 $ excluant les taxes).
Ce montant comprend les services professionnels de conception et d'assistance technique, la surveillance, la réalisation des travaux, ainsi que le contrôle qualitatif en chantier. La contribution de la Ville pour le projet est estimée à 963 656,06 $, taxes incluses, (838 144 $ excluant les taxes) soit 12 % du coût des travaux.

Cette dépense totale représente un coût net de 879 946,43 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale. Ce montant étant un estimé, le coût total final du projet ne sera connu que lorsque les travaux seront complétés par le MTQ. Advenant le cas où il s'avère plus élevé que le montant estimé, des crédits supplémentaires seront demandés pour majorer la contribution de la Ville.

L'ensemble de cette dépense sera payé par le MTQ qui se fera rembourser par la Ville suite à l'émission des factures des différents travaux et services rendus dans le cadre du présent dossier.

Un budget de 17 246,25 $ incluant les taxes (15 000 $ excluant les taxes) est également requis en incidences techniques pour la gestion d'impact par la Ville dont notamment la modification des feux de circulation du secteur. Cette dépense totale représente un coût net de 15 748,13 $, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le coût total maximal de ce contrat de 980 902,31 $ (taxes incluses) sera assumé comme suit :

Un montant net maximal de 895 694,56 $ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 19-008 – «Travaux réfection, remplacement et réaménagement de structures routières» - # CM19 0223

Le budget requis pour donner suite à ce dossier sera priorisé à même l'enveloppe reçue pour le PTI 2020-2022 de la Direction de la mobilité, du Service de l'urbanisme et de la mobilité au Programme de réfection des structures routières - 46000 pour 2020 et 2021.

La dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Le montant net global relié au présent dossier s'élève donc à 895 694,56 $ (879 946,43 $ + 15 748,13 $) et est réparti comme suit:.

· 2020: conception, travaux, assistance technique, surveillance et incidences : 490 451,16 $ taxes incluses, soit 447 847,28 $ net de ristournes.

· 2021: travaux, assistance technique, surveillance et incidences : 490 451,16 $ taxes incluses, soit 447 847,28 $ net de ristournes.

Le budget sera géré par la Direction des infrastructures du SIRR.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation des divers projets de réfection de structures prévus par la Ville de Montréal permet d'assurer la pérennité des ouvrages d'art et d'améliorer la mobilité et la sécurité des citoyens sur le territoire montréalais.
Dans une optique de bonifier la mobilité active dans le secteur et d'assurer les déplacements des usagers de façon plus sécuritaire et confortable, il a été décidé d'élargir le trottoir nord présentement de 1,8 mètres à 2,5 mètres.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où le protocole d'entente subsidiaire serait retardé ou refusé, la collaboration entre le MTQ et la Ville pourrait être compromise. Cette situation aurait pour effet d'affecter la coordination de l'ensemble des projets sur l'Île de Montréal.
En outre, le MTQ pourrait refuser d'inclure dans le projet le remplacement des trottoirs et des glissières, lesquels éléments sont sous l'entière responsabilité de la Ville. Le cas échéant, ces travaux devraient faire l'objet d'un appel d'offres séparé et indépendant de

celui du MTQ, ayant pour conséquence l'augmentation des coûts du projet. Par ailleurs, la multiplication des fermetures impliquerait que les usagers de la route et les citoyens subiraient davantage les désagréments reliés aux travaux.

Impact durant les travaux:

Durant les travaux, le pont sera ouvert à la circulation avec des restrictions de voies. Ces fermetures et ces travaux seront effectués conformément aux exigences de l'arrondissement Saint-Laurent et du MTQ. Un lien piéton demeura ouvert à la circulation en tout temps.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les opérations de communication seront effectuées par le MTQ.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de l'entente : hiver 2020
Fin de conception par le MTQ: printemps 2020;
Appel d'offres pour travaux par le MTQ: printemps 2020;
Début des travaux: été 2020;
Fin des travaux : automne 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-01-15
David BOISSINOT	Jean CARRIER	

Ingénieur

Tél : 514 872-9205
Télécop. : 514-872-4965

Chef de division

Tél : 514 872-0407
Télécop. : 514-872-4965

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-02-03

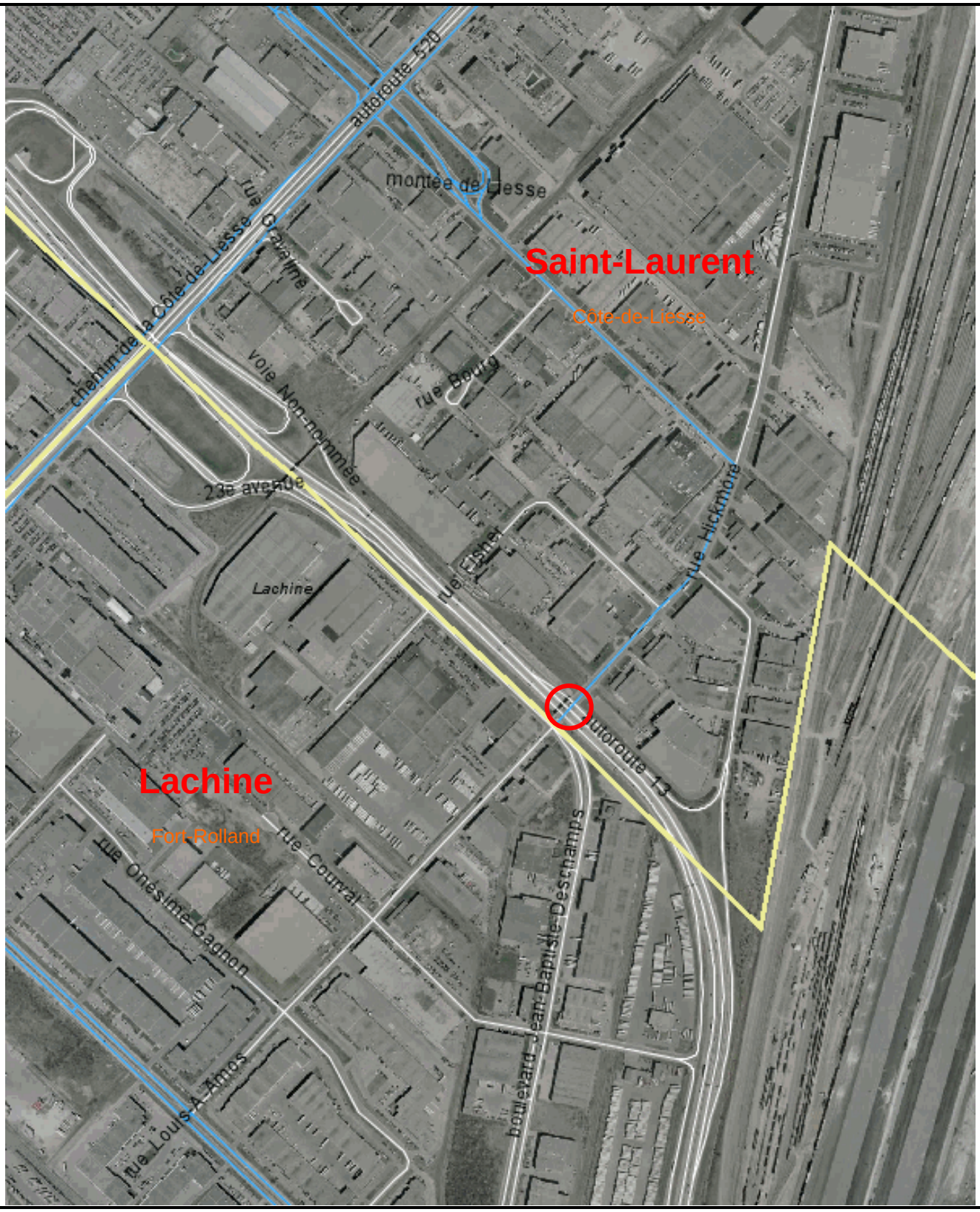
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-04

Montréal

Localisation

Structure no :	**81-3221**	Nom :	**P.E. Rue Hickmore / Aut. 13**
Préparé par :	**Lyse Renaud, ing., M.Sc.A.**	Date :	**19 août 2009**



ENTENTE SUBSIDIAIRE N^{o} 201560

Identification : Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos et de deux murs de soutènement situés sur l'autoroute 13.

Ville : Montréal
No projet : 154140802

ENTRE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

représenté pat le ministre des Transports, monsieur François Bonnardel, dûment autorisé en vertu de la *Loi sur le ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28) et de la Loi sur la voirie (RLRQ, chapitre V-9), lui-même représenté par monsieur Jean Villeneuve, sous-ministre adjoint aux territoires, autorisé à signer en vertu du *Règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère des Transports* (RLRQ, chapitre M-28, r. 6),

ci-après appelé le « Ministre »,

ET

VILLE DE MONTRÉAL,

personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution dont une copie est jointe à l'annexe A de la présente entente subsidiaire,

ci-après appelée la « Ville »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les parties ont conclu l'Entente-cadre No 201200 le 25 mars 2018, par laquelle elles se sont engagées à conclure une Entente subsidiaire particulière pour la réalisation de chacun des Projets inscrits au Programme ou de tous travaux urgents requis sur des Ponts d'étagement.

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Dans la présente Entente subsidiaire, les termes ci-après ont le sens suivant, à moins que le contexte ne l'indique autrement :

Pont d'étagement : désigne le pont n° P-14553 et les murs n° P-14553A et P-15178A, dans les limites de la Ville, tel qu'illustré au plan de localisation reproduit à l'article 6 ci-après ;

Projet : désigne les réparations du Pont d'étagement et de deux murs de soutènement situés sur l'autoroute 13. Il représente l'ensemble des Activités énumérées à l'article 5 ci-après.

À moins d'indication contraire, les autres définitions de l'Entente-cadre s'appliquent.

1.2 Applicabilité

Toutes les dispositions de l'Entente-cadre No 201200, à l'exclusion des articles 3 et 6, s'appliquent et font partie intégrante de la présente Entente subsidiaire comme si elles y étaient reproduites au long.

2. OBJET

La présente Entente subsidiaire a pour objet la réalisation du Projet par le Ministre qui s'en est vu confier la gestion et qui est responsable de la réalisation des Activités dont l'exécution lui incombe selon l'article 5.

3. DURÉE ET ÉCHÉANCIER

3.1 Durée

La présente Entente subsidiaire entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin lorsque toutes les obligations qui en découlent auront été exécutées.

3.2 Échéancier

La réalisation du Projet est prévue au cours des années financières 2020-2021.

L'échéancier préliminaire du Projet sera transmis par le représentant ministériel au représentant municipal au plus tard quinze (15) jours après la signature de la présente Entente subsidiaire. Si des changements surviennent, le représentant ministériel transmettra une mise à jour de cet échéancier au représentant municipal dans les meilleurs délais.

4. MODALITÉS FINANCIÈRES

4.1 Coûts estimés de réalisation du Projet

Les coûts estimés de réalisation du Projet sont de sept millions cent soixante-huit mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars (7 168 990 $), excluant les taxes applicables.

4.2 Engagements financiers du Ministre

L'engagement financier du Ministre correspond à 88% des coûts estimés de réalisation du Projet tel que prévu à l'article 5, soit six millions trois cent trente mille huit cent quarante-six dollars (6 330 846 $)), excluant les taxes applicables, et ne pourra excéder ce montant sans une autorisation préalable des représentants autorisés du Ministre.

4.3 Engagements financiers de la Ville

L'engagement financier de la Ville correspond à 12% des coûts estimés de réalisation du Projet tel que prévu à l'article 5, soit huit cent trente-huit mille cent quarante-quatre dollars (838 144 $) , excluant les taxes applicables, et ne pourra excéder ce montant sans une autorisation préalable des instances décisionnelles de la Ville.

5. ACTIVITÉS DU PROJET 154140802 – Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos et de deux murs de l'autoroute 13

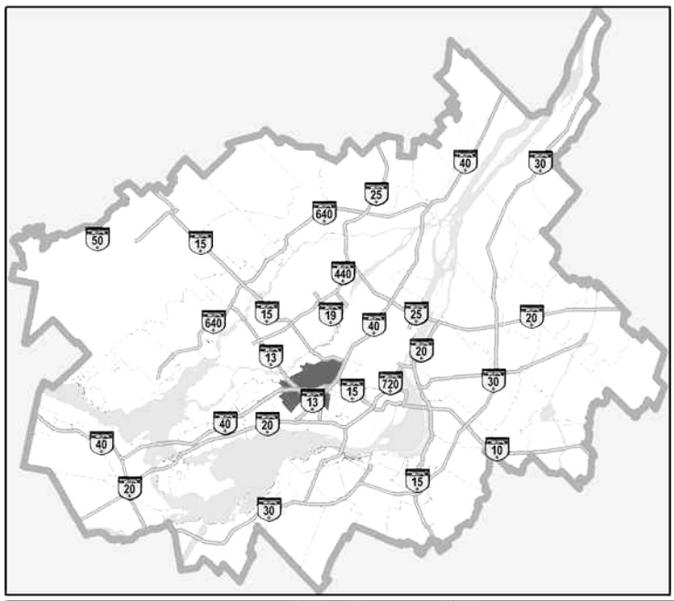
Structures : P-14553, 14553 A et 15178 A	EXÉCUTION	FINANCEMENT	
		Ville	MTQ
		%	%
1. ACTIVITÉS PRÉPARATOIRES			
1.1 Avant-projet préliminaire *	Ministre	0	100
1.2 Avant-projet définitif *	Ministre	20	80
1.3 Plans et devis préliminaires *	Ministre	20	80
1.4 Plans et devis définitifs *	Ministre	20	80
1.5 Plans d'arpentage complémentaires *	Ministre	20	80
1.6 Études de laboratoire	Ministre	12	88
2. ACTIVITÉS DE CONSTRUCTION			
2.1 Surveillance des travaux reliés au projet et contrôle qualitatif des matériaux et de l'utilisation de ces matériaux	Ministre	12	88
2.2 Assistance technique durant la construction	Ministre	20	80
2.3 Signalisation des travaux, conforme aux normes *Tome V – Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers* du Ministère, édition la plus récente, et maintien de la circulation sur le réseau routier dont le Ministère a la gestion	Ministre	0	100
2.4 Signalisation des travaux, conforme aux normes Tome V – Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers du Ministère, édition la plus récente, et maintien de la circulation sur le réseau routier dont la Ville a la gestion	Ministre	100	0
2.5 Terrassement, drainage et structure de la chaussée – A13	Ministre	0	100
2.6 Terrassement, drainage et structure de la chaussée – Hickmore/Louis-A. Amos	Ministre	100	0
2.7 Réparations des culées et colonnes, y compris les glissières à leur base	Ministre	0	100
2.8 Réparations de poutres, diaphragmes et dalle de tablier	Ministre	0	100
2.9 Remplacement des joints de tablier et des appareils d'appui	Ministre	0	100
2.10 Réfection des murs de soutènement P-15178A et P-14553A	Ministre	0	100
2.11 Système d'éclairage du Ministère	Ministre	0	100
2.12 Système de transport intelligent (STI)	Ministre	0	100
2.13 Marquage de la chaussée, remplacement d'enrobé bitumineux et mise en place de la membrane s'étanchéité	Ministre	0	100
2.14 Démolition et reconstruction des dispositifs de retenue (glissières de sécurité), des trottoirs, des côtés extérieurs de dalle et toutes les activités connexes liées à ces travaux	Ministre	100	0
2.15 Aménagements paysagers	Ministre	0	100
2.16 Conduits pour futures fibres optiques de feux de circulation	Ministre	100	0
2.17 Plans finaux de conception *	Ministre	20	80
2.18 Plans «tels que construits» *	Ministre	20	80
3. ENTRETIEN ET EXPLOITATION DES OUVRAGES ET DES INSTALLATIONS			
3.1 Trottoirs et future piste multifonctionnelle	Ville	100	0
3.2 Éclairage (réseau du Ministère)	Ministre	0	100
3.3 Conduits pour futures fibres optiques de feux de circulation (sur structure P-14553)	Ville	100	0
3.4 Dispositifs de retenue (garde-fous)	Ville	100	0
3.5 Structure P-14553 (pont) (sauf éléments de responsabilité municipale)	Ministre	0	100
3.6 Enrobé bitumineux, drainage et marquage (sur structure P-14553)	Ville	100	0
3.7 Structure P-14553A (mur de soutènement)	Ministre	0	100
3.8 Structure P-15178A (mur de soutènement)	Ministre	0	100

* Pour ces activités préparatoires, le partage du financement se fera au prorata du financement du coût total de l'effort réel réalisé par chacune des parties.

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de la présente annexe et y apposent leurs initiales :

_____ _____

6. PLAN DE LOCALISATION



Transports Québec

Objet : Réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis A. Amos (P-14553) et de deux murs de soutènements (P-14553A et P-15178A) situés sur l'A-13

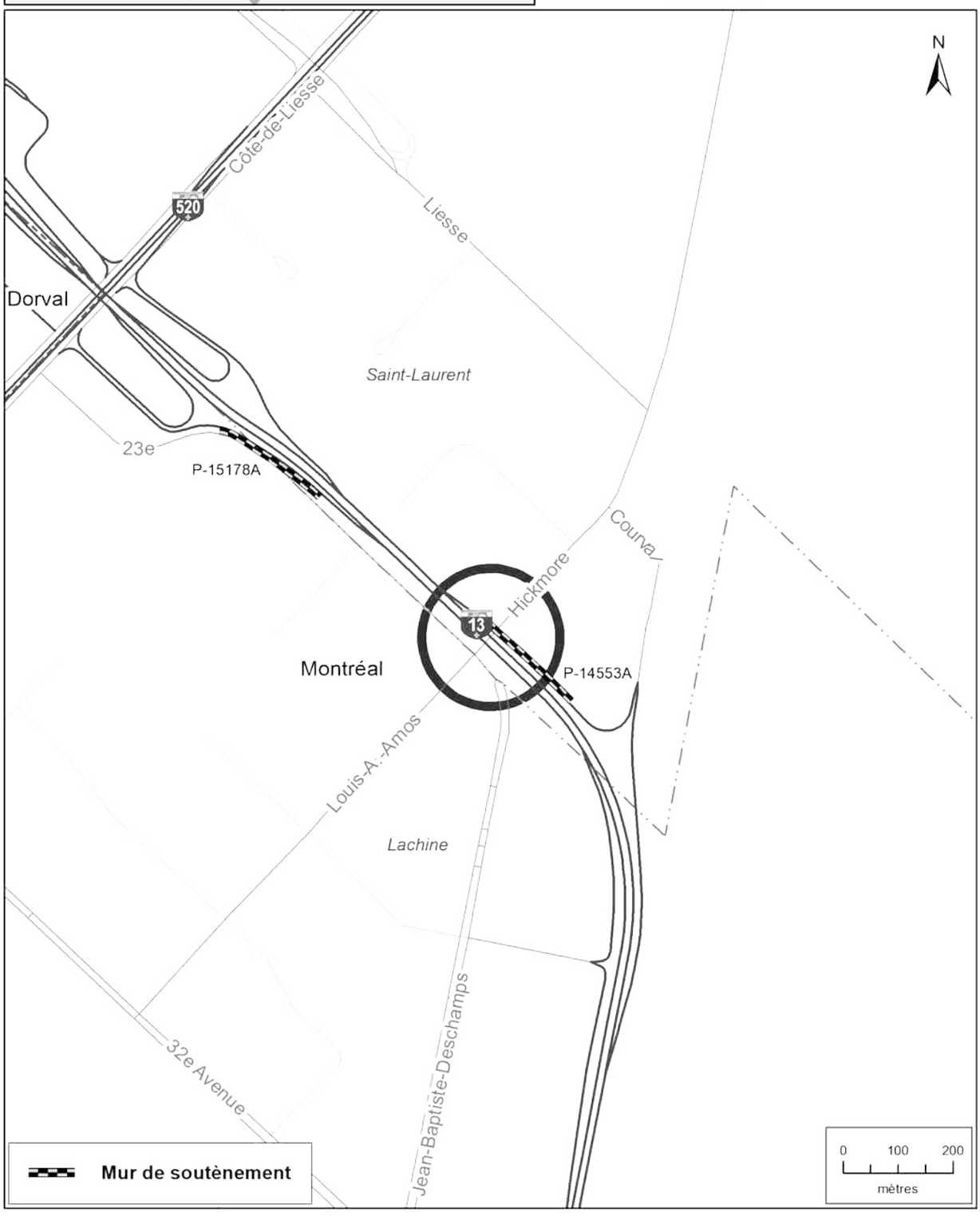
Municipalité : Montréal

MRC : Montréal

CEP : Saint-Laurent

Pojet n° : 154140802

Date : 2019-09-24



7. **SIGNATURES**

Les parties déclarent avoir pris connaissance et compris les présentes et signent, en double exemplaire, comme suit :

Gouvernement du Québec

Par : Jean Villeneuve, sous-ministre adjoint aux territoires

À Québec

Ce jour du mois de de l'an deux mille dix-neuf ;

_____

Sous-ministre associé aux territoires

Ville de Montréal

Par : Me Yves Saindon, greffier

À Montréal

Ce jour du mois de de l'an deux mille dix-neuf ;

_____

Greffier

RÉSOLUTION MUNICIPALE

Nom assureur :
Adresse :
Téléphone :

AVENANT DE LA VILLE DE MONTRÉAL
(Formulaire **6**)

ASSURÉ DÉSIGNÉ

Nom :

Adresse : Code postal : Téléphone :

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

Titulaire : **VILLE DE MONTRÉAL** ainsi que ses employés et les membres de son conseil d'agglomération, de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement.

Adresse du greffe de la Ville de Montréal : 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6

que les contrats d'assurances désignés ci-dessous sont actuellement en vigueur et que les garanties de ces contrats d'assurance sont étendues au Titulaire, ajouté à titre d'assuré supplémentaire, mais uniquement en ce qui concerne les lieux, activités ou projets décrits ci-dessous :

Description des lieux, activités ou projets de L'Assuré désigné :

TABLEAU DES GARANTIES			
Nature et étendue des garanties	Contrat N°	Expiration J/M/A	Montants de garantie
Responsabilité civile générale des entreprises (1) Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A – Dommage corporel et dommage matériel du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada (BAC) en vertu de son formulaire No 2100.			
Dommage corporel et matériel sur base d'évènement			.....$ par sinistre
Montant global Risque Produits / Après travaux (PAT)			.....$ par période d'assurance
Montant global général (autre que le risque PAT)			.....$ par période d'assurance

Responsabilité civile automobile (2) F.P.Q. N°6 - Formule des non propriétaires			.....$ par sinistre

Les garanties ci-dessus sont notamment assujetties aux conditions suivantes :

(1) Responsabilité civile générale des entreprises

Le formulaire BAC 2100 est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre. Il comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles, lorsque des sinistres surviennent durant la période d'assurance.

Est notamment exclue la responsabilité découlant de la prestation ou du défaut de prestation de services professionnels, dont l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de dessins d'atelier ou autres, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de directives de chantier, de modifications, de cahiers des charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au Titulaire.

(2) Responsabilité civile automobile

Le formulaire F.P.Q. N°6 – Formule des non-propriétaires est celui approuvé par l'Autorité des marchés financiers et en vigueur au moment du sinistre.

Sauf en ce qui a trait à la réduction des montants de garantie par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'Assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ces garanties.

Toutes les autres conditions des contrats demeurent inchangées.

Ce certificat prend effet le 20 à 00 h 01 heure locale, à l'adresse de l'Assuré Désigné.

Émis le : _____
Jour / Mois / Année

Par : _____
Signature de l'Assureur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197000004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division gestion des actifs routiers et cyclables
Objet :	Approuver l'entente subsidiaire (numéro 201560) entre la Ville de Montréal et le ministère des Transports du Québec (MTQ) pour la réparation du pont d'étagement Hickmore/Louis-A. Amos (structure 81-03221) au-dessus de l'autoroute 13 et de deux murs de l'autoroute 13 dans l'arrondissement de Saint-Laurent (projet 15-12). Autoriser à cette fin une dépense de 980 902,31 $ (conception et travaux: 963 656,06 + incidences: 17 246,25 $), taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1197000004 Entente MTQ Pont Hickmore_Louis A.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-1444
Division : Service des finances , Direction du Conseil et soutien financier

CE : 20.016

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1202823001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour le Salon Visez Droit qui se tiendra du 30 mars au 2 avril 2020 au Complexe Desjardins.

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal, dans le cadre du Salon Visez Droit se déroulant du 30 mars au 2 avril 2020 au Complexe Desjardins;
2. d'imputer cette dépense au budget 2020 du Service des affaires juridiques, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-02-03 08:55

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1202823001**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour le Salon Visez Droit qui se tiendra du 30 mars au 2 avril 2020 au Complexe Desjardins.

CONTENU

CONTEXTE

Le Barreau de Montréal est actuellement à sa préparation de la 23e édition du « Salon Visez Droit ». Celui-ci offre une panoplie d'activités permettant aux visiteurs de trouver réponse à leurs questions juridiques et d'avoir une meilleure connaissance du système judiciaire québécois. Le Barreau de Montréal sollicite un partenariat financier avec le Service des affaires juridiques pour cette édition par le biais d'une subvention de 10 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Le Salon Visez Droit se tiendra au Complexe Desjardins du lundi 30 mars au jeudi 2 avril 2020. Plusieurs activités seront offertes telles que : consultations juridiques gratuites individuelles avec des avocats, procès simulés inspirés d'histoires vraies, échanges avec des personnalités publiques et professionnelles du milieu juridique, mini-théâtres, etc. En plus des activités, de nombreux exposants seront présents sur place afin d'offrir une gamme variée de conseils sur la justice, les programmes, etc. Chaque année, ce sont plus de 35 000 personnes qui visitent le Salon Visez Droit.
La Direction des poursuites pénales et criminelles participe depuis plus de 10 ans au Salon Visez Droit par le biais d'un kiosque où les citoyens sont accueillis par un procureur et un agent du service à la clientèle. Ils peuvent ainsi poser des questions sur des dossiers pendants à la cour municipale (constat, procès criminel, etc.), obtenir des formulaires pour le traitement des dossiers, obtenir des informations sur les programmes sociaux offerts à la cour municipale et de nombreuses informations sur la cour municipale de Montréal.

Pour cette édition, le Salon Visez Droit a approché la présidente du conseil municipal pour présider un parlement étudiant qui prend cette année la forme d'un conseil municipal.

Pour une première année, le Barreau de Montréal désire obtenir que le Service des affaires juridiques devienne l'un des principaux partenaires de cette édition.

JUSTIFICATION

L'événement est l'occasion d'informer les citoyens montréalais des divers services offerts par la cour municipale de la Ville de Montréal notamment en ce qui à trait aux programmes sociaux offerts soient : le programme d'accompagnement justice santé mentale (PAJ-SM), le programme d'accompagnement justice itinérance à la cour (PAJIC), le programme d'accompagnement justice toxicomanie (PAJTO), le programme entraide vol à l'étalage (programme EVE), le programme Point-Final (récidivistes alcool au volant), le programme accompagnement justice - maltraitance aux aînés (PAJMA), le programme de conciliation et le programme Côté Cour (Violence conjugale et intrafamiliale). Ils pourront également découvrir plusieurs facettes de la cour qui font de celle-ci une cour de justice de proximité unique.
Les citoyens auront de plus l'occasion de consulter leur dossier personnel et obtenir des informations sur les méthodes de paiement, contestation ou entente des constats d'infraction par le biais d'un agent du service à la clientèle de la Division de la perception et des services à la clientèle. Un procureur de la Direction des poursuites pénales et criminelles ainsi qu'un chef de division seront également présents aux fins de renseigner les citoyens sur le rôle de la Direction, la juridiction de la cour et la mission de celle-ci.

Le Barreau de Montréal s'associe chaque année à des partenaires de prestige afin d'offrir à la population une programmation de qualité. Selon le Barreau de Montréal, un partenariat avec la Ville de Montréal viendrait confirmer l'importance accordée non seulement aux plus démunis, mais à tous les citoyens. Le Barreau de Montréal s'est également dit ouvert à toute autre possibilité de visibilité pouvant être mise en place afin de connaître les divers services offerts par la Ville de Montréal en regard de la cour municipale.

La Ville de Montréal participe depuis plusieurs années au Salon Visez Droit par la présence d'un kiosque. Toutefois, celle-ci n'a jamais eu l'opportunité de participer à des débats comme celui qui est en préparation, ni d'être au coeur de la programmation de ce Salon.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la contribution non récurrente de la Ville sont disponibles au budget du Service des affaires juridiques. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

La dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, parce qu'elle concerne la cour municipale qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Josée BIBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Lyne LÉVEILLÉ
Chef de section soutien général

Tél : 514 872-5319
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2020-01-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville

Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2020-01-27

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1202823001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Objet :	Accorder une contribution non récurrente de 10 000 $ au Barreau de Montréal pour le Salon Visez Droit qui se tiendra du 30 mars au 2 avril 2020 au Complexe Desjardins.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1202823001 - Contribution Salon Visez droit.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Josée BIBEAU
Préposée au budget
Tél : 872-1897

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Celine D'AOUST
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-4938
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.018

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1201197001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien à 40 organismes pour un montant de 879 500 $ dans le cadre du programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2020

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant 879 500 $ à 40 organismes dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2020;

Organisme	Nom du festival	Montant recommandé
Volet I: Festivals et événements culturels (budget supérieur à 500 000 $)		
Alchimies, Créations et Cultures	21e Festival du Monde Arabe (FMA)	33 000 $
Art Souterrain	12e Festival Art Souterrain	35 000 $
Association pour la création et la recherche électro-acoustique du Québec (ACREQ)	5e Biennale internationale en arts numériques - BIAN	30 000 $
Association pour la création et la recherche électro-acoustique du Québec (ACREQ)	21e Festival Elektra	30 000 $
Festival Bach de Montréal	14e Festival Bach de Montréal	15 000 $
Coup de coeur francophone	Coup de cœur francophone - 34e édition	40 000 $
Créations Etc...	25e Festival Vue sur la relève	14 000 $
Danse Imedia OSBL	18e Festival Quartiers Danses	20 000 $
Festival de films francophones CINEMANIA	26e Festival de films CINEMANIA	26 000 $

Festival de musique de chambre de Montréal	25e Festival de musique de chambre de Montréal - Beethoven chez nous	30 000 $
Festival international de la littérature (FIL)	Festival international de la littérature (FIL) 26e	30 000 $
Festival international de théâtre Jeune Public (1992) inc.	Les Coups de théâtre - 16e édition	25 000 $
Festival International de Film pour Enfants de Montréal (FIFEM)	23e Festival International de Film pour Enfants de Montréal - FIFEM	25 000 $
Festival International du Film sur l'Art	38e Festival International du Film sur l'Art	60 000 $
Fondation Fabienne Colas	16e Festival International du Film Black de Montréal	25 000 $
Fondation Metropolis bleu	22e Festival littéraire international Metropolis bleu	30 000 $
Mural	8e Festival Mural **	15 000 $
MUTEK	21e Festival MUTEK	52 000 $
POP Montréal	19e Festival International de Musique POP Montréal	53 000 $
Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	23e Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	45 000 $
Société des Arts Libres et Actuels	20e Festival Suoni Per Il Popolo	15 000 $
Théâtre MainLine	30e Festival Fringe de Montréal	15 000 $
Vues d'Afrique	36e Festival international de Cinéma Vues d'Afrique	28 000 $
Volet II: Festivals et événements culturels (budget inférieur à 500 000 $)		
Casteliers	15e Festival de Casteliers	17 000 $
Cinémathèque québécoise	19e Sommets du cinéma d'animation	5 000 $
Concerts Ahuntsic en fugue	7e saison des Concerts Ahuntsic en fugue	3 000 $
Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	image+nation. Festival de film LGBTQ Montréal - 33e édition	12 000 $
Festival BD de Montréal	9e Festival BD de Montréal	13 000 $
Festival international de courts métrages du sud-ouest de Montréal (Le)	6e Festival Longue vue sur le court	5 000 $
Festival Pleins écrans	4e Festival Plein(s) écran (s) **	2 000 $
Jamais Lu	19e Festival du Jamais Lu - Montréal	15 000 $
LA SERRE - arts vivants	OFFTA, festival d'arts vivants - 14e édition	14 000 $

Les Escales Improbables de Montréal	17e Escales Improbables de Montréal	17 500 $
Les Filles électriques	9e Festival Phénomena	15 000 $
L'OFF festival de Jazz de Montréal	L'OFF Festival de Jazz , 21e édition	12 000 $
Maison de la poésie de Montréal	21e Festival de la poésie de Montréal - 2019	10 000 $
Montréal Baroque Inc.	18e Festival Montréal Baroque	9 000 $
Petits bonheurs Diffusion culturelle	16e Festival Petits bonheurs, le rendez-vous culturel des tout-petits	17 000 $
Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	La Grande Rencontre - 28e édition	5 000 $
Usine C	4e Biennale internationale Actoral	17 000 $

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre (Service de la culture).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-07 17:45

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201197001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien à 40 organismes pour un montant de 879 500 $ dans le cadre du programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2020

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1987, par le biais du *Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels,* la Ville de Montréal offre un soutien financier à certains festivals et événements culturels professionnels qui contribuent de façon substantielle, sur les plans culturel, social et économique, à l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens, ainsi qu'au rayonnement culturel de la métropole ailleurs au pays et à l'étranger.

Le programme correspond aux enjeux identifiés dans la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité,* en favorisant une approche transversale qui mise sur le pouvoir de la culture comme levier de développement. Ainsi, il favorise la participation culturelle citoyenne, la cohésion sociale, le développement des quartiers culturels, l'inclusion et la diversité des publics par le biais de propositions artistiques innovantes et d'excellence dans une perspective entrepreneuriale.

L'ensemble du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels vise à consolider les efforts de promotion des festivals et des événements culturels qui se déroulent sur le territoire de la Ville de Montréal afin de favoriser l'accessibilité au public montréalais et de développer le rayonnement de la métropole et de son image de marque.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE19 0650 - 24 avril 2019 - Accorder un soutien financier totalisant 934 500 $ à 41 organismes dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2019.
- CE18 0392 - 14 mars 2018 - Accorder un soutien financier totalisant 891 000 $ à 42 organismes dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2018.
- CM17 0305 - 27 mars 2017 - Accorder un soutien financier totalisant 120 000 $ à 2 organismes dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2017.
- CE17 0195 - 15 février 2017 - Accorder un soutien financier totalisant 789 500 $ à 39 organismes dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements

culturels 2017.
- CE16 0262 - 17 février 2016 - Accorder un soutien financier totalisant 774 500 $ à 40 organismes dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2016.
- CE15 0280 - 18 février 2015 : Accorder un soutien financier totalisant 799 500 $ à 39 organismes dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2015.

DESCRIPTION

À la date de tombée du 28 novembre 2019, le Service de la culture a reçu 52 demandes de soutien financier totalisant un montant de 1 496 000 $, alors que le budget prévu au programme est de 879 500$. Il est recommandé que 40 organismes bénéficient d'un soutien financier via ce programme.

Répartition des demandes :
- Volet 1 - Festivals et événements culturels (budget supérieur à 500 000 $) : 23
- Volet 2 - Festivals et événements culturels (budget inférieur à 500 000 $) : 17

Le présent sommaire décisionnel fait l'objet d'une recommandation au comité exécutif, étant donné que la valeur du soutien financier accordé par la Ville à chaque organisme est de 150 000 $ et moins.

Suite à la révision du programme et des critères d'évaluation, les dossiers évalués ont été recommandés comme suit :

40 dossiers recommandés dont 2 nouveaux entrants (Festival Pleins écrans,Mural) :

Organisme	Nom du festival	Montant recommandé
Volet I: Festivals et événements culturels (budget supérieur à 500 000 $)		
Alchimies, Créations et Cultures	21e Festival du Monde Arabe (FMA)	33 000 $
Art Souterrain	12e Festival Art Souterrain	35 000 $
Association pour la création et la recherche électro-acoustique du Québec (ACREQ)	5e Biennale internationale en arts numériques - BIAN	30 000 $
Association pour la création et la recherche électro-acoustique du Québec (ACREQ)	21e Festival Elektra	30 000 $
Festival Bach de Montréal	14e Festival Bach de Montréal	15 000 $
Coup de coeur francophone	Coup de cœur francophone - 34e édition	40 000 $
Créations Etc...	25e Festival Vue sur la relève	14 000 $
Danse Imedia OSBL	18e Festival Quartiers Danses	20 000 $
Festival de films francophones CINEMANIA	26e Festival de films CINEMANIA	26 000 $
Festival de musique de chambre de Montréal	25e Festival de musique de chambre de Montréal - Beethoven chez nous	30 000 $

Festival international de la littérature (FIL)	Festival international de la littérature (FIL) 26e	30 000 $
Festival international de théâtre Jeune Public (1992) inc.	Les Coups de théâtre - 16e édition	25 000 $
Festival International de Film pour Enfants de Montréal (FIFEM)	23e Festival International de Film pour Enfants de Montréal - FIFEM	25 000 $
Festival International du Film sur l'Art	38e Festival International du Film sur l'Art	60 000 $
Fondation Fabienne Colas	16e Festival International du Film Black de Montréal	25 000 $
Fondation Metropolis bleu	22e Festival littéraire international Metropolis bleu	30 000 $
Mural	8e Festival Mural **	15 000 $
MUTEK	21e Festival MUTEK	52 000 $
POP Montréal	19e Festival International de Musique POP Montréal	53 000 $
Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	23e Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	45 000 $
Société des Arts Libres et Actuels	20e Festival Suoni Per Il Popolo	15 000 $
Théâtre MainLine	30e Festival Fringe de Montréal	15 000 $
Vues d'Afrique	36e Festival international de Cinéma Vues d'Afrique	28 000 $
Volet II: Festivals et événements culturels (budget inférieur à 500 000 $)		
Casteliers	15e Festival de Casteliers	17 000 $
Cinémathèque québécoise	19e Sommets du cinéma d'animation	5 000 $
Concerts Ahuntsic en fugue	7e saison des Concerts Ahuntsic en fugue	3 000 $
Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	image+nation. Festival de film LGBTQ Montréal - 33e édition	12 000 $
Festival BD de Montréal	9e Festival BD de Montréal	13 000 $
Festival international de courts métrages du sud-ouest de Montréal (Le)	6e Festival Longue vue sur le court	5 000 $
Festival Pleins écrans	4e Festival Plein(s) écran(s) **	2 000 $
Jamais Lu	19e Festival du Jamais Lu - Montréal	15 000 $
LA SERRE - arts vivants	OFFTA, festival d'arts vivants - 14e édition	14 000 $
Les Escales Improbables de Montréal	17e Escales Improbables de Montréal	17 500 $
Les Filles électriques	9e Festival Phénomena	15 000 $
L'OFF festival de Jazz de Montréal	L'OFF Festival de Jazz , 21e édition	12 000 $
Maison de la poésie de Montréal	21e Festival de la poésie de Montréal - 2019	10 000 $
Montréal Baroque Inc.	18e Festival Montréal Baroque	9 000 $
Petits bonheurs Diffusion culturelle	16e Festival Petits bonheurs, le rendez-vous culturel des tout-petits	17 000 $

Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	La Grande Rencontre - 28e édition	5 000 $
Usine C	4e Biennale internationale Actoral	17 000 $

*** Soutenu pour la première fois via ce programme*

JUSTIFICATION

Le soutien financier est recommandé pour les festivals et événements culturels qui maintiennent une performance supérieure et représentent les principales disciplines artistiques: arts du cirque, arts médiatiques, arts de la scène, art public et arts visuels, cinéma et vidéo, littérature et conte, nouvelles pratiques artistiques et pratiques pluridisciplinaires . Les festivals et événements culturels facilitent la connaissance et l'appropriation de la culture par les citoyennes et les citoyens en proposant une offre culturelle professionnelle d'excellence. Les actions privilégiées le sont grâce à une programmation étoffée et innovante qui fait valoir une ou des disciplines artistiques et qui permet des opportunités de rencontres et d'échanges avec les œuvres, les créateurs, les diffuseurs et les producteurs invités d'ici et de l'étranger. Ces actions permettent de faire le pont entre le citoyen et l'activité culturelle professionnelle, dans une perspective de participation, d'inclusion et d'échanges culturels.
L'évaluation des demandes se fait par un jury formé de deux professionnels du Service de la culture et de trois représentants du milieu culturel à partir des documents descriptifs et budgétaires fournis par chacun des organismes requérants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 879 500 $ sera comptabilisé au budget de fonctionnement du Service de la culture.
Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les festivals et événements culturels favorisent la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et interculturel) dans l'ensemble des quartiers culturels, et encouragent le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les festivals et événements culturels positionnent et renforcent Montréal comme *La ville des festivals* ; favorisent le rayonnement culturel de la métropole; contribuent à une animation urbaine de qualité et génère des retombées récréotouristiques et économiques majeures. Ils visent à promouvoir des disciplines artistiques, la création, la relève, la diversité, l'autochtonie et le rayonnement métropolitain, national et international de Montréal. Ils favorisent également les partenariats, les rencontres professionnelles (afin de stimuler l'entrepreneuriat culturel), les échanges et le développement des pratiques et des opportunités d'exportation des œuvres. Ils s'intéressent à l'innovation qui se veut ouverte à des pratiques et formes artistiques nouvelles (urbaines et virtuelles) désirant créer des expériences uniques où le public est partie prenante des activités par de la médiation culturelle et des outils de réseautage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séance du comité exécutif du 19 février 2020 pour les 40 organismes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Flavia SALAJAN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane RÉGIMBALD
Conseillère en planification

Tél : 514-872-1210
Télécop. : 514 872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2020-02-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél :
Approuvé le : 2020-02-05

FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS

Programme de soutien 2020

Volet I — Budget supérieur à 500 000 $

Volet II — Budget inférieur à 500 000 $

Service de la culture
Ville de Montréal



Montréal

TABLES DES MATIÈRES

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME 2

2. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU PROGRAMME 2

3. CARACTÉRISTIQUES DES PROJETS 3

4. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ 4
- Organismes admissibles 4
- Organismes non admissibles 4
- Projets admissibles 4

5. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS POUR LES 2 VOLETS 5
- Spécificités pour le volet I 5
- Spécificités pour le volet II 5
- Qualité générale du projet 5
- Promotion, visibilité et populations participantes 5
- Partenariats et impacts du projet 5
- Équilibre financier 6
- Expertise de l'organisme 6

6. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE 6
- Volet I 6
- Volet II 6

7. DOCUMENTS À SOUMETTRE 7

8. DATE DE TOMBÉE 8

9. PROCESSUS DÉCISIONNEL ET ANNONCE DES RÉSULTATS 8

10. RAPPORT DE L'UTILISATION DE L'AIDE FINANCIÈRE 8

11. RENSEIGNEMENTS 9
- Rencontres publiques 9
- Coordonnées 9

12. PROTOCOLE DE VISIBILITÉ 10

Couverture : 29e Festival Présence autochtone, Haka féminin
Photo : Mario Faubert

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME

L'ensemble du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels vise à consolider les efforts de promotion des festivals et des événements culturels qui se déroulent sur le territoire de la Ville de Montréal afin de favoriser l'accessibilité au public montréalais et de développer le rayonnement de la métropole et de son image de marque.

Le programme correspond aux enjeux identifiés dans la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*, « en favorisant une approche transversale qui mise sur le pouvoir de la culture comme levier de développement[1] ». Ainsi, il favorise la participation culturelle citoyenne, la cohésion sociale, le développement des quartiers culturels, l'inclusion et la diversité des publics par le biais de propositions artistiques innovantes et d'excellence dans une perspective entrepreneuriale.

2. OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU PROGRAMME

Les festivals et événements culturels sont des manifestations culturelles professionnelles généralement récurrentes qui se déroulent sur une période consécutive de trois à trente jours (à l'exception d'événements en art contemporain qui peuvent se dérouler sur une plus longue période) et dont la programmation s'adresse à des publics montréalais diversifiés dans l'ensemble des quartiers culturels. Ils visent à promouvoir des disciplines artistiques, la création, la relève, la diversité, l'autochtonie et le rayonnement métropolitain, national et international de Montréal. Ils favorisent également les partenariats, les rencontres professionnelles (afin de stimuler l'entrepreneuriat culturel), les échanges et le développement des pratiques et des opportunités d'exportation des œuvres. Ils s'intéressent à l'innovation qui se veut ouverte à des pratiques et formes artistiques nouvelles (urbaines et virtuelles) désirant créer des expériences uniques où le public est partie prenante des activités par de la médiation culturelle et des outils de réseautage. Le programme vise à :

- Soutenir la promotion et l'excellence de festivals et d'événements culturels afin de favoriser l'accès à la culture en tant que levier et principe du développement durable;
- Favoriser l'excellence et le rayonnement de Montréal et de son milieu culturel;
- Offrir des activités de médiation permettant de développer des clientèles diversifiées;
- Contribuer au développement culturel sur tout le territoire et maximiser l'impact, la visibilité et le rendement de la contribution financière et, le cas échéant, du soutien logistique et technique de la Ville;
- Appuyer l'ensemble des festivals et des événements culturels en respectant son équilibre et sa diversité;
- Enrichir son rayonnement par des rencontres professionnelles et des enjeux de marché;
- Soutenir le développement et l'émergence de festivals ou événements culturels professionnels et favoriser la relève et la création;
- Mettre à contribution les festivals et les événements culturels comme levier de développement de la cohésion sociale municipale.

1 ville.montreal.qc.ca/culture/politique-de-developpement-culturel-2017-2022

3. CARACTÉRISTIQUES DES PROJETS

Les festivals et événements culturels facilitent la connaissance et l'appropriation de la culture par les citoyennes et les citoyens en proposant une offre culturelle professionnelle d'excellence. Les actions privilégiées le sont grâce à une programmation étoffée et innovante qui fait valoir une ou des disciplines artistiques et qui permet des opportunités de rencontres et d'échanges avec les œuvres, les créateurs, les diffuseurs et les producteurs invités d'ici et de l'étranger. Ces actions permettent de faire le pont entre le citoyen et l'activité culturelle professionnelle, dans une perspective de participation, d'inclusion et d'échanges culturels.

Afin de répondre aux objectifs du programme, les projets proposés dans le cadre des deux volets peuvent prendre en référence les caractéristiques suivantes :

- Une programmation riche et diversifiée permettant des découvertes et des interactions entre les publics et les œuvres;
- L'expérimentation de formes de création innovantes et ouvertes à la transmission culturelle;
- Des stratégies diversifiées de développement de publics afin de rejoindre le plus de citoyens possible;
- Des partenariats avec des organismes d'ici et de l'étranger tels que des festivals, producteurs, diffuseurs, entreprises en innovation et d'affaires, autant de leviers pour le développement stratégique du projet;
- La diversification des sources de financement comprenant des fonds privés, afin de favoriser l'autonomie et la pérennité des festivals et des événements;
- La durée minimale du projet est de trois jours consécutifs et d'un maximum de trente jours (à l'exception de projets en arts visuels qui peuvent se dérouler sur une plus longue période);
- Des enjeux de rayonnement national et international permettant de développer l'image de marque de Montréal.

4. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Ce programme s'adresse aux organismes professionnels dont la mission est culturelle.

ORGANISMES ADMISSIBLES

Pour être admissibles à ces mesures, les organismes demandeurs doivent :

- Être constitués à titre d'entreprise (personne morale) à but non lucratif depuis un an à la date de dépôt de la demande;
- Avoir leur siège social sur le territoire de la Ville;
- Exercer une activité culturelle professionnelle régulière dans les secteurs des arts du cirque, des arts médiatiques, des arts de la scène, de l'art public et des arts visuels, du cinéma et de la vidéo, de la littérature et du conte, des nouvelles pratiques artistiques et des pratiques pluridisciplinaires;
- Produire leur événement sur le territoire de la Ville;
- Soumettre une demande complète et conforme aux objectifs du programme;
- Déclarer les partenariats et les ententes de soutien financier avec la Ville (services centraux, arrondissements, maisons de la culture ou autres centres de diffusion) et avec les paliers de gouvernements provincial et fédéral;
- Avoir respecté leurs engagements lors de l'attribution de soutiens financiers antérieurs et être en règle avec les différents services de la Ville et les autorités fiscales.

ORGANISMES NON ADMISSIBLES

Les organismes (incluant toutes leurs entités) recevant une subvention annuelle supérieure à 150 000 $ de la Ville de Montréal;

- Les institutions d'enseignement et de formation professionnelle;
- Les organismes socioculturels;
- Les organismes à but non lucratif qui présentent des demandes de contribution pour :
  - leur fonctionnement;
  - des foires, marchés, salons, galas, concours, colloques et congrès;
  - des activités extérieures présentées sur le domaine public ou privé impliquant une tarification pour le public.

PROJETS ADMISSIBLES

Les projets déposés doivent correspondre aux objectifs privilégiés par le programme;

Au cours de la même année, un même projet ne peut faire l'objet de deux demandes auprès du Service de la culture;

Les projets doivent être réalisés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020;

Dans le cas d'événement biennal ou triennal, l'organisme doit présenter une demande exclusivement pour l'année de sa réalisation.

5. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS POUR LES DEUX VOLETS

SPÉCIFICITÉS POUR LE VOLET I

- Vision de croissance et plan stratégique
- Stratégies de développement économique et de rayonnement culturel
- Excellente gouvernance

SPÉCIFICITÉS POUR LE VOLET II

- Impact métropolitain
- Priorité à la relève et à la création
- Saine gouvernance

Le Service de la culture mettra en place un comité d'évaluation constitué de représentants de la Ville de Montréal et du milieu culturel.

Le comité d'évaluation analysera les projets soumis selon les critères suivants regroupés en cinq catégories, en fonction de la taille des projets et de leur réalité budgétaire :

QUALITÉ GÉNÉRALE DU PROJET

- La concordance du projet avec les objectifs du programme;
- L'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival ou l'événement culturel dans la promotion de son secteur culturel;
- La qualité des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- L'apport au rayonnement métropolitain, national ou international.

PROMOTION, VISIBILITÉ ET POPULATIONS PARTICIPANTES

- La visibilité accordée à la Ville pour son soutien monétaire et technique;
- Les efforts consacrés à la promotion et à la publicité du festival ou de l'événement culturel;
- Les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles nationale et internationale;
- Les populations ciblées pour participer au projet et les territoires concernés;
- La qualité des démarches participatives proposées au public;
- Les retombées sur les participants, les milieux et les pratiques culturelles;
- La capacité à développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles;
- L'apport du projet à la cohésion sociale de Montréal.

PARTENARIATS ET IMPACTS DU PROJET

- La pertinence et la qualité des partenariats tant culturels que d'affaires (diffuseurs, promoteurs, producteurs);
- La capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu en complémentarité avec les autres festivals dans le respect de l'équilibre du marché;
- L'inscription des partenariats dans une démarche à long terme;
- L'impact des rencontres professionnelles sur les retombées du projet;
- La qualité des apprentissages et des échanges;
- La pertinence du processus d'évaluation des résultats et des indicateurs proposés (évaluation qualitative, données quantitatives);
- L'impact sur le public;
- L'impact sur le développement durable;
- Les facteurs au plan du développement entrepreneurial et de l'innovation.

ÉQUILIBRE FINANCIER

- La clarté et la pertinence du budget en regard des impacts envisagés;
- La description d'un budget équilibré et réaliste faisant état de la contribution financière de la Ville;
- La présentation d'une structure financière détaillée démontrant une diversification des sources de financement publiques, privées et autonomes, en adéquation avec le budget présenté et témoignant de l'équilibre budgétaire (capacité de bien gérer et de maintenir une situation financière stable).

EXPERTISE DE L'ORGANISME

- La capacité de l'organisme à mettre en œuvre et à réaliser le projet;
- L'expertise culturelle du demandeur;
- La stratégie envisagée pour mettre en valeur et faire rayonner les diverses actions et réalisations;
- La capacité démontrée de la direction à gérer les budgets présentés;
- Les aptitudes à développer des compétences entrepreneuriales et innovantes;
- Une gouvernance saine et dynamique de l'organisme.

6. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE

VOLET I

La contribution financière maximale est de **100 000 $** et ne peut pas excéder 50 % des dépenses admissibles.

Les dépenses admissibles sont celles liées :

- à la promotion et la publicité du projet, incluant les stratégies numériques;
- aux communications;
- aux actions de développement de public.

Les dépenses non admissibles sont celles liées :

- aux frais de fonctionnement des organismes (loyer, électricité, assurances, etc.);
- aux projets d'immobilisation, incluant les améliorations locatives;
- aux projets déjà soutenus par le Service de la culture;
- aux dépassements de coûts du projet et au déficit de l'organisme.

Contribution des partenaires :

- ces contributions doivent apparaître dans le budget.

Conditions spécifiques :

- respecter les critères généraux d'admissibilité du programme;
- exercer l'activité depuis **au moins 5 ans** et présenter un budget supérieur à 500 000 $;
- produire un festival ou un événement culturel professionnel de calibre national ou international sur le territoire de la ville;
- viser en priorité la promotion d'une discipline artistique.

VOLET II

La contribution financière maximale est de **30 000 $** et ne peut pas excéder 75 % des dépenses admissibles.

Les dépenses admissibles sont celles liées :

- à la promotion et la publicité du projet, incluant les stratégies numériques;
- aux communications;
- aux actions de développement de public.

Les dépenses non admissibles sont celles liées :

- aux frais de fonctionnement des organismes (loyer, électricité, assurances, etc.);
- aux projets d'immobilisation, incluant les améliorations locatives;
- aux projets déjà soutenus par le Service de la culture;
- aux dépassements de coûts du projet et au déficit de l'organisme.

Contribution des partenaires :

- ces contributions doivent apparaître dans le budget du projet.

Conditions spécifiques :

- respecter les critères généraux d'admissibilité du programme;
- être en activité depuis au moins un an au moment de déposer la demande et présenter un budget inférieur à 500 000 $;
- produire un festival ou un événement culturel professionnel de calibre métropolitain, national ou international sur le territoire de la ville;
- viser en priorité la promotion d'une discipline artistique.

7. DOCUMENTS À SOUMETTRE

Les demandes de soutien financier, incluant tous les documents demandés, doivent être exclusivement soumises via le formulaire disponible en ligne : ville.montreal.qc.ca/culture/soutien-aux-festivals-et-aux-evenements-culturels

PRÉSENTATION DU PROJET

- Le formulaire signé par le représentant autorisé de l'organisme incluant :
  - le concept et les objectifs;
  - la programmation et les activités prévues;
  - les partenaires et leur rôle;
  - les stratégies de développement de public (citoyens et participants ciblés);
  - la démonstration du potentiel structurant du projet;
  - le plan de promotion incluant la visibilité offerte à la Ville;
  - les retombées attendues ainsi que les indicateurs de performances prévus;
  - l'échéancier de réalisation;
  - les lieux identifiés, la description de l'occupation du domaine public s'il y a lieu;
  - le bilan de la dernière édition du projet réalisé;
  - le budget (revenus et dépenses) pour le projet et son édition précédente;
- L'historique de l'organisme demandeur et des partenaires;
- Les lettres d'engagement de partenaires, le cas échéant;
- Les autorisations écrites donnant accès aux lieux, biens et services nécessaires à la réalisation de l'activité.

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

- Une copie des lettres patentes de l'organisme;
- Les états financiers du dernier exercice de l'organisme demandeur, s'il y a lieu;
- Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande;
- La liste des membres du conseil d'administration, leur fonction et la durée de leur implication au sein de celui-ci.

Le formulaire dûment rempli, incluant tous les documents demandés en pièce jointe, doit être envoyé par courriel à prog-festivals@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- Les envois par télécopieur et par la poste ne sont pas acceptés;
- Les renseignements demandés ne peuvent être inscrits que sur le formulaire (aucun document annexé ne sera transmis au comité d'évaluation). Il faut donc se limiter aux espaces prévus sur le formulaire;
- Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés;
- Aucun document ne sera accepté après la date limite de dépôt : le jeudi 28 novembre 2019 à 17 h.

8. DATE DE TOMBÉE

Le formulaire rempli et signé incluant les documents obligatoires devra être acheminé au plus tard
le jeudi 28 novembre 2019 à 17 h.

9. PROCESSUS DÉCISIONNEL ET ANNONCE DES RÉSULTATS

Les demandes sont analysées par un comité de sélection et les projets retenus sont soumis pour approbation au comité exécutif de la Ville de Montréal. Une attention particulière sera apportée à la diversité des membres du comité d'évaluation du programme.

Un délai approximatif de trois mois doit être prévu entre l'échéance du dépôt de la demande et l'annonce de la décision aux organismes.

10. RAPPORT DE L'UTILISATION DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre du Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels s'engage à :

- Informer le représentant de la Ville des changements apportés au projet pendant sa réalisation et faire état des avancées et des défis rencontrés selon les indicateurs et objectifs;
- Produire un bilan final du projet, signé par le représentant autorisé de l'organisme, et remettre quatre photographies libres de droits en format électronique. Le bilan final doit être inscrit sur le formulaire prévu à cet effet. Vous pouvez l'obtenir à : ville.montreal.qc.ca/culture/soutien-aux-festivals-et-aux-evenements-culturels ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere;
- La date limite de dépôt du bilan final pour tous les organismes soutenus par le Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels est trois mois après la tenue de l'événement;
- Le versement final de la subvention (10 % du soutien) sera remis à l'organisme sur approbation du bilan par le représentant de la Ville de Montréal;

- Les états financiers doivent être remis au plus tard cinq mois suivant la fin de l'exercice financier.
- Les responsabilités et obligations des organismes soutenus sont inscrites dans le formulaire signé par le représentant autorisé de l'organisme. Ce formulaire fait foi de protocole d'entente.

11. RENSEIGNEMENTS

RENCONTRES PUBLIQUES

Deux rencontres publiques d'information sur le Programme de soutien aux festivals et aux événements culturels se tiendront à Montréal :

Mardi 5 novembre 2019 à 15 h et
Jeudi 7 novembre 2019 à 18 h

Maison de la culture Claude-Léveillée
911, rue Jean-Talon Est
(station de métro Jean-Talon)

Veuillez vous inscrire en ligne avant le
1er novembre 2019:

ville.montreal.qc.ca/culture/soutien-aux-festivals-et-aux-evenements-culturels

SERVICE DE LA CULTURE

Division festivals et événements
Diane Régimbald – Conseillère en développement culturel

prog-festivals@ville.montreal.qc.ca
Téléphone : 514-872-1210

Référence

ville.montreal.qc.ca/culture/soutien-aux-festivals-et-aux-evenements-culturels

Pour consulter la liste complète des programmes du Service de la culture :

ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

12. PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Protocole de visibilité
Division festivals et événements

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Obligations de l'organisme subventionné

Votre projet ou événement a reçu une subvention de la Ville de Montréal. En échange de celle-ci, votre organisme s'engage à respecter ce protocole de visibilité selon les principes suivants :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ce protocole;

1.2. Respecter la clause de visibilité liant la Ville de Montréal et le ministère du gouvernement provincial concerné selon l'entente-cadre convenue, le cas échéant;

1.3. Convenir avec la Ville de Montréal d'un protocole à respecter pour le partage de la visibilité lorsqu'un ministère ou des partenaires majeurs sont impliqués;

1.4. S'assurer que tous les sous-traitants embauchés par votre organisme respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité, ainsi que la Charte de la langue française, comme cela est prévu au protocole.

2. Communications

Votre organisme s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville dans toutes vos communications relatives au projet ou à l'activité;
- Apposer le logo de la Ville sur tous vos outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse;
- Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, vous devez mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant :

  Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les blogueurs et les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable avec la Ville de Montréal des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le projet ou l'activité;

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville. (référence : montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/lib_fr/media/documents/logotype_cahier_normes_imprimes_2004-02-25.pdf);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des signatures Ville – ministère et des autres partenaires sur tous les outils de communication (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies ou des vidéos officielles à la Ville de Montréal, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site internet ou tout autre support média;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site internet du projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme (format papier). La publicité sera fournie par la Ville de Montréal.

2.5. Événements publics

- Inviter la Ville de Montréal (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet;

- Aviser le cabinet de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) 20 jours ouvrables à l'avance de la tenue de ces événements;

- Transmettre au plus tôt le scénario de déroulement de l'événement et les dates de tombée pour le message de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre);

- Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre);

- Respecter les règles protocolaires officielles en matière d'événements publics;

- Offrir d'inclure un message officiel de la mairesse (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre) dans le guide de l'événement. La demande doit être transmise au moins 20 jours ouvrables à l'avance.

2.6. Remettre un bilan de la visibilité accordée à la Ville de Montréal (et le ministère dans le cas d'une entente-cadre), dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du projet ou de l'événement.

Afin de répondre aux exigences du protocole de visibilité, veuillez vous adresser à la responsable du programme au sein de la Division festivals et événements du Service de la culture.

Édition	Nom du festival	Organisme	Montant Recommandé 2020	Arrondissements
21	MUTEK	MUTEK	52 000 $	VM
4	Biennale internationale Actoral	Usine C	17 000 $	VM - Plateau
9	Festival BD de Montréal	Festival BD de Montréal	13 000 $	Plateau
15	Festival de casteliers	Casteliers	17 000 $	Outremont - Plateau VM - Villeray
26	Festival international de la littérature (FIL)	Festival international de la littérature (FIL)	30 000 $	VM - Plateau - CDN Outremont - Verdun
19	Festival du Jamais lu	Jamais Lu	15 000 $	Villeray
14	OFFTA	LA SERRE - arts vivants	14 000 $	VM - Plateau - S-O Mtl-Nord - Rosemont - Villeray
9	Festival Phénomena	Les Filles électriques	15 000 $	Plateau - Outremont _ VM
19	Festival International de Musique POP Montréal	Festival International de Musique POP Montréal	53 000 $	CDN - Plateau - Rosemont - Villeray-Parc-Extension - Mtl-Nord - Outremont
23	RIDM	Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM)	45 000 $	VM - Plateau
16	Festival Petits bonheurs, le rendez-vous culturel des tout-petits	Petits bonheurs Diffusion culturelle	17 000 $	HMH - VM
26	Festival Cinemania	Festival de films francophones CINEMANIA	26 000 $	VM - Plateau - Outremont Rosemont
17	Les Escales Improbables de Montréal	Les Escales Improbables de Montréal	17 500 $	VM - Plateau - Villeray Outremont - S-O
	Festival littéraire Metropolis bleu	Fondation Métropolis bleu	30 000 $	17 arrondissements
5	Biennale internationale en arts numériques - BIAN	ACREQ (Association pour la création et la recherche électroacoustiques du Québec)	30 000 $	VM - Plateau - Rosemont - S-O -
21	ELEKTRA	ACREQ (Association pour la création et la recherche électroacoustiques du Québec)	30 000 $	VM - Plateau - Rosemont - S-O -
20	Festival Suoni Per Il Popolo	Société des arts libres et actuels	15 000 $	Plateau - CDN - S-O
21	L'OFF festival de Jazz de Montréal	L'OFF festival de Jazz de Montréal	12 000 $	Plateau - VM - Rosemont
38	Festival International du Film sur l'Art	Festival International du Film sur l'Art	60 000 $	VM
36	Festival international de cinéma Vues d'Afrique	Vues d'Afrique	28 000 $	VM - Plateau - Villeray
23	FIFEM	Festival International de Film pour Enfants de Montréal (FIFEM)	25 000 $	Rosemont - Plateau - VM Villeray
6	Longue vue sur le court	Le festival international de courts métrages du sud-ouest de Montréal / Longue vue sur le court	5 000 $	Sud-Ouest - Verdun
18	Festival Quartiers Danses	Danse Imedia OSBL	20 000 $	CDN - S-O - VM - Plateau Rosemont
18	Festival Montréal baroque : architecture liquide	Montréal Baroque Inc.	9 000 $	Rosemont - VM - Plateau
12	Festival Art Souterrain	Art Souterrain	35 000 $	VM - Plateau - HMH
19	Les Sommets du cinéma d'animation	Cinémathèque québécoise	5 000 $	VM
34	Coup de coeur francophone	Coup de coeur francophone	40 000 $	VM - HMH - Plateau - Rosemont - Villeray

Édition	Nom du festival	Organisme	Montant Recommandé 2020	Arrondissements
21	Festival de la poésie de Montréal	Maison de la poésie de Montréal	10 000 $	Plateau - Rosemont CDN - HMH - VM
25	Vue sur la Relève	Vue sur la Relève/Créations Etc.	14 000 $	Plateau - Villeray - VM
25	Festival de musique de chambre de Montréal : Beethoven chez nous	Festival de musique de chambre de Montréal	30 000 $	VM
14	Festival Bach de Montréal	Festival Bach de Montréal	15 000 $	CDN, Outremont Plateau, VM
30	Festival St-Ambroise Fringe de Montréal	Théâtre MainLine	15 000 $	Plateau
33	image+nation	Diffusions gaies et lesbiennes du Québec	12 000 $	VM - Plateau
16	Les Coups de théâtre	Festival international de théâtre jeune public	25 000 $	VM - Plateau
21	Festival du monde arabe - FMA	Alchimies, Créations et Cultures	33 000 $	VM - Plateau - Rosemont
4	Festival Plein(s) Écran(s)	Festival Plein(s) Écran(s)	2 000 $	Plateau - VM
8	Festival MURAL	MURAL	15 000 $	Plateau
16	Festival International du Film Black de Montréal	Fondation Fabienne Colas	25 000 $	VM - St-Léonard - HMH Mtl-Nord - St-Laurent
28	La Grande Rencontre	Société pour la promotion de la danse traditionnelle québécoise	5 000 $	Ahuntsic
7	Concerts Ahuntsic en fugue	Concerts Ahuntsic en fugue	3 000 $	Ahuntsic

En rouge, les biennales

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1201197001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Accorder un soutien à 40 organismes pour un montant de 879 500 $ dans le cadre du programme de soutien aux festivals et aux événements culturels 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1201197001 Certification des fonds - 40 organismes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Flavia SALAJAN
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-04

Julie NICOLAS
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-7660
Division : Service des finances , Direction du Conseil et soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1206157001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à l'Association francophone pour le savoir (Acfas) pour le projet La Preuve par l'image.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) pour le projet La preuve par l'image.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-07 17:47

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206157001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à l'Association francophone pour le savoir (Acfas) pour le projet La Preuve par l'image.

CONTENU

CONTEXTE

L'Association francophone pour le savoir - Acfas est un organisme à but non lucratif contribuant à l'avancement des sciences au Québec et dans la francophonie canadienne. Elle organise chaque année La preuve par l'image, qui invite des chercheurs à mettre en compétition une image illustrant leur recherche scientifique, et ce dans tous les domaines de connaissance. Les 20 images finalistes retenues par le jury du concours font l'objet d'une exposition à Espace pour la vie. La participation d'Espace pour la vie, comme membre du jury et comme lieu d'exposition, est un élément phare du protocole de collaboration d'une durée de cinq ans signé en avril 2018 entre l'ACFAS et la Ville.

Les lauréats du concours sont dévoilés à la soirée Gala de l'ACFAS, qui se tient chaque année en novembre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0531 (3 avril 2019): Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à l'organisme à but non lucratif Association francophone pour le savoir (ACFAS) pour le projet «La preuve par l'image» et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel(1187917001).
CE19 0466 (20 mars 2019) : Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et l'Association francophone pour le savoir (ACFAS inc.) pour l'exposition des photos finalistes du concours *La preuve par l'image* 2019 au Planétarium Rio Tinto Alcan, du 7 mai 2019 jusqu'au 27 janvier 2020 (1199717002).

CE18 0656 (19 avril 2018): Approuver le projet de protocole de collaboration, pour une période de cinq ans, entre l'ACFAS inc. (Association francophone pour le savoir) et la Ville de Montréal pour formaliser et promouvoir leur volonté de collaboration axée sur la coopération dans tous leurs domaines d'activités et sur la réalisation concertée de projets de mise en valeur de la culture scientifique. (1183815001)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver un soutien financier de 2 000 $ à l'ACFAS pour le projet La preuve par l'image 2020. Cette somme permettra de remettre une bourse parrainée par Espace pour la vie à l'un des lauréats du concours.

JUSTIFICATION

Unis par une volonté commune de favoriser la diffusion scientifique, Espace pour la vie et l'ACFAS souhaitent consolider leur collaboration. L'un et l'autre jouissent d'une grande notoriété ; chacun rejoint des communautés importantes et complémentaires. Leurs actions conjointes permettent de créer une synergie au bénéfice des deux organisations, pour le meilleur de la culture scientifique.
Lors du Gala, Espace pour la vie sera nommé au côté des autres grandes institutions partenaires (Radio-Canada et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada), permettant ainsi de renforcer le positionnement de ses musées dans le domaine du développement des connaissances et de la diffusion scientifiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires au versement de la contribution de 2 000 $ sont prévus au budget de fonctionnement du Service Espace pour la vie

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce soutien financier contribue à positionner Espace pour la vie comme un joueur important dans le développement de la culture scientifique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

12 novembre 2020: Gala de l'ACFAS

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée BÉDARD, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie ROCHETTE
Agent(e) de marketing

Tél : 514 868-3008
Télécop. : 514 868-3096

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Albane LE NAY
C/D Rayonnement et relations avec les publics

Tél : 514 872-4321
Télécop. : 514 872-4917

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Charles-Mathieu BRUNELLE
Directeur
Tél : 514 872-1450
Approuvé le : 2020-02-07

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1206157001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , -
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 2 000 $ à l'Association francophone pour le savoir (Acfas) pour le projet La Preuve par l'image.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPV- 1206157001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-05

Laura VALCOURT
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1207598001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 500 000 $ à l'ARTM (Autorité régionale de transport métropolitain), pour initier le projet de mobilité intégrée qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

Il est recommandé :
- d'accorder une contribution financière maximale de 500 000 $ à l'ARTM (Autorité régionale de transport métropolitain), pour initier le projet de mobilité intégrée qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada;

- d'approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-02-14 14:57

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207598001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 500 000 $ à l'ARTM (Autorité régionale de transport métropolitain), pour initier le projet de mobilité intégrée qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, Montréal gagnait le grand prix de 50 000 000$ au Défi des villes intelligentes du Canada. Il s'agit d'un appel à candidatures du ministère des Infrastructures et des Collectivités du Canada visant à financer des projets municipaux et encourageant les collectivités à adopter une approche axée sur les villes intelligentes pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées. La candidature de Montréal porte sur la mobilité et l'accès à l'alimentation dans les quartiers. Notamment, des solutions en termes de mobilité de quartier sont proposées afin de rendre les déplacements plus efficaces et réduire l'utilisation de l'auto solo dans la grande région de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 190176 - 6 février 2019 - Approuver une Charte de partenariat entre la Ville de Montréal, la Société de transport de Montréal (STM) et l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) pour la mobilité intégrée dans la région métropolitaine de Montréal.
CE 191701 - 6 novembre 2019 - Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La contribution financière visée par le présent dossier décisionnel porte sur le soutien à l'agence gouvernementale ARTM pour lui permettre de raffiner la proposition de projet faite lors du dépôt de la candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes, ainsi que de mobiliser des ressources dédiées au projet. Par l'octroi de cette contribution financière, l'ARTM pourra ainsi développer un dossier de projet détaillé reflétant ses engagements en lien avec la candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Le dossier de projet vise à définir la planification globale des premiers volets de l'initiative (comprenant entre autres: l'analyse des besoins, définition de la portée de ce qui sera réalisé, les coûts associés aux différentes étapes de réalisation, les requis en ressources humaines et matérielles, l'établissement d'indicateurs de performance et de mesures d'impact citoyenne) s'appuyant sur une réflexion couvrant une feuille de route sur une durée de 5 ans.
Le volet mobilité intégrée vient enrichir l'offre de la candidature montréalaise au Défi des villes
intelligentes, en facilitant les déplacements en transport en commun, et en offrant des solutions de mobilité adaptées aux réalités des usagers. L'intention du volet mobilité intégrée est multiple :

• amener une approche novatrice dans la résolution des enjeux de mobilité des Montréalais;
• favoriser l'autonomie des usagers;
• fluidifier la mobilité en combinant plusieurs modes de transports disponibles;

Le caractère innovant de ce volet peut se décrire plus précisément par plusieurs lignes de force :

• Développer une plateforme numérique ouverte en mesure d'accepter toute offre de transport
• Développer une approche de tarification simplifiée
• Mettre en place un compte mobilité unique lié à une identité citoyenne partagée
• Offrir un outil de planification de projet intermodal

Ce projet est réalisé par l'Autorité régionale de transport métropolitain en collaboration avec la STM. Cette collaboration permettra d'envisager un déploiement régional de la mobilité intégrée grâce à une infrastructure reproductible facilitant l'intégration des autres opérateurs de transport de la région du Grand Montréal et desservant ainsi plus de 4 millions d'usagers.

JUSTIFICATION

La présente demande vise à raffiner la proposition faite par le partenaire lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada et est la première étape en vue de lui octroyer une subvention ultérieure pour la réalisation de son initiative.
Le dossier de projet produit à l'issue du présent projet indiquera :

• les raisons pour lesquelles le projet doit être entrepris dans le cadre du programme de Villes
intelligentes;
• les besoins auxquels le projet répond;
• les résultats escomptés et comment ils seront mesurés;
• la définition de ce qui sera livré, et de comment ce devrait être livré;
• la planification de la prochaine phase (qui, quand, quoi, comment et combien pour la phase de
planification).

Il s’agira de la base de référence pour partager une vision commune de l’initiative de l'ARTM, et des raisons pour lesquelles cette initiative devrait être financée dans le cadre du programme des villes intelligentes.

Également, un rapport de phase sera produit et présentera:

• un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus;
• les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d’autres partenaires complétant le même genre de document.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière maximale de 500 000 $ à l'agence gouvernementale ARTM, pour la mise en oeuvre du Projet ainsi que la production de rapports et de documents aux fins de reddition de compte mentionnés en Annexe 1 de la convention de contribution financière.
Cette somme est prévue au budget approuvé de 50 000 000$ du Laboratoire d'innovation urbaine pour le programme des villes intelligentes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toutes les activités des projets en lien avec le volet de mobilité intégrée de la candidature de la Ville de Montréal ont pour caractéristique commune de soutenir les principes de développement durable, en facilitant l’utilisation de transports collectifs. À cet effet, il est prévu de développer des métriques ayant un impact sur le développement durable, plus particulièrement sur le volet environnemental.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l’éventualité où la contribution financière ne serait pas accordée à l’Organisme, ce dernier ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités pour la réalisation du dossier de Projet et par la suite poursuivre dans une phase ultérieure la mise en oeuvre de l'initiative sur le volet de la mobilité intégrée, tel que défini dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Ce qui aurait également pour conséquence de compromettre le développement des initiatives associées décrites dans la candidature et potentiellement créer un impact sur le respect de l'engagement de la Ville de Montréal auprès d'Infrastructure Canada qui a fixé à 5 ans le délai maximum de réalisation des initiatives du défi des villes intelligentes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans l'attente d'une clarification des attentes fédérales en termes de communication et dans une optique de collaboration entière et de valorisation des actions liées au Défi des villes intelligentes, l’ARTM suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu : La réalisation des activités planifiées du Projet jusqu'au 27 novembre 2020, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour cette période.

- Avant le 30 octobre 2020 : Production du dossier de Projet
- Avant le 27 novembre 2020: Production du rapport de phase

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-13

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphane GUIDOIN
Directeur- Laboratoire d'innovation urbaine
Tél : 514-872-7482
Approuvé le : 2020-02-13

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre Dame Est, à Montréal, Québec représentée aux présentes par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG060006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN,** personne morale de droit public instituée en vertu de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain, dont l'adresse est le 700 De La Gauchetière ouest, 4e étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, agissant et représentée par Benoît Gendron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 717 787 097 RT 0001
Numéro d'inscription TVQ : 1224 701 736 TQ 001

Ci-après appelée l'« **Organisme** » ou l'« Autorité »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de planifier, soutenir, développer et promouvoir le transport collectif sur l'ensemble de son territoire;

ATTENDU QU'en 2019, la Ville a participé au *Défi des villes intelligentes* (le « Défi »), une compétition pancanadienne ouvertes aux municipalités et lancé par Infrastructure Canada, le Défi visant à permettre aux municipalités d'adopter une approche de ville intelligente pour améliorer la vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées;

ATTENDU QUE le 15 mai 2019, la Ville remportait le premier prix du Défi des villes intelligentes avec un prix de 50M$, dont une partie est affecté aux initiatives qui englobent la mise en place d'un dispositif pour faciliter la mobilité intégrée dans une perspective métropolitaine

ATTENDU QUE l'Autorité a collaboré notamment avec la Ville pour déposer le volet de la mobilité intégrée du transport, au sein de la candidature de la Ville pour le Défi, et qu'il est convenu que l'Autorité réalise les livrables contenus au volet mobilité du Défi;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir entre elles les modalités qui se rattachent à la première étape du volet de mobilité intégrée (ci-après la « Convention »);

ATTENDU QUE les Parties conviennent de signer une convention ultérieure à la Convention pour les étapes suivantes du volet de mobilité intégrée;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant

2.3 « **Projet** » : la 1ère étape du projet de l'Organisme, soit le processus d'approvisionnement dont l'objet est le volet de mobilité intégrée, pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année. Le Rapport annuel de l'Autorité est publié sur son site web.

2.5 « **Reddition de compte** » : les requis mentionnés à l'article 4.5 de la Convention;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur du programme du Défi des villes intelligentes ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Laboratoire d'Innovation urbaine, direction générale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville, compatible avec la poursuite du Projet;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte est plus amplement décrite dans l'Annexe 1 puisqu'elle fait référence au Projet.
Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives en lien avec le Projet. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives en lien avec le Projet, lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Responsabilité

4.6.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.6.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.7 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure

d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 L'Organisme est un organisme assujetti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de verser à l'Autorité la somme maximale de cinq cent mille dollars (500 000 $), incluant toutes les taxes applicables, cette somme représentant la 1ere étape du Projet, soit le processus d'approvisionnement décrit aux présentes, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en 2 versements :

- un premier versement au montant de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant maximum de cinquante mille dollars (50 000 $) au plus tard le 27 novembre 2020 et conditionnellement à la réception du rapport de phase et à ce que le montant du premier versement ait été entièrement utilisé.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, tel que mentionné en annexe 1.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre, sauf si une telle cession est prévu par la loi;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers, sauf si un tel acte est prévu par la loi;

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 et 7.1.3, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 11 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les éléments de reddition de compte mentionné à l'annexe 1 et réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales :

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie, sauf si une telle cession découle de la loi.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 700 De La Gauchetière ouest, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3B 5M2 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, QC, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon , greffier

Le .....e jour de 2020

AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

Par : _____
Benoît Gendron
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de 2020 (Résolution CM).

ANNEXE 1

PROJET
(Description du Projet – étape du processus d'approvisionnement)

Titre	**Dossier de projet**
Description et Utilité	Ce Projet vise à raffiner la proposition faite par l'Organisme lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes et de mettre en place les ressources humaines et matérielles pour assurer sa capacité de réalisation pour les prochaines étapes. Le présent Projet est donc la première étape en vue de lui octroyer des subventions subséquentes pour la réalisation de son initiative. La mobilité intégrée est une approche qui vise à répondre à l'ensemble des besoins de mobilité des personnes en simplifiant l'accès aux services de mobilité durable : le transport collectif, les taxis, l'autopartage, le vélopartage, les autos en libre-service, les stationnements, etc. Se renforçant mutuellement la mobilité intégrée et la mobilité de quartier, s'inscrivent dans une démarche cohérente et complète, explorant de nouvelles formes d'usage du territoire et façonnant un nouveau visage à la mobilité montréalaise. L'Autorité souhaite développer une mobilité intégrée métropolitaine, pour créer un service de transport collectif relié à tous les modes de transport, et offrir au client un point d'accès unique à l'ensemble des services de mobilité pour la région métropolitaine. Porte d'entrée au guichet unique de mobilité, le compte mobilité reposera sur une intégration avec l'identité citoyenne entre les partenaires du défi, offrant ainsi une expérience unifiée aux citoyens de la grande région métropolitaine. Description des trois rapports et documents qui seront produits : (1) Le **dossier de projet** produit à l'issu du présent Projet indiquera : ● Les raisons pour lesquelles l'initiative doit être entreprise dans le cadre du Défi des villes intelligentes; ● Les besoins auxquels l'initiative répond, et son arrimage avec le dossier citoyen; ● Les résultats de la recommandation de la solution pour la mise en place du compte mobilité; ● La définition de ce qui sera livré, et de comment ce devrait être livré; ● La planification de la prochaine phase (qui, quand, quoi, comment et combien pour la phase); ● La vision à haut niveau pour les phases du compte mobilité financées dans le cadre du Défi. Il s'agira de la base de référence pour partager une vision commune de l'initiative de l'Autorité, et des raisons pour lesquelles cette initiative devrait

	être financée pour sa réalisation dans le cadre du Défi des villes intelligentes. (2) Le **rapport de phase** sur ce qui a été produit présentera: ● Un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus; ● Les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires complétant le même genre de document. Il s'agira de la base de référence pour le 2e versement du montant prévu dans cette convention de contribution financière. (3) Le **rapport de reddition de compte** qui présentera, selon l'usage, l'utilisation faite de la subvention accordée pour la réalisation du projet et l'état d'avancement : ● Salaires ● Services professionnels externes ● Promotion et publicité ● Matériel et équipements ● Logiciels ● Location de locaux La fréquence de la reddition de compte sera à définir en début de projet entre le partenaire et le responsable du projet.
Composition	**Dossier de projet:** ● La raison d'être et les objectifs de l'initiative; ● La description de ce qui sera produit dans le cadre de l'initiative; ● La description de comment l'initiative sera réalisée et reflète les engagements en lien avec la candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada; ● Planification globale de l'initiative; ● Évaluation des coûts en lien avec l'initiative; ● Gouvernance propre à la réalisation de l'initiative; ● Plan pour la phase suivante. **Rapport de phase:** ● Revue de ce qui a été livré; ● Présentation des résultats; ● Coûts et échéancier par livrable; ● Risques et enjeux qui se sont présentés; ● Leçons apprises;

	● Recommandations sur les prochaines étapes en lien avec l'initiative. R**apport de reddition de compte** : ● Salaires ● Services professionnels externes ● Promotion et publicité ● Matériel et équipements ● Logiciels ● Location de locaux
Éléments requis pour la production du dossier de projet	● Analyse des besoins, arrimage avec ceux des partenaires du défi; ● Analyse des parties prenantes; ● Tout autre document permettant d'enrichir ce qui est présenté dans le **dossier du projet** et le **Rapport de phase**.
Format et présentation	L'Autorité utilisera les gabarits fournis par l'équipe du programme du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative (dans la bibliothèque de références sur le disque partagé dans Google Drive) et imprimer la version finale en PDF.
Responsabilités	● Réalisation du document : l'Organisme recevant la subvention ● Suivi périodique : Le Responsable du dossier ou son représentant dûment autorisé de l'Unité administrative; ● Acceptation : Le comité de direction du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative.
Échéancier (reddition de compte)	● Remise du **dossier de projet** au plus tard le 30 octobre 2020; ● Remise du **rapport de phase** au plus tard le 27 novembre 2020; ● Remise du **rapport de reddition de compte** selon la fréquence qui sera déterminée entre le Responsable et l'Autorité.
Principaux critères de qualité à respecter à la satisfaction du Responsable	● Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature; ● Les informations présentées dans le document doivent être appuyés sur des faits ou des informations vérifiables. Si ce n'est pas possible, des hypothèses documentées peuvent aussi être acceptées; ● Le **dossier de projet** démontre clairement la capacité de l'Autorité à mener le Projet.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.

Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un

kiosque d’exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l’avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics.

> Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207598001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 500 000 $ à l'ARTM (Autorité régionale de transport métropolitain), pour initier le projet de mobilité intégrée qui s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207598001 ARTM.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-13

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1205323001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue à Espace Végo inc. pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2020, deux espaces situés au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan, d'une superficie totale de 446,5 m², à des fins d'exploitation de services de restauration, pour des recettes estimées de 723 537,89 $ - Accepter un dépôt de sécurité de 5 000 $, qui devra être remboursé à la fin du bail

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à Espace Végo inc., pour une période de 5 ans, à compter du 1er avril 2020, deux espaces situés au Biodôme et au Planétarium Tinto Alcan, d'une superficie d'environ 446,50 m², à des fins d'exploitation de services de restauration, moyennant pour une recette totales de 723 537,89 $**,** excluant les taxes**,** le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2. Accepter un dépôt de sécurité de 5 000 $, excluant les taxes, qui sera remis à la fin du bail;

3. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-14 14:57

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205323001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue à Espace Végo inc. pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2020, deux espaces situés au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan, d'une superficie totale de 446,5 m², à des fins d'exploitation de services de restauration, pour des recettes estimées de 723 537,89 $ - Accepter un dépôt de sécurité de 5 000 $, qui devra être remboursé à la fin du bail

CONTENU

CONTEXTE

Espace pour la vie offre à ses visiteurs trois points de vente de services alimentaires (le restaurant la Jardinière au Jardin botanique, un café au Planétarium Rio Tinto Alcan et une cantine au Biodôme), en plus d'offrir des points de vente saisonniers (café-terrasse, resto-vélo, etc.). Destinée autant à la clientèle touristique que locale, l'offre alimentaire répond aux besoins des nombreux visiteurs et permet de prolonger l'expérience de visite muséale. Actuellement, les services du Jardin botanique sont assurés par la Ville en régie interne, tandis que les opérations du Planétarium Rio Tinto Alcan et du Biodôme sont confiées à un restaurateur (Projet Sol), qui verse des redevances à la Ville en guise de loyer.

À l'échéance du bail au 31 octobre 2018 et avec la fermeture du Biodôme en avril 2018, Projet Sol avait poursuivi ses activités uniquement au Planétarium Rio Tinto. Le bail a été renouvelé tacitement jusqu'au 21 février 2020.

L'été dernier, Espace pour la vie a lancé un appel de proposition afin de solliciter le marché et d'identifier des opérateurs potentiels pour le Biodôme et le Planétarium Rio Tinto Alcan. Espace pour la vie a mandaté l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) pour l'accompagner dans ce dossier afin de choisir un restaurateur qui privilégiera une offre de qualité et des menus et collations "santé" et 100 % végétariens.

Une première analyse du marché, effectuée par l'ITHQ a permis d'identifier cinq opérateurs potentiels, évalués sur la base de neuf critères:
- leur proposition de valeur,
- leur expertise,
- l'identité culinaire,
- la relation client,
- leurs activités clés,
- leurs ressources clés,
- leur capacité financière et
- leurs pratiques en matière de développement durable.

À ces cinq restaurateurs se sont ajoutées deux autres candidatures, pour un total de sept restaurateurs qui ont été invités à visiter les lieux en compagnie des experts de l'ITHQ et à soumettre leur proposition.

Sur les sept restaurateurs invités, les trois suivants ont répondu à l'appel de proposition lancé par Espace pour la vie:

- Le Groupe Martel - Montchâteau
- Le Projet Sol et
- Espace Végo

Après analyse des trois propositions soumises, la compagnie Espace Végo inc. a été choisie, car elle détient une expertise confirmée en matière d'alimentation végétarienne et d'exploitation de sites similaires. Espace pour la vie a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour la conclusion d'un projet de bail, pour une durée de 5 ans, pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0993 - 21 août 2017 - Approuver un projet de convention de prolongation de bail par lequel la Ville loue à Projet Sol, à des fins d'opération des services, trois espaces situés au Biodôme et au Planétarium Rio Tinto Alcan, d'une superficie totale d'environ 465 m², pour une période de 18 mois, soit du 1er mai 2017 au 31 octobre 2018, pour une somme estimée à 225 000 $, plus les taxes applicables.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à Espace Vego, pour une période de 5 ans, à compter du 1er avril 2020, à des fins d'exploitation de services de restauration, deux espaces distincts situés au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan, d'une superficie totale de 446,5 m², pour des recettes totales estimées de 723 537,89 $, excluant les taxes. Le projet de bail est pourvu d'une option de renouvellement d'une durée de 5 ans, selon les termes et conditions à négocier. Le projet de bail prévoit que le locataire versera à la Ville un dépôt de sécurité de 5 000 $ taxes incluses, à titre de garantie pour l'exécution du contrat. Ce dépôt devra être remis au locataire à la fin du bail.

JUSTIFICATION

Espace Végo inc. est une entreprise reconnue en matière d'alimentation végétarienne et exploite actuellement des espaces de restauration dans des lieux similaires. Espace Végo inc. s'est engagée a offrir un menu diversifié et des produits 100 % végétariens. Par ailleurs, les partenaires d'Espace Végo inc. ont :
- l'ambition d'offrir une cuisine commerciale "zéro déchet" d'ici 2025;
- une certification canadienne à titre d'entreprise à propriété 100 % féminine (weconnect);
- une politique environnementale et un comité vert;
- une plate-forme de commande en ligne;
- collabore avec divers organismes communautaires;
- favorise la diversité en emploi;
- possède une expérience démontrée dans d'autres organisations.

Par ailleurs, les espaces loués au Biodôme et au Planétarium Rio Tinto Alcan sont spécifiquement dédiés à la restauration et équipés à cette fin. Conséquemment, les activités du locataire viendront bonifier l'offre de service offerts aux usagers du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Recettes estimées de la location pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2025.

	Recette antérieure 2019	Recette annuelle prévue	Recette Totale
Recette Biodôme	- $	108 711,83 $	543 559,14 $
Recette Planétarium	37 106,47 $	35 995,75 $	179 978,75 $
Total avant taxes	37 106,47 $	144 707,58 $	**723 537,89 $**
TPS	1 855,32 $	7 235,38 $	36 176,90 $
TVQ	3 701,37 $	14 434,58 $	72 172,91 $
Total incluant taxes	42 663,16 $	166 377,54 $	831 887,70 $

Le Biodôme de Montréal est fermé pour rénovation depuis avril 2018. Sa réouverture est prévue au printemps 2020.

Le loyer payé par le locataire est établi en fonction d'un pourcentage des ventes nettes annuelles réalisées :

Ventes nettes entre 0 $ à 500 000 $, les recettes versées seront de 12% des ventes nettes;
Ventes nettes entre 500 001 $ et 1 000 000 $, les recettes versées seront de 10 % des ventes nettes;
Ventes nettes supérieures à 1 000 001 et plus, les recettes versées seront de 8% des ventes nettes.

Les recettes payées seront comptabilisées au budget de fonctionnement de Espace pour la vie. Le Locataire s'engage a verser un dépôt de sécurité de 5 000 $ à la signature du bail pour garantir l'exécution du contrat. Ce montant sera remboursé à la fin du bail.
Les dépenses liées aux responsabilités de la Ville (eau, électricité, etc.) font partie des dépenses courantes du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan et ne peuvent être dissociées ni estimées précisément.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le locataire s'est engagé à offrir une offre alimentaire 100 % végétarienne et vise l'objectif "zéro déchet" pour 2025. En faisant le choix d'offrir une alimentation végétarienne à ses visiteurs, Espace pour la vie prend un engagement ferme pour soutenir les orientations de la Ville en matière de transition écologique. Espace pour la vie prend ainsi parti sur des enjeux clés liés à la nature, à l'environnement et à la santé, et saisit cette occasion pour sensibiliser la population et proposer des nouvelles façons de consommer et de se nourrir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le service de restauration permet d'assurer aux visiteurs des deux installations une offre alimentaire de qualité, variée et végétarienne, tout en permettant à la Ville de percevoir des recettes. La qualité des services rendus est essentielle pour assurer la réputation et le rayonnement de ses institutions.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'annonce du nouvel opérateur sera intégrée au plan de communication de l'ouverture du Biodôme, notamment dans le site Internet et l'application mobile.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CM: février 2020
Mise en opération du nouvel opérateur dès la signature du bail, 1er mars 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie JODOIN, Service de l'Espace pour la vie

Lecture :

Julie JODOIN, 10 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-12

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations, en remplacement de Francine Fortin, directrice transactions immobilières.
Tél : 514 872-8726
Approuvé le : 2020-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-14

APPEL DE PROPOSITIONS

Location d’espaces au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan
pour l’exploitation d’un service exclusif de restauration

TABLE DES MATIÈRES

1. OBJET 3
2. PRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DU MANDAT 3
3. DESCRIPTION DES LIEUX LOUÉS 5
4. CLIENTÈLES 7
5. EXIGENCES DE PRÉSENTATION DE VOTRE PROPOSITION 7
6. ÉLÉMENTS À INTÉGRER DANS LA PROPOSITION 8
7. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE 10
8. DURÉE DU BAIL 13
9. DISPOSITIONS FINANCIÈRES 14
10. ASSURANCES 14
11. VISITE DES LIEUX 145
12. ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL 145
13. DÉPÔT ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS 14

Liste des annexes 17

1. OBJET

Le présent devis a pour objet d'octroyer un bail à un restaurateur pour fournir à la Ville des services alimentaires au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan.

Tous les livrables indiqués au présent devis font partie intégrante du mandat à moins d'indications contraires, d'ajouts ou d'amendements. Il est donc de la responsabilité du soumissionnaire d'évaluer l'ensemble des attentes, des services et des produits livrables.

2. PRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DU MANDAT

2.1 Espace pour la vie

Espace pour la vie est le plus grand complexe muséal en sciences de la nature au Canada. Il regroupe le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique ainsi que le Planétarium Rio Tinto Alcan. Avec près de **deux millions de visiteurs par année**, Espace pour la vie est l'un des sites tarifés les plus visités au Canada, et parmi les plus importants en Amérique du Nord.



Par leurs actions de diffusion, de conservation, de recherche et d'éducation, les quatre institutions d'Espace pour la vie ont pour mission d'accompagner l'humain pour mieux vivre la nature.

Aussi, en offrant des expériences immersives conjuguant science, art et émotions, Espace pour la vie a tout le potentiel pour émouvoir par la nature, expliquer la nature et induire des changements de comportement envers la nature.

Pour en savoir plus sur Espace pour la vie, ses orientations et ses projets en cours, veuillez consulter http://espacepourlavie.ca/ ou encore le document de présentation en annexe 1.

2.2 L'offre alimentaire d'Espace pour la vie

La division Commercialisation chapeaute l'opération des points de service alimentaires. Destinée autant à la clientèle locale que touristique, l'offre alimentaire répond aux besoins du visiteur et permet de prolonger son expérience de visite. Actuellement, Espace pour la vie opère un restaurant ainsi que des points de service éphémères sur le site du Jardin botanique. Les points de service du Biodôme et du Planétarium Rio Tinto Alcan sont confiés à un restaurateur indépendant.





Le visiteur qui se présentera dans les espaces de restauration du Planétarium Rio Tinto Alcan et du Biodôme devra vivre une expérience de restauration de qualité, tenant compte des éléments suivants :

- **L'expérience-client** : Espace pour la vie, via ses services alimentaires, propose une offre alimentaire unique, créative, parfois surprenante. La qualité de l'offre, la présentation des plats et l'excellence du service rehaussent et prolongent la visite du Planétarium Rio Tinto Alcan et du Biodôme.



- **L'engagement** : Espace pour la vie, via ses services alimentaires est animé par une volonté d'être un acteur de changement. Il prend parti sur des enjeux clés liés à la nature, à l'environnement et à la santé, sensibilise la population et propose de nouvelles façons de consommer, de concevoir la nourriture et de se nourrir. **La cohérence de l'offre alimentaire avec les valeurs et la mission d'Espace pour la vie sont fondamentales.**



Ces valeurs s'incarnent notamment dans la façon de s'approvisionner et d'opérer les concessions alimentaires : aussi, les efforts déployés en matière d'approvisionnement responsable et de transition écologique seront importants (par ex. : en privilégiant les achats locaux, durables, recyclés ou recyclables, sans emballage superflu, en favorisant les produits équitables ou issus de l'économie circulaire et encourageant les entreprises d'économie sociale, en réduisant la consommation d'eau potable et en assurant une saine gestion des matières résiduelles, etc.). Pour en savoir plus sur la politique d'approvisionnement responsable de la Ville de Montréal, veuillez consulter l'annexe 2. De plus, vous pouvez prendre connaissance des orientations de la ville en matière de développement durable et de transition écologique à l'adresse suivante :

https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7017,70819643&_dad=portal&_schema=PORTAL

3. DESCRIPTION DES LIEUX LOUÉS

Le mandat comprend deux sites de restauration distincts. Vous pourrez consulter les plans des espaces en annexes 3 et 4 :

3.1 Planétarium Rio Tinto Alcan

Le bâtiment abritant le restaurant du Planétarium Rio Tinto Alcan est de style moderne, contemporain. À l'intérieur, l'aire de repas de 95 à 100 places, d'une superficie de 419,3 (344,5 + 74,8) mètres carrés, est vitrée en partie au sud et à l'ouest.

De plus, le restaurant bénéficie, en été, d'une terrasse extérieure adjacente. La terrasse est d'une superficie de 75 mètres carrés.

Ce site de restauration possède une cuisine destinée à une production d'assemblage.



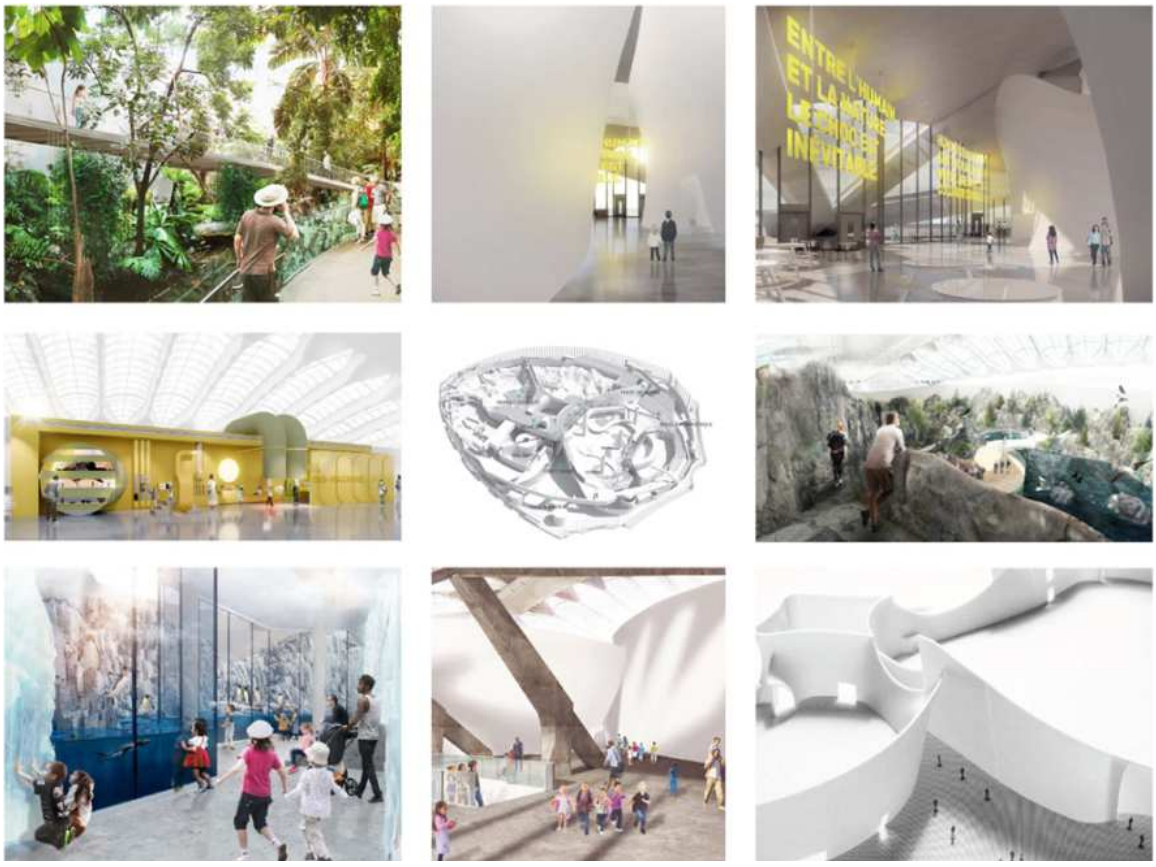




3.2 Biodôme

Le Biodôme de Montréal a entrepris en 2018 d'importants travaux visant le renouvellement de l'ensemble des espaces publics. Le point de service alimentaire bénéficiera donc d'espaces modernes, réaménagés dans le cadre du projet Migration. La réouverture du Biodôme est prévue dans les mois à venir (fin 2019-début 2020).

Le Biodôme possède un site de restauration familiale contenant une cuisine avec une aire de repas de plus ou moins 200 places pour une superficie d'environ 510 m2. Le nombre de places dans l'aire de repas varie en fonction de la configuration des espaces selon les activités, l'animation et la gestion des groupes. Ce site comprend une cuisine et un bureau sur environ 210 m2, et une aire de service de 120 m2.



4. CLIENTÈLES

L'achalandage des deux institutions varie en fonction de plusieurs facteurs : l'offre de la programmation, les périodes d'affluence touristique, les journées fériées, etc.

Au Planétarium Rio Tinto Alcan, l'achalandage moyen annuel de l'institution depuis sa réouverture en 2013, s'élève à **250 000 visiteurs**. Les mois les plus achalandés sont juillet et août avec environ 28 % des fréquentations annuelles pour l'ensemble de cette période. La clientèle est composée surtout de visiteurs individuels (80 %), les visiteurs en groupes représentant le reste de l'achalandage. Les groupes scolaires représentent environ la moitié de cette clientèle de groupe L'achalandage est fait de 60 % d'adultes et de 40 % d'enfants. Plus de 40 % des visiteurs individuels sont accompagnés d'au moins un enfant.

Au cours des 4 dernières années, le Biodôme accueillait en moyenne 860 000 visiteurs par an, atteignant même 930 000 en 2017. Les mois les plus achalandés sont juillet et août, suivis de la période de mars à juin. 65 % des visiteurs sont des adultes et 35 % sont des enfants. La portion de tout-petits (0-4 ans) est importante, soit 10 %. 44 % des visiteurs viennent accompagnés d'au moins un enfant. Environ 83 % de l'achalandage provient de la clientèle individuelle et 17 % de la clientèle en groupes. Parmi celle-ci, les groupes touristiques sont les plus nombreux, suivis par les groupes scolaires. En saison estivale toutefois, la proportion de touristes représente 50 % des visiteurs, les autres étant des locaux ou des excursionnistes.

Une hausse importante de l'achalandage est attendue au Biodôme à sa réouverture, considérant la curiosité que susciteront les nouvelles installations chez la clientèle et l'attention que lui accorderont les médias. Aussi, au terme d'une année complète d'opération, il devrait avoir accueilli entre **900 000 et un million de visiteurs.** Le Planétarium étant situé sur le même site, bénéficiera sans aucun doute de cet apport d'achalandage, d'autant qu'Espace pour la vie intensifiera ses efforts pour promouvoir les forfaits inter institutions.

5. EXIGENCES DE PRÉSENTATION DE VOTRE PROPOSITION

5.1 Présentation de la proposition

La proposition doit être présentée en format 8 ½ X 11 pouces, être rédigée en français et être **d'au maximum 25 pages,** excluant les pages consacrées à la table des matières, des annexes et Curriculums Vitae. Les pages doivent être numérotées.

5.2 Place d'affaires

Le proposant doit indiquer dans sa proposition l'adresse de la place d'affaires à Montréal où tous les avis et procédures en rapport avec l'appel de proposition pourront lui être adressés, livrés ou signifiés.

6. ÉLÉMENTS À INTÉGRER DANS LA PROPOSITION

Plus spécifiquement, votre proposition devrait inclure les éléments suivants :

6.1 Présentation de votre organisation et de vos expériences

Vous devez présenter l'historique de votre firme, en faisant ressortir votre expérience et vos compétences de restaurateur.

6.2 Valeurs et mission

Vous devez démontrer que vous saurez intégrer harmonieusement votre projet avec le concept et la mission d'Espace pour la vie. Présentez vos valeurs, votre mission, vos objectifs d'affaires et vos motivations à l'égard de cette proposition.

6.3 Offre alimentaire

Vous devez nous présenter un ou des exemples de menu(s) proposé(s) ainsi que la fourchette de prix des articles suggérés, à la fois pour le Biodôme et pour le Planétarium, afin de répondre aux besoins des différentes clientèles qui fréquentent les institutions, en plus des touristes et citoyens fréquentant le quartier olympique.

Vous devez nous présenter des exemples de recettes qui seront offerts sur votre carte.

À titre indicatif, nous joignons en annexe 5 une liste de prix des articlesactuellement offerts au Jardin botanique.

6.4 Organisation interne

La structure et l'organisation interne de votre entreprise assureront le succès de l'implantation au sein de nos institutions muséales. Par conséquent, vous devez démontrer que vous avez les compétences et l'expérience en matière d'organisation des services de restaurant.

Vous devez dans cette section nous exposer votre savoir-faire en matière de gestion de la restauration. Comment, à titre d'exemple, vous prévoyez assurer votre contrôle de la qualité, gérer votre comptabilité, contrôler vos stocks et les pertes, prévoir les fluctuations d'achalandage, présenter les outils à la prise de décision concernant la planification des stocks, la scénarisation du service ou encore quelles sont les activités de formation du personnel.

Vous devez présenter le CV détaillé du chef qui assumera la direction culinaire.

6.5 Gestion des ressources humaines

Espace pour la vie accorde une grande importance à l'intégration socioprofessionnelle et à l'intégration de la diversité en emploi. Il ne s'agit pas, ici, que la totalité de votre personnel soit en processus d'intégration ou d'insertion, mais de démontrer quelle place vous ferez à ce volet dans vos opérations. Cela pourrait prendre plusieurs formes (plateau d'emploi, partenariat avec un organisme communautaire, programme d'insertion, en cuisine ou en service, etc.). La Ville de Montréal et Espace pour la vie possèdent déjà une expertise en ce sens et offrira au restaurateur l'accompagnement qu'il pourrait requérir pour assurer le succès de la démarche.

En outre, votre offre de service doit faire état de la façon dont vous prévoyez gérer votre personnel et les processus liés aux ressources humaines, tel que :

- Présenter le niveau d'expérience du personnel qui dirigera le projet;
- Définir la structure organisationnelle de votre entreprise (inclure un organigramme si disponible);
- Définir la structure organisationnelle projetée pour le service de restauration au Planétarium Rio Tinto Alcan et au Biodôme, et en particulier le déploiement de ressources dans une journée type dans chacune des institutions;
- Présenter la personne responsable des services de restauration de votre entreprise au Planétarium Rio Tinto Alcan et au Biodôme et avoir un CV détaillé de cette personne et son niveau de responsabilité;
- Expliquer de quelle façon l'intégration de personnel en insertion professionnelle, ou issu de la diversité est prévue, préciser dans quelle fonction, dans quelle proportion.

6.6 Développement durable

La transition écologique est une priorité de la Ville de Montréal et d'Espace pour la vie.

Indiquez quelles seront les actions environnementales prises, de façon à gérer de façon responsable, réduire votre empreinte écologique, etc.

6.7 Résultats et Projections financières

Vous devez nous présenter les états financiers des trois dernières années (nous vous assurons la confidentialité de ces documents).

Vous devrez présenter la planification financière (revenus et dépenses) que vous considérez être en mesure de réaliser au cours de la première année d'opération, en plus de faire une projection des recettes anticipées sur 3 ans.

7. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

7.1 Concernant l'offre alimentaire

L'originalité et l'innovation du menu et des services proposés doivent être mises au service de l'expérience de visite, qui se doit d'être conforme aux attentes des visiteurs.

On y servira une cuisine créative reprenant les accents des saisons, à base de produits frais et de qualité, achetés localement lorsque possible. Cette offre de repas et de collations mettra l'accent sur les particularités, les thématiques et évènements du Planétarium Rio Tinto Alcan et du Biodôme.

Le menu doit comprendre une offre 100 % végétarienne; en privilégiant les produits biologiques et équitables. Pour précision, l'offre végétarienne souhaitée inclura les œufs, poissons et les produits laitiers.

En outre, le locataire doit éviter l'utilisation de matières grasses saturées et de gras trans dans la préparation des aliments vendus à la clientèle.

La Ville de Montréal a pris des engagements en matière de réduction des boissons sucrées dans ses établissements. Aussi, toute boisson gazeuse ou énergétique devra être soumise à l'autorisation du de la direction.

Dans un souci de respect du positionnement d'Espace pour la vie, la vente de bouteille d'eau sera interdite dans tous les lieux loués. L'eau devra être offerte gratuitement aux visiteurs et devra provenir de l'eau potable de la municipalité.

Le restaurateur devra, en outre, se conformer aux lois et règlements en vigueur dans l'industrie, notamment en ce qui a trait à l'affichage et aux produits allergènes.

7.2 Approbation préalable des prix et des menus

Le locataire devra faire approuver par la direction, au préalable, les menus et le prix de tous les articles mis en vente ou services fournis conformément aux présentes.

Trois comités de suivi vous seront proposés :

- un suivi opérationnel tous les mois (suivi du service et de l'offre)
- un suivi principal sur le contrôle des ventes, fournisseurs et offre tous les 3 mois
- un comité de gouvernance incluant des représentants d'Espace pour la vie, des experts de l'industrie et le concessionnaire à raison de quatre rencontres la première année d'exploitation pour soutenir l'opérateur dans son mode de fonctionnement, puis deux fois par année pour les années subséquentes.

Ce processus se tiendra jusqu'à la fin du bail.

7.3 Équipements

Des équipements seront mis à la disposition du locataire pour l'opération des lieux loués. Consulter la liste jointe en annexe 6 pour en connaitre les détails. Certains équipements sont toutefois hors contrat et seront à la charge du locataire.

Concernant la vaisselle, un lot de départ sera fourni et le locataire s'engage à acquérir à ses frais la vaisselle additionnelle. Le lot devra être remis à l'état initial à la fin du bail. Le restaurateur devra utiliser de la vaisselle de porcelaine et des ustensiles en métal pour servir la nourriture, sauf exception pour les plats à emporter. Dans ce cas, les contenants devront être compostables.

7.4 Gestion des déchets

Le locataire s'engage à faire une gestion responsable des matières résiduelles. Aussi, il devra s'engager à faire le tri approprié des déchets et à composter les matières compostables afin de réduire son empreinte environnementale.

Bien que le Biodôme et le Planétarium Rio Tinto Alcan disposent des installations pour effectuer le recyclage et le compostage, Espace pour la vie encourage le concessionnaire alimentaire à adopter les meilleures pratiques en matière d'approvisionnement visant à limiter la gestion des déchets en amont, par exemple en évitant le suremballage et en optant pour des emballages récupérables, par exemple.

7.5 Distributeurs automatiques

Le locataire ne peut pas installer de distributeurs automatiques de marchandises.

7.6 Personnel du locataire

Le locataire devra fournir, à ses frais, tout le personnel cadre et toute la main-d'œuvre nécessaire à la bonne marche des services de restauration. Ce personnel devra être compétent ainsi qu'en nombre suffisant pour assurer un service adéquat dans l'exploitation des services de restauration et complémentaires. Les employés en lien avec les clients devront avoir une connaissance fonctionnelle de l'anglais. Tout changement du personnel cadre devra être rapporté à la direction. Le locataire devra s'assurer que chaque nouvel employé passe au service de sécurité durant la première semaine d'emploi afin d'y recevoir la carte d'identité d'Espace pour la vie. Le locataire a aussi la responsabilité de reprendre les cartes des employés dès la fin du lien d'emploi.

Le chef de cuisine devra posséder les qualifications et l'expérience pertinente à l'opération du site de restauration concerné. La direction demande à être avisée au préalable de tout changement quant au chef.

Lorsque le locataire servira des repas suivant la formule traiteur, à l'occasion de réunions, de réceptions, de conférence, etc. en dehors ou non des heures régulières, il devra alors fournir tout le personnel compétent afin d'assurer un service de qualité.

Le personnel devra porter un uniforme propre en tout temps, permettant de l'identifier facilement. Cet uniforme devra être approuvé par la direction.

Avant l'ouverture au public des services de restauration, le locataire devra fournir à la direction une liste de son personnel de supervision précisant les noms et les numéros de téléphone où ceux-ci pourront être rejoints en cas d'urgence. Cette liste devra être maintenue à jour (Espace pour la vie s'engage à respecter la confidentialité des renseignements personnels).

7.7 Accessibilité et droit d'inspection

Le locataire devra donner en tout temps à la direction libre accès aux lieux loués et lui accorder le droit d'inspecter les lieux, les équipements, les provisions et aliments. La direction pourra faire des recommandations qui devront être respectées et suivies immédiatement par le locataire.

Le locataire devra remettre une copie de chaque rapport d'inspection des lieux loués fait par toute instance municipale, provinciale et fédérale et ce, dans les 24 heures suivant l'inspection.

Le locataire devra permettre l'accès aux lieux loués aux visiteurs (incluant, sans limitation, la clientèle scolaire) qui pourront y consommer leur propre nourriture sans être tenu d'acheter des produits offerts par le locataire.

7.8 Remise de données et informations au locateur

Le locataire devra remettre à la direction les données et informations suivantes, au rythme indiqué :

- les recettes nettes de taxes par jour, à remettre une fois par mois
- nombre de transactions par jour, à remettre une fois par mois
- ventilation des ventes par produits, à remettre tous les mois
- liste des fournisseurs et producteurs, à remettre tous les 6 mois au moment du comité de suivi principal
- fiche de provenance des produits et aliments acquis, à remettre tous les 6 mois au moment du comité de suivi principal
- mise à jour des projections de vente annuelle ventilée mensuellement

7.9 Périodes d'ouverture des lieux loués

Le proposant devra assurer le maintien du service pendant les heures d'ouverture des institutions. L'horaire-type des deux institutions est le suivant :

Planétarium Rio Tinto Alcan:

De 9 h à 18 h du dimanche au mercredi
De 9 h à 21 h du jeudi au samedi.

Le Biodôme sera ouvert au public selon l'horaire suivant en 2019 :

De 9 h à 17 h, 7 jours sur 7.

Les deux institutions ferment leurs portes les lundis, en basse saison (dates à préciser), à l'exception des jours fériés, où l'achalandage local et touristique est important.

De plus, le restaurant devra être accommodant et maintenir une offre hors des heures d'ouverture lors d'événements spéciaux.

7.10 Service de traiteur et services spécifiques

Le locataire doit pouvoir fournir une gamme de menus à un juste prix allant du buffet froid au menu plus élaboré pour des événements internes ou externes pouvant se tenir au Planétarium Rio Tinto Alcan ou au Biodôme.

8. DURÉE DU BAIL

La Ville consentira au proposant retenu un bail d'une durée de cinq (5) ans avec possibilité de renouvellement,étant entendu que le bail devra être substantiellement identique au projet de bail.

9. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le bail prévoit les dispositions financières suivantes; voici un extrait de l'article 8 :

ARTICLE 8

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

8.1 États des ventes et pièces comptables

Dans un souci de transparence, le Locataire doit pouvoir mettre à la disposition de la Ville et de ses représentants tout document, rapports ou bilan faisant état des ventes brutes, et ce, pour toute la durée du bail. De plus, le Locataire doit, à ses frais, fournir à la Ville les rapports comptables vérifiés faisant état de l'ensemble des ventes brutes de l'ensemble des sites, et par sites, pour la période couverte par le présent bail.

8.2 Loyer

Le Locataire paie à la Ville un loyer (en dollars canadiens) établi en fonction des Ventes nettes annuelles cumulatives depuis la mise en vigueur du bail, jusqu'à et incluant le dernier jour de la Période comptable concernée. Le loyer est une redevance cumulative progressive. Le pourcentage applicable aux Ventes nettes annuelles cumulatives est celui prévu au tableau suivant :

Pour le Planétarium Rio Tinto Alcan et le Biodôme :

Ventes nettes de	0 à 500 000 $	12 %
Ventes nettes de	500 001 à 1 000 000 $	10 %
Ventes nettes de	1 000 001 $ et plus	8 %

8.3 Taxes de vente

Le loyer exclut la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et toutes autres taxes y tenant lieu qui devront être versés en sus par le Locataire, soit à la Ville ou aux autorités fiscales compétentes, selon le cas.

10. ASSURANCES

Le proposant doit détenir toutes les polices d'assurance protégeant les biens et les employés de la Ville qui se trouvent dans son établissement. Ces polices doivent comporter les couvertures requises définies dans le projet de bail joint au présent appel de propositions.

11. VISITE DES LIEUX

Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectueront sur une base individuelle et sur rendez-vous.

12. ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL

La Ville a retenu, à titre indicatif, le calendrier qui suit pour le processus de sélection d'un locataire.

Lancement de l'appel de propositions	Septembre 2019
Visite du Planétarium (sur demande)	Septembre 2019
Dépôt des propositions	15 octobre 2019
Évaluation et sélection d'un projet;	Octobre 2019
Signature du Bail	Novembre 2019
Prise de possession des lieux par le locataire *un préavis de 60 jours sera donné au concessionnaire actuel du Planétarium Rio Tinto Alcan.	Avant la mise en service du Biodôme (date à confirmer)

13. DÉPÔT ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Votre proposition doit être remise en **trois exemplaires** avant le 15 octobre prochain, 17h, à l'attention de :

Julie Jodoin
Chef de division commercialisation
4101, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec)
Canada H1X 2B2

Les soumissions seront évaluées par un comité de sélection selon la procédure et en vertu des critères énoncés ci-dessous :

Étape A : sélection de conformité

Application des exigences administratives indiquées soit dans l'avis public, soit dans les présentes modalités contractuelles. Cette étape est éliminatoire et seules les offres de services ayant répondu à toutes les exigences seront évaluées à l'étape B.

Étape B : sélection qualitative

L'évaluation des offres de services se fera en fonction des critères suivants :

Critères	Précisions	Pointage sur 100
1. Approche et offre alimentaire proposée	Originalité et qualité du produit proposé	**25**
2. Expérience et expertise	Expérience acquise par le soumissionnaire dans un domaine similaire	**20**
3. Situation financière de l'entreprise	Présentation des états financiers des trois (3) dernières années et projections financières pour l'année à venir	**20**
4. Développement durable (approche sociale et actions environnementales)	Présentation des actions proposées pour faire votre part dans la transition écologique et pour être un acteur socialement responsable	**25**
5. Qualité d'ensemble du dossier de candidature	Pourra, si nécessaire, être évalué à la suite d'une présentation	**10**

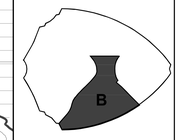
Liste des annexes

Annexe 1 : Document de présentation Espace pour la vie
Annexe 2 : Politique d'approvisionnement responsable
Annexe 3 : Plan Planétarium
Annexe 4 : Plan Biodôme
Annexe 5 : Liste de prix des articles vendus au Jardin botanique
Annexe 6 : Liste des équipements
Annexe 7 : projet de bail

Recettes estimées pour la location pour la période du 1er mars 2020 au 31 mars 2025.

	Recettes antérieures 2018/2019	Recettes prévues 2020 (9 mois)	Recettes prévues 2021	Recettes prévues 2022	Recettes prévues 2023	Recettes prévues 2024	Recettes prévues 2025 (3 mois)	Recettes Totales
Recettes Biodôme	- $	81 533,87 $	108 711,83 $	108 711,83 $	108 711,83 $	108 711,83 $	27 177,96 $	543 559,14 $
Recettes Planétarium	37 106,47 $	26 996,81 $	35 995,75 $	35 995,75 $	35 995,75 $	35 995,75 $	8 998,94 $	179 978,75 $
Total avant taxes	37 106,47 $	108 530,68 $	144 707,58 $	144 707,58 $	144 707,58 $	144 707,58 $	36 176,90 $	723 537,89 $
TPS	1 855,32 $	5 426,53 $	7 235,38 $	7 235,38 $	7 235,38 $	7 235,38 $	1 808,85 $	36 176,90 $
TVQ	3 701,37 $	10 825,94 $	14 434,58 $	14 434,58 $	14 434,58 $	14 434,58 $	3 608,65 $	72 172,91 $
Total incluant taxes	42 663,16 $	124 783,15 $	166 377,54 $	166 377,54 $	166 377,54 $	166 377,54 $	41 594,40 $	831 887,70 $

Plan Clé / Key Plan



Notes

CES DOCUMENTS D'ARCHITECTURE SONT LA PROPRIETE DE KANVA ARCHITECTURE ET NE POURRONT ETRE REPRODUITS SANS AUTORISATION ECRITE.
LES DIMENSIONS APPARAISSANT AUX PRESENTS DOCUMENTS DOIVENT ETRE VERIFIEES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX. CELUI-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE, AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX, DE TOUTE OMISSION, ERREUR OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVEES AU CHANTIER.
LES DIMENSIONS SUR CES DOCUMENTS DOIVENT ETRE LUES ET NON MESUREES.
L'ENTREPRENEUR DEVRA S'ASSURER DE L'INTÉGRITÉ STRUCTURAL DE L'ENSEMBLE.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

LOCALISATION À VÉRIFIER SE RÉFÉRER AU DOCUMENTS DE L'ARCHITECTURE

LAVERIE
RENFORT MURAL
ACCÈS LOCAL ÉLECTRIQUE
RENFORTS MURAUX
SANDWICHERIE/CAFÉ/DÉJEUNER
BOISSONS CHAUDES
BOISSONS GAZEUSES
GRAB&GO
CAISSES
MENU DU JOUR
NICHE POUR RIDEAU DE FERMETURE PRÉVUE PAR LA DISCIPLINE ARCHITECTURE
BUREAU
LAVE CHAUDRONS
EXTINCTEUR DE TYPE "K"
AIRE DE PRODUCTION
COLONNETTE
PANNEAU ÉLECTRIQUE (1 MÈTRE DE DÉGAGEMENT MINIMUM)
CHAMBRE FROIDE (-18°C)
ENTREPOSAGE SEC
RENFORTS MURAUX
E.H.
E.B.
E.F.
MF REMBAI

SERVICES ALIMENTAIRES – LÉGENDE

DPE	DRAIN DE PLANCHER AVEC ENTONNOIR OVAL (FOURNI ET INSTALLÉ PAR LA DISCIPLINE MÉCANIQUE)
	CONDUITS DE DRAINAGE POUR LES ÉVAPORATEURS DES SYSTÈMES DE RÉFRIGÉRATION
	ÉCLAIRAGE DE TYPE FLUORESCENT, INCANDESCENT OU LED (VOIR LE DEVIS)
MC	MODULE DE CONTRÔLE (POUR LES CHAMBRES FROIDES)
	CONDUITS DE RÉFRIGÉRATION
BJ	BOÎTE DE JONCTION (PAR LA DISCIPLINE ÉLECTRICITÉ)
	MUR
	SURFACE EN QUARTZ OU MARBRE
	SURFACE VITRÉE
	RACCORD TYPE UNION

REV	DATE	DESCRIPTION
	2019-05-10	POUR CONTRUCTION
0	2017-11-06	POUR SOUMISSIONS

Électromécanique | Services alimentaires
9830 rue Iberville
Montréal (Québec) H2L 3H1
514-383-5747
mmi.ca

_bouthillette parizeau

mécanique | électricité | services alimentaires | immobilier

Structure
N C K Inc.
1200 AVENUE McGILL COLLEGE
BUREAU 1200
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA
H3B 4G7
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402
www.nck.ca

Architecte
KANVA
1000 RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST
MONTREAL (QC) CANADA H3B 5Y9
T 514 844 8729
F 514 844 8959
WWW.KANVA.CA

Collaborateur
NEUF
ARCHITECTES

Client
Montréal

Sylvie Savoie
138227
2019-05-10

Nom Projet / Project Name
MIGRATION DU BIODÔME 2.0

Montréal — Québec

Titre / Title
SERVICES ALIMENTAIRES
ÉQUIPEMENTS DE CUISINE
NIVEAU 1
DISPOSITION GÉNÉRALE

Échelle / Scale	No. Page / Page No.
1:50	SA101
Dess. / Dr. R.R.	Vér. / Check S.S.
Date: VOIR RÉVISION	
Fichier / File: 6515-012_F1-1-0-0-01-01.DWG	
No. Projet / Project No.: 6515-012	

Tableau des besoins en mécanique et électricité

N°	Qté	Liste des équipements	Code	Électricité										Plomberie			Ventilation					Remarques
				Prise réseau	Racc. Urgence	Qté	Type	Ampérage (régime permanent)	Ampérage (protection)	Dispositif de raccordement	Puissance (HP)	Puissance (W)	Voltage	Phase	Hauteur (mm)	Drainage mm	Drainage Type	Eau chaude (+60°C) (mm)	Eau froide (mm)	Eau refroidie	Qté	Manchon (mm)	Évacuation (cfm)	Pression statique (Pa)	
		ENTREPOSAGE SEC																						
1	7	ÉTAGÈRES FIXES/MOBILES	É																					
2		PLATEFORMES FIXES	É																					
3	LOT	PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	N																					
4	3	PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	N																					
5 à 7		LIBRE																						
		ENTREPOSAGE RÉFRIGÉRÉ																						
8	1	CHAMBRE FROIDE (+2°C)	N		X	1	DIR	12	15				120		(par le plafond)									Notes 1 et 6
9	7	ÉTAGÈRES MOBILES	N																					
10	1	PLATEFORME FIXE	É																					
11	1	CHAMBRE FROIDE (-18°C)	N		X	1	DIR	12	15				120		(par le plafond)									Notes 1 et 6
12	6	ÉTAGÈRES MOBILES	N																					
13	1	SYSTÈME DE VENTILATION	M-É	Voir les besoins avec la discipline «Mécanique et Électricité»																				
14	1	GRILLE D'AÉRATION	N																					
15	LOT	PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	N																					
16 à 20		LIBRE																						
		PRODUCTION-CUISSON																						
21	1	ÉVIER À MAINS	N													40	DO	13	13					
22	1	TABLE MOBILE	N																					
23	1	TRANCHOIR	N			1	PE	5,4	15	5-15R			120		Voir détails									
24	1	MALAXEUR (AVEC SUPPORT)	E/N			1	PE*	10*	15*	5-15R*			120*		Voir détails									
25	1	COMPTOIR AVEC ÉVIERS	N			4	DIR	16	20	5-20R			120		Voir détails	40(x3)	DO	13 (x2)	13(x2)					Note 16
26	2	TABLETTES AJUSTABLES (DOUBLE)	N																					
27	1	POUBELLE MOBILE	N																					
28	1	MICRO-ONDES	N			1	DIR		20	5-20R		1200	120		Voir détails									Note 16
29	3	HUCHES MOBILES	N																					
30	1	CRÉMAILLÈRE À USTENSILES	N																					
31	1	POUBELLE MOBILE	N																					
32	1	BALANCE	C			1	DIR	12*	15*	5-15R*			120*		Voir détails									Note 16
33	1	MICRO-ONDES	N			1	DIR		20	5-20R		1200	120		Voir détails									Note 16
34	1	TABLETTE AJUSTABLE (DOUBLE)	N																					
35	1	COMBINÉ COUPE-LÉGUMES / COUPE/UR-MÉLANGEUR	N			1	DIR		15	5-15R			120		Voir détails									Note 16
36a	1	HOTTE DE VENTILATION	N		X			Connexion à l'article n°38													1	250X430	1632	300	Note 6
36b	1	HOTTE DE VENTILATION	N		X			Connexion à l'article n°38													1	250X510	1875	300	Note 6
37	1	ÉPURATEUR D'AIR	N		X	1	DIR					7,5		600	3	Par le plafond						3505 - Voir détails aux plans			Note 6 - Équipement également raccordé à l'art. n°38
38	1	PANNEAU DE COMMANDE	N		X	1	DIR	12	15					120		Voir détails									
39	1	SYSTÈME D'EXCTINCTION INCENDIE	N		X			Connexion à l'article n°38																	
40	1	FOUR COMBINÉ	N			1	DIR						37000	208	3	Voir détails	50	DO		20(x2) dont un provenant de l'art. n°42					Note 10, 12, 13 et 15
41	1	FOUR-COMBINÉ	F			1	DIR						22500	208	3	Voir détails	50	DO		20(x2) dont un provenant de l'art. n°42					Note 10, 12, 13 et 15
42	2	FILTRES À EAU	N																20(x2)						
43	1	DRAIN DE PLANCHER	N													75	DO							
44	1	MARMITE	N			1	DIR						24500	208	3	Voir détails			20	20					Note 15
45	1	SAUTEUSE	N			1	DIR						14400	208	3	Voir détails			20	20					Note 15
46	1	BASSIN DE PLANCHER	N													100(x2)	DO							
47	1	CUISINIÈRE 6 FEUX	N			1	DIR						19000	208	3	Voir détails									Note 15
48	LOT	PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	N																					
49	2	PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	N																					
50	1	COMPTOIR	N			2	PE	16	20	5-20R			120		Voir détails									Note 16
51	LOT	HABILLAGE EN ACIER INOXYDABLE	N																					
52 à 55		LIBRE																						
		LAVE-CHAUDRONS																						
56	1	ÉTAGÈRE MOBILE	N																					
57	1	ARMOIRE D'ENTRETIEN	N																					
58	1	TABLE LAVAGE DES CHAUDRONS	N													50(x3)	DO	20(x2)	20(x2)					
59	1	POUBELLE MOBILE	N																					
60	3	PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	N																					
61 à 65		LIBRE																						
		BUREAU																						
66		AMEUBLEMENT DE BUREAU	Ut	X	Voir les besoins avec le Client et l'Architecte																				Note 3, 4 et 5
67 à 70		LIBRE																						
		MENU DU JOUR																						
71	1	COMPTOIR DE SERVICE	N			2	DIR	16	20	5-20R			120		Voir détails									Note 16
72	1	TABLETTE DE COMPTOIR	N																					
73	2	RÉCHAUDS À SOUPE (INDUCTION)	N			2	DIR	6,7	15	5-15R			120		Voir détails									Note 16
74	1	ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE	N			1	DIR						100	120		Voir détails									
75	1	UNITÉ DE BASSIN CHAUD/FROID	N			1	DIR	8,6	20	14-20R			208	3		Voir détails	40	DO		13					Note 16
76	1	RÉCHAUD INFRAROUGE	N			1	DIR					950	208	1		Voir détails									Note 16
77	1	ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE	N			1	DIR					100	120			Voir détails									Note 16
78	1	UNITÉ DE BASSINS CHAUFFANTS	N			1	DIR					4815	208	3		Voir détails	40	DO		13					Note 16
79	1	RÉCHAUD INFRAROUGE	N			1	DIR					1250	208	1		Voir détails									Note 16
80	1	ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE	N			1	DIR					100	120			Voir détails									Note 16
81	1	DISTRIBUTEUR CHAUFFANT D'ASSIETTES	N			1	DIR		20	5-20R		1500	120			Voir détails									Note 16
82	1	ÉCRAN HYGIÉNIQUE	N																					
83		LIBRE	N																					
84	1	COMPTOIR DE TRAVAIL	N			2	PE	16	20	5-20R			120		Voir détails									
85	1	ARMOIRE MURALE	N																					
86	1	RÉCHAUD MOBILE	N			1	PE	16	20	5-20R			120		450									
87 à 95	1	LIBRE	N																					
		SANDWICHERIE/CAFÉ/DÉJEUNER																						
96	1	COMPTOIR AVEC ÉVIER	N			3	PE	16	20	5-20R			120		Voir détails	40	DO	13	13					
97	1	POUBELLE MOBILE	N																					
98	1	MACHINE À CAFÉ (ESPRESSO)	Fs			1*	DIR*						4500*	208*	1*	Voir détails	40*	DO		33 (provenant de l'art. n°99)*					Note 5
99	1	FILTRE À EAU	Fs																	13*					Note 5
100	1	MOULIN À CAFÉ	Fs			1	PE*	16*	20*	5-20R*			120*		Voir détails									
101	1	MACHINE À CAFÉ (FILTRE)	Fs			1*	DIR*						6100*	120/208*	1*	Voir détails				13 (provenant de l'art. n°102)*					Note 5
102	1	FILTRE À EAU	Fs																	13*					Note 5
103	2	RÉFRIGÉRATEURS SOUS-COMPTOIR	N			2	PE	10	15	5-15R			120		Voir détails									
104	3	TABLETTES AJUSTABLES (DOUBLES)	N																					
105	1	FOUR À CONVECTION MICRO-ONDES	N			1	PE		30	15-30R			11500	208	3	Voir détails									
106	1	GRILLE-PAIN	É			1	PE*	16*	20*	5-20R*				120*		Voir détails									
107	1	RÉCHAUD MOBILE	N			1	PE	16	20	5-20R				120		450									
108	1	COMPTOIR DE SERVICE	N			1	DIR						8180	120/208	3	Voir détails	Panneau électrique (100A - 120/208V, 3 phases) par la présente section. Capacité en courant de court circuit (panneau et sectionneurs) : 10 kAIRC à confirmer par l'ingénieur en électricité									Notes 16 et 17
109	1	PRÉSENTOIR RÉFRIGÉRÉ	N						Connexion à l'article n°108							40	DO								Notes 7 et 16 - Les deux équipements se déverseront dans le même drain.
110	1	TABLE À SALADES	N						Connexion à l'article n°108																Note 16
111		LIBRE																							
112	2	RÉCHAUDS À SOUPE (INDUCTION)	N						Connexion à l'article n°108																
113	1	ÉCRAN HYGIÉNIQUE	N						Connexion à l'article n°108																
114	1	TABLETTE DE COMPTOIR	N																						
115	1	DISTRIBUTEUR D'USTENSILES	C																						
116 à 125		LIBRE																							
		AIRE DE SERVICE																							
126	1	LIBRE																							
127	3	PRÉSENTOIRS RÉFRIGÉRÉS GRAB & GO	N		X	3	PE	12	20	6-20R			208/240	1	Voir détails	40	DO								Note 7 - Les trois équipements se déverseront dans le même drain.
128	1	COMPTOIR DE SERVICE	N			2	DIR	16	20	5-20R			120		Voir détails	40	DO								Note 16
129	1	PRÉSENTOIR À FRIANDISES	C																						
130	8	THERMOS À CAFÉ	C																						
131	2	DISTRIBUTEURS D'EAU CHAUDE	N			2	DIR		20	5-20R		2200	120		Voir détails	Se déversant dans l'art. n°128			13(x2) (provenant de l'art. n°132)					Note 16
132	2	FILTRES À EAU	N																13(x2)					Note 16
133	1	COMPTOIR DE SERVICE	N			2	DIR	16	20	5-20R			120		Voir détails	40	DO								Note 16
134	1	PRÉSENTOIR À FRIANDISES	C																						
135	2	MACHINES DISTRIBUTRICES DE JUS	Fs			2	DIR*		20*	5-20R*			120*		Voir détails	Se déversant dans l'art. n°133			13(x4) (2 provenant de l'art.n°136 et 2 provenant de l'art. n°151)*					Notes 5, 6 et 16
136	2	CARBONATEURS	Fs			2	DIR*	12*	15*	5-15R*			120*		Voir détails				13(x2) (provenant de l'art. n°151)*					Notes 5, 6 et 16
137	2	BOUTEILLES DE GAZ (CO²)	Fs																						
138	LOT	BAG-IN-BOX	Fs																						
139	1	COMPTOIR CAISSE	N			2	DIR	16	20	5-20R			120		Voir détails									Note 16
140	2	DISTRIBUTEURS D'USTENSILES	C																						
141	2	PRÉSENTOIRS DE COMPTOIR	C																						
142	2	CAISSES ENREGISTREUSES	C		X	2	DIR	12	15	5-15R			120		Voir détails									Notes 2, 5 et 16
143	2	TERMINAUX DE PAIEMENT ET IMPRIMANTES	C	X (2x)																				Note 4
144	2	POUBELLES	C																						
145	1	COMPTOIR CAISSE	N			1	DIR	16	20	5-20R			120		Voir détails										
146	1	DISTRIBUTEUR D'USTENSILES	C																						
147	2	PRÉSENTOIR DE COMPTOIR	C																						
148	1	CAISSE ENREGISTREUSE	C		X	1	DIR	12	15	5-15R			120		Voir détails									Note 2 et 5
149	1	TERMINAL DE PAIEMENT ET IMPRIMANTE	C	X																				Note 4
150	1	POUBELLE	C																					Note 6
151	2	FILTRES À EAU	N																13(x2)*					Note 16
152	1	PRÉSENTOIR GRAB&GO	N			1	DIR	16	20	5-20R			120		Voir détails									
153 à 160		LIBRE																						
		LAVERIE																						
161	3	ROBINET AVEC BOYAU	N															13	13					
162	8	ÉTAGÈRES À ANGLES	N																					
163	1	BASSIN DE PLANCHER	N													100	DO							
164	1	TABLE DE DÉBARRASSAGE	N													50(x2)	DO	20	20					
165	1	TABLETTE À PANIERS	N																					
166	2	POUBELLES MOBILES	N																					
167	1	LAVE-VAISSELLE "VENTLESS"	N			1	DIR	45,4	60				208	3	Voir détails	50	DO	20 (provenant de l'art. n°168)	20					
168	1	ADOUCISSEUR	N															20						
169	1	TABLE À VAISSELLE PROPRE	N																					
170	LOT	PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	N																					
171	3	PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	N																					
172	1	ÉVIER À MAINS AVEC LAVE-YEUX	N													40	DO	13(x2)	13(x2)					
173	4	ÉTAGÈRES MOBILES	N																					
174	LOT	HABILLAGE EN ACIER INOXYDABLE	N																					
175 à 180		LIBRE																						
		SALLE À MANGER																						
181	1	COMPTOIR	ARCH												Voir les besoins avec la discipline «Architecture»									Note 3
182	1	ÉVIER	M-É												Voir les besoins avec la discipline «Mécanique»									
183		LIBRE																						
184	9	MICRO-ONDES	N			9	PE		15	5-15R		1000	120		Voir détails Arch									
185	4	POUBELLES MOBILES	N												Voir les besoins avec le Client									
186	3	MACHINES DISTRIBUTRICES	NIC												Voir les besoins avec la discipline «Mécanique»									
187	2	FONTAINES D'EAU	M-É												Voir les besoins avec la discipline «Architecture»									Note 3
188	2	COMPTOIRS	ARCH												Voir les besoins avec la discipline «Mécanique»									
189	1	ÉVIER	M-É												Voir les besoins avec la discipline «Architecture»									
190	8	POUBELLES MOBILES	N																					
191	2	FONTAINES D'EAU	M-É												Voir les besoins avec la discipline «Mécanique»									
192	1	COMPTOIR À CONDIMENTS	ARCH												Voir les besoins avec la discipline «Architecture»									Note 3
193 à 200		LIBRE																						
		SYSTÈME DE RÉFRIGERATION																						
201a	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - UNITÉ DE CONDENSATION	N		X	1	DIR	MCA : 9,2	MOP : 15	Sectionneur sans fusible inclus		230/208	1											Note 6
201b	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (VENTILATEURS)	N		X	1	Via contrôleur, filé en usine									40	DPE							Notes 7 et 6
201c	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (CONTRÔLEUR)	N		X	1	DIR	MCA : 1,1	MOP : 15	Sectionneur à prévoir		230/208	1											Note 6
202a	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - UNITÉ DE CONDENSATION	N		X	1	DIR	MCA : 13,3	MOP : 20	Sectionneur sans fusible inclus		230/208	1											Note 6
202b	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (VENTILATEURS)	N		X	1	Via contrôleur, filé en usine									40	DPE							Notes 7 et 6
202c	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (ÉLÉMENT DÉGIVRAGE)	N		X	1	DIR	MCA : 10,3	MOP : 15	Sectionneur à prévoir		230/208	1											Note 6
202d	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - FIL CHAUFFANT	N		X	1	DIR	15				120	1											Note 6
203	1	SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ROUTEUR	N	X		1	PE					120	1											

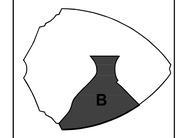
Codes : N : Équipement neuf
É : Équipement existant
C : Équipement fourni et installé par le client
M/É : Équipement prévu par la discipline Mécanique et/ou Électricité
ARCH : Équipement prévu par la discipline Architecture
Fs : Équipement fourni et installé par un fournisseur externe
F : Équipement futur
Ut : Équipement fourni et installé par l'utilisateur (concessionnaire)

LÉGENDE

Électricité	DIR : raccordement direct
	PE : prise électrique à prévoir par la discipline "Électricité"
	P : Protection
	R : Puissance (W) ou intensité (A) en régime permanent
	Art. n°: besoin prévu avec l'article indiqué
Plomberie	DPE : drain de plancher avec entonnoir ovoi
	DI : Drain indirect
	DD : drain direct
	DM : drain adapté pour le marmites

NOTES
* Les besoins en électricité de chaque article portant un astérisque (*) doivent être vérifiés et coordonnés au chantier par le manufacturier en équipements de cuisine
NOTE 1 : Boîtes de jonction et câblage par la discipline «Électricité»
NOTE 2 : Disjoncteur avec détecteur de faute à la terre prévu par la discipline «Électricité»
NOTE 3 : Localisation à coordonner avec la discipline «Architecture» / le Client
NOTE 4 : Prises réseaux à coordonner avec le fournisseur de l'équipement / le Client / la discipline «Électricité - Telecom»
NOTE 5 : Besoins en mécanique et électricité à coordonner avec le fournisseur de l'équipement / le Client (au chantier)
NOTE 6 : Voir le schéma typique de raccordement ou les détails dans les plans
NOTE 7 : Raccordement de l'équipement au drain indirect par la discipline «Mécanique»
NOTE 8 : Besoins en mécanique et électricité sont à coordonner avec la discipline «Architecture»
NOTE 9 : Besoins en électricité à coordonner avec la discipline «Architecture» / «Mécanique»
NOTE 10 : Installation du système de refroidissement des eaux usées, de l'amortisseur de chocs (ou anti-bélier) et des régulateurs de pression par la discipline «Mécanique»
NOTE 11 : Installation des boyaux flexibles de gaz (avec valve de fermeture intégrée de type "ball-valve") par la discipline «Mécanique»
NOTE 12 : Installation des boyaux flexibles d'arrivée d'eau (avec valve de fermeture intégrée de type "ball-valve") par la discipline «Mécanique»
NOTE 13 : La discipline «Électricité» doit prévoir des conduits électriques avec des câbles en cuivre pour cet équipement
NOTE 14 : La discipline «Électricité» doit prévoir le raccordement entre l'équipement et le panneau électrique de l'équipement fourni par le manufacturier en équipement de cuisine
NOTE 15 : La discipline «Électricité» doit prévoir la fourniture et l'installation des contacteurs magnétiques qui couperont l'alimentation électrique lors du déclenchement du système d'extinction incendie de la hotte de ventilation (mécanisme de déclenchement à dérivation dit "shunt trip")
NOTE 16 : Les disciplines «Mécanique» et «Électricité» doivent prévoir des réseaux et conduits en provenance du plancher (pas de colonnette de prévue)
NOTE 17 : Se référer aux chartes des panneaux électriques des équipements de la présente section, indiquées sur les feuilles de détail des plans (panneau électrique à fournir et installer par la présente section).

Plan Clé / Key Plan



Notes

CES DOCUMENTS D'ARCHITECTURE SONT LA PROPRIETE DE KANVA ARCHITECTURE ET NE POURRONT ETRE REPRODUITS SANS AUTORISATION ECRITE.
LES DIMENSIONS APPARAISSANT AUX PRESENTS DOCUMENTS DEVRONT ETRE VERIFIEES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX. CELUI-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE, AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX, DE TOUTE OMISSION, ERREUR OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVEES AU CHANTIER.
LES DIMENSIONS SUR CES DOCUMENTS DOIVENT ETRE LUES ET NON MESUREES.
L'ENTREPRENEUR DEVRA S'ASSURER DE L'INTÉGRITÉ STRUCTURAL DE L'ENSEMBLE.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

REV.	DATE	DESC.
	2018-05-10	POUR CONTRUCTION
0	2017-11-08	POUR SOUMISSIONS

Électromécanique / Services alimentaires
Mechanical / Electrical
1010 rue Sherbrooke Ouest, bur. 1901
Montréal (Québec) H3A 2R7
514.360.0747
www.bpa.ca
_bouhillette parizeau
mécanique | électricité | services alimentaires | immotique

Structure
N C K Inc.
1200 AVENUE McGILL COLLEGE
BUREAU 1200
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA
H3B 4G7
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402
www.nck.co

Architecte
KANVA
4560 RUEL, ST-LAURENT (QUÉBEC) CANADA H4S 1V5
T 514.844.8119
F 514.844.3869
WWW.KANVA.CA

Collaborateur
NEUF ARCHITECTES

Client
Montréal

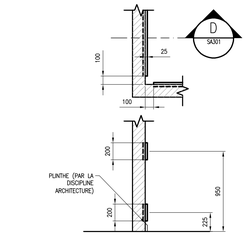
Ordre des architectes du Québec
Sylvie Savoie 106037
Signature
Date

Nom Projet / Project Name
MIGRATION DU BIODÔME 2.0

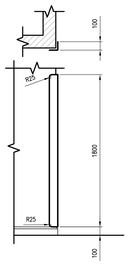
Montréal Québec

Titre / Title
SERVICES ALIMENTAIRES
ÉQUIPEMENTS DE CUISINE
TABLEAU DES BESOINS EN MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ

Échelle / Scale: AUCUNE	No. Page / Page No.
Des. / Dr: J.C. & E.V.	Vér. / Check: B.S.
Date: VOIR RÉVISION	SA201
Fichier / File: 6515-012_F1-1-0-0-01.DWG	
No. Projet / Project No.: 6515-012	

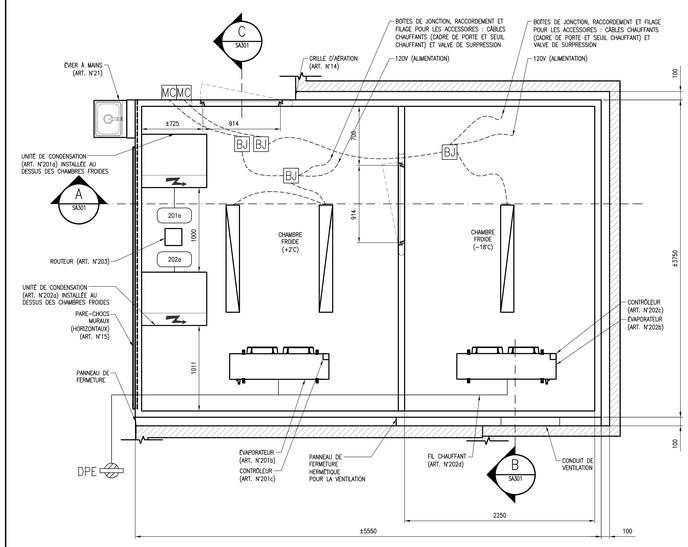


D SA301 ART. N°3, 48 ET 170 – PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)



ART. N° 4, 49, 60 ET 171 – PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)

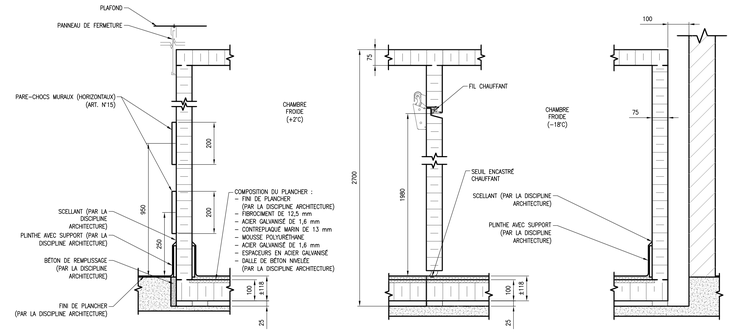
(ÉCHELLE : 1:25)



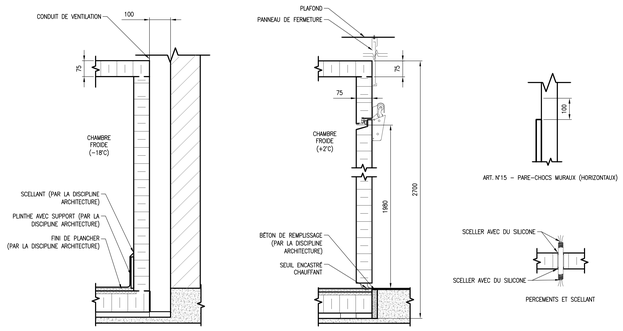
ART. N°8 – CHAMBRE FROIDE (+2°C)
ART. N°11 – CHAMBRE FROIDE (–18°C)
ART. N°14 – GRILLE D'AÉRATION
ART. N°15 – PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)

RAPPEL DU DEVIS :
«LE CHEMINEMENT DE LA TUYAUTERIE DE RÉFRIGÉRANT DOIT ÊTRE VÉRIFIÉ AU CHANTIER PAR LA PRÉSENTE SECTION AVANT INSTALLATION»

(ÉCHELLE : 1:25)



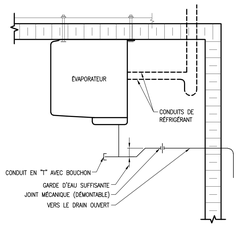
A SA301 ART. N°8 – CHAMBRE FROIDE (+2°C)
ART. N°11 – CHAMBRE FROIDE (–18°C)
ART. N°15 – PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)



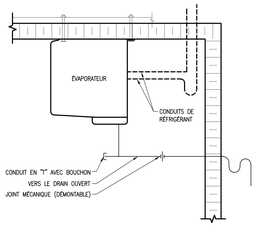
B SA301 ART. N°11 – CHAMBRE FROIDE (–18°C)

C SA301 ART. N°8 – CHAMBRE FROIDE (+2°C)

(ÉCHELLE: 1:10)

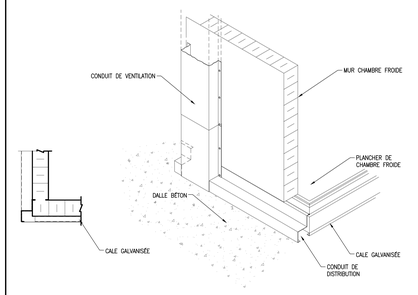


DÉTAIL TYPE – DRAINAGE D'UN ÉVAPORATEUR DANS UNE CHAMBRE FROIDE POSITIVE



DÉTAIL TYPE – DRAINAGE D'UN ÉVAPORATEUR DANS UNE CHAMBRE FROIDE NÉGATIVE

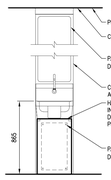
(ÉCHELLE: 1:10)



ART. N°11 – CHAMBRE FROIDE

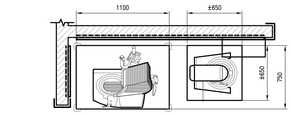
(ÉCHELLE: AUCUNE)

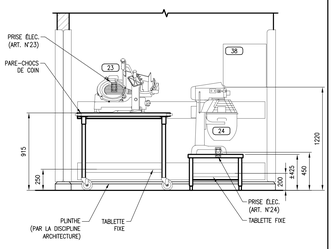




ART. N°21 – ÉVIER À MAINS

(ÉCHELLE : 1:25)

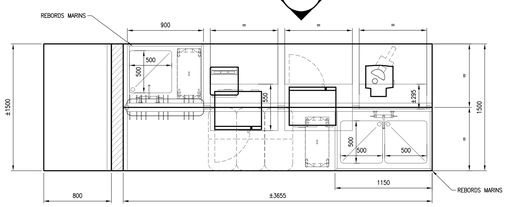


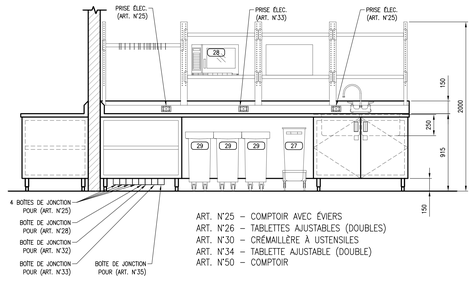


ART. N°22 – TABLE MOBILE
ART. N°24 – MALAXEUR (AVEC SUPPORT)

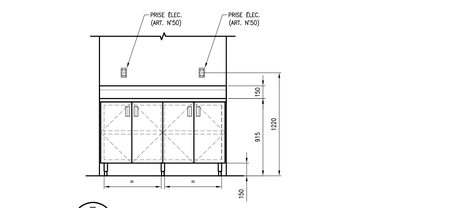
(ÉCHELLE : 1:25)

F SA301

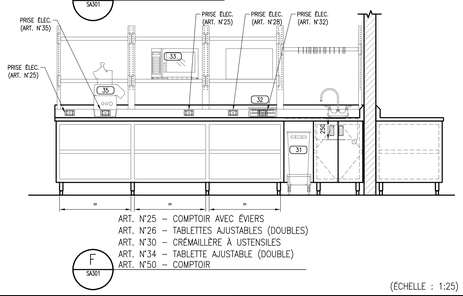




ART. N°25 – COMPTOIR AVEC ÉVIERS
ART. N°26 – TABLETTES AJUSTABLES (DOUBLES)
ART. N°30 – CRÉMAILLÈRE À USTENSILES
ART. N°34 – TABLETTE AJUSTABLE (DOUBLE)
ART. N°50 – COMPTOIR



E SA301 ART. N°50 – COMPTOIR

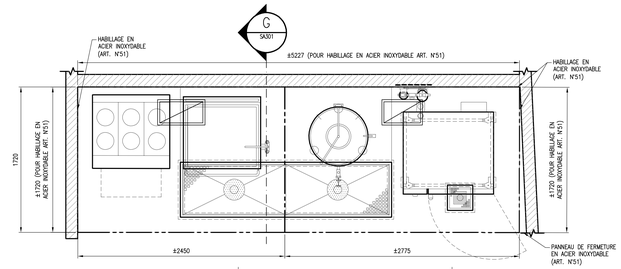


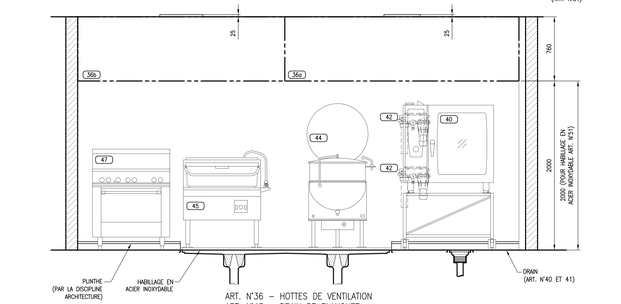
ART. N°25 – COMPTOIR AVEC ÉVIERS
ART. N°26 – TABLETTES AJUSTABLES (DOUBLES)
ART. N°30 – CRÉMAILLÈRE À USTENSILES
ART. N°34 – TABLETTE AJUSTABLE (DOUBLE)
ART. N°50 – COMPTOIR

F SA301

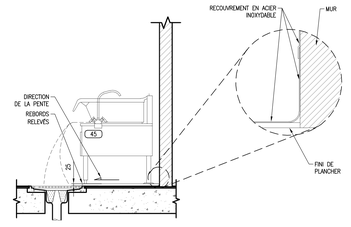
(ÉCHELLE : 1:25)

G SA301





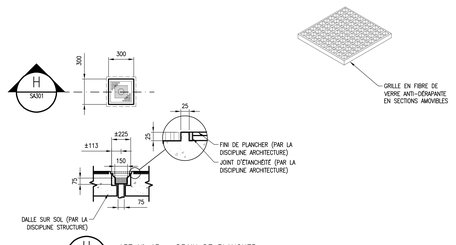
ART. N°36 – HOTTES DE VENTILATION
ART. N°43 – DRAIN DE PLANCHER
ART. N°46 – BASSIN DE PLANCHER
ART. N°51 – HABILLAGE EN ACIER INOXYDABLE



G SA301 ART. N°46 – BASSIN DE PLANCHER
ART. N°51 – HABILLAGE EN ACIER INOXYDABLE

(ÉCHELLE : 1:25)

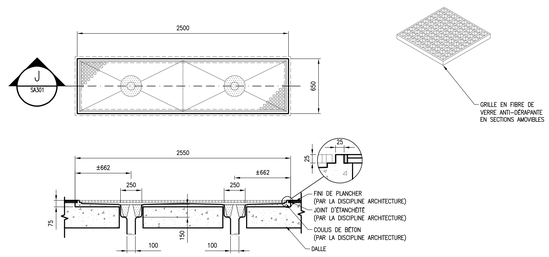
H SA301



H SA301 ART. N° 43 – DRAIN DE PLANCHER

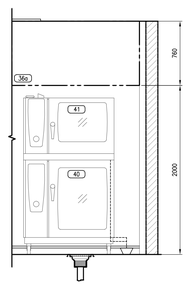
(ÉCHELLE : 1:25)

J SA301



J SA301 ART. N°46 – BASSIN DE PLANCHER

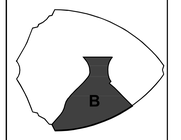
(ÉCHELLE : 1:25)



CONFIGURATION FUTURE

(ÉCHELLE : 1:25)

Plan Clé / Key Plan



Notes

CES DOCUMENTS D'ARCHITECTURE SONT LA PROPRIÉTÉ DE KANVA ARCHITECTURE ET NE POURRONT ÊTRE REPRODUITS SANS AUTORISATION ÉCRITE.
LES DIMENSIONS APPARAISSANT AUX PRÉSENTS DOCUMENTS DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CELUI-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, DE TOUTE OMISSION, ERREUR OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVÉES AU CHANTIER.
LES DIMENSIONS SUR CES DOCUMENTS DOIVENT ÊTRE LUES ET NON MESURÉES.
L'ENTREPRENEUR DEVRA S'ASSURER DE L'INTÉGRITÉ STRUCTURAL DE L'ENSEMBLE.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

REV.	DATE	DESCRIPTION
1	2018-05-10	POUR CONSTRUCTION
0	2017-11-09	POUR SOUMISSIONS

Électromécanique / Services alimentaires
BBDR inc/s/e
1010, rue Sherbrooke Ouest, bureau 901
Montréal (Québec) H3A 2R7
514.288.1574
www.bbdr.ca

_bouthillette parizeau

mécanique | électricité | services alimentaires | immobilier

Structure
N. C. K. inc.
1200 AVENUE McGILL COLLEGE
BUREAU 1200
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA
H3B 4G7
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402
www.nck.co

Architecte
KANVA
5500 BOUL. ST-LAURENT #203
MONTRÉAL, QUÉBEC, H2T 1S6
T.514.844.8123
F.514.844.2650
WWW.KANVA.CA

Collaborateur
NEUF ARCHITECTES

Client
Montréal

Sylvie Savoie 109037

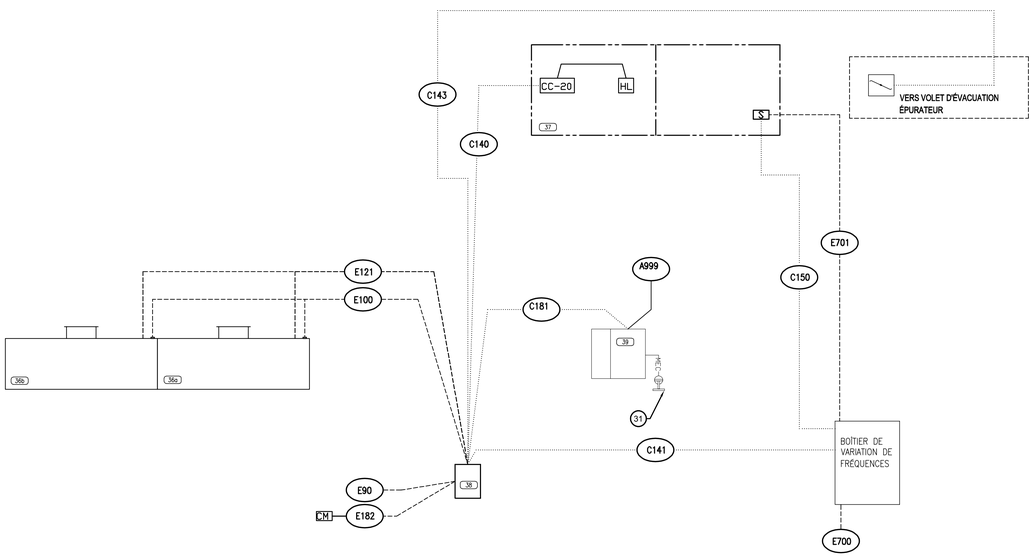
Nom Projet / Project Name
MIGRATION DU BIODÔME 2.0

Montréal — Québec

Titre / Title
SERVICES ALIMENTAIRES
ÉQUIPEMENTS DE CUISINE
NIVEAU 1
DÉTAILS D'AMEUBLEMENT

Échelle / Scale	VOIR PLAN
No. Page / Page No.	SA301
Dess. / Dr.	R.R.
Vér. / Check	R.S.
Date	VOIR RÉVISION
Fichier / File	6515-012_F4-1-0-0-00-00.DWG
No. Projet / Project No.	6515-012

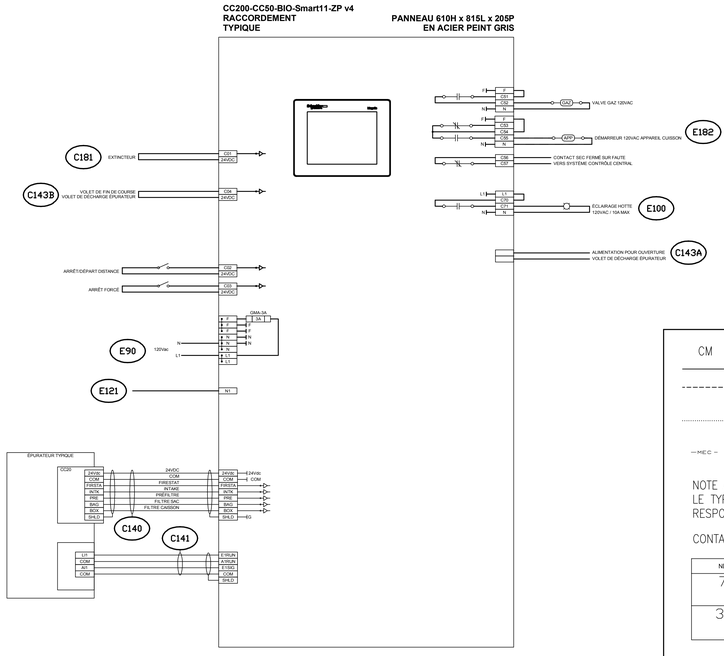
NOTE : LES ENTRÉES ÉLECTRIQUES SUR CHAQUE VDF PEUVENT ÊTRE DANS LE MÊME CONDUIT, MAIS CHAQUE SORTIE DOIVENT ÊTRE DANS UN CONDUIT INDIVIDUEL



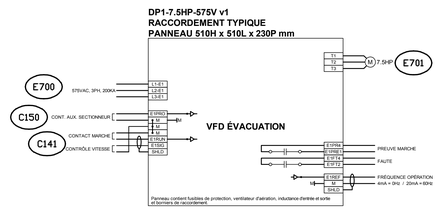
Numéro	# Conducteur et type	Quantité	Fonction
A999	2C, contact sec	1	Supervision alarme bâtiment au système de protection incendie hotte(s)
C140	7C, 24V, blindé	1	Raccordement capteurs de pression filtres et haute limite de température
C141	4C, 24V, blindé	1	Contact sec de marche et 0-10V pour variateur de fréquence de l'épurateur d'air
C143	4C, 24V	1	Alimentation et supervision d'ouverture volet de décharge épurateur
C150	2C, 24V	1	Raccordement entre VDF et contact hatif du sectionneur du ventilateur
C181	2C, 24V	1	Supervision état du système de protection incendie, contact NC
E90	2C, 120V, 15 A	1	Alimentation boitier pour contrôle et éclairage
E100	2C, 120V, 10 amp max	1	Raccordement des boite(s) de jonction de l'éclairage des hottes
E121	EMT, 3/4'' (20mm)	1	Conduit EMT vide pour câblage de contrôle par Cadexair
E182	Contact sec, 2C, max 3 amp	1	Raccordement pour coupure des équipements de cuisson via contacteur magnétique
E700	3C, 575V/3/60	1	Alimentation en puissance du boitier VDF
E701	3C, 575V/3/60	1	Raccordement en puissance entre le (les) VDF et le (les) sectionneur(s)

CC200-CC50-BIO-Smart11-ZP v4
RACCORDEMENT TYPIQUE

PANNEAU 610H x 815L x 205P EN ACIER PEINT GRIS



DP1-7.5HP-575V v1
RACCORDEMENT TYPIQUE
PANNEAU 510H x 510L x 230P mm



HOTTE DE VENTILATION
LÉGENDE

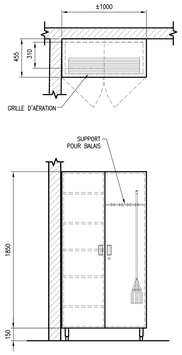
CM	CONTACTEUR MAGNÉTIQUE
———	CÂBLAGE D'ALARME
- - - - - - -	CÂBLAGE 120V ET + FOURNI, INSTALLÉ ET RACCORDÉ PAR L'ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
.....	CÂBLAGE 24V ET – FOURNI, INSTALLÉ ET RACCORDÉ PAR L'ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
—MEC—	CONDUIT FOURNI, INSTALLÉ ET RACCORDÉ PAR MANUFACTURIER EN ÉQUIPEMENTS DE CUISINE

NOTE À LA DISCIPLINE ÉLECTRICITÉ :
LE TYPE DE CÂBLE RECOMMANDÉ N'EST QU'À TITRE DE RÉFÉRENCE. L'ÉLECTRICIEN EST RESPONSABLE DE FAIRE L'INSTALLATION CONFORME AUX NORMES DU BÂTIMENT LOCAL

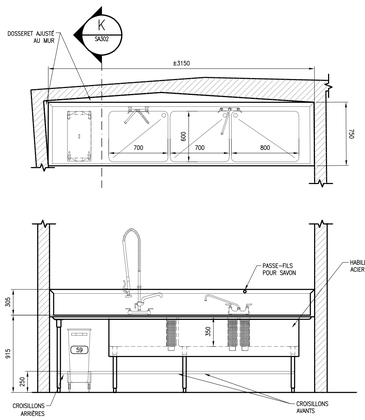
CONTACTEURS MAGNÉTIQUES FOURNIS PAR DISCIPLINE ÉLECTRICITÉ

NO	M
7	BOITE DE JONCTION
31	DÉCLENCHEUR MANUEL

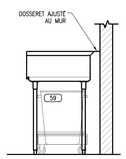
(ÉCHELLE: AUCUNE)



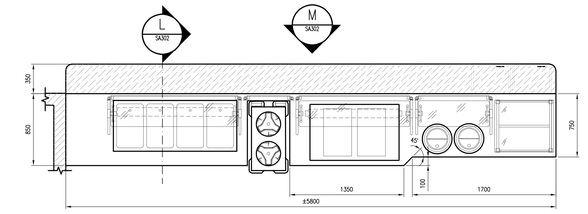
ART. N°57 – ARMOIRE D'ENTRETIEN

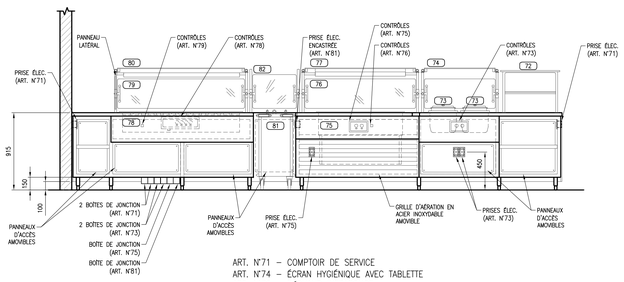


ART. N°58 – TABLE LAVAGE DES CHAUDRONS

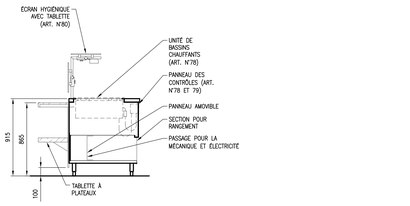


K SA302 ART. N°58 – TABLE LAVAGE DES CHAUDRONS

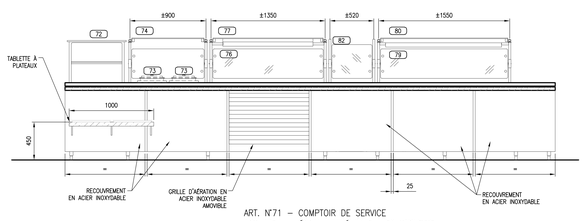




ART. N°71 – COMPTOIR DE SERVICE
ART. N°74 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE
ART. N°76 – RÉCHAUD INFRAROUGE
ART. N°77 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE
ART. N°79 – RÉCHAUD INFRAROUGE
ART. N°80 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE

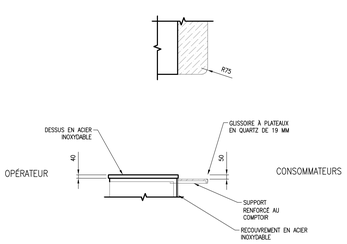


L SA302 ART. N°71 – COMPTOIR DE SERVICE

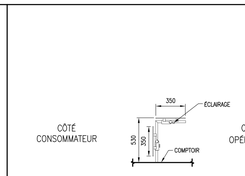


ART. N°71 – COMPTOIR DE SERVICE
ART. N°74 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE
ART. N°76 – RÉCHAUD INFRAROUGE
ART. N°77 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE
ART. N°79 – RÉCHAUD INFRAROUGE
ART. N°80 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE

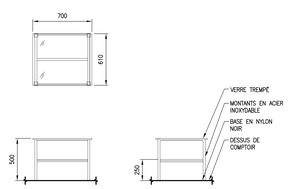
M SA302



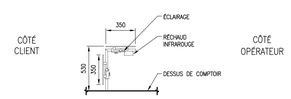
ART. N°71 ET 108 – DÉTAIL GLISSOIRE À PLATEAUX POUR LES COMPTOIRS DE SERVICE



ART. N°74 ET 113 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE



ART. N°72 ET 114 – TABLETTE DE COMPTOIR



ART. N°77 ET 80 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE



ART. N°82 – ÉCRAN HYGIÉNIQUE

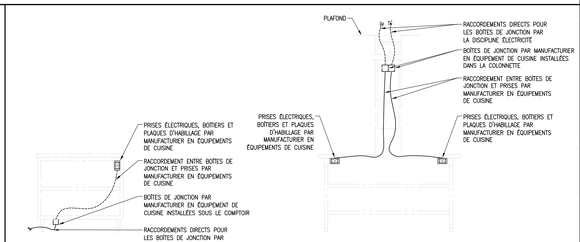


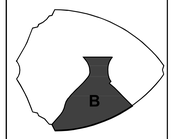
SCHÉMA TYPIQUE DE RACCORDEMENT POUR LES PRISES FOURNIES PAR LE MANUFACTURIER EN ÉQUIPEMENTS DE CUISINE (RACCORDEMENT PAR LE PLANCHER)

*L'ENSEMBLE DES CONDUITS DOIT ÊTRE DISSIMULÉ ET ACCESSIBLE (VOIR LE DEVIS ARTICLE 2.3.12.3)

SCHÉMA TYPIQUE DE RACCORDEMENT POUR LES PRISES FOURNIES PAR LE MANUFACTURIER EN ÉQUIPEMENTS DE CUISINE (RACCORDEMENT PAR LE PLAFOND)

*L'ENSEMBLE DES CONDUITS DOIT ÊTRE DISSIMULÉ ET ACCESSIBLE (VOIR LE DEVIS ARTICLE 2.3.12.3)

Plan Clé / Key Plan



Notes

CES DOCUMENTS D'ARCHITECTURE SONT LA PROPRIÉTÉ DE KANVA. ARCHITECTURE ET NE POURRONT ÊTRE REPRODUITS SANS AUTORISATION ÉCRITE.
LES DIMENSIONS APPARAISSANT AUX PRÉSENTS DOCUMENTS DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CELUI-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, DE TOUTE OMISSION, ERREUR OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVÉES AU CHANTIER.
LES DIMENSIONS SUR CES DOCUMENTS DOIVENT ÊTRE LUES ET NON MESURÉES.
L'ENTREPRENEUR DEVRA S'ASSURER DE L'INTÉGRITÉ STRUCTURAL DE L'ENSEMBLE.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

REV	DATE	DESCRIPTION
1	2018-05-10	POUR CONTRUCTION
0	2017-11-09	POUR SOUMISSIONS

Électromécanique | Services alimentaires
MEP Inc Canada
1000 rue Jean-Talon Montréal, QC H3E 3H6
514.303.4747
www.mepi.ca

bouthillette parizeau
mécanique | électricité | services alimentaires | Immobilier

Structure
N C K Inc.
1200 AVENUE McGILL COLLEGE
BUREAU 1200
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA
H3B 4G7
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402
www.nck.ca

Architecte
KANVA
4000 RUEL, BUREAU 4100
MONTRÉAL (QC) CANADA H2H 2S6
T 514 844 9559
F 514 844 2939
WWW.KANVA.CA

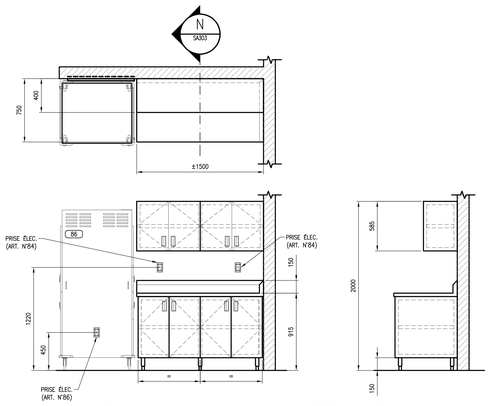
Entrepreneur
NEUF ARCHITECTES

Client
Montréal

INGÉNIEUR-ENDOSSEUR
Sylvie Savoie
Nom Projet / Project Name
MIGRATION DU BIODÔME 2.0
Montréal Québec

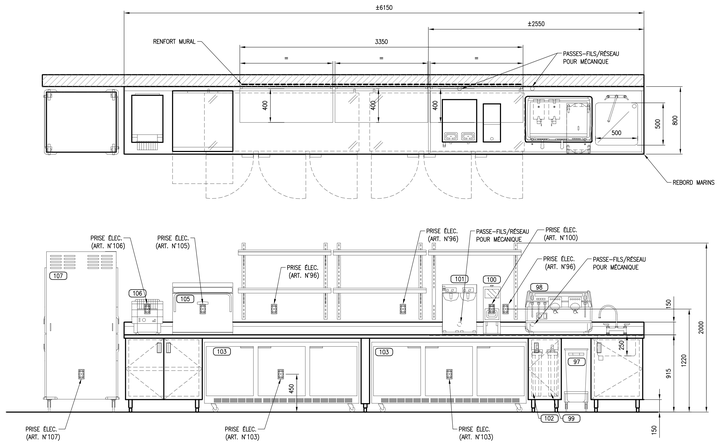
Titre / Title
SERVICES ALIMENTAIRES
ÉQUIPEMENTS DE CUISINE
NIVEAU 1
DÉTAILS D'AMEUBLEMENT

Échelle / Scale: 1:25
No. Page / Page No.
Fait / Dr: R.R.
Vérif. / Check: B.S.
Date: VOIR RÉVISION
SA302
Fichier / File: 6515-012_F4-1-0-0-00-00.DWG
No. Projet / Project No.: 6515-012



ART. N°84 – COMPTOIR DE TRAVAIL
ART. N°85 – ARMOIRE MURALE

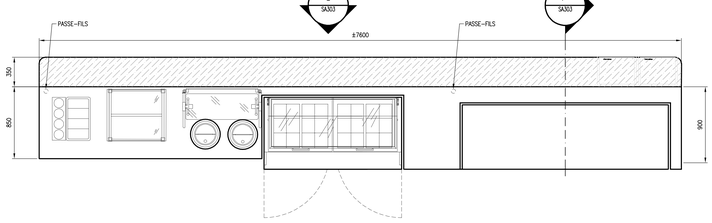
N SA303 ART. N°84 – COMPTOIR DE TRAVAIL
ART. N°85 – ARMOIRE MURALE

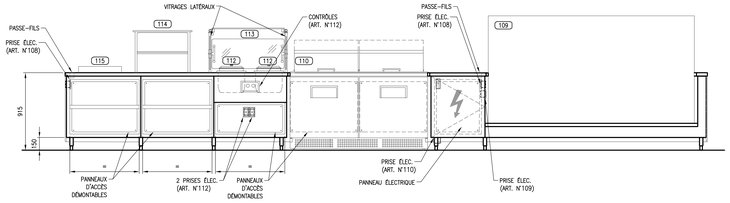


ART. N°96 – COMPTOIR AVEC ÉVIER
ART. N°104 – TABLETTES AJUSTABLES (DOUBLES)

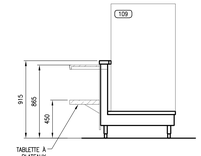
						ÉQUILIBRAGE DU PANNEAU ÉLECTRIQUE			
N°	ÉQUIPEMENT	VOLTAGE	PHASE(S)	WATTAGE	AMPÉRAGE	DISPOSITIF DE RACCORDEMENT	PHASE A	PHASE B	PHASE C	COMMENTAIRES
108	PRISES D'UTILITÉ	120	1	1920	16	5-20R	16			
		120	1	1920	16	5-20R			16	
109	PRÉSENTOIR RÉFRIGÉRÉ	120	1	1920	16	5-15R		16		
110	TABLE À SALADES	120	1	720	6	5-15R	6			
112	RÉCHAUDS À SOUPE	120	1	800	7	5-15R			7	
		120	1	800	7	5-15R		7		
113	ÉCRAN HYGIÉNIQUE	120	1	100	1	Direct			1	
		TOTAL					22	23	24	
		Protection minimum pour le panneau					27,5	28,75	30	

O SA303 P SA303

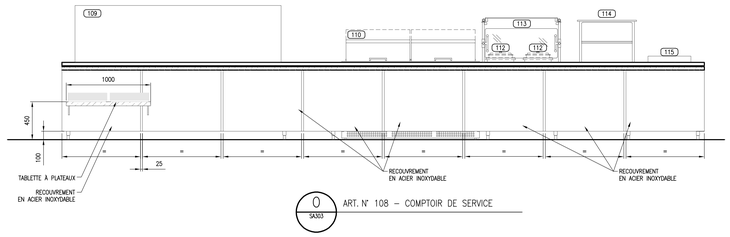




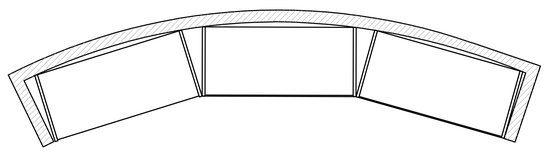
ART. N° 108 – COMPTOIR DE SERVICE

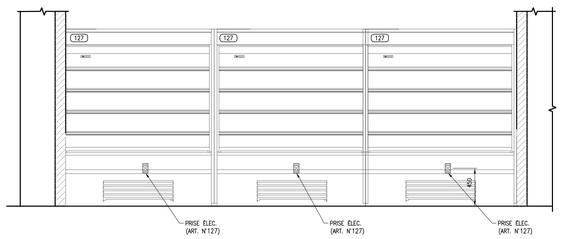


P SA303 ART. N° 108 – COMPTOIR DE SERVICE

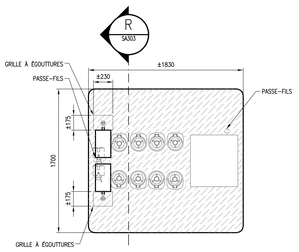


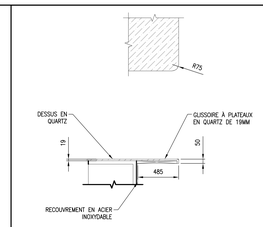
O SA303 ART. N° 108 – COMPTOIR DE SERVICE



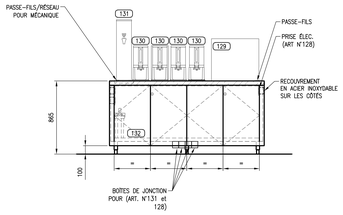


ART. N° 127 – PRÉSENTOIRS RÉFRIGÉRÉS GRAB & GO

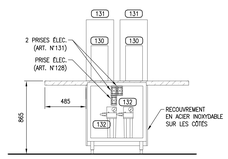




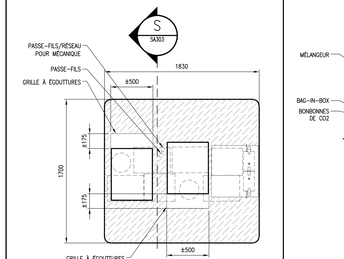
ART. N°128, 133 ET 139 – DÉTAIL DES COMPTOIRS CAISSE



ART. N° 128 – COMPTOIR DE SERVICE



R SA303 ART. N° 128 – COMPTOIR DE SERVICE



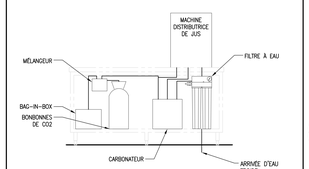
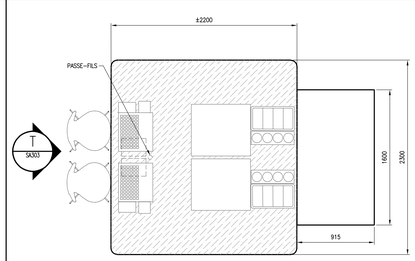


SCHÉMA DE PRINCIPE DES SYSTÈMES DE JUS ET DE BOISSONS GAZEUSES (À COORDONNER AU CHANTIER)

(ÉCHELLE : AUCUNE)



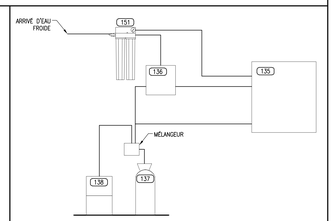
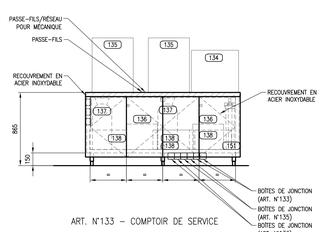
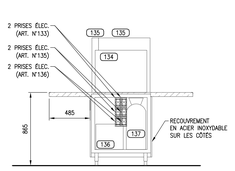


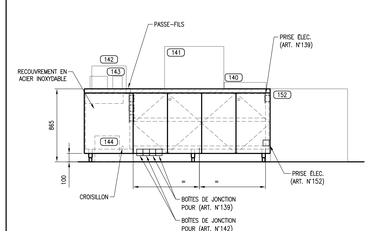
SCHÉMA DE PRINCIPE DES SYSTÈMES DE JUS ET DE BOISSONS GAZEUSES (À COORDONNER AU CHANTIER)

(ÉCHELLE : AUCUNE)

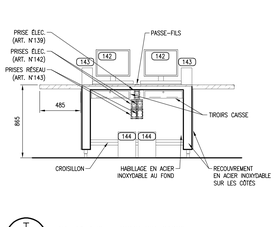


ART. N°133 – COMPTOIR DE SERVICE

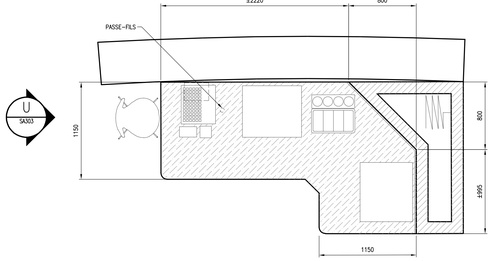




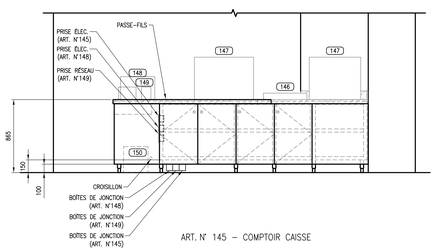
ART. N°139 – COMPTOIR CAISSE
ART. N°152 – PRÉSENTOIR GRAB&GO



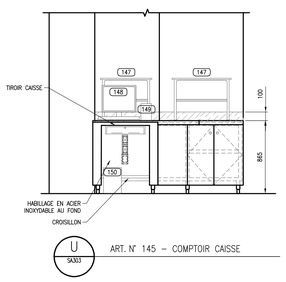
T SA303 ART. N° 139 – COMPTOIR CAISSE



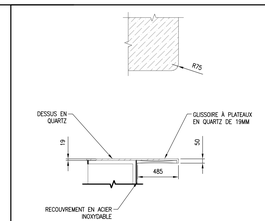
U SA303



ART. N° 145 – COMPTOIR CAISSE

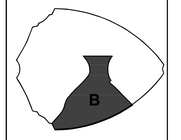


U SA303 ART. N° 145 – COMPTOIR CAISSE



ART. N°145 – DÉTAIL DES COMPTOIRS CAISSE

Plan Clé / Key Plan



Notes

CES DOCUMENTS D'ARCHITECTURE SONT LA PROPRIETE DE KANVA ARCHITECTURE ET NE POURRONT ETRE REPRODUITS SANS AUTORISATION ÉCRITE.
LES DIMENSIONS APPARAISSANT AUX PRESENTS DOCUMENTS DEVRONT ETRE VERIFIEES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX. CELUI-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE, AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX, DE TOUTE OMISSION, ERREUR OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVEES AU CHANTIER.
LES DIMENSIONS SUR CES DOCUMENTS DOIVENT ETRE LUES ET NON MESURÉES.
L'ENTREPRENEUR DEVRA S'ASSURER DE L'INTÉGRITÉ STRUCTURAL DE L'ENSEMBLE.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

REV	DATE	EMIS
0	2017-11-06	POUR SOUMISSIONS
	2019-05-10	POUR CONSTRUCTION

Électromécanique | Services alimentaires
9820 rue Ste-Julie
Montréal (Québec) H3L 1S1
514-383-3747
www.bta.ca
bouthillette parizeau
mécanique | électricité | services alimentaires | immobilier

Structure
N C K Inc.
1200 AVENUE McGILL COLLEGE
BUREAU 1200
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA
H3B 4G7
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402
www.nck.co

Architecte
KANVA
4060 BOUL. ST-LAURENT #619
MONTRÉAL (QC) CANADA H2W 1Y5
T 514.844.8175
F 514.844.3456
www.kanva.ca

Entrepreneur
NEUF
Client
Montréal

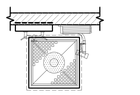
Sylvie Savoie
ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC
Signature

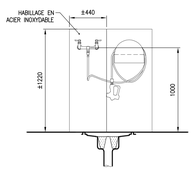
Nom Projet / Project Name
MIGRATION DU BIODÔME 2.0

Montréal Québec

Titre / Title
SERVICES ALIMENTAIRES
ÉQUIPEMENTS DE CUISINE
NIVEAU 1
DÉTAILS D'AMEUBLEMENT

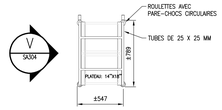
Échelle / Scale	No. Page / Page No.
1:25	
Dess. / Dr. R.R.	Vér. / Check JS-S
Date VOIR RÉVISION	SA303
Fichier / File 6515-012_F4-1-0-0-00-00.DWG	
No. Projet / Project No. 6515-012	

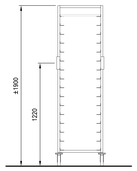




ART. N°161 – ROBINET AVEC BOYAU

(ÉCHELLE : 1:25)

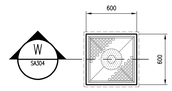




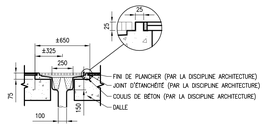


ART. N°162 – ÉTAGÈRE À ANGLES

(ÉCHELLE : 1:25)

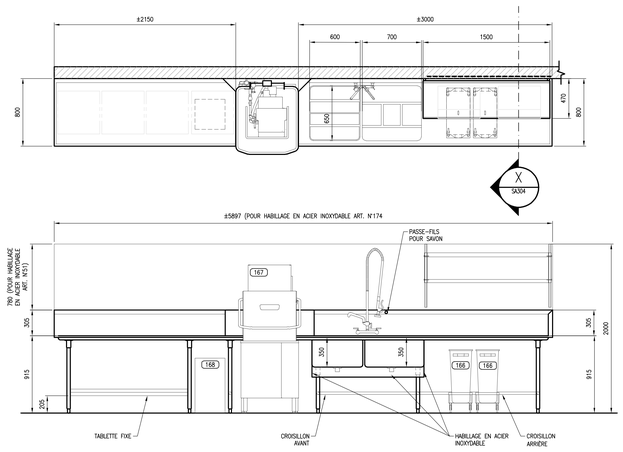




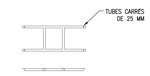


ART. N°163 – BASSIN DE PLANCHER

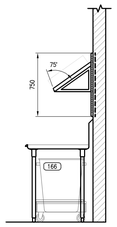
(ÉCHELLE : 1:25)



ART. N°164 – TABLE DE DÉBARRASSAGE
ART. N°165 – TABLETTE À PANIERS
ART. N°169 – TABLE À VAISSELLE PROPRE
ART. N°174 – HABILLAGE EN ACIER INOXYDABLE



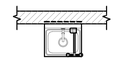
DÉTAILS – SUPPORTS AMOVIBLES
POUR LES PANIERS

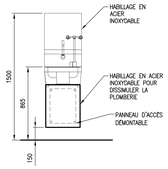


X
SA304

ART. N°164 – TABLE DE DÉBARRASSAGE
ART. N°165 – TABLETTE À PANIERS

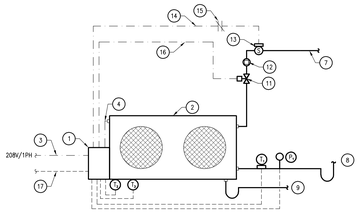
(ÉCHELLE : 1:25)



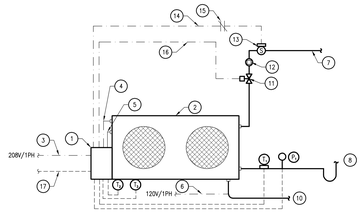


ART. N°172 – ÉVIER À MAINS

(ÉCHELLE : 1:25)



SYSTÈMES DE RÉFRIGÉRATION AVEC DÉGIVRAGE À L'AIR
CHAMBRES FROIDES À +10°C



SYSTÈMES DE RÉFRIGÉRATION AVEC DÉGIVRAGE ÉLECTRIQUE
CONGÉLATEUR À -18°C

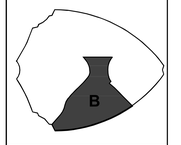
DÉTAILS DE RACCORDEMENTS DES ÉVAPORATEURS
AVEC CONTRÔLEUR AUTONOME
(NAE)

NOTES SPÉCIFIQUES

1. CONTRÔLEUR PRÉ-INSTALLÉ ET PRÉ-FILÉ EN USINE SUR L'ÉVAPORATEUR, VOIR DEVIS ET PLANS DE SERVICES ALIMENTAIRES.
2. ÉVAPORATEUR, VOIR DEVIS DE SERVICES ALIMENTAIRES.
3. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE DU CONTRÔLEUR PAR ENTREPRENEUR EN ÉLECTRICITÉ, COMPLÈTE AVEC SECTIONNEUR CADENASSABLE LÀ OÙ REQUIS.
4. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE DES VENTILATEURS, PRÉ-FILÉ EN USINE.
5. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE DE L'ÉLÉMENT CHAUFFANT, PRÉ-FILÉ EN USINE.
6. ALIMENTATION ÉLECTRIQUE DU CÂBLE CHAUFFANT PAR ENTREPRENEUR EN ÉLECTRICITÉ.
7. LIGNE DE RÉFRIGÉRANT LIQUIDE.
8. LIGNE D'ASPIRATION DE RÉFRIGÉRANT.
9. DRAIN INDIRECT COMPLET AVEC SIPHON EN «P».
10. DRAIN INDIRECT COMPLET AVEC CÂBLE CHAUFFANT JUSQU'À L'EXTÉRIEUR DE LA CHAMBRE. SIPHON EN «P» INSTALLÉ À L'EXTÉRIEUR DE LA CHAMBRE, LE TOUT FOURNI ET INSTALLÉ PAR SERVICES ALIMENTAIRES.
11. VALVE D'EXPANSION ÉLECTRONIQUE PRÉ-INSTALLÉE ET PRÉ-FILÉE EN USINE.
12. VOYANT DE LIQUIDE SOUDÉ ET FILTRE DESSICCATEUR DE TYPE SCELLÉ.
13. VALVE SOLÉNOÏDE DE LA LIGNE DE LIQUIDE, PRÉ-INSTALLÉE EN USINE.
14. ALIMENTATION DE LA VALVE SOLÉNOÏDE DE LA LIGNE DE LIQUIDE, RACCORDÉE AU CHANTIER PAR SERVICES ALIMENTAIRES.
15. RELAIS DE FERMETURE DE LA LIGNE DE LIQUIDE EN PROVENANCE DE L'UNITÉ DE CONDENSATION PAR SERVICES ALIMENTAIRES.
16. ALIMENTATION DE LA VALVE D'EXPANSION ÉLECTRONIQUE, PRÉ-FILÉ EN USINE.
17. CÂBLE ETHERNET VERS ROUTEUR KE2 SMART GATE, PAR SERVICES ALIMENTAIRES.

- (T) SONDE DE TEMPÉRATURE – LIGNE DE SUCTION. ALIMENTATION BAS VOLTAGE PAR SERVICES ALIMENTAIRES.
- (T) SONDE DE TEMPÉRATURE – RETOUR D'AIR. ALIMENTATION BAS VOLTAGE PAR SERVICES ALIMENTAIRES.
- (T) SONDE DE TEMPÉRATURE – DÉGIVRAGE. ALIMENTATION BAS VOLTAGE PAR SERVICES ALIMENTAIRES.
- (P) TRANSDUCTEUR DE PRESSION – LIGNE DE SUCTION. ALIMENTATION BAS VOLTAGE PAR SERVICES ALIMENTAIRES.

Plan Clé / Key Plan



Notes

CES DOCUMENTS D'ARCHITECTURE SONT LA PROPRIÉTÉ DE KANVA. ARCHITECTURE ET NE POURRONT ÊTRE REPRODUITS SANS AUTORISATION ÉCRITE.
LES DIMENSIONS APPARAISSANT AUX PRÉSENTS DOCUMENTS DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉES PAR L'ENTREPRENEUR AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX. CELUI-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE, AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX, DE TOUTE OMISSION, ERREUR OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVÉES AU CHANTIER.
LES DIMENSIONS SUR CES DOCUMENTS DOIVENT ÊTRE LUES ET NON MESURÉES.
L'ENTREPRENEUR DEVRA S'ASSURER DE L'INTÉGRITÉ STRUCTURAL DE L'ENSEMBLE.

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Rév.	DATE	SUBJ.
	2019-05-10	POUR CONTRUCTION
0	2017-11-09	POUR SOUMISSIONS

Électromécanique / Services alimentaires
BEDE Inc (ancEq)
1864Rue Ogilvy Montréal (Québec) H3G 1R7
514.383.5747
www.bcpe.ca

_bouthillette parizeau

mécanique | électricité | services alimentaires | immobilier

Structure
N C K Inc.
1200 AVENUE McGILL COLLEGE
BUREAU 1200
MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA
H3B 4G7
t. 514.878.3021 f. 514.878.2402
www.nck.ca

Architecte
KANVA
4060 BOUL. ST-LAURENT #203
MONTREAL (QC) CANADA H2W 1Y4
T.514.844.9378
F.514.844.2838
www.kanva.ca

Concepteur
NEUF ARCHITECTES

Client
Montréal

Sylvie Savoie
Ingénieur
Signature

Nom Projet / Project Name
MIGRATION DU BIODÔME 2.0

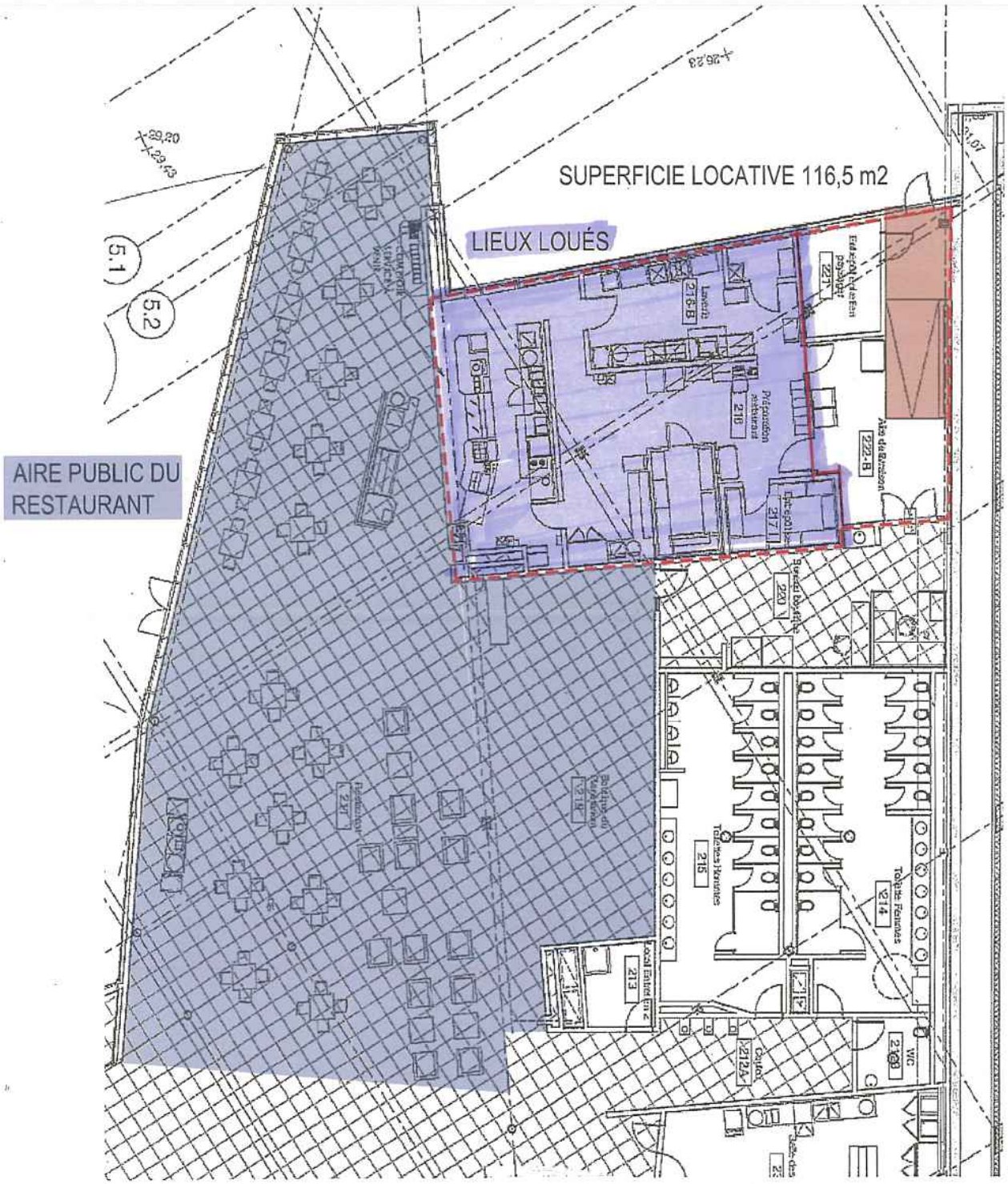
Montréal — Québec

Titre / Title
SERVICES ALIMENTAIRES
ÉQUIPEMENTS DE CUISINE
NIVEAU 1
DÉTAILS D'AMEUBLEMENT

Échelle / Scale	No. Page / Page No.
VOIR PLAN	SA304
Des. / Dr: R.R. — Ver. / Check: S.S.	
Date: VOIR RÉVISION	
Fichier / File: 6515-012_F4-1-0-0-00-00.DWG	
No. Projet / Project No.: 6515-012	

Montréal

ANNEXE 1



LISTE DES ÉQUIPEMENTS LOU

ENTREPOSAGE SEC	Quantité	Code
ÉTAGÈRES FIXES/MOBILES	7	E
PLATEFORMES FIXES	2	E
PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	LOT	N
PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	3	N
ENTREPOSAGE RÉFRIGÉRÉ		
CHAMBRE FROIDE (+2°C)	1	N
ÉTAGÈRES MOBILES	7	N
PLATEFORME FIXE	1	E
CHAMBRE FROIDE (-18°C)	1	N
ÉTAGÈRES MOBILES	6	N
SYSTÈME DE VENTILATION	1	M-E
GRILLE D'AÉRATION	1	N
PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	LOT	N
LIBRE		
PRODUCTION-CUISSON		
ÉVIER À MAINS	1	N
TABLE MOBILE	1	N
TRANCHOIR	1	N
MALAXEUR (AVEC SUPPORT)	1	E/N
COMPTOIR AVEC ÉVIERS	1	N
TABLETTES AJUSTABLES (DOUBLE)	2	N
POUBELLE MOBILE	1	N
MICRO-ONDES	1	N
HUCHES MOBILES	3	N
CRÉMAILLÈRE À USTENSILES	1	N
POUBELLE MOBILE	1	N
MICRO-ONDES	1	N
TABLETTE AJUSTABLE (DOUBLE)	1	N
COMBINÉ COUPE-LÉGUMES / COUPEUR-MÉLANGEUR	1	N
HOTTE DE VENTILATION	1	N
HOTTE DE VENTILATION	1	N
ÉPURATEUR D'AIR	1	N
PANNEAU DE COMMANDE	1	N
SYSTÈME D'EXCTINCTION INCENDIE	1	N
FOUR COMBINÉ	1	N
FILTRES À EAU	2	N
DRAIN DE PLANCHER	1	N
MARMITE	1	N
SAUTEUSE	1	N
BASSIN DE PLANCHER	1	N
CUISINIÈRE 6 FEUX	1	N
PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	LOT	N
PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	2	N
COMPTOIR	1	N
HABILLAGE EN ACIER INOXYDABLE	LOT	N
LIBRE		
LAVE-CHAUDRONS		
ÉTAGÈRE MOBILE	1	N
ARMOIRE D'ENTRETIEN	1	N
TABLE LAVAGE DES CHAUDRONS	1	N
POUBELLE MOBILE	1	N
PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	3	N
BUREAU		
AMEUBLEMENT DE BUREAU		Ut
COMPTOIR - MENU DU JOUR		
COMPTOIR DE SERVICE	1	N
TABLETTE DE COMPTOIR	1	N
RÉCHAUDS À SOUPE (INDUCTION)	2	N
ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE	1	N
UNITÉ DE BASSIN CHAUD/FROID	1	N
RÉCHAUD INFRAROUGE	1	N
ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE	1	N
UNITÉ DE BASSINS CHAUFFANTS	1	N
RÉCHAUD INFRAROUGE	1	N
ÉCRAN HYGIÉNIQUE AVEC TABLETTE	1	N
DISTRIBUTEUR CHAUFFANT D'ASSIETTES	1	N
ÉCRAN HYGIÉNIQUE	1	N
LIBRE		N
COMPTOIR DE TRAVAIL	1	N
ARMOIRE MURALE	1	N
RÉCHAUD MOBILE	1	N
LIBRE	1	N

UÉS - BIODÔME

SANDWICHERIE/CAFÉ/DÉJEUNER	Quantité	Code
COMPTOIR AVEC ÉVIER	1	N
POUBELLE MOBILE	1	N
RÉFRIGÉRATEURS SOUS COMPTOIR	2	N
TABLETTES AJUSTABLES (DOUBLES)	3	N
FOUR À CONVECTION MICRO-ONDES	1	N
GRILLE-PAIN	1	E
RÉCHAUD MOBILE	1	N
COMPTOIR DE SERVICE	1	N
PRÉSENTOIR RÉFRIGÉRÉ	1	N
TABLE À SALADES	1	N
LIBRE		
RÉCHAUDS À SOUPE (INDUCTION)	2	N
ÉCRAN HYGIÉNIQUE	1	N
TABLETTE DE COMPTOIR	1	N
LIBRE		
AIRE DE SERVICE		
PRÉSENTOIRS RÉFRIGÉRÉS GRAB & GO	3	N
COMPTOIR DE SERVICE	1	N
DISTRIBUTEURS D'EAU CHAUDE	2	N
FILTRES À EAU	2	N
COMPTOIR DE SERVICE	1	N
COMPTOIR CAISSE	1	N
COMPTOIR CAISSE	1	N
FILTRES À EAU	2	N
PRÉSENTOIR GRAB&GO	1	N
LAVERIE		
ROBINET AVEC BOYAU	1	N
ÉTAGÈRES À ANGLES	8	N
BASSIN DE PLANCHER	1	N
TABLE DE DÉBARRASSAGE	1	N
TABLETTE À PANIERS	1	N
POUBELLES MOBILES	2	N
LAVE-VAISSELLE ''VENTLESS''	1	N
ADOUCISSEUR	1	N
TABLE À VAISSELLE PROPRE	1	N
PARE-CHOCS MURAUX (HORIZONTAUX)	LOT	N
PARE-CHOCS MURAUX (VERTICAUX)	3	N
ÉVIER À MAINS AVEC LAVE-YEUX	1	N
ÉTAGÈRES MOBILES	4	N
HABILLAGE EN ACIER INOXYDABLE	LOT	N
SALLE À MANGER		
COMPTOIR	1	ARCH
ÉVIER	1	M-E
LIBRE		
MICRO-ONDES	9	N
POUBELLES MOBILES	4	N
MACHINES DISTRIBUTRICES	3	NIC
FONTAINES D'EAU	2	M-E
COMPTOIRS	2	ARCH
ÉVIER	1	M-E
POUBELLES MOBILES	8	N
FONTAINES D'EAU	2	M-E
COMPTOIR À CONDIMENTS	1	ARCH
LIBRE		
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION		
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - UNITÉ DE CONDENSATION	1	N
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (VENTILATEURS)	1	N
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (CONTRÔLEUR)	1	N
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - UNITÉ DE CONDENSATION	1	N
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (VENTILATEURS)	1	N
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - ÉVAPORATEUR (ÉLÉMENT DÉGIVRAGE)	1	N
SYSTÈME DE RÉFRIGÉRATION - FIL CHAUFFANT	1	N

N : Équipement neuf

E : Équipement existant

M/E : Équipement prévu par la discipline Mécanique et/ou Électricité

ARCH : Équipement prévu par la discipline Architecture

LISTE DES ÉQUIPEMENTS LOUÉS - PLANÉTARIUM		
BUREAU	Quantité	Code
COFFRE	2	E
LAVERIE	Quantité	Code
CHARIOT D'UTILITÉ	1	E
ÉTAGERE MOBILE POUR VAISSELLE PROPRE	1	E
ÉTAGÈRE MOBILE POUR VAISSELLE SALE	1	E
BASSIN DE PLANCHER	1	E
BOYAU RÉTRACTABLE	1	E
ÉVIER MOBILE	1	E
ÉTAGÈRE À ANGLES POUR PLATEAUX	1	E
POUBELLE	1	E
ROINET DE PRÉRINCAGE	1	E
TABLE À ÉVIER DOUBLE	1	E
LAVE-VAISSELLE	1	E
ADOUCISSEUR	1	E
HOTTE DE VENTILATION	1	E
TABLE À VAISSELLE PROPRE	1	E
RÉCEPTION	Quantité	Code
CHARIOT PLATE-FORME	1	E
CHARIOT DE LIVRAISON	1	E
CHARIOT D'UTILITÉ	1	E
PRÉPARATION	Quantité	Code
CHAMBRE RÉFRIGÉRÉE	1	E
ÉTAGÈRE FIXE	4	E
PLATEFORME MOBILE	2	E
ÉTAGÈRE MOBILE	2	E
FOUR	1	E
MALAXEUR	1	E
LAVABO AVEC ROBINET ELECTRIQUE	1	E
POUBELLE	2	E
CHARIOT D'UTILITÉ	1	E
ARMOIRE ET SUPPORT	1	E
COMPTOIR AVEC EVIER	1	E
OUVRE-BOITE MANUEL	2	E
CONGÉLATEUR (2 PORTES)	1	E
AIRE DE SERVICE	Quantité	Code
LAVABO AVEC ROBINET ÉLECTRIQUE	1	E
POUBELLE MOBILE	1	E
MACHINE À GLACE	1	E
HOTTE DE VENTILATION	1	E
GRILL-PANINI		À remplacer
COMPTOIR	1	E
RÉCHAUD À SOUPE DE COMPTOIR	1	E
CUISINIERE DE COMPTOIR	1	E
CONGÉLTAEUR AVEC TIROIRS	1	E
FOUR MICRO-ONDES	1	E
RÉFRIGÉRATEUR DE SOUS-COMPTOIR	1	E
POUBELLE MOBILE	1	E
COMPTOIR AVEC ÉVIER	1	E
ARMOIRE MURALE	1	E
COMPTOIR DE SERVICE	1	E
VITRINE RÉFRIGÉRÉE	1	E
TABLE FROIDE	1	E
GRILLE-PAIN 4 TRANCHES	1	E
COMPTOIR DE SERVICE	1	E
PRÉSENTOIR À VIENNOISERIES	1	E
RÉFRIGÉRATEUR PORTES COULISSANTES	1	E
COMPTOIR DE SERVICE	2	E
AIRE DE SERVICE	Quantité	Code
FONTAINE D'EAU FROIDE	1	E
POUBELLE	1	E
CHUTE À DÉCHET	1	E
CABARETS	250	N
POUBELLE MOBILE DE RECYCLAGE ET DÉCHET	3	E

N : Équipement neuf
E : Équipement existant

ÉQUIPEMENT - SERVICE ALIMENTAIRE - BIODOME			
Équipement	Représentant	Informations	Entretien par le locateur
Turbochef	Claudio Ottoni (514) 953-0984	Possibilité d'activé Wifi (#9428) Contacter Michael pour la programmation *ATTENTION** Ne pas cuire sans ventilation Tjrs mettre un minimun de 20 pour la ventilation	Achat de produit nettoyant TURBOCHEF + protecteur Nettoyage mensuel filtre à l'arrière (possible de le mettre au lave-vaisselle) Entretien annuel par CKS-Choquette Jamais mettre d'acide à plaque
Lave-vaisselle	Claudio Ottoni (514) 953-0984	Nécessite 40 minutes pour remplissage/chauffage Prévoir 20 minutes pour le changement d'eau en cours de journée **LE CYCLE DE LAVAGE DOIT ÊTRE COMPLÉTER POUR ASSURER L'OPTION VENTLESS	Vérifier la quantité de sel dans l'adoucisseur hebdomadairement Entretien quotidien Détartrage hebdomadaire (ou au besoin)
Réchaud	Claudio Ottoni (514) 953-0984		Entretien avec détergeant et dégraisseur Jamais mettre d'acide à plaque
Ventilation	Cadexair - François Riou 514-772-0137 ou Paul Gonçalvès (438)406-0522	Possibilité de programmer selon horaire Si un chaudron rouge apparaît, c'est probablement parce qu'il y a eu une panne de courant Si les filtres apparaissent en jaune, Le bouton surcharge permet de continuer pendant 4 heures.	Nettoyage complet 2 fois par année
Filtre eau	Metal Duquet	La pression doit être entre 50-60	Changer la cartouche quant le cadran atteint 10-20. Selon utilisation, environ aux 3 mois
Table chaude	Agence Hamilton - Jean Côté (438)-494-5529	Autofilante **TOUJOURS OUVRIR LE BOUTON ''TASSE'' même si seulement l'utilisation du côté droit est nécessaire Mettre la chaleur au 3/4 maximum.	Ramasser immédiatement les dégats pour éviter de bloquer le drain. Nettoyage quotidien avec un savon doux et dégraisseur
Bassin chaud/froid	Metal Duquet	Remplir manuellement d'eau lorsque utilisé comme bassin chaud Ne pas mettre d'eau lorsque utilisé comme bassin froid	Nettoyage quotidien avec savon doux et dégraisseur
Réchaud à soupe	Metal Duquet	Modèle à induction - nécessite les bonnes insertions **NE JAMAIS METTRE D'EAU**	Nettoyer rapidement avec un linge humide s'il y a un dégât
Trancheur	Agence Hamilton - Jean Côté	**Les utilisateurs doivent être agé de 18 ans et plus Il est recommandé d'utiliser des cônes ou pancartes pour délimiter la zone de travail lorsque le trancheur est en utilisation	Aiguisage est recommandé à toutes les deux heures de travail Il faut aiguiser seulement 5 à 10 secondes.

Tranchelar	(438)-494-5529	Toujours laver AVANT et APRES l'aiguisage Démontage obligatoire des pièces pour le nettoyage Nettoyage obligatoire après chaque utilisation

BAIL

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution numéro _____, adoptée par le comité exécutif à sa séance du_____ et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*.

ci-après nommée la « Ville »

ET: **ESPACE VÉGO INC.** personne morale légalement constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, ayant son siège au 140, boul. Saint-Joseph, à Lachine, province de Québec H8S 2L3, et agissant et représentée par Mme Julie Laberge, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 2020.

TPS :
TVQ :

ci-après nommée le « Locataire »

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire et gère le Planétarium Rio Tinto Alcan et le Biodôme de Montréal;

ATTENDU QUE le Locataire a présenté à la Ville une proposition pour le service de restauration au Planétarium Rio Tinto Alcan et au Biodôme de Montréal et que cette proposition a été retenue par la Ville;

ATTENDU QUE les parties désirent conclure le présent bail pour le service de restauration du Planétarium Rio Tinto Alcan et du Biodôme de Montréal;

ATTENDU QUE la Ville a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Locataire.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DÉFINITIONS

Les mots et expressions suivants ont le sens ci-après donné, à moins que le contexte ne s'y oppose :

1.1 « **Directeur** » : Directeur Général d'Espace pour la vie ou son représentant autorisé;

1.2 « **Le Planétarium** » : désigne le Planétarium Rio Tinto Alcan de Montréal sis au 4801, avenue Pierre-De Coubertin, à Montréal, H1V 3V4;

1.3 « **Le Biodôme** »: désigne le Biodôme de Montréal sis 4777 avenue Pierre-De Coubertin, à Montréal; H1V 3V4;

1.4 « **Période comptable** » : chaque période comptable représente 12 mois d'opérations soit: à chaque date d'anniversaire du début du contrat (date de la signature du contrat) ;

1.5 « **Service de restauration** » : préparation, service et vente d'aliments, de boissons, de marchandises et d'autres articles autorisés par le Directeur à partir des Lieux loués et, le cas échéant, de toutes machines distributrices autorisées par le Directeur;

Paraphes	
Locateur	Locataire

1.6 «**Ventes brutes** » : toutes les ventes réalisées dans le cours de l'exploitation du Service de restauration, incluant les taxes de vente sur les biens et services (TPS et TVQ);

1.7 « **Ventes nettes** »: Ventes brutes, excluant les taxes de vente sur les biens et services (TPS et TVQ);

1.8 « **Cahier** » : Cahier des charges préparé par la Ville et joint en annexe A au présent bail;

1.9 « **Proposition** » : offre de services préparée par le Locataire dont une copie est jointe en annexe B au présent bail;

1.10 « **Usager** » : le client du Service de restauration, soit un visiteur ou un employé du Planétarium et du Biodôme;

1.11 « **Lieux loués** » : comprends l'ensemble des biens et espaces utilisés par le Locataire tel que décrit dans l'annexe 1 du Cahier;

1.12 « **Aire de restauration** » : comprends les lieux pour le public avec les tables et chaises, ces lieux ne sont pas compris dans les Lieux loués,

1.13 « **Équipements restauration** » : Tous les biens décrits à l'annexe C du Bail, et dont la Ville est propriétaire.

ARTICLE 2 :
OBJET

2.1 La Ville loue, pendant la période mentionnée à l'article 3.1 des présentes, au Locataire qui accepte, aux fins de l'exploitation d'un service exclusif de restauration au Planétarium et au Biodôme, les Lieux loués et les biens mobiliers qui sont déjà sur les Lieux loués, dont la Ville est actuellement propriétaire ou dont elle deviendra propriétaire à la fin du présent bail.

2.2 Les Lieux loués ont une superficie locative totale de quatre cent quarante-six mètres carrés (446,5m^2) décrits comme suit:

- Espace restaurant intérieur pour le Planétarium: 116,5 mètres carrés;
- Espace restaurant intérieur pour le Biodôme : 330 mètres carrés

Les espaces ci-dessous ne sont pas compris dans les Lieux loués, cependant le Locataire a l'obligation de réaliser l'entretien ménager de ces espaces et du mobilier existants, conformément à l'article 5.6.1 ci-après :

2.3 Le droit exclusif d'exploitation du Service de restauration dans les Lieux loués comprend uniquement le droit d'exploitation à partir de ceux-ci. Il n'y a pas de droit d'exclusivité sur le service de traiteur ni tout autre service alimentaire (triporteurs, etc.) à l'extérieur.

2.4 À l'exception du Locataire, personne ne pourra utiliser les cuisines du restaurant sans le consentement écrit du Directeur.

ARTICLE 3 :
DURÉE

3.1 Le présent bail est consenti pour une durée initiale de cinq (5) années et il prend effet à compter du 1er avril 2020 et se terminera le 31 mars 2025. Les parties se confirmeront la date de début de bail par écrit, si celle-ci est différente que celle prévue.

3.2 Ce bail pourra, à l'entière discrétion de la Ville, être renouvelé pour une période additionnelle de (5) ans, aux mêmes conditions et loyers stipulés au présent bail. Si le Locataire souhaite exercer son option de renouvellement, le Locataire devra aviser la Ville, par écrit, au moins six (6) mois avant la fin de la durée du Bail. Le tout conditionnel à l'approbation des autorités compétentes de la Ville. Advenant un refus de la part de la Ville, le bail prendra fin, à l'expiration de la durée initiale ou, le cas échéant, à la fin de la première période de prolongation, le tout sans recours envers la Ville.

3.3 Sous réserve des dispositions contenues au paragraphe 3.2 ci-après, ce bail se terminera de plein droit et sans préavis à la date ci-devant stipulée et l'occupation des Lieux loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux loués contre la volonté de la Ville.

ARTICLE 4 :
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Paraphes	
Locateur	Locataire

La Ville s'engage à :

4.1 Collaborer avec le Locataire et lui communiquez avec diligence sa position ou sa décision sur toutes demandes ou propositions que le Locataire peut soumettre.

4.2 Fournir, à ses frais, les services d'électricité, d'eau, de ventilation, de chauffage et de sécurité. À cet égard, le Locataire ne pourra réclamer aucune compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de la Ville en raison d'une interruption totale ou partielle des services de chauffage, de climatisation, d'éclairage, d'énergie électrique, d'eau ou de tout autre service relevant de la responsabilité de la Ville, et ce, même si une telle interruption résulte de travaux réalisés par la Ville au Planétarium ou au Biodôme, pourvu que ces travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

4.3 Mettre à la disposition du Locataire, pour ses opérations dans le Planétarium, quatre (4) lignes Data (IP) et une ligne téléphonique analogique et pour ses opérations dans le Biodôme, quatre (4) lignes Data (IP) et une ligne téléphoniques analogiques. Ces lignes sont installées et activées aux frais de la Ville. Le Locataire devra toutefois rembourser à la Ville tous les coûts se rattachant à l'utilisation de ces lignes. La Ville fera parvenir une facture mensuelle au Locataire pour le paiement desdits frais ou, au choix de la Ville, exigera du Locataire que ce dernier acquitte les frais, à échéance, directement auprès du fournisseur de services.

4.4 Donner libre accès aux Lieux loués aux employés et aux fournisseurs du Locataire pendant toute la durée du présent bail, aux heures normales d'ouverture du Planétarium ou du Biodôme ou aux heures convenues avec le Directeur.

4.5 Aviser le Locataire au moins trois (3) jours ouvrables avant toute modification des heures normales d'ouverture du Planétarium ou du Biodôme entraînant une fermeture complète ou partielle des aires de restauration ou réduisant considérablement le nombre d'usagers. Cet avis sera envoyé par le Directeur, le cas échéant. Concernant spécifiquement les travaux mentionnés à l'article 2.5, le Locataire sera avisé conformément aux prescriptions qui y sont indiquées.

ARTICLE 5 :
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

5.1 **Lois, règlements et normes**

Se conformer en tout temps, pendant toute la durée du présent bail, aux lois, règlements et normes en vigueur des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, et sans limiter la généralité de ce qui précède, notamment ceux du ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec (MAPAQ).

5.2 **Heures d'affaires, état des Lieux loués et affichage**

5.2.1 Prendre les Lieux loués dans l'état où ils se trouvent au début du bail.

5.2.2 Fournir le Service de restauration dans les Lieux loués en respectant les heures normales d'ouverture du Planétarium et du Biodôme, et dans tous les autres lieux et heures dont le Locataire et le Directeur conviendront. Le Locataire reconnaît que la Ville ne lui garantit aucun nombre minimum de repas à servir.

5.2.3 Afficher les menus et les prix afin qu'ils soient bien visibles des Usagers. Le design d'affichage et les endroits d'affichage doivent être validés par le Directeur.

5.2.4 N'ajouter aucun appareil de jeu ou de divertissement dans les Lieux loués.

5.2.5 Fournir, au préalable, s'il désire s'identifier à l'intérieur du Planétarium ou du Biodôme, une maquette d'une telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite du Directeur. Tout affichage et toute identification à l'extérieur et/ou visible de l'extérieur du Planétarium ou du Biodôme seront strictement interdits, à moins d'entente préalable avec le Directeur.

5.3 **Événements spéciaux**

En sus du Service de restauration régulier, fournir au besoin, un service de restauration lors d'événements spéciaux (conférences, dîners, réceptions et autres activités similaires) autorisés par le Directeur.

5.4 **Frais d'exploitation**

Assumer le paiement de toutes taxes (incluant les taxes foncières municipales et scolaires) ou permis afférents aux Lieux loués, pouvant être imposés au Locataire ou à la Ville en rapport avec l'utilisation des Lieux loués par le Locataire, applicable en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal. Le Locataire s'engage à requérir, à ses frais, tout

Paraphes	
Locateur	Locataire

permis d'opération relatif au présent bail, et sans limiter la généralité de ce qui précède, le Locataire devra obtenir, à ses frais, tout permis requis pour servir des boissons alcoolisées dans les Lieux loués

5.5 **Utilisation des Lieux loués**

5.5.1 N'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux loués sans avoir soumis, au moins vingt (20) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des équipements ou des travaux projetés et avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Directeur ainsi que tous les permis requis à cette fin.

5.5.2 N'utiliser les Lieux loués qu'aux seules fins du Service de restauration pour les Usagers du Planétarium ou du Biodôme. Le Locataire pourra cependant, après avoir obtenu le consentement écrit du Directeur, utiliser les cuisines à d'autres fins pourvu que cela n'affecte pas la qualité des services offerts aux Usagers.

5.5.3 Voir à ce que ses opérations (incluant la réception et la livraison des marchandises) dans les Lieux loués n'endommagent pas les autres aires du Planétarium ou du Biodôme et qu'elles ne nuisent aucunement aux opérations de chacune des institutions concernées ni aux Usagers.

5.5.4 Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux loués pendant ses périodes d'occupation.

5.5.5 En cas de conflit de travail avec ses employés, permettre à la Ville d'opérer les Services de restauration, à partir ou non des Lieux loués, ou de prendre tout autre moyen que le Directeur jugera nécessaire pour fournir les services alimentaires aux Usagers.

5.5.6 Remettre les Lieux loués dans leur état original à l'expiration du terme du présent bail, sous réserve de l'usure normale consécutive à l'utilisation raisonnable des Lieux loués, à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

5.5.7 Ne pas modifier les systèmes électromécaniques déjà en place sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur. De tels travaux devront être effectués, le cas échéant, par l'entrepreneur approuvé par le Directeur et en présence d'un représentant de la Ville.

5.5.8 Ne pas abandonner les Lieux loués pendant la durée du présent bail.

5.5.9 Permettre à la Ville de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans le Planétarium ou dans le Biodôme ou d'entrer dans les Lieux loués à ces fins, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

5.5.10 Permettre, pendant les six (6) mois qui précèdent la fin du bail ou de sa prolongation, que les Lieux loués soient visités, en tout temps durant les heures d'affaires, par ceux qui désirent les louer.

5.6 Entretien des Lieux loués et Équipements loués

5.6.1 Maintenir, à ses frais, les Lieux loués et Équipements loués en bon état d'entretien à la satisfaction de la Ville et, à cet effet, respecter toutes les lois pertinentes, notamment celles relatives à l'état des bâtiments, aux installations sanitaires, à la sécurité et à la santé. Le Locataire doit notamment effectuer l'entretien ménager des Lieux loués ainsi que du mobilier (tables, chaises, poubelles, etc) de l'Aire de restauration en respectant les exigences minimales prévues à l'annexe « C » du présent bail ainsi que toute réparation locative due à son usage normal, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes des systèmes mécaniques, électriques et de plomberie. À défaut par le Locataire de respecter ces obligations, la Ville pourra faire exécuter les travaux requis aux frais du Locataire, le tout sans préjudice aux autres droits et recours de la Ville.

5.6.2 Assurer l'entretien des Équipements loués avec une compagnie spécialisée en semblables matières et fournir toutes les preuves justificatives des travaux effectués. Maintenir, réparer et remplacer tous les équipements énumérés à l'annexe C, qui pourraient être non fonctionnels ou brisés et ce durant toute la durée du présent Bail dû à une mauvaise utilisation ou à un entretien non-conforme aux normes.

5.6.3 Remettre à la Ville, à la fin du présent bail, tous les Équipements loués en bon état de fonctionnement.

5.6.4 Signaler sans délai au Directeur tout bris, vol ou accident survenus dans les Lieux loués ainsi que toute défectuosité, fuite, incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou aux Équipements loués.

5.6.5 À l'exception des Équipements loués que la Ville met à sa disposition, garnir, à ses frais, les Lieux loués du matériel nécessaire à l'exercice de son commerce, tel que vaisselle, coutellerie, chaudrons, ustensiles, cabarets, petit équipement de cuisine, linges à vaisselle, torchons de nettoyage, équipement et produits d'entretien et d'hygiène. Ce matériel devra être de bonne qualité et validé par le Directeur avant de le mettre à disposition des Usagers. tel que décrit à l'annexe «C ».

5.7 **Fournisseurs**

Remettre au Directeur la liste de tous ses fournisseurs et la maintenir à jour annuellement.

Paraphes	
Locateur	Locataire

5.8 **Respect des conditions du Cahier**

Respecter les termes et conditions de la Proposition et du Cahier. En cas d'incompatibilité entre l'une ou l'autre des dispositions du présent bail, du Cahier ou de la Proposition, la disposition pertinente du présent bail aura préséance sur les dispositions inconciliables du Cahier et de la Proposition et la disposition pertinente du Cahier aura préséance sur la disposition inconciliable de la Proposition.

5.9 **Gestion environnementale**

5.9.1 Prendre les mesures nécessaires afin de réduire les matières résiduelles et à cette fin, ne pas utiliser, pour servir la nourriture, d'accessoires fabriqués de styromousse, de plastique non recyclable (dont celui identifié #6 tant qu'il ne sera pas recyclé au Québec) ainsi que les produits identifiés # 3 (le PVC constituant une source importante de dioxines et de furannes dans les incinérateurs de déchets solides).

5.9.2 Se servir de vaisselle réutilisable, notamment pour les repas chauds et le café. Lorsque cela n'est pas possible, utiliser de préférence des contenants en matière recyclable en ordre croissant des produits dont les numéros de classification sont 1, 2, 4 et 5, le numéro 1 étant de loin le plus avantageux et le plus facilement recyclable.

5.9.3 Récupérer et trier les matières recyclables et compostables quotidiennement dans les Lieux loués. Placer, à ses frais, des contenants à cette fin dans des endroits stratégiques des Lieux loués et veiller à ce que les matières recyclables soient apportées aux endroits prévus par le Directeur.

5.10 **Buanderie**

Prendre les mesures nécessaires relativement au nettoyage (buanderie) des effets requis pour l'exploitation de son commerce.

5.11 Aménagement des Lieux loués

Collaborer avec la Ville et ses représentants (architectes, ingénieurs, chargés de projet, etc) et participer, lorsque requis, aux réunions de chantier visant l'aménagement des Lieux loués et l'élaboration du concept de restauration.

5.12 **Boissons sucrées**

Le Locataire s'engage à ne pas vendre des boissons contenant des sucres ajoutés notamment les boissons gazeuses et énergisantes. Toute autres boissons avec sucres ajoutés devront être préalablement autorisées par le Directeur.

5.13 **Bouteilles d'eau de plastique à usage unique**

Le Locataire s'engage à ne pas vendre de bouteilles d'eau de plastique à usage unique, afin de respecter la Politique Québécoise de gestion des matières résiduelles de la Ville.

ARTICLE 6
RESPONSABILITÉS PARTAGÉES

6.1 Aires de préparation des aliments, d'entreposage et de service

6.1.1 Sous réserve des dispositions de l'article 5.6.3 ci-dessus, le Locataire est responsable du nettoyage des Lieux loués et du respect des règles d'hygiène dans ces lieux.

6.1.2 la ville est également responsable de la désinfection antiparasitaire nécessaire dans les Lieux loués, incluant la prévention et l'extermination, s'il y a lieu. Le Locataire doit assurer une inspection régulière des endroits stratégiques et prendre immédiatement les mesures qui s'imposent. Toutes copies de rapports de firmes d'extermination doivent être transmises immédiatement au Directeur.

6.1.3 Si de l'avis du Directeur, l'infection parasitaire prend sa source en dehors des Lieux loués tout en étant liée aux activités du Locataire, alors la Ville et le Locataire partageront chacun pour moitié les frais reliés au nettoyage et à la désinfection.

6.2 Ordures ménagères

Le Locataire doit enlever quotidiennement les ordures ménagères des Lieux loués et espaces de restauration, et les transporter aux points de collecte désignés par le Directeur.

6.3 Livraisons

Le Locataire devra recevoir ses livraisons par le corridor et la porte d'accès identifiés en rouge aux plans joints en annexe D au présent bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

7.1 **Coordination et interprétation**

Le Directeur a pleine compétence pour coordonner l'application des dispositions du présent bail et décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Locataire pendant toute sa durée.

7.2 **Gestion du personnel**

Le Client peut demander de mettre fin à l'emploi d'un membre du personnel du Fournisseur à condition que la demande soit légitime et justifiée par écrit et que le Fournisseur ait eu la possibilité de réagir face aux problèmes, de les résoudre dans l'esprit du présent Contrat, conformément à ses obligations vis-à-vis les lois en Droit du travail applicables.

ARTICLE 8
DISPOSITIONS FINANCIÈRES

8.1 **États des ventes et pièces comptables**

8.1.1 Dans les quinze (15) jours de la fin de chaque Période comptable, le Locataire doit soumettre au Directeur un état des Ventes Net, vérifiées par un comptable pour l'ensemble des Lieux loués et individuellement.

8.1.2 La Ville, à ses frais et pendant les heures normales de travail, a le droit de vérifier ou de faire vérifier les livres et les pièces comptables pertinents à l'exploitation du Service de restauration dans les Lieux loués.

8.1.3 De plus, le Locataire doit, à ses frais, fournir à la Ville , dans les trente (30) jours, à chaque date d'anniversaire du bail de la fin du présent bail, un rapport vérifié faisant état de l'ensemble des activités pour l'ensemble des Lieux loués, et individuellement, pour la période couverte par le présent bail. Un rapport vérifié à l'interne par un comptable certifié serait acceptable.

8.1.4 Si le Locataire omet de remettre à la Ville, dans le délai fixé, les états des Ventes brutes de l'ensemble de sites qu'il est tenu de produire afin d'établir le loyer, le Locataire sera en défaut de ses obligations contractuelles, conséquemment la Ville pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours en vertu du présent bail ou de la loi, exiger d'obtenir les états financier du Locataire et fixer le loyer et réclamer celui-ci au Locataire.

8.2 **Loyer**

8.2.1 Le Locataire s'engage payer à la Ville, au plus tard vingt et un (21) jours à la fin de chacune des Périodes comptables terminées, un loyer provisionnel (en dollars canadiens) établi en fonction des Ventes nettes générées durant cette période, cumulatives depuis la date de début de l'année en cours, et ce , jusqu'au et incluant le dernier jour de la Période comptable concernée, et appliquer le pourcentage qui lui est applicable ci-dessous, déduction faite, s'il y a lieu, pour l'année en cours, du loyer et des taxes de vente sur les biens et services (TPS et TVQ) déjà remis pour la ou les Période(s) comptable(s) précédente(s). Le pourcentage applicable aux Ventes nettes annuelles est cumulatives est telles que prévu aux tableaux suivants pour chacun des sites :

Pour le Planétarium et le Biodôme :

Ventes nettes de	0 à 500 000$	12 %
Ventes nettes de	500 001 à 1 000 000$	10%
Ventes nettes de	1 000 001 et plus $	8%

8.2.3 Tout loyer non payé à échéance portera intérêt quotidien, à compter du dixième (10e) jour de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux préférentiel de la Banque du Canada majoré de deux pour cent (2%).

8.3 **Taxes de vente**

Le loyer exclut la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et toutes autres taxes y tenant lieu qui devront être versés en sus par le Locataire, soit à la Ville ou aux autorités fiscales compétentes, selon le cas.

ARTICLE 9

Paraphes	
Locateur	Locataire

ASSURANCES ET INDEMNISATION

9.1 **Indemnisation**

Le Locataire devra tenir la Ville indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre fait et cause pour la Ville et intervenir dans toutes actions intentées contre cette dernière résultant directement ou indirectement du présent bail ou de l'utilisation des Équipements loués, prêtés ou mis à sa disposition, sauf en cas de faute de la Ville, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants.

9.2 **Assurance**

Le Locataire s'engage à souscrire et maintenir en vigueur, pour chacun des sites, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant la Ville, ses employés et ses élus, de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués ou des Équipements loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner à la Ville, un avis écrit, par courrier recommandé ou poste certifiée, à l'adresse indiquée ci-après, un préavis de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également à la Ville.

ARTICLE 10
SECRETS COMMERCIAUX

10.1 **Non divulgation**

10.1.1 La Ville s'engage à ne pas divulguer, directement ou indirectement, les Secrets commerciaux ou toutes autres informations confidentielles du Locataire durant ou après l'expiration du présent bail.

10.1.2 La Ville s'engage en outre à ne pas photocopier ou autrement reproduire l'un ou l'autre de ces documents ou informations sans le consentement écrit préalable du Locataire.

10.1.3 Tous les Secrets commerciaux et autres informations confidentielles qui sont la propriété exclusive du Locataire devront lui être retournés par la Ville immédiatement après l'expiration du présent bail. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît spécifiquement que tous les logiciels se rapportant à l'exploitation du Service de restauration, y compris, sans limitation, les systèmes de menus, les systèmes de production d'aliments et autres logiciels, appartiennent au Locataire et non à la Ville.

10.1.4 De plus, la Ville reconnaît que l'accès ou l'utilisation de tels logiciels ne lui confère aucun droit quelconque, ni aucun titre de propriété ou droits d'auteurs et, à l'expiration du présent bail, la Ville, à la demande expresse du Locataire, s'engage à détruire toutes copies de tels logiciels.

10.1.5 Les engagements de la Ville concernant les Secrets commerciaux survivent malgré l'expiration du bail pour quelque motif que ce soit.

ARTICLE 11
DOMMAGES ET DESTRUCTION

11.1 Si, pendant la durée du présent bail ou pendant toute période de renouvellement, le Planétarium et le Biodôme, ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause et que de l'avis de la Ville les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, la Ville pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

11.2 Si elle décide de ne pas procéder aux réparations, la Ville en avisera le Locataire le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, le tout sans préjudice aux droits de la Ville de réclamer du Locataire tous dommages dont il serait responsable lui résultant de tel événement.

11.3 Si la Ville décide de procéder aux réparations, le présent bail demeurera en vigueur et la Ville s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués. En aucun cas la Ville ne pourra être tenue responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part de la Ville, ses employés ou agents.

ARTICLE 12
RÉSILIATION

Paraphes	
Locateur	Locataire

12.1 **Défaut**

La Ville pourra, en cas de défaut du Locataire de respecter l'une ou l'autre des obligations prises aux termes des présentes, résilier le présent bail si le Locataire ne remédie pas à ce défaut dans les dix (10) jours suivant la réception d'un avis, à cet effet de la Ville lui dénonçant le défaut.

12.2 **Faillite**

La Ville pourra également résilier le présent bail si le Locataire fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.

12.3 **Recours**

Le Locataire n'aura aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour tous les dommages occasionnés par toute telle résiliation.

ARTICLE 13
CESSATION

En cas de défaut, la Ville peut mettre fin au présent bail moyennant un préavis écrit de soixante (60) jours au Locataire. Cette résiliation unilatérale ne donne ouverture à aucun recours pour la perte de profits anticipés ni pour les dommages occasionnés par toute telle résiliation.

ARTICLE 14
GARANTIE

14.1 Le Locataire a remis à la Ville, à la signature du présent bail, un chèque à titre de garantie des obligations du Locataire au montant de cinq mille dollars (5 000,00 $) émise par une banque à charte canadienne ou par une caisse populaire du Mouvement Desjardins au nom de la «Ville de Montréal» et encaissable sur le territoire de la Ville. Ce chèque de garantie sera maintenu en possession de la Ville de son plein montant pendant toute la durée du présent bail, incluant toute période de renouvellement, le cas échéant.

14.2 En cas de défaut du Locataire de respecter l'une quelconque de ses obligations stipulées dans le présent bail, la Ville pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, appliquer le montant en garantie de la créance , en tout ou en partie, le tout sous réserve de tous ses autres droits et recours après avoir signifié au Locataire un préavis de trente (30) jours précisant la nature du défaut reproché.

14.3 14.4 À l'échéance, la Ville remettra au Locataire la lettre de garantie bancaire en sa possession si ce dernier a respecté toutes les obligations lui incombant en vertu du présent bail.

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 **Tabac et substances illicites**

Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac, drogues ou toutes autres substances illicites et licites dans les Lieux loués ainsi que dans leurs accès. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit affichée visiblement dans les Lieux loués et respectée par toute personne se trouvant dans ces lieux.

15.2 **Renonciation**

Le fait qu'une partie ne dénonce pas un défaut quelconque ou ne fasse pas valoir ses droits ne doit pas être considéré comme une renonciation à invoquer ce défaut ou ses droits, à moins d'une renonciation expresse de sa part exprimée par écrit et signée par un représentant autorisé.

15.3 **Intitulés**

Les titres et intitulés des différents paragraphes, articles et sections ne sont employés qu'à titre indicatif seulement et ne doivent pas être utilisés aux fins d'interprétation du présent bail.

15.4 **Divisibilité**

Le fait qu'une ou plusieurs dispositions ne soient déclarées nulles, invalides ou caduques par un tribunal compétent ne doit pas avoir pour effet de rendre le présent bail invalide quant au reste, conformément à l'article 1438 du *Code civil du Québec*.

Paraphes	
Locateur	Locataire

15.5 **Modification**

Toute modification au présent bail devra avoir été consignée par écrit et signée par les représentants autorisés des parties.

15.6 **Accord complet**

Les parties déclarent que le présent bail contient toutes les stipulations et accords relatifs à son objet.

15.7 **Lois applicables**

Le présent bail est soumis aux lois en vigueur dans la province de Québec et toute procédure devra être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

15.8 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page des présentes ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement informée l'autre partie par courrier recommandé, à l'intérieur des limites territoriales du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

15.9 **Ayants droit et représentants légaux**

Le présent bail lie les héritiers, ayants droit et représentants légaux des parties.

15.10 **Cession**

Le Locataire ne peut céder ses droits ou obligations découlant des présentes sans le consentement écrit de la Ville. Malgré ce qui précède, le Locataire peut, mais sans être libéré d'aucune de ses obligations contenues aux présentes, engager des sous-traitants pourvu que, dans ce dernier cas, le Locataire assume toujours la direction générale des Services de restauration et en exécute la partie essentielle et que les sous-traitants aient préalablement été autorisés par écrit par le Directeur.

15.11 **Force majeure**

Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure ou suite à la perte totale ou partielle des Lieux loués ou des Équipements loués causée par tout tel événement. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute inondation, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclaré ou non).

15.12 **Conflits d'intérêt**

Le Locataire doit divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec le présent bail.

15.13 **Confidentialité**

Le Locataire s'engage à prendre, à l'égard des données et des renseignements confidentiels fournis par la Ville, les mêmes mesures de sécurité qu'elle exige de la Ville en regard de ses Secrets commerciaux. De plus, il doit obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toutes autres fins que celles auxquelles elles lui sont communiquées.

15.14 **Avis**

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main, soit signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur aux numéros suivants :

Pour le Locataire

Espace Végo inc.
140, boul. Saint-Joseph à Lachine
Courriel : julie@weblaberge.com
À l'attention de : Julie Laberge

Pour la Ville

Paraphes	
Locateur	Locataire

Ville de Montréal
Espace pour la Vie
4101, rue Sherbrooke Est,
Montréal, Québec
H1X 2B2
Télécopieur : 514 872-1455
Courriel : julie.jodoin@montreal.ca
À l'attention de :Julie Jodoin

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courriel. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courriel, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, AUX DATES INDIQUÉES EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE

Le e jour de

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le e jour de 2020

ESPACE VÉGO INC.

Par: _____
Julie Laberge
Présidente

Ce bail a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal le_____e jour de _____ (CM)

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE «A»
CAHIER DES CHARGES

ANNEXE «B»
PROPOSITION PRÉPARÉE PAR LE LOCATAIRE

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE « C »
BIENS ET ÉQUIPEMENTS DANS LES LIEUX LOUÉS

Paraphes	
Locateur	Locataire

ANNEXE D
RESPONSABILITÉS DU LOCATAIRE

A. Fournir le personnel selon les demandes et ajuster les équipes selon périodes d'achalandages;

B. Procéder au nettoyage quotidien et à l'entretien général des lieux selon les normes ministérielle MAPAQ et remettre le rapport d'évaluation au client ;

C. Procéder au nettoyage, de façon quotidienne, des dessus des tables et des chaises et de l'extérieur des poubelles

D. Le Locataire a la responsabilité d'effectuer le nettoyage et ramassage ponctuels de dégâts dans les aires publiques, plancher compris, durant les heures d'ouverture des deux institutions. Cela inclus le ramassage des ordures et son transport vers les bacs de collecte.

E. Procéder au nettoyage, de façon régulière, des plafonds, des murs, des systèmes d'éclairage et collecteurs de graisse, filtres et de hottes de ventilation, Procéder au nettoyage, de façon régulière, collecteurs de graisse et des filtres chicanes ;

F. Le Locataire doit prendre les méthodes appropriées pour nettoyer partout, même aux endroits difficiles d'accès. Deux fois par année, le Locataire devra organiser une journée de corvée générale où les éléments suivant seront nettoyés à fond : planchers, murs, plafonds, étagères et tout endroit normalement difficile d'accès comme l'arrière des tables de travail et le dessus des réfrigérateurs. Ces dates devront être communiquées au Locateur.

G. Respecter le code vestimentaire et le code de vie au travail du client par l'ensemble des employés de l'entreprise ;

H. Fournir au client une mise à jour annuel des équipements fournis et une liste de fournisseurs autorisée ;

I. Acheter, remplacer ou réparer l'équipement prévu à l'Annexe « D » qui deviendrait défectueux ou non fonctionnel pour cause d'une mauvaise utilisation du Locataire;

J. Entreposer les déchets et les sacs aux endroits déterminés par le client, et à procéder à leur enlèvement de façon régulière. Les mêmes services devant être fournis au niveau du recyclage et du compostage.

K. Dans tous ses travaux d'entretien ménager, le Locataire devra utiliser des produits sans danger pour l'environnement.

L. Le Locataire a la responsabilité d'effectuer le nettoyage et ramassage ponctuels de dégâts dans les aires publiques, plancher compris, durant les heures d'ouverture des deux institutions. Cela inclus le ramassage des ordures et son transport vers les bacs de collecte.

M. Payer les accès au service téléphonique et l'accès à Internet au Fournisseur.

N. Remettre toutes les copies d'inspection MAPAQ ;

O. Remettre un calendrier de suivis des tâches ménagères quotidiennes et en assurer le suivi ;

P. Remettre les copies des preuves d'assurances annuellement (mutuelle incluses) ;

Q. Détenir tous les permis obligatoires MAPAQ / SIMDUT

R. Afficher en tout temps un registre des accidents de travail (mutuelle de prévention) ;

Paraphes	
Locateur	Locataire

S. Former adéquatement tout le personnel selon les normes et conditions de travail en vigueurs.

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205323001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue à Espace Végo inc. pour une période de 5 ans, à compter du 1er mars 2020, deux espaces situés au Biodôme de Montréal et au Planétarium Rio Tinto Alcan, d'une superficie totale de 446,5 m², à des fins d'exploitation de services de restauration, pour des recettes estimées de 723 537,89 $ - Accepter un dépôt de sécurité de 5 000 $, qui devra être remboursé à la fin du bail

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Les recettes payées seront comptabilisées au budget de fonctionnement du service de l'Espace pour la vie.

FICHIERS JOINTS

GDD 1205323001 Bail Espace Végo 2020 - 2025.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-02-13

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances, Direction Du Conseil Et Du Soutien Financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.001

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1208046001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme_du patrimoine et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal

VU la résolution CA20 25 0015 adoptée par le conseil d'arrondissement du Plateau Mont-Royal à sa séance du 3 février 2020, il est recommandé au conseil de la ville:
d'approuver la prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-02-05 11:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 3 février 2020	Résolution: CA20 25 0015

Reconduction du projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales dans le territoire visé.

ATTENDU que le territoire concerné demeure identique à celui soumis lors de la création du projet pilote qui a été accepté le 15 décembre 2014;

ATTENDU que les artères emblématiques du Plateau-Mont-Royal attirent des visiteurs en fin d'après-midi et en début de soirée;

ATTENDU que plusieurs centaines de commerces de détail bénéficient, depuis le 15 décembre 2014, de la prolongation des heures d'ouverture les samedis et dimanches jusqu'à 20 h;

ATTENDU que la reconduction du projet pilote permettra aux commerçants de répondre aux divers besoins des clients excursionnistes d'un jour et des touristes;

CONSIDÉRANT l'attestation de conformité rendue par le directeur et son équipe de la Direction du développement du territoire;

Il est proposé par le maire Luc Rabouin

appuyé par la conseillère Marie Plourde

et résolu :

De demander au conseil de la ville de reconduire intégralement le projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales dans le territoire visé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

40.02 1208046001

Luc RABOUIN
_____
Maire de l'arrondissement

Claude GROULX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 février 2020

Dossier # : 1208046001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme_du patrimoine et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Reconduction du projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales dans le territoire visé

RECONDUIRE LE PROJET PILOTE DE PROLONGATION DES HEURES D'ADMISSION DANS LES ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX, LES SAMEDIS ET DIMANCHES JUSQU'À 20 H, SITUÉS SUR LES ARTÈRES COMMERCIALES DANS LE TERRITOIRE VISÉ

ATTENDU que le territoire concerné demeure identique à celui soumis lors de la création du projet pilote qui a été accepté le 15 décembre 2014;

ATTENDU que les artères emblématiques du Plateau-Mont-Royal attirent des visiteurs en fin d'après-midi et en début de soirée;.

ATTENDU que plusieurs centaines de commerces de détail bénéficient, depuis le 15 décembre 2014, de la prolongation des heures d'ouverture les samedis et dimanches jusqu'à 20 h;

ATTENDU que la reconduction du projet pilote permettra aux commerçants de répondre aux divers besoins des clients excursionnistes d'un jour et des touristes.

CONSIDÉRANT l'attestation de conformité rendue par le directeur et son équipe de la Direction du développement du territoire, il est recommandé :

DEMANDER au Conseil municipal de la ville de Montréal de reconduire intégralement le projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales dans le territoire visé.

Signé par Guy OUELLET **Le** 2020-01-30 16:09

Signataire : Guy OUELLET

_____

Directeur d'arrondissement
Le Plateau-Mont-Royal , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208046001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme_du patrimoine et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Reconduction du projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales dans le territoire visé

CONTENU

CONTEXTE

Le 15 décembre 2014, le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) acceptait la demande de la Ville de Montréal pour le projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h. Dès mai 2015, le ministère acceptait de prolonger le projet pilote jusqu'à mai 2020. Comme indiqué dans la carte en pièce jointe, le territoire visé par la prolongation des heures d'ouverture des commerces de détail du Plateau-Mont-Royal la fin de semaine jusqu'à 20 heures se délimite de la façon suivante :

- Saint-Laurent, de Sherbrooke et Saint-Joseph;
- Saint-Joseph, entre Saint-Laurent et d'Iberville;
- d'Iberville, entre Saint-Joseph et Mont-Royal;
- Mont-Royal, entre d'Iberville et Christophe-Colomb;
- Christophe-Colomb vers le sud jusqu'à l'avenue du Parc-Lafontaine;
- l'avenue du Parc-Lafontaine vers le sud jusqu'à Sherbrooke;
- Sherbrooke vers l'ouest jusqu'à Saint-Laurent.

Auparavant, le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation avait la responsabilité, en vertu de la *Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux* (L.R.Q., chapitre H-2.1, article 13), d'accorder cette permission. La *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* a introduit de nouvelles dispositions en regard de la *Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux* qui confient ce pouvoir à la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM15 0331 Demander au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations de reconduire pour une période maximale de cinq ans, le projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, pour le territoire des sociétés de développement commercial Boulevard Saint-Laurent, Carrefour du Plateau Mont-Royal et Pignons rue Saint-Denis, et l'Association des

commerçants avenue Duluth
CA15 25 0103 : Demande au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations de reconduire pour une période maximale de cinq ans le projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20h, pour le territoire des sociétés de développement commercial Boulevard Saint-Laurent, Carrefour du Plateau Mont-Royal et Pignons rue Saint-Denis, et l'Association des commerçants avenue Duluth.

CE14 1887 : Demander au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations de prolonger les heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, pour une période maximale de deux ans, afin de réaliser un projet pilote pour le territoire des sociétés de développement commercial Boulevard Saint-Laurent, Carrefour du Plateau Mont-Royal et Pignons rue Saint-Denis, et l'Association des commerçants avenue Duluth.

CE10 0910 : Demander au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) de prolonger pour une période maximale de cinq ans les heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et les dimanches jusqu'à 20 h, pour le territoire des sociétés de développement commercial Destination Centre-Ville, Quartier Latin et Village ainsi que pour la Corporation de développement urbain Faubourg Saint-Laurent.

CE08 1186 : Demander au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation de prolonger les heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, pour le territoire de la Société de développement commercial Destination Centre-Ville.

DESCRIPTION

Demander au Conseil municipal de la ville de Montréal de reconduire, le projet pilote de prolongation des heures d'admission dans les établissements commerciaux, les samedis et dimanches jusqu'à 20 h, situés sur les artères commerciales dans le territoire visé.

JUSTIFICATION

Le territoire concerné par la reconduction du projet pilote demeure identique à celui soumis lors de la création du projet pilote qui a été accepté le 15 décembre 2014 (voir carte en pièce jointe).
Les artères emblématiques du Plateau-Mont-Royal attirent des visiteurs en fin d'après-midi et en début de soirée qui fréquentent notamment les restaurants. Dans ces rues, c'est plusieurs centaines de commerces de détail qui bénéficient depuis le 15 décembre 2014 de la prolongation des heures d'ouverture les samedis et dimanches jusqu'à 20 h.

La demande de reconduire le prolongement des heures d'admission permettra aux commerçants de répondre aux divers besoins des clients excursionnistes d'un jour et des touristes. La principale façon d'y parvenir consiste à étendre la plage horaire d'ouverture des commerces de détail les fins de semaine afin de capter la clientèle présente en fin d'après-midi les samedis et dimanches. Celles-ci est particulièrement présente en saison estivale où prennent place de nombreux événements publics comme les promotions commerciales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au coeur des quartiers, la Ville favorise la présence d'établissements commerciaux à proximité des milieux de vie, une notion importante pour le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet pilote a permis de créer de nouvelles opportunités pour les exploitants des commerces de détail se trouvant dans des secteurs reconnus par la présence de visiteurs et de touristes. Le projet pilote de l'extension des heures d'admission dans les établissements commerciaux a renforcé l'attractivité économique de l'arrondissement, donc de Montréal. La reconduction de ce projet pilote permettra maintenir ces bienfaits.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cette décision sera annoncée dans le communiqué des faits saillants de la séance du conseil qui est diffusé sur le fil de presse, dans les médias sociaux et l'infolettre, ainsi que sur le site Web de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption d'une résolution par le comité exécutif;
- Adoption d'une résolution par le conseil municipal;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie PICHON, Service du développement économique
Noémie LUCAS, Service du développement économique

Lecture :

Julie PICHON, 27 janvier 2020
Noémie LUCAS, 24 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc GUILBAUD-FORTIN
commissaire - developpement economique

Tél : 514-872-4958
Télécop. :

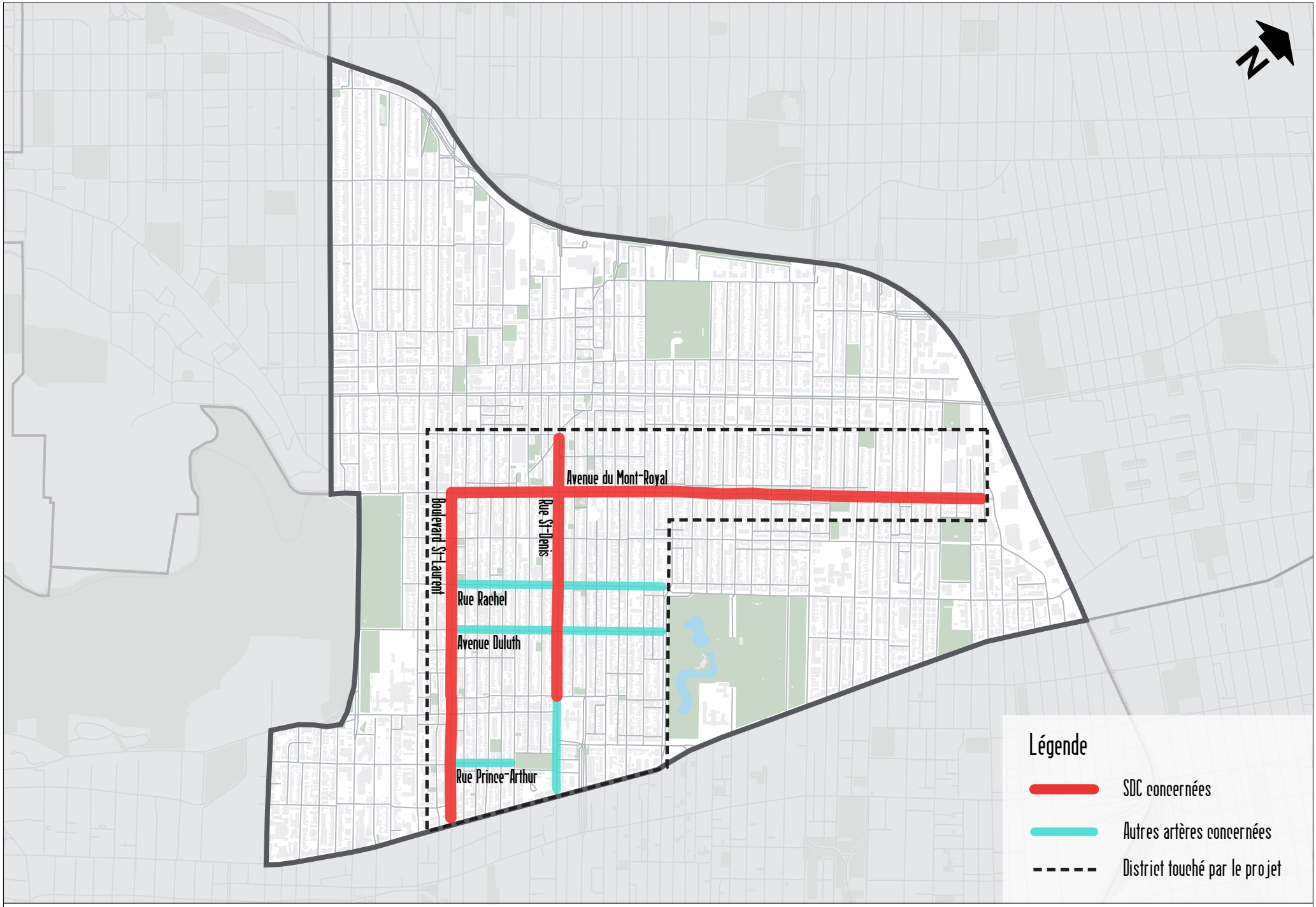
ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-20

Luc GUILBAUD-FORTIN
commissaire - developpement economique

Tél : 5148724958
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michael TREMBLAY
Directeur de la Direction du développement du territoire et des études techniques
Tél : 514 872-6651
Approuvé le : 2020-01-20



Territoire concerné par le projet pilote du prolongement des heures d'affaires

Le Plateau-Mont-Royal
Montréal

Sources: D.D.T. Le Plateau-Mont-Royal, octobre 2014
Données:Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

CE : 30.002

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 30.003

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1205208001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens.

Il est recommandé d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance de l'autorisation requise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-02-05 11:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 février 2020	Résolution: CA20 08 0066

Soumis sommaire décisionnel numéro 1205208001 recommandant au comité exécutif d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance de l'autorisation requise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens.

ATTENDU que la firme Marchand Houle et Associés a été mandaté par la propriétaire du 5825, boulevard Thimens, la Société de Transport de Montréal (STM), pour préparer les plans et devis des structures de génie civil requises pour l'agrandissement de son bâtiment, le réaménagement des aires de manœuvre et la construction d'infrastructures de drainage de rétention;

ATTENDU qu'afin de permettre à la firme Marchand Houle et Associés d'obtenir l'autorisation du MELCC, le greffier de la Ville de Montréal doit émettre un certificat de non-objection par lequel la Ville atteste qu'elle ne s'oppose pas à la délivrance du certificat d'autorisation par le MELCC concernant la demande relative aux travaux d'infrastructures d'eau soumise par la firme Marchand Houle et Associés au MELCC;

ATTENDU que le projet est conforme aux règlements municipaux;

ATTENDU que la division des Permis et inspections de l'arrondissement de Saint-Laurent traite présentement une demande de permis de construction (3001667875) déposée le 10 octobre 2019;

ATTENDU que les plans et devis ont été soumis au Service de l'eau de la Ville pour l'analyse de la rétention du projet d'agrandissement, en référence la demande de permis de rétention (3001668054);

Proposé par le conseiller Francesco Miele;

Appuyé par le conseiller Aref Salem, il est

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

De recommander au comité exécutif d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance de l'autorisation requise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens.

ADOPTÉ.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Secrétaire

Signée électroniquement le 5 février 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.003

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1205208001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance de l'autorisation requise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens.

Il est recommandé :
d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens.

Signé par Éric PAQUET **Le** 2020-01-20 16:27

Signataire : Éric PAQUET

_____

Directeur
Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205208001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance de l'autorisation requise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) en vue de modifications au système de drainage de rétention dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment du 5825, boulevard Thimens.

CONTENU

CONTEXTE

La firme Marchand Houle et Associés a été mandaté par la propriétaire du 5825, boulevard Thimens, la Société de Transport de Montréal (STM), pour préparer les plans et devis des structures de génie civil requises pour l'agrandissement de son bâtiment, le réaménagement des aires de manoeuvre et la construction d'infrastructures de drainage de rétention. Le bâtiment continuera son usage d'atelier pour la réparation des autobus de la STM.
La division des Permis et inspections de l'arrondissement de Saint-Laurent traite présentement une demande de permis de construction (3001667875) déposée le 10 octobre 2019. Le projet consiste à construire un agrandissement de 7 039 mètres carrés sur deux étages incluant un garage de stationnement souterrain pour 270 voitures. Le dossier a été présenté au conseil d'arrondissement en juin 2019 car il a fait l'objet d'une demande de dérogation mineure (CA19 08 0280).

En parallèle, les plans et devis ont été soumis au Service de l'eau de la Ville de Montréal pour l'analyse de la rétention du projet d'agrandissement, en référence la demande de permis de rétention 3001668054. Le service de l'eau a terminé son analyse et nous réfère le requérant pour qu'il puisse poursuivre le processus pour l'obtention des documents nécessaires pour la demande de l'article 32 au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Le dossier n'a pas encore été présenté au MELCC car il est en attente de l'obtention de la lettre de non-objection de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le bâtiment existant est un bâtiment industriel isolé datant de 1983. Le bâtiment est implanté sur un ilot bordé par quatre rues, soit le boulevard Thimens, la rue Cousens, la rue Guénette et du chemin Bois-Franc Le projet consiste à construire un agrandissement

bordant le boulevard Thimens les rues Cousens et Guénette sur ce qui est présentement l'espace de stationnement extérieur pour le bâtiment. Près de 7 309 mètres carrés seront ajoutés au bâtiment existant sur deux étages incluant un garage souterrain pour accueillir les cases de stationnement requises. La superficie de rez-de-chaussée sera utilisée pour relier aux activités à l'entretien des autobus tandis que le 2e étage sera aménagé en espace de bureaux.
Les rejets seront effectués à l'égout pluvial existant car aucune intervention n'est prévue dans l'emprise de la Ville.

JUSTIFICATION

La lettre de non-objection est requise en vertu de l'article 32, concernant l'application du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) afin de permettre à la STM d'obtenir une autorisation du MELCC pour réaliser les travaux d'infrastructure d'eau prévus pour l'agrandissement du bâtiment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnés dans le présent sommaire décisionnel sont financés par la STM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La lettre de non-objection visée par le présent dossier est requise par la LQE, qui a pour objet de préserver la qualité de l'environnement, de promouvoir son assainissement et de prévenir sa détérioration. Le projet concerne la gestion de rétention des eaux pluviales du site.
Dans le cadre de cet agrandissement, la STM planifie d'intégrer plusieurs éléments de construction pour atteindre des crédits de développement durable, tels que l'aménagement écologique du site, la gestion efficace de l'eau et la gestion des matériaux et des ressources. Dans ce sens, la STM prévoit une bonification de l'aménagement paysager du site ainsi que l'aménagement d'un toit vert d'une superficie de 750 mètres carrés.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'émission de la lettre de non-objection par le greffier de la Ville de Montréal soutiendra la demande d'autorisation des travaux d'infrastructure d'eau soumise par la firme Marchand Houle et Associés au MELCC. L'autorisation du MELCC permettra à la STM d'amorcer les travaux d'agrandissement et de les réaliser dans le respect.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de déblai ont commencé avec l'émission deu permis de remblai.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La réalisation des travaux de conception de la gestion des eaux pluviales doit impérativement respecter les normes et les règlements en vigueur de la Ville de Montréal pour permettre le raccordement au réseau privé existant sur le site. Les travaux indiqués dans ce sommaire doivent être réalisés conformément aux directives du service de l'Eau de la Ville de Montréal. IL est à noter que monsieur Yves Faucher de la direction de l'épuration des eaux usée (DÉEU) prendra en charge le dossier pour la suite du processus au MELCC

soit l'obtention de l'autorisation en vertu de l'article 32, concernant l'application du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 22, dès que l'étude de conformité est complétée.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse PETITPAS
Agente du cadre bâti

Tél : 514-855-6000 ext. 4271
Télécop. : 514-855-5959

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-16

Éric PAQUET
Directeur

Tél : 514 855-6000
Télécop. : 514 855-5959

marchand houle mha EXPERTS-CONSEILS

Montréal, 16 janvier 2020

Maryse Petitpas, B.A., M.Urb.
Agente du cadre bâti
Aménagement urbain et services aux entreprises
Ville de Montréal - Arrondissement de Saint-Laurent

Objet : Demande de résolution de non-objection

Projet : Centre de transport Saint-Laurent, STM
Référence : 2019-1341

Madame,

Par la présente, nous vous soumettons les plans civils pour l'agrandissement du bâtiment, le réaménagement des aires de manœuvre et la construction d'infrastructures de drainage et rétention, dans le but d'obtenir une résolution de non-objection afin de déposer une demande d'autorisation au MELCC en vertu de la LQE.

Du fait de sa vocation d'activité industrielle et son zonage industriel, les infrastructures de drainage et de rétention sont soumises à l'article 22 de la LQE.

Le projet prévoit le réaménagement du réseau pluvial pour le drainage de l'agrandissement du bâtiment. Une mise à niveau est aussi prévue pour y intégrer des ouvrages de rétention pluviale. Aucune intervention n'est prévue dans l'emprise municipale.

Vous trouverez joint à la présente le plan qui a été autorisé par le Service de l'eau – Direction des réseaux d'eau de la Ville de Montréal. Le 13 décembre 2019, l'analyste de Ville, M. Bérenger Ypou, ing. vous a transmis un courriel précisant que l'ensemble des ouvrages de gestion des eaux pluviales proposées sont conformes à la réglementation de la Ville de Montréal.

Espérant le tout à votre entière satisfaction, recevez Madame, nos plus sincères salutations.

ing.
2020-01-16
Guy Trudeau, ing.

p.j. Plans C.1.5A, réémis pour construction (ville) en date du 14 janvier 2020
Courriel de Bérenger Ypou, Service de l'eau de la Ville de Montréal, 13 décembre 2019

Saint-Laurent
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
777, boulevard Marcel-Laurin
Saint-Laurent (Québec) H4M 2M7
Téléphone : 514 855-6000

Demande de certificat d'autorisation

RACCORD - Rétention

Numéro	Date de la demande
3001668054	2019-10-10

Emplacement des travaux

Localisation 5825, Boulevard Thimens **Quartier inspection** 01

Adresse principale 5825 boulevard Thimens (Saint-Laurent)

Entre chemin du Bois-Franc **et** rue Cousens

Nature des travaux

Description RÉTENTION «STM»

Usage existant INDUSTRIEL **Usage projeté** INCH

Type de bâtiment INDUSTRIE **Catégorie** I3 Manufacturière

Nbre d'unités de logements 0 **Nbre de place d'affaires** 0 **Nbre de nos municipaux** 0

Documents soumis pour étude

Plans 0 **Devis** NON **Photo** NON

Remarque

Informations complémentaires

No compte foncier 21308000 **Coût des travaux** 0.00 **Frais d'étude** 0.00

Statuts patrimoniaux

No lot au cadastre 1902001

Date début travaux **Date fin travaux**

Intervenants

Propriétaire

SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL
8845 BOUL SAINT-LAURENT 5 ÉTAGE
Montréal QC H2N 1M3
CANADA

Téléphone
Tél soir
Cellulaire
Télécopieur
e-mail

Demandeur **En qualité de** CONCEPTEUR PLANS

MARCHAND HOULE ET ASSOCIÉS
1332, RUE BEAUBIEN E
Montréal QC H2G 1K8
CANADA
Pers. ressource : M. GUY TRUDEAU ING.

Téléphone 514 273-4212 **poste** 226
Tél soir
Cellulaire
Télécopieur
e-mail GUY.TRUDEAU@MARCHANDHOULE.C

Signataire **En qualité de** CONCEPTEUR PLANS

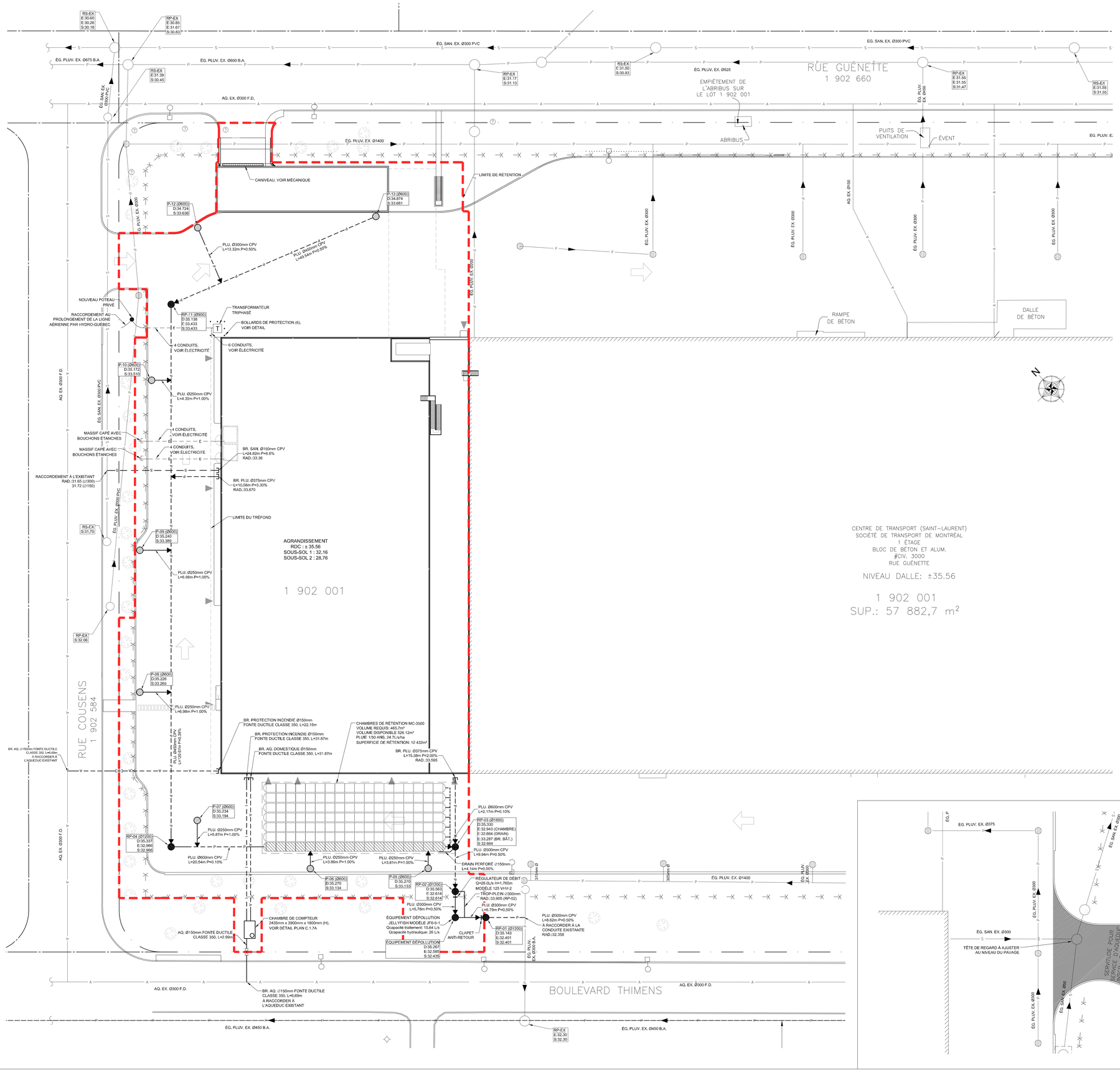
MARCHAND HOULE ET ASSOCIÉS
1332, RUE BEAUBIEN E
Montréal QC H2G 1K8
CANADA
Pers. ressource : M. GUY TRUDEAU ING.

Téléphone 514 273-4212 **poste** 226
Tél soir
Cellulaire
Télécopieur
e-mail GUY.TRUDEAU@MARCHANDHOULE.C

Note: Ce document n'autorise pas le début des travaux.

MARCHAND HOULE ET ASSOCIÉS		
Nom du signataire de la demande Écrire en lettres moulées	Signature	Date

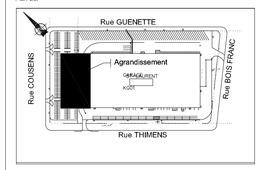
Demande prise par Petitpas, Maryse



LÉGENDE

DESCRIPTION	EXISTANT	PROPOSÉ
CONDUITE D'ÉGOUT SANITAIRE	S	S
CONDUITE D'AQUEDUC	A	A
CONDUITE D'ÉGOUT PLUVIAL	P	P
CONDUITE PROTECTION INCENDIE	I	I
CONDUITE DE GAZ	G	G
CONDUIT ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN	E	E
CÂBLE ÉLECTRIQUE AÉRIEN		
DRAIN PERFORÉ	DF	DF
TALUS (HAUT)		
TALUS (BAS)		
LIMITE D'EMPRISE		
LIGNE DE PROPRIÉTÉ		
REGARD	○	●
PUISARD OU REGARD AVEC TÊTE DE PUISARD	◍	◍
REGARD INCONNU	?	
REGARD PLUVIAL AVEC TÊTE DE PUISARD	RPP-XX	
REGARD PLUVIAL	RP-XX	
REGARD SANITAIRE	RS-XX	
PUISARD	P-X	
VANNE D'AQUEDUC	⋈	⋈
ROBINET D'ARRÊT	⊗	⊗
BORNE D'INCENDIE		
LAMPADAIRE DOUBLE		
LAMPADAIRE SIMPLE		
TRANSFORMATEUR SUR SOCLE (T.S.S.)	■	
P-X: IDENTIFICATION D: NIVEAU DU COUVERCLE E: RADIER DE L'ENTRÉE S: RADIER DE LA SORTIE	P-X D: XX.XXX E: XX.XXX S: XX.XXX	
NIVEAU DU RADIER D'UNE CONDUITE OU D'UN PONCEAU	RAD. XX.XXX	
HB: NIVEAU DE HAUT DE BORDURE BB: NIVEAU DE BAS DE BORDURE	XX.XXXHB XX.XXXBB	
HT: NIVEAU DE HAUT DE TROTTOIR BT: NIVEAU DE BAS DE TROTTOIR	XX.XXXHT XX.XXXBT	
NIVEAU DESSUS DU PUISARD	XX.XXXDP	
NIVEAU PROPOSÉ	XX.XXX	
NIVEAU EXISTANT	XX.XXXEX	
GLISSIÈRE DE SÉCURITÉ		
SENS D'ÉCOULEMENT		

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toutes omissions.

Ce dessin doit être imprimé sur un papier format 1051 X 594 afin de respecter l'echelle indiquée.

POMERLEAU

PROVENCHER_ROY

PAGEAU MOREL

sdk

marchand houle ET ASSOCIÉS mha EXPERTS-CONSEILS

GHD

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

no:	date:	description	par:
9	2020-01-14	RÉÉMIS POUR CONSTRUCTION (VILLE)	G.T.
8	2019-12-11	ÉMIS POUR APPROBATION HYDRO-QUÉBEC	G.T.
7	2019-12-11	RÉÉMIS POUR CONSTRUCTION (VILLE)	G.T.
6	2019-11-29	ÉMIS POUR COORDINATION 100%	G.T.
5	2019-11-21	RÉÉMIS POUR CONSTRUCTION (VILLE)	G.T.
4	2019-11-01	ÉMIS POUR COORDINATION 70%	G.T.
3	2019-10-07	ÉMIS POUR PERMIS	G.T.
2	2019-10-07	RÉÉMIS POUR CONSTRUCTION (VILLE)	G.T.
1	2019-09-09	ÉMIS POUR CONSTRUCTION (VILLE)	G.T.
0	2019-08-09	ÉMIS POUR COORDINATION 30%	G.T.

révisions

Consultant:

Sceau:



Adresse: St-Laurent, 4ème étage, Montréal, Qué. H2N 1M3





Localisation:

Complexe St-Laurent
KG01 Garage St-Laurent

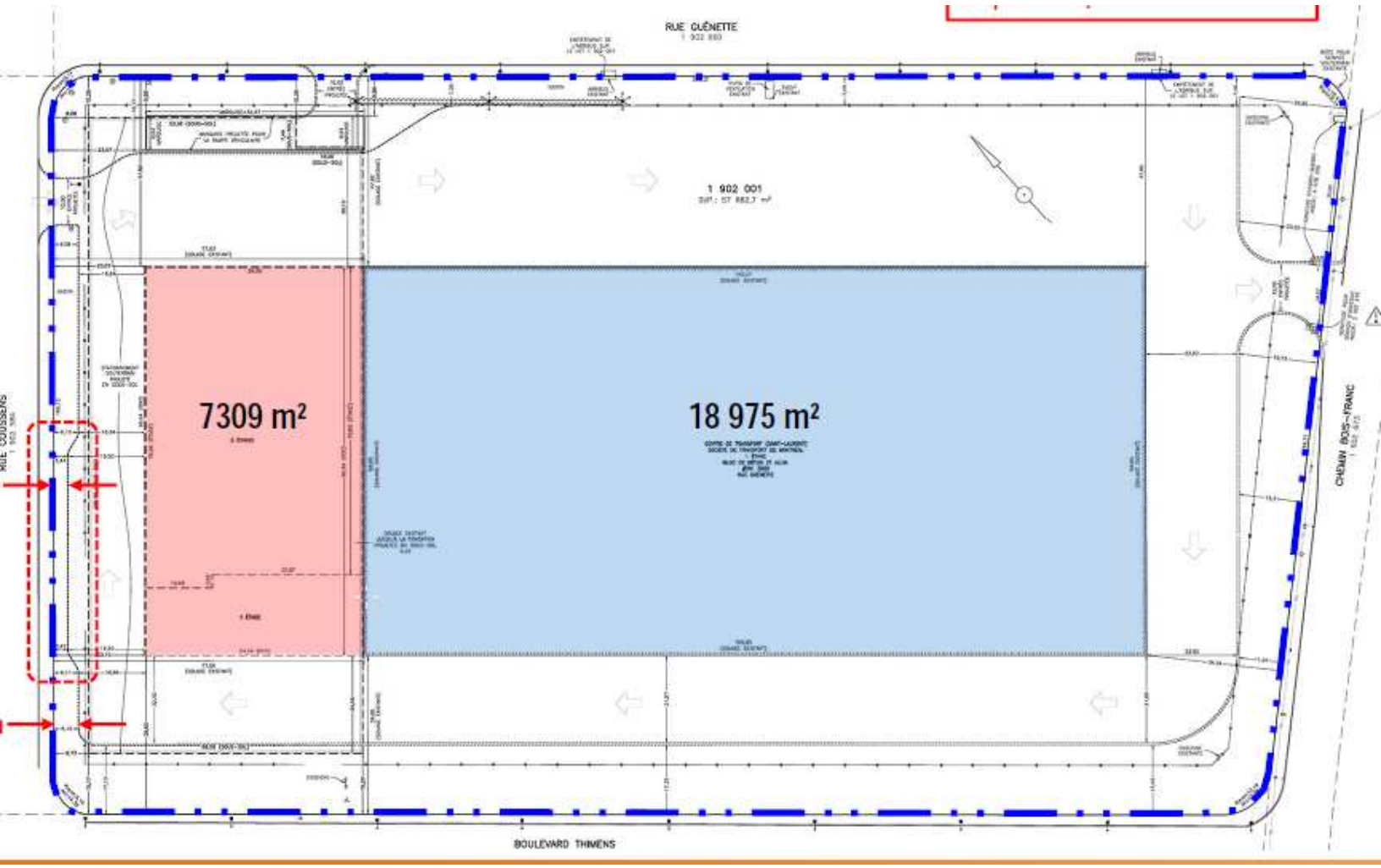
Titre du projet:

Agrandissement des Centres de Transport

Titre du dessin:

PLAN DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES UTILITÉS PUBLIQUES

Préparé par : GUY TRUDEAU, Ing.	Approbation administrative:
Dessiné par: ALICE TURCOT, tech.	Vérifié par: GUY TRUDEAU, Ing.
# Ref. appel d'offres: STM-6195-05-18-10	Échelle d'impression: 1:1
Numéro du consultant: 2019-1341	Échelle du dessin: 1:300
Numéro du plan STM :	
Numéro du projet: 180366	Feuille: C.1.5A



13 janvier 2020 13:45:00 - 20190515 DM 05825 Thimens.pdf - Adobe Reader

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.004

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1204320001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2020.

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2020 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après :

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

• Consultation publique sur les orientations à l'étude pour la mise en valeur des grands ensembles industriels d'intérêt patrimonial (CM19 1380)

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

• Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948)

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

• Projet de Politique montréalaise pour l'action communautaire

• Analyse des modèles en place dans d'autres villes qui offrent le droit de vote à des résident.e.s permanent.e.s.(mandat confié par le comité exécutif, dans sa réponse à la recommandation 5 de l'avis du Conseil interculturel de Montréal (CiM) portant sur la participation des Montréalais.es issu.es de la diversité à la vie municipale) (CE19 1449)

• Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

• Étude du projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de

l'agglomération de Montréal (CG19 0486)

● Consultation publique sur la cessation du gaspillage alimentaire (CE20 0017)

Commission sur l'examen des contrats

● Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082)

● De concert avec le Bureau de l'inspecteur général (BIG), revoir les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082) et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115)

Commission sur les finances et l'administration

● Consultations prébudgétaires 2021

● Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

● Budgets de fonctionnement 2021 et Programme triennal d'immobilisations 2021-2023

● Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634)

● Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290)

Commission sur l'inspecteur général

● Étude des rapports de l'inspectrice générale

Commission de la présidence du conseil

● Bilan 2019 des activités des commissions permanentes

● Bilan 2019 du Bureau de la présidence du conseil

● 33e édition de la simulation du Jeune conseil de Montréal : présentation des règlements débattus et adoptés par les jeunes

● Rapport 2019 du conseiller à l'éthique pour les personnes élues et le personnel de cabinet

Commission sur le transport et les travaux publics

● Accompagnement des Montréalaises et des Montréalais vers la mobilité durable

● Augmentation de la garantie des travaux de construction afin d'assurer la qualité des travaux routiers à Montréal (CM19 0475)

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2020-02-11 13:04

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204320001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2020.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 2 du *Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009)* , les commissions permanentes doivent, chaque année, dresser un programme d'activités qu'elles présentent au conseil municipal pour approbation.
Le programme d'activités de chaque commission pour l'année 2019 est présenté à la rubrique *Description* .

Il est utile de préciser qu'outre les sujets de consultation publique mentionnés, des mandats ponctuels déjà donnés par les instances décisionnelles ont été intégrés dans la programmation et ce, afin d'illustrer plus fidèlement la charge de travail actuelle des différentes commissions permanentes. D'autres sujets peuvent également être abordés dans le cadre de séances de travail en cours d'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0341 - 25 mars 2019 : Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil municipal pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2020 des commissions permanentes du conseil municipal ci-après :
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

• Consultation publique sur les orientations à l'étude pour la mise en valeur des grands ensembles industriels d'intérêt patrimonial (CM19 1380)

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

● Étude de l’évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l’économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948)

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

● Projet de Politique montréalaise pour l’action communautaire

● Analyse des modèles en place dans d’autres villes qui offrent le droit de vote à des résident.e.s permanent.e.s.(mandat confié par le comité exécutif, dans sa réponse à la recommandation 5 de l’avis du Conseil interculturel de Montréal (CiM) portant sur la participation des Montréalais.es issu.es de la diversité à la vie municipale) (CE19 1449)

● Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

● Étude du projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal (CG19 0486)

● Consultation publique sur la cessation du gaspillage alimentaire (CE20 0017)

Commission sur l’examen des contrats

● Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d’examen définis par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082)

● De concert avec le Bureau de l’inspecteur général (BIG), revoir les critères d’examen établis en 2011 par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082) et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115)

Commission sur les finances et l'administration

● Consultations prébudgétaires 2021

● Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

● Budgets de fonctionnement 2021 et Programme triennal d’immobilisations 2021-2023

● Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634)

● Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290)

Commission sur l’inspecteur général

● Étude des rapports de l’inspectrice générale

Commission de la présidence du conseil

● Bilan 2019 des activités des commissions permanentes

● Bilan 2019 du Bureau de la présidence du conseil

● 33e édition de la simulation du Jeune conseil de Montréal : présentation des règlements débattus et adoptés par les jeunes

● Rapport 2019 du conseiller à l'éthique pour les personnes élues et le personnel de cabinet

Commission sur le transport et les travaux publics

● Accompagnement des Montréalaises et des Montréalais vers la mobilité durable

● Augmentation de la garantie des travaux de construction afin d'assurer la qualité des travaux routiers à Montréal (CM19 0475)

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sujets inscrits au programme d'activités sont diffusés, en prévision de chaque consultation publique, sur le site Internet des commissions permanentes à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/commissions ainsi que via les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Chef de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Marie-Eve BONNEAU
Chef de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-02-11

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.005

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1204320002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2020.

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2020 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après :
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

• Consultation publique sur les orientations à l'étude pour la mise en valeur des grands ensembles industriels d'intérêt patrimonial (CM19 1380)

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

• Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948)

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

• Projet de Politique montréalaise pour l'action communautaire

• Analyse des modèles en place dans d'autres villes qui offrent le droit de vote à des résident.e.s permanent.e.s.(mandat confié par le comité exécutif, dans sa réponse à la recommandation 5 de l'avis du Conseil interculturel de Montréal (CiM) portant sur la participation des Montréalais.es issu.es de la diversité à la vie municipale) (CE19 1449)

• Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

● Étude du projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal (CG19 0486)

● Consultation publique sur la cessation du gaspillage alimentaire (CE20 0017)

Commission sur l’examen des contrats

● Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d’examen définis par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082)

● De concert avec le Bureau de l’inspecteur général (BIG), revoir les critères d’examen établis en 2011 par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082) et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115)

Commission sur les finances et l'administration

● Consultations prébudgétaires 2021

● Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

● Budgets de fonctionnement 2021 et Programme triennal d’immobilisations 2021-2023

● Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634)

● Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290)

Commission sur l’inspecteur général

● Étude des rapports de l’inspectrice générale

Commission sur le schéma d’aménagement et de développement de Montréal

● Éventuelles modifications au schéma d’aménagement et de développement

Commission de la sécurité publique

● Motion non partisane visant à veiller à ce que l'utilisation de nouvelles technologies par le SPVM et par d'autres services municipaux ne porte pas atteinte aux droits civils des citoyens (CM19 0947)

● Rapport des activités 2019 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)

● Bilan de l'état de préparation de l'agglomération de Montréal à faire face à un sinistre (SIM)

● Rapport annuel 2019 du SPVM

● Bilan annuel des actions prises en matière de lutte contre le profilage raciale et sociale

● Présentation de la nouvelle politique en matière d’interpellation du SPVM

● Présentation du Rapport d'événement et de rétroaction. Inondations 2019.

Commission sur le transport et les travaux publics

● Accompagnement des Montréalaises et des Montréalais vers la mobilité durable

● Augmentation de la garantie des travaux de construction afin d’assurer la qualité des travaux routiers à Montréal (CM19 0475)

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le**	2020-02-11 13:02

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204320002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2020.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 2 du *Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024)* , les commissions permanentes doivent, chaque année, dresser un programme d'activités qu'elles présentent au conseil d'agglomération pour approbation.
Le programme d'activités de chaque commission pour l'année 2020 est présenté à la rubrique *Description* .

Il est utile de préciser qu'outre les sujets de consultation publique mentionnés, des mandats ponctuels déjà donnés par les instances décisionnelles ont été intégrés dans la programmation et ce, afin d'illustrer plus fidèlement la charge de travail actuelle des différentes commissions permanentes. D'autres sujets peuvent également être abordés dans le cadre de séances de travail en cours d'année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0151 - 28 mars 2019 : Approuver le programme d'activités des commissions permanentes du conseil d'agglomération pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'approuver le programme d'activités 2020 des commissions permanentes du conseil d'agglomération ci-après :
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

- Consultation publique sur les orientations à l'étude pour la mise en valeur des grands

ensembles industriels d'intérêt patrimonial (CM19 1380)

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

● Étude de l’évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l’économie de Montréal et les solutions pour les limiter (CM14 0948)

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

● Projet de Politique montréalaise pour l’action communautaire

● Analyse des modèles en place dans d’autres villes qui offrent le droit de vote à des résident.e.s permanent.e.s.(mandat confié par le comité exécutif, dans sa réponse à la recommandation 5 de l’avis du Conseil interculturel de Montréal (CiM) portant sur la participation des Montréalais.es issu.es de la diversité à la vie municipale) (CE19 1449)

● Déclaration contre l'intimidation sous toutes ses formes (CM16 0174) et Motion de l'opposition officielle sur la prévention de l'intimidation (CM16 0268)

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

● Étude du projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal (CG19 0486)

● Consultation publique sur la cessation du gaspillage alimentaire (CE20 0017)

Commission sur l’examen des contrats

● Contrats soumis par le comité exécutif qui répondent aux critères d’examen définis par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082)

● De concert avec le Bureau de l’inspecteur général (BIG), revoir les critères d’examen établis en 2011 par les résolutions (CM11 0202) et (CG11 0082) et de faire des recommandations à ces conseils (CM19 0114 et CM19 0115)

Commission sur les finances et l'administration

● Consultations prébudgétaires 2021

● Rapport annuel du Vérificateur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019

● Budgets de fonctionnement 2021 et Programme triennal d’immobilisations 2021-2023

● Le fardeau fiscal des OBNL locataires (CM17 0634)

● Étude de la norme ISO 37 001, certification anticorruption (CM18 1290)

Commission sur l’inspecteur général

● Étude des rapports de l’inspectrice générale

Commission sur le schéma d’aménagement et de développement de Montréal

● Éventuelles modifications au schéma d’aménagement et de développement

Commission de la sécurité publique

● Motion non partisane visant à veiller à ce que l'utilisation de nouvelles technologies par le SPVM et par d'autres services municipaux ne porte pas atteinte aux droits civils des citoyens (CM19 0947)

● Rapport des activités 2019 du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)

● Bilan de l'état de préparation de l'agglomération de Montréal à faire face à un sinistre (SIM)

● Rapport annuel 2019 du SPVM

● Bilan annuel des actions prises en matière de lutte contre le profilage raciale et sociale

● Présentation de la nouvelle politique en matière d'interpellation du SPVM

● Présentation du Rapport d'événement et de rétroaction. Inondations 2019.

Commission sur le transport et les travaux publics

● Accompagnement des Montréalaises et des Montréalais vers la mobilité durable

● Augmentation de la garantie des travaux de construction afin d'assurer la qualité des travaux routiers à Montréal (CM19 0475)

De plus, les commissions permanentes peuvent également, par leur initiative, faire l'étude de tout autre sujet à l'intérieur de leur mandat.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les sujets inscrits au programme d'activités sont diffusés, en prévision de chaque consultation publique, sur le site Internet des commissions permanentes à l'adresse suivante: ville.montreal.qc.ca/commissions ainsi que via les médias sociaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Chef de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Marie-Eve BONNEAU
Chef de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-02-11

CE : 30.006

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.007

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1208215001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le déplacement de Mme Cathy Wong, présidente du conseil de ville et conseillère de ville du district de Peter McGill, à Helsinki et Stockholm du 29 février au 9 mars 2020 pour effectuer une mission exploratoire des institutions démocratiques du 21e siècle.

1. d'autoriser le déplacement de Mme Cathy Wong, présidente du conseil de ville et conseillère de ville du district de Peter McGill, à Helsinki et Stockholm du 29 février au 9 mars 2020 pour effectuer une mission exploratoire des institutions démocratiques du 21e siècle - montant estimé : 4 500 $;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-05 10:30

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208215001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le déplacement de Mme Cathy Wong, présidente du conseil de ville et conseillère de ville du district de Peter McGill, à Helsinki et Stockholm du 29 février au 9 mars 2020 pour effectuer une mission exploratoire des institutions démocratiques du 21e siècle.

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville de Montréal est actuellement en travaux majeurs pour une durée de trois ans. Outre les travaux liés à la mise aux normes, à la restauration patrimoniale et à la fonctionnalité du bâtiment, les rénovations de l'hôtel de ville sont l'occasion de mettre l'expérience citoyenne au cœur de la plus symbolique institution démocratique de la Ville de Montréal. La Maison des citoyens et citoyennes doit devenir un lieu de participation citoyenne exemplaire.
Dans cette foulée, la présidente du conseil municipal à titre de responsable des activités du Bureau de la présidence du conseil, qui veille aux expositions, aux visites guidées et à la participation citoyenne à l'hôtel de ville, souhaite connaître afin d'alimenter les réflexions pour que les travaux intérieurs de l'hôtel de Ville permettent un aménagement, une programmation et des activités qui rendent le lieu inclusif et qui reflètent l'importance de la participation citoyenne. Divers aspects périphériques à l'expérience des visiteurs.ses et des citoyen.nes sont à définir, notamment des expositions et installations muséales qui mettent en valeur le patrimoine et la démocratie municipale ou des espaces civiques ouverts et animés. Ces activités viendraient bonifier l'expérience des visiteurs.es en vue d'en faire une destination.

Effectivement, à travers le monde les lieux de démocratie se transforment pour représenter une réelle ouverture à la participation citoyenne et ils propulsent les institutions au 21e siècle par leur modernité. Les espaces sont désignés afin d'être plus accueillants et faciles d'accès et ils sont réfléchis afin de permettre aux citoyennes et citoyens de faire entendre leur voix. Dans le cadre des travaux de mise aux normes et de modernisation de l'hôtel de ville de la Ville de Montréal, des exemples internationaux peuvent servir d'inspiration pour Montréal et vice-et-versa.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Ce dossier vise à autoriser la dépense relative au déplacement de Mme Cathy Wong du 29 février au 9 mars 2020, à Stockholm en Suède et à Helsinki en Finlande, pour participer à la conférence Nordic FUTURE à Helsinki, en Finlande et pour effectuer une mission exploratoire des institutions démocratique du 21e siècle.
La conférence Nordic FUTURE qui a lieu les 5 et 6 mars 2020 à Helsinki explore entre autres les villes innovantes et a pour objectif de réfléchir aux défis sociaux et environnementaux. La conférence est également le point de départ d'une mission exploratoire afin de visiter des institutions démocratiques qui ont fait face à des enjeux similaires que ceux à Montréal, tel que la restauration patrimoniale versus la modernisation des infrastructures, l'utilisation des outils technologiques pour faciliter la participation démocratique ainsi que la place des citoyen.nes au cœur des bâtiments (participation citoyenne, place publique, expositions, espace muséal et civique) et la place de l'hôtel de ville au centre d'une cité ou d'un parcours (potentiel extérieur et pôle culturel).

En excluant notamment les journées de déplacements, la conférence Nordic FUTURE et une journée de fin semaine, Mme Wong sera deux jours à Stockholm et deux jours à Helsinki. À Stockholm, en Suède, il est ainsi prévu de visiter notamment l'hôtel de ville, de participer à une visite guidée et commentée pour notamment identifier et discuter les mesures d'accueil (parcours, animation, mesures de sécurité) des citoyen.nes et des touristes. Il est également à l'horaire de visiter le Rikstad, le parlement suédois afin d'entre autres d'échanger sur les mesures de participation citoyenne et sur les mesures encadrant la conciliation vie personnelle et travail des personnes élues.

En Finlande, Mme Wong visitera l'hôtel de ville d'Helsinki et en profitera pour découvrir l'utilisation des espaces publics dans un contexte nordique. En 2019, Helsinki a été nommée la meilleure ville pour la conciliation vie personnelle et travail parmi 40 villes au monde et puisque le Bureau de la présidence mène le plan d'action sur la conciliation vie personnelle et travail des élu.es, la présidente rencontrera des élu.es et fonctionnaires à propos des mesures en place. Mme Wong visitera la bibliothèque municipale d'Helsinki, Oodi, un véritable milieu de vie et d'apprentissage, notamment grâce à UE @ Oodi et à Brygga, un espace d'informations sur la façon dont les citoyen.nes peuvent influencer le développement de leur ville. Au niveau fédéral, il est à l'agenda de rencontrer notamment une personne du gouvernement afin de discuter de la nouvelle mesure de congé parental égal pour les hommes et les femmes et de visiter l'Eduskunta, le parlement de Finlande, haut symbole de démocratie nationale.

En complément à ces visites, des rencontres protocolaires avec des élu.es locaux et avec des fonctionnaires sont prévues et sont l'occasion de renforcer les échanges et les bonnes pratiques avec ces deux villes nordiques. Il est également planifié de visiter des lieux urbains nordiques et des espaces citoyens et communautaires.

JUSTIFICATION

Le Bureau de la présidence du conseil est responsable des expositions et des visites guidées et a également comme mandat de renforcer la confiance et la participation des citoyens à la vie publique. Afin de renouveler les pratiques favorisant l'accueil et la participation des citoyen.nes à l'hôtel de ville de Montréal, il est tout indiqué que Mme Wong participe à des rencontres et expérimente des parcours citoyens afin de nourrir ses réflexions.
Le Bureau de la présidence du conseil voit également à la préservation du caractère historique de l'hôtel de ville, de sa sécurité et des droits démocratiques des citoyen.nes. Membre du comité de direction de la restauration de l'hôtel de ville, Mme Wong entrevoit les travaux de rénovation et de mise à niveau de l'édifice comme une opportunité et souhaite

s’inspirer des institutions de pays à renommée exemplaire en matière de démocratie et de participation citoyenne.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses sont assumées par le Bureau de la présidence du conseil. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Budget de fonctionnement
Imputer la dépense (estimée) comme suit :

	2020
0010000-100249-01101-53201.010001.0000.000000.00000.00000 Bureau de la présidence du conseil Frais de déplacement et hébergement Non admissible loi 90	4 500$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les déplacements locaux seront effectués en transport en commun, ce qui réduit l'émission des GES grâce au transport collectif et une compensation des GES sera effectuée.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

-Visite d’institutions inspirantes
-Partage d'expertise et de bonnes pratiques
-Réseautage et rayonnement de Montréal

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-04

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-02-04

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

NOM DU VOYAGEUR (employé)
Nom : Cathy Wong GDD:
Unité d'affaires : Bureau de la présidence du conseil de ville
Matricule d'employé (9 chiffres) :
Numéro de fournisseur :
Lieu du déplacement : Helsinki Finlande et Stockholm Suède
Date(s) du déplacement : Du 29 février au 9 mars 2020
Objet du déplacement : Mission exploratoire institutions démocratiques 21e et conférence Nordic Future

FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
Nom :
Numéro de fournisseur :
Numéro du bon de commande :
ou Numéro d'engagement :
Cochez : Québec :
Hors Québec :

Partie 1 – Estimé des dépenses *Description*	*Employé*	*Fournisseur*	Partie 2 – Dépenses réelles *Employé*	*Visa/Avance*
Frais de transport				
Transport en commun	100,00 $			
Avion, bus ou train (classe économique)	1 600,00 $			
Taxi				
Stationnement				
Nombre de kilométrage (compléter l'annexe E : Déplacements ponctuels - Suivi du kilométrage)				
Frais de repas				
Déplacement en Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice C du Conseil national mixte)	800,00 $			
Déplacement à l'extérieur de l'Amérique du Nord (montant forfaitaire prévu à l'Appendice D du Conseil national mixte)				
Frais d'hébergement				
Établissement hôtelier ou logements commerciaux	2 000,00 $			
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)				
Frais médicaux				
Autres frais				
Frais d'inscription (colloque, congrès, etc.)				
Faux frais : -Téléphone personnel; -Nettoyage de vêtements; -Utilisation Internet (forfaitaire prévu à l'Appendice C du Conseil national mixte seulement si un coucher dans un établissement hôtelier)	0,00 $			
Divers (téléphone d'affaires, chèques de voyage, etc.)				
Frais de représentation				
(selon les dépenses admissibles à la directive « Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation » - Veuillez annexer le formulaire complété)				
Sous-total (incluant les taxes)	4 500,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Total des coûts	4 500,00 $		0,00 $	

AVANCE À L'EMPLOYÉ		
Avance versée incluant tous les frais payés à des tiers (à noter que l'avance ne peut dépasser le total des frais de transport, de repas, d'hébergement et de faux frais)		

IMPUTATION BUDGÉTAIRE

Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
						0000	000000	000000	00000	00000	0,00 $
Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
						0000	000000	000000	00000	00000	0,00 $

IMPUTATION COMPTABLE POUR L'AVANCE

Entité	Source	Centre Resp.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter opér.	Projet	Autre	Cat. actifs	Futur	Montant brut
2101	0000000	000000	00000	16000	000000	0000	000000	000000	00000	00000	0,00 $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé 0,00 $

Remise de l'employé : 0,00 $ # reçu général :	Remboursement réclamé : 0,00 $ (employé)	Facture à payer : 0,00 $ (fournisseur)

REQUÉRANT		
Nom en lettres moulées : Cathy Wong	Signature : [signature]	Date : 04/02/2020

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT

RESPONSABLE		
Nom en lettres moulées :	Signature :	Date :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL

RESPONSABLE

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1207934001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense estimée à 1 385,73 $, relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, et Peter McQueen, conseiller de ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et de Mme Christine Gosselin, conseillère de ville du district du Vieux-Rosemont de l'arrondissement de Rosemont–La Petite–Patrie, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 3 au 6 mars 2020 à Saint-Hyacinthe, Québec

Autoriser une dépense estimée à 1 385,73 $, relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, et Peter McQueen, conseiller de ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et de Mme Christine Gosselin, conseillère de ville du district du Vieux-Rosemont de l'arrondissement de Rosemont–La Petite–Patrie, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 3 au 6 mars 2020 à Saint-Hyacinthe, Québec

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-05 10:41

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207934001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense estimée à 1 385,73 $, relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, et Peter McQueen, conseiller de ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et de Mme Christine Gosselin, conseillère de ville du district du Vieux-Rosemont de l'arrondissement de Rosemont–La Petite–Patrie, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 3 au 6 mars 2020 à Saint-Hyacinthe, Québec

CONTENU

CONTEXTE

Composée de plus de 2 000 membres, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) représente les intérêts municipaux de ses membres en regard des enjeux liés aux politiques et aux programmes de compétence fédérale. Ses membres regroupent tant les plus grandes villes du Canada que les plus petites collectivités urbaines et rurales, de même que 18 associations provinciales et territoriales de municipalités.
Le conseil d'administration de la FCM est formé d'élus municipaux et de membres affiliés de toutes les régions et de tous les types de collectivités au pays. Il constitue une base d'appui représentative permettant de transmettre le message municipal au gouvernement du Canada. Le conseil d'administration établit les priorités stratégiques qui reflètent les préoccupations des gouvernements municipaux et des membres affiliés. Il se réunit trimestriellement pour établir les orientations à l'égard des enjeux municipaux nationaux. Pendant la réunion trimestrielle, les différents comités permanents se rassemblent pour discuter et élaborer des positions stratégiques à l'égard des enjeux municipaux nationaux. Ces recommandations sont ensuite transmises au conseil d'administration qui les examine et les adopte.

La FCM sert ses membres dans les deux langues officielles et se consacre à l'amélioration de la qualité de vie dans toutes les collectivités en favorisant des gouvernements municipaux forts, efficaces et redevables. Tout en défendant des intérêts stratégiques, la FCM demeure une association professionnelle au service des élus municipaux.

Le conseil d'administration de la FCM est composé de 75 membres. Le Québec y détient 12 sièges, dont trois par la Ville de Montréal. Les élus se font élire lors de l'assemblée générale annuelle des membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1397 - 4 septembre 2019 - Autoriser une dépense estimée à 4 436,31 $, relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, et Peter McQueen, conseiller de ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et de Mme Christine Gosselin, conseillère de ville du district du Vieux-Rosemont de l'arrondissement de Rosemont–La Petite–Patrie, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 10 au 13 septembre 2019 à Waterloo-Kitchener, en Ontario.
CE19 0185 - 6 février 2019 - Autoriser une dépense estimée à 4 759,26 $ relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de la Ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et Peter McQueen, conseiller de Ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à la réunion du Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 12 au 15 mars 2019, à Penticton, Colombie-Britannique.

CE18 1514 - 7 septembre 2018 - Autoriser une dépense estimée à 3 888,45 $, relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal et Peter McQueen, conseiller de ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, ainsi que de Mme Stephanie Watt, conseillère de ville du district Étienne-Desmarteau de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, au conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 11 septembre au 14 septembre 2018, au Comté d'Annapolis, Nouvelle-Écosse.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à autoriser une dépense estimée à 1 385,73 $, relative au déplacement de MM. Alex Norris, conseiller de ville du district de Jeanne-Mance de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal, et Peter McQueen, conseiller de ville du district de Notre-Dame-de-Grâce de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et de Mme Christine Gosselin, conseillère de ville du district du Vieux-Rosemont de l'arrondissement de Rosemont–La Petite–Patrie, au Conseil d'administration de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se déroulera du 3 au 6 mars 2020 à Saint-Hyacinthe, Québec

JUSTIFICATION

Ces rencontres sont l'occasion de prendre position sur des dossiers prioritaires d'importance, tels que les infrastructures, l'habitation, le transport, la fiscalité, l'environnement, les accords économiques internationaux, etc. La présence des élus de Montréal est nécessaire à la bonne représentation des intérêts montréalais. Les organisateurs du congrès s'efforcent d'élaborer un programme de séminaires offrant des outils et des connaissances pratiques que peuvent appliquer les élus municipaux dans leur municipalité

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Budget de fonctionnement :

Imputer la dépense (estimée) comme suit :

	2020
2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000 Division Soutien aux élus	1 385,73 $

Frais de déplacement et hébergement
Non admissible loi 90

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Engagée dans la lutte contre les changements climatiques et l'atteinte de la carboneutralité, la Ville de Montréal compensera les GES générés lors de ce déplacement en vertu du *Programme d'achat de crédits carbone pour les déplacements aériens des activités municipales.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Permet à la Ville de Montréal de faire valoir ses positions auprès de la Fédération canadienne des municipalités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andres BAYONA
conseiller(ere) economique

Tél : 514-868-3350

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-04

Marie-José CENCIG
Chef de division Soutien aux élus

Tél : 5147720121

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-02-04

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
NOM : Alex **NORRIS**	**NOM :**
UNITÉ D'AFFAIRES : Division du soutien aux élus (unité assumant les frais)	**# FOURNISSEUR :**
# MATRICULE : 100018148	**# BON DE COMMANDE :**
OBJET DU DÉPLACEMENT: FCM - Réunion du conseil	***OU* # ENGAGEMENT DE GESTION :** n/a
LIEU DU DÉPLACEMENT : Saint-Hyacinthe (Québec)	Québec [x] Hors Québec [ ]
DATE(S) DU DÉPLACEMENT : 4, 5 et 6 mars 2020	

	PARTIE 1		**PARTIE 2**	
	ESTIMÉ DES DÉPENSES		**DÉPENSES RÉELLES**	
GDD - 1207934001	**Employé**	**Fournisseur ou carte corporative**	**Employé**	**Fournisseur ou carte corporative**
Frais de transport				
Transport en commun	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Avion - Train (classe économique)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	**0.00 $**
Taxi + Navette	**30.00 $**	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Stationnement	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Transport km (compléter et joindre le formulaire «Déplacements ponctuels - Suivi du kilométrage»)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais de repas				
Déplacement Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte) 1 Lunch 1 Petit-déjeuner	**40.95 $**	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Déplacement extérieur Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe D du Conseil national mixte)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais d'hébergement				
Établissement hôtelier - logements commerciaux 165,00 $ x 2 + taxes = 195,48 $	**390.96 $**	0.00 $	**0.00 $**	**0.00 $**
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais médicaux	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Autres frais				
Frais d'inscription - colloque/congrès	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Faux frais : téléphone personnel; nettoyage de vêtements, utilisation d'Internet, etc. (forfaitaire prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte seulement si un coucher dans un établissement hôtelier)	0.00 $	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Divers (visa, téléphone affaires, chèques de voyage, etc.)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais de représentation (selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» - compléter et joindre le formulaire)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Sous-total (incluant taxes)	**461.91 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**
TOTAL DES COÛTS	**461.91 $**		**0.00 $**	

AVANCE À L'EMPLOYÉ

Avance versée incluant tous les frais payés à des tiers (à noter que l'avance ne peut dépasser le total estimé en frais de transport, de repas, d'hébergement et de faux frais)

IMPUTATION BUDGÉTAIRE

ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
						0000	000000	000000	00000	00000	- $
ENTITÉ	**SOURCE**	**CENTRE RESP.**	**ACTIVITÉ**	**OBJET**	**SOUS-OBJET**	**INTER-OPÉR.**	**PROJET**	**AUTRE**	**CAT. ACTIFS**	**FUTUR**	**MONTANT BRUT**
						0000	000000	000000	00000	00000	- $

IMPUTATION COMPTABLE POUR L'AVANCE

ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
2101	0000000	000000	00000	16000	000000	0000	000000	000000	00000	00000	- $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé : **0.00 $**

Remise de l'employé : 0,00 $

Remboursement réclamé : 0,00 $
NORRIS, Alex

Facture à payer : 0,00$
Carte coporative

reçu général :

Requérant : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **: Alex NORRIS** **Signature :**

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT

Responsable : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **:** **Signature :**

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL

Responsable : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **:** Brigitte McSween **Signature :**

ANNEXE D

ANNEXE D

PARTIE 3
GDD - 1207934001

DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Alex NORRIS								**Matricule :** 100018148		
Mois	**Jour**	Transport	Shuttle / Navette	Taxis	Repas	Hébergement	Inscription	Faux frais	Frais de représentation	Divers	**TOTAL**
03	04	0.00 $	0.00 $	15.00 $	0.00 $	195.48 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $		**210.48 $**
03	05				20.35 $	195.48 $		0.00 $			**215.83 $**
03	06			15.00 $	20.60 $	0.00 $		0.00 $			**35.60 $**
						0.00 $		0.00 $			**0.00 $**
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**30.00 $**	**40.95 $**	**390.96 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**461.91 $**

Transport - Les trois (3) élus seront conduits aller/retour par le chauffeur de la Ville

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
NOM : Christine **GOSSELIN**	**NOM :**
UNITÉ D'AFFAIRES : Division du soutien aux élus (unité assumant les frais)	**# FOURNISSEUR :**
# MATRICULE : 100018525	**# BON DE COMMANDE :**
OBJET DU DÉPLACEMENT: FCM - Réunion du conseil	***OU* # ENGAGEMENT DE GESTION :** n/a
LIEU DU DÉPLACEMENT : Saint-Hyacinthe (Québec)	Québec [x] Hors Québec [ ]
DATE(S) DU DÉPLACEMENT : 4, 5 et 6 mars 2020	

	PARTIE 1		**PARTIE 2**	
	ESTIMÉ DES DÉPENSES		**DÉPENSES RÉELLES**	
GDD - 1207934001	**Employé**	**Fournisseur ou carte corporative**	**Employé**	**Fournisseur ou carte corporative**
Frais de transport				
Transport en commun	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Avion - Train (classe économique)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	**0.00 $**
Taxi + Navette	**30.00 $**	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Stationnement	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Transport km (compléter et joindre le formulaire «Déplacements ponctuels - Suivi du kilométrage»)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais de repas				
Déplacement Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte) 1 Lunch 1 Petit-déjeuner	**40.95 $**	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Déplacement extérieur Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe D du Conseil national mixte)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais d'hébergement				
Établissement hôtelier - logements commerciaux 165,00 $ x 2 + taxes = 195,48 $	**390.96 $**	0.00 $	**0.00 $**	**0.00 $**
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais médicaux	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Autres frais				
Frais d'inscription - colloque/congrès	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Faux frais : téléphone personnel; nettoyage de vêtements, utilisation d'Internet, etc. (forfaitaire prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte seulement si un coucher dans un établissement hôtelier)	0.00 $	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Divers (visa, téléphone affaires, chèques de voyage, etc.)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais de représentation (selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» - compléter et joindre le formulaire)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Sous-total (incluant taxes)	**461.91 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**
TOTAL DES COÛTS	**461.91 $**		**0.00 $**	

AVANCE À L'EMPLOYÉ

Avance versée incluant tous les frais payés à des tiers (à noter que l'avance ne peut dépasser le total estimé en frais de transport, de repas, d'hébergement et de faux frais)

IMPUTATION BUDGÉTAIRE

ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
						0000	000000	000000	00000	00000	- $
ENTITÉ	**SOURCE**	**CENTRE RESP.**	**ACTIVITÉ**	**OBJET**	**SOUS-OBJET**	**INTER-OPÉR.**	**PROJET**	**AUTRE**	**CAT. ACTIFS**	**FUTUR**	**MONTANT BRUT**
						0000	000000	000000	00000	00000	- $

IMPUTATION COMPTABLE POUR L'AVANCE

ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
2101	0000000	000000	00000	16000	000000	0000	000000	000000	00000	00000	- $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé : **0.00 $**

Remise de l'employé : 0,00 $

Remboursement réclamé : 0,00 $
GOSSELIN, Crhistine

Facture à payer : 0,00$
Carte coporative

reçu général :

Requérant : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **: Christine GOSSELIN** **Signature :**

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT

Responsable : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **:** **Signature :**

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL

Responsable : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **:** Brigitte McSween **Signature :**

ANNEXE D

ANNEXE D

PARTIE 3
GDD - 1207934001

DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Christine Gosselin								**Matricule :** 100018525		
Mois	**Jour**	Transport	Shuttle / Navette	Taxis	Repas	Hébergement	Inscription	Faux frais	Frais de représentation	Divers	**TOTAL**
03	04	0.00 $	0.00 $	15.00 $	0.00 $	195.48 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $		**210.48 $**
03	05				20.35 $	195.48 $					**215.83 $**
03	06			15.00 $	20.60 $	0.00 $					**35.60 $**
						0.00 $					**0.00 $**
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**30.00 $**	**40.95 $**	**390.96 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**461.91 $**

Transport - Les trois (3) élus seront conduits aller/retour par le chauffeur de la Ville

ANNEXE D

Montréal

DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
Absence, voyage et frais

	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
NOM : Peter **McQUEEN**	**NOM :**
UNITÉ D'AFFAIRES : Division du soutien aux élus (unité assumant les frais)	**# FOURNISSEUR :**
# MATRICULE : 100017460	**# BON DE COMMANDE :**
OBJET DU DÉPLACEMENT: FCM - Réunion du conseil	***OU* # ENGAGEMENT DE GESTION :** n/a
LIEU DU DÉPLACEMENT : Saint-Hyacinthe (Québec)	Québec [x] Hors Québec [ ]
DATE(S) DU DÉPLACEMENT : 4, 5 et 6 mars 2020	

	PARTIE 1		**PARTIE 2**	
	ESTIMÉ DES DÉPENSES		**DÉPENSES RÉELLES**	
GDD - 1207934001	**Employé**	**Fournisseur ou carte corporative**	**Employé**	**Fournisseur ou carte corporative**
Frais de transport				
Transport en commun	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Avion - Train (classe économique)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	**0.00 $**
Taxi + Navette	**30.00 $**	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Stationnement	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Transport km (compléter et joindre le formulaire «Déplacements ponctuels - Suivi du kilométrage»)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais de repas				
Déplacement Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte) 1 Lunch 1 Petit-déjeuner	**40.95 $**	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Déplacement extérieur Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe D du Conseil national mixte)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais d'hébergement				
Établissement hôtelier - logements commerciaux 165,00 $ x 2 + taxes = 195,48 $	**390.96 $**	0.00 $	**0.00 $**	**0.00 $**
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 $/nuit)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais médicaux	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Autres frais				
Frais d'inscription - colloque/congrès	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Faux frais : téléphone personnel; nettoyage de vêtements, utilisation d'Internet, etc. (forfaitaire prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte seulement si un coucher dans un établissement hôtelier)	0.00 $	0.00 $	**0.00 $**	0.00 $
Divers (visa, téléphone affaires, chèques de voyage, etc.)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Frais de représentation (selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» - compléter et joindre le formulaire)	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $
Sous-total (incluant taxes)	**461.91 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**
TOTAL DES COÛTS	**461.91 $**		**0.00 $**	

AVANCE À L'EMPLOYÉ

Avance versée incluant tous les frais payés à des tiers (à noter que l'avance ne peut dépasser le total estimé en frais de transport, de repas, d'hébergement et de faux frais)

IMPUTATION BUDGÉTAIRE

ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
						0000	000000	000000	00000	00000	- $
ENTITÉ	**SOURCE**	**CENTRE RESP.**	**ACTIVITÉ**	**OBJET**	**SOUS-OBJET**	**INTER-OPÉR.**	**PROJET**	**AUTRE**	**CAT. ACTIFS**	**FUTUR**	**MONTANT BRUT**
						0000	000000	000000	00000	00000	- $

IMPUTATION COMPTABLE POUR L'AVANCE

ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
2101	0000000	000000	00000	16000	000000	0000	000000	000000	00000	00000	- $

Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé : **0.00 $**

Remise de l'employé : 0,00 $

Remboursement réclamé : 0,00 $
McQUEEN, Peter

Facture à payer : 0,00$
Carte coporative

reçu général :

Requérant : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **: Peter McQUUEN** **Signature :**

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT

Responsable : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **:** **Signature :**

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL

Responsable : **Date :**

Nom (en lettres moulées) **:** Brigitte McSween **Signature :**

ANNEXE D

ANNEXE D

PARTIE 3
GDD - 1207934001

DÉPENSES QUOTIDIENNES DÉTAILLÉES

Nom : Peter McQUEEN **Matricule :** 100017460

Mois	Jour	Transport	Shuttle / Navette	Taxis	Repas	Hébergement	Inscription	Faux frais	Frais de représentation	Divers	TOTAL
03	04	0.00 $	0.00 $	15.00 $	0.00 $	195.48 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $		**210.48 $**
03	05				20.35 $	195.48 $		0.00 $			**215.83 $**
03	06			15.00 $	20.60 $	0.00 $		0.00 $			**35.60 $**
						0.00 $		0.00 $			**0.00 $**
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
											0.00 $
TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**30.00 $**	**40.95 $**	**390.96 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**461.91 $**

Transport - Les trois (3) élus seront conduits aller/retour par le chauffeur de la Ville

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1207211011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) de- Chainage REM : 202+300 à 202+630 - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle.

Il est recommandé:
1. d'autoriser la signature de la lettre de non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2: P18-P28), de manière conditionnelle à la réception d'un deuxième avis pour les piles P20 et P27 - Du chaînage REM : 202+300 à 202+630,

2. d'autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection de manière conditionnelle.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-16 12:08

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207211011**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A23.2: P18-P28) de- Chainage REM : 202+300 à 202+630 - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle.

CONTENU

CONTEXTE

Projet REM s.e.c géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi) effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM) par l'entremise du consortium NouvLR. La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructure existante. La portion de projet faisant l'objet du présent document concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au -dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge, juste à l'arrière du magasin Costco.

Les travaux ciblés consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement ferroviaire (rail léger), le long de la rue Bridge et le long des voies ferrées de CN entre S/D St-Hyacinthe PM 72.70 et S/D St-Hyacinthe PM 72.80, entre les piles 18 à 28 au-dessus des voies ferrées sur lesquelles CN agit a titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies »). Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés (voir pièce jointe). Le paragraphe 8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la

construction ou la modification d’installations ferroviaires désignées par règlement avant d’en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s’opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d’opposition : Le destinataire de l’avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l’avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Dans le cas d'un avis conditionnel ou d'une objection d'avis, une lettre devra être acheminée dans les soixante (60) jours suivant la réception de cet avis à Projet REM avec une copie au Ministre des transports du Canada, l'honorable M. Marc Garneau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0441 - 19 septembre 2019 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), du secteur Bridge/Bonaventure.

DESCRIPTION

La présente demande a été reçue par le Bureau de projet REM officiellement par la plate-forme de transmission Aconex le 30 janvier dernier et la Ville a un délai de 60 jours pour émettre son avis. Cette demande vise l'émission d'un avis d'objection à des travaux qui seront effectués dans le secteur Bridge/Bonaventure par Projet REM. Cette démarche répond à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la Ville doit donc confirmer si les travaux planifier par le demandeur peuvent affecter ou non la sécurité du publics et de ses actifs.
Les propriétaires des terrains contigus sont Costco Wholesale Canada, Roger Cable Communications, Les Produits chimiques Harcros Canada, Réseau express métropolitain inc. (REM inc.) et CN.

Les travaux de Projet REM seront réalisés sur les lots 6 305 836 (Harcros), 6 305 835, 6 305 837, 6 305 838 (REM inc.), 4 976 221 (CN), 1 381 624 (Rogers), 6 305 839 (Costco), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Or, selon les plans reçus pour la demande d'autorisation de forage le 11 décembre dernier, le collecteur Riverside se trouve aux droits de la pile 27 à une distance estimée de 2,546 m. Également, une conduite locale en brique de 600 x 900 mm se situe aux droits de la pile 20 à une distance estimée de 1,622 m. Les exigence du contrat entre Projet REM et NouvLR requièrent des distances minimales de 3 m avec tout collecteur ou intercepteur et 1,8 m avec toutes conduites d'égout. De plus, ces conduites n'ont pas été géoréférenciées, par conséquent leur emplacement exact est inconnu. Un risque est actuellement présent pour la sécurité des actifs de la Ville, ainsi Projet REM s'est engagé à soustraire les éléments en question du présent avis ferroviaire afin de les soumettre ultérieurement.

JUSTIFICATION

Suite à l'analyse effectuée par les experts du Service de l'eau, la sécurité des actifs de la Ville qui sont le collecteur Riverside ainsi que la conduite en brique de 600 x 900 mm sont compromises puisque la méthode de forage par trépan en chute libre présentée par l'entrepreneur NouvLR de Projet REM en décembre dernier n'est pas acceptable et a été refusée étant donné que cette méthode produit beaucoup de vibrations à des vitesses supérieures à nos standards. La méthode proposée peut engendrer des vibrations importantes susceptibles de se propager jusqu'aux conduites, dont les vibrations pourraient

engendrer des déformations majeures. Une autre méthode doit alors être proposée à la Ville.

De plus, ces conduits ne sont pas géoréférencés, il est de la responsabilité de l'entrepreneur de Projet REM de localiser ses conduites afin de prouver que les distances minimales exigées entre les parois extérieures de l'ouvrage et des conduites sont respectées. Également, les piles 20 et 27 atteindront des élévations beaucoup plus profondes que le collecteur Riverside et la conduite en brique. En cas de bris du collecteur Riverside, un risque de surverse est possible en cas de pluie, un préavis de 3 semaines au MELCC est nécessaire.

Ainsi afin de protéger les actifs de la ville et de préserver l'échéancier de réalisation des autres travaux visés par l'Avis, Projet REM, à la demande de NouvLR, signifie à la Ville son désistement à l'égard de l'ensemble des travaux relatifs aux piliers 20 et 27 et les supprime de la portée des travaux visés par l'Avis, En conséquence de ce désistement, Projet REM s'engage à ce qu'un nouvel avis de travaux ferroviaire, distinct de l'Avis, soit soumis pour les piliers 20 et 27 lorsque l'analyse des résultats des investigations de NouvLR sera complétée.

Dans ces circonstances, Projet REM demande à la Ville de lui signifier un avis pour non objection, tel que le prévoit la Loi sur la sécurité ferroviaire (la « Loi »), pour les travaux relatifs aux piliers 18, 19, 21 à 26 et 28, conformément aux plans joints à l'Avis, dans la mesure où il n'existe aucun enjeu de sécurité les concernant. De cette manière, NouvLR pourrait entreprendre la construction de ces ouvrages tout en poursuivant les études requises pour la préparation du nouvel avis relatif aux travaux des piliers 20 et 27. Ainsi Projet REM s.e.c s'est engagé à soustraire les éléments en question du présent avis ferroviaire afin de les soumettre ultérieurement (voir pièce jointe).

Conséquemment, la demande d'autorisation de signature sera conditionnelle à la réception du deuxième avis, ce qui n'occasionnera aucun délai dans l'échéancier de réalisation du projet pour Projet REM et NouvLR.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnées dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, Projet REM ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'Avis : mars 2020
Projet de type conception/construction : début: janvier 2020 à janvier 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

Tél : 514 872-8544
Télécop. :

Professionnelle responsable du dossier :

Marie-Ève Boudreau, Chargée de projet grands projets partenaires
514 295-3360

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 872-4685
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-02-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-02-11

Le 16 janvier 2020

M. Claude Carette
Directeur, Services des infrastructures, de la voirie
et des transports, Division des grands projets
Ville de Montréal
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Projet : Réseau express métropolitain (REM)

Sujet : Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire
Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2 : P18-P28)
Chainage REM : 202+300 à 202+630

Monsieur,

Conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, S.R.C., 1985, c. 32 (4e supplément), (la « **Loi** »), la présente donne avis de l'intention de Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») de construire l'étagement mentionné en rubrique comme il est indiqué sur les plans listés ici-bas dont vous trouverez un exemplaire ci-joint :

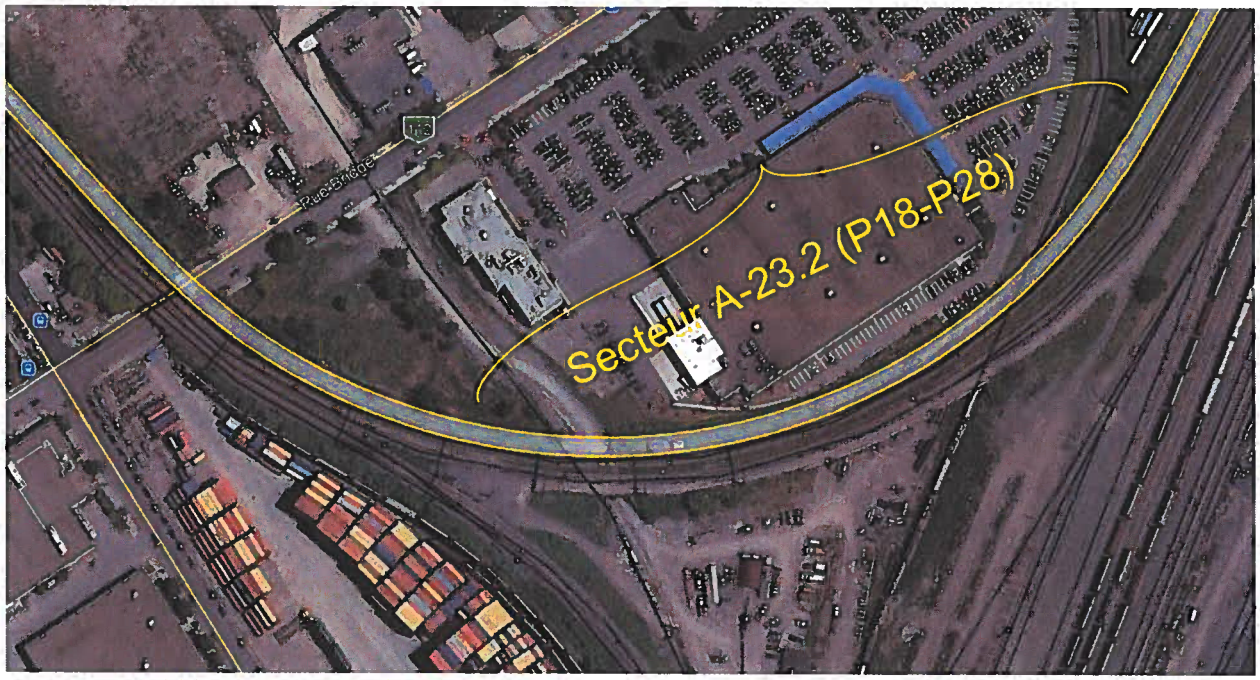
No. de plan	Titre	Date d'émission
602024-202600-10040-43D0-0108_PA	Page couverture	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-0208_PA	Table des matières	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1112_PC	1 :1000 Plan et Élévation (1/2)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1113_PC	1 :1000 Plan et Élévation (2/2)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1131_PB	Plan et Profil (1/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1132_PB	Plan et Profil (2/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1133_PB	Plan et Profil (3/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1157_PC	1 :200 Plan et Élévation (1/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1158_PC	1 :200 Plan et Élévation (2/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1159_PC	1 :200 Plan et Élévation (3/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1208_PC	P18, P19, P20 et P21	2019-10-01

602024-202600-10040-43D3-1209_PC	P22, P23, P24 et P25	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1216_PB	P26, P27 et P28	2019-10-01

Description des travaux projetés

Les travaux consistent à construire un nouveau pont d'étagement (rail léger), le long des voies ferrées du CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.70 et S/D ST-HYACINTHE PM 72.80, entre les piliers 18 à 28, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies ») (voir A-23.2 dans le plan ci-dessous). Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire.

Le présent avis porte sur les travaux de structure du Pont REM. La portée des travaux de drainage n'étant pas encore défini, un deuxième avis sera soumis lorsque la conception aura été complétée.



Vue en plan

Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manières sécuritaires sans jamais affecter la sécurité des biens du public, ni des propriétaires des terrains contigus Costco Wholesale Canada, Rogers Cable Communications, Les Produits chimiques Harcros Canada, Réseau express métropolitain inc. (« REM inc. »), de CN, et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les règlementations en vigueur.

Les travaux seront réalisés à partir des lots 6 305 836 (Harcros), 6 305 835, 6 305 837, 6 305 838 (REM inc.), 4 976 221 (CN), 1 381 624 (Rogers), 6 305 839 (Costco), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à:

Paul Gendreau
Directeur de secteur
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :

Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :

L'honorable Marc Garneau
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) KIA ON5
Courriel : mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la Loi, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible et demande donc au destinataire de la présente de lui signifier son acceptation au projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info).

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez-vous adresser à l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Évènements	**Date et durée**
Date approximative du début des travaux	6 janvier 2020
Prévision de la durée des travaux	12 mois

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

André Dufour, CPA, CA
Directeur général, Projet REM s.e.c.

p.j. : Plans

c.c. : **M. Luciano Martin**, Directeur - Région du Québec, Transports Canada, luciano.martin@tc.gc.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@nouvlr.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-Ville, NouvLR, xavier.denettancourt@nouvlr.com

ACCEPTATION

Sujet de l'avis :	Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2 : P18-P28) Chainage REM : 202+300 à 202+630
Date de l'avis :	16 janvier 2020

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____, 2020.

REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ DE VILLE DE MONTRÉAL :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

TÉMOIN :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

STRUCTURE

ANTENNE RIVE SUD - STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB (P18-P28)

AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN - PM72.65-PM72.98 ST-HYACINTHE

ÉMIS POUR AVIS

2019 -10-01

CONTRACT NO. 602024

Réseau express métropolitain

NouvLR

DRAWING No. 602024-202600-10040-43D0-0108 PA

2019-Oct-9 4:40:53 PM C:\rem\dms21\470\602024-202600-10040-43D0-0108.dwg

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN	RÉV.	TITRE DU DESSIN
602024-202600-10040-43D0-0108	PA	PAGE TITRE
602024-202600-10040-43D3-0208	PA	TABLE DES MATIÈRES
602024-202600-10040-43D3-1112	PC	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION - (1/2)
602024-202600-10040-43D3-1113	PC	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION - (2/2)
602024-202600-10040-43D3-1131	PB	PLAN ET PROFIL (1/3)
602024-202600-10040-43D3-1132	PB	PLAN ET PROFIL (2/3)
602024-202600-10040-43D3-1133	PB	PLAN ET PROFIL (3/3)
602024-202600-10040-43D3-1157	PC	1:200 PLAN ET PROFIL - (1/3)
602024-202600-10040-43D3-1158	PC	1:200 PLAN ET PROFIL - (2/3)
602024-202600-10040-43D3-1159	PC	1:200 PLAN ET PROFIL - (3/3)
602024-202600-10040-43D3-1208	PC	P18, P19, P20, P21
602024-202600-10040-43D3-1209	PC	P22, P23, P24, P25
602024-202600-10040-43D3-1216	PB	P26, P27, P28

FEUILLET: REM
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 2:09 TOVAR RADA, YULINI
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\USERS\TOVAR\DESKTOP\DIVERS\CAD\STEVE TSELIOS\602024-202600-10040-43D3-0208.DWG

FORMAT A1

CONÇU L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ F. PANAH, Ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ 5112000
Val. après / Val. after 2020-10-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
MONTRÉAL 10-01-2018

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

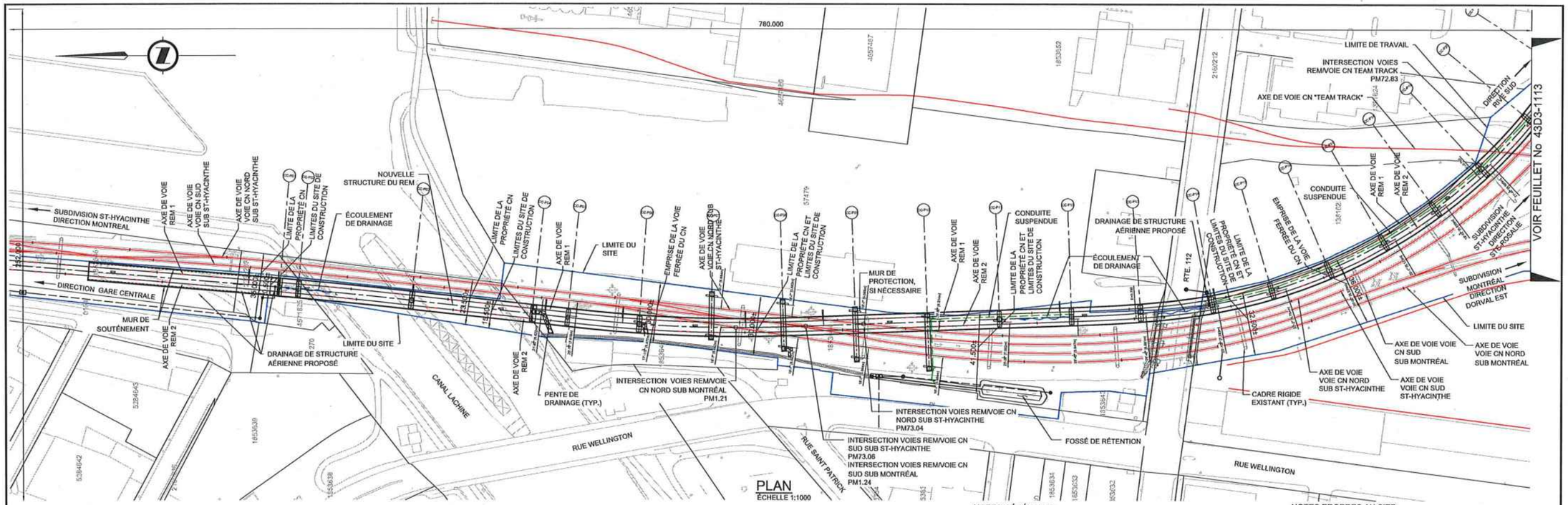
CLIENT

Réseau express métropolitain

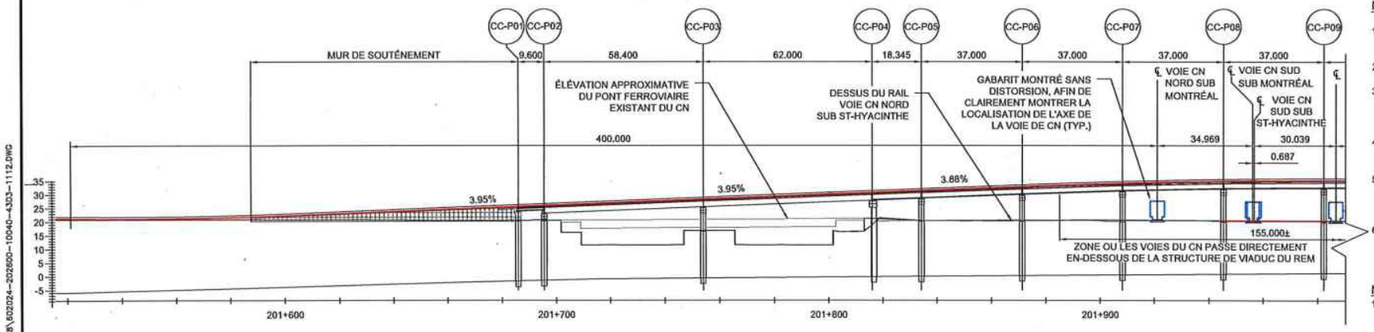
ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE
TABLE DES MATIÈRES

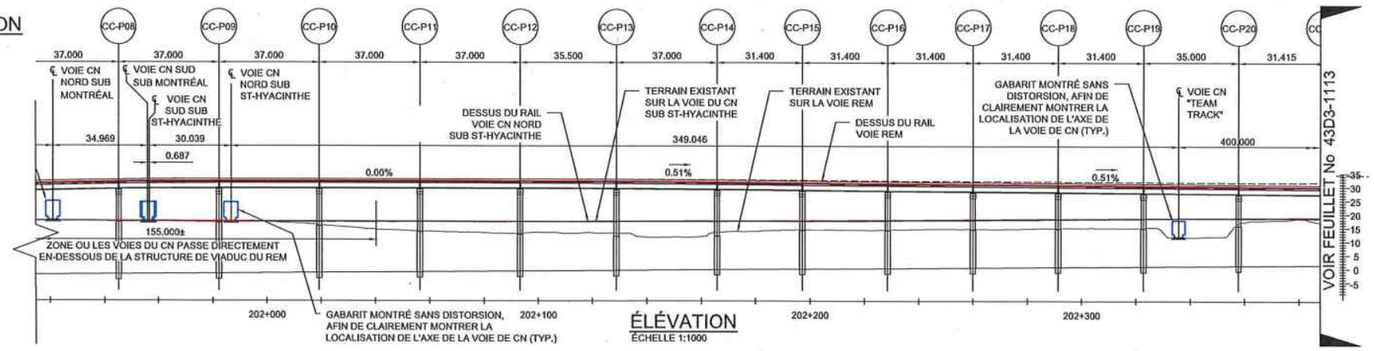
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-0208 PA



PLAN
ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000



GABARIT MONTRÉ SANS DISTORSION, AFIN DE CLAIREMENT MONTRER LA LOCALISATION DE L'AXE DE LA VOIE DE CN (TYP.)

ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

NOTES GÉNÉRALES:

1. POUR LES NOTES GÉNÉRALES VOIR LES DESSINS 602024-000000-10040-43D0-0010 À 0013.
2. IL EST PROPOSÉ DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT AU-DESSUS DE LA VOIE DU CN.
3. LE NOUVEAU PONT DU TRAIN LÉGER AU DESSUS DES VOIES DU CN ENTRE LES PILIERS P5 ET P11 EST COMPOSÉ DE 6 TRAVÉES DE TROIS POUTRES NEBT SUPPORTANT UNE DALLE DE BÉTON.
4. LES TRAVÉES REPOSERONT SUR DES CHEVÊTRES EN BÉTON AVEC DES FONDATIONS PROFONDES EN CAISSON ENCASTRÉS AU ROC.
5. LES MESURES DE PROTECTION DES VOIES DU CN CONTRE LA CHUTE DE NEIGE À PARTIR DES STRUCTURES DU TRAIN LÉGER DU REM SERONT ÉTABLIES AVEC DES CLÔTURES MODIFIÉES.
6. LE DRAINAGE DES TABLIERS DES STRUCTURES AÉRIENNES DU REM SERA EFFECTUÉ PAR CONDUITES COLLECTANT LES EAUX PROVENANT DES AVALOIRS, DES CONDUITS ET DES DESCENTES DES STRUCTURES, DIRIGEANT LE RUISSELLEMENT DE FAÇON À NE PAS NUIRE AU DRAINAGE DE L'EMPRISE DU CN.

NOTES DRAINAGE:

1. LE DRAINAGE N'EST PAS ENCORE DÉFINI ET QU'IL FERA PARTIE D'UN DEUXIÈME AVIS LORS LA CONCEPTION AURA ÉTÉ COMPLÉTÉE.

NOTES PROPRES AU SITE:

1. SISMICITÉ: ZONE SISMIQUE "D" SELON LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE.

NOTES GÉOTECHNIQUES:

1. LES PROFILS DES DIFFÉRENTES COUCHES ET DU SOCLE ROCHEUX (FRACTURÉ ET SAIN LE CAS ÉCHÉANT) ENTRE LES FORAGES ONT ÉTÉ DÉFINIS PAR INTERPOLATION LINÉAIRE ET ILS DOIVENT ÊTRE INTERPRÉTÉS AVEC PRÉCAUTION, PARCE QU'ILS NE REPRÉSENTENT PAS NÉCESSAIREMENT LA RÉALITÉ.
2. LE NIVEAU DU ROC SAIN AUGMENTE PROGRESSIVEMENT DE -6 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P05 À +2 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P11.
3. VOIR LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE 602024-202642-80020-4GER-0004-PB, DATÉ DU 5 FÉVRIER 2019

RÉFÉRENCES:

1. PLANS DE LA STRUCTURE DU REM: LOTS DE DESSINS 43202600-A22, 43202600-A25 ET 43202600-A26.
2. ALIGNEMENT ET PROFIL DES VOIES DU TRAIN LÉGER SELON LES DESSINS 602024-212400-10000-4RD1-2013 À 2016
3. PLAN DIRECTEUR DU CN, REV. 01 EN DATE DU 4 AVRIL 2018

FEUILLET: 1112
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 1:42
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\USERS\TOVAR.RADA.IYONI.CA\DESKTOP\DWGS\CAD\STEVE TSELIOS\P1B-P2B\602024-202600-10040-4303-1112.DWG

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR PERMIS	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ 5102059
Valide à / Valid after 2019-09-16
Sceau RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10-01-2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par la réciprocité, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

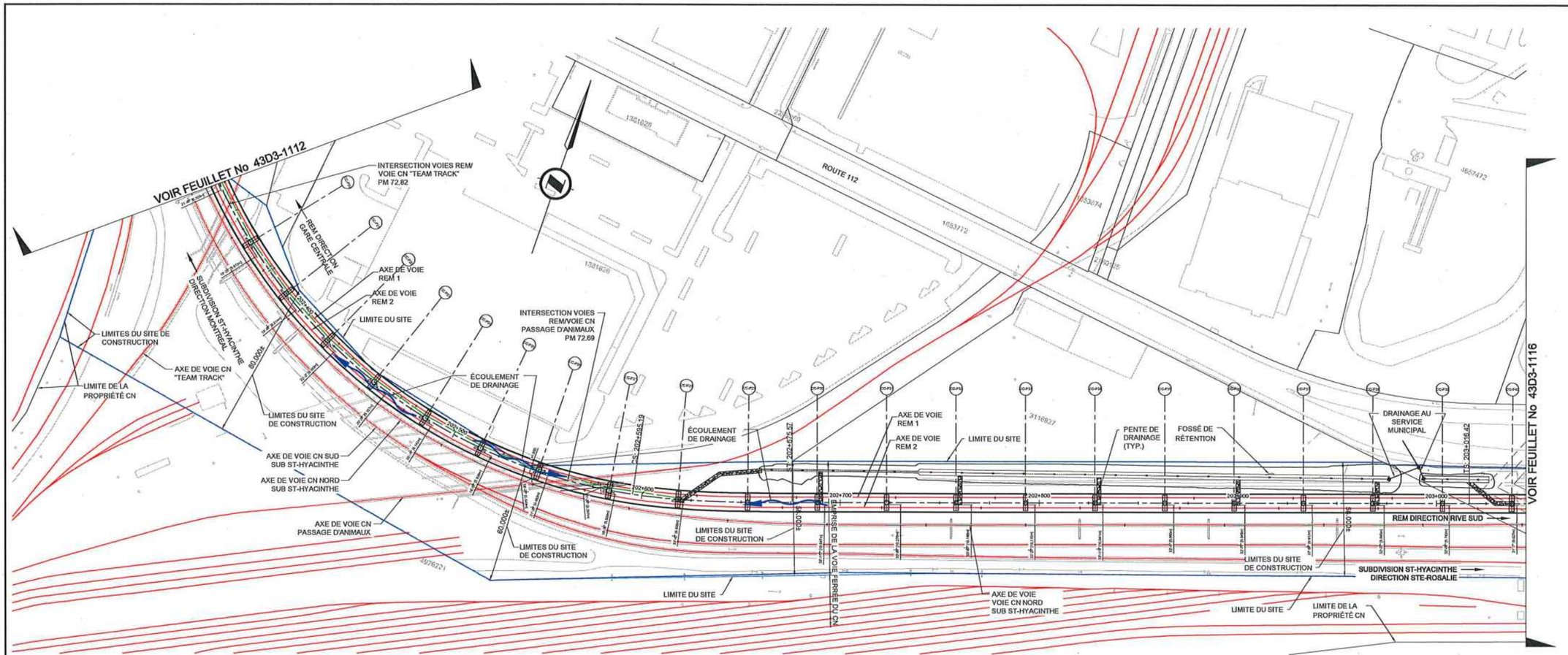
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

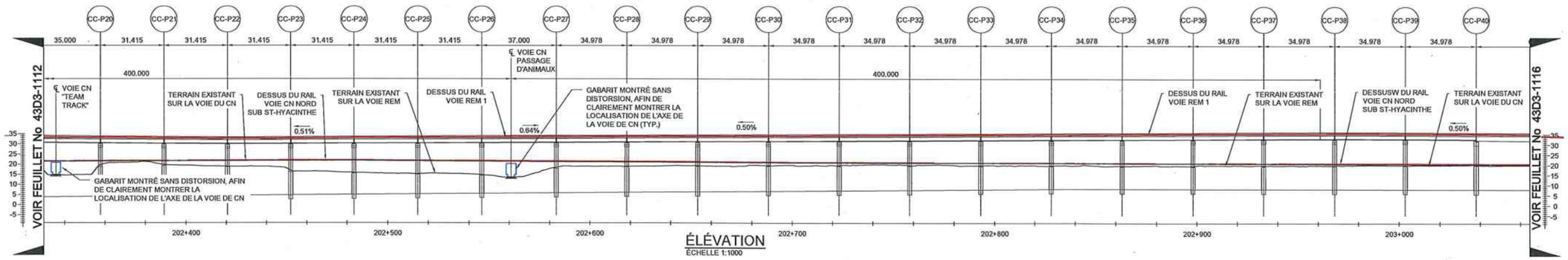
1:1000 PLAN ET ELEVATION - (1/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1112 | PC



PLAN

ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION

ÉCHELLE 1:1000

FEUILLET: 1113
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 3:13 PM BLOM, JEFF
DWGNAME: C:\VNA DAS\7170\602024-202600-10040-4303-1113.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02069
Nul après / Void after 2020-09-15
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

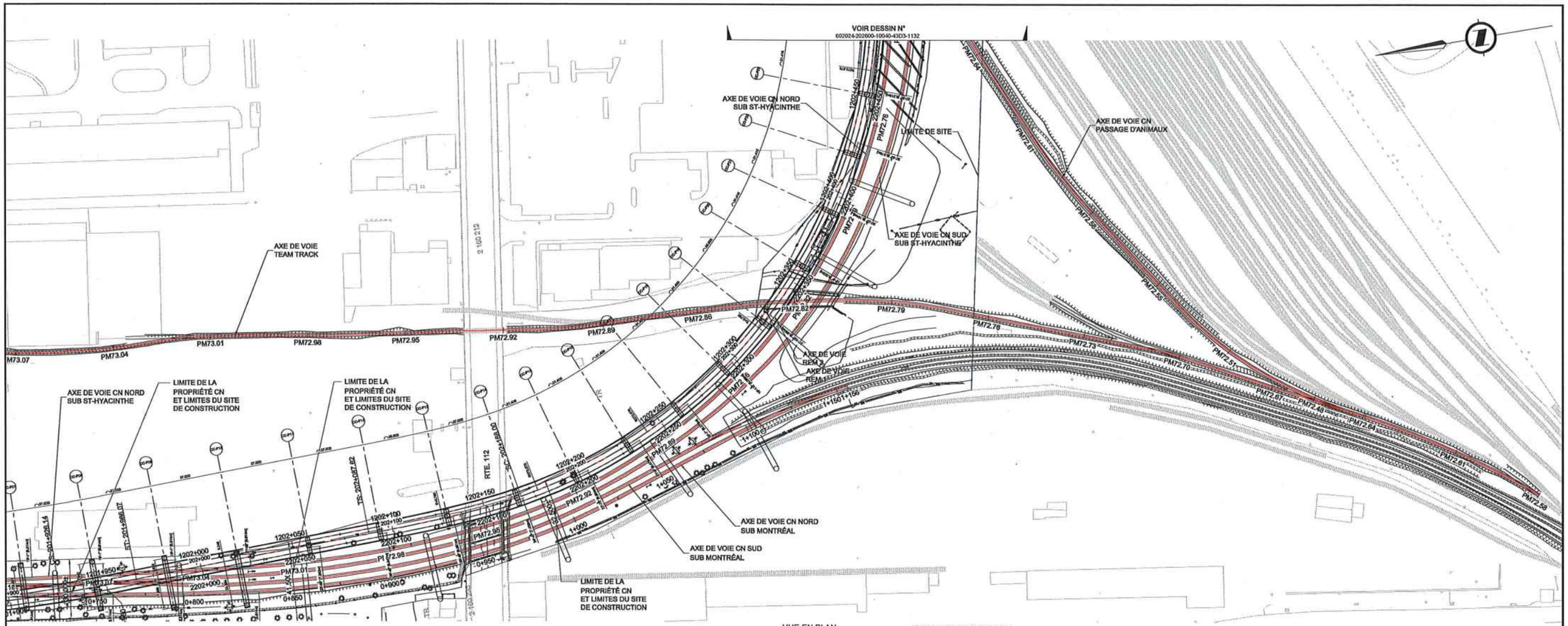
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

1:1000 PLAN ET ELEVATION - (2/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1113 PC



ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P12 À P28.
2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LA VOIE 'TEAM TRACK' COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.82
   - LA VOIE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70
3. POUR LES PROFILES DES VOIES "TEAM TRACK" ET "PASSAGE D'ANIMAUX", VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1133.

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 3:20 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\VDA\Data\477\602024-202600-10040-43D3-1131.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firouz Panah
No. OIQ PT02059
Val. après / Valid after 2020-09-15
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

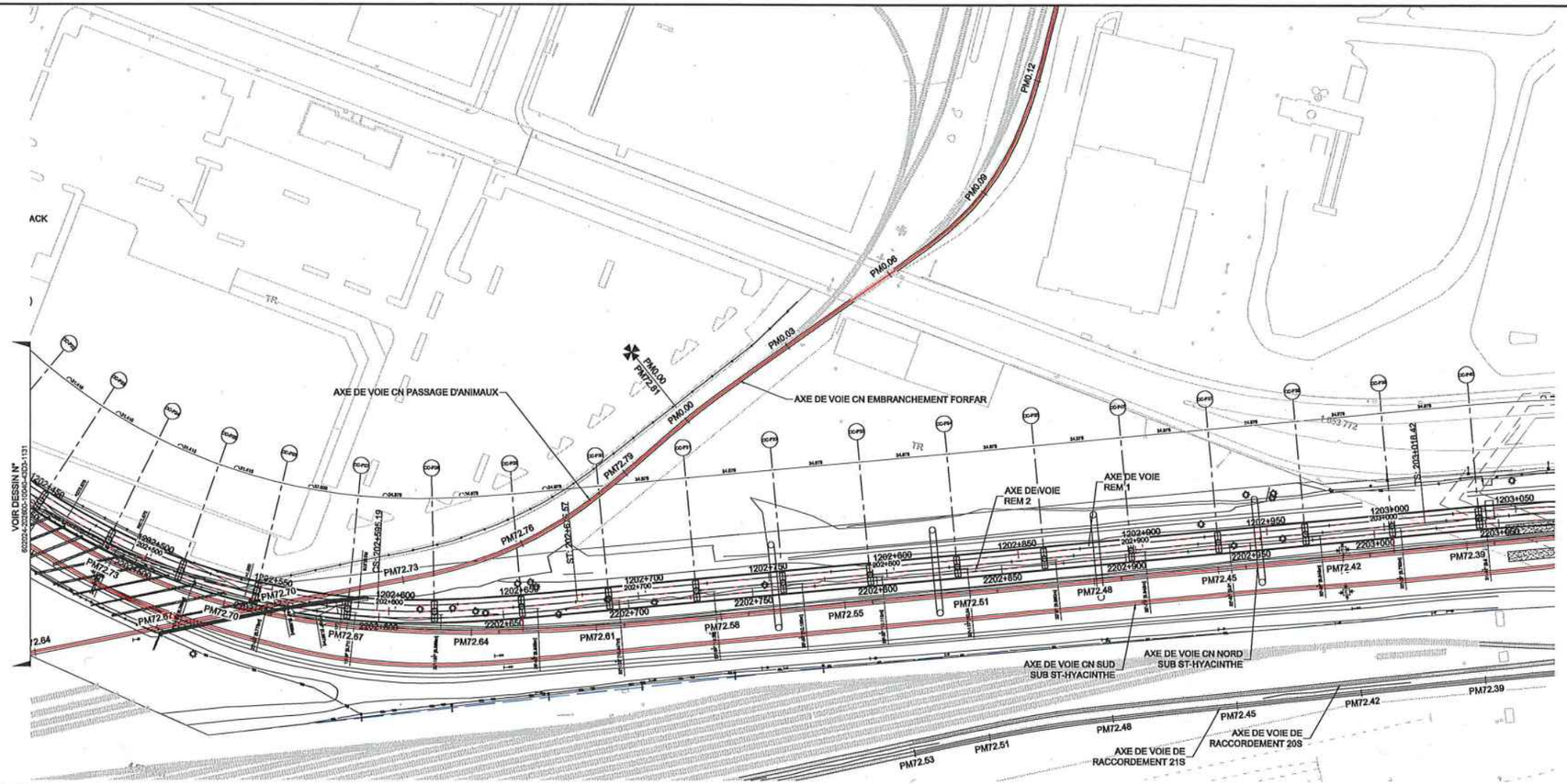
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

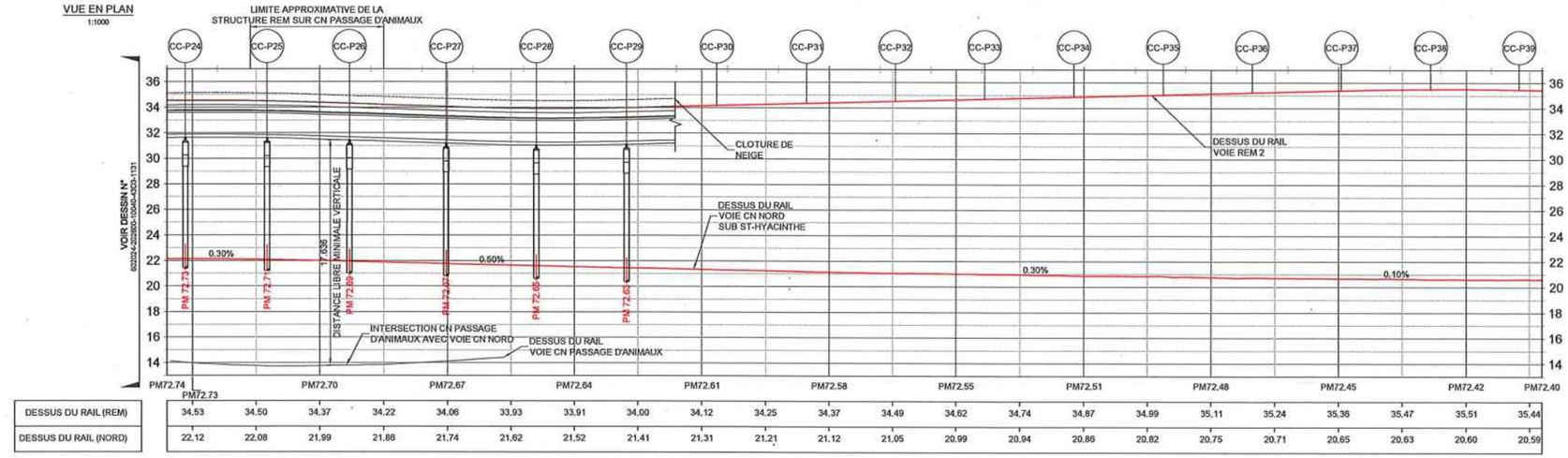
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL (1/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1131 PB





DESSUS DU RAIL (REM)	34.53	34.50	34.37	34.22	34.06	33.93	33.91	34.00	34.12	34.25	34.37	34.49	34.62	34.74	34.87	34.99	35.11	35.24	35.38	35.47	35.51	35.44
DESSUS DU RAIL (NORD)	22.12	22.08	21.99	21.86	21.74	21.62	21.52	21.41	21.31	21.21	21.12	21.05	20.99	20.94	20.86	20.82	20.75	20.71	20.65	20.63	20.60	20.59

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P12 À P28.

2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :

- LA VOIE 'TEAM TRACK' COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.82
- LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70.

3. POUR LES PROFILES DES VOIES "TEAM TRACK" ET "PASSAGE D'ANIMAUX", VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1133.

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1:~500
DATE: 2020-09-16 08:33:38 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DAS24877\602024-202600-10040-43D3-1132.DWG

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Mut après / Void after 2020-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

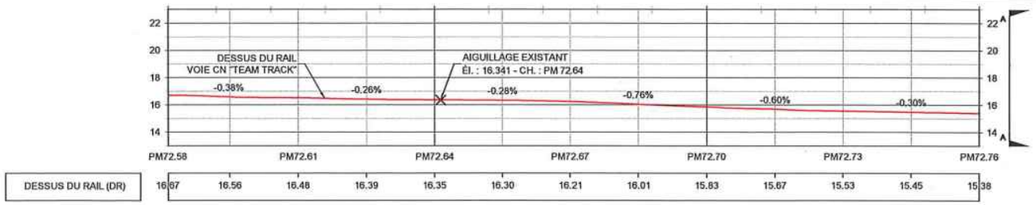
ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000 V=1:200
0 5 10

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (2/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1132 PB

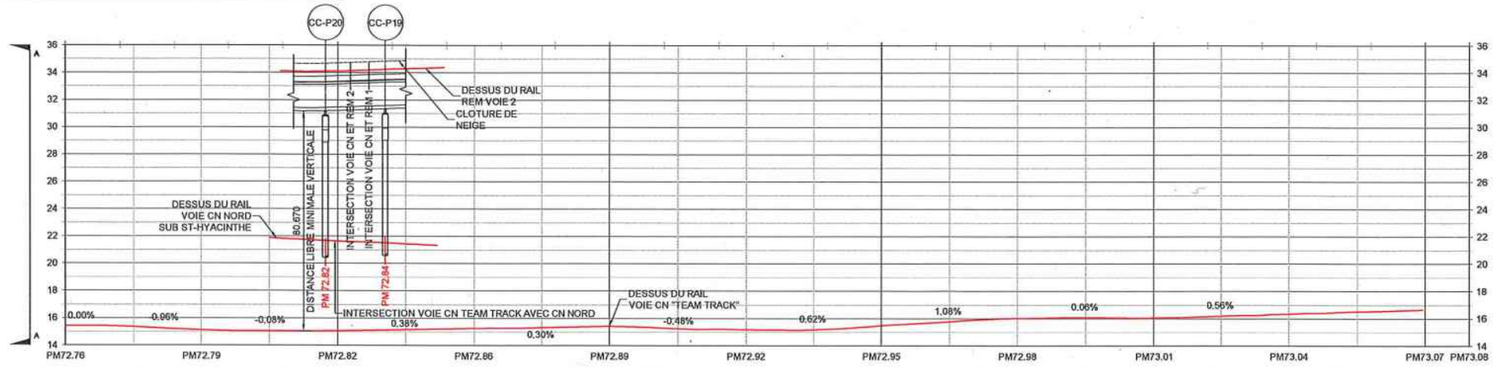
FORMAT A1



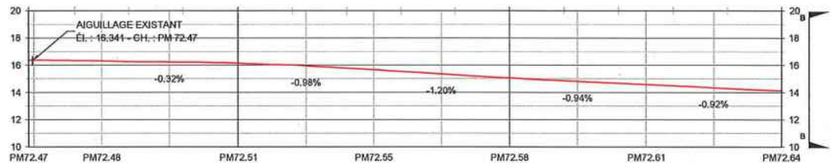
DESSUS DU RAIL (DR)	16.67	16.56	16.48	16.39	16.35	16.30	16.21	16.01	15.83	15.67	15.53	15.45	15.38

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN TEAM TRACK

H=1:1000 V=1:200



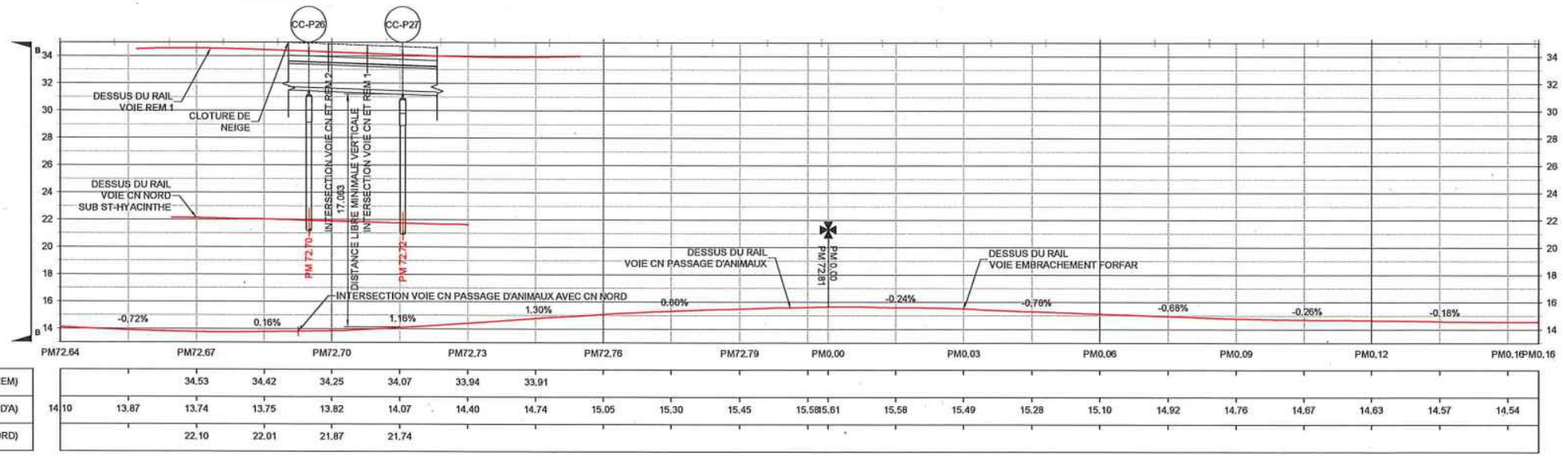
DESSUS DU RAIL (REM)					34.09	34.27																
DESSUS DU RAIL (DR)	15.38	15.32	15.08	15.02	15.04	15.13	15.23	15.29	15.38	15.22	15.14	15.15	15.45	15.72	15.99	16.04	16.02	16.16	16.30	16.47		
DESSUS DU RAIL (NORD)				21.85	21.62	21.41																



DESSUS DU RAIL (PD'A)	16.34	16.28	16.19	16.12	15.92	15.63	15.32	15.03	14.78	14.56	14.33	14.10

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN PASSAGE D'ANIMAUX ET EMBRANCHEMENT FORFAR

H=1:1000 V=1:200



DESSUS DU RAIL (REM)			34.53	34.42	34.25	34.07	33.94	33.91														
DESSUS DU RAIL (PD'A)	14.10	13.87	13.74	13.75	13.82	14.07	14.40	14.74	15.05	15.30	15.45	15.58	15.61	15.58	15.49	15.28	15.10	14.92	14.76	14.67	14.63	14.57	14.54
DESSUS DU RAIL (NORD)			22.10	22.01	21.87	21.74																

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P12 À P28.
2. POUR LA VUE EN PLAN DE LES VOIES TEAM TRACK ET PASSAGE D'ANIMAUX VOIR DESSIN NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1131.
3. POUR LA VUE EN PLAN DE LES VOIE PASSAGE D'ANIMAUX ET L'EMBRANCHEMENT FORFAR VOIR DESSIN NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1132.
4. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LA VOIE TEAM TRACK COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.82
   - LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.70.

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1=500
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 3:57 PM BLOM, JEFF
DESSIN ENREGISTRÉ: C:\DSN\DWGS\477\602024-202600-10040-43D3-1133.DWG
FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	M. MILHOMME / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

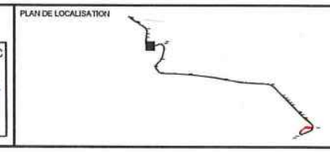
HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Void après / Void after 2020-09-18
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION



MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

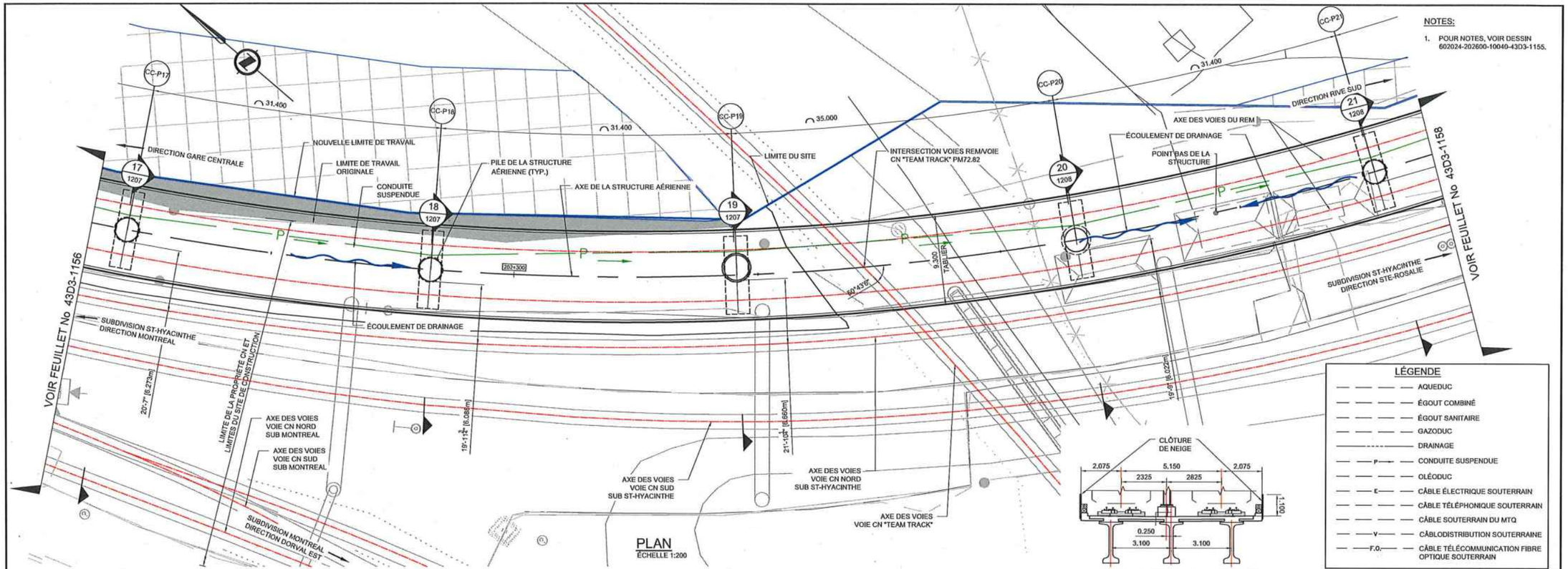
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIA, A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

PLAN ET PROFIL (3/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1133 | PB

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1155.

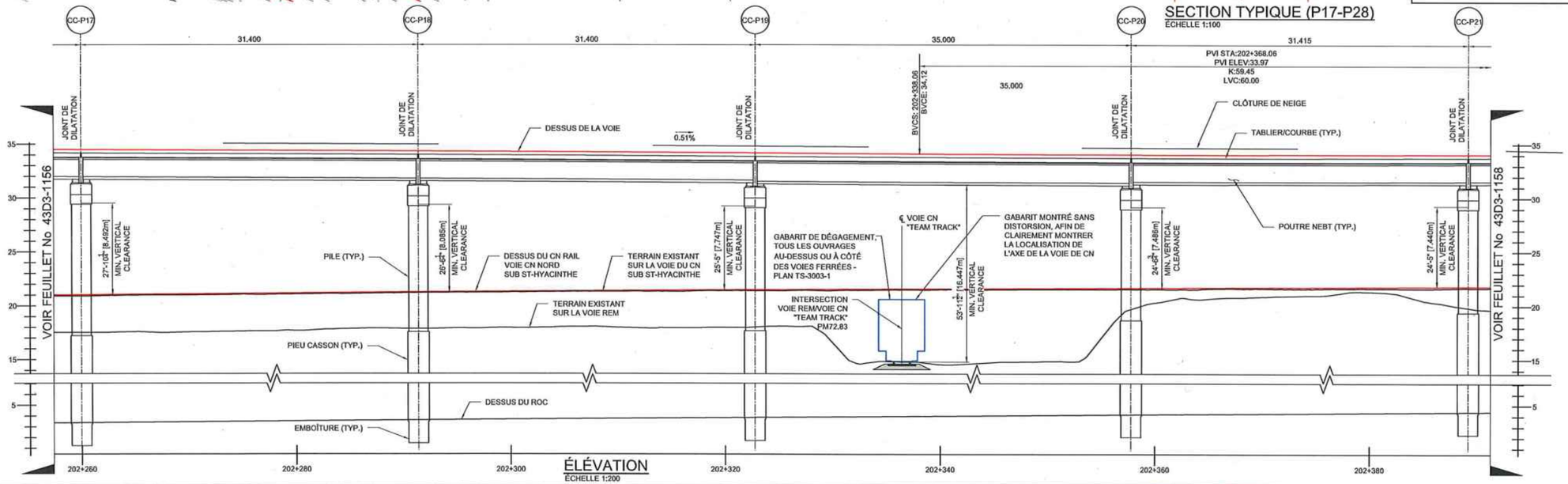


PLAN
ÉCHELLE 1:200

SECTION TYPIQUE (P17-P28)
ÉCHELLE 1:100

LÉGENDE

- AQUEDUC
- ÉGOUT COMBINÉ
- ÉGOUT SANITAIRE
- GAZODUC
- DRAINAGE
- P — CONDUITE SUSPENDUE
- OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: 1157-P17-P21
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-18 10:37 TOVAR RADA, YUNI
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\USERS\TOVARDESKTOP\OVERSIG-CAD\STEVE TSELIOS\P1\P-P3\602024-202600-10040-43D3-1157.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Flavio Panah
No. 080 PT005503
Valide du / Valid after 2019-09-16
Site RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTRÉAL 30/09/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par la réciprocité, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

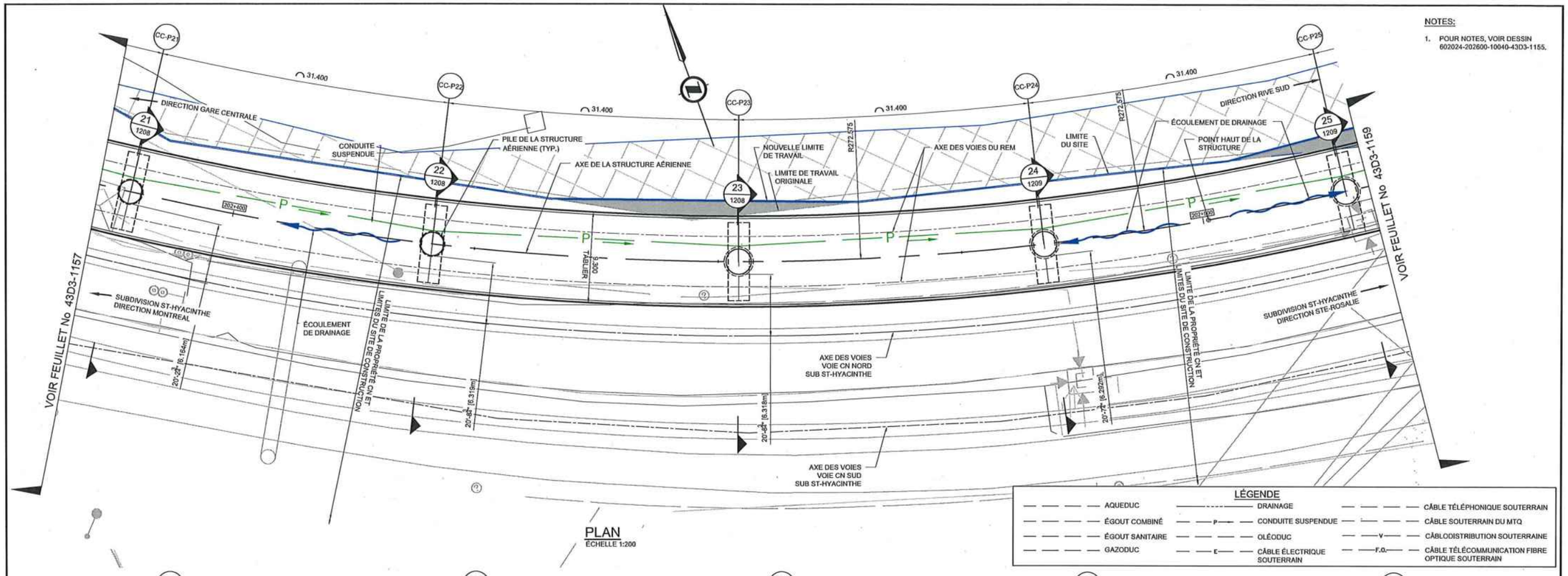
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

1:200 PLAN ET ELEVATION - (1/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1157 | PC

NOTES:

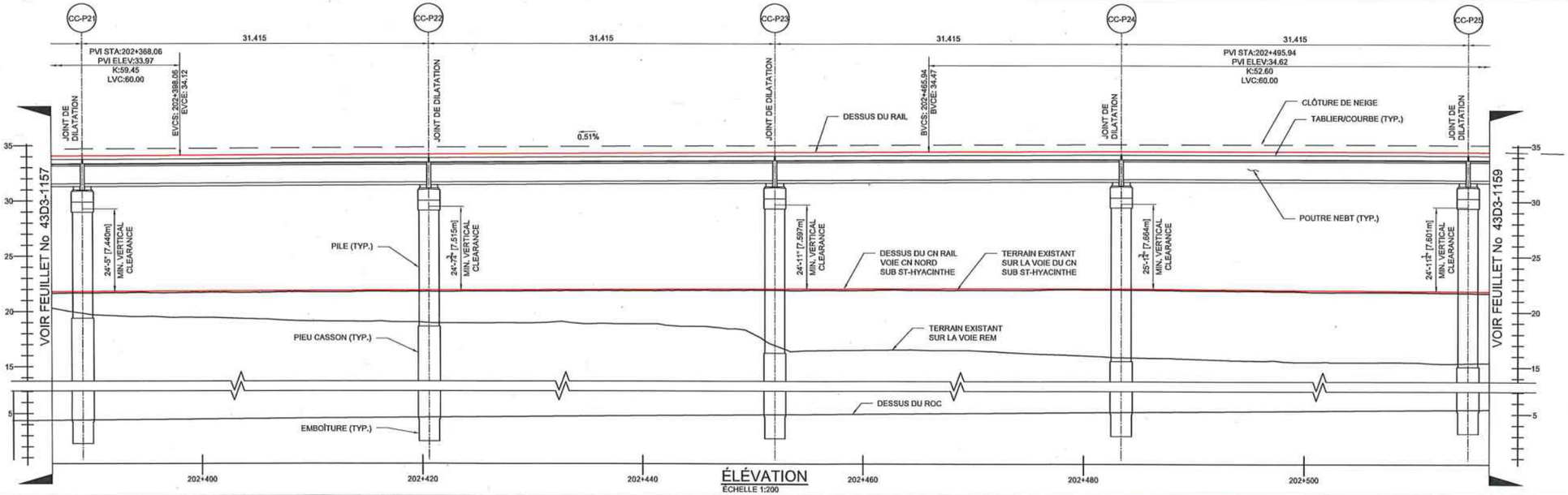
1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1155.



PLAN
ÉCHELLE 1:200

LÉGENDE

AQUEDUC	DRAINAGE	CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
ÉGOUT COMBINÉ	CONDUITE SUSPENDUE (P)	CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
ÉGOUT SANITAIRE	OLÉODUC	CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE (V)
GAZODUC	CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN (E)	CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN (F.O.)



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-07	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farouk Panah
No. 080 PT00069
Ref. après / Valid after 2020-08-18
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/07/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

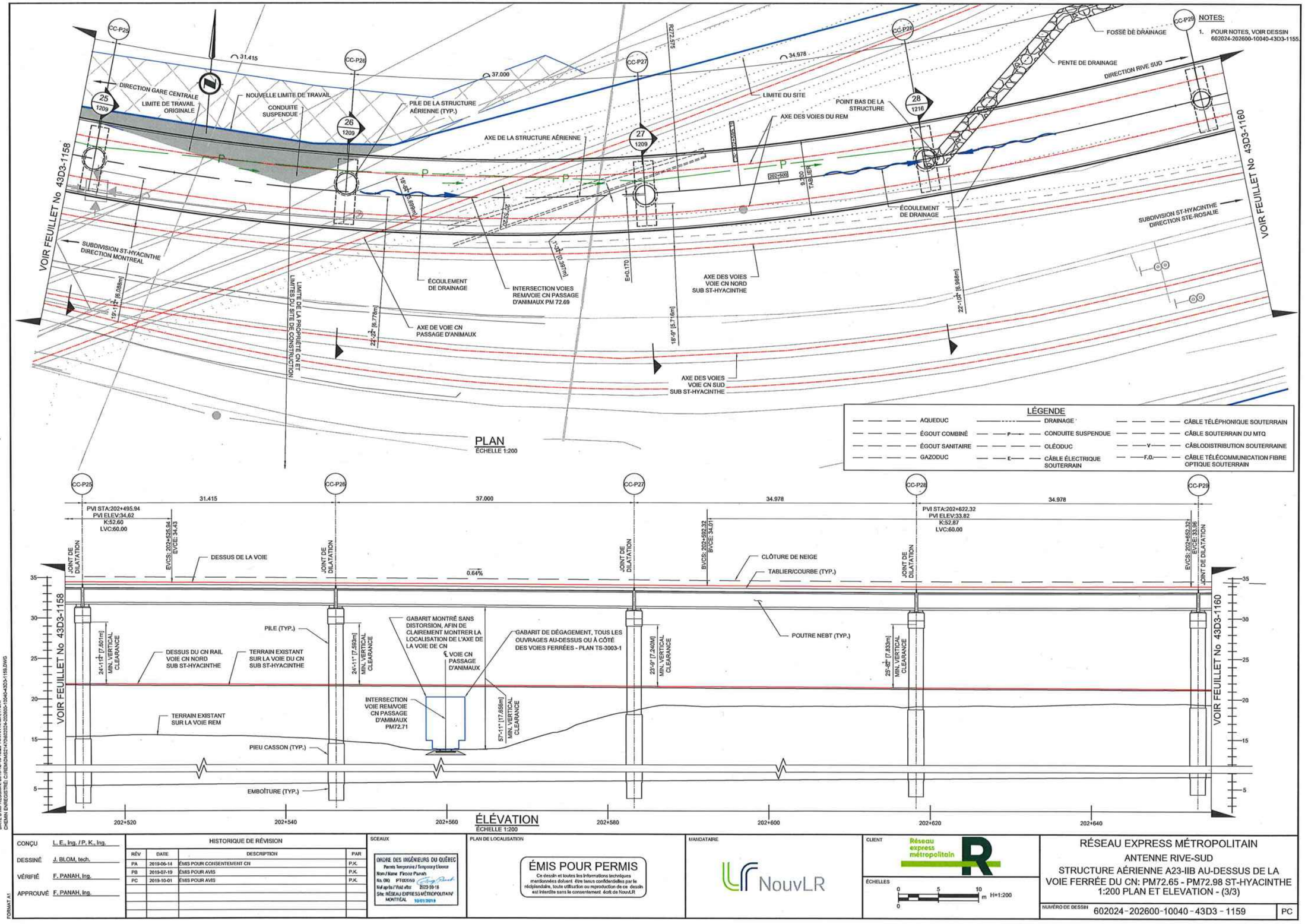
0 5 10 m H=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN ET ELEVATION - (2/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1158 | PC

FORMAT A1

FEUILLET: 1158-P21-P25
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 10:38 TOVAR RADA, PIONI
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\USERS\TOVARRADA\DESKTOP\CAD\STRUCAD\STEVE TSELIOS\P1&P2\602024-202600-10040-43D3-1158.DWG



CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farzad Panah
No. (06) PT00559
Valide après / Valid after 2020-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

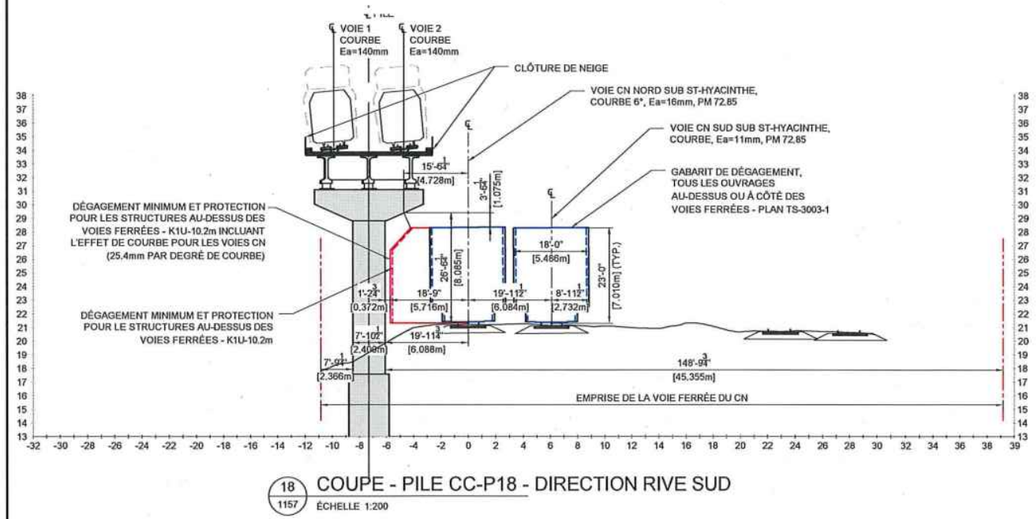
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

1:200 PLAN ET ELEVATION - (3/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1159 PC

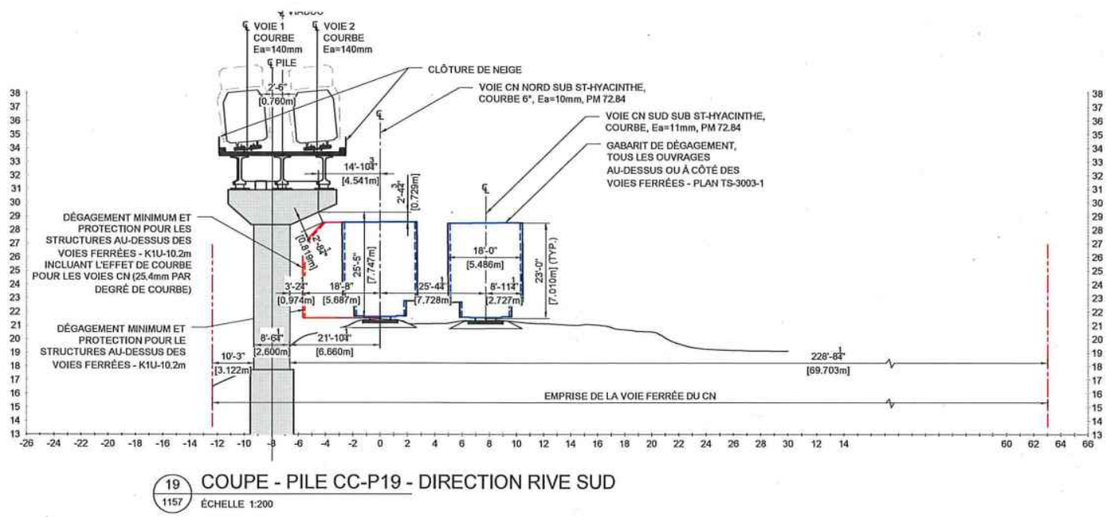
FORMAT A1

FEUILLET: 1159-P25-P28
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-18 10:25 TOVAR RADA, IYUNI
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DNS\274706\02024-202600-10040-43D3-1159.DWG



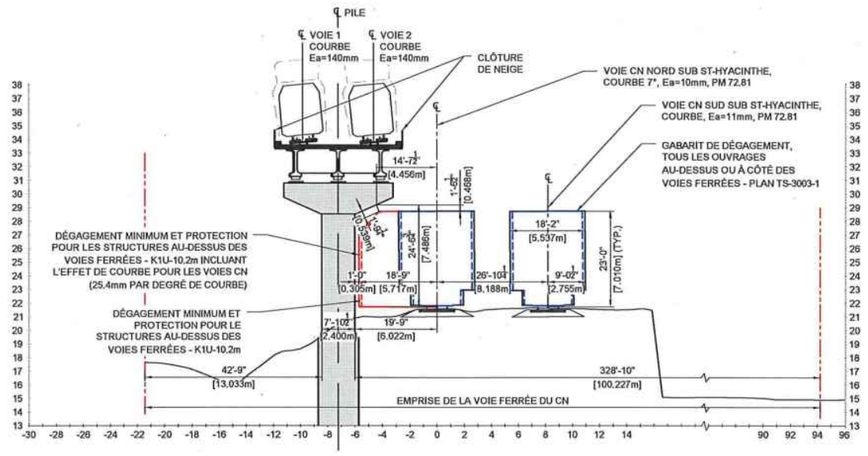
18 / 1157 COUPE - PILE CC-P18 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



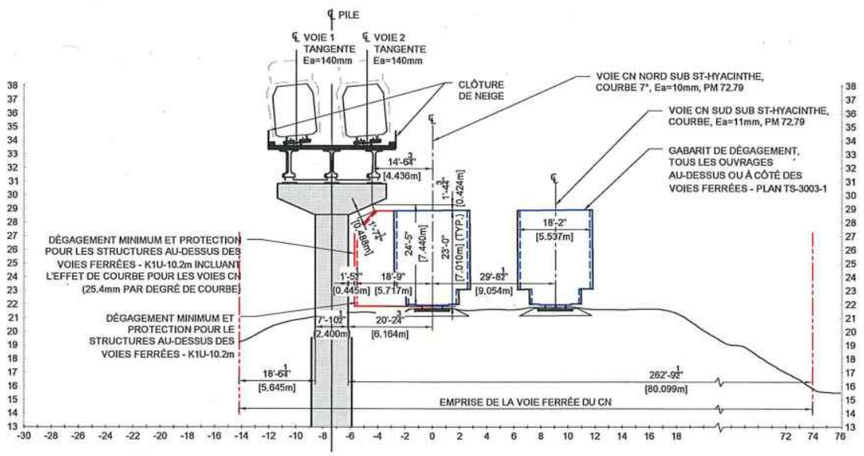
19 / 1157 COUPE - PILE CC-P19 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



20 / 1157 COUPE - PILE CC-P20 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



21 / 1157 COUPE - PILE CC-P21 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: PIERS 20-23
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-09 9:59 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REMOTE\1157\602024-202600-10040-43D3-1208.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Mut après / Valid after 2020-09-16
Sfac. RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentiels par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

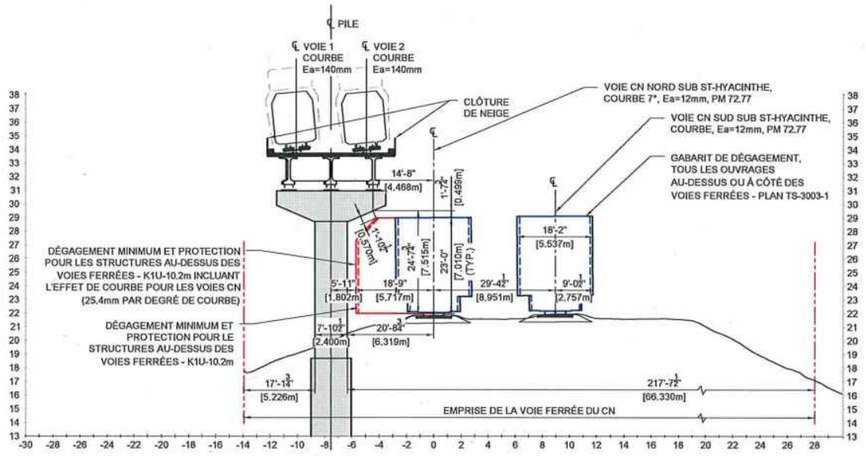
CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

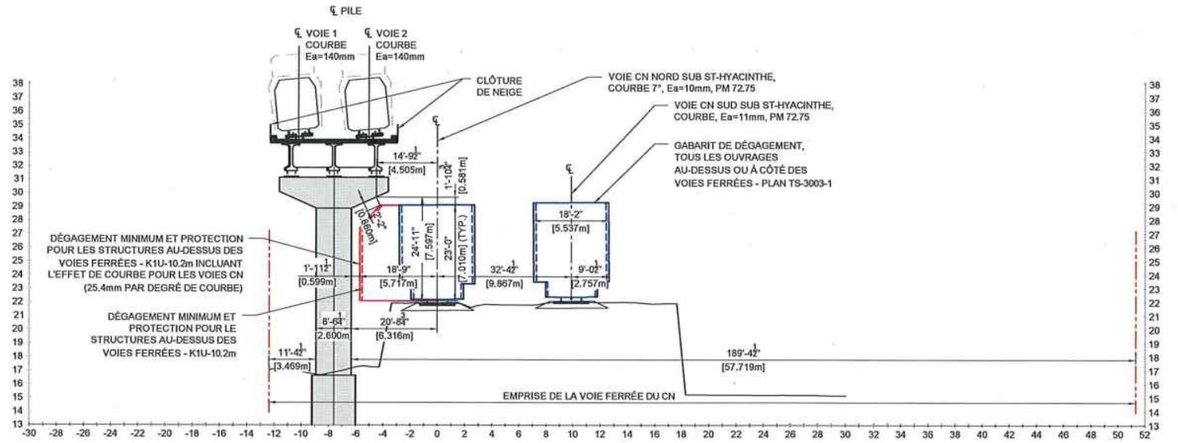
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE
P18, P19, P20, P21

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1208 | PC



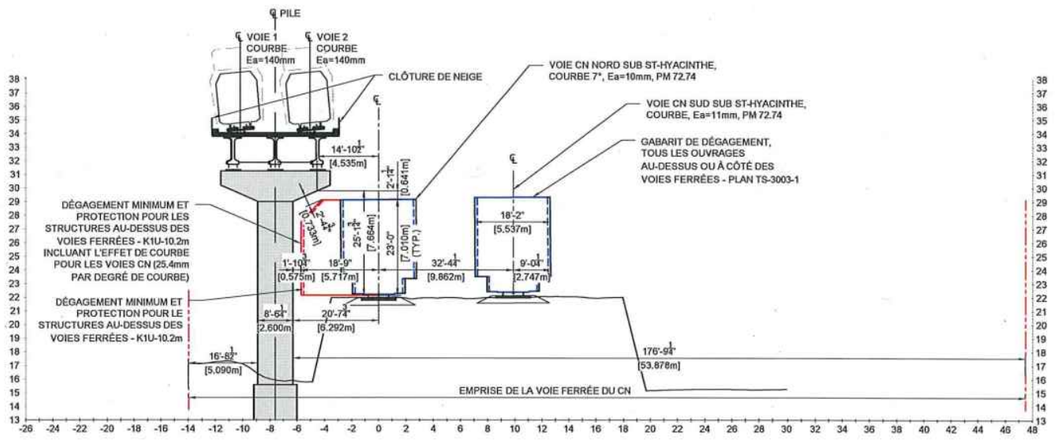
22 1158 COUPE - PILE CC-P22 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



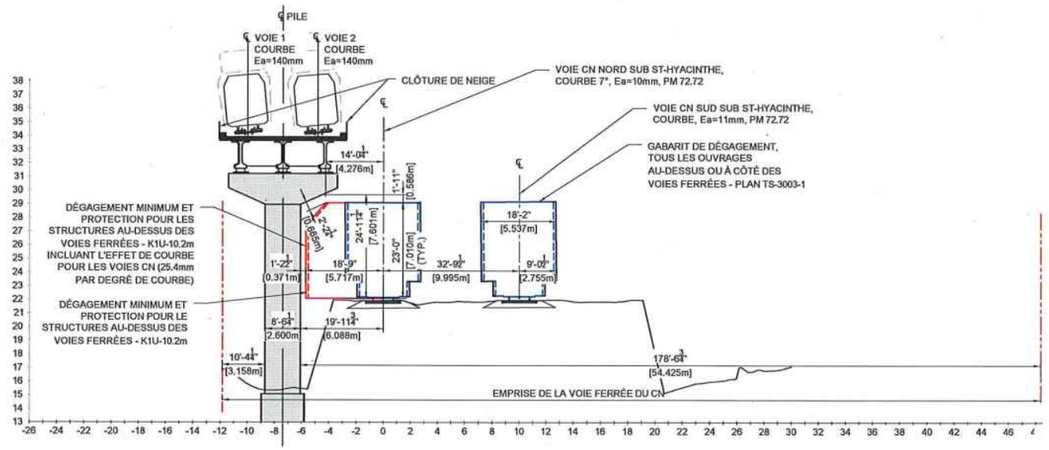
23 1158 COUPE - PILE CC-P23 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



24 1158 COUPE - PILE CC-P24 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



25 1158 COUPE - PILE CC-P25 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: PIERS 24-27
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-09 10:18 AM BLON, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REMOVE\21-147\602024-202600-10040-43D3-1209.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Mis à jour / Valid after 2020-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

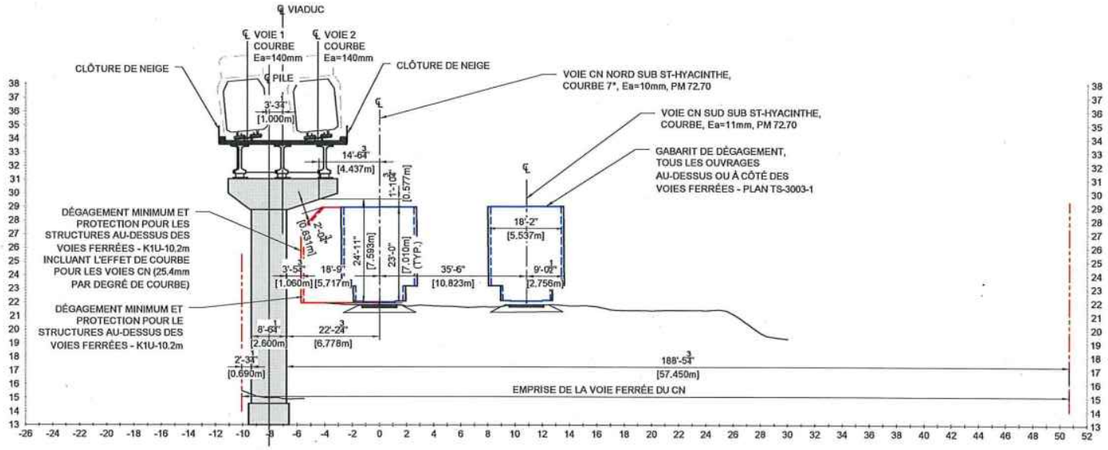
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE

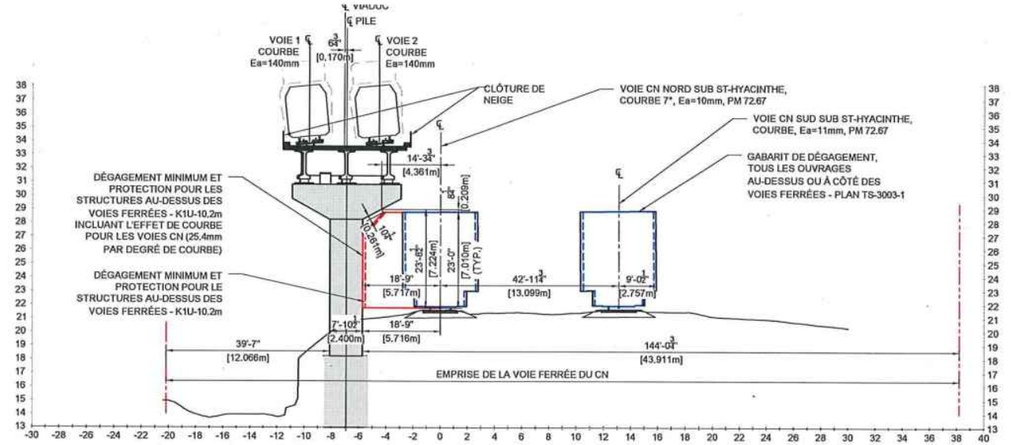
P22, P23, P24, P25

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1209 PC



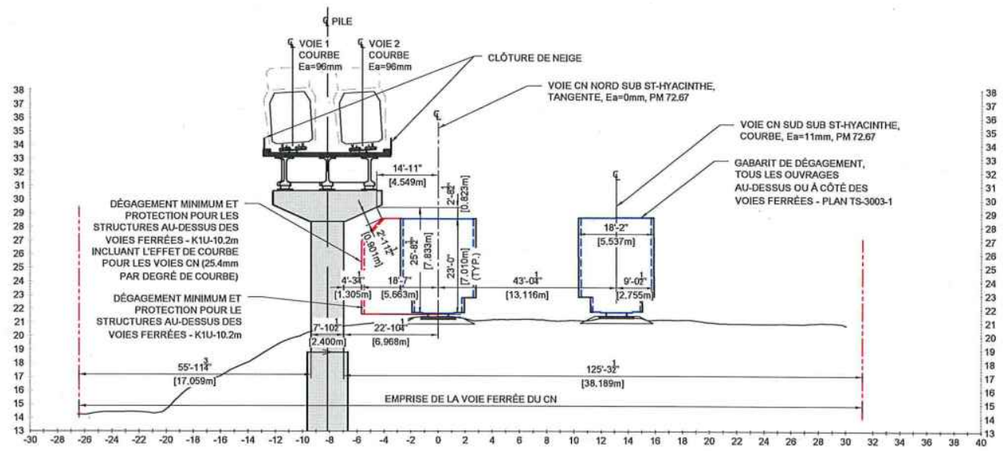
26 / 1159 COUPE - PILE CC-P26 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



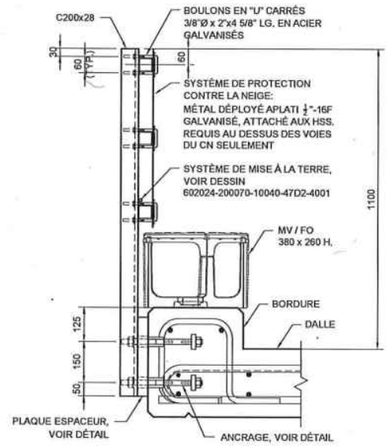
27 / 1159 COUPE - PILE CC-P27 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



28 / 1159 COUPE - PILE CC-P28 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



DÉTAIL - CLÔTURE DE NEIGE

ÉCHELLE

FEUILLET: PIERS 28
DERNIÈRE SAUVEGARDE: 2019-10-09 10:03 AM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REVIT\24211-R\760\602024-202600-10040-43D3-1216.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-19	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Mut après / Valid after 2020-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A23-IIB AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.65 - PM72.98 ST-HYACINTHE P26, P27, P28

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1216 PB



FEUILLET: REM
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-11 1:50 GANNON, JULIE
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS26012\602024-202350-40020-4XDK-2000-PA.DWG

CONÇU	William Trusiak, ing. jr.
DESSINÉ	Julie Gannon, tech.
VÉRIFIÉ	Jacques Desormeaux, ing.
APPROUVÉ	David Gélinas, Ing.

FORMAT

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-12-11	POUR INFORMATION	W.T

SCEAUX

PLAN DE LOCALISATION

POUR INFORMATION SEULEMENT

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000

0

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD
COLLECTEUR RIVERSIDE & INTERCEPTEUR SUD
CONFLITS POTENTIELS - PILES # 20 et 27
PLAN DE LOCALISATION

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202350-40020-4XDK-2000 PA

Numéro : 01-REM-VMTL-LET-00042

Le 13 février 2020

M. Claude Carette
Directeur, Services des infrastructures, de la voirie
et des transports, Division des grands projets
Ville de Montréal
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Projet : Réseau express métropolitain (REM)

Sujet : Précisions relatives à l'avis de travaux ferroviaires en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire (l'« **Avis** ») du 16 janvier 2020
Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A23.2 : P18-P28)
Chainage REM : 202+300 à 202+630

Monsieur,

La présente vise à apporter des précisions à l'Avis en réponse aux enjeux soulevés par la ville de Montréal (la « **Ville** ») quant à la sécurité des ouvrages municipaux souterrains situés à proximité de l'emplacement prévu des piliers 20 et 27, tel qu'illustré aux plans joints à l'Avis.

Afin de répondre aux questions de la Ville et de confirmer la position relative des ouvrages municipaux et des piliers 20 et 27, NouvLR doit effectuer certaines investigations et devra éventuellement modifier la conception et les méthodes de travail suivant l'analyse des résultats de ces investigations.

Afin de préserver l'échéancier de réalisation des autres travaux visés par l'Avis, REM, à la demande de NouvLR, signifie à la Ville, par la présente, son désistement à l'égard de l'ensemble des travaux relatifs aux piliers 20 et 27 et les supprime de la portée des travaux visés par l'Avis. En conséquence de ce désistement, REM s'engage à ce qu'un nouvel avis de travaux ferroviaire, distinct de l'Avis, soit soumis pour les piliers 20 et 27 lorsque l'analyse des résultats des investigations de NouvLR sera complétée.

Dans ces circonstances, REM demande à la Ville de lui signifier un avis de non-opposition, tel que le prévoit la Loi sur la sécurité ferroviaire (la « **Loi** »), pour les travaux relatifs aux piliers 18, 19, 21 à 26 et 28, conformément aux plans joints à l'Avis, dans la mesure où n'existe aucun enjeu de sécurité les concernant. De cette manière, NouvLR pourrait entreprendre la construction de ces ouvrages tout en poursuivant les études requises pour la préparation du nouvel avis relatif aux travaux des piliers 20 et 27.

Par ailleurs, soyez assuré que REM a exigé et a reçu confirmation de NouvLR qu'aucuns travaux préparatoires ou de construction des piliers 20 et 27 ne soient entrepris tant et aussi longtemps que les inquiétudes de la Ville quant à la sécurité des ouvrages municipaux ne soient dissipées à sa satisfaction et que la Ville n'ait donné son aval aux travaux conformément aux dispositions de la Loi.

Nous vous remercions pour votre collaboration et vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

André Dufour, CPA, CA
Directeur général, Projet REM s.e.c.

c.c. : Isabelle Lebrun, ing., Ville de Montréal
Robert Nadeau, Projet REM
Paul Gendreau, Projet REM
Thomas Lavier, Projet REM
Jaime Freyre de Andrade Calonge, NouvLR
Xavier de Nettancourt, NouvLR,

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.010

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1207211001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM : 203+038 à 203+300 - secteur Brigde/Bonaventure. - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle.

Il est recommandé:
1- d'autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal - Du chaînage REM de la culée : 203+038 à 203+300, du secteur Bridge/Bonaventure en incluant la condition que le drainage au droit de la pile 41 soit retiré du secteur du cimetière des Irlandais ainsi que les modifications à la topographie du lieu longeant la rue Bridge.

2- d'autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection de manière conditionnelle.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-12 12:16

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207211001**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, de manière conditionnelle - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A53:P40-P44) - Du chaînage REM : 203+038 à 203+300 - secteur Brigde/Bonaventure. - Autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer l'Avis pour non objection de manière conditionnelle.

CONTENU

CONTEXTE

La Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM). La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructure existante. La portion du projet faisant l'objet du présent document concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au-dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge. Les piles 40 et 41 concernées dans le présent avis sont construites dans la limite du cimetière des Irlandais.

Les travaux ciblés consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement ferroviaire (rail léger), le long de la rue Bridge et à la hauteur de l'intersection des rues Des Irlandais et Bridge et le long des voies ferrées de CN entre S/D St-Hyacinthe PM 72.31 et l'emplacement Butler PM 1.21, au-dessus des voies ferrées sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies »). Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés (voir pièce jointe). Le paragraphe

8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d'opposition : Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Dans le cas présent, après vérification avec les différentes unités impliquées dans le projet et pouvant être affectées par de tels travaux (tel qu'identifié à la section justification), aucune objection n'a été soulevée par rapport aux travaux proposés par le promoteur (CDPQ Infra). Cependant, des commentaires conditionnels furent émis en lien avec la présence de fossé de captation des eaux ainsi qu'avec des changements topographiques prévus au-dessus du cimetière des Irlandais en lisière de la rue Bridge. En effet, la Ville prévoit réaménager le secteur Bridge/Bonaventure et a procédé à cet effet à une consultation publique dont le rapport sera disponible au courant du mois de février 2020.

Dans le cas d'un avis conditionnel ou d'une objection d'avis, une lettre devra être acheminée à REM inc. et au Ministre des transports du Canada, l'honorable M. Marc Garneau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0441 - 19 septembre 2019 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la s é curi té ferroviaire* dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), du secteur Bridge/Bonaventure

DESCRIPTION

La présente demande a été reçue par le Bureau de projet REM officiellement par la plate-forme de transmission Aconex le 6 janvier dernier et la Ville a un délai de 60 jours pour émettre son avis. Cette demande vise l'émission d'un avis de non objection pour des travaux qui seront effectués dans le secteur Bridge/Bonaventure par REM. Cette démarche répond à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la Ville doit donc confirmer si les travaux planifier par le demandeur peuvent affecter ou non la sécurité des usagers et de ses actifs.
Selon la demande, les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manière sécuritaire sans jamais affecter la sécurité des personnes et des actifs des terrains contigus qui sont les propriétés de la Ville de Montréal et du CN et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les réglementations en vigueur.

La portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie, un deuxième avis sera soumis lorsque la conception de ces derniers sera complétée. La Ville désire donc émettre un avis de non objection conditionnel à ce qu'il n'y ait aucun drainage de surface au-dessus du cimetière des Irlandais, ni aucune modification de la topographie longeant la rue Bridge.

Ainsi, la Ville souhaite protéger les usagers dans le secteur du cimetière des Irlandais et y aménager une place publique en planification en vue de commémorer la présence et l'apport de cette communauté dans le développement de la Ville. De plus, lors de fouilles archéologiques effectuées lors des travaux de construction pour le REM, une douzaine de sépultures furent retirées du site. Ces sépultures seront conservées temporairement dans la réserve de la Ville jusqu'à ce que le projet de commémoration soit complété et les

sépultures réinhumées dans ce site près du Black Rock.

Les travaux du REM seront réalisés sur les lots 1 853 772, 2 160 250 (Ville de Montréal), 1 853 767, 4 976 221, 1 728 982, 2 296 268 et d'un lot non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Sous peu, deux autres avis seront soumis à la Ville et à ses partenaires pour des travaux similaires dans le secteur Bridge entre les rues Wellington et Marc-Cantin. Les mêmes approches seront effectuées auprès des parties prenantes au projet.

JUSTIFICATION

Après vérification auprès des services centraux impliqués, de l'arrondissement du Sud-Ouest et d'Urgence Santé, nous recommandons la signature de l'avis pour non objection car aucun actif de la ville ne subit d'impacts, tout comme il est jugé que les conditions requises sont déployées pour assurer la sécurité des citoyens à proximité de l'emprise ferroviaire.

UNITÉS / SERVICES / GOUVERNEMENT	COMMENTAIRE CONCERNANT LA SÉCURITÉ
PONTS ET TUNNELS	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020
SPVM	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020
SIM	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020
Division de l’aménagement et du design urbain - SUM	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020, avec commentaires conditionnels
Service de l'eau	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020
Sécurité Civile	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020
Urgence Santé	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020
Arrondissement du Sud-Ouest	Pas d'objection version reçu 6 janvier 2020

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnées dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, la CDPQi ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'Avis : mars 2020
Projet de type conception/construction : début: janvier 2020 à janvier 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section - Portefeuille 2

Tél : 514 872-8544
Télécop. :

Professionnelle responsable du dossier :

Marie-Ève Boudreau, Chargée de projet grands projets partenaires
514 295-3360

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 872-4685
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-02-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-02-11

Le 20 décembre 2019

M. Claude Carette
Directeur, Services des infrastructures, de la voirie
et des transports, Division des grands projets
Ville de Montréal
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Projet : Réseau express métropolitain (REM)

Sujet : Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la Sécurité ferroviaire
Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A53 : P40-P44)
Chainage REM : 203+038 à 203+300

Monsieur,

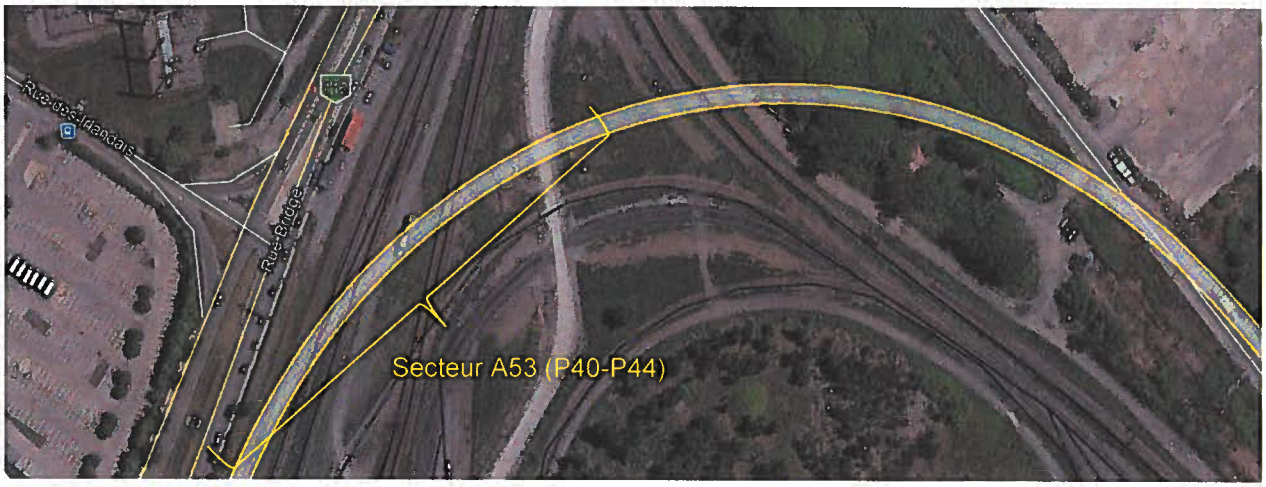
Conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, S.R.C., 1985, c. 32 (4e supplément), (la « **Loi** »), la présente donne avis de l'intention de Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») de construire l'étagement mentionné en rubrique comme il est indiqué sur les plans listés ci-dessous dont vous trouverez un exemplaire ci-joint :

No. de plan	Titre	Date d'émission
602024-202600-10040-43D0-0107_PB	Page couverture	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-0207_PB	Table des matières	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1116_PC	1:1000 Plan et Élévation (1/2)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1117_PC	1:1000 Plan et Élévation (2/2)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1134_PB	Plan et Profil (1/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1135_PB	Plan et Profil (2/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1136_PB	Plan et Profil (3/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1138_PB	Plan et Profil (4/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1163_PC	1:200 Plan et Élévation (1/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1164_PD	1:200 Plan et Élévation (2/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1165_PC	1:200 Plan et Élévation (3/3)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1214_PD	P40, P41, P42, P43 et P44	2019-10-01

Description des travaux projetés

Les travaux consistent à construire un nouveau pont d'étagement (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.31 et l'emplacement BUTLER PM 1.21, entre les piliers P40 à P44, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « **Voies** ») (voir A-53 dans le plan ci-dessous). Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de structure du Pont REM. La portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie, un deuxième avis sera soumis lorsque la conception de ces derniers aura été complétée.



Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manières sécuritaires sans jamais affecter la sécurité des biens du public et des propriétaires des terrains contigus, soit la Ville de Montréal et le CN, et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les règlementations en vigueur. Les travaux seront réalisés à partir des lots 1 853 772, 2 160 250 (Ville de Montréal), 1 853 767, 4 976 221, 1 728 982, 2 296 268 et d'un lot non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à :

Paul Gendreau
Directeur de secteur
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :

Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :

L'honorable Marc Garneau
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) KIA ON5
Courriel : mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la Loi, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible et demande donc aux destinataires de la présente de lui signifier son acceptation au projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info).

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez vous adresser à l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Évènement	**Date et durée**
Date approximative du début des travaux	6 janvier 2020
Prévision de la durée des travaux	12 mois

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

André Dufour, CPA, CA
Directeur général, Projet REM s.e.c.
p.j. : Plans

c.c. : **M. Luciano Martin**, Directeur - Région du Québec, Transports Canada, luciano.martin@tc.gc.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@nouvlr.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-Ville, NouvLR, xavier.denettancourt@nouvlr.com

Mme Isabelle Lebrun, ing., M. Ing., Chef de section – Projet REM, Division des grands projets – Portefeuille 1, Services des infrastructures, de la voirie et des transports, Ville de Montréal, ilebrun@ville.montreal.qc.ca

ACCEPTATION

Sujet de l'avis : Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A53 : P40-P44) - Chainage REM : 203+038 à 203+300

Date de l'avis : 20 décembre 2019

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____, 20____.

REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉE DE LA VILLE DE MONTRÉAL :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

TÉMOIN :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

STRUCTURE

ANTENNE RIVE SUD - STRUCTURE AÉRIENNE A53 (P40-P44)

AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN - PM72.39 ST-HYACINTHE

ÉMIS POUR AVIS

2019 - 10 - 01

CONTRACT NO. 602024

Réseau express métropolitain

NouvLR

DRAWING No. 602024-202600-10040-43D0-0107 PB

2019-Oct-1 11:43:46 AM C:\temp\ins21470\602024-202600-10040-43D0-0107.dwg

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN	RÉV.	TITRE DU DESSIN
602024-202600-10040-43D0-0107	PB	PAGE TITRE
602024-202600-10040-43D3-0207	PB	TABLE DES MATIÈRES
602024-202600-10040-43D3-1116	PC	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)
602024-202600-10040-43D3-1117	PC	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)
602024-202600-10040-43D3-1134	PB	PLAN ET PROFIL (1/4)
602024-202600-10040-43D3-1135	PB	PLAN ET PROFIL (2/4)
602024-202600-10040-43D3-1136	PB	PLAN ET PROFIL (3/4)
602024-202600-10040-43D3-1138	PB	PLAN ET PROFIL (4/4)
602024-202600-10040-43D3-1163	PC	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (1/3)
602024-202600-10040-43D3-1164	PD	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (2/3)
602024-202600-10040-43D3-1165	PC	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (3/3)
602024-202600-10040-43D3-1214	PD	P40, P41, P42, P43, P44

FEUILLET: DEN
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-18 3:54 TOVAR RADA, IYUNI
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\USERS\TOVARDESKTOP\DIVERS\CAD\STEVE TSELIOS\602024-202600-10040-43D0-0207.DWG

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Valide jusqu'à / Valid after 2020-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 16-01-2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

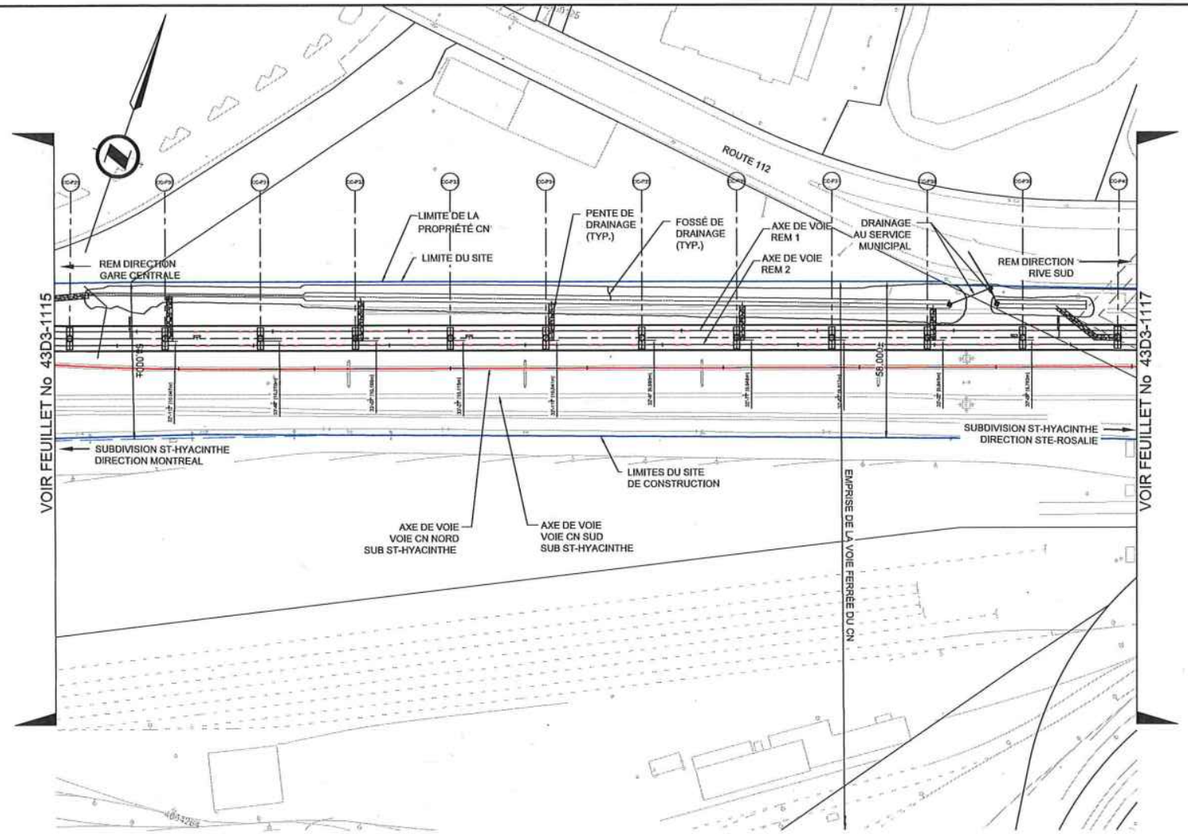
CLIENT

Réseau express métropolitain

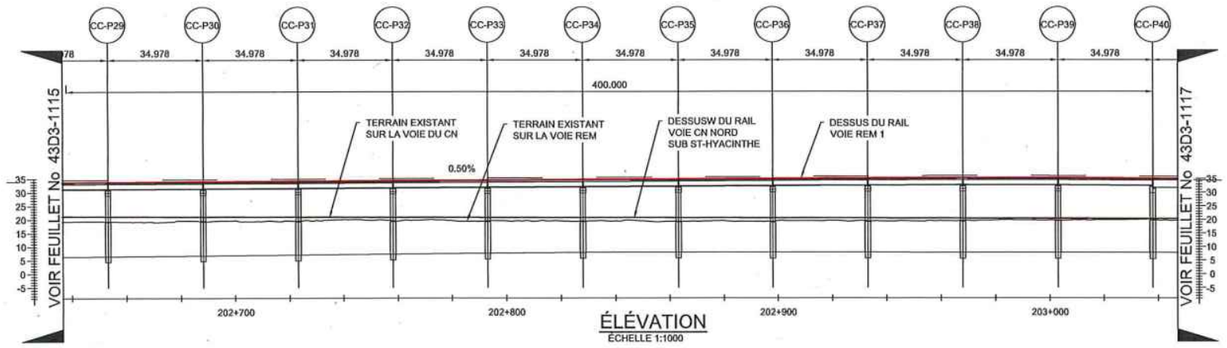
ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-0207 | PB



PLAN
ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

NOTES GÉNÉRALES:

1. POUR LES NOTES GÉNÉRALES VOIR LES DESSINS 602024-000000-10040-43D0-0010 À 0013.
2. IL EST PROPOSÉ DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT À CÔTÉ DE LA VOIE DU CN.
3. LE NOUVEAU PONT DU TRAIN LÉGER AU DESSUS DES VOIES DU CN ENTRE LES PILIERS P29 ET P39 EST COMPOSÉ DE 10 TRAVÉES DE TROIS POUTRES NEBT SUPPORTANT UNE DALLE DE BÉTON.
4. LES TRAVÉES REPOSERONT SUR DES CHEVÊTRES EN BÉTON AVEC DES FONDATIONS PROFONDES EN CAISSON ENCASTRÉS AU ROC.
5. LES MESURES DE PROTECTION DES VOIES DU CN CONTRE LA CHUTE DE NEIGE À PARTIR DES STRUCTURES DU TRAIN LÉGER DU REM SERONT ÉTABLIES AVEC DES CLÔTURES MODIFIÉES.
6. LE DRAINAGE DES TABLIERS DES STRUCTURES AÉRIENNES DU REM SERA EFFECTUÉ PAR CONDUITES COLLECTANT LES EAUX PROVENANT DES AVALOIRS, DES CONDUITS ET DES DESCENTES DES STRUCTURES, DIRIGEANT LE RUISSELLEMENT DE FAÇON À NE PAS NUIRE AU DRAINAGE DE L'EMPRISE DU CN.

NOTES DRAINAGE:

1. LE DRAINAGE N'EST PAS ENCORE DÉFINI ET QU'IL FERA PARTIE D'UN DEUXIÈME AVIS LORS LA CONCEPTION AURA ÉTÉ COMPLÉTÉE.

NOTES PROPRES AU SITE:

1. SISMICITÉ: ZONE SISMIQUE "D" SELON LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE.

NOTES GÉOTECHNIQUES:

1. LES PROFILS DES DIFFÉRENTES COUCHES ET DU SOCLE ROCHEUX (FRACTURÉ ET SAIN LE CAS ÉCHÉANT) ENTRE LES FORAGES ONT ÉTÉ DÉFINIS PAR INTERPOLATION LINÉAIRE ET ILS DOIVENT ÊTRE INTERPRÉTÉS AVEC PRÉCAUTION, PARCE QU'ILS NE REPRÉSENTENT PAS NÉCESSAIREMENT LA RÉALITÉ.
2. LE NIVEAU DU ROC SAIN AUGMENTE PROGRESSIVEMENT DE +4,3 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P29 À +5,7 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P39.
3. VOIR LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE 602024-202642-80020-4GER-0004-PB, DATÉ DU 5 FÉVRIER 2019

RÉFÉRENCES:

1. PLANS DE LA STRUCTURE DU REM: LOTS DE DESSINS 43202600-A22, 43202600-A25 ET 43202600-A26.
2. ALIGNEMENT ET PROFIL DES VOIES DU TRAIN LÉGER SELON LES DESSINS 602024-212400-10000-4RD1-2013 À 2016
3. PLAN DIRECTEUR DU CN, REV. 01 EN DATE DU 4 AVRIL 2018

FEUILLET: 1111
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 11:01 TOVAR RADA, YUNI
DGN# EMPLACEMENT: C:\USERS\TOVAR\DESKTOP\DIVERS\CAD\STEVE TSELIOS\P40-P44\602024-202600-10040-4303-1116.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. 043 PT020043
Réf. après / Valid after 2019-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10-01-2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

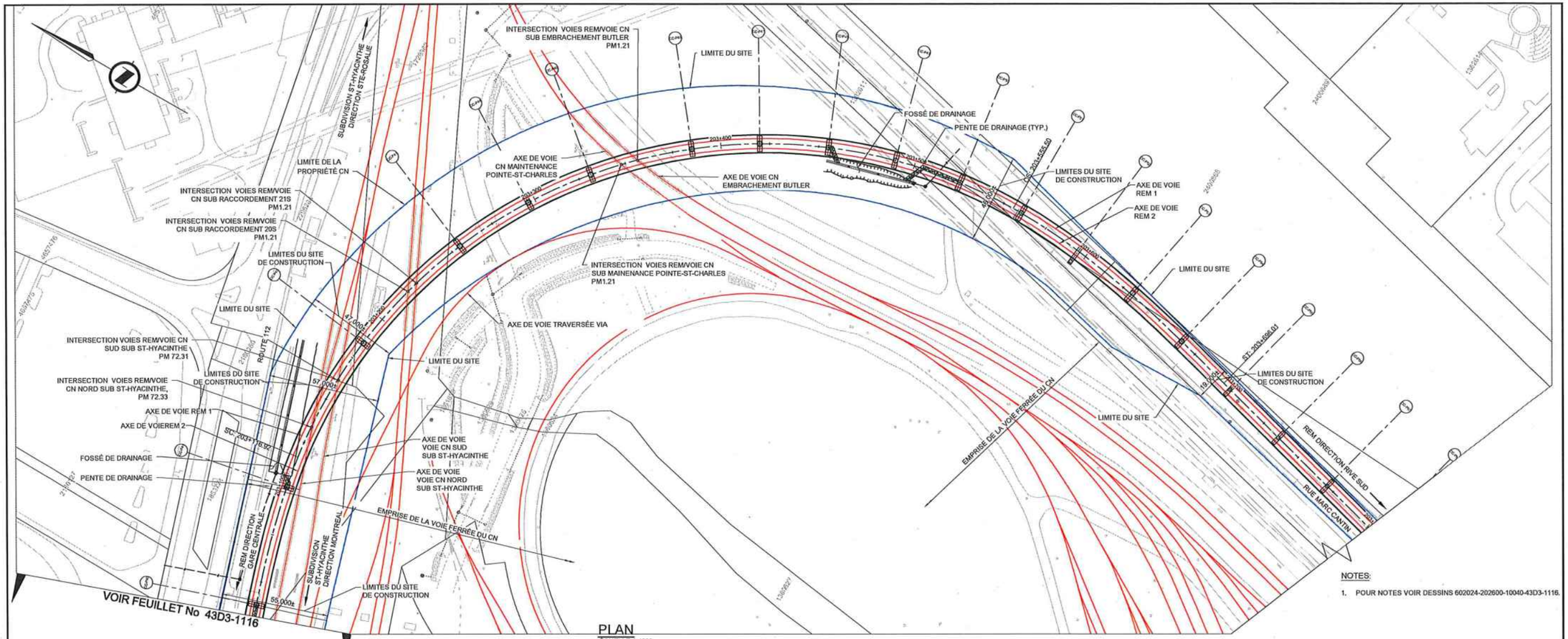
ÉCHELLES

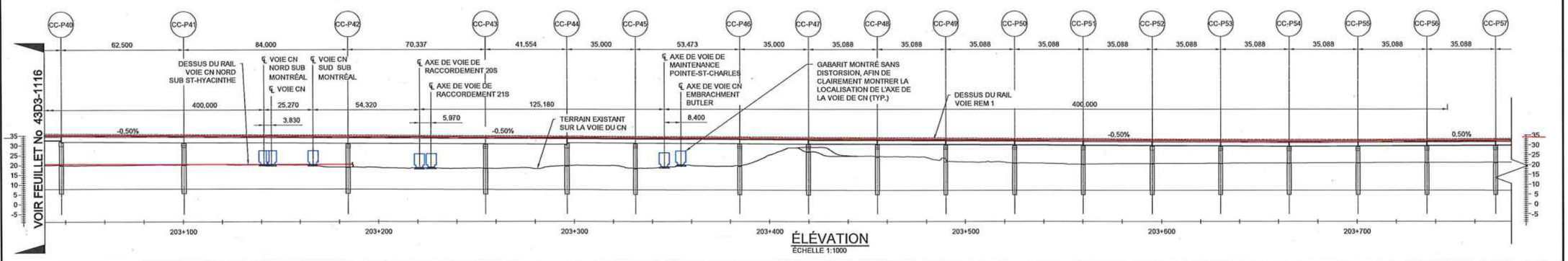
0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1116 | PC





FEUILLET: 1117
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-09 5:22, PM BLOM, JEFF
CHEMIN D'ENREGISTRE: C:\VEA\ZA52\470\602024-202600-10040-43D3-1117.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Nul après / Void after 2020-09-15
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10-01-2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

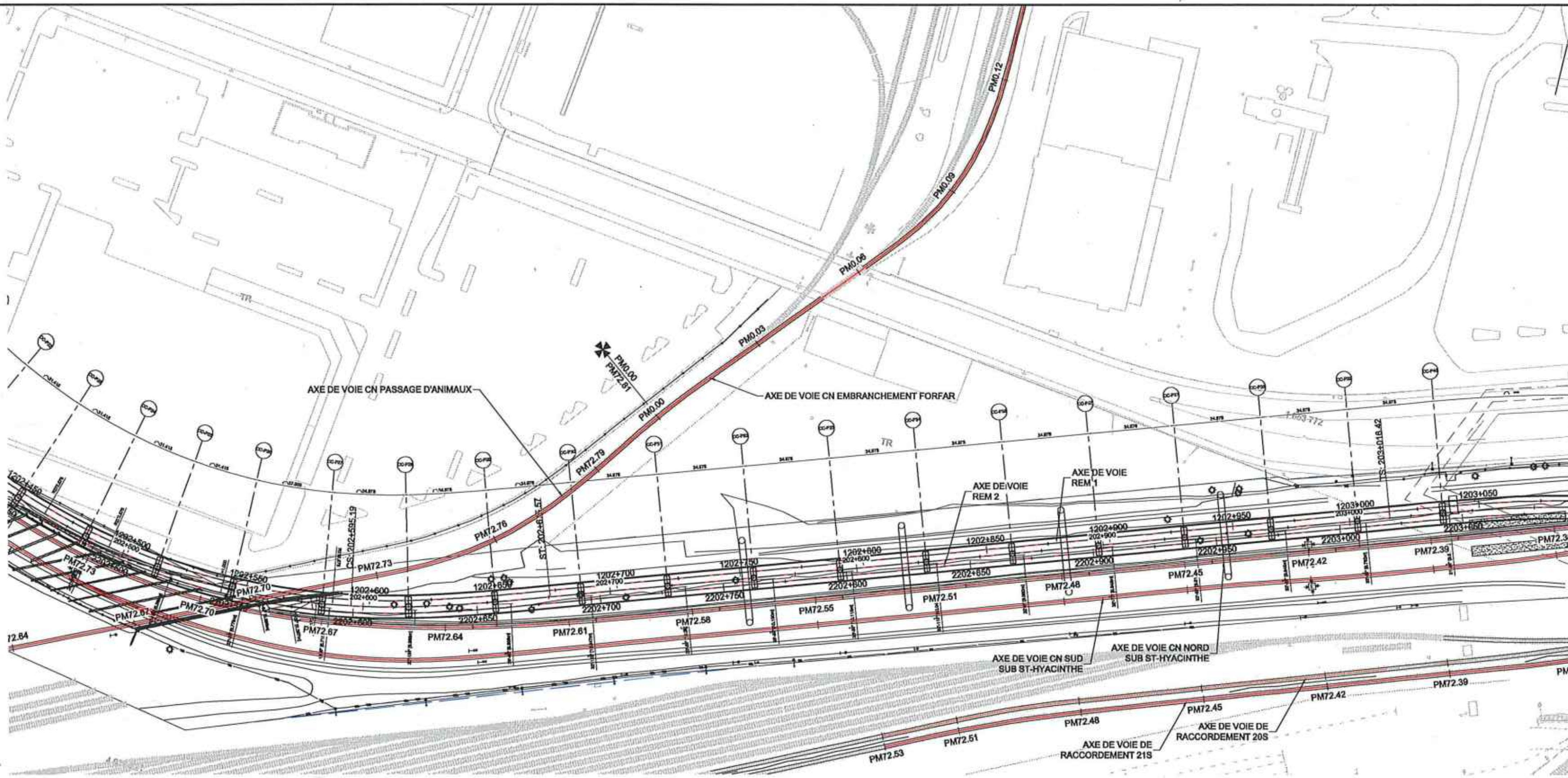
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE

1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1117 PC



VUE EN PLAN
1:1000

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.

2. POUR LES PROFILES DES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1136.

2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :

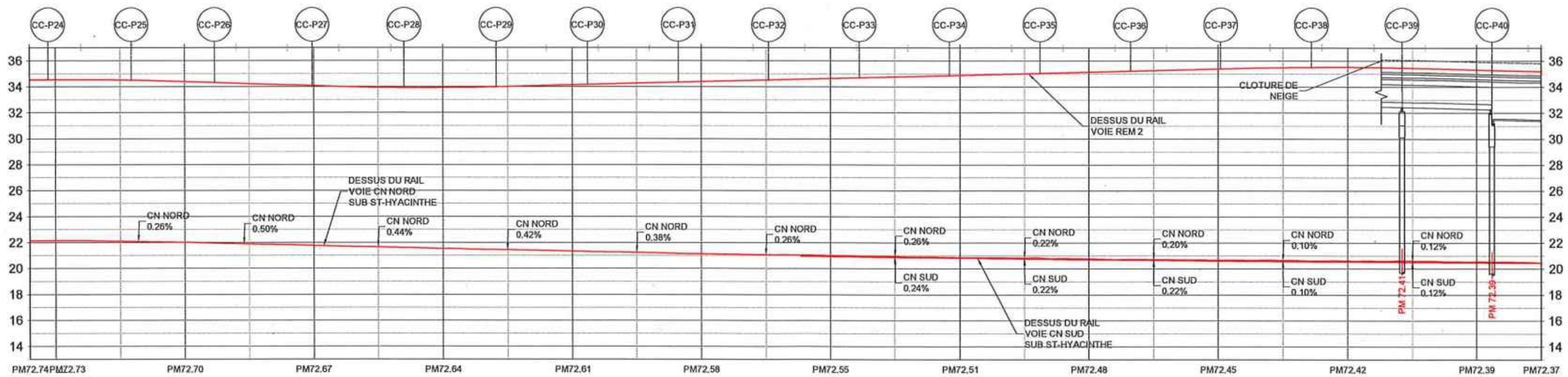
- LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70
- LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.11.

4. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

5. LE PROFIL DE LA VOIE CN SUD SUB HYACINTHE SE TERMINE A 400 M DU POINT D'INTERSECTION AVEC LA VOIE REM.

VOIR DESSIN N°
602024-202600-10040-43D3-1135

ÉMIS POUR PERMIS



DESSUS DU RAIL (REM)	34.51	34.53	34.50	34.37	34.22	34.06	33.93	33.91	34.00	34.12	34.25	34.37	34.49	34.62	34.74	34.87	34.99	35.11	35.24	35.36	35.47	35.51	35.44	35.31	35.18
DESSUS DU RAIL (NORD)		22.12	22.08	21.99	21.86	21.74	21.62	21.52	21.41	21.31	21.21	21.12	21.05	20.99	20.94	20.86	20.82	20.75	20.71	20.65	20.63	20.60	20.59	20.54	20.47
DESSUS DU RAIL (SUD)														20.92	20.86	20.80	20.75	20.69	20.64	20.58	20.55	20.53	20.50	20.47	20.45

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 5:06 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS24877\602024-202600-10040-43D3-1134.DWG

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Nul après / Void after 2020-09-18
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE
NouvLR

CLIENT
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES
H=1:1000 V=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (1/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1134 | PB

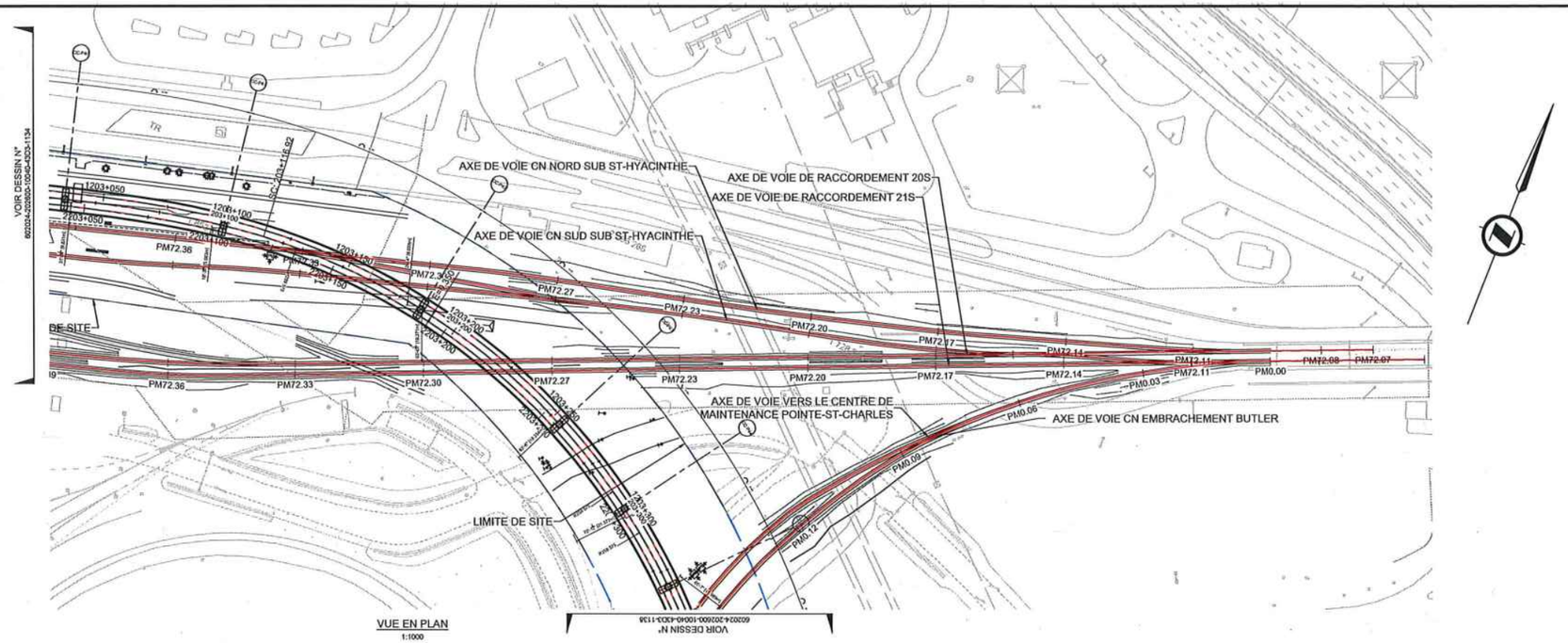
FORMAT A1

ÉMIS POUR PERMIS

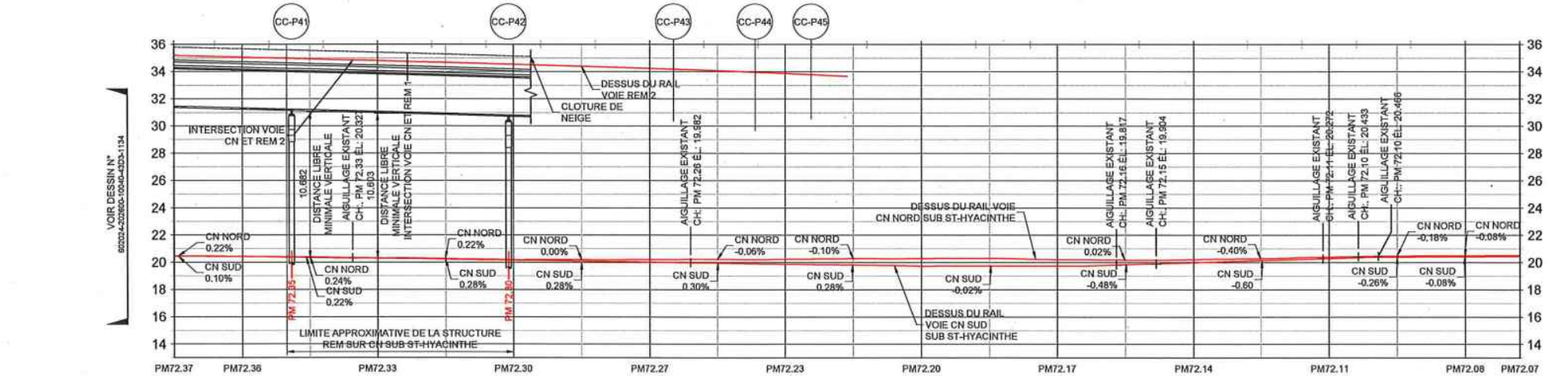
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIE RACCORDEMENT 21S ET 20S VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1136.
5. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)	35.18	35.05	34.93	34.80	34.66	34.52	34.38	34.23	34.06	33.87											
DESSUS DU RAIL (NORD)	20.47	20.43	20.36	20.31	20.27	20.20	20.20	20.20	20.22	20.23	20.27	20.28	20.31	20.21	20.19	20.20	20.27	20.40	20.47	20.49	20.51
DESSUS DU RAIL (SUD)	20.45	20.42	20.39	20.31	20.24	20.17	20.10	20.03	19.95	19.88	19.81	19.74	19.74	19.75	19.84	19.99	20.14	20.29	20.40	20.42	

VUE EN PROFIL DES VOIES - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 12:58 DAGNON, MARC
CHEMIN D'ENREGISTRE: C:\VER\DAM52147D\602024-202600-10040-43D3-1135.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farouz Panah
No. OIQ PT0XX53
Mod après / Mod after 2019-09-16
Stic RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

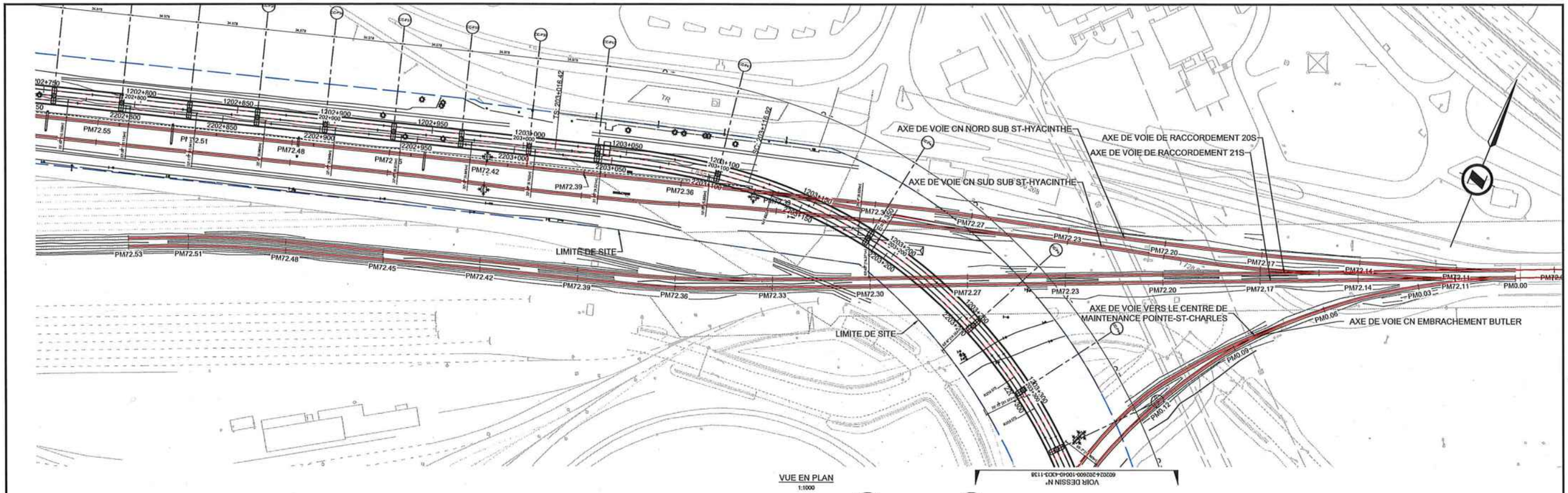
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000 V=1:200
0 5 10

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (2/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1135 | PB



VUE EN PLAN
1:1000

VUE EN PROFIL DES VOIES DE RACCORDEMENTS 20S ET 21S
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 12:50
DISQUE ENREGISTRÉ: C:\VBA Quiz 7470\602024-202600-10040-4303-1136.DWG
FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, Ing / P. KIM, Ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

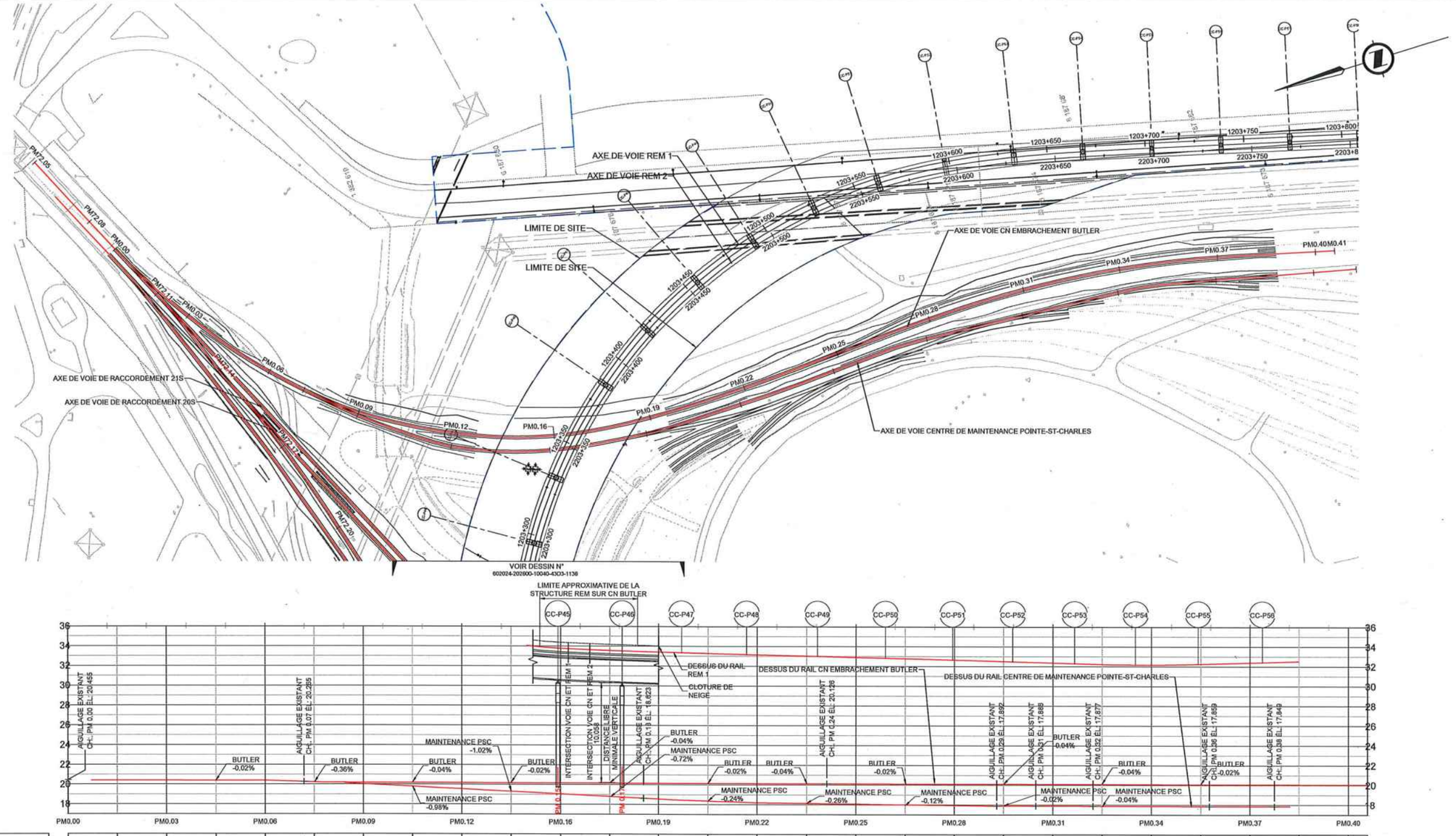
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (3/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1136 PB



VUE EN PLAN
1:1000

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN EMBRACHEMENT BUTLER ET VOIE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES VOIES CN EMBRACHEMENT BUTLER ET CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1--500
DATE D'IMPRESSION: 2019--12--18 12:58 GAGNON, MARC
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\VIEW\MASE1470\602024--202600--10040--43D3--1138.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farzad Panahi
No. 093 PT0005S9
Valide jusqu'à / Valid after 2020-09-16
Site RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10-01-2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

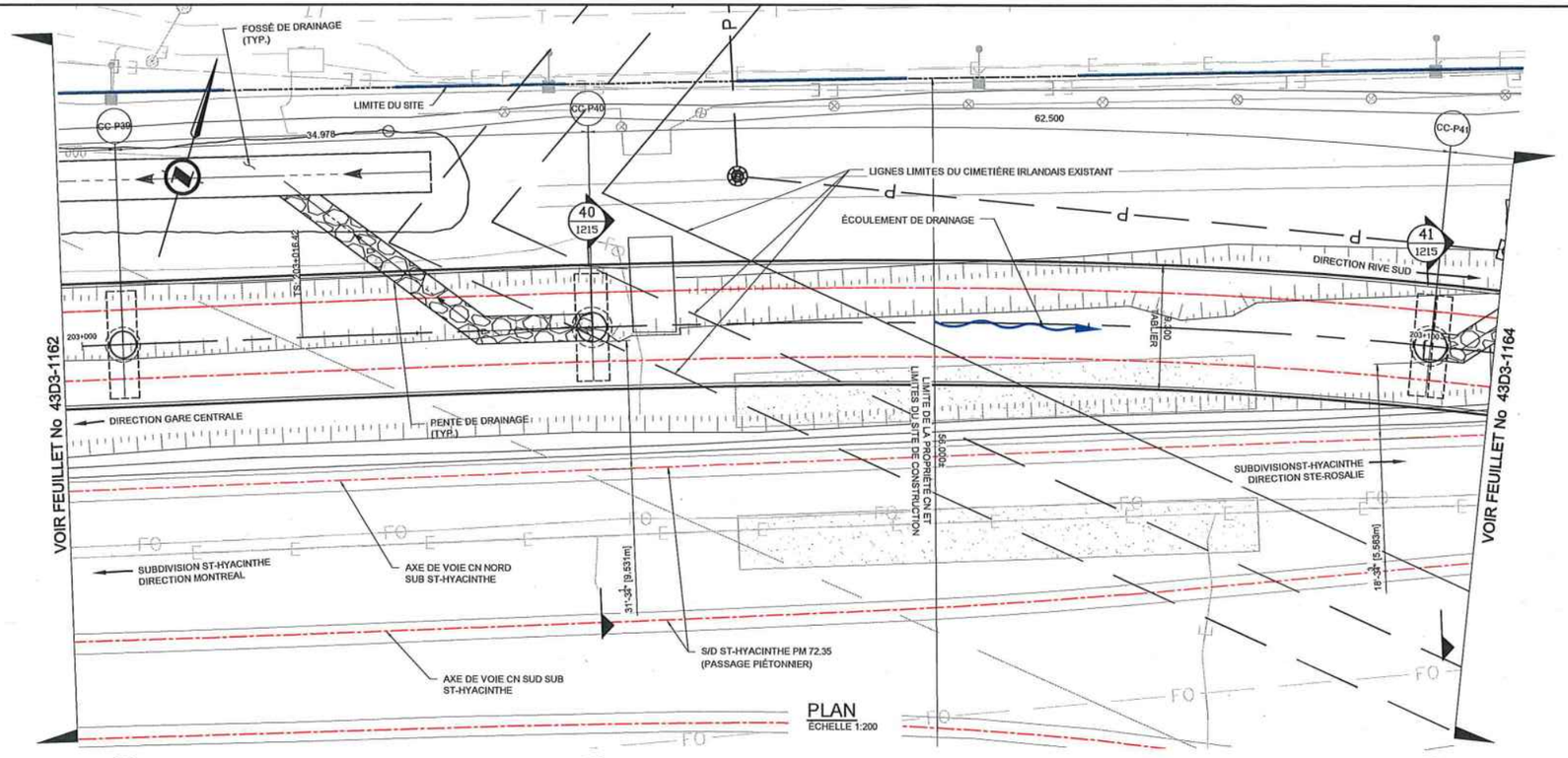
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000 V=1:200
0 5 10

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (4/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1138 PB

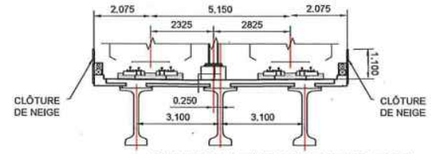


NOTES:

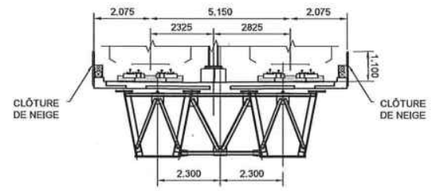
1. MUR DE SOUTÈNEMENT/MUR DE PROTECTION À CONCEVOIR SELON LES EXIGENCES DU CN PLAN DIRECTEUR REV 01 EN DATE 2018-04.
2. VOIES CN: SUBDIVISION ST-HYACINTHE DE P.M. 72.63 À P.M. 72.41.
3. LES CLÔTURES DE NEIGE SONT INSTALLÉS SUR LES BORDS EXTÉRIEURS DU TABLIER DU PONT, TOUS DANS L'EMPRISE DU CN.

LÉGENDE

- A — AQUEDUC
- C — ÉGOUT COMBINÉ
- S — ÉGOUT SANITAIRE
- G — GAZODUC
- DRAINAGE
- O — OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- T — CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- M — CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN



SECTION TYPIQUE (P12-P40)
ÉCHELLE 1:100



SECTION TYPIQUE (P40-P46)
ÉCHELLE 1:100

FEUILLET: 1163-P39-P41
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 6:11 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRE: C:\REACMS\214765\602024-202600-10040-43D3-1163.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Valid après / Valid after 2020-09-16
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

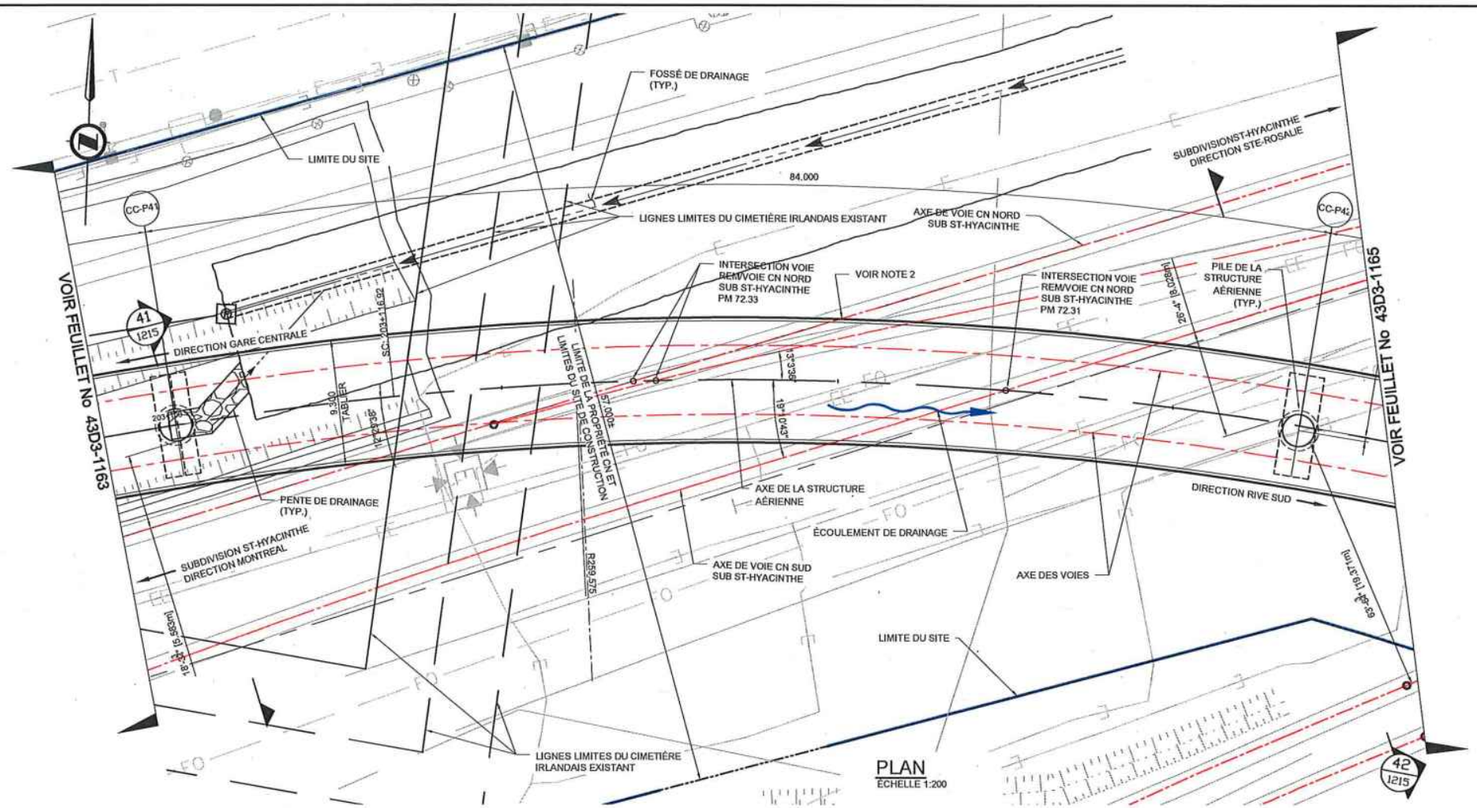
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (1/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163 PC



PLAN
ÉCHELLE 1:200

ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163.

LÉGENDE

- A — AQUEDUC
- C — ÉGOUT COMBINÉ
- S — ÉGOUT SANITAIRE
- G — GAZODUC
- DRAINAGE
- O — OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- T — CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- M — CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN

FEUILLET: 1196-P43-P46
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 8:34 PM BLOM_JEFF
CHEMIN D'ACCÈS ENTRE: C:\REMOMES\10\602024-202600-10040-43D3-1164.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V.BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-09-12	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary License
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02050
Nul après / Void after 2020-03-15
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentiels par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

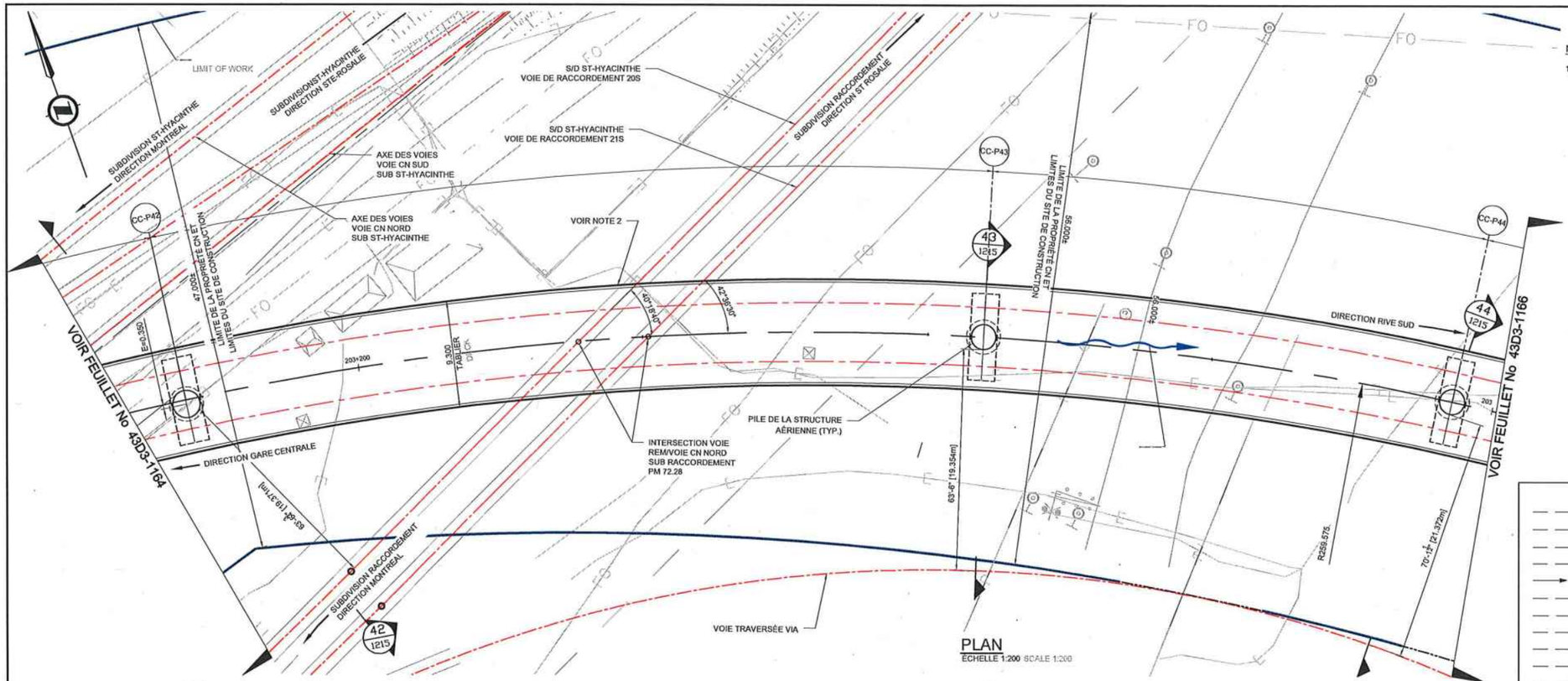
0 5 10 m H=1:200
0

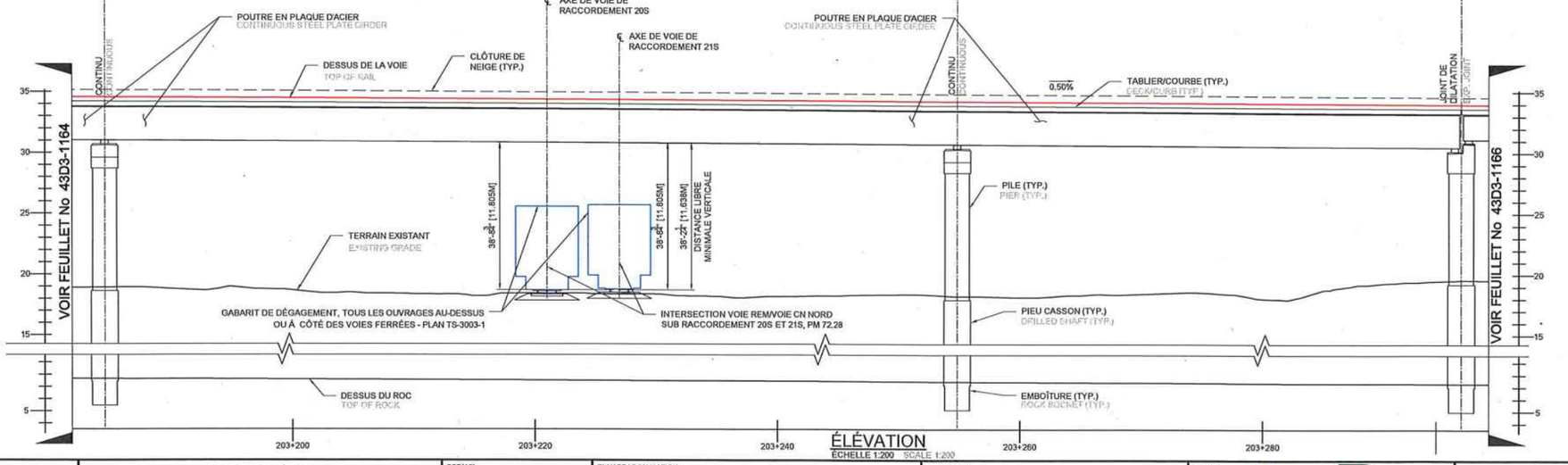
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (2/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1164 PD

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163.





LÉGENDE

- A — AQUEDUC
- C — ÉGOUT COMBINÉ
- S — ÉGOUT SANITAIRE
- G — GAZODUC
- DRAINAGE
- O — OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- T — CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- M — CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary License
Nom / Name Firouz Panah
No. OIQ PT02059
Val. après / Valid after 2020-09-15
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

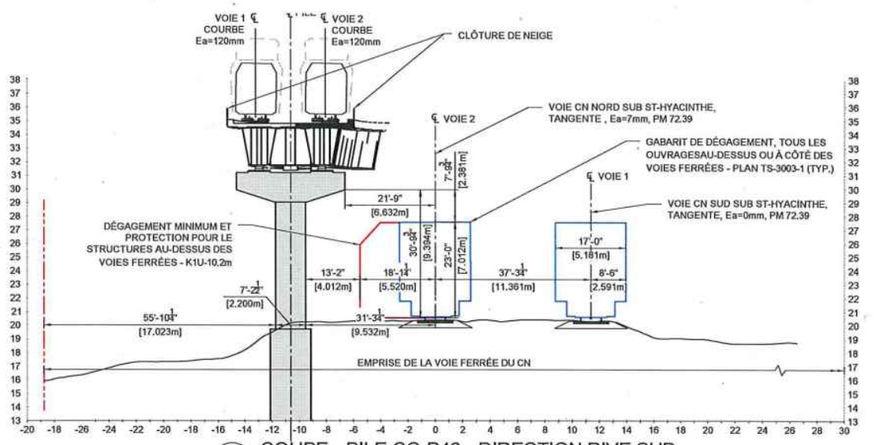
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE

1:200 PLAN ET ÉLÉVATION (3/3)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1165 PC

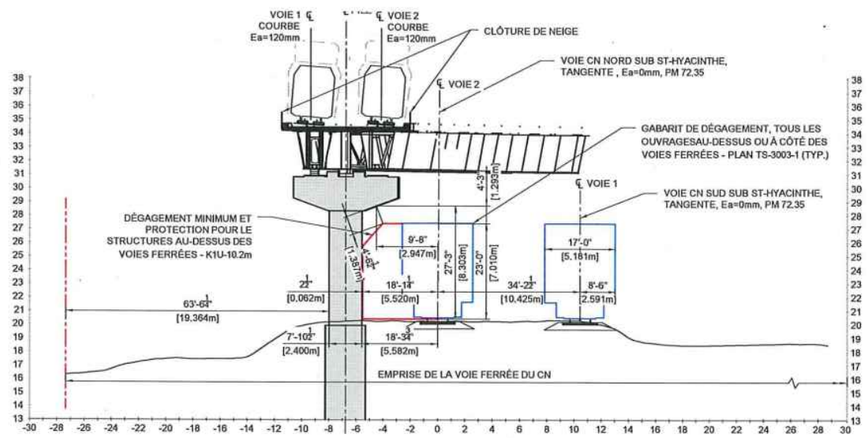
FORMAT A1

FEUILLET: 116P-P43-P46
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 7:34 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\SAGE\14TD\602024-202600-10040-43D3-1165.DWG



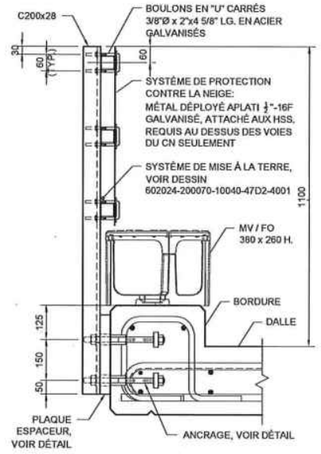
40 / 1163 COUPE - PILE CC-P40 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



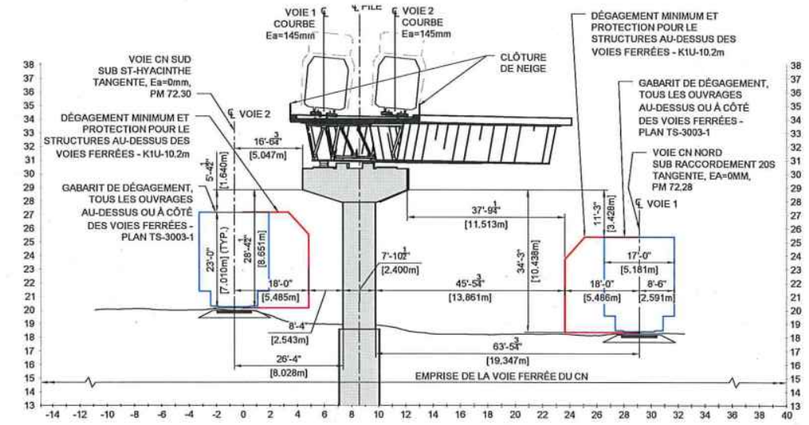
41 / 1164 COUPE - PILE CC-P41 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



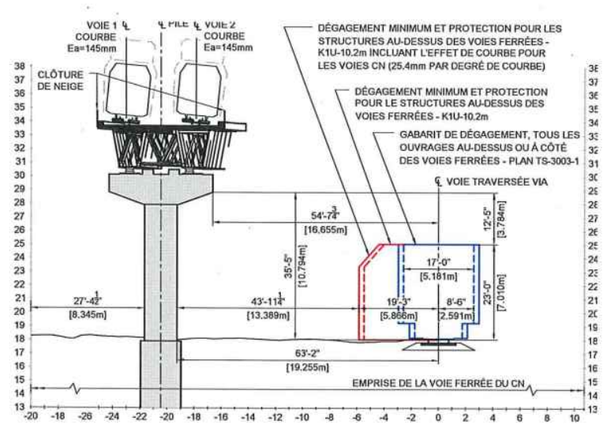
DÉTAIL - CLÔTURE DE NEIGE

ÉCHELLE 100



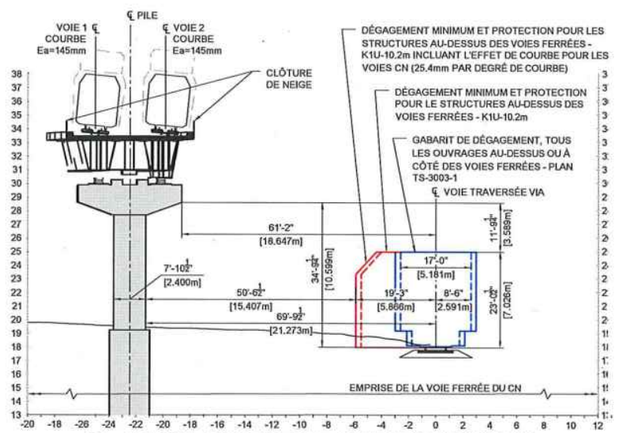
42 / 1165 COUPE - PILE CC-P42 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



43 / 1165 COUPE - PILE CC-P43 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



44 / 1166 COUPE - PILE CC-P44 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200

FEUILLET: PIERS 40-43
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 11:09 AM BLOAL JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REMOTE_TEMP\602024-AT\00020-10040-4303-1214.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	V. BAKALOVA, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-09-12	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PD	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Val. après / Valid after 2020-09-16
Ste. RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE P40, P41, P42, P43

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1214 PD

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.011

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1207211013

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM: 203+296.4 à 230+384.9 - Autoriser le directeur du Service des infrastructure du réseau routier à signer l'Avis pour non objection.

Il est recommandé:
1- d'autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire, pour et au nom de la Ville de Montréal, dans le cadre de la construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal - (A63: P44-P46) - Du chaînage REM: 203+296.4 à 230+384.9.

2- d'autoriser le directeur du Service des infrastructures du réseau routier à signer au nom de la Ville l'Avis de non objection.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-17 08:59

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207211013**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature de la lettre pour non objection en réponse à l'Avis en vertu de l'Article 8(1) de la loi sur la Sécurité ferroviaire - Construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM) à Montréal (A63: P44-P46) - Du chaînage REM: 203+296.4 à 230+384.9 - Autoriser le directeur du Service des infrastructure du réseau routier à signer l'Avis pour non objection.

CONTENU

CONTEXTE

Projet REM s.e.c géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec infra (CDPQi), par l'entremise du consortium NouvLR, effectue la conception et la construction du Réseau Express Métropolitain (REM). La réalisation de ce projet de 67 km va nécessiter la construction de nouvelles infrastructures qui se raccorderont au réseau existant de la Ville de Montréal ou seront à proximité d'infrastructure existante. La portion du projet faisant l'objet du présent document concerne la réalisation d'un Saut-de-mouton, soit le passage des voies du REM au-dessus des voies ferroviaires de CN dans le secteur Bridge.

Les travaux ciblés consistent en la construction d'un nouveau pont d'étagement ferroviaire (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D St-Hyacinthe PM 72.31 et la rue Marc-Cantin (croisement de la voie CN de l'embranchement BUTLER P.M. 1.21), entre les piliers P44 à P46, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « Voies »). Le nouveau pont (le « Pont REM ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

La Loi sur la sécurité ferroviaire (L.R.C. (1985), ch. 32 (4e suppl.)) mentionne à l'article 8 que le promoteur doit donner un avis de travaux projetés (voir pièce jointe). Le paragraphe 8(1) de l'article se lit ainsi : Avis par le promoteur : Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les

destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Le paragraphe 8(2) se lit ainsi : Avis d'opposition : Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0441 - 19 septembre 2019 - Autoriser la signature de l'Avis pour non objection en vertu de l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* dans le cadre de la construction de l'étagement ferroviaire pour le nouveau Réseau express métropolitain (REM), du secteur Bridge/Bonaventure

DESCRIPTION

La présente demande a été reçue par le Bureau de projet REM officiellement par la plate-forme de transmission Aconex le 29 janvier dernier et la Ville a un délai de 60 jours pour émettre son avis. Cette demande vise l'émission d'un avis de non objection pour des travaux qui seront effectués dans le secteur Bridge/Bonaventure par Projet REM. Cette démarche répond à l'article 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et la Ville doit donc confirmer si les travaux planifier par le demandeur peuvent affecter ou non la sécurité des usagers et de ses actifs.
Selon la demande, les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manière sécuritaire sans jamais affecter la sécurité des personnes et des actifs sur les terrains contigus qui sont les propriétés de la Ville de Montréal et du CN et ce, en tenant compte des courants vagabonds. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les réglementations en vigueur.

La portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie, un deuxième avis sera soumis lorsque la conception de ces derniers sera complétée.

Les travaux du REM seront réalisés sur les lots non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

JUSTIFICATION

Après vérification auprès des services centraux impliqués, de l'arrondissement du Sud-Ouest et d'Urgence Santé, nous recommandons la signature de l'avis pour non objection car aucun actif de la ville ne subit d'impacts, tout comme il est jugé que les conditions requises sont déployées pour assurer la sécurité des citoyens à proximité de l'emprise ferroviaire.

UNITÉS / SERVICES / GOUVERNEMENT	**COMMENTAIRE CONCERNANT LA SÉCURITÉ**
PONTS ET TUNNELS	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020
SPVM	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020
SIM	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020
Division de l'aménagement et du design urbain - SUM	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020
Service de l'eau	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020
Sécurité Civile	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020
Urgence Santé	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020
Arrondissement du Sud-Ouest	Pas d'objection version reçu 29 janvier 2020

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux mentionnées dans le présent sommaire décisionnel sont sous la responsabilité de la Caisse de Dépôt et Placement du Québec Infra (CDPQi).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n.a.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'approbation et la diffusion de l'avis de non objection de l'ensemble des parties identifiées à l'Avis, Projet REM ne pourra faire construire par NouvLR cette section de tronçon.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n.a.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'Avis : mars 2020
Projet de type conception/construction : début: janvier 2020 à janvier 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia THOMPSON
Chef de section, Grands projets partenaires, Portefeuille 2

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-14

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

Tél : 514 872-8544
Télécop. :

Tél : 514 872-4685
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-02-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-02-14

Le 16 janvier 2020

M. Claude Carette
Directeur, Services des infrastructures, de la voirie
et des transports, Division des grands projets
Ville de Montréal
801, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Projet : Réseau express métropolitain (REM)

Sujet : Avis en vertu de l'article 8(1) de la Loi sur la sécurité ferroviaire
Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A63 : P44-P46)
Chainage REM : 203+296.4 à 203+384.9

Monsieur,

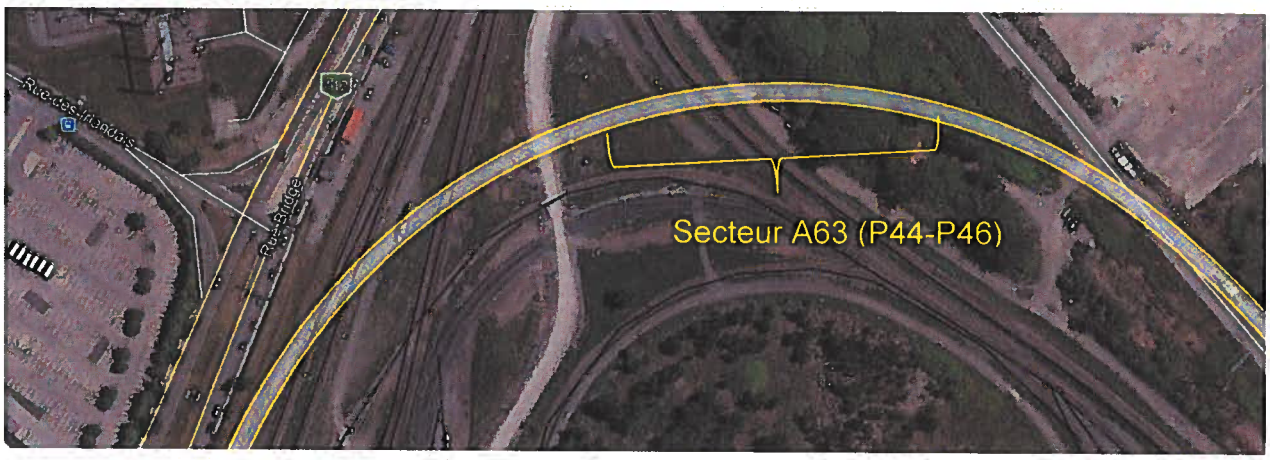
Conformément au paragraphe 8(1) de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*, S.R.C., 1985, c. 32 (4e supplément), (la « **Loi** »), la présente donne avis de l'intention de Projet REM s.e.c. (« **Projet REM** ») de construire l'étagement mentionné en rubrique comme il est indiqué sur les plans listés ci-dessous dont vous trouverez un exemplaire ci-joint :

No. de plan		Date d'émission
602024-202600-10040-43D0-0109_PA	Page couverture	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-0209_PA	Table des matières	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1116_PC	1:1000 Plan et Élévation (1/2)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1117_PC	1:1000 Plan et Élévation (2/2)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1134_PB	Plan et Profil (1/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1135_PB	Plan et Profil (2/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1136_PB	Plan et Profil (3/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1138_PB	Plan et Profil (4/4)	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1166_PC	1:200 Plan et Élévation	2019-10-01
602024-202600-10040-43D3-1215_PC	P44, P45 et P46	2019-10-01

Description des travaux projetés

Les travaux consistent à construire un nouveau pont d'étagement (rail léger), le long des voies ferrées de CN entre S/D ST-HYACINTHE PM 72.31 et la rue Marc Cantin (croisement de la voie CN de l'embranchement BUTLER P.M. 1.21), entre les piliers P44 à P46, sur lesquelles CN agit à titre de compagnie de chemin de fer (les « **Voies** »). Le nouveau pont (le « **Pont REM** ») doit, une fois construit, permettre le passage de deux voies du REM électrifiées (1500V) par caténaire au-dessus des Voies.

Le présent avis porte sur les travaux de structure du Pont REM. La portée des travaux de drainage n'étant pas encore définie, un deuxième avis sera soumis lorsque la conception de ces derniers aura été complétée.



Description des incidences éventuelles des travaux projetés sur la sécurité des biens et des personnes

Les travaux et les méthodes de travaux seront conduits de manières sécuritaires sans jamais affecter la sécurité des biens du public et du CN. Les travaux seront réalisés de manière à respecter toutes les règlementations en vigueur. Les travaux seront réalisés à partir d'un lot non cadastré (CN), dans des emprises qui seront fermées au public pendant les travaux.

Toute personne qui considère que les travaux ferroviaires projetés porteraient atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans les soixante (60) jours de la date de cet avis, notifier son opposition motivée aux travaux projetés à:

Paul Gendreau
Directeur de secteur
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : pgendreau@rem.info

Avec copie à :

Thomas Lavier,
Directeur, affaires juridiques
Projet REM s.e.c.
1140 boul. de Maisonneuve O., 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1M8
Courriel : tlavier@rem.info

Avec copie additionnelle à :

L'honorable Marc Garneau
Ministre des Transports
Place de Ville
330, rue Sparks
Ottawa (Ontario) KIA ON5
Courriel : mintc@tc.gc.ca

Cependant, et tel que spécifié dans la Loi, le promoteur peut débuter les travaux si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet. Projet REM projette d'exécuter ces travaux le plus rapidement possible et demande donc au destinataire de la présente de lui signifier son acceptation au projet en signant et en retournant le présent avis par courriel à M. Paul Gendreau (pgendreau@rem.info) et Me Thomas Lavier (tlavier@rem.info).

Pour de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez vous adresser à l'une de ces personnes aux coordonnées décrites ci-dessus.

Évènement	**Date et durée**
Date approximative du début des travaux	6 janvier 2020
Prévision de la durée des travaux	12 mois

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

André Dufour, CPA, CA
Directeur général, Projet REM s.e.c.

p.j. : Plans

c.c. : **M. Luciano Martin**, Directeur - Région du Québec, Transports Canada, luciano.martin@tc.gc.ca

M. Jaime Freyre de Andrade Calonge, Directeur de projet, NouvLR, jaime.freyre@nouvlr.com

M. Xavier de Nettancourt, Directeur du secteur Rive-Sud et Centre-Ville, NouvLR, xavier.denettancourt@nouvlr.com

ACCEPTATION

Sujet de l'avis :	Construction de l'étagement pour le nouveau REM à Montréal (A63 : P44-P46) – Chainage REM : 203+296.4 à 203+384.9
Date de l'avis :	16 janvier 2020

Nous avons pris connaissance de cet avis et nous n'avons pas d'objection au projet.

Signé à : _____ le _____, 2020.

REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ DE VILLE DE MONTRÉAL I :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

TÉMOIN :

_____
Signature

_____
Nom en lettres moulées

_____
Titre

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

STRUCTURE

ANTENNE RIVE SUD - STRUCTURE AÉRIENNE A63 (P45-P46)

AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN - PM72.39 ST-HYACINTHE

ÉMIS POUR AVIS

2019 - 10 - 01

CONTRACT NO. 602024

Réseau express métropolitain

NouvLR

DRAWING No. 602024-202600-10040-43D0-0109 PA

2019-Oct-1 3:30:16 PM C:\rem\dms\214726\602024-202600-10040-43D0-0109.dwg

TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN	RÉV.	TITRE DU DESSIN
602024-202600-10040-43D0-0109	PA	PAGE TITRE
602024-202600-10040-43D3-0209	PA	TABLE DES MATIÈRES
602024-202600-10040-43D3-1116	PC	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)
602024-202600-10040-43D3-1117	PC	1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)
602024-202600-10040-43D3-1134	PB	PLAN ET PROFIL (1/4)
602024-202600-10040-43D3-1135	PB	PLAN ET PROFIL (2/4)
602024-202600-10040-43D3-1136	PB	PLAN ET PROFIL (3/4)
602024-202600-10040-43D3-1138	PB	PLAN ET PROFIL (4/4)
602024-202600-10040-43D3-1166	PC	1:200 PLAN ET ÉLÉVATION
602024-202600-10040-43D3-1215	PC	P45, P46

FEUILLET: RIEM
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 8:43 TOVAR RADA, YUNI
DOSSIER ENREGISTRÉ: C:\USERS\TOVAR\DESKTOP\ONVERIS\CAD\STEVE TSELIOS\CEAU\M63204-202600-10040-43D0-0208.DWG

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permit Temporário / Temporary Licence
Nom / Name Panah Farid
No. (N) P100000
Réf. avis / Ref. ltr 2019-10-18
Site RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 16-03-2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

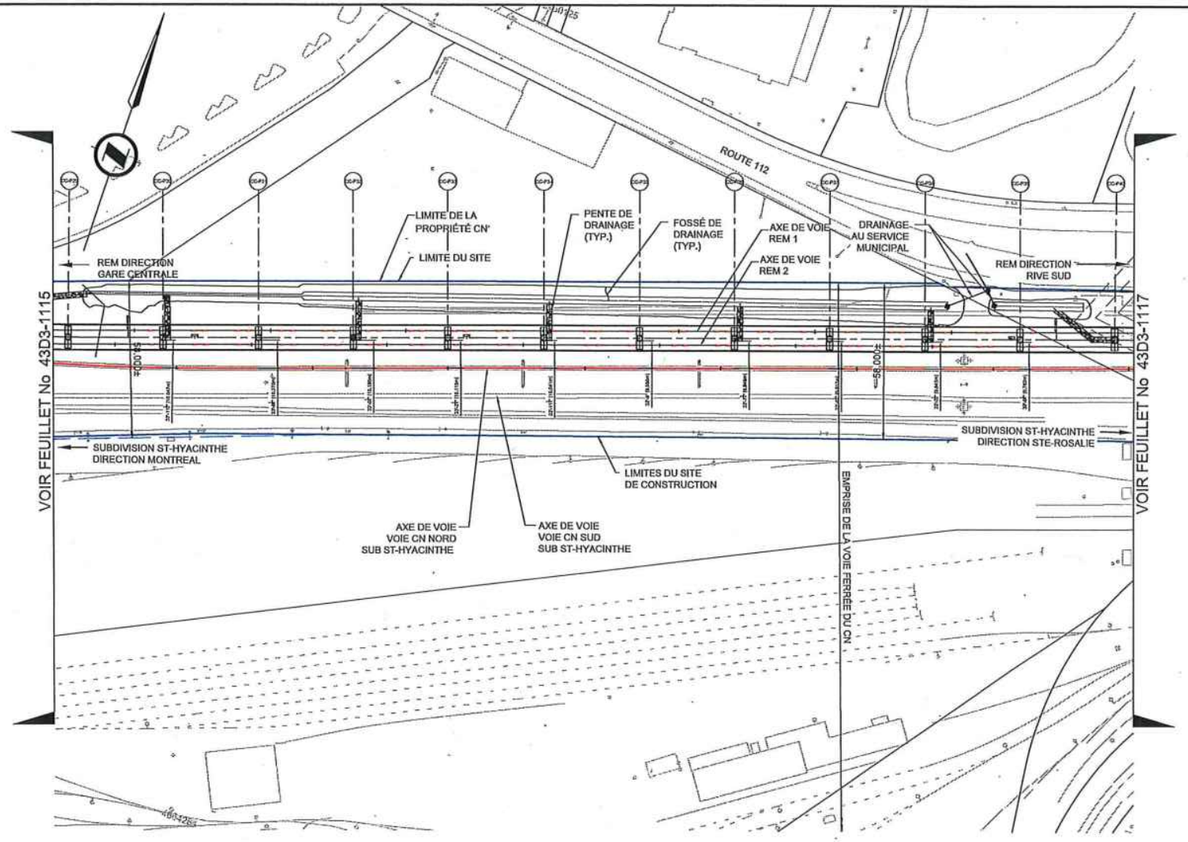
CLIENT

Réseau express métropolitain

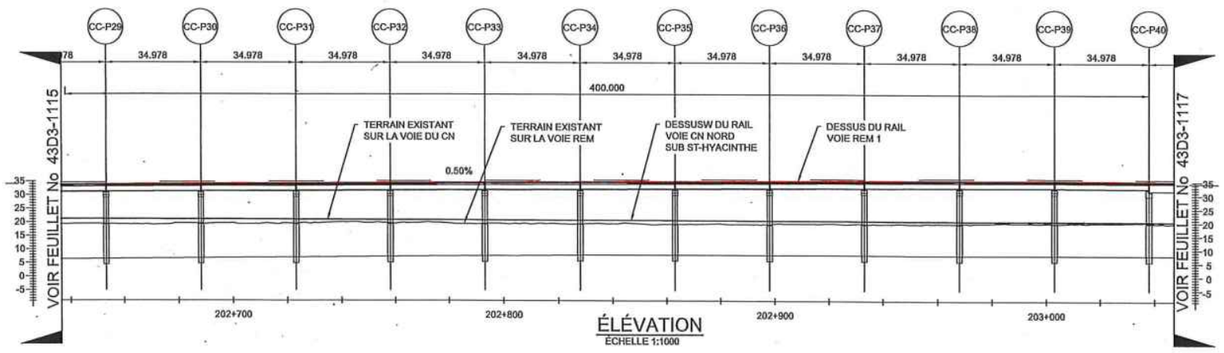
ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
TABLE DES MATIÈRES

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-0209 PA



PLAN
ÉCHELLE 1:1000



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

NOTES GÉNÉRALES:

1. POUR LES NOTES GÉNÉRALES VOIR LES DESSINS 602024-000000-10040-43D0-0010 À 0013.
2. IL EST PROPOSÉ DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PONT À CÔTÉ DE LA VOIE DU CN.
3. LE NOUVEAU PONT DU TRAIN LÉGER AU DESSUS DES VOIES DU CN ENTRE LES PILIERS P29 ET P39 EST COMPOSÉ DE 10 TRAVÉES DE TROIS POUTRES NEBT SUPPORTANT UNE DALLE DE BÉTON.
4. LES TRAVÉES REPOSERONT SUR DES CHEVÊTRES EN BÉTON AVEC DES FONDATIONS PROFONDES EN CAISSON ENCASTRÉS AU ROC.
5. LES MESURES DE PROTECTION DES VOIES DU CN CONTRE LA CHUTE DE NEIGE À PARTIR DES STRUCTURES DU TRAIN LÉGER DU REM SERONT ÉTABLIES AVEC DES CLÔTURES MODIFIÉES.
6. LE DRAINAGE DES TABLIERS DES STRUCTURES AÉRIENNES DU REM SERA EFFECTUÉ PAR CONDUITES COLLECTANT LES EAUX PROVENANT DES AVALOIRS, DES CONDUITS ET DES DESCENTES DES STRUCTURES, DIRIGEANT LE RUISSELLEMENT DE FAÇON À NE PAS NUIRE AU DRAINAGE DE L'EMPRISE DU CN.

NOTES DRAINAGE:

1. LE DRAINAGE N'EST PAS ENCORE DÉFINI ET QU'IL FERA PARTIE D'UN DEUXIÈME AVIS LORS LA CONCEPTION AURA ÉTÉ COMPLÉTÉE.

NOTES PROPRES AU SITE:

1. SISMICITÉ: ZONE SISMIQUE "D" SELON LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE.

NOTES GÉOTECHNIQUES:

1. LES PROFILS DES DIFFÉRENTES COUCHES ET DU SOCLE ROCHEUX (FRACTURÉ ET SAIN LE CAS ÉCHÉANT) ENTRE LES FORAGES ONT ÉTÉ DÉFINIS PAR INTERPOLATION LINÉAIRE ET ILS DOIVENT ÊTRE INTERPRÉTÉS AVEC PRÉCAUTION, PARCE QU'ILS NE REPRÉSENTENT PAS NÉCESSAIREMENT LA RÉALITÉ.
2. LE NIVEAU DU ROC SAIN AUGMENTE PROGRESSIVEMENT DE +4.3 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P29 À +5.7 M DANS LE SECTEUR DE LA PILE CC-P39.
3. VOIR LE RAPPORT GÉOTECHNIQUE 602024-202642-80020-4GER-0004-PB, DATÉ DU 5 FÉVRIER 2019

RÉFÉRENCES:

1. PLANS DE LA STRUCTURE DU REM: LOTS DE DESSINS 43202600-A22, 43202600-A25 ET 43202600-A26.
2. ALIGNEMENT ET PROFIL DES VOIES DU TRAIN LÉGER SELON LES DESSINS 602024-212400-10000-4RD1-2013 À 2016
3. PLAN DIRECTEUR DU CN, REV. 01 EN DATE DU 4 AVRIL 2018

FEUILLET: 1111
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 11:01 TOVAR RADA, YUNI
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\USERS\TOVAR\DESKTOP\DIVERS\CAD\STEVE TSELIOS\P40-P44\602024-202600-10040-4303-1116.DWG

CONÇU	L. E., Ing. / P. K., Ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, Ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, Ing.

FORMAT A1

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farzad Panah
No. OIQ PT0120619
Valide jusqu'à / Valid after 2020-03-16
Sité: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

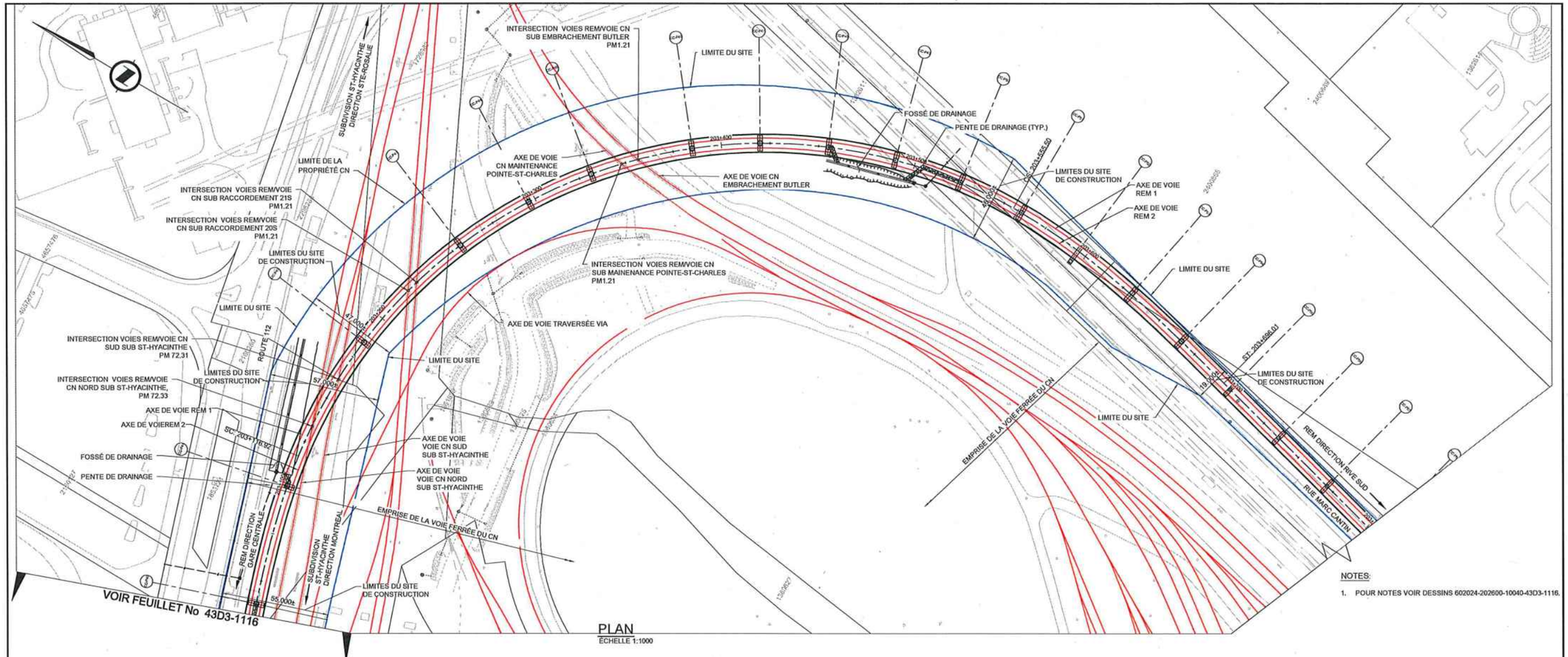
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (1/2)

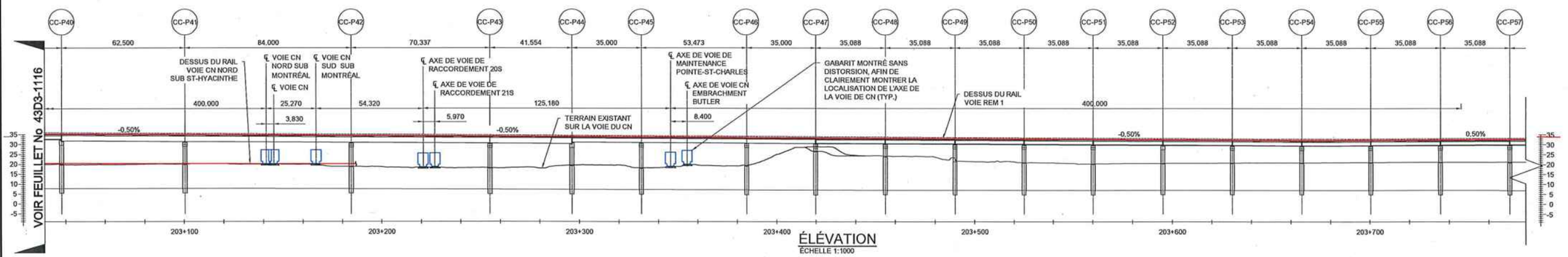
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1116 | PC



PLAN
ÉCHELLE 1:1000

NOTES:

1. POUR NOTES VOIR DESSINS 602024-202600-10040-43D3-1116.



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:1000

FEUILLET: 1117
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-09 5:22 PM BLOM, JEFF
CHEMIN D'ENREGISTRE: C:\VEM\24210\602024-202600-10040-43D3-1117.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. OIQ PT02059
Val après / Valid after 2020-09-18
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

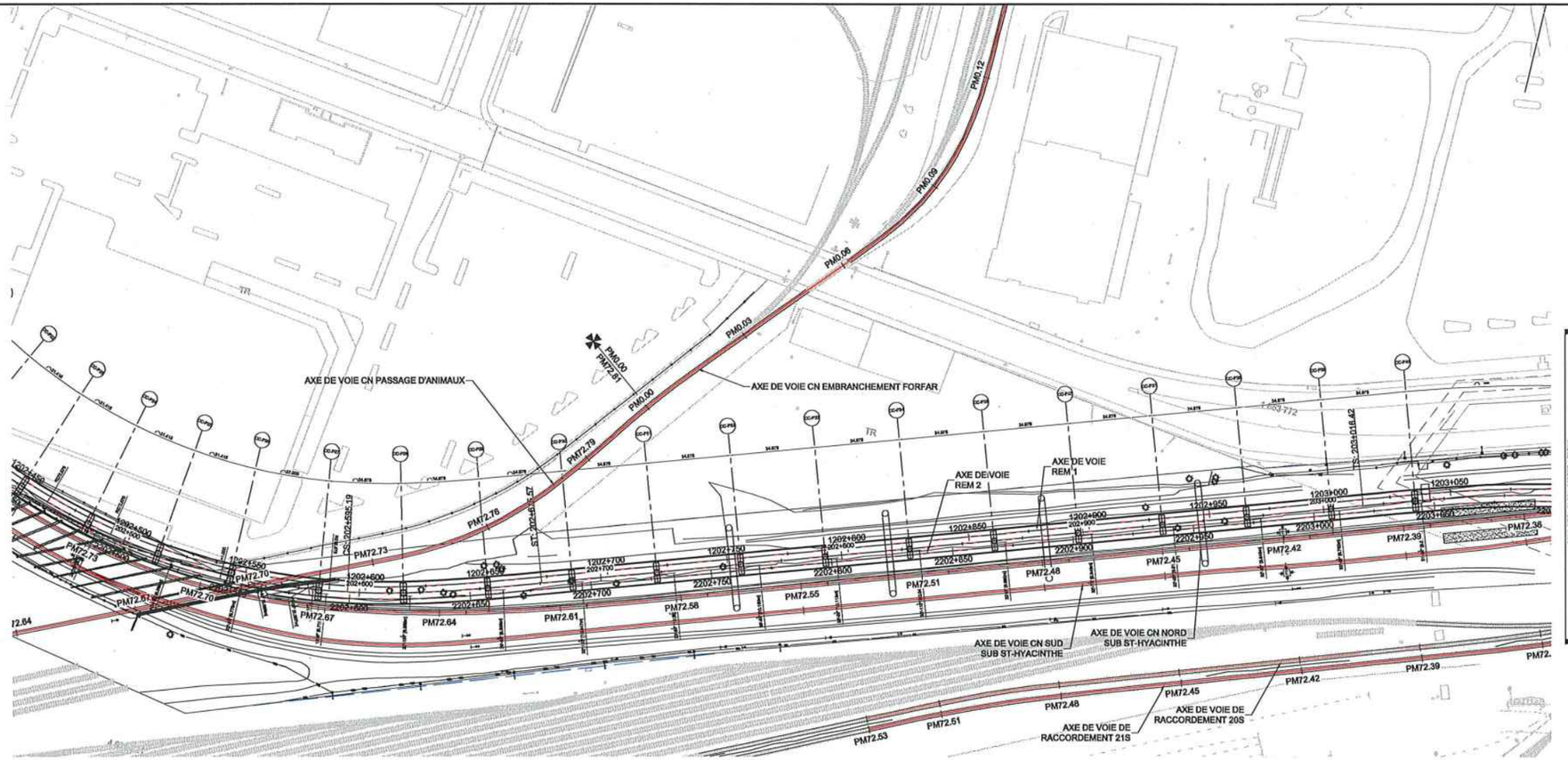
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

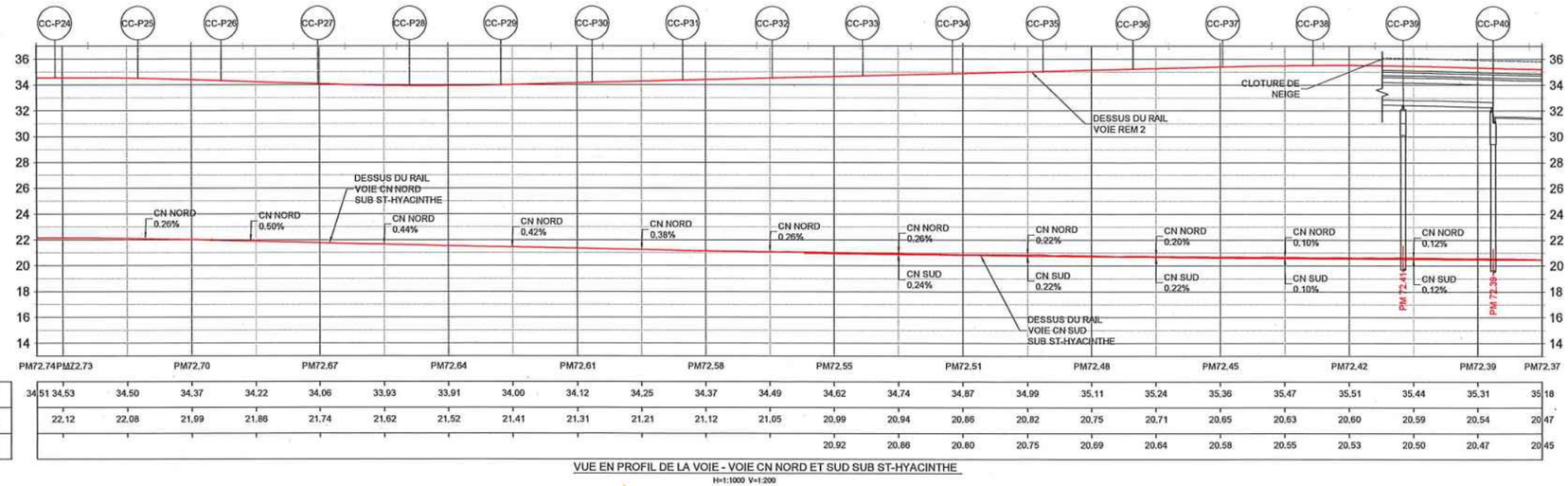
0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:1000

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72,39 ST-HYACINTHE
1:1000 PLAN ET ÉLÉVATION (2/2)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1117 | PC



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)	34.51	34.53	34.50	34.37	34.22	34.06	33.93	33.91	34.00	34.12	34.25	34.37	34.49	34.62	34.74	34.87	34.99	35.11	35.24	35.36	35.47	35.51	35.44	35.31	35.18
DESSUS DU RAIL (NORD)	22.12	22.08	21.99	21.86	21.74	21.62	21.52	21.41	21.31	21.21	21.12	21.05	20.99	20.94	20.86	20.82	20.75	20.71	20.65	20.63	20.60	20.59	20.54	20.47	
DESSUS DU RAIL (SUD)													20.92	20.86	20.80	20.75	20.69	20.64	20.58	20.55	20.53	20.50	20.47	20.45	

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

NOTES:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.

2. POUR LES PROFILES DES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1136.

2. LES CHAÎNAGES MENTIONNÉS SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉS PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST-HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :

- LA VOIE DE PASSAGE D'ANIMAUX COMMENCE À SON INTERSECTION AVEC LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.70
- LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST-HYACINTHE AU PM 72.11.

4. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

5. LE PROFIL DE LA VOIE CN SUD SUB HYACINTHE SE TERMINE A 400 M DU POINT D'INTERSECTION AVEC LA VOIE REM.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 5:08 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\VIEW\JW524977\602024-202600-10040-43D3-1134.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Firooz Panah
No. 010 PT020009
Mal après / Void after 2020-09-18
Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000
0 5 10 V=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (1/4)

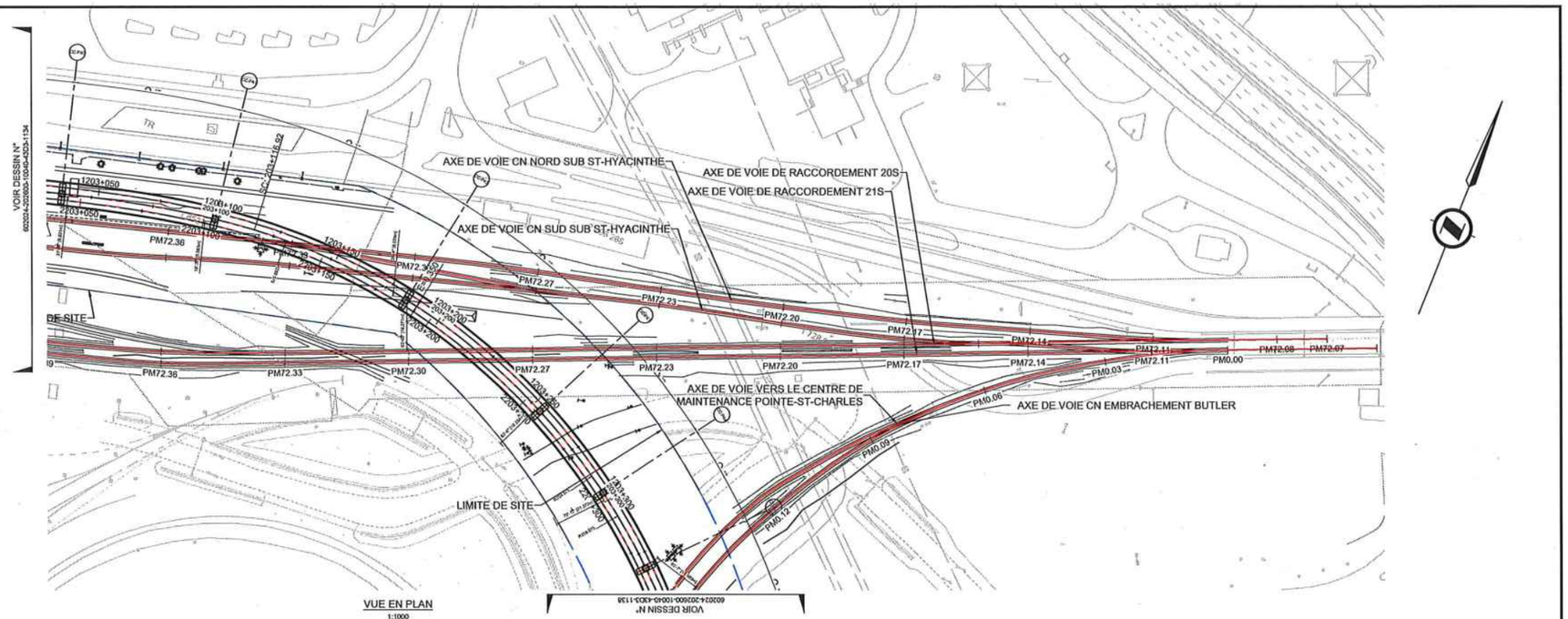
NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1134 | PB

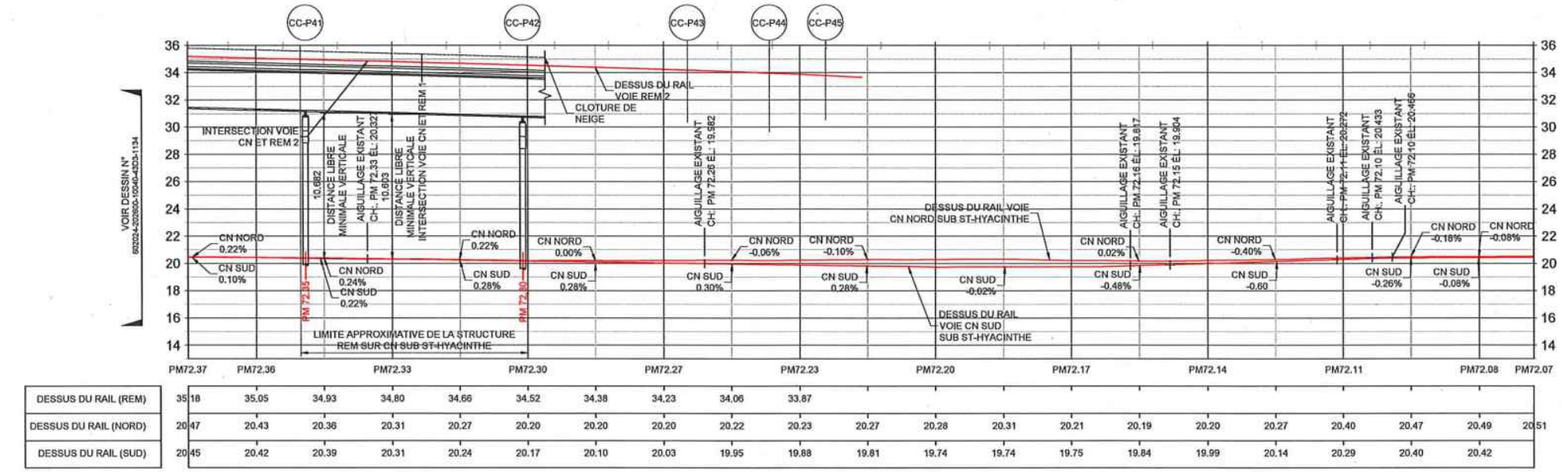
ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIE RACCORDEMENT 21S ET 20S VOIR LES DESSINS NUMÉRO; 602024-202600-10040-43D3-1136.
5. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.





DESSUS DU RAIL (REM)	35.18	35.05	34.93	34.80	34.66	34.52	34.38	34.23	34.06	33.87											
DESSUS DU RAIL (NORD)	20.47	20.43	20.36	20.31	20.27	20.20	20.20	20.20	20.22	20.23	20.27	20.28	20.31	20.21	20.19	20.20	20.27	20.40	20.47	20.49	20.51
DESSUS DU RAIL (SUD)	20.45	20.42	20.39	20.31	20.24	20.17	20.10	20.03	19.95	19.88	19.81	19.74	19.74	19.75	19.84	19.99	20.14	20.29	20.40	20.42	

VUE EN PROFIL DES VOIES - VOIE CN NORD ET SUD SUB ST-HYACINTHE
H=1:1000 V=1:200

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 12:56 DAGNON, MARC
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\VISA\UM2214\70\602024-202600-10040-43D3-1135.DWG

FORMAT A1

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farouz Panah
No. 069 PT0X/53
Mal après / Void after 2023-09-15
Sfac RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 19/09/2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 25 50 m H=1:1000 V=1:200
0 5 10

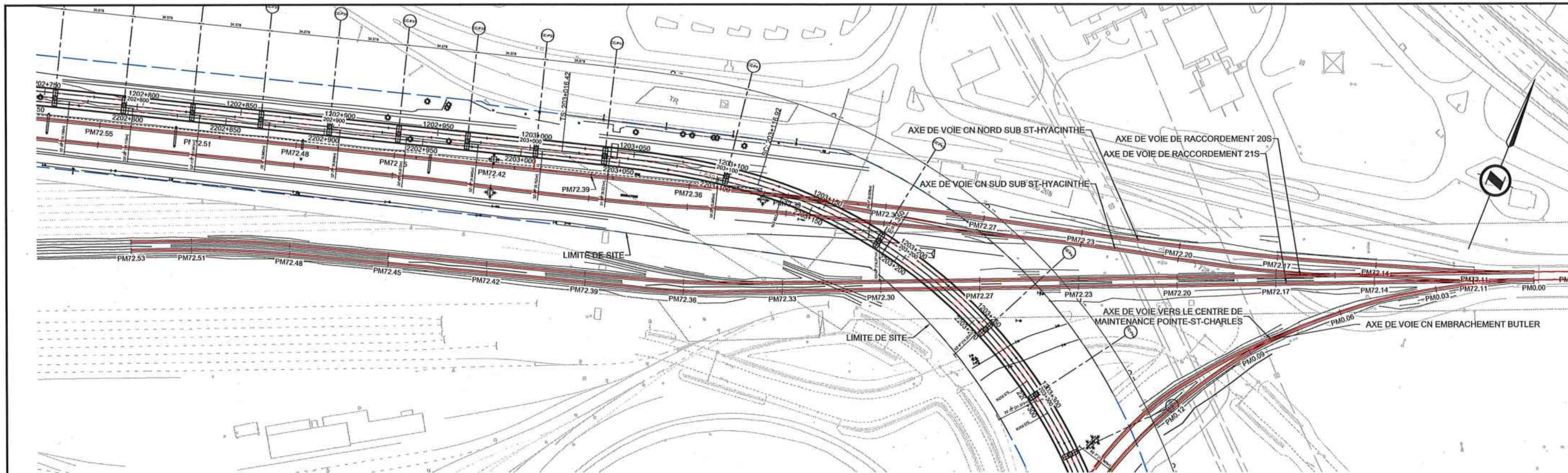
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

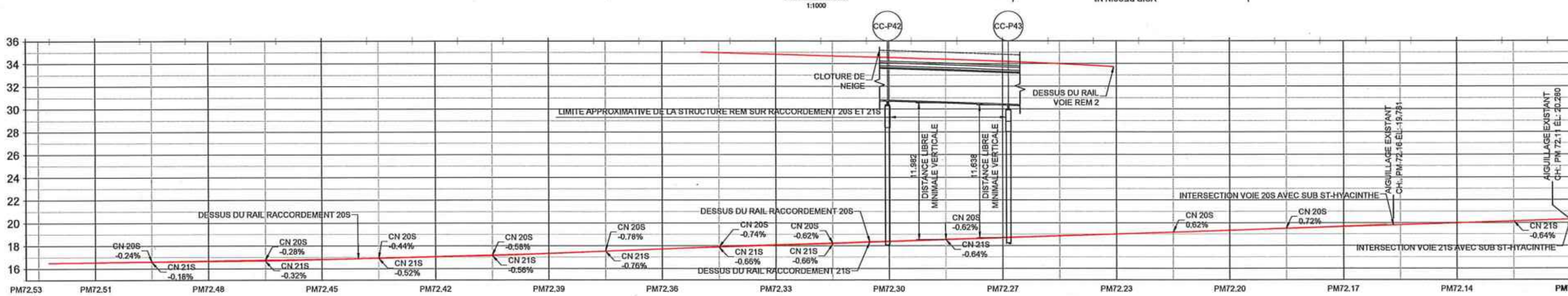
PLAN ET PROFIL (2/4)

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3 - 1135 | PB



VUE EN PLAN
1:1000

VOIR DESSIN N° 602024-202600-10040-43D3-1138



DESSUS DU RAIL (REM)												34.95	34.82	34.67	34.53	34.37	34.19	33.98									
DESSUS DU RAIL (20S)	16.55	16.61	16.67	16.74	16.81	16.91	17.03	17.14	17.32	17.52	17.71	17.90	18.08	18.23	18.39	18.54	18.70	18.85	19.01	19.16	19.32	19.49	19.68				
DESSUS DU RAIL (21S)	16.54	16.58	16.63	16.68	16.79	16.92	17.05	17.18	17.33	17.52	17.71	17.88	18.04	18.20	18.36	18.52	18.68	18.84	19.00	19.16	19.32	19.48	19.64	19.80	19.96	20.12	20.28

VUE EN PROFIL DES VOIES DE RACCORDEMENTS 20S ET 21S
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES CHAINAGES MENTIONNÉES SONT LES PM DE DÉBUT DES VOIES SUIVANTES, CONSIDÉRÉES PAR RAPPORT AUX POINTS MILIAIRE DE LA VOIE "SUB ST HYACINTHE" INTERSECTÉE, À SAVOIR :
   - LES VOIES DE RACCORDEMENT 20S ET 21S COMMENCENT AU POINT D'AIGUILLAGE DE LA VOIE NORD SUB ST HYACINTHE AU PM 72.11.
3. LES VOIES RACCORDEMENT 20S ET 21S SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.
4. POUR LES PROFILES DES VOIES EMBRANCHEMENT BUTLER ET VERS LE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES, VOIR LES DESSINS NUMÉRO: 602024-202600-10040-43D3-1138.

ÉMIS POUR PERMIS
Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500
DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 12:55 GAGNON, MARC
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM\DMS21470\602024-202600-10040-43D3-1136.DWG

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE: NouvLR

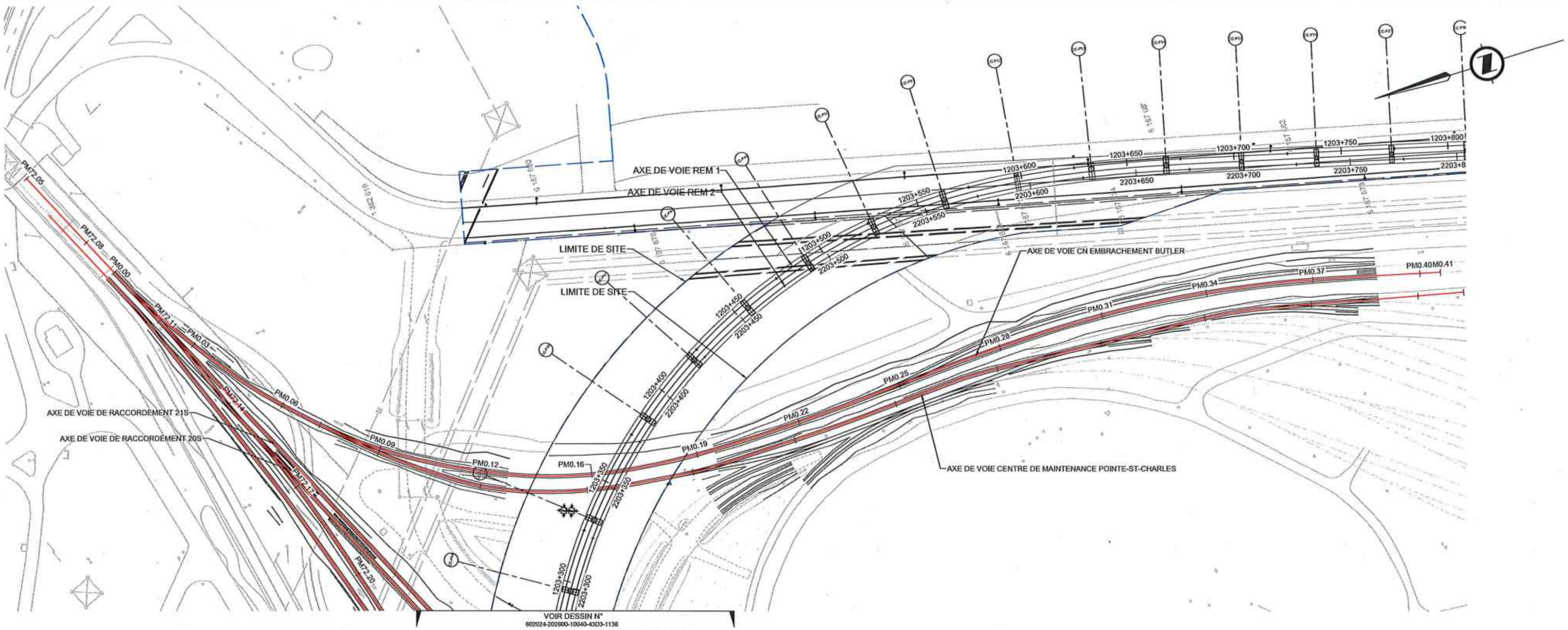
CLIENT: Réseau express métropolitain

ÉCHELLES: H=1:1000 V=1:200

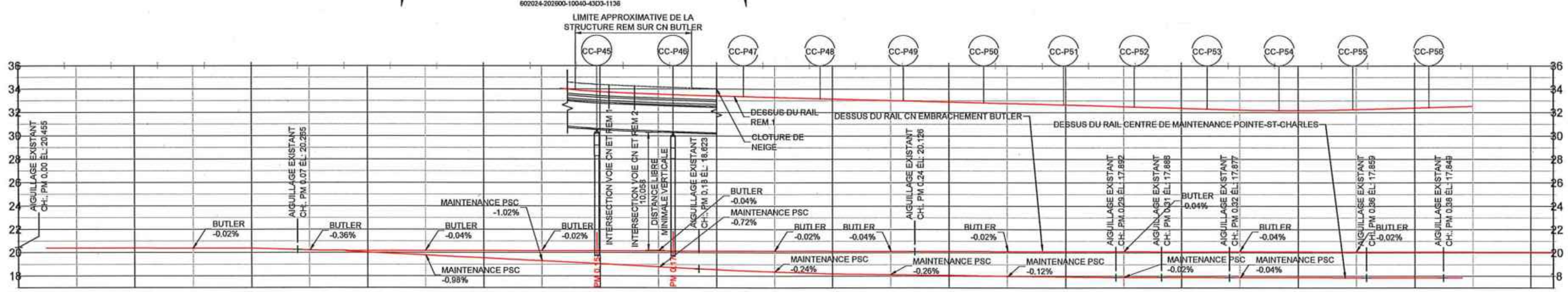
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE
PLAN ET PROFIL (3/4)

NUMÉRO DE DESSIN: 602024-202600-10040-43D3-1136 | PB

FORMAT A1



VUE EN PLAN
1:1000



DESSUS DU RAIL (REM)										33.76	33.56	33.41	33.28	33.14	33.02	32.90	32.77	32.64	32.49	32.36	32.22	32.16	32.24	32.38		
DESSUS DU RAIL (BTLR)	20.39	20.39	20.39	20.38	20.24	20.20	20.19	20.18	20.18	20.17	20.16	20.15	20.14	20.14	20.13	20.12	20.11	20.11	20.10	20.09	20.08	20.07	20.07	20.06	20.05	20.04
DESSUS DU RAIL (PSC)						20.04	19.79	19.55	19.30	19.04	18.80	18.55	18.36	18.19	18.13	18.07	18.00	17.94	17.89	17.88	17.88	17.87	17.86	17.85		

VUE EN PROFIL DE LA VOIE - VOIE CN EMBRACHEMENT BUTLER ET VOIE CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES
H=1:1000 V=1:200

NOTE:

1. CES DESSINS SONT ÉMIS UNIQUEMENT POUR LA RÉVISION DES PILES P40 À P46.
2. LES VOIES CN EMBRACHEMENT BUTLER ET CENTRE DE MAINTENANCE POINTE-ST-CHARLES SONT AFFICHÉES SUR LA MÊME VUE DE PROFIL UTILISANT LES MÊME PM.

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenues confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

CONÇU	D. DROB, ing / P. KIM, ing.
DESSINÉ	I. NDOYE / J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	L. NI, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-07-05	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.
PB	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	D.D./P.K.

SCEAUX: ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC — Permis temporaire / Temporary Licence — Nom / Name: Firooz Panah — No. OIQ: PT02059 — Valide jusqu'au / Valid until: 2020-09-16 — Site: RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL — 10/03/2019

PLAN DE LOCALISATION

MANDATAIRE: NouvLR

CLIENT: Réseau express métropolitain

ÉCHELLES: 0 25 50 m — 0 5 10 — H=1:1000 V=1:200

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN

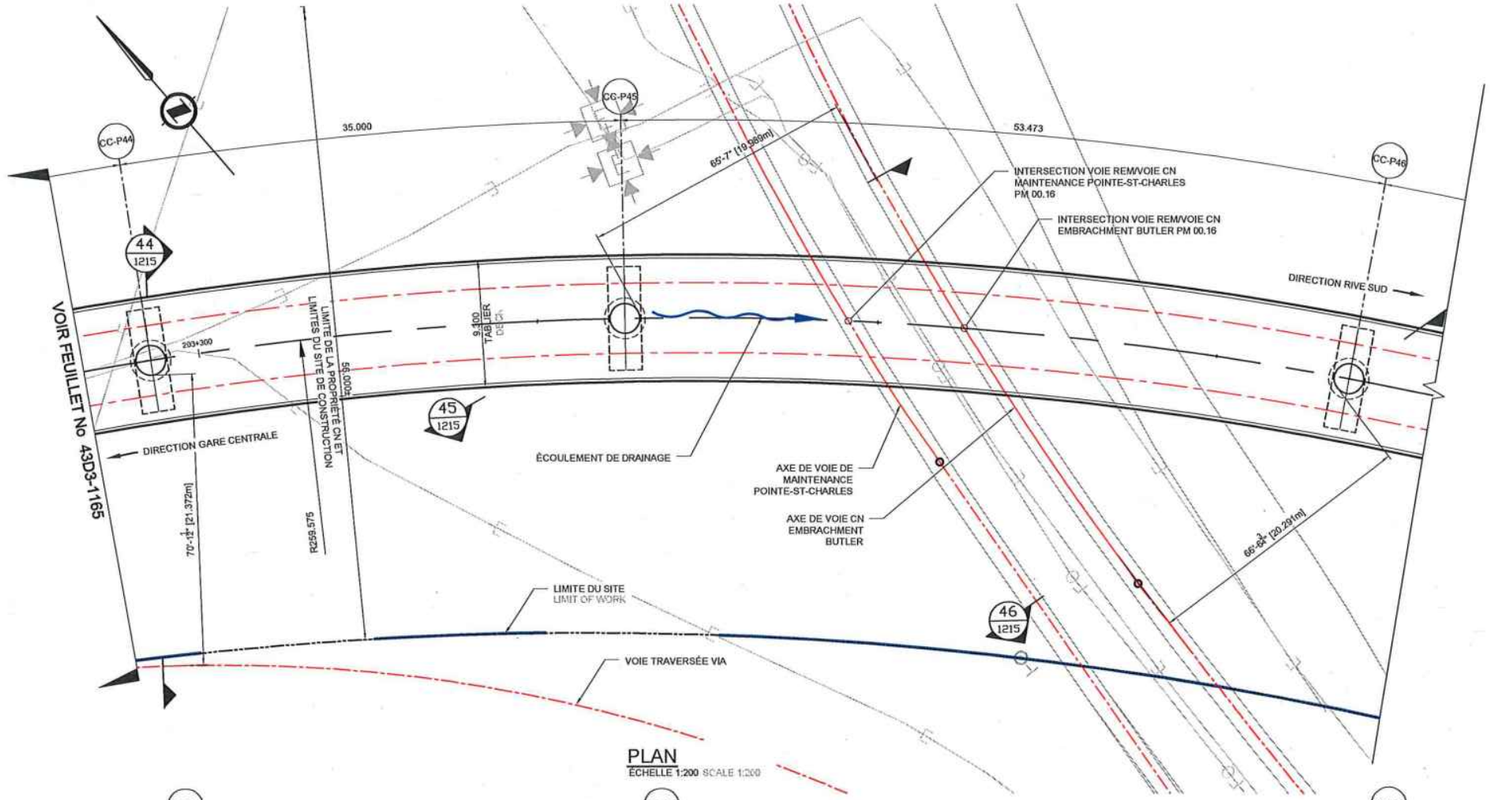
ANTENNE RIVE-SUD

STRUCTURE AÉRIENNE A53 & A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM72.39 ST-HYACINTHE

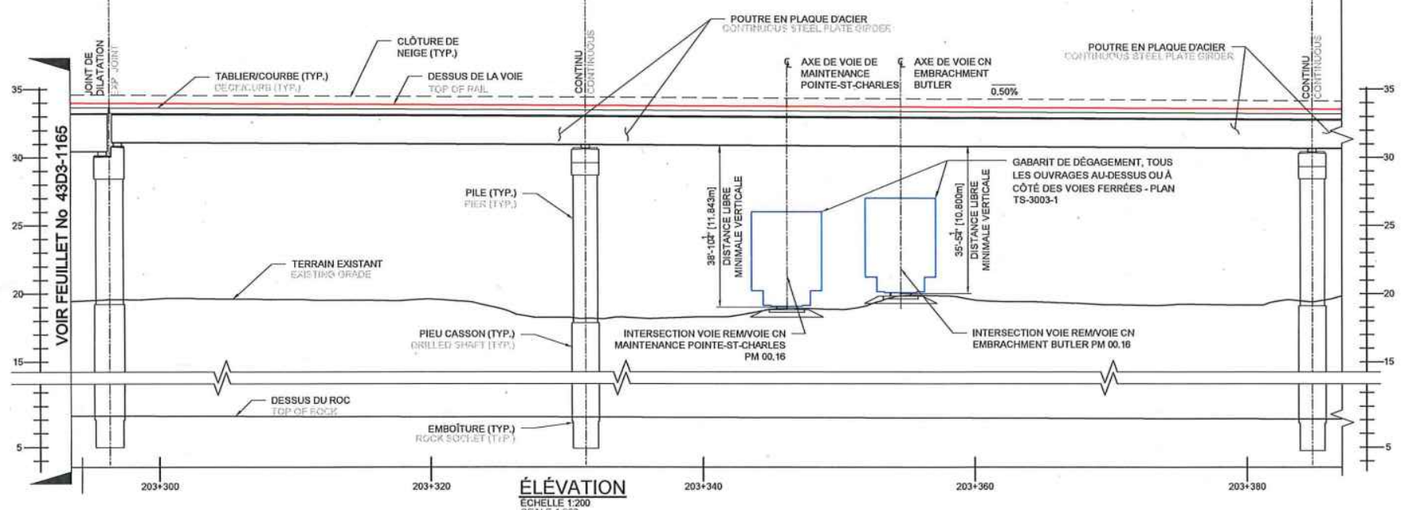
PLAN ET PROFIL (4/4)

NUMÉRO DE DESSIN: 602024-202600-10040-43D3-1138 — PB

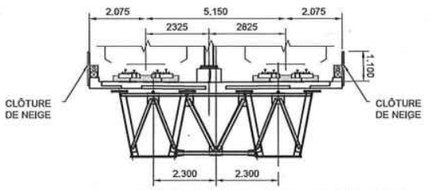
FEUILLET: PLAN&PROFIL 1-500 — DATE D'IMPRESSION: 2019-12-18 12:58 GAGNON, MARC — CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\REM_DMS\21470\602024-202600-10040-43D3-1138.DWG



PLAN
ÉCHELLE 1:200 SCALE 1:200



ÉLÉVATION
ÉCHELLE 1:200
SCALE 1:200



SECTION TYPIQUE (P40-P46)
ÉCHELLE 1:100

NOTES:

1. POUR NOTES, VOIR DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1163.

LÉGENDE

- A — AQUEDUC
- C — ÉGOUT COMBINÉ
- S — ÉGOUT SANITAIRE
- G — GAZODUC
- DRAINAGE
- O — OLÉODUC
- E — CÂBLE ÉLECTRIQUE SOUTERRAIN
- T — CÂBLE TÉLÉPHONIQUE SOUTERRAIN
- M — CÂBLE SOUTERRAIN DU MTQ
- V — CÂBLODISTRIBUTION SOUTERRAINE
- F.O. — CÂBLE TÉLÉCOMMUNICATION FIBRE OPTIQUE SOUTERRAIN

FEUILLET: 1166-P43-P46
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-08 8:35 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRE: C:\REM\2465214\7\D02024-202600-10040-43D3-1166.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-06-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farzad Panah
No. OIQ PT02059
Valide après / Valid after 2020-09-16
Site RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN/ MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentiels par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

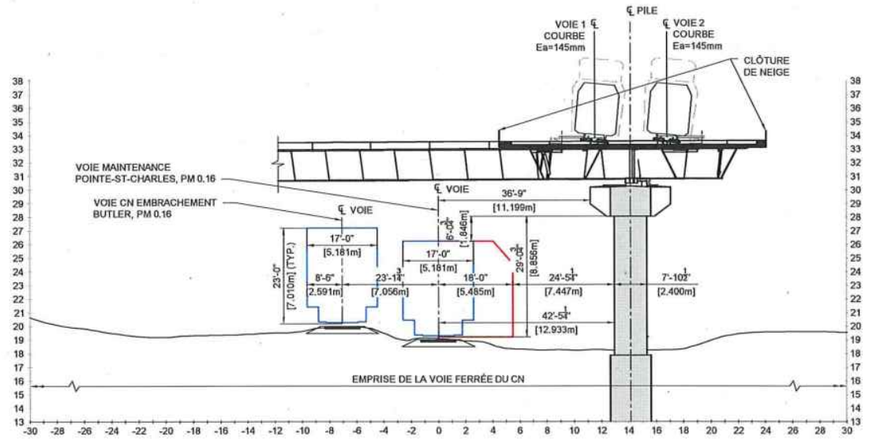
Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

0 5 10 m H=1:200

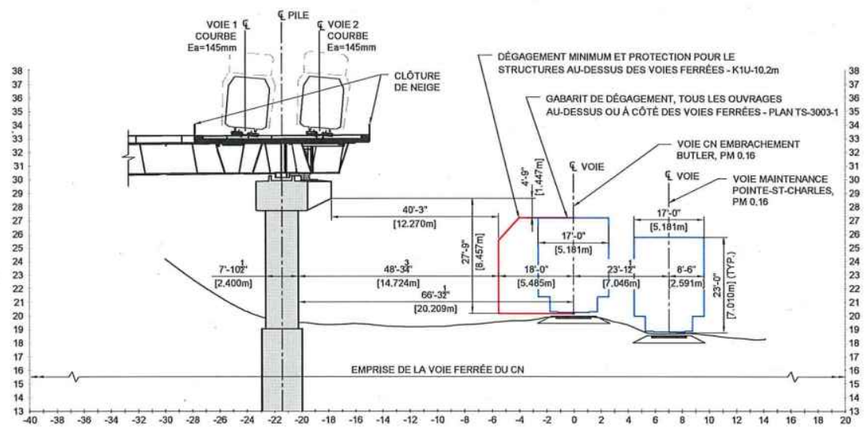
RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
1:200 PLAN ET ÉLÉVATION

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1166 PC



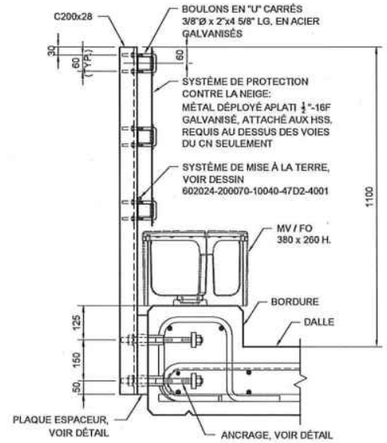
45 / 1166 COUPE - PILE CC-P45 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 166



46 / 1166 COUPE - PILE CC-P46 - DIRECTION RIVE SUD

ÉCHELLE 1:200



DÉTAIL - CLÔTURE DE NEIGE

ÉCHELLE

FEUILLET: PIERS 44-46
DATE D'IMPRESSION: 2019-10-09 12:41 PM BLOM, JEFF
CHEMIN ENREGISTRÉ: C:\PEM\SAS21\10\602024-202600-10040-4303-1215.DWG

FORMAT A1

CONÇU	L. E., ing. / P. K., ing.
DESSINÉ	J. BLOM, tech.
VÉRIFIÉ	F. PANAH, ing.
APPROUVÉ	F. PANAH, ing.

HISTORIQUE DE RÉVISION

RÉV	DATE	DESCRIPTION	PAR
PA	2019-08-14	ÉMIS POUR CONSENTEMENT CN	P.K.
PB	2019-07-16	ÉMIS POUR AVIS	P.K.
PC	2019-10-01	ÉMIS POUR AVIS	P.K.

SCEAUX

ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC
Permis Temporaire / Temporary Licence
Nom / Name Farooz Panah
No. OIQ PT02059
Mat après / Valid after 2020-09-18
Site RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN MONTRÉAL 10/01/2019

PLAN DE LOCALISATION

ÉMIS POUR PERMIS

Ce dessin et toutes les informations techniques mentionnées doivent être tenus confidentielles par le récipiendaire, toute utilisation ou reproduction de ce dessin est interdite sans le consentement écrit de NouvLR

MANDATAIRE

NouvLR

CLIENT

Réseau express métropolitain

ÉCHELLES

RÉSEAU EXPRESS MÉTROPOLITAIN
ANTENNE RIVE-SUD
STRUCTURE AÉRIENNE A63 AU-DESSUS DE LA VOIE FERRÉE DU CN: PM 72.39 ST-HYACINTHE
P44, P45, P46

NUMÉRO DE DESSIN 602024-202600-10040-43D3-1215 | PC

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1207797001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082), rendant applicable ce règlement au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon »

Il est recommandé :
D'édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082), rendant applicable ce règlement au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-07 17:48

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207797001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082), rendant applicable ce règlement au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon »

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082), ci-après le PR@M-Commerce, prévoit que le comité exécutif peut désigner un ou plusieurs secteurs de l'agglomération où ce Règlement pourra s'appliquer.
Le 9 janvier 2019, le comité exécutif annonçait que trois secteurs commerciaux ont fait l'objet d'une désignation. La demande soumise par la Société de développement de la Petite -Italie-Marché-Jean-Talon (SDC) figure parmi ceux-ci. La SDC a présenté une demande relative à une application du programme sur son territoire.

L'ordonnance rendant le Règlement applicable au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon » constitue la dernière étape avant l'application du PR@M-Commerce. Les commerçants et propriétaires d'immeubles commerciaux de ce secteur pourront s'inscrire au programme suite à l'adoption de cette ordonnance par le comité exécutif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0023 (9 janvier 2019) : désigner les territoires de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent, de la SDC Quartier Fleury Ouest et de la SDC Petite Italie - Marché Jean-Talon pour la mise en oeuvre du PR@M-Commerce en 2019.
CG15 0719 (26 novembre 2015) : adopter le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082) - Approuver les conditions et les critères de sélection sur la base desquels des secteurs seront désignés par ordonnance du comité exécutif.

DESCRIPTION

L'approbation de l'ordonnance rendra le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Commerce) (RCG 15-082) applicable au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon » à compter du 2 mars 2020.

Le Règlement indique les travaux pour lesquels une demande de subvention pourra être déposée ainsi que les conditions qui leur sont applicables. Tous les travaux admissibles sont assujettis à la réglementation municipale et un permis est requis préalablement à leur réalisation, assurant ainsi leur conformité.

JUSTIFICATION

La proposition de rendre le programme de subvention applicable au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon » à compter du 2 mars 2020 a fait l'objet d'une réflexion et de discussions avec les représentants de la SDC.
Par les travaux réalisés et les conditions particulières pour ceux-ci, le programme favorise des interventions complètes et de qualité ainsi que leur intégration au milieu. L'application du PR@M-Commerce permettra :

- d'améliorer la compétitivité des établissements commerciaux du secteur dans un contexte où la mise en valeur et la diversification de l'offre commerciale est importante pour assurer le dynamisme de la SDC;
- d'actualiser le cadre bâti et d'améliorer l'ambiance commerciale par des interventions physiques de qualité respectant les pratiques et les principes reconnus en design;
- de contribuer à l'amélioration continue de la qualité du milieu de vie des résidants de l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont été présentés dans le dossier décisionnel numéro 1151179004 et ont fait l'objet des approbations requises par le comité exécutif le 21 octobre 2015 (CE15 1924).
Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération car il vient appuyer les actions locales en matière de développement économique, telles que précisées au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Compte tenu du fait que le PR@M-Commerce encourage la participation et la concertation des gens d'affaires d'un secteur commercial, il favorise un milieu de vie complet et diversifié, notamment en termes de commerces. Aussi, puisque les travaux couverts par la subvention incluent ceux nécessaires à l'accessibilité universelle des commerces, le programme s'inscrit dans le principe qui vise une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Édicter cette ordonnance fera en sorte que le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082) pourra être applicable au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon » à compter du 2 mars 2020. La mise en oeuvre du programme va permettre, à terme, l'ajout de nouveaux espaces commerciaux et permettre ainsi le renforcement de la trame commerciale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue dans le cadre du présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en œuvre du programme dans le secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon » à compter du 2 mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Genevieve LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent MEUNIER
Commissaire adjoint

Tél : (514) 868-3073
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : (514) 868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-02-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207797001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Édicter une ordonnance, en vertu de l'article 4 du Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082), rendant applicable ce règlement au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1207797001 - Ord. RCG 15-082 Petite-Italie-Marché-Jean-Talon.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

ORDONNANCE

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À LA REVITALISATION DES RUES COMMERÇANTES (PROGRAMME RÉUSSIR@MONTRÉAL-COMMERCE) (RCG 15-082)
(Article 4)

ORDONNANCE ÉMISE AFIN DE DÉSIGNER LE SECTEUR « SDC PETITE-ITALIE-MARCHÉ-JEAN-TALON » AUX FINS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

À la séance du 19 février 2020, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

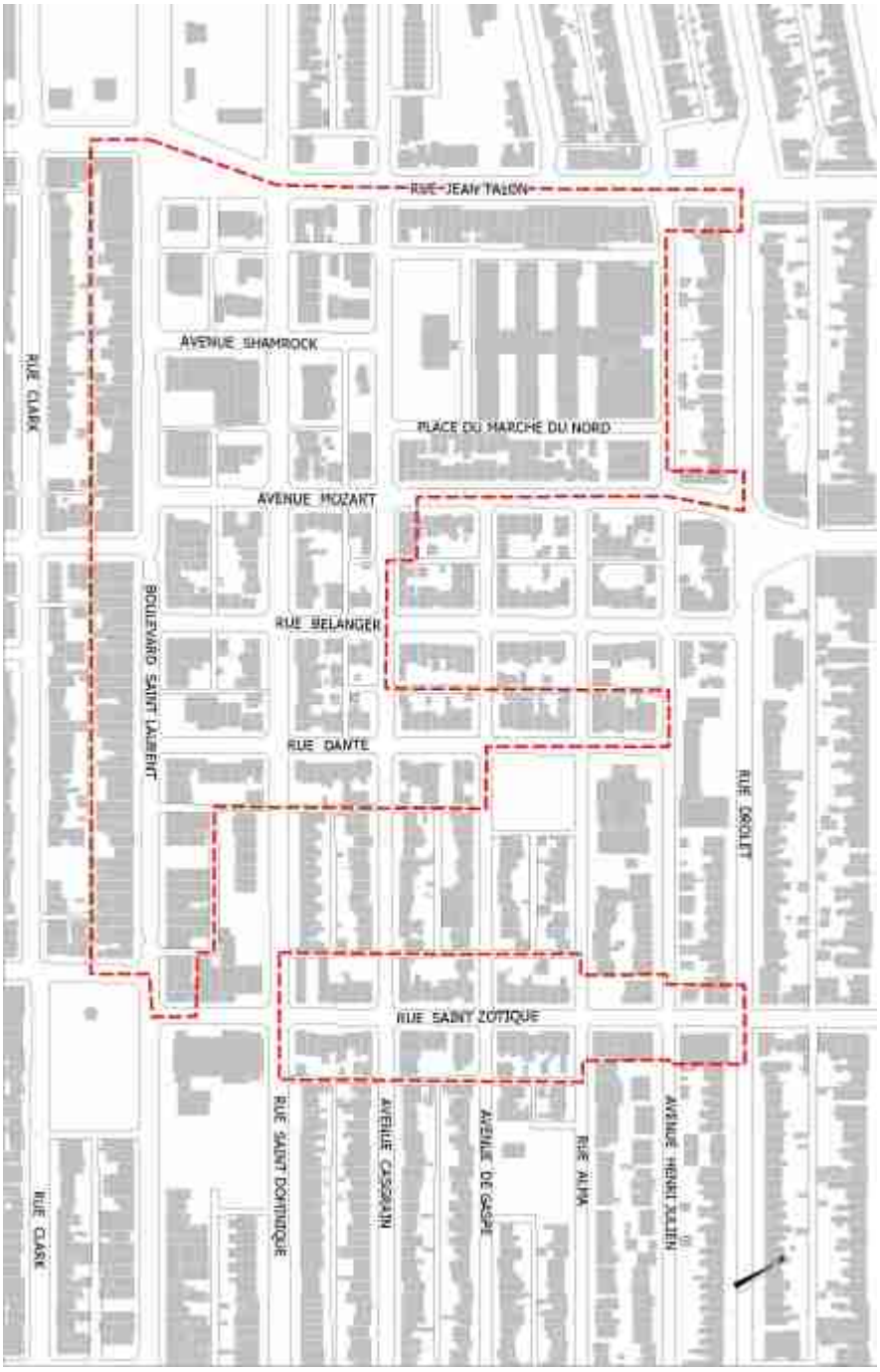
1. Que le Règlement sur les subventions relatives à la revitalisation des rues commerçantes (Programme Réussir@Montréal-Commerce) (RCG 15-082) s'applique au secteur « SDC Petite-Italie-Marché-Jean-Talon », identifié à l'annexe A, à compter du 2 mars 2020.

ANNEXE A
PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SDC PETITE-ITALIE - MARCHÉ-JEAN-TALON »

GDD 1207797001

ANNEXE A

PLAN DES LIMITES DU SECTEUR « SDC PETITE-ITALIE-MARCHE-JEAN-TALON »



CE : 40.002

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.003

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.004

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.005

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.006

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 40.007

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.008

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1203599002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) » aux fins de fixer une rémunération pour les élu.es qui siègent sur le comité de vérification

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) »

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-10 10:50

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203599002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) » aux fins de fixer une rémunération pour les élu.es qui siègent sur le comité de vérification

CONTENU

CONTEXTE

Le comité de vérification constitué en vertu de l'article 107.17 de la *Loi sur les cités et villes* est composé d'au plus 10 membres nommés par le conseil d'agglomération, sur proposition de la personne qui occupe le poste de maire de la Ville de Montréal. La loi prévoit que deux de ces membres doivent être membres du conseil d'agglomération représentant les villes reconstituées.

L'article 3 de la Charte du comité de vérification de la Ville de Montréal (CG10 0457) fournit des précisions additionnelles sur la composition de ce comité. Cet article prévoit que parmi les membres du comité :

- 2 doivent être des membres du conseil d'agglomération représentant les municipalités reconstituées;
- au moins 3 doivent être des membres du conseil municipal, préalablement désignés par ce conseil;
- au moins 2 doivent être des membres indépendants, parmi lesquels le conseil d'agglomération désigne le président.

Le comité de vérification actuellement est composé de 8 membres, soit 3 membres indépendants et 5 membres élu.es. (L'un de ces 5 postes est vacant depuis la démission, en décembre 2019, d'un membre représentant les villes reconstituées. Le dossier 1205330001 chemine au conseil d'agglomération pour pourvoir ce poste vacant.)

Toutefois, seuls les membres indépendants sont rémunérés pour les fonctions qu'ils exercent au sein du comité de vérification. Le *Règlement sur la rémunération des membres indépendants du comité de vérification* (08-046) prévoit que les membres indépendants reçoivent un jeton de présence de 750 $ pour leur participation à toute séance du comité de

vérification et à toute séance d'un sous-comité de celui-ci.

Dans le but d'assurer un traitement plus équitable de tous les membres du comité de vérification, le présent dossier propose d'établir une rémunération pour les membres élu.es qui siègent sur le comité de vérification.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 1092 - 26 novembre 2013 - Adoption du Règlement modifiant la rémunération des membres indépendants du comité de vérification

CG10 0457 - 16 décembre 2010 - Adoption de la la Charte du comité de vérification de la Ville de Montréal

CM08 0822 - 22 septembre 2008 - Adoption du Règlement sur la rémunération des membres indépendants du comité de vérification

DESCRIPTION

Il est proposé de modifier le *Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération* (RCG 06-053) par l'ajout d'une rémunération additionnelle payable au membre élu.e qui siège sur le comité de vérification.

La rémunération proposée est constituée d'un jeton de présence de 750 $/séance, jusqu'à concurrence du montant annuel qui peut être versé à un membre d'une commission permanente du conseil d'agglomération (soit 5 872 $, pour l'exercice 2020). Tout comme le jeton de présence versé aux membres indépendants en vertu du règlement 08-046, celui prévu pour les membres élu.es demeurera fixe (750 $ - non indexé). Par contre, le plafond annuel payable pour de tels jetons de présence est indexé.

Le montant maximal pouvant être alloué en jetons de présence tient notamment compte de la fréquence des séances du comité de vérification (en moyenne 7, au cours des trois dernières années).

Ce projet de règlement contient aussi quelques ajustements de nature technique pour prévoir la rémunération des membres d'un « comité » et supprime une disposition devenue caduque depuis l'abolition dans la Loi sur le traitement des élus municipaux (RLRQ, c. T-11.001) du plafonnement des rémunérations.

Ce règlement prendra effet à compter de sa publication.

JUSTIFICATION

Le paiement d'un jeton de présence de 750 $ aux membres élu.es permet d'assurer un traitement plus équitable de l'ensemble des membres du comité de vérification. Par ailleurs, en plafonnant le montant payable à celui versé annuellement à un membre d'une commission permanente du conseil d'agglomération, le projet de règlement vise un traitement équitable des élu.es qui occupent des fonctions additionnelles similaires, tout en assurant un contrôle des coûts associés à la rémunération des élu.es.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Rémunération additionnelle maximale de 5 872 $ / année pour les 5 membres élu.es qui siègent sur le comité de vérification.

Cette dépense sera assumée à même les crédits prévus au budget du Service du greffe pour la rémunération des élu.es.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Avis public détaillant le contenu du projet de règlement et annonçant la date, l'heure et le lieu de l'assemblée où est prévue l'adoption du règlement
- Avis public de promulgation du règlement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis de motion, dépôt et présentation du projet de règlement - février 2020
- Avis public au moins 21 jours avant l'assemblée prévue pour l'adoption du règlement (a. 9 LTÉM)
- Adoption du règlement lors d'une assemblée ordinaire - mars 2020 (par une majorité aux 2/3 des voix des membres du conseil d'agglomération et voix favorables de la mairesse de Montréal)
- Entrée en vigueur et prise d'effet du règlement - début avril 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Ronald ST-VIL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne L'ANGLAIS
Avocate

Tél : 872-3357
Télécop. : 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-07

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division - Élections, soutien aux commissions et réglementation

Tél : 514 872-6957
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-02-10

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 06-053-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION (RCG 06-053)

Vu l'article 2 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (RLRQ, chapitre T-11.001);

Vu l'article 21 du Décret 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du XXXXXXXX 2020, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le titre Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) est modifié par l'insertion, après le mot « commissions », des mots « et comités ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le mot « commission », des mots « ou d'un comité ».

3. L'article 3 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « , sous réserve du maximum qui lui est applicable en vertu de la loi ».

4. L'article 5 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin de l'article, de l'alinéa suivant :

« Le présent article ne s'applique pas au jeton de présence prévu à l'annexe B pour la fonction de membre du comité de vérification de la Ville de Montréal. ».

5. L'annexe B du Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) est modifié par :

1° l'insertion, dans le titre de cette annexe, après le mot « commission » des mots « ou d'un comité »;

2° l'ajout, à la fin de cette annexe, de la fonction et de la rémunération additionnelle suivantes :

FONCTION	RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE
Membre du comité de vérification de la Ville de Montréal	750 $ / séance du comité de vérification ou d'un sous-comité de celui-ci, jusqu'à concurrence de la rémunération annuelle payable au membre d'une commission du conseil d'agglomération.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXXXXXXXXXX.

Dossier : 1203599002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203599002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Objet :	Adopter un règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération et des membres des commissions du conseil d'agglomération (RCG 06-053) » aux fins de fixer une rémunération pour les élu.es qui siègent sur le comité de vérification

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1203599002 Règlement sur le traitement des membres du conseil d'agglomération.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ronald ST-VIL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-2999

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-10

André POULIOT
Conseiller budgétaire
Tél :
(514) 872-5551
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.009

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1196194003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - phase 1.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - phase 1.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-01-31 14:49

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196194003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - phase 1.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet Sainte-Catherine Ouest comprend l'aménagement de la surface et le remplacement ou la réhabilitation des infrastructures souterraines de l'artère.
La phase 1 du projet porte sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre les rues Mansfield et De Bleury (lot 1) et inclut le square Phillips, la place du Frère-André et les rues adjacentes (lot 2). La phase 2 porte sur la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue Mansfield et l'avenue Atwater.

Cette première phase est financée grâce à deux règlements d'emprunt. Un premier règlement d'emprunt d'agglomération a été obtenu en 2015 (95 000 000 $ - Règlement RCG 15-034). En 2017, un deuxième règlement d'emprunt corporatif a été adopté suite à une entente conclue entre la Ville et les villes reconstituées sur l'aménagement du centre-ville. À titre informatif, cette entente prévoyait qu'à partir de l'exercice financier de 2017, l'aménagement et le réaménagement du domaine public du centre-ville deviendraient une compétence municipale et qu'en contrepartie, les municipalités reconstituées verseraient à la Ville de Montréal une contribution indexée annuellement (réf. : Décret 1229-2005 concernant l'agglomération de Montréal, 8 décembre 2005). Le montant du règlement d'emprunt corporatif ainsi obtenu correspond au montant résiduel du règlement d'emprunt d'agglomération au moment de l'adoption en 2017, soit 94 234 414 $.

Dans le cadre du programme triennal d'immobilisation (PTI) 2020-2022, des investissements sont prévus pour financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest - phase 1. Malgré un report de certains travaux après 2022 depuis l'adoption de ce programme, occasionnant une baisse des prévisions pour la période 2020-2022, les crédits disponibles au règlement d'emprunt corporatif sont insuffisants.

Le présent dossier porte sur l'adoption d'un règlement d'emprunt corporatif de 20 000 000 $ afin d'augmenter le montant total des crédits disponibles à 114 234 414 $. Ce montant additionnel servira à financer les investissements prévus jusqu'à la fin de l'année 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1251 – 11 décembre 2019 – Adoption du programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal.

CM17 0191 – 20 février 2017 – Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 94 234 414 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par le règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest incluant, notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain (RCG 15-034).

CG15 0207 – 26 mars 2015 – Adopter un règlement d'emprunt de 95 000 000 $ afin de financer le projet de la rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 1 incluant notamment la mise à niveau des infrastructures souterraines et l'aménagement urbain.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt corporatif de 20 000 000 $ afin de financer, pour les années 2020, 2021 et 2022, les travaux de la phase 1 du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest qui fait partie du PTI 2020-2022.
La phase 1 se réalise en plusieurs étapes :

Travaux déjà réalisés ou en cours :
- Réhabilitation de la conduite d'égout principale (égout collecteur) entre la rue De Bleury et le boulevard Robert-Bourassa (2018);
- Travaux de la CSEM entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourassa (2018);
- Lot 1A – Infrastructures souterraines entre la rue De Bleury et le boulevard Robert-Bourassa (2019);
- Lot 1A – Aménagement entre la rue De Bleury et le boulevard Robert-Bourassa (en cours jusqu'au mois de novembre 2020);
- Lot 2A – Décontamination des vespasiennes du square Phillips (2019).

Travaux à venir :
- Lot 1B – Infrastructures souterraines entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue Mansfield (2020);
- Lot 1B – Aménagement entre le boulevard Robert-Bourassa et la rue Mansfield (2021);
- Lot 2D – Infrastructures souterraines et aménagement du square Phillips et de la rue Union (2020-2021);
- Lot 2E – Infrastructures souterraines et aménagement de la place du Frère-André, les rue Cathcart et Place Phillips ainsi que le réaménagement de l'intersection René-Lévesque / Côte du Beaver Hall (2024-2025).

L'obtention de crédits additionnels est maintenant requise pour être en mesure d'octroyer les contrats d'exécution des travaux pour les lots 1B – Aménagement et 2D, tel que prévu au PTI 2020-2022.

Les investissements prévus pour les années 2023-2025 feront l'objet d'une demande d'augmentation de crédits ultérieure (lot 2E) du règlement d'emprunt corporatif.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux d'aménagement et d'infrastructures souterraines.
Lors de l'annonce du projet en 2015, le budget établi pour réaliser la phase 1 était de 95 000 000 $. Depuis cette annonce, la Ville a dû réviser cette prévision budgétaire à la hausse en raison de plusieurs facteurs et ajustements qui ont eu un impact sur la planification initiale. Ceux-ci sont notamment liés à :

- la surchauffe du marché causée par la multitude des chantiers d'envergure en cours, tel que celui du REM et de la STM;
- l'annulation de deux appels d'offres (manque de soumissions ou réception de soumissions ne reflétant pas les coûts estimés des travaux);
- la hausse des coûts d'inflation liée au report de certains travaux suite à l'annulation d'appels d'offres;
- la complexité du projet et des conditions du chantier situé dans un secteur névralgique de la ville;
- la compression des délais de réalisation des travaux nécessitant un horaire de travail 24h/24, 7j/7.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 75015 - Réaménagement - rue Sainte-Catherine Ouest - Phase 1 : De Bleury à Mansfield et Square Phillips prévu à la programmation du PTI 2020-2022. Les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les grands principes et engagements de la Ville, tel que détaillés dans le Plan Montréal durable 2016-2020, ont été pris en compte dans la planification des travaux.
Le règlement d'emprunt proposé rendra possible la réalisation de travaux visant, notamment :
- à optimiser la gestion de l'eau (action 7 du PMD);
- à augmenter le couvert végétal par la plantation d'un nombre important d'arbres sur rue (action 4 du PMD);
- ainsi qu'à favoriser les déplacements actifs, en accordant plus de place aux piétons (action 1 du PMD).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence de ce règlement d'emprunt, l'octroi des contrats d'exécution des travaux des lots 1B – Aménagement et 2D ne pourrait pas avoir lieu. Un report de l'adoption du règlement d'emprunt repousserait le début des travaux rendant difficile l'arrimage de ceux-ci avec les chantiers en cours au centre-ville tel que celui du REM, de la STM et de la tour Brivia. De plus, les tronçons de la rue Sainte-Catherine Ouest situés entre la rue Mansfield et le boulevard Robert-Bourrassa (lot 1B – Amenagement) ainsi que le square Phillips (lot 2D) devraient alors faire l'objet de travaux d'aménagement de surface temporaire dans l'attente de l'aménagement final. Enfin, ce report mettrait à risque la finalisation d'une grande partie des travaux dans les délais prévus pour la phase 1.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : Conseil municipal du 24 février 2020
2. Adoption : Conseil municipal du 23 mars 2020
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation
4. Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement

5. Présentation du sommaire décisionnel pour l'octroi du contrat d'exécution des travaux du lot 2D : CE 10 juin 2020
6. Octroi du contrat pour l'exécution des travaux du lot 2D : CM 24 août 2020
7. Exécution des travaux du lot 2D : septembre 2020 à novembre 2021
8. Octroi du contrat pour l'exécution des travaux du lot 1B – Aménagement : CM 14 décembre 2020
9. Exécution des travaux du lot 1B – Aménagement : mars à novembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie BÉLANGER
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-8480
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-21

Christianne RAIL
Chef de section

Tél : 514 872-4854
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-01-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1196194003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - phase 1.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1196194003 - Travaux Ste-Catherine.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 20 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX PRÉVUS DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA RUE SAINTE-CATHERINE OUEST

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 20 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest incluant la mise à niveau d'infrastructures souterraines et l'aménagement urbain.

2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1196194003

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196194003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Direction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer les travaux prévus dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest - phase 1.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD 1196194003.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-8787

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-30

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier - Pôle Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.010

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1207652001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2020

Il est recommandé
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE02-004), afin de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2020.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-02-05 11:10

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207652001**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2020

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires (RCE 02-004) précise les éléments de délégation ainsi que la hiérarchie administrative applicable. Cette hiérarchie est détaillée dans une annexe qui accompagne le règlement. Ce règlement s'applique à tous les services municipaux, à l'Ombudsman, à la Commission de la fonction publique et au Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0194 - 13 février 2019 : Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A à la suite de l'adoption du budget 2019 ainsi que de la réorganisation administrative

CE18 1562 - 12 septembre 2018 : d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) » afin de mettre à jour l'annexe A à la suite de réorganisations administratives

CE18 0235 - 7 février 2018 : d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE02-004) », afin de mettre à jour l'annexe A à la suite de l'adoption du budget 2018

CE17 0243 - 22 février 2017: d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) », dans le but de refléter les modifications apportées par le budget 2017.

CE16 0850 - 18 mai 2016 : d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) », dans le but de refléter les modifications apportées par le budget 2016 ainsi que la poursuite de la réorganisation administrative

DESCRIPTION

L'annexe A du Règlement RCE 02-004 doit être actualisée afin de refléter les ajustements aux structures administratives à la suite de l'adoption du budget 2020. Peu de changements sont nécessaires cette année. Des modifications mineures sont effectuées, entre autres, au Service du greffe, au Service de la concertation des arrondissements, au Service des finances et au Service de l'urbanisme et de la mobilité, afin de refléter une réévaluation des besoins opérationnels au sein de ces unités.

JUSTIFICATION

La mise à jour de l'annexe A du Règlement RCE 02-004 est une opération courante visant à ajuster la délégation des pouvoirs aux fonctionnaires aux modifications organisationnelles induites par un nouveau budget, une réorganisation administrative ou par une réévaluation des besoins opérationnels au sein de chaque unité. Depuis plusieurs années, la mise à jour principale de l'annexe A se fait sur une base annuelle au mois de février.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise à jour de l'annexe A du Règlement RCE 02-004 est requise afin d'assurer l'efficacité organisationnelle.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif du 19 février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Renaud GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle A GAUTHIER
Chargée de dossiers

Tél : 514-868-4296
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-31

Domenico ZAMBITO
Chef de division soutien aux instances

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Serge LAMONTAGNE
Directeur général
Tél :
Approuvé le : 2020-02-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207652001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Cabinet du directeur général , Division du soutien aux instances
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et aux employés (RCE 02-004) afin de mettre à jour l'annexe A, à la suite de l'adoption du budget 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement et son annexe afférente.

FICHIERS JOINTS

2020-02-03 - Règl. mod. le Règlement délégation RCE 02-004.doc

2020- Annexe A - Assemblé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renaud GOSSELIN
Avocat

Tél : 514-868-4132

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-03

Jean-Philippe GUAY
Avocat - Chef de division
Droit public et législation
Tél : 514-872-6887
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU COMITÉ EXÉCUTIF SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS (RCE 02-004)

Vu l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____2020, le comité exécutif décrète :

1. Le Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004) est modifié par le remplacement de l'annexe A « Délégation de pouvoirs » par le document joint en annexe au présent règlement.

ANNEXE
DÉLÉGATION DE POUVOIRS

_____

GDD : 1207652001

DÉLÉGATION DE POUVOIRS

Annexe A

Mise à jour le **24 janvier 2020**

Montréal
Division du soutien aux instances
Direction générale

Hôtel de ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Bureau 119
Montréal (Québec) H2Y 1C6

ANNEXE A

TABLE DES MATIÈRES

Services sous la gouverne du directeur général

Cabinet du directeur général 1
Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal 2
Bureau des relations gouvernementales et municipales 3
Contrôleur général 4
Division soutien aux instances 5

Services sous la gouverne du directeur général

Service des affaires juridiques 6
Service de police de la Ville de Montréal 7
Service de sécurité incendie de Montréal 8
Service des finances ..... 9 et 10
Service des ressources humaines ..... 11 et 12

Services sous la gouverne du DGA – Services institutionnels

Service de l'approvisionnement 13
Service de l'évaluation foncière 14
Service de la gestion et de la planification immobilière 15
Service de la performance organisationnelle 16
Service du greffe 17
Service du matériel roulant et des ateliers 18
Bureau des relations internationales 19
Bureau des projets et programmes d'immobilisations 20

Services sous la gouverne du DGA – Mobilité et Attractivité

Service de l'eau ..... 21, 22 et 23
Service des grands parcs, du mont-Royal et des sports 24
Service des infrastructures du réseau routier 25
Service de l'urbanisme et de la mobilité ..... 26 et 27

Services sous la gouverne du DGA – Qualité de vie

Bureau de la transition écologique et de la résilience 28
Service de l'espace pour la vie 29
Service de la culture 30
Service de la diversité et de l'inclusion sociale 31
Service de l'environnement 32
Service du développement économique 33
Service de l'habitation 34

Services sous la gouverne du DGA – Services aux citoyens

Service de la concertation des arrondissements 35
Service des technologies de l'information 36
Service de l'expérience citoyenne et des communications 37

Organismes sous la gouverne du conseil de ville

Commission de la fonction publique de Montréal 38
Ombudsman de Montréal 39

Organisme sous la gouverne du conseil d'agglomération

Secrétariat de liaison de l'agglomération de Montréal 40

ANNEXE A

SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Directeur général	Selon budget

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur général adjoint – Service aux citoyens	Selon budget
Directeur général adjoint – Mobilité et attractivité	Selon budget
Directeur général adjoint – Qualité de vie	Selon budget
Directeur général adjoint – Services institutionnels	Selon budget
Directeur adjoint au directeur général	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistante administrative	15 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction – Directeur de premier niveau	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

LABORATOIRE D'INNOVATION URBAINE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	30 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

ANNEXE A

BUREAU DES RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET MUNICIPALES

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des relations gouvernementales et municipales	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Conseiller en planification – Bureau des relations gouvernementales et municipales	2 000 $
Chargé de dossiers	2 000 $

ANNEXE A

SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CONTRÔLEUR GÉNÉRAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Contrôleur général	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Conseiller en gestion – Ressources financières	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

ANNEXE A

DIVISION DU SOUTIEN AUX INSTANCES

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

Direction du service

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – soutien et processus – affaires juridiques	Selon budget
Chef de division – Affaires policières	Selon budget
Chef de division – Droit du travail	Selon budget
Chef de division du greffe et greffier – Cour municipale	Selon budget
Chef de division – Perception et des services à la clientèle	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Avocat relevant directement du directeur de service et avocat en chef et responsable de l'analyse des honoraires juridiques	Selon budget
Chef de section (division – soutien et processus – affaires juridiques)	Selon budget
Chef de section – soutien général	Selon budget

Direction des affaires civiles

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur et avocat en chef adjoint – Affaires civiles	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Bureau des réclamations	Selon budget
Chef de division – Affaires civiles	Selon budget
Chef de division – soutien et processus – affaires juridiques	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – soutien général	Selon budget

Direction des poursuites pénales et criminelles

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Poursuites pénales et criminelles	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Poursuites pénales et criminelles	Selon budget
Chef de division – Soutien et processus – Affaires juridiques	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – soutien général	Selon budget

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Police	Selon budget
Directeur adjoint	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Inspecteur-chef	Selon budget
Chef de service	Selon budget
Chef de division	Selon budget
Chef – Vérification et évaluation SPVM	Selon budget
Inspecteur – Prévention et sécurité urbaine	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Inspecteur	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget
Commandant	Selon budget
Chef de module	Selon budget
Chef de section – Soutien général	Selon budget
Responsable de relève	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Lieutenant	Selon budget
Lieutenant-détective	Selon budget
Préposé au soutien administratif	Selon budget
Agent de bureau principal	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Secrétaire	Selon budget
Sergent	Selon budget
Sergent détective	Selon budget
Sergent superviseur de quartier	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Sécurité incendie	Selon budget
Directeur adjoint – Direction des opérations	Selon budget
Directeur adjoint – Direction stratégique et de la prévention incendie	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistants-directeurs	Selon budget
Chef de division – Division des services techniques	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget
Chef de section – Centre de sécurité civile	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs aux opérations	Selon budget
Chefs de section	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – Directeur de premier niveau	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Secrétaire d'unité administrative	Selon budget
Agent de bureau	Selon budget
Préposés au secrétariat	Selon budget

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES FINANCES

Cabinet du directeur

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service et trésorier	Selon budget

Direction du conseil et du soutien financier

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Conseil et soutien financier	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Hôtel-de-ville	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Développement	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Brennan	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Eau - Environnement	Selon budget
Chef de division – Conseil et soutien financier – Point de service – Sécurité publique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Eau - Environnement	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Hôtel-de-ville	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Brennan	Selon budget
Chef de section – Conseil et soutien financier – Point de service – Sécurité publique	Selon budget

Direction de la comptabilité et des informations financières

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Comptabilité et informations financières	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Comptabilisation Revenus et contrôles financiers	Selon budget
Chef de division – Informations financières	Selon budget
Chef de division – Gestion des paiements	Selon budget
Chef de division – Comptabilisation des charges et expertise comptable	Selon budget

Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Budget et planification financière et fiscale	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Planification budgétaire et fiscale	Selon budget
Chef de division – Mise en œuvre et suivi budgétaire corporatif	Selon budget
Chef de division – Plan de l'investissement	Selon budget

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES FINANCES (suite)

Direction du financement, de la trésorerie et du bureau de retraite

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Financement, trésorerie et Bureau de la retraite	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Gestion de la dette et de la trésorerie	Selon budget
Chef de division – Comptabilisation et du contrôle des caisses de retraite	Selon budget
Chef de division – Financement, placement et gestion du risque	Selon budget
Chef de division – Gestion des rentes	Selon budget
Chef de division – Actuariat et développement	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Services aux participants I	Selon budget
Chef de section – Services aux participants II	Selon budget
Chef de section – Services aux participants III	Selon budget

Direction des revenus

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE
Directeur – Revenus	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE
Chef de division – Facturation	Selon budget
Chef de division – Perception et encaissements	Selon budget
Chef de division – Gestion de l'information	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE
Chef de section – Taxation	Selon budget
Chef de section – Mutations immobilières	Selon budget
Chef de section – Revenus divers	Selon budget
Chef de section – Enquêtes	Selon budget
Chef de section – Encaissement	Selon budget
Chef de section – Traitement des crédits	Selon budget
Chef de section – Perception foncière et service à la clientèle	Selon budget
Chef de section – Perception autres revenus	Selon budget

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Cabinet du directeur

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Ressources humaines	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction des relations de travail

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Relations de travail et négociateur en chef	Selon budget
Adjoint au Directeur des relations de travail	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Direction de la dotation et diversité en emploi

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Dotation et diversité en emploi	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction de la rémunération globale et des systèmes d'information RH

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Rémunération globale et systèmes d'information RH	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES (suite)

Direction de la santé, sécurité et mieux-être

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Santé, sécurité et mieux-être	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Direction partenaires d'affaires ressources humaines

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – partenaires d'affaires ressources humaines	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE L'APPROVISIONNEMENT

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Approvisionnement	Selon budget
Directeur	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget
Gérant	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Conseiller en approvisionnement	Selon budget
Agent d'approvisionnement niveau II	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent d'approvisionnement niveau I	Selon budget

Niveau F

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de distribution principal	10 000 $
Préposé à l'approvisionnement	10 000 $
Préposé au soutien administratif	10 000 $
Agent de bureau principal	10 000 $

Niveau G

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de distribution	5 000 $
Secrétaire de direction, directeur de premier niveau	5 000 $
Agent de bureau	5 000 $

Niveau H

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de gestion en ressources financières et matérielles	2 000 $
Préposé - Qualité approvisionnement	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $
Secrétaire d'unité administrative	2 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Évaluation foncière	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction (Octroi de contrats et autorisation de dépenses seulement)	5 000 $

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Préposé au soutien administratif – Approvisionnement (Autorisation de dépenses seulement selon article 27)	2 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Gestion et planification immobilière	Selon budget
Directeur gestion immobilière et exploitation	Selon budget
Directeur optimisation, sécurité et propreté	Selon budget
Directeur transactions immobilières	Selon budget
Directeur bureau de projet et services administratifs	Selon budget
Directeur gestion de projets immobiliers	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Chef d'équipe – Direction de la gestion des projets immobiliers	Selon budget
Gérants d'immeubles	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction – directeur de premier niveau	2 000 $
Secrétaires de direction	2 000 $
Préposés au soutien administratif	2 000 $
Contremaîtres et régisseurs	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DE LA PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Performance organisationnelle	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de direction – Amélioration continue et architecture d'affaires	Selon budget
Chef de division – Chantier d'implantation de la gestion par activités et étalonnage	Selon budget
Chef de division – Soutien aux chantiers de performance	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Soutien aux chantiers de performance	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DU GREFFE

Direction du service

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Greffe et greffier de la Ville	Selon budget
Chef de division – Soutien aux élus	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division et greffier adjoint – réglementation, accès à l'information et élections	Selon budget
Chef de division – Soutien au greffe et adjoint au directeur	Selon budget
Chef de division – Soutien aux commissions, aux conseils consultatif et au Bureau de la présidence du conseil	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Gestion documentaire et archives	Selon budget
Responsable – Soutien aux élus niveau 2	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire recherchiste	1 000 $

Cabinet de la mairesse et du comité exécutif

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Cabinet de la mairesse et du comité exécutif	Selon budget

Cabinet du chef de l'opposition officielle

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur du cabinet – Cabinet du chef de l'Opposition officielle	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Matériel roulant et ateliers	Selon budget
Directeur – Ateliers mécaniques et de proximité	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Planification et soutien aux opérations	Selon budget
Chefs de division – Ateliers mécaniques	Selon budget
Chef de division – Sécurité publique	Selon budget
Chef de division – Services et produits spécialisés	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Service à la clientèle	Selon budget
Chef de section – Formation	Selon budget
Chef de section – Planification opérationnelle	Selon budget
Chef de section – Ingénierie	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de gestion	10 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Gérants d'atelier	3 000 $
Contremaîtres d'atelier	3 000 $
Préposé au soutien administratif	3 000 $
Secrétaire de direction	3 000 $
Secrétaires d'unité administrative	3 000 $
Agents de bureau	3 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - SERVICES INSTITUTIONNELS

BUREAU DES RELATIONS INTERNATIONALES

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des relations internationales	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef du Bureau de protocole et d'accueil	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	Selon budget

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES INSTITUTIONNELS

BUREAU DES PROJETS ET PROGRAMMES D'IMMOBILISATIONS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Bureau des projets et des programmes d'immobilisations	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef – bureau de projets stratégiques et prioritaires et adjointe au directeur	Selon budget

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'EAU

Direction

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Stratégies et pratiques d'affaires	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Coordination des travaux	Selon budget
Chef de section – Services administratifs	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction premier niveau	3 000 $
Préposé au soutien administratif (Section soutien général)	3 000 $

Direction de l'eau potable

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Direction de l'eau potable	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Infrastructures usines et réservoirs	Selon budget
Chef de l'exploitation des usines d'eau potable : Division Exploitation usines et réservoirs	Selon budget
Chef de division – Infrastructures réseau principal	Selon budget
Chef de division – Coordination, planification et logistique	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – Usine des Baillets	Selon budget
Chef de section – Usine Atwater	Selon budget
Chef de section – Usine Pierrefonds	Selon budget
Chef de section – Usine Pointe-Claire	Selon budget
Chef de section – Gestion d'actifs et projets	Selon budget
Chef de section – Logistique et gestion des contrats	Selon budget
Chef de section – Exploitation réseau	Selon budget
Chef de section – Réservoirs	Selon budget
Chef de section – Bureau Projet 1	Selon budget
Chef de section – Bureau Projet 2	Selon budget
Chef de section – Automatisation	Selon budget
Chef de section – Gestion d'actifs, projets et entretien	Selon budget
Chef de section – Projets de construction	Selon budget
Chef de section – Planification entretien, ingénierie, soutien à l'exploitation	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Contremaîtres	Selon budget
Planificateurs	Selon budget
Responsables des opérations	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'EAU (suite)

Direction de l'eau potable (suite)

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $
Contremaîtres	3 000 $
Planificateurs	3 000 $

Direction de l'épuration des eaux usées

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de l'épuration des eaux usées	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Surintendant – Soutien à l'exploitation	Selon budget
Surintendant – Entretien	Selon budget
Surintendant – Opération	Selon budget
Surintendant – Ingénierie et procédés	Selon budget
Surintendant – Collecteurs et bassins	Selon budget
Directeur de projet - Désinfection	Selon budget
Chef de projet – Désinfection	Selon budget
Chef de projet – Études et plan directeur	Selon budget
Chef de projet – Réalisation des travaux	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Assistant-surintendant – Collecteurs et bassins	Selon budget
Assistant-surintendant – Ingénierie et procédés	Selon budget
Assistant-surintendant – Opération	Selon budget
Assistant-surintendant – Entretien	Selon budget
Chef de section – Études et plan directeur	Selon budget
Chef de section – Automatisation	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs d'atelier	Selon budget
Planificateurs - Entretien	Selon budget
Responsable des intercepteurs	Selon budget
Responsable magasin et approvisionnement	Selon budget
Responsable des opérations	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Direction des réseaux d'eau

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur des réseaux d'eau	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'EAU (suite)

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – planification des investissements	Selon budget
Chef de division – gestion durable de l'eau	Selon budget
Chef de projet – gestion de l'eau	Selon budget
Chef de division – expertise d'entretien	Selon budget

Direction des réseaux d'eau (suite)

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section – système de régulation de pression	Selon budget
Chef de section – mesure de la consommation de l'eau	Selon budget
Chef de section – réglementation	Selon budget
Chef de section – Sud	Selon budget
Chef de section – Nord	Selon budget
Chef de section – plan directeur	Selon budget
Chef de section – planification	Selon budget
Chef de section – intervention	Selon budget
Chef de section – formation	Selon budget
Chef de section – plomb dépistage	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $
Préposés au soutien administratif	3 000 $
Planificateurs d'entretien eau	3 000 $
Contremaîtres	3 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT ROYAL ET DES SPORTS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Grands parcs du mont Royal et des sports	Selon budget
Directeur de direction	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Contremaître	Selon budget
Régisseur	Selon budget
Architecte paysagiste – Chef d'équipe	Selon budget
Conseiller en aménagement – Chef d'équipe	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de premier niveau	Selon budget
Secrétaire de direction	Selon budget
Préposé au soutien administratif	Selon budget
Conseiller en analyse - contrôle de gestion	Selon budget
Agent de bureau	Selon budget
Secrétaire d'unité administrative	Selon budget
Agent de distribution - Équipements municipaux	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DES INFRASTRUCTURES DU RÉSEAU ROUTIER

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget

Direction des infrastructures

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Infrastructures	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

Direction de la gestion du portefeuille des projets

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Gestion du portefeuille de projets	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

ANNEXE A

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ

Direction du service

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Urbanisme et mobilité	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur premier niveau	2 000 $

Direction de l'urbanisme

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Urbanisme	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Direction de la mobilité

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Mobilité	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de section	Selon budget

NIVEAU D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Ingénieur – Chef d'équipe	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – MOBILITÉ ET ATTRACTIVITÉ

SERVICE DE L'URBANISME ET DE LA MOBILITÉ

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

Direction des projets de mobilité durable

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Projets de mobilité durable	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

BUREAU DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA RÉSILIENCE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Transition écologique et de la résilience	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Espace pour la vie	Selon budget
Directeur du Jardin botanique	Selon budget
Directeur du Biodôme	Selon budget
Directeur du Planétarium Rio Tinto Alcan	Selon budget
Directeur de l'Insectarium	Selon budget
Directeur de l'exploitation	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget
Botaniste (responsable de la Bibliothèque)	Selon budget
Régisseurs	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Contremaîtres	Selon budget
Préposés au soutien administratif	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE LA CULTURE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Culture	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur de 1er niveau	Selon budget
Secrétaires de direction	Selon budget
Secrétaires d'unité administrative	Selon budget
Préposés au soutien administratif	Selon budget
Agents de bureau	Selon budget

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA - QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Diversité et inclusion sociale	Selon budget
Directeur – Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM)	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon le budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon le budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Agent de bureau	2 000 $
Préposés au soutien administratif	2 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Environnement	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

Niveau D

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Superviseurs – Inspection des aliments	Selon budget

Direction de la gestion des matières résiduelles et infrastructures

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de direction - Matières résiduelles et infrastructures	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Développement économique	Selon budget
Directeur – Direction entrepreneuriat	Selon budget
Directeur – Partenariats stratégiques et affaires internationales	Selon budget
Directeur – Direction mise en valeur des pôles économiques	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chef de division – Division intelligence économique	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	2 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – QUALITÉ DE VIE

SERVICE DE L'HABITATION

NIVEAU A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur – Habitation	Selon budget

NIVEAU B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

NIVEAU C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

NIVEAU E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction – directeur premier niveau	2 000 $
Secrétaire de direction	2 000 $

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Concertation des arrondissements	Selon budget
Directeur(s)	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de section	Selon budget

SERVICE SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service – Technologies de l'information	Selon budget
Directeurs	Selon budget
Chef de la Sécurité de l'information (CISO)	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Architectes d'entreprise TI	Selon budget
Chef de division – Service aux utilisateurs	Selon budget
Chefs de division – Solution d'affaires – Systèmes corporatifs	Selon budget
Chefs de division – Solutions numériques	Selon budget
Chefs de division – Gestion des programmes et portefeuilles	Selon budget
Chefs de division – Réseaux de télécommunications	Selon budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division – Centre d'expertise – Infrastructures et plateformes	Selon budget
Chefs de division – Performance TI et Sourçage	Selon budget
Chefs de division – Solution d'affaires	Selon budget
Chefs de section	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaires de direction	Selon budget
Préposées au soutien administratif	Selon budget

BUREAU SOUS LA GOUVERNE DU DGA – SERVICES AUX CITOYENS

SERVICE DE L'EXPÉRIENCE CITOYENNE ET DES COMMUNICATIONS

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur de service	Selon budget
Directeurs	Selon budget

Niveau B

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Chefs de division	Selon le budget

Niveau C

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Superviseurs	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	3 000 $

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL DE VILLE

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Présidente	Selon budget

ANNEXE A

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL DE VILLE

OMBUDSMAN DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Ombudsman	Selon budget

ORGANISME SOUS LA GOUVERNE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SECRÉTARIAT DE LIAISON DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Niveau A

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Directeur	Selon budget

Niveau E

NIVEAU APPLICABLE AUX ARTICLES DU RÈGLEMENT SAUF POUR L'ARTICLE 27	MONTANT APPLICABLE POUR L'ARTICLE 27
Secrétaire de direction	Selon budget

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.011

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1204521002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « rue des Petits-Chars » une partie du boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Il est recommandé :

de renommer « rue des Petits-Chars » la voie parallèle au boulevard Henri-Bourassa Est et portant le même nom, située entre l'avenue Millen et la rue Saint-Hubert, et se trouvant sur une partie des lots 1 998 941, 1 998 942 et 1 998 943 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-04 13:40

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204521002**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Renommer « rue des Petits-Chars » une partie du boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville souhaite renommer une partie du boulevard Henri-Bourassa Est dont la disposition porte à confusion.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet.

DESCRIPTION

Renommer « rue des Petits-Chars » la voie parallèle au boulevard Henri-Bourassa Est et portant le même nom, située entre l'avenue Millen et la rue Saint-Hubert, et se trouvant sur une partie des lots 1 998 941, 1 998 942 et 1 998 943 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Un problème de repérage est à la base de cette recommandation. Une voie parallèle au boulevard Henri-Bourassa porte aussi ce nom, ce qui prête à confusion.

Rue des Petits-Chars

La trame urbaine est ainsi formée puisque le tramway passait autrefois à cet endroit. Les tramways étaient à l'époque appelés « petits chars » dans le langage populaire. Le fait de renommer cette voie « rue des Petits-Chars » rend hommage au patrimoine montréalais tout en s'inspirant de la trame urbaine.

Le comité consultatif local de patrimoine et de toponymie de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a appuyé cette recommandation lors de sa séance du 1er octobre 2019.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette recommandation lors de sa séance du 4 octobre 2019.

Environ 55 adresses municipales seront touchées par ce changement de dénomination.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action permet de mettre en valeur un espace public en rendant hommage au patrimoine populaire montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le changement de nom de ce tronçon du boulevard Henri-Bourassa Est aura un impact sur :

- Environ 55 adresses municipales;
- La signalisation et les plaques de nom de rue référant au boulevard Henri-Bourassa Est que l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville devra remplacer par un affichage du nouveau toponyme de la rue des Petits-Chars.

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire. Ce changement de toponyme contribuera à éviter la confusion.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution par le conseil municipal :

- Transmission par le Service du greffe de la résolution aux services municipaux et aux services d'utilité publique (services d'urgence, Postes Canada, etc.), les informant du changement de nom et de la date à laquelle il sera en vigueur;
- Transmission de la résolution à la Commission de toponymie du Québec pour étude et officialisation du changement de nom;
- Diffusion d'un communiqué commun de la Ville de Montréal et de Postes Canada auprès des propriétaires et occupants directement visés par la décision pour les informer du changement de nom et de la procédure à suivre relativement au changement d'adresse;
- Confection et installation des nouvelles plaques de nom de rue pour la rue des Petits-Chars par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville à la suite de l'officialisation du nouveau toponyme par la Commission de toponymie du Québec. Une période de double affichage débute alors pour informer les usagers du changement de nom de la rue. Les nouvelles plaques de nom de rue doivent ainsi cohabiter un certain temps avec les anciennes plaques. La pratique veut que les plaques indiquant l'ancien nom soient rayées d'une barre diagonale indiquant qu'il s'agit du nom qui est remplacé;
- Pour faciliter la transition, Postes Canada procède gratuitement au changement d'adresse et au réacheminement du courrier des destinataires qui n'auront pas encore

effectué leur changement d'adresse pendant une période de 12 mois suivant la prise d'effet du changement de nom. Ce délai vise notamment à permettre aux personnes physiques et morales dont l'adresse est affectée par un changement de nom de rue de compléter le changement d'adresse requis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Michel BORDELEAU, 30 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

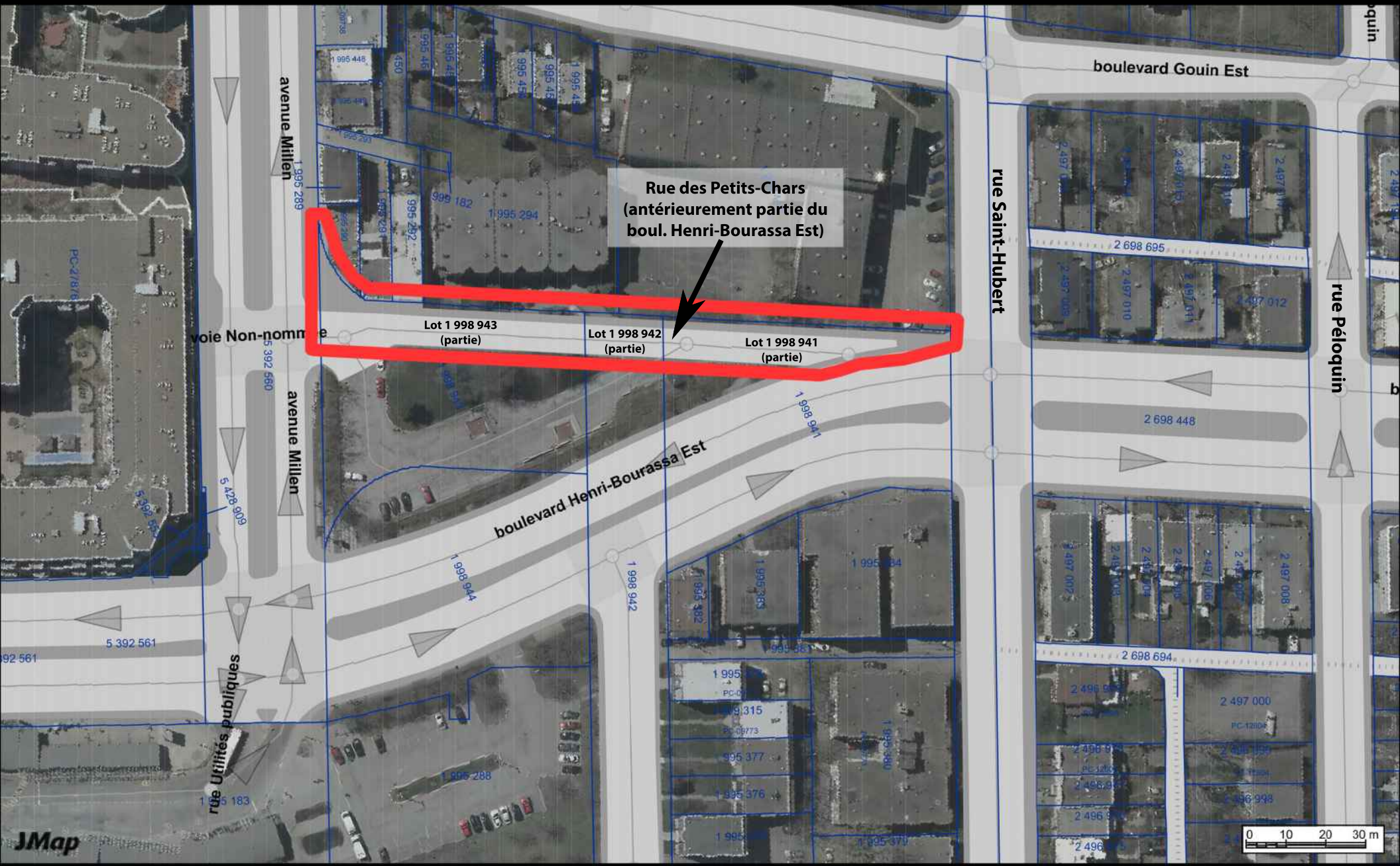
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Monique TESSIER
Chef de division - Planification urbaine
Tél : 514 872-9688
Approuvé le : 2020-02-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-02-04

Renommer « rue des Petits-Chars » une partie du boulevard Henri-Bourassa Est, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Dossier numéro 1204521002



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
23 janvier 2020

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.012

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1204521001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la rue Yvette-Brillon, renommer « rue Yvette-Brillon » une partie de la rue de Port-Royal Ouest et nommer le prolongement de la rue Elzéar-Soucy, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Il est recommandé :

- de nommer « rue Yvette-Brillon » la rue formant une boucle au sud-ouest du boulevard de l'Acadie et constituée du lot numéro 1 490 519 et d'une partie du lot numéro 6 085 308 du cadastre du Québec;
- de renommer « rue Yvette-Brillon » la partie de la rue de Port-Royal Ouest située entre le boulevard de l'Acadie et la rue Birnam et constituée du lot numéro 2 422 626 du cadastre du Québec;
- de nommer le prolongement de la rue Elzéar-Soucy situé au sud-est de la rue Sauvé Ouest et constitué d'une partie du lot numéro 6 085 308 du cadastre du Québec.

Le tout comme indiqué sur le plan joint au dossier.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-02-09 15:20

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204521001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Nommer la rue Yvette-Brillon, renommer « rue Yvette-Brillon » une partie de la rue de Port-Royal Ouest et nommer le prolongement de la rue Elzéar-Soucy, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville doit nommer une nouvelle rue dans le projet résidentiel Voltige, dans le secteur bordé par la rue Sauvé Ouest et le boulevard de l'Acadie. La nouvelle rue se trouvant dans la continuité d'une partie isolée de la rue de Port-Royal Ouest, il est souhaité que le nouveau nom remplace celui de la rue de Port-Royal Ouest au sud-ouest de la rue Birnam.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à :

- nommer « rue Yvette-Brillon » la rue formant une boucle au sud-ouest du boulevard de l'Acadie et constituée du lot numéro 1 490 519 et d'une partie du lot numéro 6 085 308 du cadastre du Québec;
- renommer « rue Yvette-Brillon » la partie de la rue de Port-Royal Ouest située entre le boulevard de l'Acadie et la rue Birnam et constituée du lot numéro 2 422 626 du cadastre du Québec;
- nommer le prolongement de la rue Elzéar-Soucy situé au sud-est de la rue Sauvé Ouest et constitué d'une partie du lot numéro 6 085 308 du cadastre du Québec.

Le tout comme indiqué sur le plan joint au dossier.

JUSTIFICATION

Yvette Brillon (1907-1996)

Modiste et chapelière montréalaise, elle est considérée par plusieurs comme étant la plus grande chapelière de l'histoire de la mode au Canada. En 1933, elle ouvre un premier atelier sur la rue Saint-Denis et démarre ainsi son entreprise qui emploiera jusqu'à 60 ouvrières et deviendra l'une des plus prestigieuses entreprises de mode en Amérique qui soient dirigées par une femme. Elle se retire dans les années 1970, mais continuera à servir une clientèle choisie à son domicile de la Rive-Sud jusqu'à l'âge de 75 ans.

Le choix de ce toponyme s'appuie sur la proximité de la nouvelle rue avec le Quartier de la mode. Il s'agit également d'un nom présent dans la banque Toponym'Elles.

Elzéar Soucy (1876-1970)

Sculpteur montréalais ayant notamment enseigné à l'École du meuble. On peut voir quelques-unes de ses œuvres à l'Assemblée nationale et au Musée du Québec. Spécialisé dans la sculpture décorative, il réalise des motifs pour la résidence de Sir Rodolphe Forget (3685, avenue du Musée) et pour le Musée des beaux-arts de Montréal.

Rue de Port-Royal Ouest

La partie de la rue de Port-Royal Ouest visée par le changement de nom est le segment discontinu situé le plus à l'ouest de la rue de Port-Royal Ouest. Depuis 1912, la rue de Port-Royal rappelle la ville de Port-Royal (aujourd'hui Annapolis-Royal) en Nouvelle-Écosse, fondée par Pierre Dugua de Mons assisté de Samuel de Champlain en 1605. Outre le segment situé au sud-ouest de la rue Birnam, la rue de Port-Royal conserve son nom.

Sources :

- ASSOCIATION DES TRUTEAU D'AMÉRIQUE. « Chapeau, Yvette Brillon! », *Le Tambour Battant* , [En ligne], [truteau.org/chapeau--yvette-brillon--_ws170288.wsbl] (Consulté le 21 janvier 2020).
- VILLE DE MONTRÉAL. « Rue Elzéar-Soucy », *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne], [ville.montreal.qc.ca/toponymie] (Consulté le 22 janvier 2020).
- VILLE DE MONTRÉAL. « Rue de Port-Royal Ouest », *Répertoire historique des toponymes montréalais* , [En ligne], [ville.montreal.qc.ca/toponymie] (Consulté le 4 février 2020).

Le comité consultatif local de patrimoine et de toponymie de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville a appuyé cette recommandation lors de sa séance du 1er octobre 2019.

Le comité de toponymie de la Ville de Montréal a appuyé cette recommandation lors de sa séance du 4 octobre 2019.

La famille de madame Yvette Brillon a été informée du projet de dénomination de la Ville de Montréal et l'appuie avec enthousiasme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette action permet de mettre en valeur un espace public en faisant connaître aux usagers une femme ayant marqué l'histoire de la mode canadienne.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'attribution officielle de noms aux lieux publics a pour objectif d'en assurer un repérage rapide et sécuritaire.

Le changement de nom du tronçon de la rue de Port-Royal Ouest situé au sud-ouest de la rue Birnam vise à éviter la confusion et aura un impact sur :

- Une adresse municipale commerciale;
- La signalisation et les plaques de nom de rue référant à la rue de Port-Royal Ouest que l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville devra remplacer.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications, en collaboration avec l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution par le conseil municipal :

- Transmission par le Service du greffe de la résolution aux services municipaux et aux services d'utilité publique (services d'urgence, Postes Canada, etc.), les informant du nouveau toponyme, du changement de nom du segment de la rue de Port-Royal Ouest et de la date à laquelle ce changement prendra effet;
- Transmission de la résolution à la Commission de toponymie du Québec pour étude et officialisation du nouveau nom;
- Diffusion d'un communiqué commun de la Ville de Montréal et de Postes Canada auprès des propriétaires et occupants directement visés par la décision pour les informer du changement de nom du segment de la rue de Port-Royal Ouest et de la procédure à suivre relativement au changement d'adresse;
- Confection et installation des plaques de nom de rue pour la rue Yvette-Brillon par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville à la suite de l'officialisation du nouveau toponyme par la Commission de toponymie du Québec. Une période de double affichage débute alors pour informer les usagers du changement de nom du segment de la rue de Port-Royal Ouest. Les nouvelles plaques de nom de rue doivent ainsi cohabiter un certain temps avec les anciennes plaques. La pratique veut que les plaques indiquant l'ancien nom soient rayées d'une barre diagonale indiquant qu'il s'agit du nom qui est remplacé;
- Pour faciliter la transition, Postes Canada procède gratuitement au changement d'adresse et au réacheminement du courrier des destinataires qui n'auront pas encore effectué leur changement d'adresse pendant une période de 12 mois suivant la prise d'effet du changement de nom. Ce délai vise notamment à permettre aux personnes physiques et morales dont l'adresse est affectée par un changement de nom de rue de compléter le changement d'adresse requis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel BORDELEAU, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

Michel BORDELEAU, 30 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominic DUFORD
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-5309
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Sonia VIBERT
Chef de division

Tél : 514-872-0352
Télécop. : 514 872-0049

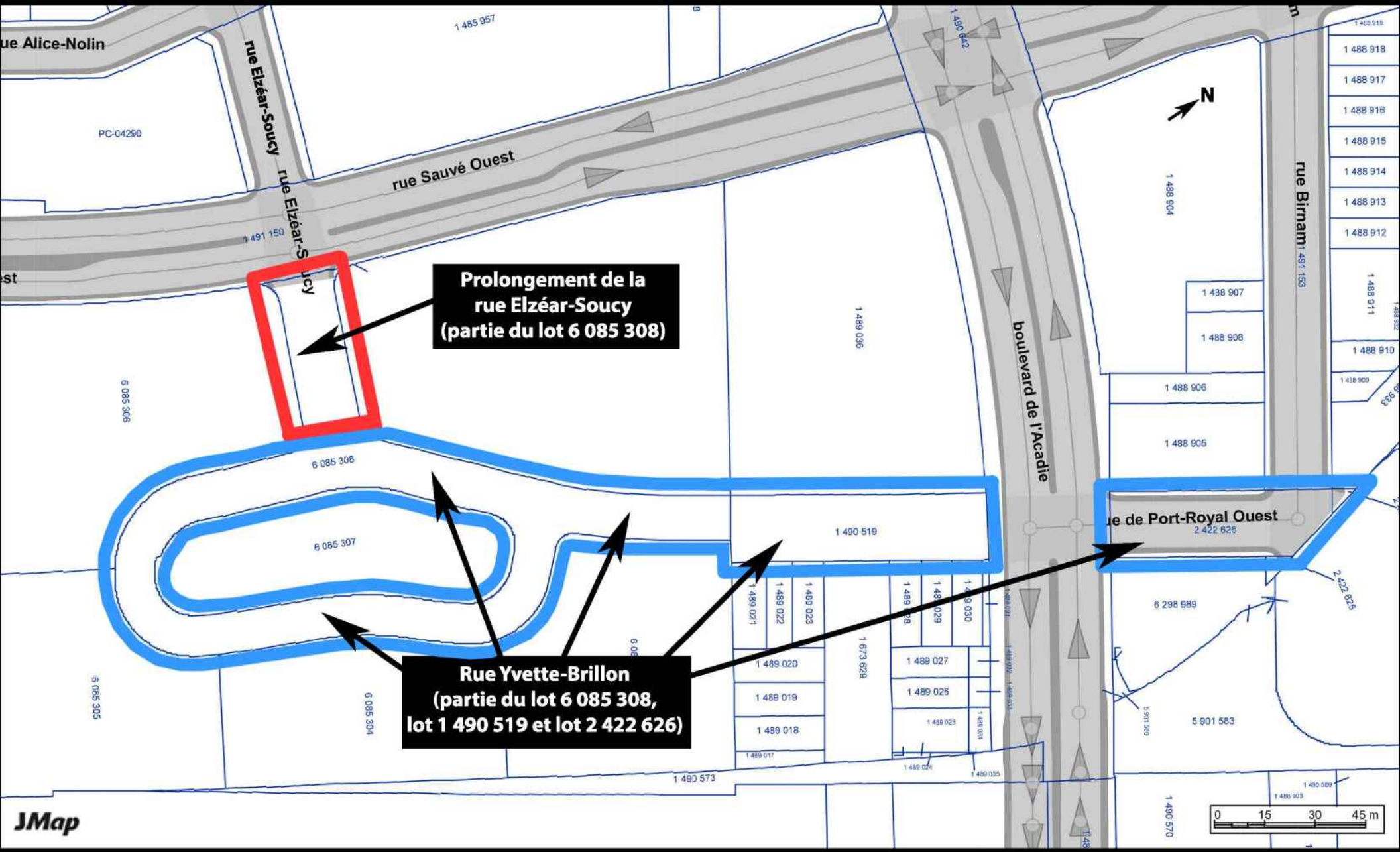
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lise BERNIER
Division de l'aménagement et du design urbain
Tél : 514 872-9688
Approuvé le : 2020-02-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

David THERRIEN
Directeur
Tél : 514 872-7092
Approuvé le : 2020-02-06

Nommer la rue Yvette-Brillon, renommer « rue Yvette-Brillon » une partie de la rue de Port-Royal Ouest et nommer le prolongement de la rue Elzéar-Soucy, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
Dossier numéro 1204521001



Division du patrimoine, Direction de l'urbanisme, SUM
4 février 2020

Source : SIGS
Ville de Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.013

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1203264003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 59 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (18-042), une ordonnance relative à l'autorisation de garde de reptiles, dans le cadre du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, sur le territoire de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020

Je recommande :
d'autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020 et d'édicter une ordonnance relative à la tenue de l'événement.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-02-12 08:57

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 3 février 2020	Résolution: CA20 27 0022

Demander au comité exécutif d'autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020 et d'édicter une ordonnance relative à la tenue de l'événement.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Éric Alan CALDWELL

Et résolu :

Demander au comité exécutif d'autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020 et d'édicter une ordonnance relative à la tenue de l'événement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.12 1203264003

Dina TOCHEVA

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 février 2020

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.013

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1203264003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif d'autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020 et édicter une ordonnance relative à la tenue de l'événement

Je recommande :
Demander au comité exécutif d'autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020 et édicter une ordonnance relative à la tenue de l'événement.

Signé par Serge VILLANDRÉ **Le** 2020-01-28 09:06

Signataire : Serge VILLANDRÉ

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203264003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif d'autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020 et édicter une ordonnance relative à la tenue de l'événement

CONTENU

CONTEXTE

Le Collège de Maisonneuve tiendra le Salon des reptiles les 29 février et 1er mars prochains et l'arrondissement désire autoriser cet événement pour une dernière année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 19 0333 (1193264002) Autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 2 et 3 mars 2019.

DESCRIPTION

Le Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (18-042) impose à l'arrondissement l'obligation de requérir du comité exécutif une ordonnance pour prévoir les endroits où la garde d'animaux, qui ne sont pas inclus à la liste des espèces permises selon l'article 6 du même règlement, est autorisée et les conditions de garde applicables, le cas échéant (paragraphe 3 de l'article 59 du règlement).
Le conseil d'arrondissement demande au comité exécutif d'édicter une ordonnance afin de permettre la tenue du Salon des reptiles qui aura lieu les 29 février et 1er mars au Collège de Maisonneuve.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'ordonnance devra être publié dans Le Journal de Montréal avant la tenue de l'événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre PAUL-HUS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie MILLETTE, Service de la concertation des arrondissements

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guylaine TRUDEL
Secrétaire de direction - premier niveau

Tél : 514 872-7275
Télécop. : 514 868-4112

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-25

Guylaine TRUDEL
Secretaire de direction - directeur de premier niveau

Tél : 514 872-7275
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203264003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Demander au comité exécutif d'autoriser la tenue du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve, les 29 février et 1er mars 2020 et édicter une ordonnance relative à la tenue de l'événement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le texte soumis est conforme, avec correction mineure pour préciser la date exacte de l'événement.

FICHIERS JOINTS

Ordonnance_Règl. 18-042_Reptiles.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre PAUL-HUS
Avocat, division droit public
Tél : 514 872-1891

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Jean-Philippe GUAY
Chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ORDONNANCE
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR L'ENCADREMENT DES ANIMAUX DOMESTIQUES (18-042)

ORDONNANCE RELATIVE À L'AUTORISATION DE GARDE DE REPTILES DANS LE CADRE DU SALON DES REPTILES AU COLLÈGE DE MAISONNEUVE SUR LE TERRITOIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Vu le paragraphe 3° de l'article 59 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (18-042);

À la séance du _____, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. Malgré l'article 6 et le paragraphe 2° de l'article 22 du Règlement sur l'encadrement des animaux domestiques (18-042), la garde de reptiles sur le territoire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve est autorisée dans le cadre du Salon des reptiles au Collège de Maisonneuve les 29 février et 1er mars 2020 aux conditions suivantes :

1° elle s'effectue au collège de Maisonneuve, situé au 3800, rue Sherbrooke Est;

2° en tout temps, les animaux doivent être surveillés par du personnel affecté aux soins des animaux;

3° en tout temps, les animaux sont gardés sur une parcelle de terrain clôturée ou dans une installation fermée;

4° les animaux doivent avoir accès à une quantité suffisante d'eau, de nourriture, un abri adéquat, une ventilation, un éclairage et un chauffage adapté;

5° aucune odeur liée à cette activité ne doit être perceptible à l'extérieur des limites du terrain où elle s'exerce;

6° toute installation doit être retirée à la fin de l'activité et les lieux doivent être remis en état.

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Journal de Montréal* le XXXXXX.

GDD : 1203264003

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.014

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1198018001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter les projets de règlement intitulés « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social » et « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social. »

Il est recommandé :

1. d'adopter le projet de règlement intitulé : Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social.
2. d'adopter le projet de règlement intitulé : Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-02-13 11:49

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198018001**
Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Stratégie 12 000 logements
Objet :	Adopter les projets de règlement intitulés « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social » et « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social. »

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 septembre 2017, le gouvernement du Québec a adopté la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (Loi n^{o} 121 modifiant l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal). Cette Loi confère à la Ville de Montréal le pouvoir d'exercer, sur tout ou en partie de son territoire, un droit de préemption sur tout immeuble (art. 151.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, RLRQ, c. C-11.4, ci-après : « annexe C de la Charte »). Concrètement, ce pouvoir donne à la Ville un droit de premier refus et donc la possibilité d'acheter les immeubles qui sont assujettis au droit de préemption, en priorité sur tout autre acheteur.
En appui à la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018 -2021, le Conseil d'agglomération a adopté un règlement d'emprunt de 50 M $ pour l'acquisition d'immeubles à des fins de logements sociaux et communautaires afin de bonifier sa réserve foncière. Le droit de préemption s'avère un outil supplémentaire dans ce contexte pour appuyer les démarches d'acquisition d'immeubles.

La mise en oeuvre du droit de préemption requiert l'adoption d'un règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption pour fins de logement social peut être exercé, ainsi que d'un règlement de délégation de pouvoirs du Conseil d'agglomération au Comité exécutif relatif à l'exercice de ce droit. Ce dernier règlement permettra à la Ville de respecter les délais légaux prescrits.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0468 (23 août 2018) - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

DESCRIPTION

Le droit de préemption prévu à la Charte accorde à la Ville la possibilité d'exercer un droit de premier refus sur l'acquisition d'immeubles mis en vente sur son territoire. La Ville peut exercer ce droit de préemption à des fins municipales sur tout immeuble, à l'exclusion d'un immeuble appartenant à un organisme public.

Procédure pour la mise en place d'un droit de préemption

Le processus visant l'exercice d'un droit de préemption est encadré par les dispositions de l'annexe C de la Charte :

1. La Ville doit déterminer, par règlement, les territoires où pourront être assujettis des immeubles ainsi que les fins pour lesquelles ils pourront être préemptés;
2. Subséquemment, la Ville doit, par résolution, désigner spécifiquement les immeubles pour lesquels elle souhaite obtenir ce droit;
3. Finalement, la Ville doit notifier un avis d'assujettissement à chacun des propriétaires de ces immeubles, puis le publier au registre foncier. L'assujettissement est valide pour une période de 10 ans à compter de cette publication;
4. Dans l'éventualité où durant cette période de 10 ans, le propriétaire de l'immeuble ainsi assujetti désire vendre, il devra d'abord soumettre à la Ville un avis d'intention d'aliéner l'immeuble et fournir l'offre d'achat qu'il a reçue accompagnée des documents pertinents;
5. La Ville pourra alors, au plus tard le 60^{e} jour suivant la notification de l'avis de l'intention d'aliéner l'immeuble, évaluer l'opportunité et notifier au propriétaire un avis de son intention d'exercer son droit de préemption;
6. Lorsque la Ville se prévaudra de son droit de préemption envers un propriétaire, elle devra acquitter le prix de l'immeuble dans les 60 jours suivant la notification de l'avis de son intention de l'acquérir. L'immeuble sera finalement acquis au prix et aux conditions de l'offre d'achat qu'avait reçue le propriétaire.

Règlements associés au droit de préemption

L'adoption de deux projets de règlement constitue l'objet de ce dossier.

1. *« Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social. »*

> Ce règlement prévoit que le droit de préemption à des fins de logements social pourra s'exercer sur tout le territoire de l'agglomération, puisque le logement social est de compétence d'agglomération. Il revient donc au Conseil d'agglomération de désigner, par résolution, les divers immeubles qui seront assujettis à cette fin.

2. *« Règlement intérieur du Conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du Conseil d'agglomération au Comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social. »*

Le second règlement accorde au comité exécutif le pouvoir de se prévaloir du droit de préemption ou d'y renoncer à l'égard d'un immeuble qui y est assujetti. Également, ce règlement prévoit la sous délégation à un fonctionnaire de la Ville du pouvoir d'acquérir par préemption, ou d'y renoncer lorsque l'immeuble visé est d'une valeur inférieure à 150 000 $.

Il est à noter qu'un dossier décisionnel additionnel sera soumis au Conseil d'agglomération à une date ultérieure (mars 2020) portant sur un projet de résolution désignant des immeubles pour lesquels un droit de préemption sera demandé.

JUSTIFICATION

Atteinte des objectifs de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021

L'acquisition d'un droit de préemption pour le développement du logement social s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de développement de 12 000 logements sociaux et abordables 2018-2021. Le recours à ce droit permettra de bonifier la réserve foncière municipale d'immeubles destinés à la réalisation de logements sociaux. Il constitue un complément aux outils déjà disponibles.

Ainsi, s'ajoutant aux acquisitions négociées de gré à gré et à certaines transactions par voie d'expropriation, le droit de préempter un immeuble permettra à la Ville d'agir avec une agilité accrue sur le marché de la revente. Notamment, dans des secteurs où les besoins en logements sociaux sont importants, dans des secteurs où la Ville s'est fixé des objectifs de réalisation en terme de logements sociaux et dans des secteurs en forte croissance.

Le mécanisme à implanter permettra, sur une période de dix (10) ans après la notification des avis d'assujettissement, d'acquérir des terrains d'intérêt avant qu'ils ne soient cédés à un tiers. Ainsi, la Ville pourra réaliser des transactions immobilières au moment opportun pour le propriétaire, à la valeur marchande de l'immeuble, et minimiser le recours aux mécanismes d'expropriation qui s'avère onéreux.

Obtention de la délégation de pouvoirs

Au moment où un avis d'intention d'aliéner l'immeuble est notifié par un propriétaire, la Ville doit respecter un délai prescrit de 60 jours pour signifier l'intention d'acquérir l'immeuble. Dû aux délais très restrictifs associés à l'avis de l'intention d'acquérir un immeuble et à l'acquittement du prix de l'immeuble, il s'avère nécessaire d'attribuer au Comité exécutif de la Ville le pouvoir d'exercice du droit de préemption. Il demeure cependant que le pouvoir de désignation des lots sur lesquels s'applique le droit de préemption reste de compétence exclusive du Conseil d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à ce que prévoit la Charte, les immeubles qui seront achetés par la Ville par l'exercice du droit de préemption seront acquis à une valeur correspondant au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et un tiers. Chaque transaction fera l'objet d'analyses, par les services compétents, pour établir l'acceptabilité du prix proposé. L'adoption, en août 2018, du règlement d'emprunt de 50 M $ permettra, le cas échéant, de financer les acquisitions faites suivant le recours au droit de préemption. Ainsi, les sommes prévues au Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 18-029 « Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires », donneront les crédits nécessaires pour procéder à certaines acquisitions stratégiques souhaitées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces acquisitions immobilières permettront de soutenir la mise en œuvre des interventions municipales afin de créer des quartiers conviviaux et assurer une offre suffisante de logements sociaux et communautaires, un élément important d'une réelle mixité sociale et d'un développement urbain viable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption des règlements permettra de mettre en place un outil d'acquisition de terrains avantageux à des fins de logement social. La délégation du pouvoir d'exercer le droit de préemption au Comité exécutif et à un fonctionnaire de la Ville permettra d'acquérir des terrains qui autrement ne pourraient être achetés à l'intérieur des délais impartis par la Loi.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est suggérée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

§ Février 2020 : Présentation en 1ère lecture des deux règlements au Conseil d'agglomération;
§ Mars 2020 : Adoption des deux règlements et adoption d'une résolution par le conseil d'agglomération désignant tous les immeubles qui seront assujettis au droit de préemption pour fins de logement social;
§ Hiver 2020 et printemps 2020 : Inscription des avis d'assujettissement pour chacun des lots visés par le droit de préemption.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Alexandre AUGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-09-20
Audrey BLUTEAU-DESLAURIERS Conseiller en aménagement		Isabelle LUSSIER Chef de division	
Tél :	514 872-8660	**Tél :**	514-872-7909

Télécop. :

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-02-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2020-02-13

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1198018001

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction , Division stratégies et produits résidentiels
Objet :	Adopter les projets de règlement intitulés « Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social » et « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social. »

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièces jointes.

Veuillez noter que le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-XXX), pour son adoption, doit comporter à la fois la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale et la majorité des voix des membres qui représentent les municipalités reconstituées conformément au deuxième alinéa de l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005).

FICHIERS JOINTS

2020-02-10-Règlement délégation.doc 2020-02-10-Règlement preemption habitation.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre AUGER
avocat
Tél : 514-872-1436

ENDOSSÉ PAR

Le : 2020-02-10

Annie GERBEAU
avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division :

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-XXX

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION AU COMITÉ EXÉCUTIF RELATIF À L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION AUX FINS DE LOGEMENT SOCIAL (RCG 20-XXX)

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu les articles 34 et 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le conseil d'agglomération délègue au comité exécutif les pouvoirs suivants :

1° le pouvoir de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir un immeuble qui est assujetti à ce droit conformément aux dispositions du Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-XXX) ou celui d'y renoncer, eu égard aux immeubles énumérés à la résolution CG20 XXXX adoptée le _____ 2020;

2° le pouvoir de requérir la radiation de l'inscription au registre foncier d'un avis d'assujettissement au droit de préemption à la suite d'une renonciation à l'exercice de ce droit.

2. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement peut être délégué à un fonctionnaire ou employé de la Ville en vertu de l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, à l'exception du pouvoir de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir un immeuble, assujetti à ce droit, dont la valeur excède 150 000 $.

3. Le comité exécutif doit soumettre trimestriellement au conseil d'agglomération un rapport faisant état de l'exercice du pouvoir délégué. Ce rapport doit notamment comporter la liste des immeubles préemptés par la Ville et le prix de leur acquisition.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1198018001

20-XXX/2

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-XXX

RÈGLEMENT DÉTERMINANT LE TERRITOIRE SUR LEQUEL LE DROIT DE PRÉEMPTION PEUT ÊTRE EXERCÉ ET SUR LEQUEL DES IMMEUBLES PEUVENT ÊTRE AINSI ACQUIS AUX FINS DE LOGEMENT SOCIAL

Vu le paragraphe 5° de l'article 87 de Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 151.1 à 151.7 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
APPLICATION

1. Le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé par la Ville de Montréal et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social, est celui de l'agglomération de Montréal décrit à l'article 4 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

2. Le conseil d'agglomération de Montréal désigne, par résolution, l'assujettissement d'un immeuble situé dans le territoire mentionné à l'article 1 aux fins de logement social.

SECTION II
AVIS D'INTENTION D'ALIÉNER L'IMMEUBLE

3. Le propriétaire d'un immeuble assujetti au droit de préemption doit, avant d'aliéner son immeuble, notifier un avis d'intention d'aliéner l'immeuble à la Ville de Montréal.

Lorsque l'offre d'achat prévoit une contrepartie non-monétaire, l'avis d'intention d'aliéner l'immeuble doit contenir une estimation fiable et objective de la valeur de la contrepartie non-monétaire.

Le propriétaire doit notifier l'avis d'intention d'aliéner l'immeuble au Greffe de la Ville de Montréal. Il peut aussi le faire par voie électronique en utilisant le formulaire disponible en ligne sur le site Internet de la Ville.

Quel que soit le mode de notification qu'il utilise, le propriétaire doit être en mesure de constituer une preuve de sa notification de l'avis d'intention d'aliéner l'immeuble.

4. Le propriétaire d'un immeuble assujetti au droit de préemption doit, au plus tard 15 jours après la notification de son avis d'intention d'aliéner l'immeuble, faire parvenir l'offre d'achat à la Ville et, dans la mesure où ils existent, les documents suivants :

1° bail ou entente d'occupation de l'immeuble;

2° contrat de courtage immobilier;

3° étude environnementale;

4° rapport d'évaluation de l'immeuble;

5° autres études ou documents utilisés dans le cadre de l'offre d'achat;

6° rapport établissant la valeur monétaire de la contrepartie non-monétaire prévue à l'offre d'achat.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1198018001

20-XXX/2

CE : 50.001

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 50.002

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2020/02/19
08:30

Dossier # : 1208078003

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er janvier au 31 janvier 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

Il est recommandé :

- de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er janvier au 31 janvier 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-02-06 16:51

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208078003**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er janvier au 31 janvier 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel a pour but de soumettre aux autorités municipales compétentes un rapport global des décisions rendues par un fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI »), concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, en vertu du RCE 02-004 *Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employé.*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0158 du 5 février 2020 - de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er décembre au 31 décembre 2019, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

DESCRIPTION

Dépôt du rapport global visant les décisions rendues par un fonctionnaire de niveau A du SGPI concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles.
Ainsi, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 janvier 2020, il est démontré qu'il y a eu trois (3) décisions déléguées accordées par le fonctionnaire de niveau A concerné. Les trois (3) décisions concernent l'aliénation d'immeubles. Il n'y a pas eu de décision déléguée concernant la location.

JUSTIFICATION

Ne s'applique pas

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation du rapport au comité exécutif : Mars 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Neritan SADIKU
Secretaire d'unite administrative

Tél : 514-872-3015
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-06

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844
Télécop. : 514-872-8350

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2020-02-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-02-06

Montréal

Rapport sur toutes les transactions visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (art. 26.1 du RCE 02-004) pour la période du 1er janvier 2020 au 31 janvier 2020

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Réalisé selon l'encadrement C-OG-GPI-D-17-003*	Requérant	Objet du sommaire
2194501004	2020-01-15	DA194501004	Non	Le citoyen	Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal renonce à une servitude réelle pour fins de services publics et parapublics, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 161 639, dont l'assiette est située côté sud de la rue Jarry, à l'est de la rue Napoléon-Desmarchais, dans l'arrondissement de Saint-Léonard, le tout sans contrepartie
2194386003	2020-01-21	DA194386003	Oui	L'Acquéreur	Approuver un projet d'acte de vente par lequel la Ville de Montréal vend, aux fins d'assemblage résidentiel, à 9364-9606 Québec inc., deux parcelles de lots dont l'une est enclavée, situées au 16106-16108, rue Delphis-Delorme dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, d'une superficie totale de 92,1 m² pour le prix 3 800 $, plus les taxes applicables.

*L'encadrement concerne uniquement des ventes et parcelles de terrain, de résidus de terrain et de parties de ruelle

Montréal

Rapport sur toutes les transactions visant l'acquisition ou l'aliénation d'un immeuble délégué au fonctionnaire de niveau A du Service de la gestion et de la planification immobilière (art. 26.1 du RCE 02-004) pour la période du 1er janvier 2020 au 31 janvier 2020

Sommaire	Date de décision	No. de décision	Réalisé selon l'encadrement C-OG-GPI-D-17-003*	Requérant	Objet du sommaire
2195840005	2020-01-24	DA195840005	Non	SIRR	Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de 10034738 Canada inc. un terrain vacant, connu et désigné comme étant le lot 6 331 931 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 155,9 m², pour des fins d'utilités publiques, pour la somme de 136 110,85 $, incluant les taxes applicables. - Verser au registre du domaine public comme rue le lot 6 331 931 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

*L'encadrement concerne uniquement des ventes et parcelles de terrain, de résidus de terrain et de parties de ruelle

CE : 60.002

2020/02/19 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS